ORASSCOPIE XIII

Revue Trimestrielle Eveil Congo

(Juillet-Septembre-Décembre 2025)

Institut National Congolais des Recherches Scientifiques (INCRS-RDCONGO)

En RDC Dépôt légal à la Bibliothèque nationale N°

JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 011/RDC-1137

ISBN **9786-2066-961-93**

9 786206 696193

L'hymne de l'ORASSU

ORASSU l'éveil du géant,
La plume savante et holistique des recherches pluridisciplinaires qui valorise nos talents.

Flambeau rayonnant de liberté d'écrire notre propre histoire ; Grenier du savoir culturel, scientifique et philosophique du temps présent pour la conservation du mémoire individuel et collectif de notre peuple.

Engagé dans l'unité des chercheurs pour la paix, le Professionnalisme, l'Intégrité, la Créativité, le travail en équipe dans le même objectif, la responsabilité dirigée, le Respect dans la diversité et l'Innovation dans la production des œuvres d'esprit.

ORASSU, la défense de droit d'auteur,
ORASSU, la protection des sources,
ORASSU, La publication de nos travaux de fin de cycle
ORASSU la culture d'excellence
ORASSU le choix de l'émergence
ORASSU l'encre du bonheur
ORASSU, la communication de résultat
La joie de l'écriture
Maintenant et
Pour toujours !

MAISON D'EDITION, DE PRODUCTION ET DE PUBLICATION DES ŒUVRES D'ESPRIT

INVESTIR DANS LE SAVOIR POUR LA TRANSFORMATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO D'AFRIQUE ET DU MONDE

ORASSU International
©INCRS-RDC
ORASSCOPIE XIII

Pour la dissemination du Savoir Scientifique et Hollistique depuis la République Démocratique du Congo vers l'Afrique et le monde

RDC, Kinshasa, Déc. 2025
La Rédaction Centrale
Dr. John-Modest MUTAYONGWA
+243 991900 910
diffusion.orassu@gmail.com

REMERCIEMENTS ET NOS VŒUX LES MEILLEURS !

Nous exprimons notre profonde reconnaissance : **À Son Excellence Monsieur le Président, FELIX ANTOINE TSHISEKEDI** , Commandant Suprême et Garant du bon fonctionnement des Institutions de la République

Démocratique du Congo. Pour sa vision de transformation du pays par le savoir, l'innovation et la dignité humaine ; En cette fin d'année, **ORASSU International** adresse à Votre Excellence Monsieur le Président de la République, à son gouvernement et à tout le peuple congolais, ses vœux de paix, de santé, de prospérité et de cohésion nationale.

Que la nouvelle année soit marquée par le renforcement de la stabilité, la promotion du développement durable, l'épanouissement de la jeunesse et la consolidation des initiatives citoyennes pour un Congo uni et résilient.

En cette fin d'année, ORASSU International adresse au Gouvernement de la République, et tout particulièrement **à Son Excellence Madame Judith SUMINWA TULUKA**,

Première Ministre, ses vœux les plus respectueux de santé, de sagesse et de réussite, en reconnaissance de ses efforts constants en faveur de l'éducation, de la recherche scientifique et du développement durable. Que la nouvelle année consolide les réformes engagées, renforce l'investissement dans le capital humain et ouvre de nouvelles perspectives pour un Congo plus prospère, inclusif et tourné vers l'avenir.

En cette fin d'année, ORASSU International adresse **à Son Excellence Madame Marie-Thérèse SOMBO AYANNE SAFI**,

Ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherches Scientifiques, ses vœux les plus respectueux de santé, de réussite et de clairvoyance, en reconnaissance de son rôle clé dans la structuration du système scientifique national et la valorisation de la recherche au service du développement. Que la nouvelle année renforce les réformes engagées, stimule l'excellence académique et consolide un écosystème scientifique congolais fort, innovant et souverain.;

En cette fin d'année, ORASSU International adresse **à Son Excellence Monsieur Augustin KIBASSA MALIBA LUBALALA,** Ministre du Numérique, ses vœux les plus

respectueux de santé, de succès et de discernement, en reconnaissance de l'importance qu'il accorde à la modernisation de l'État et à la digitalisation du savoir, leviers essentiels de l'innovation, de l'inclusion et de la souveraineté numérique. Que la nouvelle année consolide les avancées technologiques, stimule l'écosystème numérique national et renforce l'accès équitable au savoir au service du développement de la République Démocratique du Congo.;

En cette fin d'année, ORASSU International adresse **à Son Excellence Monsieur Jean-Pierre LIHAU EBUA**

KALOKOLA MONGA LIBANA, Ministre de la Fonction Publique, ses vœux les plus respectueux de santé, de succès et de sagesse, en reconnaissance de son implication dans la reconnaissance, la valorisation et la professionnalisation des compétences nationales, piliers essentiels d'une administration publique performante et d'un État fort. Que la nouvelle année consolide les réformes engagées, renforce la méritocratie et contribue à l'émergence d'un service public moderne, efficace et au service des citoyens.

En cette fin d'année, ORASSU International adresse **à Son Excellence Docteur Justin MUDEKEREZA,**

Président mondial de Rescue Democracy International (RDI), ses vœux les plus respectueux de santé, de succès et de longévité, en reconnaissance de son engagement constant en faveur de la démocratie, de la gouvernance responsable et de la promotion des valeurs citoyennes au service des peuples. Que la nouvelle année renforce les actions de RDI, consolide les partenariats internationaux et ouvre de nouvelles perspectives pour la paix, la justice et le développement durable.

Au Professeur Alain ALISA JOB SAMBOKERA, nous

saluons son engagement pour la promotion du leadership, de l'innovation sociale, du développement communautaire, ainsi que son rôle actif et déterminant au sein de l'ORASSU International. Que la nouvelle année soit porteuse de nouvelles opportunités, renforce ses initiatives et contribue à l'épanouissement de projets innovants au service du bien commun et du développement durable du Congo.

Au Professeur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU, nous

adressons nos vœux les plus respectueux de santé, de réussite et de sagesse, en reconnaissance de son engagement pour l'éducation, la recherche scientifique et le développement académique. Son rôle actif au sein de l'ORASSU International contribue à la valorisation du savoir et au renforcement des capacités nationales.

Editorial ORASSCOPIE XIII

I. ORASSU International et la vision de l'INCRS-RDC[1]

Par Dr. John-Modest MUTAYONGWA de l'UECN International,
Professeur Joel NEKA de l'ULPGL GOMA,
Dr. Paulin NYENGO de l'UNITECH,
Dr. Serge MULEMERI, de l'ISPêCHE GOMA
ALEX Kant du Cercle des Ecrivains du Kivu
orassuglobal@gmail.com
Equipe éditoriale ORASSU International

L'Equipe ORASSU International est composé

[1] **I**nstitut **N**ational **C**ongolais des **R**echerches **S**cientifiques de la République **D**émocratique du **C**ongo

d'intellectuels et chercheurs engagés dans l'analyse critique des dynamiques sociales, éducatives et scientifiques en Afrique centrale. Son travail s'inscrit dans une approche interdisciplinaire croisant sciences sociales, pensée critique, production du savoir et enjeux de développement endogène. Elle s'intéresse particulièrement aux mécanismes de construction, de légitimation et de circulation du savoir scientifique dans les contextes africains, avec une attention soutenue portée aux rapports entre recherche, société, gouvernance et transformation communautaire. Ses réflexions mettent en lumière la nécessité de penser des cadres épistémologiques enracinés dans les réalités locales tout en restant ouverts aux standards scientifiques internationaux.

Contributrice régulière aux espaces de réflexion académique et scientifique, l'Equipe Editoriale ORASSU International se distingue par une écriture rigoureuse, accessible et engagée, orientée vers la valorisation du savoir comme levier de résilience, de souveraineté intellectuelle et de progrès social. Dans ***ORASSCOPIE XIII****, elle signe l'éditorial en tant que voix intellectuelle invitant à une relecture critique des défis contemporains de la recherche et de la production scientifique, tout en appelant à une responsabilité collective des chercheurs, institutions et acteurs du développement dans la structuration d'un écosystème scientifique africain crédible, autonome et durable.*

Emergence

Depuis plus de cinq ans, la Maison d'Edition ORASSU International s'est engagée dans la production de savoir holistique et scientifique, avec pour mission de valoriser l'héritage socio-intellectuel de la République Démocratique du Congo, en le projetant vers l'Afrique et le monde. Notre conviction est claire : ***aucune nation ne peut se développer durablement sans une maîtrise souveraine de son savoir, de sa recherche et de son intelligence collective.*** C'est dans cette dynamique que s'inscrit notre ambition actuelle : la construction de l'Institut National Congolais des Recherches Scientifiques (INCRS-RDC), conçu comme le grenier, l'hébergeur et le régulateur du savoir scientifique national. L'INCRS-RDC se veut une institution faîtière, complémentaire aux universités, centres de recherche, académies et initiatives privées ou communautaires existantes.

Il n'a pas vocation à concurrencer, mais à structurer, coordonner, valoriser et protéger la recherche congolaise. L'INCRS-RDC exerce notamment les activités ci-après : (1) Accompagner, centraliser et conserver le savoir national : Archives scientifiques nationales ; Bases de données de recherches, thèses, rapports, innovations ; Protection de la propriété intellectuelle congolaise. (2) Orienter la recherche vers les priorités nationale : Santé publique ; Agriculture et sécurité alimentaire ; Paix, cohésion sociale et gouvernance ; Numérique, innovation et technologies appropriées ; Environnement, climat et ressources naturelles. (3) Soutenir les chercheurs congolais : Bourses de recherche ; Appui méthodologique et éthique ; Accompagnement des jeunes chercheurs

sans financement ; Incubation de projets scientifiques et d'innovations sociales ; Valoriser le savoir congolais ; Publications nationales et internationales ; Diffusion du savoir en langues nationales et internationales ; Interface science–politique publique ; Vulgarisation scientifique au service du citoyen. (4) Héberger et coordonner d'autres initiatives : Centres spécialisés ; Think tanks ; Observatoires nationaux ; Plateformes de recherche (comme Congoresearch et autres initiatives futures) INCRS-RDC remplit efficacement ces missions comme une institution étatique.

Ce statut lui permet : L'accès au financement public national ; La pérennité institutionnelle ; La crédibilité internationale ; L'intégration dans les politiques publiques ; La protection du patrimoine scientifique national. Dans sa phase de construction, l'appui financier de l'État congolais est essentiel : Infrastructures scientifiques; Équipements ; Mise en place administrative ; Soutien direct aux chercheurs congolais aujourd'hui sans accompagnement.

En soutenant l'INCRS-RDC, le Président de la République et son Gouvernement bénéficient directement de plusieurs leviers stratégiques : Souveraineté scientifique et intellectuelle. La RDC cesse d'être uniquement consommatrice de savoirs importés et devient productrice de solutions adaptées à ses réalités. En améliorant des politiques publiques, les décisions gouvernementales peuvent s'appuyer sur : Des données scientifiques locales ; Des recherches contextualisées et des analyses indépendantes et rigoureuses qui favorisent le rayonnement national et international. L'INCRS-RDC positionne la RDC comme

: Un pôle intellectuel africain ; Un acteur crédible dans la diplomatie scientifique ; Un partenaire stratégique dans la recherche mondiale de la Paix sociale et bien-être collectif ; d'une recherche orientée vers le social pour contribuer à la réduction des inégalités ; l'amélioration du bien-être de tous les Congolais ; la reconstruction du tissu social et la valorisation de chaque citoyen, sans distinction aucune.

Pour l'équipe Editoriale ORASSU International
Dr. John-Modest MUTAYONGWA
Rédacteur Principal
johnbashonga@gmail.com

II. JOURNEE COMMEMORATIVE DU GENOCIDE CONGONLAIS CE 02 AOUT : A LA LECTURE DU PROF DOCTEUR LOUIS AKILIMALI KAHUMBUGU CHIRIRIMBO

''nous n'avons que le seul et l'unique Congo'' '' la résolution de crise sécuritaire à l'est de la république démocratique du Congo en dépend''.

Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU CHIRIRIMBO,

- PhD en Planification et Gestion des Projets,
- PhD en Administration et Leadership,
- Professeur des universités,
- Expert en planification stratégique des projets de Développement,
- Expert DDRCS,
- Expert en gestion des conflits et traçabilité minière.

0. INTRODUCTION

La situation sécuritaire dans la partie l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est extrêmement préoccupante.

Les affrontements entre groupes armés, les attaques contre les civils, et les conflits intercommunautaires

persistent, créant une crise humanitaire majeure. Les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri sont particulièrement touchées. Il est à noter que la Victoire dans une guerre est un processus complexe qui implique la combinaison des facteurs Militaires, Politiques, Economiques et sociaux. Bataille ne se limite pas à une Victoire sur le champ de bataille, mais implique également une capacité à imposer sa volonté politique, à obtenir le soutien de sa population et à construire une paix durable." http://www.defense.gouv.fr

Les vrais renseignements de tout citoyen qui doit contribuer tant soit peu et les recherches des élites purement professionnels facilitent en mieux le processus.

I. CONTEXTE

L'est de la RD Congo est le théâtre d'activités de nombreux groupes armés, nationaux et étrangers, avec des intérêts variés. Certains opérant sous les formes de pillages et occupation, des conflits intercommunautaires.

Les Pillage des ressources naturelles: Les pillages systématiques et exploitation illégale de nos ressources naturelles alimentent les conflits et financent en grande partie les rebelles de l'AFC/ M23 au Nord et au Sud Kivu,

Les Conflits intercommunautaires: Des tensions et des affrontements éclatent régulièrement entre différentes communautés dans plusieurs localités de BENI et en ITURI. Cette situation aggrave de plus en plus la situation avec impact très considérable et visible.

II. IMPACT HUMANITAIRE

Les populations civiles sont les premières victimes, subissant des violences, des déplacements forcés, et des difficultés d'accès aux besoins essentiels. *Zones les plus touchées:* Sud Kivu; Nord-Kivu et Ituri: Deux de ces provinces sont placées sous état de siège depuis mai 2021, en raison de la menace posée par des rebelles terroristes du ARF/M23, les ADF et autres groupes armes. Beni et Irumu, territoires du Nord-Kivu et de l'Ituri sont particulièrement dangereux en raison des activités de groupes armés, notamment les ADF. La Province du Sud-Kivu est également marquée par la présence de ces mêmes rebelles du M23 et WAZALENDU et des tensions intercommunautaires.

III. LES ACTIONS ENTREPRISES

Des initiatives de dialogue sont en cours, notamment le processus de Luanda, de NAIROBI, des USA et de DOHA pour tenter de résoudre les conflits et apaiser les tensions. FARDC: Les Forces armées de la République Démocratique du Congo sont déployées, mais leur efficacité est limitée par la complexité de la situation mais également le niveau de l'infiltration le plus élevé. *LA MONUSCO:* La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) poursuit ses efforts pour protéger les civils et faciliter le dialogue malheureusement aucune solution jusqu'à présent.

COOPÉRATION RÉGIONALE: Des efforts de coopération régionale nécessaires sont entrepris par le Gouvernement Congolais pour l'unique raison, celle de résoudre les conflits et assurer la stabilité dans la région.

IV. LA PLUS GRANDE QUESTION DES CONGOLAIS ET DU MONDE ENTIER SUR L'AVENIR DU CONGO'

'*S'agit-il d'une guerre d'occupation à l'Est de la république démocratique du Congo''?* Oui, il est tout à fait possible croire à une "*guerre d'exploitation"* dans l'est de la République Démocratique du Congo, où les conflits armés sont souvent liés à la lutte pour le contrôle des ressources naturelles. Cette région est riche en minerais comme le coltan, l'or et le cobalt, des ressources convoitées par divers acteurs, y compris des groupes armés locaux, des pays voisins et des entreprises multinationales.

1. ELEMENTS DE L'ANALYSE :

Conflits armés et ressources : Les conflits dans l'est de la RDC sont complexes et multifactoriels, mais la convoitise des ressources naturelles est un élément central. Des groupes armés contrôlent souvent des zones riches en minerais, les exploitent illégalement et les utilisent pour financer leurs activités. *Ingérence étrangère :* Certains pays voisins sont visibles et accusés d'intervenir dans les conflits congolais pour s'approprier les ressources minières de la région. Plusieurs rapports de l'ONU ont notamment documenté l'implication du Rwanda dans le soutien à l'AFC/M23, un groupe rebelle déclaré terroriste, qui occupe aujourd'hui la grande partie du Nord et sud Kivu, l'Est de la RD Congo, ce qui soulève des questions sur les motivations réelles de cette intervention. *Rôle des multinationales :* Les entreprises étrangères sont également impliquées dans l'exploitation des ressources congolaises, parfois dans des conditions opaques et sans bénéficier à la population locale. Des rapports dénoncent l'existence de "réseaux de prédation" qui impliquent des acteurs

locaux et internationaux dans l'exploitation illégale des ressources.

Conséquences humanitaires : Les conflits armés dans l'est de la RDC ont de graves conséquences humanitaires, avec des déplacements massifs de populations, des refuges, des violations des droits humains et des exactions commises par les différents groupes armés. *Difficulté de la situation :* La situation est complexe et volatile, avec de nombreux acteurs impliqués et des intérêts souvent divergents. Il est donc essentiel de mettre en place des mécanismes de suivi et de contrôle pour éviter l'exploitation des ressources naturelles et garantir une meilleure gouvernance. En résumé, la situation dans l'est de la RD Congo est marquée par des conflits armés complexes et la convoitise des ressources naturelles, ce qui justifie l'utilisation du terme *"guerre d'exploitation"* pour décrire la situation.

2. LES QUELQUES RESOLUTION DE LA CRISE A L'EST DU PAYS

La résolution des crises à l'Est de la République Démocratique du Congo, nécessite une approche multidimensionnelle axée sur *la sécurité, la bonne gouvernance, le développement socio-économique et le respect des droits humains*. Pour y arriver, voici les quelques éléments essentiels :

01. SECURITE ET STABILISATION :

Renforcement de la sécurité : Il est crucial de respectect certains principes commes ceux de USA et de DOHA en observant un cessé le feu et poursuivre les efforts de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) des groupes rebelles et armés, ainsi que de renforcer les capacités de l'armée, de la

police et autres services de sécurités du pays. *La Protection des civils :* Des mesures doivent être prises pour protéger les populations civiles contre les violences, notamment en assurant un accès humanitaire sécurisé et en luttant contre l'impunité pour les auteurs de crimes des guerres, crimes contre l'humanité. *La Coopération régionale :* Les démarches et la collaboration renforcée avec les pays voisins restent essentielles pour prévenir l'ingérence étrangère et lutter contre le soutien aux groupes rebelles, l'exploitation illicite et pillages de ressources naturelles.

02. LA GOUVERNANCE ET L'ÉTAT DE DROIT

Renforcement de l'État : Il est impératif de consolider les institutions étatiques, notamment la justice et l'administration publique, afin de garantir la bonne gouvernance et l'état de droit. *Lutte contre la corruption :* Des mesures efficaces doivent être mises en place pour lutter contre la corruption, qui affaiblit les institutions et entrave le développement économique et social. *Le Dialogue politique et Communautaire :* Les hommes politiques devraient d'abord prendre conscience que nous n'avons que le seul Pays la RDC comme dénominateur commun.

Préserver la paix et mettre fin à la guerre est l'élément le plus important pour favoriser les dialogues entre les différentes parties prenantes, y compris les groupes armés, pour parvenir à des solutions politiques et communautaires durables. Les politiciens doivent comprendre, que les dialogues politiques ont toujours aboutis au partage du pouvoir mais les problèmes majeurs semblent être toujours oubliés et mis à côté.

03. LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

L'Amélioration des conditions de vie : Des efforts doivent être déployés pour améliorer l'accès aux services de base (santé, éducation, eau potable), en ouvrant des couloirs humanitaires dans des zones occupées par les rebelles, assister les déplacés internes en réintégrant provisoirement les employées dans leurs services respectifs dans son milieu actuel afin de réduire leur souffrance et la pauvreté. *La Gestion durable des ressources :* Une gestion transparente et équitable des ressources naturelles est essentielle pour éviter les conflits liés à leur exploitation. C'est pourquoi le choix des bons partenaires dans ce cadre reste un élément très capital évidement après analyse et validation des deux chambres réunis en congrès. *Développement économique local :* Encourager la diversification économique et le développement des activités génératrices de revenus pour réduire la dépendance à l'aide humanitaire persistante.

04. LE DROITS DE L'HOMME ET JUSTICE :

La Protection des droits humains : Les hommes, femmes et enfants sont tués du jour le jour à l'Est du pays et d'autres se font la mort suite au niveau de souffrance qu'ils parcourent ce dernier temps. Il est impératif de respecter et de faire respecter les droits humains, notamment les droits des femmes et des enfants, ainsi que les droits des populations autochtones. *La Lutte contre l'impunité :* Des efforts doivent être déployés pour traduire en justice les auteurs de crimes graves, notamment les crimes des guerres, crimes sexuels liés aux conflits… *Réparation des victimes :* En attendant les résultats des différents accords, les zones non occupées par les rebelles

devaient bénéficier d'assistance aux victimes de violences ainsi que la projection des programmes de réparation doivent être mis en place.

05. L'ACTION HUMANITAIRE :

Accès humanitaire : Que ça soi dans les zones occupées et non occupées, l'assurance à un accès humanitaire sûr et sans entraves aux populations affectées par les crises serait une priorité parmi les priorités. *Soutien aux personnes déplacées : De* manière générale, les déplacés vivent une situation humaine causant des pertes en vies humaines à Kinshasa, à Bini, Lubero, Uvira, Tanganyika… ? Fournir une assistance aux personnes déplacées, notamment en matière de logement, de nourriture, de soins de santé et d'éducation, telles seraient la meuille priorité du ministère des affaires sociales et humanitaires quasiment inexistant.

Renforcement des capacités locales : Soutenir les organisations humanitaires locales pour une réponse plus efficace et durable.

V. LES PISTES PLUS DETAILLEES POUR LA MEILLEURE SOLUTION A LA GUERRE D'OCCUPATION DE L'EST DE LA RD Congo.

Les meilleures solutions à la guerre d'occupation dans l'est de la RDC impliquent une approche multidimensionnelle, combinant des efforts diplomatiques, des initiatives de développement, et une meilleure gouvernance. Cela inclut le renforcement du dialogue régional, la démobilisation des groupes armés, la lutte contre l'impunité, et la promotion de la bonne gouvernance et du développement économique.

01. LE DIALOGUE ET DIPLOMATIE

Renforcer le processus de Luanda et de Nairobi : Ces initiatives régionales, axées sur le dialogue et la sécurité transfrontalière, doivent être soutenues et suivies de près. *Faciliter le dialogue entre le gouvernement et les groupes armés :* Il est crucial d'établir un dialogue inclusif, comme le processus de Nairobi, pour trouver des solutions durables au conflit. *Impliquer les pays voisins :* La coopération régionale est essentielle pour empêcher l'ingérence étrangère et stabiliser la région comme devenue une habitude pour le RWANDA. *Le processus de Doha :* Le récent processus de Doha, axé sur des négociations de paix directes entre le gouvernement congolais et le M23, est une opportunité à ne pas manquer mais avec des objectifs d'améliorations des conditions des vies des congolais.

2. LA SECURITE ET LA JUSTICE :

La Démobilisation et désarmement des groupes armés : Le programme de désarmement, de démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation efficace et avec des moyens conséquents est nécessaire pour retirer les combattants de la violence. *La Lutte contre l'impunité :* Il est impératif de renforcer le système judiciaire pour poursuivre les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, notamment les violences sexuelles et massacres. *Réforme du secteur de la sécurité :* Une réforme en profondeur des forces de sécurité, avec une formation et un contrôle accru, est essentielle pour garantir la sécurité de la population.

3. DEVELOPPEMENT ET BONNE GOUVERNANCE :

Investir dans le développement économique : Des projets de développement économique et social peuvent réduire la pauvreté et offrir des alternatives à la violence dans toutes les provinces touchées. *Promouvoir la bonne gouvernance :* Une bonne gouvernance, avec une transparence accrue et une lutte contre la corruption, est essentielle pour restaurer la confiance de la population. *Renforcer la société civile :* La société civile joue un rôle crucial dans la prévention des conflits, la promotion des droits humains et la construction de la paix. *L'Education et La sensibilisation :* Sensibilisation à la paix, à la tolérance et à la cohabitation pacifique est important pour la prévention des conflits. *Investir dans les infrastructures :* La reconstruction des infrastructures (routes, écoles, hôpitaux) est essentielle pour le développement économique et social de la région.

4. APPROCHES SPECIFIQUES :

Intégration du genre : Les femmes et les filles sont particulièrement touchées par le conflit. Il est crucial d'intégrer le genre dans tous les aspects des efforts de paix et de développement. *Gestion des ressources naturelles* : Une gestion transparente et équitable des ressources naturelles est essentielle pour éviter les conflits liés à leur exploitation. Dialogue intercommunautaire : Encourager le dialogue et la réconciliation entre les différentes communautés est vital pour construire une paix durable. En résumé, la résolution du conflit dans l'est de la RDC nécessite une approche holistique, combinant diplomatie, sécurité, développement et bonne gouvernance.

Il est important de noter que le conflit est complexe et multidimensionnel, nécessitant une réponse adaptée à ses différentes causes.

CONCLUSION

La situation sécuritaire à l'Est de la République Démocratique du Congo reste extrêmement préoccupante, avec des défis importants à relever pour assurer la protection des civils et restaurer la paix dans la région, l'une des raisons de proposer de manière concrète la petite et simple stratégie en cette journée du GENOCOST. La résolution de ces crises à l'Est du Pays nécessite une approche intégrée qui combine des actions sécuritaires, politiques, économiques, sociales et humanitaires, tout en veillant au respect des droits de l'homme et à la participation des populations locales a toutes les démarches entreprises pour ramener la Paix. Tous les hommes politiques devaient comprendre que nous sommes vraiment agressés et qu'il faut d'abord défendre l'intérêt supérieur du pays comme l'a souligné le vrai opposant Martin FAYULU passer sans condition au dialogue inclusif.

BIBLIOGRAPHIE

[1]Nzongola-Ntalaja, G. (2018). *Justice transitionnelle et réconciliation nationale en RDC*. Kinshasa : Éditions Universitaires Africaines.

[²] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (2010). *Rapport Mapping sur les violations des droits de l'homme en RDC*. Genève.

[³] Kahimbura, L. (2021). *Reconstruction post-conflit dans l'Est de la RDC*. Bukavu : Presses Universitaires du Kivu.

[⁴] Mukwege, D. (2019). *Éducation à la paix et prévention des conflits*. Kinshasa : Editions Paix et Espoir.

[⁵] International Crisis Group (2020). *Stabilisation en RDC : défis et opportunités*. Bruxelles.

[⁶] Kabungulu Ngoy-Kangoy, R. (2018). *Réconciliation et réformes institutionnelles en RDC*. Kinshasa : Éditions Universitaires Africaines.

[⁷] Haut-Commissariat aux droits de l'homme (2010). *Justice et lutte contre l'impunité en RDC*. Genève.

Par Professeur Docteur Louis AKILIMALI

III. INFLUENCE DE LA COMMUNICATION DE L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF) SUR LA PATROUILLE FINANCIERE AUPRES DES AGENTS PUBLICS KINOIS.

Par : Jeer-Alvine ILOKO BOKEKO,
Gaylord DIALUNDA KUNGA,
Guy MOKONZI MATA

Jeer-Alvine ILOKO BOKEKO
Apprenants en DEA/DES à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Kinshasa et respectivement Assistants de l'Université Pédagogique Nationale (UPN).
jeeriloko12345@gmail.com

Gaylord DIALUNDA KUNGA
Apprenants en DEA/DES à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Kinshasa et respectivement Assistants au Département des Sciences de l'Information et de la Communication de l'Université de Kinshasa (UNIKIN).
gaylorddialunda@gmail.com

Guy MOKONZI MATA

Apprenants en DEA/DES à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Kinshasa et Expert en Planification Stratégique et Opérationnelle à la Coordination des Structures d'Etudes et Planification.

guy.mokonzi2@gmail.com

Résumé : *Notre article s'inscrit dans le domaine d'étude de communication publique et de changement de comportement.*

Cet article analyse et évalue l'influence de la communication de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur la patrouille financière à Kinshasa pour une perspective de communication pour le changement de comportement en s'appuyant sur l'approche de Nudge communication développée par l'économiste et psychologue Daniel Kahneman dans les années 1970, mais ce sont les Américains Richard Thaler et Cass Sunstein qui ont utilisé pour la première fois le terme « Nudge marketing ». Le premier est alors professeur d'économie comportementale et le second juriste. Ils ont développé ce concept en 2008 avec leur livre « Nudge : la méthode douce pour inspirer la bonne décision ». Richard Thaler met en lumière cette approche en recevant le Prix Nobel d'économie en 2017 pour ses travaux basés sur l'économie comportementale.

Les mots-clés : Influence, Communication, Inspection Générale des Finances, Patrouille financière et Agents publics.

Abstract: *This article analyzes and evaluates the influence of the General Inspectorate of Finance's (IGF) communication on financial patrols in Kinshasa, from a behavioral change communication perspective. It draws on the Nudge communication approach developed by economist and psychologist Daniel Kahneman in the 1970s, although it was Americans Richard Thaler and Cass Sunstein who first used the term "Nudge marketing." Thaler was a professor of behavioral economics, and Sunstein was a lawyer. They developed this concept in 2008 with their book "Nudge: Improving Decisions about Health, Wealth, and Wellbeing." Richard Thaler brought this approach to prominence by receiving the Nobel Prize in Economics in 2017 for his work in behavioral economics.*
Keywords: Influence, Communication, General Inspectorate of Finance, financial patrol and Public Officials.

Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC) est confrontée depuis plusieurs décennies à de nombreux cas des détournements des deniers publics, des antivaleurs, des corruptions dans le chef des responsables des établissements publics, des ministres et d'autres personnalités politico-économiques et sociales. Cette situation est la base de plusieurs maux notamment : le non-développement du pays, les mauvaises conditions de vie, la mauvaise gouvernance, le manque du décollage de l'économie nationale, l'immoralité, la destruction du tissu économique, les mauvais états de route, etc. Pour faire face à tous ces problèmes, déjà à l'époque du feu Président Joseph-Désiré Mobutu Sese Seko, une structure a été fondée le 15 septembre 1987, sur ordonnance-loi N° 87-323, nommée Inspection Générale des Finances, « I.G.F. » en sigle.

Placée sous l'autorité du Président de la République, l'IGF dispose d'une compétence générale en matière de contrôle des finances et des biens publics. Cette entreprise publique a connu une période de disette liée à un manque de communication tant en interne qu'à l'externe. C'est à partir du 1er Juillet 2020 que l'Inspection Générale des Finances (IGF) s'est relancée avec notamment la nomination de Monsieur Jules Alingete Key comme Inspecteur Général, Chef de Service. Cela, avec comme mission : de lutter contre les antivaleurs, les détournements de deniers publics, de **surveiller étroitement la chaîne de la dépense publique, les régies financières, les services d'assiette, les entreprises de l'État ainsi que les gouvernements provinciaux sur toute l'étendue de la république.**

Pour remplir à bon escient cette mission, l'IGF a lancé une campagne de communication dénommée « la patrouille financière ». Cette communication publique a pour cible principale : les agents publics ; ses objectifs sont : la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un nouveau comportement dans le chef des agents publics Congolais. Et pour diffuser cette campagne, l'Inspection Générale des Finances (IGF) fait appel aux médias, aux influenceurs, leaders d'opinions, etc. Il sied de noter que la communication publique de l'Inspection Générale des Finances constitue un levier capital pour le changement de comportement. Par communication publique, nous sous-entendons : « l'ensemble des actions de communication engagées par toute institution exerçant une mission de service public : institution étatique et supranationales, administration publique, collectivités territoriales, entreprises et établissements publics.

La communication publique est celle qui est organisée par l'état et qui a pour finalité de promouvoir l'intérêt général de la population par le biais de sensibilisation bien structurées, menée à travers des supports variés dans le but d'obtenir l'adhésion des populations aux modèles proposés.[2] Depuis le lancement de ce programme, l'IGF recourt à la communication comme facteur clé de mobilisation et de changement comportemental. Dans le cadre de notre article, nous avons jugé utile d'analyser le contenu des messages de la communication sur la patrouille financière de l'IGF en s'appuyant sur l'approche de Nudge communication développée par Richard Thaler et Cass Sunstein.

1. Cadre théorique et méthodologie de la recherche

1.1 Cadre théorique

Tout problème de recherche doit d'abord s'intégrer dans une perspective théorique générale. La perspective théorique est garante de l'intégration de la recherche dans la communauté scientifique. Le cadre théorique sert à intégrer ou à rendre crédible une recherche particulière dans l'ensemble de la communauté scientifique.[3]

Nous recourons aux théories suivantes :

- La Théorie de la Réception de Stuart Hall ;
- La théorie de la persuasion de Jean-Noël Kapferer ;
- La théorie de la communication publique ;
- La théorie du Nudge communication ;
- La théorie de l'action raisonnée ;

[2] NTONDA KILEUKA Ph., *Communication publique et santé en République démocratique du Congo*, Kinshasa, L'harmattan, 2009, p.15

[3] LARAMEE A. et VALLEE B., *La recherche en communication : Eléments de méthodologie*, Presse de l'Université de Québec, 1991, p. 170

- La Théorie Transversale de Prochaska et Di Clemente sur les étapes de changement de comportement.

1.2 Méthode et Techniques

Pour atteindre notre objectif de recherche, nous faisons appel à la méthode ethnosociologique. Gérard DEREZE[4] définit la perspective ethnosociologique comme étant une démarche qui transpose à la sociologie le principe de méthode des ethnologues. Pour les techniques relatives à notre article scientifique, nous avons : *La technique d'enquête par questionnaire* : elle nous permet de descendre dans quelques établissements publics pour mener l'enquête auprès des agents en vue de mesurer l'influence de la communication sur la patrouille financière sur leur comportement. Concernant l'enquête, nous allons recourir à la technique d'échantillonnage non probabiliste, au choix raisonné. Nous allons utiliser la méthode de convenance.

La technique documentaire : elle nous permet de consulter les documents spécialisés à notre objet d'étude dans des bibliothèques et centres de recherche. Nous allons également faire appel à l'Internet. *La technique d'entretien semi-directif :* elle nous permet d'échanger avec quelques agents de la Direction de Communication de l'IGF pour comprendre leur plan de communication sur la patrouille financière en RDC.

[4] DEREZE G., *Méthodes empiriques de recherche en information et communication*, Bruxelles, De Boeck, 2ème éd., 2019, p. 20

Définitions Conceptuelles

2.1 Influence

Selon le Dictionnaire Larousse, l'influence c'est [5]: Action, généralement continue, qu'exerce quelque chose sur quelque chose ou sur quelqu'un.

2.2 Communication

Plusieurs auteurs ont défini le concept « Communication », mais nous retenons les commentaires ci-après : Selon *Lamizet Bernard et Silem Ahmed*, la communication, c'est l'action d'établir une relation avec quelqu'un ou de mettre quelque en commun avec une autre personne ou un groupe de personnes, et résultat de cette action. Etymologiquement, communiquer c'est rendre commun.[6] Pour *Abraham Moles,* la communication est l'action de faire participer un organisme ou un système situé en un point donné R aux stimuli et aux expériences de l'environnement d'un autre individu ou système situé en un autre lieu et à une autre époque E, en utilisant les éléments de connaissance qu'ils ont en commun.[7] *Sperber et Wilson,* font observer que d'Aristote aux sémioticiens modernes, toutes les théories de la communication ont été fondées sur un seul et même modèle, que nous appellerons modèle du code. Selon ce modèle, communiquer, c'est coder et décoder des messages.[8] Les définitions du terme « communication » abondent et portent en général sur les mêmes aspects bien qu'il y ait certaines spécificités de sens selon les différentes disciplines scientifiques.

---

[5] Dictionnaire Larousse en ligne consulté le 15 Novembre 2025 à 16h10'

[6] LAMIZET B. et SILEM A., Dictionnaire encyclopédique des Sciences de l'Information et de la Communication, Paris, Ellipses, 1997, p. 120

[7]MOLES A., cité par LAMIZET B., et SILEM A.,, Op cit., p.120

[8]SPERBER et WEILSON , cités par LAMIZET B., et SILEM A., Op.cit., p.120

En effet, concevant la communication comme un phénomène complexe susceptible d'échanges multiples, Meunier et Peraya (1993) la définissent comme un processus interactif de création des réalités et des relations utilisant un partage des significations afin d'aboutir à une construction des sens par les inter-actants. [9] La communication est un lien établi entre deux partenaires par l'intermédiaire d'un moyen de transmission et qui permet l'échange d'informations symboliques entre ces correspondants. Edgar Morin (1977, p. 236) définit la communication comme suit : « La communication constitue une liaison organisationnelle qui s'effectue par la transmission et l'échange de signaux ». Présentées schématiquement et succinctement, les éléments de base du processus de communication sont l'émetteur qui émet un message, le destinataire qui le reçoit, le message lui-même (signal chez Morin), un code ou un langage commun au destinateur et au destinataire, un canal de communication, l'intention de communiquer, les effets du message sur le destinataire et la rétroaction.

La communication permet une interaction symbolique par le langage et les gestes et par des moyens techniques tels que les médias et la télématique (ordinateur utilisé comme moyen de transmission à distance). [10] La communication est dynamique et évolue en étapes ou éléments constitutifs dont le nombre dépend d'un auteur à un autre.

[9] MEUNIER et PERAYA cite par TUNGISA Danny dans le cours de Management, DEA/UNIKIN SIC, 2024, Inédit, p.94

[10] LARAMEE A. et VALLEE B., Op. Cit., p. 77

C'est pourquoi, d'après Robbins et De Cenzo[11], la communication peut être envisagée comme un processus, ou un flux. Avant d'enclencher ce processus, il faut en définir l'objet, exprimé sous la forme d'un message. Le message circule entre la source (l'émetteur) et le récepteur. Il est codé (converti en symboles) et envoyé par le biais d'un médium (le canal) en direction du récepteur, qui retraduit (décode) le message initial de l'émetteur. On obtient au final un transfert de sens d'une personne à une autre. En gros ici, le processus de communication comprend sept éléments suivants classés selon un ordre chronologique : l'émetteur, le codage, le message, le canal, le récepteur, le décodage et le feed-back. D'autres auteurs comme Bonnet et Degryse[12], mettant l'accent sur les altérations que peut subir le message, limitent l'analyse de la communication à cinq éléments : l'émetteur, le message, le canal, le récepteur et la rétroaction ou feed-back.

En effet, selon ces auteurs, l'émetteur (la personne qui émet le message) peut se trouver dans un état d'esprit (colère, regret, etc.) ou peut être soumis à des contraintes liées au temps. Outre ces circonstances, sa personnalité et la perception qu'il a de la personne ou du groupe auquel il s'adresse peuvent influencer la formulation, la longueur, la précision, le ton du message (le codage). En envisageant ces différents écueils potentiels, l'émetteur peut agir dans la précipitation ou sous l'emprise de l'émotion et surévaluer le niveau de connaissances ou de compétences du récepteur, et le message peut donc être faussé dès sa conception.

[11] ROBBINS et De CENZO, cites par TUNGISA Danny dans les notes de cours de Mangement à l'usage des apprenants en DEA/SIC/UNIKIN, 2024, inédit, p. 92

[12] Idem, p. 92

Le message n'est rien d'autre que le contenu résultant du codage ou ensemble des faits et/ou événements donnant l'intention de s'exprimer. Alors que le canal est la voie par plus d'information circulant d'un émetteur vers un récepteur. Ce message peut être écrit (support publicitaire, lettre) ou oral (téléphone ; entretien.[13]

La communication est une action de transmettre une information dans un milieu de l'entreprise, on dira un « message » à un ou plusieurs individus. Cette notion de communication a pris une dimension considérable au fil des années et le terme a été galvaudé au point de le détourner parfois de son sens premier, créant ainsi une certaine confusion notamment avec le terme « information » les principales déclinaisons du mot se rapportant au thème sont : la communication globale, la communication interne et la communication externe. [14] **Jacques Durant** définit la communication comme un échange qui s'effectue entre deux personnes. Cet échange peut être de nature verbale ou non verbale comme les gestes, les mimiques, les regards.[15] **Francis Balle** définit la communication comme une action consistant pour des hommes à échanger des messages en face ou bien à distance avec ou sans le secours d'un media et quelle que soit la forme ou la finalité de cet échange.[16] Une action de communication intégrée s'élabore en huit étapes. Il faut successivement:[17]

1. Identifier la cible ;
2. Déterminer les objectifs;
3. Concevoir le message;

[13]LA COUR JP., Lexique du marketing, Paris, Bertrand-lacoste, 2003, p.27
[14]MOREL Ph., Communication d'entreprise, Paris, Dunod, 2004, p. 20
[15]DURANT J., Les formes de la communication, Paris, Bordas, 1981, p.9
[16]BALLE F., dictionnaire des médias, Paris, édition Larousse, 1998, p.50
[17] KOTLER Ph. et DUBOIS B., Marketing Management, Paris, Publi-Union, 9ème éd., 1997, p. 577

4. Choisir les médias;
5. Évaluer le budget;
6. Décider du mix promotionnel;
7. Mesurer les résultats;
8. Coordonner l'ensemble des actes de communication.

1. La cible

Un responsable marketing doit commencer par définir l'audience à laquelle il souhaite s'adresser. Il peut s'agir d'acheteurs actuels ou potentiels, de revendeurs, ou encore de prescripteurs. L'audience peut être constituée d'individus isolés, de groupes informels ou de publics organisés. Le choix de l'audience exerce une profonde influence sur ce qu'il faut dire, comment le dire, où et quand le dire, et à qui il faut le dire. Le responsable marketing doit bien connaître les différentes composantes de son image auprès de la cible.[18] On appelle image l'ensemble des perceptions qu'un individu entretient à l'égard d'un objet.

2. Les objectifs de communication

L'étape suivante, pour le responsable marketing consiste à définir la réponse qu'il attend de l'audience. L'objectif poursuivi ne sera pas bien sûr le même s'il s'agit d'une communication institutionnelle ou d'une communication produite. Dans ce dernier cas, la réponse finale, bien sûr, prendra la forme d'un achat. Mais avant de se décider à acheter, un consommateur passe à travers différents stades qu'il est important d'identifier. En général, un responsable marketing attend de sa cible une réponse cognitive, affective et comportementale.

[18] KOTLER Ph. et DUBOIS B., Op. Cit., p.578

En d'autres termes, la réaction souhaitée peut prendre la forme d'une connaissance, d'un sentiment ou d'un comportement. Plusieurs modèles ont été proposés pour rendre compte des liens unissant ces différentes étapes. Selon le modèle AIDA, l'acheteur passe par les stades successifs et l'attention, de l'intérêt, du désir et de l'action.

Le modèle a été proposé pour rendre compte des liens unissant ces différentes étapes: la prise de conscience, la connaissance, l'attrait, la préférence, la conviction et l'achat. Le modèle de l'adaptation des innovations, comprend cinq phases: la prise de conscience, l'intérêt, l'évolution, l'essai et l'adoption.

Le modèle de la communication, enfin, propose une séquence encore plus articulée: exposition, réception, réponse cognitive, attitude, intention et comportement. La plupart des différences existant entre ces modèles sont d'ordre sémantique. Nous considérons dans ce qui suit les différentes étapes du modèle de la hiérarchie des effets.[19]

3. Le message[20]

Ayant identifié la cible et la réponse souhaitée, le responsable marketing doit élaborer un message apporté Quatre problème se posent :

- Que dire (contenu du message)?
- Comment le dire sur le plan logistique (structure du message)?
- Comment le dire sur le plan symbolique (format du message)?
- Qui doit le dire (source du message)?

[19] Idem, p. 578

[20] KOTLER Ph. et DUBOIS B., Op. Cit., p. 580

4. Les médias[21]

Après avoir défini la cible, la réponse et le message, le responsable marketing doit réfléchir aux différents canaux à utiliser pour transmettre sa communication. Ceux-ci peuvent être classés en deux grandes catégories: les canaux personnels et les canaux impersonnels.

❖ **Les canaux personnels**

Comprennent tous les moyens permettant un contact individualisé et direct avec l'audience. Il peut s'agir d'un entretien de face à face, d'une communication interpersonnelle tirent leur efficacité de ce qu'elles permettent un feed-back et un ajustement permanent. On les répartit en trois groupes : les canaux commerciaux constitués par les représentants et autres agents de l'entreprise qui vont au-devant de l'acheteur dans le but de l'influencer; les canaux d'expert, qui regroupent des personnes indépendantes (prescripteurs, consultants) jouissant d'un pouvoir d'influence sur l'acheteur en raison de leurs compétences, et les canaux sociaux, constitués par les relations de l'acheteur, notamment ses voisins, ses amis, sa famille.

❖ **Les canaux impersonnels**

Rassemblent tous les médias qui acheminent le message sans contact personnalisé avec l'audience. On peut les répartir également en trois catégories : Le mass média, c'est à dire la presse, la radio, la télévision, le cinéma et l'affichage, sont surtout utilisés pour toucher de larges audiences, peu différenciées (à l'exception des médias sélectifs, qui s'adressent à des publics spécialisés).

[21] KOTLER Ph. et DUBOIS B., Op. Cit., p. 581

Les atmosphères sont des environnements conçus pour susciter des réactions positives de la part de l'audience à l'égard d'une entreprise ou d'un produit.

5. Le budget de communication[22]

Toute entreprise doit décider du montant global de son investissement en communication, l'une des décisions les plus difficiles à prendre. John Wanamaker, le magnat des grands magasins américains, avait coutume de dire: « je sais que la moitié de mon budget publicitaire est investie en pure perte, mais je ne sais pas laquelle. » Quatre méthodes sont aujourd'hui couramment employées

❖ LE POURCENTAGE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Nombre d'entreprises fixent leur budget publicitaire à partir de leur chiffre d'affaires. Dans une entreprise de transport, la méthode adoptée est la suivante: « nous établissons notre budget au 1er décembre de chaque année. Nous considérons alors notre chiffre d'affaires de l'année en cours, auquel nous ajoutons celui escompté pour le mois de décembre et fixons à 2% du total notre budget publicitaire pour l'année suivante ». Une telle pratique présente un certain nombre d'avantages. D'abord, elle fait varier le budget en fonction du revenu de l'entreprise, ce qui satisfait la direction financière. Ensuite, elle stimule la réflexion sur la relation entre l'effort de communication, le prix de vente et la marge unitaire. Enfin, elle évite un conflit avec la concurrence, dans la mesure où les autres fabricants appliquent plus ou moins le même pourcentage.

[22] KOTLER Ph. et DUBOIS B., Op. Cit., p. 582

En dépit de ses avantages, la méthode du pourcentage se justifie mal. Elle aborde le problème à l'envers, en considérant les ventes comme la cause, et non l'effet de la communication. Elle privilégie l'état des ressources existantes au détriment des opportunités de développement. Elle décourage toutes expériences de promotion à contre-courant ou de dépense massive. En faisant dépendre le budget des fluctuations annuelles, elle empêche tout programme d'action s'étendant sur plusieurs années. Elle ne fournit aucun critère logique de fixation du pourcentage, en dehors des activités passées de l'entreprise ou de celle des concurrents. Enfin, elle ne facilite guère la répartition du budget entre les différents produits et secteurs de l'entreprise, si ce n'est en fonction des ventes.

❖ **L'ALIGNEMENT SUR LA CONCURRENCE**: D'autres entreprises préfèrent établir leur budget en fonction des dépenses de leurs concurrents, de façon à maintenir une certaine parité. On avance deux arguments à l'appui de cette approche:

1) Elle s'inspire de la sagesse collective de la branche;
2) Elle évite toute guerre à coup de budgets promotionnels.

À l'analyse, aucun de ces arguments ne tient, il n'y a aucune raison pour que la concurrence dispose de meilleures méthodes de détermination, ni aucune garantie que le fait d'équilibrer les budgets stabilise une fois pour toutes les dépenses. Il est certainement très utile de connaître les investissements.

6. La nature des outils de communication[23]

Les cinq grands outils de communication ont chacunleurs avantages et leurs limites. Analysons-les tour à tour.

6.1 La publicité.

En raison de ses multiples facettes, il est difficile de définir en quelques phrases la place de la publicité au sein du mix promotionnel, on peut cependant noter les caractéristiques suivantes: Un mode de représentation publique: la publicité est un moyen de communication extrêmement visible. Le caractère public de cette activité confère une sorte de légitimité au produit et facilite la présentation d'une offre standardisée. De temps au même message, les acheteurs savent que leurs motifs d'achat seront facilement acceptés en public ; Une puissance d'action: la publicité est un moyen puissant qui permet à une entreprise de répéter son message à de nombreuses personnes sont exposées en même temps au même message, les acheteurs savent que leurs motifs d'achat seront facilement acceptés en public ; Une puissance d'action : La publicité est un moyen puissant qui permet à une entreprise de répéter son message ; Une facilité d'expression exceptionnelle : En jouant sur les images, les sons et les couleurs, la publicité offre à l'entreprise qui souhaite présenter se produit de façon attrayante, une richesse d'exprès de tout premier ordre, parfois, cependant, la réussite de l'exécution nuit à la compréhension du message ; Un caractère impersonnel: bien que visible, la puissance et expression, la publicité ne peut avoir la même influence qu'un représentant. L'audience ne se sent pas obligée de prêter attention ni de réagir. La publicité n'est pas capable d'engager un dialogue, elle ne peut que transmettre un monologue.

[23] KOTLER Ph. et DUBOIS B., Op. Cit., p. 582

La publicité peut servir de multiples objectifs: la construction à long terme d'une image (publicité institutionnelle), le développement de la notoriété d'une marque (publicité institutionnelle), la diffusion d'une information relative à une vente, un service ou un événement (petite annonce), la promotion d'une large audience pour un coût relativement raisonnable. Certains médias (tract, mailings) sont compatibles avec les petits budgets, tandis que d'autres (télévision) requièrent des investissements conséquents.

6.2 La promotion des ventes :

En dépit de son hétérogénéité (échantillons, primes, concours, bons de réductions, etc.) la promotion des ventes présente trois caractères unanimement reconnus : Un pouvoir de communication, les opérations promotionnelles attirent l'attention et fournissent de l'information susceptible d'engager l'achat ; Un pouvoir de stimulation, une opération promotionnelle contient toujours un avantage supplémentaire destiné à stimuler l'acheteur ; Un impact à court terme. Le pouvoir stimulant doit provoquer une réponse immédiate. De nombreuses techniques de promotion des ventes ont un pouvoir d'attraction élevé, souvent suffisant pour interrompre les habitudes et inertie du consommateur à l'égard d'un produit. En même temps, elles contiennent un risque d'effritement de l'image à moyen ou long terme.

6.3 Le marketing direct[24]

Bien qu'il recouvre lui aussi de nombreux outils (mailings, marketing téléphonique, minitel, internet, etc.), ses caractéristiques essentielles sont : Son caractère sélectif.

[24] KOTLER Ph. Et DUBOIS B., Op. Cit., p. 589

En général, une opération de marketing direct ne s'adresse pas à l'ensemble de la population mais au contraire à un segment finement ciblé ; Son aspect « sur mesure », Avec les techniques modernes (impression laser par exemple), la plupart des messages sont personnalisés ; Son instantanéité, une opération de marketing direct peut être préparée très rapidement ; Son interactivité, Le contenu du message peut s'ajuster à la réponse de la demande ;

6.4 Les relations publiques

Comparées aux autres modes de communication, les actions de relations publiques se caractérisent par: Un haut niveau de crédibilité: la présentation sous forme d'informations émanant des médias offre une crédibilité bien supérieure à un message publicitaire ; Une aptitude à vaincre les résistances: une opération de relations publiques peut atteindre de nombreux prospects qui, habituellement, évitent les vendeurs et la publicité ; Une grande force d'expression: tout comme la publicité, les relations publiques offrent un potentiel considérable pour la présentation attrayante d'un produit ou d'une entreprise. Les relations publiques ont tendance à être sous-utilisées dans l'entreprise pourtant elles apportent, dans certaines conditions, une aide très efficace.

6.5 La vente

Tout comme les autres outils, la vente revêt de multiples formes: une visite faite par un représentant à un client (vente au détail), une partie de golf entre deux PDG (négociations d'affaires).Elle sert également de multiples desseins: développer la notoriété d'un produit; suscité l'intérêt et la préférence, négocier le prix et les conditions, conclure un contrat et fournir un service.

En tant qu'élément du mix promotionnel, la vente présente trois principaux traits: Une dimension d'échange interpersonnel: l'activité de vente suppose un contact direct, vivant et réciproque entre deux ou plusieurs personnes. Chaque partie peut observer de près les caractéristiques et les besoins de l'autre et s'adapte en conséquence. Une vision à terme: la vente permet l'établissement de toutes sortes de relations humaines, allant du simple contact commercial à une profonde amitié personnelle. Le plus souvent, cependant, le représentant adopte une position de différence à l'égard du client; il doit en effet utiliser tout son art pour le solliciter. Une nécessité de réponse: contrairement à la publicité, l'activité de vente engage l'acheteur, dans la mesure où celui-ci se trouve face à un vendeur qui consacre du temps à essayer de le convaincre. le prospect est davantage enclin à participer et à réagir, même si sa réponse est un simple « non merci ».

7. La mesure des résultats

Après avoir mis en place le plan de communication, il faut en mesurer les résultats. La cible sera interrogée pour savoir si elle a modifié son attitude vis à vis de l'entreprise et de ses produits. [25]

8. Coordonner l'ensemble des actes de communication

Ici, il est question de planifier les différentes actions de communication à mettre en œuvre pour une communication intégrée.

[25] Idem

2.3. Inspection Générale des Finances (IGF)[26]

1. Historique de l'IGF

Durant l'époque coloniale, le contrôle de l'exécution du budget était assuré, pour le compte du pouvoir exécutif, par un service qui fonctionnait à la fois à Bruxelles, à Kinshasa et dans les provinces du Congo où étaient détachés les inspecteurs et contrôleurs des finances. Ceux-ci transmettaient leurs rapports de mission trimestrielle au gouverneur général, et dont des copies étaient réservées aux gouverneurs de provinces. Ces copies étaient ensuite envoyées au ministre des colonies par le gouverneur général qui les accompagnait des remarques et renseignements utiles. Immédiatement après le 30 juin1960, les activités de contrôle et d'inspection des finances publiques furent paralysées, à la suite du départ des fonctionnaires belges qui monopolisaient les postes de conception dans l'administration coloniale. Il s'ensuivit alors une vague de détournement de fonds publics. C'est ainsi que les autorités de la deuxième République décidèrent de doter le pays d'un service spécialisé comprenant des éléments de grande valeur intellectuelle pour les aider dans leurs tâches d'assainissement des finances publiques.

Par l'ordonnance n° 068- 015 du 06 janvier 1968, il fut créé un cor de contrôle financier appelé « corps spécial d'inspection des finances » qui avait pour objet de vérifier et de contrôler toutes les recettes et toutes les dépenses qui avaient une incidence dans le budget de l'Etat.

[26] www.igf.gouv.cd consulté le 15 Décembre 2025 à 15h40'

Cinq mois plus tard, il fut créé, par l'ordonnance- loi nº 68/201du 09 mai1968, un autre organe de contrôle spécifique appelé « corps de contrôleurs des dépenses Engagées ». Ce corps composé uniquement des inspecteurs des finances nommées par le Président de la République, avait l'exclusivité de contrôle des dépenses engendrées. Les deux ordonnances-lois précitées furent complétés en 1969 par l'ordonnance- loi nº 69-005 du 30 janvier 1969, portant création d'un service d'enquête budgétaire chargé d'opérer sous les ordres directs du Ministre des finances, toute enquête en rapport avec la gestion de fonds publics dans les administrations centrales et en provinces. En 1987, l'instigation des institutions de brettons Wood, il sera créé le 15 septembre (ordonnance nº 87/323) l'inspection générale des finances. Ce texte consacre la restitution au service des toutes ses attributions de 1968.

Grâce à ce texte, plusieurs missions de contre-vérification fiscale et douanière seront organisées. Ce qui permettra au gouvernement en 1988 et 1989 de réaliser les recettes de l'ordre d'un milliard de dollars américains. En 2003, l'inspection générale des finances sera attachée à la présidence de la République (décret nº 034-B du 18 mars 2003). Cette réforme a été dictée par le souci d'étendre également les contrôles sur les actes posés par l'ordonnateur général bu budget. En 2004, par décret nº 04/018 du 19 février 2004, suite aux réclamations de quelques opérateurs économiques, l'inspection générale des finances est de nouveau rattachée au Ministère des finances, et la contre- vérification fiscale ne peut avoir lieu qu'à la demande expresse du Ministre des finances.

2. Situation géographique et contexte juridique

L'inspection générale des finances (IGF) se trouve à Kinshasa, à Gombe, sur l'avenue des forces armées (ex haut commandent). Elle dispose d'une compétence générale en matière de contrôle des biens publics. A ce titre, elle vérifie et contrôle toutes les opérations financières de l'Etat, des entités administratives décentralisées, des Etablissements publics et des organismes para étatiques ainsi que des organismes ou entreprises de toute nature bénéficiant du concours financier de l'Etat, organismes, Etablissements publics de l'Etat, ordonnées soit sur instruction du président de la République, soit sur réquisition des autorités judiciaires ou sur dénonciation des tiers.

3. Fonctionnement de l'IGF

1. L'inspecteur Général-chef de service

Il supervise et coordonne l'ensemble des activités de l'inspection générale des finances et fait régulièrement rapport au président de la République ou à son délégué des missions d'inspections ou enquêtes exécutées. A ce titre, il a notamment pour tâche de : Préparer et soumettre à l'approbation du président de la République, le programme annuel d'action de l'inspection générale des finances ainsi que le programme des missions ponctuelles ; Ordonner les missions d'inspections ou d'enquêtes reprises dans le programme annuel d'actions ou dans le programme des missions ponctuelles. Superviser l'exécution des missions d'inspections ou d'enquêtes ordonnées ; Centraliser les conclusions, recommandations et mesures découlant des rapports des missions d'inspections ou d'enquêtes et faire le rapport au président de la République ou à son délégué ;

Assurer le suivi de l'exécution des mesures et décisions découlant des rapports des missions d'inspections ou d'enquêtes entérinées par le Président de la République ; Elaborer les rapports trimestriel, semestriel et annuel d'activités ainsi que le rapport synthèse annuels des missions d'inspection ou d'enquête exécutées à l'attention du Président de la République ; Il gère le personnel, les crédits ainsi que le patrimoine de l'inspection générale des finances ; Il supervise le service administratif et financier d'appoint (SAF).

2. L'inspecteur Général-chef de service adjoint

Assiste L'inspecteur général- chef de service dans la supervision et la coordination de l'ensemble des activités de l'inspection générale des finances. Il assure l'intérim en cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur général-chef de service et coordonne toutes les missions lui confiées par l'inspecteur général-chef de service.

3. Les différentes brigades permanentes de l'IGF

Elles sont chargées respectivement des attributions suivantes : La brigade de coordination : Elle assure, sous l'autorisation de l'inspecteur général-chef de service et de son adjoint, les fonctions d'animation et d'encadrement des services de l'inspection générale des finances. La brigade des recettes douanières, fiscales et parafiscales : Elle contrôle et vérifie, auprès des services générateurs des recettes, toutes les opérations de constatation, de taxation, de liquidation, d'ordonnancement et de recouvrement des recettes, l'apurement du contentieux et les documents comptables y afférentes. La brigade des dépenses publiques : Contrôle et vérifie l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement des dépenses publiques.

La brigade des établissements ou organismes publics, des entreprises publiques, des sociétés d'économie mixte ou subventionnées et des entités administratives décentralisées : Elle contrôle et vérifie toutes les opérations financières de ces organismes, entreprise, société et entité ainsi que celles de tout organisme bénéficiant du concours financier de l'Etat, des entités administratives décentralisées, des entreprises publiques, des établissements publics ou organismes paraétatiques sous une forme quelconque, notamment sous forme de participation en capital, de subvention de prêt, d'avance ou de garantie. La brigade de contre-vérification douanière, fiscale, parafiscale et comptable ; Vérifie au second degré, toutes les situations douanières, fiscales, parafiscales et comptables soumises à la vérification des organes de contrôle interne des autres services publics de l'Etat, soit en cas de découverte d'une fraude lors de l'exécution normale d'une mission de contrôle ou de vérification, soit sur réquisition des autorités politiques et administratives, soit sur réquisitions des autorités judiciaires, soit enfin, sur dénonciation des tiers.

2.4 Patrouille financière

C'est un contrôle a priori, préventif et dissuasif, visant à anticiper les dérives. Ces missions d'encadrement consistent à conseiller les gestionnaires, s'assurer de la régularité des actes de gestion, dissuader les pressions extérieures et veiller à l'application des recommandations.[27]

Ces modalités concernent spécifiquement :
- La chaîne de la dépense publique ;
- Les opérations de mobilisation des recettes publiques ;

[27] Rapport annuelle IGF 2024

- Les avantages des mandataires ;
- Les acquisitions immobilières ;
- Les marchés publics ;
- Les paiements des fournisseurs et prestations ;
- Les soins médicaux ;
- Les missions à l'étranger.

2.5 Agents publics

Un agent public est toute personne travaillant pour l'administration (État, collectivités territoriales, hôpitaux), qu'elle soit fonctionnaire (titulaire, recruté sur concours, sous statut de droit public) ou contractuelle (recrutée sous contrat, souvent pour des besoins spécifiques), chargée d'une mission d'intérêt général, soumise à des obligations (neutralité, laïcité) et bénéficiant de droits spécifiques (protection fonctionnelle).

Types d'agents publics : *Fonctionnaires :* Agents titulaires bénéficiant d'un statut de droit public, nommés dans un emploi permanent. *Agents contractuels :* Agents non titulaires, recrutés sous contrat (CDD ou CDI) pour des besoins précis de l'administration (remplacement, missions temporaires).[28] 3. *Présentations des résultats :* Dans cette section, nous présentons les résultats de notre recherche sur l'influence de la communication de l'Inspection Générale des Finances (IGF) auprès des agents publics Kinois.

3.1. Présentation des résultats : Notre enquête a été menée à Kinshasa dans quelques établissements publics du 15 au 30 Novembre 2025 auprès de 50 agents de l'état.

Question N°1: Quel est votre sexe?

[28] WWW.fonctionpublique.gouv.cd consulté le 15 Décembre 2025 à 14h30'

Tableau N° 1: Répartition des enquêtés selon le sexe

Sexe	**Effectif**	
Masculin		
Féminin		
Total		

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°2: Quelle est votre tranche d'âge ?

Tableau N°2: Répartition des enquêtés selon la tranche d'âge

Tranche d'âge	**Effectif**	**%**
23 à 35 ans	20	40
36 à 45 ans	22	44
46 ans et plus	8	16
Total	50	100

Source : Tableau conçu par Nous-même

Question N°3: Quel est votre État civil?

Tableau N°3: Répartition des enquêtés selon l'Etat-civil

Etat-civil	**Effectif**	**%**
Célibataire	10	20
Marié(e)	32	64
Divorcé(e)	4	48
Veuf(ve)	4	8

Total	50	100

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°4: Quel est votre niveau d'instruction ?

Tableau N°4 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'étude

Niveau d'instruction	**Effectif**	**%**
Diplômé d'Etat	8	16
Gradué (e)	15	30
Licencié (e)	22	44
Autres	5	10
Total	50	100

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°5: Connaissez-vous l'IGF?

Tableau N° 5: répartition des enquêtés selon la connaissance de l'IGF

Connaissance de l'IGF	**Effectif**	**%**
Oui	48	96
Non	2	4
100	50	100

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°6 : Si Oui, comment l'aviez-vous connue ?

Tableau N°6: Répartition des enquêtés selon les moyens de connaissance de l'IGF

Moyens de connaissance	Effectif	%
Publicité à la télé	26	52
Publicité à la radio	4	8
Presse écrite	2	4
Internet/Réseaux sociaux	8	16
Relations personnelles	2	4
Au travail	8	16
Total	50	100

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°7: Avez-vous déjà suivi la campagne de communication de l'IGF sur la patrouille financière avec les artistes comédiens de la place SAI SAI, Vue de Loin, Ngadiadia , Bodo et les autres?

Tableau N°7 : Répartition selon des enquêtés selon la connaissance de la communication sur la patrouille financière

Suivi de la communication	Effectif	%
Oui	48	96
Non	2	0
100	48	100

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°8: Si oui, par quel canal l'aviez-vous suivie ?

Tableau N°8 : Répartition des enquêtés selon les canaux de suivi de la communication sur la patrouille financière.

Moyens de suivi	Effectif	%
Publicité à la télé	26	54
Publicité à la radio	4	8
Presse écrite	1	2
Internet/Réseaux sociaux	8	17
Relations personnelles	1	2
Au travail	8	17
Total	48	100

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°9 : En tant qu'agent public, êtes-vous exposé au message véhiculé dans cette campagne sur la patrouille financière?

Tableau N°9 : Répartition selon l'exposition à la communication sur la patrouille financière

Exposition à la communication	Effectif	%
Oui	40	83
Non	8	17
Total	48	100

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°10: Avez-vous compris le message véhiculé par l'IGF ?

Tableau N°10 : Répartition selon la compréhension du message

Compréhension du message	Effectif	%
Oui	40	83
Non	8	17
Total	48	100

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°11: Si oui, quel est le message que vous avez le plus retenu ? Tableau N°11: Répartition selon le message retenu

Message retenu	Effectif	%
Patrouille financière	26	65
Contrôle a priori	4	10
Contrôle a posteriori	1	2.5
Cogestion	1	2.5
Bonne gouvernance	8	20
Total	**40**	**100**

Source : Tableau conçu par nous-même

Question N°12: En tant qu'agent public, pensez-vous que la communication sur la patrouille financière a généré des effets sur votre comportement ?

Tableau N°12: Répartition selon les effets de la communication sur la patrouille financière ?

Effets de la communication sur la patrouille financière	Effectif	%
Oui	40	83
Non	8	17
Total	**48**	**100**

Source : Tableau conçu par nous-même

3.2 Observations sur les résultats

Il ressort de notre enquête les observations suivantes :

- Plus de 56% de nos enquêtés sont du sexe masculin ;
- Plus de 44% de nos enquêtés se retrouvent dans une tranche d'âge comprise entre 36-45 ans ;
- Plus de 64% de nos enquêtés sont des mariés ;
- Plus de 96% de nos enquêtés connaissent l'Inspection Générale des Finances (IGF) ;
- 52% l'ont connu par la publicité à la télévision notamment la campagne avec les artistes comédiens de la place ;
- Plus de 96 de nos enquêtés ont déjà suivi cette campagne de communication ;
- Plus de 54% de nos enquêtés l'ont suivie à la télévision ;
- Plus de 83% des agents publics comprennent le message véhiculé par l'IGF ;
- La patrouille financière reste le message le plus retenu, soit 65% des avis ;

- Cette communication a exercé des effets sur le comportement des agents publics Kinois.

3.3 Proposition d'un Nudge Communication pour l'Inspection Générale des Finances (IGF)

Le "Nudge communication" (ou communication incitative) est une technique de communication douce qui utilise des "coups de pouce" pour influencer les comportements sans contraindre les individus. Elle s'appuie sur les sciences comportementales et les biais cognitifs pour inciter subtilement à prendre des décisions positives (comme le tri des déchets, une meilleure hygiène, ou l'achat d'un produit) de manière non coercitive et à moindre coût.

- **Influencer sans contraindre :** L'objectif est d'orienter les choix tout en laissant la liberté de prendre une autre décision.
- **Utilisation de biais cognitifs :** La communication exploite les automatismes de pensée pour suggérer la bonne décision.
- **Coût faible :** Cette approche nécessite souvent des interventions simples et peu coûteuses.

Exemple : Il a pour objectif d'inciter le consommateur à agir dans l'intérêt public. Les actions de Nudge peuvent concerner la protection environnementale, la propreté, la sécurité ou la lutte contre les incivilités. Mais il est également question de Nudge en marketing, cette technique étant utilisée pour aider à la vente, notamment sur les sites de e-commerce. [29] En vue de permettre à l'Inspection Générale des Finances (IGF) de gagner en efficacité en minimisant le coût de leurs campagnes de

[29] www.civitime.com consulté le 15 Août 2025 à 12h30'

communication sur la patrouille financière, nous proposons une démarche stratégique simple et incitative pour permettre aux agents publics d'adopter un nouveau comportement sur leur gestion des deniers publics.

Notre Nudge Communication se présente comme suit :

1. **Identification du comportement** que l'IGF veut encourager : La bonne gouvernance
2. **Comprendre le processus décisionnel** et les biais psychologiques qui influencent un choix particulier,
3. **Élaborer un système** de Nudge simple et automatique dont l'efficacité peut être facilement mesurable ;
4. **Tester le système** sur un échantillon réduit et dans un environnement contrôlé,
5. **Déployer le Nudge** à grande échelle si les résultats du test initial sont concluants. Notre système de Nudge est le suivant : Placez dans toutes les administrations publiques, le logo de la RDC/IGF avec comme annonce : « Bonne gouvernance et contrôle à priori ».

Conclusion générale

Au terme de notre article scientifique sur l'Influence de la communication de l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur la patrouille financière auprès des agents publics Kinois, force-nous revient de dire que la communication constitue le facteur clé pour un changement de comportement.

L'Inspection Générale des Finances (IGF) a connu une période de disette liée à un manque de communication tant en interne qu'à l'externe. C'est à partir du 1er Juillet 2020 que l'Inspection Générale des Finances (IGF) s'est relancée avec notamment la nomination de Monsieur Jules Alingete Key comme Inspecteur Général, Chef de Service. Cela, avec comme mission : de lutter contre les antivaleurs, les détournements de deniers publics, de ***surveiller étroitement la chaîne de la dépense publique, les régies financières, les services d'assiette, les entreprises de l'État ainsi que les gouvernements provinciaux sur toute l'étendue de la république.***

Pour remplir à bon escient cette mission, l'IGF a lancé une campagne de communication dénommée « la patrouille financière ». Cette communication publique a pour cible principale : les agents publics ; ses objectifs sont : la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un nouveau comportement dans le chef des agents publics Congolais. Et pour diffuser cette campagne, l'Inspection Générale des Finances (IGF) fait appel aux médias, aux influenceurs, leaders d'opinions, etc. Pour intégrer notre article dans la communauté scientifique, nous avons fait appel aux théories suivantes :

2. La Théorie de la Réception de Stuart Hall ;
3. La théorie de la persuasion de Jean-Noël Kapferer ;
4. La théorie de la communication publique ;
5. La théorie du Nudge communication ;
6. La théorie de l'action raisonnée ;

7. La Théorie Transversale de Prochaska et Di Clemente sur les étapes de changement de comportement. Pour atteindre notre objectif de recherche, nous avons recouru à la méthode ethnosociologique.Il en ressort de cette recherche, les résultats suivants :

- Plus de 56% de nos enquêtés sont du sexe masculin ;
- Plus de 44% de nos enquêtés se retrouvent dans une tranche d'âge comprise entre 36-45 ans ;
- Plus de 64% de nos enquêtés sont des mariés ;
- Plus de 96% de nos enquêtés connaissent l'Inspection Générale des Finances (IGF) ;
- 52% l'ont connu par la publicité à la télévision notamment la campagne avec les artistes comédiens de la place ;
- Plus de 96 de nos enquêtés ont déjà suivi cette campagne de communication ;
- Plus de 54% de nos enquêtés l'ont suivie à la télévision ;
- Plus de 83% des agents publics comprennent le message véhiculé par l'IGF ;
- La patrouille financière reste le message le plus retenu, soit 65% des avis ;
- Cette communication a exercé des effets sur le comportement des agents publics Kinois.

BIBLIOGRAPHIE

1. Dictionnaire Larousse en ligne
2. BALLE F., Dictionnaire des médias, Paris, édition Larousse, 1998
3. DEREZE G., Méthodes empiriques de recherche en information et communication, Bruxelles, De Boeck, 2ème éd., 2019
4. DURANT J., Les formes de la communication, Paris, Bordas, 1981
5. KOTLER Ph. et DUBOIS B., Marketing Management, Paris, Publi-Union, 9ème éd., 1997
6. LA COUR J.P, Lexique du Marketing, Paris, Bertrand-Lacoste, 2003
7. MOREL Ph., Communication d'entreprise, Paris, Dunod, 2004
8. NTONDA KILEUKA Ph., *Communication publique et santé en République démocratique du Congo*, Kinshasa, L'harmattan, 2009
9. www.igf.gouv.cd
10. www.civitime.com

Par : Jeer-Alvine ILOKO BOKEKO,
Gaylord DIALUNDA KUNGA,
Guy MOKONZI MATA

IV. CONTEXTE GLOBAL DES CONFLITS DES GUERRES ET SON HISTORIQUE A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par Alain WASINGYA

I. Biographie scientifique

Alain Kasereka Wasi est un spécialiste congolais en sciences du développement, avec une expertise affirmée dans la gestion de projets, la gouvernance, les droits

humains et la résolution pacifique des conflits. Licencié en sciences du développement, option gestion de développement, de l'Institut Supérieur de Technique de Gestion des Affaires (ISTGA) de Goma (2019), il s'est également distingué par un parcours académique solide débuté par un diplôme d'État en technique sociale à l'Institut La Sorbonne, UMOJA (2013) et complété par un

certificat d'études primaires à l'École Primaire d'Application Maranatha (2008).

Tout au long de sa formation, M. Kasereka a suivi de nombreuses spécialisations techniques et professionnelles : culture de santé et cohésion sociale, informatique appliquée, communication et journalisme, défense et promotion des droits humains, prévention et contrôle des infections, premiers secours, gouvernance et résolution de conflits, ainsi que planification stratégique. Ces formations, dispensées par des organisations de référence telles que le Centre Carter, Congo Peace Network, Première Urgence Internationale et le Comité International de la Croix-Rouge, lui ont permis de développer une approche intégrée du développement communautaire. Sur le plan professionnel, il a occupé des postes clés allant de l'assistance à la coordination de programmes humanitaires à la direction administrative et financière.

En 2016, il est assistant attaché au programme salésien Don Bosco Ngangi, où il contribue à la communication interne, à la conception et à l'évaluation de projets. Parallèlement, il agit comme enquêteur principal à l'EDS, chargé de la collecte et de l'analyse de données épidémiologiques. En 2018, il enseigne au Complexe scolaire TUNDA des matières telles que la méthode d'assistance sociale, la psychologie sociale et les techniques d'enquête et de statistiques. En 2019, il collabore avec PAF Africa pour la collecte de données sur les déplacés internes et réfugiés dans le Nord-Kivu. Depuis 2021, il occupe la fonction de Directeur comptable à l'agence Kivu Transport KETI, assurant la gestion budgétaire et organisationnelle de l'entreprise.

Polyglotte (français, swahili et anglais), il possède d'excellentes compétences en management d'équipe, en analyse et en rédaction, ainsi qu'un forte capacité d'adaptation en milieux multiculturels et sous contraintes. Son profil combine rigueur scientifique, expérience opérationnelle et engagement social, ce qui fait de lui un acteur engagé dans la consolidation de la paix et le développement.

II. Résumé

Juste après la proclamation de l'indépendance en 1960, le Premier ministre, Patrice-Emery Lumumba, fustigeait un « plan de balkanisation de la RDC ». Soixante ans plus tard, la question est toujours d'actualité. Dans une perspective historique et ethnographique, cette étude inscrit ce débat sur la longue durée. Elle aboutit au constat que le débat autour de la « balkanisation de la RDC » surgit chaque fois que le pays traverse une crise politique : les sécessions des années 1960, le contexte de guerre des années 1990 et 2000 et actuellement avec la résurgence de la rébellion du M23. Les protagonistes du débat dénoncent un plan qui serait avalisé par la communauté internationale qui se servirait du Rwanda pour démembrer la RDC tandis que d'autres dénoncent l'incapacité de « Kinshasa » à impulser le développent du pays entier et estiment qu'il serait utile de tenter une autre expérience : fédéralisme ou balkanisation. Néanmoins et malgré le débat strident, il s'avère qu'une majorité des congolais ne soutient pas la balkanisation de la RDC, bien que nombre d'eux redoutent d'être envahi par le Rwanda ou d'autres forces étrangères. Le débat reste donc ouvert.[30]

[30] *La « Balkanisation »de la République Démocratique du Congo*
Godefroid Muzalia et Thierry Rukata P4

III. *Introduction*

En République démocratique du Congo, les violences et l'insécurité persistante proviennent en grande partie de conflits antérieurs, en particulier à l'est du pays, qui touchent le pays depuis le début des années 1990. La multiplicité des acteurs nationaux et internationaux présents en République démocratique du Congo et les enjeux politiques, économiques et sociaux viennent exacerbés le contexte actuel. De plus, les tensions et interactions complexes entre les pays de la région des Grands Lacs – la République démocratique du Congo, l'Ouganda, le Rwanda, et le Burundi – fragilisent l'équilibre de cette région stratégique qui peine encore à se remettre sur pied.

Depuis plus de deux décennies, la République démocratique du Congo est touchée par des conflits politiques et militaires ravageurs et persistants qui ont entraîné une spirale de violence et ralenti le développement économique et politique du pays. Le génocide rwandais de 1994 et ses conséquences ont contribué à l'éclatement de la première «grande» guerre de la République démocratique du Congo (1996-1997) et à la chute de l'ancien président Mobutu Sese Seko (1965-1997) en 1997. La seconde «grande» guerre s'est déroulée entre 1998 et 2003. Elle est également connue sous le nom de «Grande guerre d'Afrique6» en raison de l'implication de nombreux pays limitrophes et africains, notamment le Rwanda, l'Ouganda, l'Angola et le Zimbabwe.

La première guerre du Congo initiée en 1996 par l'AFDL, mouvement rebelle armé composé de dissidents au régime de Mobutu et de groupes ethniques minoritaires de l'est du pays, visait à renverser le régime autoritaire du président zaïrois Mobutu Sese Seko. Le mouvement bénéficiait du soutien du Rwanda et de l'Ouganda. Le 17 mai 1997, juste après le départ du président Mobutu, le conflit prend fin avec l'entrée des combattants de l'AFDL à Kinshasa et l'auto-proclamation de Laurent-Désiré Kabila comme nouveau président de la nation. Le pays change une nouvelle fois de nom et est nommé la République démocratique du Congo. Le nouveau régime est largement accueilli avec bienveillance par une population lassée par des années de déclin continue et de dérives autoritaires du règne de Mobutu[31].

Une fois en place, le gouvernement de Kabila essaie de s'émanciper vis-à-vis de ses alliées rwandais, ougandais et des groupes rwandophones Tutsi de l'est du Congo, qu'il purge des forces armées congolaises. Ce revirement du président Kabila contribue au déclenchement de la deuxième guerre du Congo en août 1998, avec des groupes armés appuyés par le Rwanda et l'Ouganda qui essaient de déloger Kabila. Le président congolais, à son tour, trouve de nouveaux alliés parmi les pays de l'Afrique australe, notamment l'Angola, le Zimbabwe, le Tchad et la Namibie. Ce conflit divisa le pays en trois parties: l'ouest, contrôlé par le gouvernement de Kinshasa, le nord et le nord-est sous influence du Mouvement de libération du Congo (MLC), appuyé par l'Ouganda, et l'est sous le contrôle du Rassemblement congolais pour la démocratie (République démocratique du Congo), appuyé par le Rwanda.

[31] Op cit FAO Page 17

La deuxième grande guerre prendra officiellement fin en 2003 avec la signature d'un accord de paix en Afrique du Sud entre toutes les parties principales au conflit et la mise en place d'un gouvernement de transition avec la participation des membres des groupes armés. Cette guerre est considérée comme l'un des conflits les plus meurtriers depuis la deuxième guerre mondiale, puisqu'il causera 5,4 millions de morts congolais entre août 1998 et avril 2007 selon les estimations du Comité international de secours. Malgré la pacification globale du pays après 2003, la paix durable ne s'installera pas dans beaucoup de zones de l'est de la République démocratique du Congo et plusieurs dynamiques armées continuent de déstabiliser les zones. Cette impossibilité d'établir une paix stable à l'est du pays est caractérisée par des facteurs qui ont continué à dominer le paysage politico-militaire dans la zone, dont certaines dynamiques avaient été déclenchées pendant les deux guerres.

Celles-ci nuisent encore aujourd'hui aux efforts de paix, notamment dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Premièrement, le règne du MLC, du République démocratique du Congo et de leurs alliés Ougandais et Rwandais provoqua l'émergence et la multiplication de nombreux groupes d'auto-défense Maï-Maï depuis 1994. Ces groupes se sont formés en premier lieu en réponse aux actions armées des réfugiés rwandais (ex-Interahamwe et ex-Forces armées rwandaises [FAR]) en République démocratique du Congo, qui montaient une résistance locale contre le République démocratique du Congo et le MLC et leurs alliés. Depuis 1994, ces milices armées locales ont continué à se multiplier et beaucoup de zones de l'est du pays sont devenues des fiefs de certaines milices.

La plupart des groupes armés sont liés aux intérêts politiques et commerciaux et ont souvent des parrains politiques aux niveaux national et provincial. Les activités des groupes armés sont donc devenues un outil pour les leaders politiques et acteurs économiques, qui leur permet d'exercer une certaine influence et d'exprimer des revendications politiques.

Parallèlement, l'intégration des groupes armés dans l'armée nationale est devenue un mécanisme clé pour le gouvernement de Kinshasa en réponse à la prolifération de ces groupes. Ceci a incité de petits commandants des mouvements rebelles à créer leurs propres groupes indépendants, dans l'attente de trouver un poste gradé au rang des Forces armées de la République démocratique du Congo Deuxièmement, la question de la protection physique des communautés rwandophones, notamment Tutsi, de l'est de la République démocratique du Congo et leurs intérêts politiques et économiques, reste irrésolue. Bien que des accords soient trouvés et certains ex-leaders s'intègrent dans les instances politico-administratives et militaires, il existe encore des résistants à cette intégration.

C'est le cas notamment de certains leaders militaires du République démocratique du Congo qui se considéraient comme les protecteurs des communautés rwandophones, notamment tutsi, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Ils refusent ainsi de joindre les FARDC et créent, en 2004, une nouvelle rébellion, le Conseil national pour la défense du peuple (CNDP), avec l'appui des leaders politiques et des milieux des affaires. Par la suite, le CNDP devient l'un des groupes armés majeurs qui occupera une large partie du territoire de Rutshuru au Nord-Kivu.

Il sera seulement délogé après un accord signé entre la République démocratique du Congo et le CNDP, en mars 2009. Après quelques années d'accalmie, d'anciens leaders du CNDP, maintenant intégrés dans l'armée congolaise, accusent le gouvernement congolais de ne pas avoir respecté les termes de l'accord de 2009 et lancent une nouvelle rébellion, le Mouvement du 23 mars ou M23.

Le M23 occupera encore une partie du territoire de Rutshuru entre avril 2012 et fin 2013, quand son leadership signe un accord avec le gouvernement de Kinshasa et la majorité de ses actifs se réfugient en Ouganda[32]. En outre, au niveau local, le contrôle des pâturages fertiles des montagnes de Masisi et des hauts plateaux de Minembwe et Itombwe au Sud-Kivu est disputé par les communautés Tutsi/Banyamulenge et celles autochtones. Ce conflit continue d'engendrer une instabilité dans la zone et sert de justification pour le maintien de nombreux groupes armés par chaque communauté ethnique.

De plus, l'accord de paix et la mise en place du gouvernement de transition à partir de 2003 met fin à l'alliance entre le gouvernement congolais et les Forces de libération du Rwanda (FDLR), groupe armé des exilés Hutu, opposé au régime rwandais et accusé d'être largement composé de responsables du génocide rwandais. La fin officielle de l'appui du gouvernement congolais aux FDLR entraîne leur éparpillement à travers l'est de la République démocratique du Congo, en particulier dans les territoires de Rutshuru, Lubero et Masisi au Nord-Kivu et à travers le Sud-Kivu.

[32] Op cit FAO page 18

L'installation des FDLR dans les zones reculées et dans les parcs nationaux de Virunga (Nord-Kivu) et de Kahuzi-Biéga (Sud-Kivu), à son tour, contribua à une instabilité continue pour plusieurs raisons. D'abord, la présence des FDLR a suscité une mobilisation plus forte des milices d'auto-défense locales opposées à leur présence. Cette mobilisation était souvent localisée, mais a également créé des mouvements plus larges, notamment les Raïa Mutomboki au Sud-Kivu, qui ont étendu leur champ d'action du sud du territoire de Shabunda jusqu'à Kalehe au nord de la province du Sud-Kivu et à Walikale au Nord-Kivu. Puis, l'existence des FDLR continue de servir d'excuse pour l'ingérence du Rwanda dans l'est de la République démocratique du Congo, à travers un appui aux groupes armés, notamment le CNDP et le M23 Un facteur additionnel de déstabilisation au Nord-Kivu est la naissance du groupe de l'Alliance des forces démocratiques (AFD) au Grand Nord, la partie à l'extrême nord de la province.

L'AFD a été formée au milieu des années 1990 comme coalition des groupes d'opposition ougandais, y inclus des groupes musulmans. Basé à l'origine dans les districts de l'ouest de l'Ouganda, le groupe se retranche, depuis le début des années 2000, davantage du côté congolais dans la chaîne de montagnes du Rwenzori. Ils étendent ainsi leur champ d'action dans le territoire de Beni, s'en prennent à la population locale et se livrent à des combats occasionnels avec les FARDC8. Depuis la fuite de son leader historique, l'AFD tombe sous l'influence de son leader actuel, Musa Baluku, et se radicalise. Après s'être associé officiellement à l'État islamique en 2017, les membres de l'AFD continuent de sévir dans les territoires de Beni au Grand Nord et dans le sud de la province de l'Ituri, où ils ont été

responsables de nombreux massacres de population civile et d'attaques d'envergure contre les FARDC et la MONUSCO. Ces exactions sont à l'origine de nombreux déplacements de population. Dans un État organisé de manière clientéliste, où l'influence politique se fait par les filières de relations personnelles et économiques, les acteurs armés sont devenus, à travers les années, un facteur incontournable du paysage politique dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

IV. CONTEXTE DE CONFLIT A L'EST DE LA RDCONGO

Il y a plus de vingt ans que le bruit des armes ne cesse, plus de vingt ans que les peuples se déplacent d'ici d'ailleurs, plus de vingt ans que les hommes et les femmes traversent une vie déplorable occasionnant ainsi la peur au ventre et l'incertitude d'un avenir meilleur. Plus d'une décennie, la province du nord Kivu est déchirée par des conflits violents continus et intenses entre les formés armées et plusieurs groupes antagonistes…Pour mieux se fixer dans cette analyse, il suffit de considérer les démarches entreprises dans le cadre de la résolution des conflits dans cette région jusqu'ici. Plusieurs accords ont été signés avec ou sans issue, des conférences et des pourparlers ont eu lieu pour trouver une voie de sortie de la situation. Il a été impératif de traiter la question des groupes armés en vue de relever les raisons majeures de leurs luttes et leurs revendications. La mission du gouvernement à travers les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) en cette situation de crise est aussi impliquée et mérite d'être prise en considération.

De plus il s'est avéré pertinent de ne pas passer sous silence le rôle de la Mission des Nations au Congo (MONUC) dans la gestion de ces conflits armés. En ce sens, il est à noter que plusieurs parties ont été sollicitées pour apporter leur pierre à l'édifice de la paix dans cette région longtemps secouée par des tyrannies inhumaines.[33]

Le conflit actuel se caractérise par des affrontements entre les FARDC et plusieurs groupes armés. Ces groupes armés luttent contre les FARDC et entre eux. Des alliances entre les groupes armés, voire entre les FARDC et des groupes armés, ne sont pas rares, mais sont souvent de courte durée. L'exploitation et le harcèlement des communautés sont le fait de tous les acteurs au conflit armé… Ces pressions économiques, exercées par extorsion, application de taxes illégales et travaux forcés, offrent les ressources nécessaires à la poursuite des violences. Elles poussent aussi au maintien d'un certain niveau de conflit et de militarisation dans l'est de la RDC. Les zones territoriales changent régulièrement de mains entre les différentes parties au conflit, tandis que les habitants servent de marchandises, en offrant la possibilité de prolonger le conflit.

À la suite d'une série de changements importants en 2013, dont la signature de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en début d'année 2013, nombreux sont ceux qui ont cru que la situation en matière de sécurité s'améliorait dans l'est de la RDC. Une nouvelle brigade, la Brigade d'intervention (FIB), a été créée au sein de la MONUSCO, avec pour mission de « neutraliser » les groupes armés.

[33] Journal of African Conjlicts and Peace Studies p6

Mary Robinson a été la première à être nommée envoyée spéciale des Nations unies pour la RDC et la région des Grands Lacs. Elle a applaudi l'accord-cadre, le qualifiant de « cadre de l'espoir ». Cet optimisme a été conforté à la fin de l'année 2013 lorsque les FARDC et la Brigade d'intervention ont vaincu le groupe armé M23. Au début de l'année 2014, la MONUSCO a transféré la plupart de son personnel civil à Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu, signe d'un engagement en faveur de la stabilisation dans le Nord-Kivu et dans le Sud-Kivu. Des centaines de milliers de personnes sont rentrées chez elles à mesure que le sentiment de sécurité s'est ancré et que les espoirs d'une paix durable se sont ranimés.

Toutefois, la situation s'est de nouveau détériorée au cours de la seconde partie de l'année 2014, et les affrontements entre groupes armés ont repris de plus belle, tout comme les opérations menées par les FARDC ciblant divers groupes armés dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. L'insécurité a donné lieu à une forte augmentation du nombre de personnes fuyant le conflit. Certains des affrontements et des déplacements les plus marquants ont eu lieu dans le Sud-Lubero, dans le nord du Nord-Kivu, où plus de 58 000 personnes ont été contraintes de fuir.

Beni, non loin de Lubero, a également connu de grandes violences et des homicides. Actuellement, les violences continuent et les besoins humanitaires augmentent dans de nombreuses régions de l'est de la RDC, ce qui prouve bien que ces zones ne sont pas encore en passe de connaître une phase d'après conflit.[34]

[34] DOCUMENT D'INFORMATION 202 D'OXFAM 6 MARS 2015 p6

Après la signature de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en février 2013 et la défaite du groupe rebelle M23 à la fin de cette même année, le monde a détourné son attention de la République démocratique du Congo (RDC) et du conflit qui dévaste l'est du pays depuis plus de deux décennies. En signant l'accord-cadre, le gouvernement de la RDC s'est engagé, entre autres, à renforcer l'autorité de l'État dans l'ensemble du pays et à faire progresser la réforme de ses services de sécurité. Toutefois, de nouvelles recherches menées dans le cadre de ce rapport montrent que la situation n'a pas beaucoup changé pour un grand nombre de personnes dans l'est de la RDC.

Deux ans après la signature de l'accord-cadre, les conflits et les violences envers les civils sont toujours monnaie courante dans beaucoup de zones de l'est de la RDC. Depuis le début du mois d'octobre 2014, plus de 250 femmes, hommes et enfants ont été tués lors d'attaques qui auraient été commises par les Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe armé, à Beni, dans le Nord-Kivu. En début d'année 2015, l'armée congolaise (les Forces armées de la République démocratique du Congo ou FARDC) a annoncé des opérations militaires contre les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé qui opère dans les Kivus depuis 1994. La date limite du 2 janvier 2015 fixée pour que ce groupe dépose les armes a en effet été dépassée.[35] Comme disait un habitant à Beni « nous avons priés pour que la paix revienne, organisons des journées porte ouverte, des conférences, des gênes…

[35] DOCUMENT D'INFORMATION 202 D'OXFAM 6 MARS 2015 p2

mais l'ennemi de la paix n'arrête à décapiter, violer et semer d'énormes désolations. [36] C'est ce puissant mélange de discrimination ethnique, d'insuffisance étatique et d'intérêts des élites qui, d'après de nombreux observateurs externes, rend le conflit insoluble. Mais les groupes armés sont également très différents: si certains sont nés de manière organique des réalités de la vie rurale, d'autres ont été délibérément créées par les responsables politiques locaux, et d'autres encore sont exploités pour servir les intérêts des hommes d'affaires des grandes villes. Certains ont perdu de vue leur motivations initiales, tandis que d'autres continuent d'appliquer leurs principes fondateurs. Il est du reste étonnant de constater que, sur les plans de la politique et du plaidoyer, certains ont disparu tandis que d'autres résistent et persistent. Il serait utile de mettre au clair ces différences pour expliquer les principaux obstacles à la paix dans la région.

Vu ce qui précède, la question des conflits armés dans la grande partie Est de la République Démocratique du Congo. Est aussi vielle scientifiquement. Elle a déjà fait l'objet de plusieurs études menées par les chercheurs, la recherche de notre sujet s'intitule «problématique de la cohabitation pacifique dans les zones victimes des conflits armés dans la province du Nord-Kivu cas du territoire de RUTSHURU ». Ainsi, quelques passages donneront certaines originalités Nous pensons notamment au travail de SANGARA KASHASI Dodi dans «Impact de conflits armés sur la paix et le développement de la province du Nord-Kivu cas du territoire de RUTSHURU ».

[36] Entretien avec un membre de la société civile de Beni qui a préféré garder l'anonymat 2022

Dans son analyse, l'auteur renseigne que tous les éléments négatifs des guerres connues dans cette partie de la RDC vis-à-vis de la situation socio-économique des habitants entre autres : les violations de tout genre, le de placement massif de la population etc.… En plus l'auteur continue son analyse en se basant sur diverses conséquences tout en proposant une solution selon laquelle l'arrêt des conflits armés par les décisions gouvernementales constitue la clé délimitation, les contrôles et l'élimination des conflits armés pour faciliter la paix et le progrès[37]. Pour SUGENDO innocent, dans son travail « les conflits armés et leurs impacts sur la dégradation du l'écosystème du Parc National de Virunga cas de RUMANGABO » a aboutit aux résultats selon lesquels les conflits armés qui ont déjà existé dans la partie sud du parc National de Virunga, et ont eu comme conséquence destruction des écosystèmes et enfin il a proposé la création d'une structure de gestion.

Pour Jean-Philippe Rémy, dans son rapport d'analyse de la situation sécuritaire dans la partie Est de la RDC a constater que les confits connus en RDC constituent une véritable chaîne des conséquences grave contre le respect de droits humains tels que la violence sexuelle, le déplacement massif des habitants avec toutes ses dérivées, le chômage, l'esprit de guerre et criminalité, les massacres, les vols… et a cette effet l'auteur propose que tout ce qui se passe en RDC dans sa partie Est soit maitriser pour les nations unies et la communauté internationale dont la RDC fait partie.

[37] . *SANGARA KASHASI Dodi, Impact de conflits armés sur la paix et le développement de la province du Nord – Kivu : Cas du territoire de RUTSHURU, mémoire Inédit ISTGA 2017 - 2018*

C'est pourquoi ces derniers devront mettre fin avec tous les moyens nécessaires à ces mouvements Rebelles en Répétition crées dans cette partie de la RDC[38], Mariam MURAY quand a elle nous laisse voire que la vie sur terre ne se serait continué si on ne met pas en exécution dans le monde entier un programme nécessaire d'engendrer un état d'esprit transformé et un organisme international essentiel au maintien de la paix sur la planète.
Ainsi donc l'auteur souligne que la bonne guerre est la grande lutte menée par nos contemporains pour libérer notre planète de fléau de la pauvrette, des maladies de l'ignorance à tous les citoyens du monde.[39] Quant à nous, nous voulons comprendre les facteurs à la base de la balkanisation dans le Grand-Kivu.

V. PROBLEMATIQUE

Le contexte est caractérisé par des actes récurrents de violence et une insécurité accrue, dont la présence d'une grande variété d'acteurs aux niveaux national et international complexifie les enjeux politiques, économiques et sociaux déjà existants. À cela s'ajoutent les tensions et interactions complexes entre les pays de la région des Grands Lacs – la République démocratique du Congo, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi – qui fragilisent l'équilibre de cette région stratégique[40].

[38] Jean Philippe R rapport produit par HRW sur les massacres et violation à l'Est de la RDC
[39] Maria MURAY dans son ouvrage intitulé « la bonne guerre »
[40] Analyse de conflits dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu FAO pge2

Au cours des dernières décennies, la société dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) a connu des conflits violents répétitifs dus à la politisation de l'identité et de la citoyenneté, à l'accès à la terre, ressources, opportunités économiques et au pouvoir politique, entre autres. La pauvreté chronique, l'exclusion sociale, les violences sexuelles et basées sur le genre et l'absence de gouvernance transparente, responsable et inclusive entre l'État et ses citoyens (le « contrat social »), ont créé un sol fertile pour la manipulation et la mobilisation négative.

Beaucoup de Congolais dans l'Est du pays vivent dans une incertitude permanente, ne sachant ni d'où viendra leur prochain repas, ni le moment où ils seront spoliés de leurs terres par les groupes armés. Les femmes et les enfants ont été tout particulièrement touchés par le conflit et ses conséquences.[41] En 1914, la première guerre mondiale a provoqué un sous-développement du point de vie, socio-économique, culture éducatif et politique. Les conflits politiques en RD Congo ont non seulement provoqué dans les pays une spirale des violences et bloqué son processus de développement politique et économique.[42] L'alliance des forces démocratique pour la libération du Congo (AFDL) était une coalition de dissident et des groupes ethniques minoritaires congolais qui fut apporté par Laurent désiré Kabila prirent le pouvoir au germe de la première guerre du Congo (1996-1997).

[41] *Stratégie provinciale et plan d'action d stabilisation pour la province du Nord-Kivu page 3*

[42] *Jacques LASSEN K. violation et constitution des milices dans l'Est du congo kinshasa 2002, page 36*

Bien que l'Alliance ait réussi à évincer Mobutu du pouvoir, elle ne survécut pas aux tensions entre KABILA et ses anciens alliés, l'Ouganda et le Rwanda ce qui amenant à la déclaration de la deuxième guerre de la RDC le 02 Août 1998. Le 22 mai 1999 aura lieu les premiers affrontements, plusieurs civils congolais perdront la vie et du 03/02 au 04/06/1999, l'affrontement se répétèrent dont cent million des morts du côté civil et plusieurs handicapes ont été annoncés après cet affrontement. Le 11 septembre 2012, les rebelles de M23 qui sévissent dans l'Est de la République Démocratique du Congo sont responsable de crime des guerres commises en grandes échelle y compris les exécutions sommaires, les viols et des recrutements des jeunes dans l'armée a déclaré Human Rights Watch que deux cent trente-trois personnes exécutées étaient de jeunes hommes et des garçons qui avaient tante de quitter les rangs rebelle.[43] Parmi les pires auteurs des violences de droits humains en RDC, voir même dans le monde parmi eux se trouve le général BOSCO NTAGANDA, qui fait l'objet de deux mandats d'arrêt du Cours pénal international (CPI) pour crime de guerre et crime contre l'humanité commis dans le district d'Ituri et le Colonel SOULTANI MAKENGA qui est impliqué dans le recrutement d'enfant dans plusieurs massacres en RDC notamment en territoire de Rutshuru et Nyiragongo au moins 137 jeunes hommes dans le Territoire de Rutshuru depuis juillet 2012 la plus par ont été enlevés à leur domicile, d'autre au champs au moins 75 d'entre eux avaient moins de 15 ans.[44]

[43] *Human Right Watch, les violations et massacres humanitaire à l'Est du Congo page 12*

[44] *Jacques LASSEN K. Op cit*

Depuis Juin 2012, les combattant du M23 ont tués de sans froide au moins 15 civils dans les zones qu'ils contrôlaient, parfois parce qu'ils les soupçonnaient de leur être hostiles au moins 96 femmes et filles, la plus jeune victime de ces viols avaient 8 ans, des combattant du M23 ont tués par balles 15 femmes dont une femme de 25 ans enceinte de trois mois.[45]

Le Nord-Kivu est devenue une province dans laquelle le nombre de victimes du fait des conflits armés est le plus élevé en RDC. Dans la mesure où les premières du sol et du sous-sol physique et humain, une décapitation peut ne pas entraver la reprise de la croissance. La plupart des conflits armés de la province du Nord-Kivu a une dimension régionale. Il y a les conflits qualifiés de frontalier qui opposent deux ou plusieurs pays et même des groupes culturels ayant de frontière commune peuvent être considérer comme ligne ou zone de contact. Ces conflits ont pour origine les limites des territoires, la gestion de la nationalité ou accès aux ressources.

Les conflits armés s'accompagnes aussi d'un effondrement de la gouvernance environnementale qui engendre à son tour une dégradation accélérée de l'environnement en quelque jour ou en quelque semaine peut détruire le long et patient travail de plusieurs années, voire le travail de plusieurs millénaires. Parfois la destruction provoque des dégradations irréversibles des écosystèmes c'est le cas lorsque des espèces peuvent être amenées à l'extinction. Nous inspirant du complot de balkanisation du Grand-Kivu, nous voulons savoir ***réellement qui est le vrai sujet tireurs de ficelle de la balkanisation dans le Grand-Kivu?***

[45] Human Right Watch Op cit

A qui profite cette balkanisation? Et enfin quelles stratégies mettre en place pour une consolidation de la paix dans le Grand Kivu? Telles sont les interrogations auxquelles nous tentons proposer des réponses provisoires en guise d'hypothèses. Nous ne prétendons pas remédier à cette préoccupation générationnelle mais amener une lumière à ce propos car on ne peut que résoudre ce qu'on a vu : ***L'Elite politique*** *;* ***Opérateurs Economique ; Les Nations Unies***

VI. HISTORIQUE DES GROUPES RWANDOPHONES A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La présence des ressortissants rwandophones à l'est de la République démocratique du Congo représente un élément clé afin de mieux comprendre certaines dynamiques de conflits, notamment l'historique de beaucoup de tensions locales. Ceci explique également les grandes lignes des conflits armés des 30 dernières années dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. En 1910, une convention entre la Belgique et l'Allemagne trace la frontière entre ce qui était précédemment la colonie allemande du Rwanda-Urundi et le Congo belge.

Cependant, il existait déjà certaines populations rwandophones installées depuis longtemps dans les zones frontalières, notamment au Rutshuru dans le Nord-Kivu (dont la partie orientale est habitée majoritairement par les Hutu) et une population d'éleveurs Tutsi sur les hauts plateaux d'Itombwe, près d'Uvira, au Sud-Kivu, plus tard connue sous le nom de Banyamulenge (Mulenge est un village et une colline surplombant la plaine de Rusizi dans le territoire

d'Uvira). Après la première guerre mondiale, la Belgique gagne le contrôle du Rwanda et du Burundi. S'en suit une large migration des rwandophones Hutu et Tutsi du Rwanda vers le Masisi et le Rutshuru, pour travailler dans les fermes des fermiers blancs qui avaient établi de grandes plantations et fermes laitières dans les zones montagneuses. Cette migration a été organisée entre 1937 et 1955 dans la Mission d'immigration des Banyarwandas par le régime colonial. La Mission amena ainsi environ 100 000 familles d'origine rwandaise à Masisi et Rutshuru, des familles Tutsi, qui étaient souvent les superviseurs, et des Hutus, communément employés comme main d'œuvre.

Ces migrants rwandophones furent ensuite rejoint par d'autre rwandais. Cette seconde migration, plus spontanée, était notamment due à la pression démographique, aux violences politiques contre les Tutsis au moment de l'indépendance en 1959 et à la répression contre les Tutsis dans plusieurs campagnes au Rwanda. La présence des rwandophones, notamment au Masisi et dans la partie occidentale du Rutshuru, était toujours contestée par les peuples qui se considèrent autochtones, notamment les Hunde et Nyanga. La question de l'appartenance des rwandophones à l'État congolais devenait un enjeux politique majeur.

Sous l'influence du directeur de cabinet à la présidence sous le régime de Mobutu, les rwandophones du Congo se sont vu accorder la nationalité congolaise dans les années 1970. Parallèlement, beaucoup de rwandophones, notamment des tutsis ont pris possession des fermes des ex-colons lors de la zaïrianisation en 1973-1974.

Dans les années 1980, les vents politiques changent, et l'accord de citoyenneté à tous les rwandophones est abrogé. Avec l'ouverture démocratique du pays après la conférence nationale de 1990, la compétition autour du pouvoir prend de plus en plus une dimension ethnique et les politiciens de l'est du pays jouent sur une mobilisation ethnique pour conforter leur assise locale.

Des violences locales éclatent dans le territoire de Masisi, où des rwandophones sont tués et pourchassés par des milices Hunde en 1993, ce qui entraîne la mobilisation des Hutus contre les Hunde. Simultanément, nombreux jeunes Tutsis du Nord-Kivu et Sud-Kivu joignent la rébellion du Front patriotique rwandais de Paul Kagame contre le régime au Rwanda. Le génocide rwandais provoque un large afflux de réfugiés rwandais au Congo (à l'époque le Zaïre), dont plus d'1 million de réfugiés au Nord-Kivu, incluant de nombreux responsables du génocide, des Forces armées rwandaises (FAR) et des milices Hutu Interahamwe. Les ex-FAR et Interahamwe continuent leur mobilisation dans les camps de réfugiés des Kivu et mobilisent parmi la population Hutu congolaise. De plus, beaucoup de Tutsi congolais rentrent au Rwanda après la victoire du FPR depuis la fin 1994.

La rébellion de l'AFDL en 1996, qui provoqua la chute de Mobutu et amena Laurent-Désiré Kabila au pouvoir, était en large partie une campagne appuyé par le Rwanda et l'Ouganda pour mettre fin aux activités armés des ex-FAR et Interahamwe, leurs incursions continues, ainsi que leurs menaces contre les Banyamulenge et Tutsi congolais. Les Banyamulenge et Tutsi congolais étaient nombreux parmi les gradés et combattants de l'AFDL.

Après que Lauren-Désiré Kabila se tourna contre ses alliés Rwandais en juillet 1998, la deuxième guerre du Congo éclate, menée par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), appuyé par le Rwanda et dont les membres sont en particulier des rwandophones congolais.

Les rébellions de CNDP (2004-2009) et du M23 (2012-2013) sont les dernières rébellions ouvertes pour réclamer plus d'influence des rwandophones et notamment des Tutsis dans le paysage politico-militaire de la République démocratique du Congo. Aujourd'hui, les tensions entre des groupes autochtones, principalement les Hunde, Nyanga, Tembo et Nande au Nord-Kivu, et les populations rwandophones continuent dans certaines localités et servent de justification pour le maintien des groupes armés qui prétendent défendre les intérêts ethniques.

VI. SOURCES DES CONFLITS ET VOIES DE SORTIE

Eu égard à ce qui précède, le Rwanda et ses alliés seraient la vrai source des conflits armées que traverse l'Est de la RDC ; les occidentaux et leurs opérateurs économiques sont ceux qui profiteraient de cette balkanisation ; La création d'un foyer interculturel pour la paix, la désolidarisation de groupes armés, la reforme dans le Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, création d'une holocauste en mémoire de tous nos disparus vaillants combattants et activistes qui ont milité pour la paix et la liberté, Appuyer la culture de paix, En créant des blocs intercommunautaires pour déraciner l'arbre de problème seraient les stratégies à mettre en place pour une consolidation de la paix dans le Grand Kivu.

Objectif global de la recherche est de Relever les défis de la consolidation de la paix dans le Grand-Kivu. Les objectifs spécifiques sont : Identifier les facteurs à la base des conflits armés dans le territoire de RUTSHURU. Relever les conséquences des conflits armés sur la cohabitation pacifique Proposer des pistes des solutions pour réduire les conflits armés.

Notre motivation pour ce sujet est du fait qu'étant un acteur de développement en pleine formation, avons constaté ce grand défi au développement de cette province et que ceci exercerait une influence très négative sur tous les secteurs de la vie. De la manière particulière le choix de ce présent sujet a été celui de proposer une solution au grand problème que connais la province du Nord-Kivu particulièrement le territoire de RUTSHURU mais aussi pour éveiller la conscience des hommes politiques du rôle qu'ils doivent jouer sur le niveau sécuritaire dans la province sur Nord-Kivu. L'intérêt de ce travail est triple : Sur le plan scientifique : ce travail servira de sources de données et outils de références pour le futur chercheur qui voudrait aborder le même aspect, ce qui viseraient d'approfondir ou analyse le sujet de la même famille.
Sur le plan personnel : cette étude est une opportunité qui nous est offerte d'approfondir nos connaissances sur la problématique de la cohabitation dans la zone de conflits armés dans la province du Nord-Kivu dans le territoire de RUTSHURU en vue d'apporter notre contribution en suggérant des faits les plus importants pour éradique ce fléau.
Sur le plan pratique ; ce travail consiste à une interpellation a tous niveau, et obliger toutes les autorités de différent département de prendre des mesures qui s'imposes pour mettre un terme à la

résurgence de guerre pour permettre un avancement accélérer du territoire cité ici.

Bibliographie

1) *La « Balkanisation »de la République Démocratique du Congo*
Godefroid Muzalia et Thierry Rukata

2) Journal of African Conjlicts and Peace Studies
3) DOCUMENT D'INFORMATION 202 D'OXFAM 6 MARS 2015
4) Entretien avec un membre de la société civile de Beni qui a préféré garder l'anonymat 2022
5) *SANGARA KASHASI Dodi, Impact de conflits armés sur la paix et le développement de la province du Nord – Kivu : Cas du territoire de RUTSHURU, mémoire Inédit ISTGA 2017 – 2018*
6) Jean Philippe R rapport produit par HRW sur les massacres et violation à l'Est de la RDC
7) Maria MURAY dans son ouvrage intitulé « la bonne guerre »
8) Analyse de conflits dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu FAO
9) *Stratégie provinciale et plan d'action d stabilisation pour la province du Nord-Kivu*
10) *Jacques LASSEN K. violation et constitution des milices dans l'Est du congo kinshasa 2002,*
11) *Human Right Watch, les violations et massacres humanitaire à l'Est du Congo*

Par Alain WASINGYA

V. IMPERIALISME OCCIDENTAL, ONU ET ENJEUX GEOPOLITIQUES EN RDC : UNE LECTURE CRITIQUE POSTCOLONIALE

Par Dr. KAVUO TAHUHANA KYOWENE.

I. Biographie scientifique de l'Auteure

Dr KAVUO TAHUHANA KYOWENE *est médecin spécialiste, universitaire et militante engagée pour le développement citoyen en République Démocratique du Congo. Elle est Docteure en Médecine, Chirurgie et Accouchement, avec une spécialisation de Master en Ophtalmologie. Sa double compétence dans les soins de santé généraux et spécialisés fait d'elle une référence dans le domaine médical, particulièrement dans les régions à accès limité aux services de santé oculaire.*

Actuellement personnel académique à l'Université de Goma, elle contribue activement à la formation de la relève médicale congolaise. À travers son enseignement et sa recherche, elle participe au renforcement des capacités locales en matière de santé publique et de spécialités cliniques, tout en plaidant pour une médecine équitable et de qualité pour tous.

Parallèlement à son engagement académique, ***Dr KAVUO TAHUHANA KYOWENE est une entrepreneure sociale****, convaincue que le développement de la RDC passe par l'initiative locale, l'innovation responsable et la promotion de la dignité humaine. Dans cette optique, elle est la fondatrice et présidente de l'organisation "Conscience Nationale en Action" (CNA), une association sans but lucratif qui milite pour une citoyenneté responsable et participative. Sous sa direction, la CNA œuvre à replacer le Congolais au centre de son propre développement, en favorisant l'éducation civique, la participation communautaire, la bonne gouvernance locale et l'éveil des consciences sociales. Militante Active au Mouvement Antibalkanisation Congolaise MAC pour la défense de la patrie. Dr KAVUO combine ainsi la rigueur scientifique, la transmission académique, le leadership communautaire et l'engagement civique, incarnant une nouvelle génération d'intellectuels africains qui mettent leur savoir au service de la transformation sociale.*

Résumé

Cet article propose une lecture critique du rôle de l'impérialisme occidental dans la configuration historique et contemporaine des conflits en République Démocratique du Congo (RDC), en mettant en lumière les mécanismes de domination géopolitique, les enjeux des embargos onusiens, et les motivations récurrentes de certaines puissances dites "humanitaires". À travers une analyse historico-politique, l'étude interroge le silence historique des institutions occidentales face aux crimes coloniaux et postcoloniaux, ainsi que les intérêts réels derrière les récentes prises de position des Nations Unies concernant la région des Grands Lacs.

Mots-clés : *Impérialisme, ONU, RDC, Rwanda, colonialisme, mercenariat, souveraineté africaine, postcolonialisme, guerre en Afrique, militarisation.*

Introduction

La compréhension de la structuration et du fonctionnement de l'impérialisme occidental est cruciale pour analyser ses interventions contemporaines, particulièrement en Afrique. Dans le cas de la RDC, une question s'impose : *Pourquoi les experts de l'ONU demandent-ils un embargo sur les armes à destination du Rwanda uniquement maintenant ?* À qui profite réellement cette initiative ? Est-elle destinée à protéger la RDC ou à redéfinir stratégiquement l'équilibre régional au profit d'intérêts externes ? Mémoire historique de l'impérialisme : de la traite à la colonisation. L'impérialisme occidental s'est construit par une succession de phases historiques, toutes caractérisées par la violence, l'exploitation et le mépris de l'humanité noire.

La traite négrière : une entreprise institutionnalisée. Avec la bénédiction de l'Église catholique, certains papes ont décrété que les Noirs étaient inférieurs aux autres êtres humains. La traite négrière fut alors légitimée comme entreprise économique. Karl Marx affirmait que « le capitalisme, pour un bénéfice de 300 %, est capable des crimes les plus odieux, même de fermer la Bible elle-même ». L'ère coloniale : la transition industrielle et le rôle du *soft power*. Lorsque l'Europe entre dans l'ère industrielle, les machines remplacent partiellement la main d'œuvre noire dans les plantations. C'est alors que surgissent, opportunément, des discours humanitaires réclamant la fin de l'esclavage. Mais derrière ce tournant moral apparent, se profilent de nouveaux besoins en matières premières.

La colonisation devient le prolongement logique de l'exploitation : contrôler les ressources à la source tout en maintenant la population sur place. Le cas du Congo : du mythe philanthropique à la brutalité coloniale. Le roi Léopold II fonde l'Association Internationale Africaine, transformée plus tard en Association Internationale du Congo (AIC) lors de la Conférence de Berlin. Officiellement humanitaire, cette structure servait en réalité de couverture à une entreprise brutale d'exploitation, incluant le rachat d'esclaves pour "adoucir" son image tout en consolidant la mainmise sur les territoires congolais. Colonisation, religion et violence structurelle : Les missionnaires chrétiens, catholiques comme protestants, ont activement accompagné la colonisation. Les instructions qu'ils recevaient avant de se rendre en Afrique visaient à "civiliser" les indigènes, souvent par la déculturation et la soumission. La vision de l'homme noir comme "inférieur" perdura tout au long de l'époque coloniale.

Luttes pour l'indépendance et rôle ambigu de l'ONU : L'indépendance congolaise fut elle-même entravée par des intérêts étrangers. L'assassinat de Patrice Lumumba en 1961, dans le contexte d'une guerre froide exacerbée, fut facilité par l'inaction – voire la complicité – de certaines institutions internationales, dont l'ONU. Les répressions qui ont suivi, notamment entre 1963 et 1968, furent marquées par des massacres à grande échelle orchestrés avec l'appui de puissances occidentales. Le rôle des mercenaires et de l'OTAN : Les témoignages historiques font état de la présence de mercenaires recrutés par la Belgique, souvent issus de milieux extrémistes (nazis, apartheid sud-africain, OAS), intervenant avec des unités de l'OTAN.

Mike Hoare, l'un de leurs commandants, reconnaîtra que la plupart étaient motivés par l'argent, les drogues et la possibilité de commettre des atrocités impunément.
Comme l'a souligné un recruteur interviewé par Frédéric François (RTBF) : *« Ici, ils peuvent faire ce qu'on leur interdit ailleurs. Oui, tuer des Noirs. »* L'embargo onusien sur les armes vers le Rwanda : stratégie ou sincérité ?

La demande récente des experts de l'ONU d'imposer un embargo sur les armes destinées au Rwanda soulève des interrogations profondes : Temporalité suspecte : Toutes les armes nécessaires pour des actions militaires sont probablement déjà sur place. L'embargo arrive trop tard pour être efficace. Stratégie d'image : L'ONU chercherait à anticiper les critiques futures en affichant une posture préventive, tout en maintenant sur le terrain des dispositifs militaires occidentaux (base de l'OTAN à Kigali, île de Wawe dans le lac Kivu).

Objectif géopolitique masqué : Plutôt que de sécuriser la RDC, il s'agirait de redéfinir les rapports de force dans la région des Grands Lacs. Penser la souveraineté congolaise en dehors du cadre impérial. Face à ces constats, les Congolais doivent cesser d'être les spectateurs impuissants de leur propre histoire. L'unité, l'organisation et la mémoire historique sont des piliers pour résister aux formes actuelles de domination. Le système impérialiste ne se réinvente pas, il se déguise. La vigilance critique et la mobilisation citoyenne sont désormais les seules armes face à un système qui, depuis des siècles, considère l'Afrique non comme un partenaire, mais comme un réservoir de ressources et de vies à exploiter.

II. LA VOIX DE LA RÉSISTANCE VOUS APPELLE CONTRE L'IMPERIALISME.

Beaucoup de leaders révolutionnaires se sont levés partout à travers le monde. À l'occurrence ; la Révolution cubaine du 26/07/1953 au 01/01/1959, date à laquelle les forces révolutionnaires cubaines conduites par Fidel Castro et Che Guevara ont pris le pouvoir ; La résistance vietnamienne. Tout Congolais devrait lire attentivement ces quelques lignes sur la Révolution du Vietnam. Elle a duré 27 ans. De 1946–1954 : le mouvement indépendantiste vietnamien, le Viet Minh, dirigé successivement par le gén. Hô Chi Minh, Võ Nguyên Giáp et la bataille de Diên Biên Phu, met fin à la présence militaire française dans la partie nord du Vietnam (Indochine), le 07/05/1954. En juillet 1954, les accords de Genève divisent le pays en 2 parties : la République démocratique du Vietnam au Nord, dirigée par les patriotes communistes du Viet Minh, et la République du Vietnam au Sud sous contrôle des pantins des Américains.

Les élections sont prévues en 1956 mais n'auront jamais lieu, car le Sud, sous influence des USA, a refusé. Entre 1955 et 1959 : le régime du Sud a réprimé férocement les communistes. Et les résistants dViet Minh restés au Sud ont organisé clandestinement la résistance. En 1959, le régime du Nord Vietnam, nationaliste et communiste, a repris officiellement l'offensive contre le Sud pour réunifier le pays et a créé, en 1960, le Front national de libération du Vietnam du Sud (FNL ou Viet Congo) qui réunit les partisans communistes, les paysans opprimés et les opposants au régime du Sud.

Stratégies de la Revolution : Le Viet Congo a organisé des guérillas locales, des attentats ciblés et une propagande populaire pour mobiliser la population paysanne. De 1964 à 1973 : les USA interviennent officiellement dans la guerre du Vietnam en utilisant des bombardements massifs au Nord et le déploiement de troupes américaines au sol dans le Sud.

Le Viet Congo et l'armée régulière du Nord ont utilisé la guérilla contre la guerre hautement technologique des USA. En 1968, le FNL a réalisé une attaque surprise dans tout le Sud. Celle-ci avait ébranlé politiquement l'opinion sur la supériorité technologique des USA. En 1973 : le Nord, le Sud, le FNL et les USA ont signé des accords à Paris. Et les USA se retirèrent du Vietnam. De 1976 à 1986 : les Vietnamiens ont fait asseoir le communisme dans tout le pays. Et de 1986 jusqu'à nos jours, ils sont engagés dans des réformes profondes et le développement intégral de leur pays.

Leçons à tirer Similitudes et différences entre la RDC et le Vietnam:

Le Vietnam était sous domination française officielle dans une partie du pays et domination américaine voilée dans l'autre. Pour la RDC, il s'agit de toutes les puissances de l'impérialisme occidental (USA, UE et leurs proxies) de part et d'autre. Et nous avons des pantins congolais de ces occidentaux de part et d'autre, y compris les opposants politiques et les grandes organisations de la société civile comme les Églises. L'existence d'une résistance populaire prédominante dans la partie sous occupation officielle. La formule vietnamienne peut s'appliquer et réussir avec succès aussi en RDC. Sur le continent africain : la période entre 1950 et 1960 fut très cruciale pour l'Afrique.

Plusieurs révolutions, insurrections et mouvements de libération ont émergé et même triomphé. Avec un seul et même objectif : mettre fin à la colonisation européenne. Le contexte : La 2e guerre mondiale a remis en cause "l'invincibilité" des colons dominants. L'influence du Vietnam, de la Chine et de Cuba. Parmi les révolutions africaines nous pouvons citer : De 1952 à 1956 : la Révolution égyptienne conduite par des officiers révolutionnaires Gamal Abdel Nasser et Mohamed Naguib. Ils ont renversé le roi Farouk, pro-britannique, mis fin à la domination britannique et instauré la République.

Il s'agissait d'une révolution militaire nationaliste anti-impérialiste. Elle est devenue un modèle panafricain anti-impérialiste. L'Algérie (1954–1962) : Ahmed Ben Bella et six autres camarades cofondateurs du FLN ont mené une révolution armée sous forme de résistance populaire contre la France et ont obtenu son indépendance en 1962. Il faut noter le rôle crucial qu'a joué Frantz Fanon dans les révolutions africaines et son rôle de *cheval de Troie* dans les luttes de libération sur trois continents avec Mehdi Ben Barka, figure de proue de la solidarité panafricaine et avec les autres opprimés du monde (la Tricontinentale à La Havane). Ghana 1957 : avec Kwame Nkrumah, devient le premier pays noir indépendant et pionnier du panafricanisme révolutionnaire. Guinée de Sékou Touré, indépendante en 1958, et rejet de la loi Defferre qui instaure la Communauté française, qui est un système néocolonialiste.

Vers une révolution congolaise : De 1958–1961 : éveil de la conscience et naissance de la Révolution congolaise, prématurément décapitée. Qu'est-ce qui s'est réellement passé ? Le 05/10/1958 : E. P. Lumumba avec Joseph Iléo, Joseph Ngalula, Albert Nkuli, Antoine Ngwenza, ont fondé le Mouvement National Congolais (MNC/L). Après son brillant meeting de restitution de la conférence d'Accra (qui rassemblait les grands révolutionnaires du continent), Lumumba avait galvanisé près de 10 000 Congolais à la place Yamka de Kalamu à Léopoldville, actuelle Kinshasa.

L'administration belge et les missionnaires belges ont créé et financé des partis politiques et fabriqué des traîtres pour contrecarrer Lumumba. Dans la confession de Mobutu, il révèle que lui, Mobutu, Bomboko et Nendaka avaient été recrutés pour leur mission déjà en 1958. Ainsi, parallèlement à Bruxelles, les missionnaires belges ont créé un Mouvement National Chrétien "MNC" (doublon du MNC/L) avec Boniface *Makete, Dominique Iloa, Michel Bamala, Jacques Mana, Albert Kolondji, Raymond Ukumu, Jackson Sendwe, Bernard Katimbwa, Joseph Elongo, Bertin Onésime Tumba, Georges Grenfel et Jean Bolikango. Mais dès leur retour au pays, Albert Kalondji, Cléopas Mikela, Victor Mbuyi, Dominique Manono, Georges Grenfel et Joseph Elongo* ont infiltré le MNC/L. Le MNC, projet des missionnaires belges, a pris le nom de Mouvement pour le Progrès National Congolais (MPNC ou PNC) en 1959.

Ainsi deux courants politiques opposés se sont formés :

I. ***Partis politiques et élite pro-coloniaux :*** les partis politiques néo-coloniaux : dont les uns sous l'influence de l'administration belge et les autres sous l'influence des missionnaires belges. Les partis politiques de la droite congolaise néocoloniale (cartel d'union nationale sans et/ou contre Lumumba ou contre l'indépendance et la souveraineté du Congo) : PNP, ABAKO, MNC Kalondji, FCG, ABAZI, CONAKAT, LUKA, RECO, ARP, MEDERCO, MNC Nendaka, RDLK, PLNA, UNIMO, UNIBAT. Le cercle de réflexion, "les Binza Boys", composé d'universitaires qui ont été recrutés dans la diaspora congolaise par l'évêque belge Weyembergh, Recteur de l'Université de Louvain ; ceux des mouvements catholiques et des étudiants de Lovanium au Congo. Ils forment l'élite laïque corrompue qui sert de 5e colonne à l'impérialisme.

II.

II. ***Le courant de l'indépendance totale du Congo, nationaliste et panafricaniste engagé dans la lutte anti-colonialisme, anti-impérialisme.***

Les partis politiques de gauche nationaliste progressiste lumumbistes : MNC/L, PSA, BALUBAKAT et le CREA.

L'objectif des Belges, c'était de former un gouvernement d'union nationale sans ou mieux contre Lumumba. Curieusement c'est le cartel de Lumumba qui a gagné les législatives. La Belgique va déjà activer le plan B et le 23/05/1960, elle a envoyé une force métropolitaine pour barrer la route au plan de l'indépendance et de développement de Lumumba. Donc avant le discours brillant de Lumumba du 30/06/1960.

Et nous sommes encore au point mort. Tout est fait pour étouffer le plan de développement du Congo. Avec l'AFDL et sa suite, au cartel néocolonial belge s'est ajouté les proxies internes et régionaux des anglo-saxons dont la gamme s'élargit au fil du temps avec naissance d'autres partis à chaque agression.

Actuellement, les deux principaux courants opposés en RDC, nous avons, d'un côté : La résistance populaire congolaise composée des forces patriotiques résistantes et organisations démocratiques, progressistes ; et de l'autre côté, le système néocolonial subdivisé en : Forces d'agression et/ou d'occupation (rwandaises, ougandaises et la MONUSCO) Collaborateurs des agresseurs (traîtres internes : M23, FCC-ARC) ; la bureaucratie néocoloniale (oligarchie dirigeante) ; l'élite laïque et religieuse de la cour ; les maîtres du système qui sont les globalistes unipolaires américains néolibéraux qui forment un empire d'oppresseurs composé : des pays de l'OTAN (les USA et l'UE) ; d'un réseau transnational des multinationales ; des organisations internationales (ONU, OMS, USAID, ...) ; des institutions financières (Banque mondiale, FMI, ...) Il sied de noter que toutes ces agitations politiques que nous observons sont motivées par les antagonismes de ces groupes d'intérêts appartenant au même système impérialiste.

Pour que ce système de prédation survive, toujours dans la confession de Mobutu, il révèle que dans le contrat que les marionnettes signent avec leurs maîtres, leur devise c'est mentir-piller-tuer, jouir et surtout jouir.

Devoir de mémoire : En faisant un regard rétrospectif, la situation actuelle est superposable à celle de 1957–1960 : ***1957 :*** Beaucoup d'initiatives de prise de conscience et de résistance populaire avant l'identification et la reconnaissance du leader pouvant incarner les aspirations du peuple. ***1960*** : Faisant foi aux rumeurs de Doha car il n'y a pas de fumée sans feu, on apprend que la proposition qui s'apprête à y être signée fait allusion à un gouvernement d'union nationale de : 1+1+1, 880 députés et 350 sénateurs. Une formule que le travail des "Binza Boys", dans la messe du pacte social, ne consistera qu'à remplir le formulaire préfabriqué dans les think-tanks de l'impérialisme. Ceci nous rappelle le premier coup d'État de Mobutu contre Lumumba du 05/10/1960 avec le gouvernement et le parlement des commissaires généraux, ces étudiants du cercle de réflexion qui avaient été recrutés pour remplacer le parlement élu et le GOUVERNEMENT de Lumumba.

Ce furent ces traîtres qui ont soutenu le plan de l'impérialisme contre l'indépendance du Congo. *Juillet 1960 :* Une partie du territoire national riche en minerais échappe au contrôle du gouvernement central, sous l'œil complice de l'ONU, des puissances impérialistes et des multinationales qui financent le Rwanda. L'élément aggravant ici, c'est l'agression et l'occupation d'une partie de notre pays par les pays voisins. Aussi, une différence de taille, c'est que le gouvernement actuel est néocolonial. Donc le peuple est pris en étau. *Qui est le sauveur des Congolais ?* Lorsqu'on a un GOUVERNEMENT de marionnettes, il revient au peuple de faire sa Révolution. Peuple congolais, rompons avec le cercle vicieux des conclaves de Lovanium, de Louvain-la-Neuve.

Refusons ces opioïdes qui nous plongent dans l'euphorie et le sommeil profond comme la CNS, des dialogues interminables de San City, Lusaka, Luanda, Nairobi, Washington, Doha ; des dialogues intercongolais, des consultations nationales,...

Toutes ces manœuvres sont des émanations des oppresseurs pour étouffer l'avènement de l'indépendance politique, économique ; étouffer le développement, la liberté et la justice sociale. ***Que faire ?*** Armons-nous du courage, peuple congolais, et reprenons la lutte de notre indépendance là où elle s'était arrêtée. Car sans elle, point de salut pour le peuple congolais, ni aujourd'hui, ni jamais. Le camarade Lumumba nous a prévenus en son temps. *Opposons-nous:* À la terreur des oppresseurs pour le pillage de nos ressources et l'expropriation de nos terres, une résistance populaire armée pour la défense de l'intégrité territoriale et la souveraineté du Congo ; Aux coups d'État électoraux, une résistance populaire démocratique multiforme ; Aux interminables dialogues de soumission qui violent la souveraineté de notre pays, rendent légales les agressions successives, officialisent le pillage de nos ressources et institutionnalisent l'impunité, nous devons à la place instaurer un système de communication pour l'éveil de la conscience et la mobilisation des masses populaires ; À toutes manœuvres de division, l'unicité de la vision.

III. POURQUOI LE FORMAT ACTUEL DU PACTE SOCIAL PROPOSE PAR LA SYNERGIE CENCO–ECC POSE PROBLEME : UNE ANALYSE POLITICO-HISTORIQUE

Le format du Pacte social proposé par la Synergie CENCO–ECC en République démocratique du Congo (RDC), en soulignant ses limites structurelles et méthodologiques. À partir d'une perspective historique et politique, il met en évidence les raisons pour lesquelles ce canevas, inspiré des précédents cadres de négociation (Conférence nationale souveraine, formule 1+4, dialogues inter-belligérants), risque de reproduire les échecs passés. L'analyse intègre des données historiques sur l'ingérence étrangère et les accords politiques successifs, et propose un modèle alternatif fondé sur la souveraineté populaire et l'exclusion des acteurs directement impliqués dans la crise actuelle.

La République démocratique du Congo (RDC) traverse depuis des décennies une instabilité chronique caractérisée par une succession d'accords politiques, de dialogues nationaux et de pactes sociaux censés rétablir la paix et la cohésion nationale. En 2024, la Synergie CENCO–ECC (Conférence épiscopale nationale du Congo et Église du Christ au Congo) a proposé un nouveau Pacte social. Présenté comme une innovation, ce cadre s'inspire pourtant largement des modèles précédents notamment la Conférence nationale souveraine (CNS) des années 1990 et la formule de gouvernance 1+4 mise en place après les guerres du Congo. Or, l'histoire politique récente de la RDC démontre que ces approches, loin de résoudre les problèmes, ont souvent conduit à des compromis fragiles et à des blocages institutionnels, voire à l'aggravation des conflits.

Cet article examine les raisons structurelles de ces échecs passés, les limites du format actuel, et les conditions pour une réforme efficace du Pacte social.

3.1 Limites structurelles du canevas CENCO–ECC

a. Un modèle hérité des échecs passés

Le canevas proposé par la Synergie CENCO–ECC combine deux précédents : La Conférence nationale souveraine (1991–1992), qualifiée par certains acteurs d'« éléphant blanc ayant accouché d'une souris », car elle n'a pas abouti à un consensus politique durable. La formule 1+4 (2003–2006), issue des dialogues inter-belligérants, qui a institutionnalisé le partage du pouvoir entre le président et quatre vice-présidents issus des principales factions armées ou politiques — un système perçu comme une « bombe à retardement » pour la stabilité nationale. Ces précédents ont en commun de n'avoir ni défini de manière précise le problème à résoudre, ni identifié ses causes profondes. Dans le contexte actuel, où les alliances politiques sont volatiles et où la fragmentation sociale est accentuée, reproduire un tel modèle compromet sérieusement la recherche d'un consensus.

3.2. L'absence de diagnostic partagé

Toute démarche de résolution de conflit repose sur deux étapes préalables : la définition du problème et l'identification de ses causes. Or, le guide du Pacte social ne consacre pas de section à ces points. Cette omission rend difficile : la délimitation des enjeux ; la sélection pertinente des acteurs à impliquer ; la planification réaliste du calendrier ; l'obtention de résultats concrets. La conséquence est une démarche déconnectée des réalités socio-politiques contemporaines, où les forces en présence dépassent largement le schéma binaire « pouvoir/opposition » d'autrefois.

3.3 Fragmentation et complexité des forces politiques

Aujourd'hui, la scène politique congolaise est éclatée en multiples entités : Union sacrée, CACH, FCC, AFC, M23, ARC, RCD-Goma, RCD-KML, LAMUKA, Ensemble, diaspora militante, etc. Les analystes classent ces forces selon des catégories hybrides : pouvoir en place, opposition armée, opposition non armée alignée sur le pouvoir, groupes armés pro-gouvernementaux ou liés à des puissances étrangères, etc. Cette configuration entraîne une confusion stratégique. Le partage du pouvoir sur le modèle 1+4 s'est infiltré dans toutes les strates : gouvernement, institutions, armée, régies financières, exploitation minière, société civile. En conséquence, un processus calqué sur ce modèle ne peut produire ni cohésion sociale, ni bonne gouvernance, ni souveraineté nationale, encore moins une paix durable.

3.4 Lecture historique des ingérences et accords successifs

L'histoire politique de la RDC depuis l'indépendance montre un schéma récurrent : Période 1960–1965 : Assassinat de Patrice Lumumba, sécessions katangaise et kasaïenne, interventions militaires étrangères (Belgique, ONU), répression violente des mouvements lumumbistes. Guerres de libération (1963–1968) : Mouvements de Pierre Mulele et Laurent-Désiré Kabila, réprimés par des mercenaires étrangers soutenus par les puissances occidentales et les multinationales. *Mobutisme et guerre froide :* Consolidation d'un régime néocolonial sous influence extérieure. *Période post-Perestroïka :* Instrumentalisation des pays voisins par les États-Unis et l'Europe pour accéder aux ressources stratégiques, multiplication des accords intégrant de nouveaux acteurs armés ou politiques.

Dans ce contexte, le Pacte social risque de n'être qu'un instrument de plus dans le cycle de « partage du gâteau » entre protagonistes, au détriment des intérêts populaires.

3.5 Enjeux géoéconomiques contemporains

Le passage d'un monde unipolaire à un ordre multipolaire exacerbe la compétition pour les ressources congolaises. Les accords RDC–Rwanda et RDC–USA, ainsi que l'accord UE–Rwanda sur les minerais stratégiques, s'inscrivent dans cette logique. Le Rwanda, premier exportateur mondial de coltan depuis dix ans, déclare en 2023 en tirer 150 milliards USD annuels, alors qu'une partie significative provient de l'exploitation illégale en RDC. Les conséquences humanitaires sont dramatiques : 1 million de Congolais tués chaque année depuis trois décennies dans l'Est (ONU, rapport Mapping 1993–2003) ; une femme violée toutes les 4 minutes ; déplacements massifs de populations, destructions économiques et insécurité alimentaire.

3.6. Vers une restructuration du Pacte social : Pour rompre avec les logiques passées, l'article propose : Un mémorandum populaire sur tous les accords signés depuis 2002, y compris les plus récents. Des bureaux d'études thématiques permanents, issus de toutes les couches sociales, pour élaborer un plan directeur de développement à 50 ans, subdivisé en plans quinquennaux ou décennaux, servant de référence aux futurs gouvernements. Un financement citoyen et solidaire via collectes nationales et contributions de la diaspora, ainsi que la rétrocession de fonds publics détournés. Un lobbying structuré auprès des acteurs nationaux et internationaux pour garantir l'application des priorités populaires. Exclusion des acteurs impliqués.

Les belligérants actuels ou anciens, qu'ils soient au pouvoir, dans l'opposition armée ou signataires d'accords antérieurs, ne devraient pas participer aux assises. Ils constituent une partie du problème et ne peuvent être juges et parties. Les seuls acteurs politiques admis seraient ceux qui n'ont jamais exercé le pouvoir ni pris les armes contre la République.

3.7 Conclusion

L'expérience congolaise démontre que la reproduction des formats hérités de la Conférence nationale souveraine ou du 1+4 ne conduit pas à la stabilité. Le Pacte social, pour être crédible et efficace, doit s'appuyer sur un diagnostic clair, une inclusion des forces vives non compromises et un ancrage dans les intérêts populaires. En ce sens, la CENCO–ECC, loin de rester neutre au « milieu du village », devrait jouer un rôle prophétique et déterminé dans la défense des intérêts nationaux, conformément à l'exigence morale et biblique de protéger « la nourriture des enfants ». Le choix qui s'impose est clair : continuer à être la marionnette des intérêts régionaux et mondiaux, ou assumer pleinement notre souveraineté comme peuple.

Bibliographie indicative

1. Hô Chi Minh. *Le Vietnam et la lutte pour l'indépendance*. Éditions Sociales, 1960.
2. Guevara, Ernesto « Che ». *La Guerre de guérilla*. Éditions du Seuil, 1961.
3. Castro, Fidel. *Discours et écrits révolutionnaires*. La Havane, 1959.
4. Lumumba, Patrice. *Discours et écrits politiques*. Kinshasa, 1960.
5. Ben Bella, Ahmed. *La Révolution Algérienne et la lutte pour l'indépendance*. Alger, 1962.

6. Fanon, Frantz. *Les Damnés de la Terre*. Paris, 1961.
7. Nkrumah, Kwame. *Africa Must Unite*. London: Heinemann, 1963.
8. Touré, Sékou. *Réflexions sur l'indépendance et le panafricanisme*. Conakry, 1960.

Par Dr. KAVUO TAHUHANA KYOWENE

VI. LES PARTICULARITES D'INTERPRETER LES ÉCRITURES D'UNE PERSPECTIVE AFRICAINE

Par **BITARAKA SEREME JEAN**

Biographie de l'Auteur

BITARAKA SEREME *est pasteur au sein de la 8e Communauté des Églises de Pentecôte en Afrique Centrale (CEPAC) depuis 2002. Actuellement, il exerce son ministère pastoral à la Paroisse YUDEA de Goma, où il allie service spirituel, enseignement théologique et engagement académique.*

Son parcours académique témoigne d'une interdisciplinarité remarquable. Diplômé en Mathématiques et Physique, il a d'abord jeté les bases d'une solide rigueur scientifique. Il a ensuite poursuivi des études en Sciences Infirmières, sanctionnées par un grade de gradué, puis a obtenu une licence en Santé et Développement Communautaire, développant ainsi une expertise dans le domaine biomédical et social.

Parallèlement, il s'est engagé dans une riche formation théologique : il est successivement devenu gradué et licencié en Théologie à l'Université Protestante Libre des Pays de Grands Lacs (UPLG), avant de compléter un Master en Théologie Biblique, avec une spécialisation dans l'Ancien Testament, au New Convenant International University Theology and Seminary aux États-Unis.

Pasteur-enseignant, SEREME conjugue foi et science dans sa carrière académique et ecclésiastique. Il est actuellement enseignant à l'Institut Supérieur Médical de Masisi et à l'Université Protestante en Afrique, où il transmet ses connaissances aussi bien dans le domaine médical que théologique. Son profil hybride, à la croisée des sciences exactes, de la santé et de la théologie, en fait une figure singulière dans le paysage académique et ecclésial congolais.

Sur le plan de la recherche et de la production intellectuelle, BITARAKA SEREME est auteur de plusieurs articles et ouvrages théologiques et scientifiques. Ses écrits abordent notamment les conséquences de la pensée hébraïque dans le Nouveau Testament, les particularités de l'interprétation des Écritures dans une perspective africaine, ainsi que les liens entre sciences modernes, foi chrétienne et développement communautaire. Son travail contribue ainsi à une relecture critique et contextualisée de la Bible, visant à dégager sa pertinence pour les sociétés africaines contemporaines. Alors que dans la pensée grecque, le salut est conçu comme individuel et déconnecté du collectif, dans la pensée biblique originelle, il est une expérience communautaire et intégrale, enracinée dans l'histoire du peuple de Dieu.

À travers cette démarche, SEREME milite pour un retour à l'authenticité de la lecture et de l'interprétation des Écritures, en conformité avec la culture biblique d'origine. Cette approche, qu'il qualifie de « vision du monde biblique », vise à dépasser les filtres philosophiques grecs pour retrouver l'esprit même des Écritures. Pasteur, enseignant et chercheur, BITARAKA SEREME s'impose ainsi comme une voix intellectuelle engagée dans le dialogue entre foi, sciences et culture africaine. Son œuvre contribue à la formation théologique contextuelle, au renouvellement de la pensée chrétienne et à l'ancrage biblique des pratiques communautaires en Afrique.

Résumé

Dans cet article, j'ai répondu à la question de Comment interpréter la Bible dans la perspective africaine sans être influencer par celle-ci ? J'avais l'objectif de développer les étapes à suivre pour interpréter les textes bibliques dans la perspective africaine. Pour atteindre cet objectif, j'ai utilisé les méthodes analytique et critique et la technique documentaire. Après l'analyse et la critique, j'ai abouti aux résultats selon lesquels : l'interprétation des textes bibliques doivent tenir compte de la vision du monde relationnelle africaine, car celle-ci est proche de la vision du monde biblique.

Cette interprétation doit suivre cinq étapes dans la nouvelle perspective africaine pour qu'elle soit approfondie et qu'elle interprète réellement le texte biblique. Ces cinq étapes sont ont été proposé en raison pédagogique : (a)contexte africain qui est un élément de motivation du lecteur africain ; (b) contexte historique qui a motivé l'auteur ; (c) contexte littéraire qui renseigne l'interprète actuel la manière dont l'auteur a construit le texte en étude ; (d) le contexte théologique qui dégage le

message théologique du premier destinataire du texte et (e) le siège qui est l'application du message du texte en étude, pour le lecteur africain d'aujourd'hui.

Introduction

Dans cet article, après avoir présenté la problématique, les objectifs, les méthodologies et techniques, expliquer la vision du monde africaine, dégager les particularités de l'herméneutique africaine et faire de critique sur l'herméneutique africaine. L'herméneutique qui *est la saisie de la révélation dans sa progressivité,* [46] est rarement mise en considération par les prédicateurs dans les Eglises africaines. Or, pour Zokoué, *par la révélation, Dieu se fait connaitre, et par l'herméneutique, l'homme cherche ce qui a été révélé.* [47] C'est-à-dire, si l'herméneutique n'est pas appropriée, la révélation ne sera pas comprise et son application dans la vie quotidienne ne pourra être correcte. [48] Ce faisant, l'herméneutique est l'art de traduire le message biblique d'une culture à l'autre, d'une époque à l'autre.[49] Dans le processus herméneutique africain, la Bible est lue en collaboration avec le lecteur moderne dans le but d'actualiser la signification théologique du texte dans le contexte du lecteur africain d'aujourd'hui[50] et dans la

[46] Enoch Tompté-Tom, *Comment comprendre Dieu, la pensée théologique d'Isaac Zokoué revisitée*, Abidjan, LivresHippo, 2020, 39.

[47] Enoch Tompté-Tom, *Comment comprendre Dieu, la pensée théologique d'Isaac Zokoué revisitée, 39.*

[48] Enoch Tompté-Tom, *Comment comprendre Dieu, la pensée théologique d'Isaac Zokoué revisitée, 39.*

[49] Enoch Tompté-Tom, *Comment comprendre Dieu, la pensée théologique d'Isaac Zokoué revisitée,* 39.

[50] V. Kahindo Kavuo, « L'approche de l'herméneutique biblique africaine, une contextualisation de l'exégèse biblique », In V. Muderhwa Baratulirwa, *Exégèse et la praxis ecclésiale en Afrique centrale,* Goma, ULPGL, 2018, 230.

vision du monde africaine. Comment interpréter la Bible dans la perspective africaine sans être influencer par celle-ci ?

1. *Objectifs et Méthodologies et techniques*

L'objectif de ce travail consiste à développer les étapes à suivre pour interpréter les textes bibliques dans la perspective africaine. Pour constituer ce travail, j'ai utilisé les méthodes analytiques et critiques. J'ai analysé et critiqué l'ouvrage de Mburu Elizabeth, *African Hermeneutics,* et proposer la nouvelle approche d'interprétation biblique dans la perspective africaine sans changer son contenu. La technique documentaire m'a permis d'exploiter les contenus des documents. Pour répondre trouver des réponses à la question de la problématique, je vais développer les points suivants : la vision du monde africaine**, *les particularités de l'herméneutique biblique africaine, l'application de l'herméneutique africaine selon Elizabeth Mburu, critique de l'herméneutique africaine de Mburu et nouvelle approche.***

2. *La vision du monde africaine*

La vision du monde est un engagement et une orientation fondamentale du cœur. En Afrique, la vision du monde est à la fois individuelle et communautaire. Mais le caractère communautaire reçoit plus d'emphase parce que les africains ont tendance de mettre l'accent sur « nous » plutôt que « moi ».[51] Pour comprendre la vision du monde africaine, il faut partir de la réalité ultime, de la réalité externe et de la relation humaine. Dans le contexte africain, la réalité ultime est définie

[51] Mburu Elizabeth, *African Hermeneutics,* (Carlisle, HippoBooks), 2019, 24.

comme l'Etre suprême.[52] Les Africains croient qu'ils peuvent s'approcher de l'Etre suprême, en particulier en cas de besoin. Cependant, cela ne peut se faire que dans le cadre de la communauté. Ceci signifie que les relations horizontales avec d'autres personnes doivent être établies avant une relation verticale avec l'Etre suprême[53]. En Afrique traditionnelle, les sacrifices à l'Etre Suprême sont offerts par intermédiaires tels que les prêtres, les anciens ou les ancêtres.[54]

Cette vision du monde africaine de la réalité ultime est comparable de la vision du monde biblique qui encourage l'interaction personnelle avec Dieu, par la médiation d'abord des prêtres dans l'Ancien Testament puis par Jésus-Christ dans le Nouveau Testament.[55] Pour ce qui est de la vision externe du monde, l'Afrique traditionnelle inclut leur croyance en un créateur et en une foule de pouvoirs impersonnels et d'êtres spirituels, dont certains ne sont pas humains, tandis que d'autres sont les esprits des ancêtres.[56]
Il y a une similitude entre cette vision du monde africaine et celle de la Bible. La vision du monde biblique affirme la présence d'êtres spirituels, qui sont appelés anges et démons.[57] Pour un africain, le royaume spirituel reste bien réel. Car, beaucoup de chrétiens africains continuent de croire et expérimenter le pouvoir de la sorcellerie dans leur vie.[58] Cette vision du monde n'est pas contraire de la vision du monde biblique.

---

[52] Elizabeth *Mburu, African Hermeneutics,* 28.
[53] Elizabeth *Mburu, African Hermeneutics*, 28.
[54] Elizabeth *Mburu, Idem,* 28.
[55] Elizabeth *Mburu, Idem*, 28.
[56] Elizabeth *Mburu, Idem,* 32.
[57] Elizabeth *Mburu, Ibidem,* 32.
[58] Elizabeth *Mburu, Ibidem,* 32.

Car, dans le Nouveau Testament, Jésus a plusieurs fois chassé les démons. En ce qui concerne la vision du monde relationnelle chez les africains, les relations sont renforcées par la croyance nommée *ubuntu,* une croyance selon laquelle les individus n'existent que parce que d'autres existent.[59] Ces croyances sont véhiculées au travers les adages et les noms. Par exemple l'adage : *l'africain est fort avec son frère.* Les noms *Ntamugagabumwe Ndamulumeyene* qui signifient, il n'y a pas un seul homme ! Cette pensée est différente de celle de la philosophie existentielle occidentale « je pense donc je suis », l'africain dit plutôt : « Je suis humain parce que j'appartiens ; je participe, je partage » …

Ce qui te déshumanise, déshumanise inexorablement moi. *Ubuntu* est une vision du monde unificatrice en ce sens qu'elle capture l'essence de ce qui est l'être humain pour un africain.

Les africains sont conscients que les êtres humains ne peuvent jamais exister isolément mais doivent vivre en relation avec les autres.[60] Il est à rappeler que dans la vision du monde africaine, les relations humaines (horizontales) devaient être établies avant la relation verticale avec l'Etre Suprême.[61] Cette vision du monde africaine relationnelle ne se carte pas de la vision du monde biblique. Car, c'est ce que Jésus a recommandé dans son enseignement lorsqu'il dit : *quand tu vas donner ton offrande et que tu te souviens que ton frère a quelque chose contre toi, laisse ton offrande, devant l'autel et va d'abord te réconcilier avec ton frère ; viens*

[59] Elizabeth *Mburu, Ibidem,* 36.

[60] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics*, 36.

[61] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics,* 36.

alors présenter ton offrande[62]. L'accent d'établir de relations horizontales avant la relation verticale est aussi renforcée par l'apôtre Jean en ces termes : Si quelqu'un dit : *j'aime Dieu, et qu'il haïsse son frère est un menteur. En effet, celui qui n'aime pas son frère qu'il voit, ne peut pas aimer Dieu qu'il ne voit pas.*[63] En Afrique, les relations étaient renforcées par le pacte du sang[64] appelé *Kihango*. Il était interdit d'offenser l*e kihango* ou l'un de membres de sa famille. Car, cette offense pourrait attirer de malédiction sur tous les membres de la famille étendue. En comparant ce renforcement relationnel par le pacte de sang avec la vision du monde biblique, le sang de Jésus renforce la relation fraternelle entre les chrétiens. C'est dans ce sens que Paul exhorte les chrétiens de Corinthe de discerner *le corps*[65] pendant le partage du repas du Seigneur.

Sans discernement, il entraînera des conséquences : infirmités, maladies et mort. Ce sont les mêmes conséquences qui atteignent un africain, qui aurait trahi le *Kihango.* Cette vision du monde servait d'instrument pour unifier les peuples africains dans l'Afrique traditionnelle. Il est à rappeler que la vision du monde relationnelle est entre de perdre sa consistance dans l'Afrique moderne. Certains africains urbains deviennent de plus en plus individualistes. L'individualisme a eu des effets néfastes sur la vie des nombreux africains.

[62] Mathieu 5 : 23-24

[63] 1Jean 4 :20.

[64] Le pacte du sang est la pratique culturelle faite entre deux individus où chacun suce le sang de l'autre. Ce pacte est désigné par le concept *Kihango* dans plusieurs langues africaines.

[65] Cfr. 1Corinthiens 11 :17-34. Dans la théologie paulinienne, les membres de corps du Christ sont les membres de l'Eglise. Or, vous êtes le corps du Christ et vous êtes ses membres, chacun pour sa part (1Cor 12 :27).

Beaucoup sont devenus très égoïstes, élevant leurs besoins individuels et réalisations au-dessus des besoins et réalisations communautaires. [66] C'est le cas de certains dirigeants africains qui sont très riches pendant que leurs peuples croupissent dans la pauvreté. Le continent africain est habité par beaucoup de chrétiens grandit dans cet environnement de la vision de monde individuel, leurs réalisations n'ont aucun impact sur ceux qui les entourent.[67] Par exemple, en R.D.Congo, le taux des chrétiens s'élève à 92,15%[68], mais il y a guerres tribales, malnutrition, la pauvreté,... de cela, les africains ont besoin de l'évangile réparatrice de relations humaines entre d'être détruites.

Une approche d'herméneutique contextualisée est nécessaire, pas seulement pour la meilleure compréhension de la Bible en Afrique, mais aussi préserver l'intégrité du christianisme [69] unificateur des peuples des Dieu.

Elizabeth Buru souligne que dans la vision du monde relationnelle africaine, s'il y a de la souffrance dans une communauté, certaine relation doit avoir été rompue. Car, offenser n'importe qui dans le cercle des relations, c'est offense automatiquement l'Etre suprême, et éveiller sa colère et attire la punition.[70] Cette théologie de la rétribution a guidé toujours la vie relationnelle des africains. Par exemple, en 2020, pendant l'étude du cours de l'initiation à l'exégèse de l'Ancien Testament, nous avons abordé la contextualisation de Genèse 4 :12,

[66] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics*, 41.

[67] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics,* 41.

[68] Moussa Bongoyok, «L'implantation d'Eglise dans chaque peuple et chaque village », in *L'Afrique d'aujourd'hui et les Eglises. Quels défis* ? Sous dir. Hannes Wiher, (Carlisle: Langham), 2017, 123. (117-128).

[69] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics,* 18.

[70] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics*, 51.

quand Dieu dit à Caïn : *lorsque tu cultiveras la terre, elle ne te donnera plus son fruit* ; une hypothèse a été émise par un groupe d'étudiants qui disait : *certaines parties de la R D Congo, la terre ne produit plus à cause de sang des frères innocents qu'y a été versé.* Par ailleurs, en Afrique moderne, théologie de la rétribution est abolie en faveur de la théologie de souffrance du juste trouvé en Job. Le fait de normaliser la souffrance, en se référant à la souffrance du juste Job a entraîné des conséquences sur la vie des peuples africains tel que la mise en question de la responsabilité individuelle en cas de souffrance.

Or, il semble que la théologie de souffrance de juste développée dans le livre de Job n'abolit pas la théologie de la rétribution de livre des proverbes. Car, Paul écrit aux Galates[71] : *ne soyez pas séduits ; on ne se moque pas de Dieu ; car ce qu'un homme sème, cela aussi il le moissonnera.* Ce passage de Paul semble soutenir la théologie de la rétribution défendue par la vision traditionnelle biblique et africaine.

Parce que la vie de l'homme selon ce passage est caractérisée par semer et récolter. La théologie de la rétribution qui est une sagesse traditionnelle hébraïque, est toujours d'actualité dans l'herméneutique africaine.

3. Les particularités de l'herméneutique biblique africaine

En effet, l'herméneutique biblique africaine se diffère de l'herméneutique occidentale en forme et contenu. L'herméneutique occidentale suit le processus de quatre étapes pour expliquer le texte biblique : a) le contexte

[71] Galates 6 :7-8.

historique de l'auteur, b) le contexte littéraire, c) le contexte théologique enfin d) l'application.
Cependant, l'herméneutique africaine suit cinq étapes suivantes telle qu'a été décrite par Elisabeth en utilisant la métaphore d'un tabouret à quatre pieds [72] : (a) contexte africain, (b) le contexte théologique, (c) le contexte littéraire et (d) le contexte historique enfin e) le siège (application). Pour Mburu, l'approche de l'interprétation biblique qui passe par le contexte africain répond à la méthodologie de Jésus et de Paul qui part de connu à l'inconnu. En effet, pour enseigner les paraboles de royaume de Dieu, Jésus le comparait aux bons grains semés dans le champ, l'ivraie semée dans un champ avec le bon grain, le grain de moutarde, le levain, le trésor et la perle, puis le filet en Mathieu 13 : 1-52 qui était connus par ses contemporains. Jésus passe par des réalités connues ses auditeurs pour enseigner les vérités du royaume de Dieu qui leur est inconnu. Au verset 13 :51, Jésus pose la question : *Avez-vous compris tout cela ?* Les disciples ont répondu par *Oui.*

En Actes des apôtres 17 :16-34, pour annoncer Jésus et sa résurrection, Paul part de l'inscription trouvée sur les monuments sacrés dans la ville d'Athènes : *Au dieu inconnu* (v.23). Cette approche de Paul qui part de dieu connu à Dieu inconnu a eu des résultats fructueux : *d'autres déclarèrent : « nous t'entendrons là-dessus une autre fois »… Certains pourtant s'étaient attachés à lui et étaient devenus croyants (vv. 32b, 34a).* Ces arguments ci-dessus prouvent la nécessité de partir du contexte africain pour arriver à une meilleure application du texte biblique aux africains.

[72] Elizabeth *Mburu, African Hermeneutics*, 65-89.

4. Application de l'herméneutique africaine en cinq étapes selon Mburu

Comme je l'ai souligné si haut, je m'inspire de métaphore du tabouret d'Elizabeth pour appliquer l'herméneutique africaine sur le récit historique de Ruth.

7.1 Parallèles au contexte africain

Le premier pied du tabouret herméneutique sert d'identifier le contexte africain et découvrir les points de contact entre celui-ci et le contexte biblique.[73] En effet, il existe des points de contact entre l'histoire de Ruth et les réalités africaines[74]:

Relations de famille **:** L'attachement familial entre les belles filles et belles mères et la responsabilité des beaux frères de garder la veuve que nous lisons dans le livre de Ruth sont similaires à ceux des africains. *Lévirat :* la tentative de Naomi d'organiser un mariage entre Ruth et un proche parent de son fils décédé n'est pas une idée étrange pour les Africains. Chez les hutu de la R D Congo, quand une femme perd son mari, la famille de la fille vient demander un autre gendre dans la même famille. Le gendre doit être le beau-frère, proche du défunt. Si la famille du défunt manque quelqu'un qui va épouser la veuve, celle-ci a droit de se marier par une personne de son choix et la dote ne sera pas remise à la famille du défunt.

Souffrance et la joie : La famine, la faim, la pauvreté et les guerres sont des caractéristiques constantes de la vie africaine et qui poussent certains africains de se déplacer vers d'autres pays voisins.

[73] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics*, 70.

[74] Cfr. Le livre de Ruth.

Pendant la souffrance, beaucoup d'africains ont la conviction comme Naomi que Dieu les a puni (1 :20-21). En cas de bonheur, Dieu les a récompensés (2 :11-12).[75] C'est le fondement de la théologie de la rétribution hébraïque et africaine. *Le rôle du mariage dans la réconciliation :* Dans les cultures africaines, le mariage est une institution qui sert à réconcilier les peuples en conflits. Par exemple, quand les hutu demandent la main de la fille à leur parent, ils utilisent l'expression *twaje gusaba igihango* qui signifie : *Nous sommes venu demander l'amitié.* Le nom de Ruth qui signifie *amie*[76] est comparable à l'amitié profonde *kihango* en Afrique. C'était une amie qui n'abandonne l'ami pendant la souffrance. Ces éléments identifiés ci-dessus qui clarifient les parallèles du texte au contexte africain, peuvent être utilisés comme ponts pour promouvoir compréhension, intériorisation et application du texte biblique par le lecteur africain.

7.2 Contexte théologique

La deuxième jambe du tabouret herméneutique est de chercher à comprendre les accents théologiques d'un texte. [77] En herméneutique africaine, le contexte théologique vient avant le contexte littéraire et historique, parce que la plupart des lecteurs bibliques ont tendance à rechercher des questions qui se rapportent à Dieu et à la foi dans le texte et comment

[75] Boaz lui répondit en disant : « on m'a conté et raconté tout ce que tu as fait envers ta belle-mère après la mort de ton mari, comment tu as abandonné ton père et ta mère et ton pays natal pour aller vers un peuple que tu ne connaissais ni d'hier ni d'avant-hier. Que le Seigneur récompense pleinement ce que tu as fait, et que ton salaire soit complet de la part du Seigneur, le Dieu d'Israël, sous la protection de qui tu es venue chercher refuge. »

[76] Cfr. Les commentaires de la Bible annotée en ligne.

[77] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics*, 70.

cela affecte la vie quotidienne.[78] Par exemple, au fin récit de Ruth (4 :13-17), *la providence divine* est le thème principal théologique de récit de Ruth. L'histoire de Ruth est un rappel au peuple que la providence divine peut prendre des formes très inattendues et qu'il utilise souvent les humbles et les méprisés pour accomplir ses desseins. Le thème de la providence divine conduit à la conclusion que Dieu est fidèle même au milieu de circonstances difficiles.[79]

7.3 Contexte littéraire

Le troisième pied du tabouret herméneutique est d'identifier les caractéristiques littéraires du passage à interpréter. [80] Il faut établir le genre littéraire, les techniques littéraires, langue et flux du texte guide le processus et commence à confirmer le sens du texte.[81] Découvrir le genre et le contexte littéraire est très important pour interpréter n'importe quel texte biblique. Dans le cas de récit de Ruth, il est du genre littéraire histoire. Le narrateur de ce récit utilise les différentes techniques littéraires. L'intrigue du récit tourne autour de deux personnages (Naomi et Ruth) et trois personnages (Naomi, Ruth et Boaz). Il délimite l'histoire temporairement entre les juges et le l'établissement de la monarchie. Le cadre spatial de l'histoire commence à Juda, se déplace à Moab, puis se termine à Bethléem.[82]

[78] Elizabeth Mburu, *Idem,* 72.
[79] Elizabeth Mburu, *Idem*, 124.
[80] Elizabeth Mburu, *Idem,* 75.
[81] Elizabeth Mburu, *Ibidem,* 80.
[82] Elizabeth Mburu, *Ibidem,* 124.

Dans les histoires africaines, le narrateur emploie la narration, le dialogue (entre Naomi et Ruth 1 :15-18), le langage figuré (3 :9), répétition « Ruth moabite » (1:4, 22; 2:2, 7; 4:5, 10), temps narratif (la famille de Naomi a vécu à Moab environs dix ans 1 :4 ; Naomi et Ruth sont arrivées à Bethléem au début de la moisson des orges 1 :22; Ruth est resté avec les servantes de Boaz jusqu'à la fin de la moisson des orges et du blé 2 :22.

Ruth s'est rendu chez Boaz au milieu de la nuit 3 :8 et l'accord juridique a été conclu pendant la journée), catégorisation (Naomi est aussi le héros du récit. Elle initie chaque action, Boaz et Ruth répondent à ses suggestions) ; la vivacité (le narrateur emploie les faits qui touche l'émotion d'un africain : la famine, la mort de deux fils mariés sans enfants, la décision de Ruth de se séparer de sa famille, une femme qui glane en faveur de sa belle-mère) et l'approche non direct. Cette dernière approche est utilisée pour désigner un modèle d'écriture qui met l'accent sur thèmes ou idées en les répétant dans le modèle ABC...C' B' A'.[83] Le récit de Ruth se structure de la manière suivante :
Prologue 1:1-2 - Les juges et la famille d'Elimélec A 1:3-22 - La perte, l'amertume de Naomi et la stérilité de Ruth ; B Ch.2 – Ruth au service de Naomi à sa faveur glanant dans le champ de Boaz ; B' Ch. 3 – Naomi au service de Ruth lui donnant de stratégies de rencontrer Boaz ; A' 4:1-17a - La joie de Naomi et la fertilité de Ruth ; Épilogue 4:17-22 - La généalogie de David, le roi à venir.

[83] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics*, 129.

Les chapitres 1 et 4 reflètent les thèmes contrastés de la stérilité et la fertilité de Ruth, tandis que les chapitres 2 et 3 montrent les différentes étapes du renversement des circonstances de Ruth par implication de Naomi.

7.4 Contexte historique et culturel

Le quatrième pied du tabouret herméneutique consiste à étudier le contexte historique et culturel de l'auteur.[84] L'étude du contexte historique et culturel est très importante, car le langage se développe dans un contexte social spécifique que ceux qui vivent dans ce contexte comprennent. Cela concerne les mots et les expressions qui sont utilisées dans ce contexte particulier qui pourraient ne pas être utilisé ailleurs. Par exemple, en Genèse 2 :23, l'homme dit : *voici cette fois celle qui est l'os de mes os et la chair de ma chair !*

Cette expression ne signifie pas littéralement que la femme est l'os et la chair de l'homme. Cependant, elle trouve sa signification de la fraternité dans d'autres passages de l'Ancien Testament (Gn 29 :14-15 ; Jg 9 :5 ; 2S 5 :1). De telles expressions sont couramment utilisées en Afrique. Par exemple, en R D Congo, on emploie l'expression : *celui-ci est notre sang*, pour dire qu'il est frère. Pour interpréter le texte biblique de manière adéquate, Il faut donc faire l'effort d'entrer dans le monde historique et culturel de l'auteur pour comprendre ce qu'il a écrit. Dans le cas de récit de Ruth, il convient à noter qu'il est le seul livre de l'Ancien Testament nommé d'après un non-israélite (moabite). Les Moabites descendaient de Moab, qui était le fils de Lot par une union incestueuse avec sa fille aînée (Gn 19:30-38).

[84] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics,* 81.

La relation entre les Israélites et les Moabites était extrêmement négatif. Car, ils s'étaient opposés aux Israélites lors de leur voyage à travers le désert, et engageaient Balaam pour les maudire (Deut 23:3-4). A cause de ces actions, Israël ne devrait pas entretenir un traité d'amitié avec eux (Deut 23:6). Il est donc surprenant qu'une femme moabite est parmi les ancêtres de David.[85]

Dieu récompense la fidélité. Le rôle de la femme africaine dans la réconciliation des peuples divisés : cas des ethnies et tribus africaines déchirées par des faits historiques. L'humanisation des peuples déshumanisés : cas de l'Afrique post- coloniale. Ces points d'application offrent un encouragement à ceux qui se trouvent dans des contextes où il y a la famine, les conflits internes, la dépression économique et ainsi de suite. Ils offrent également de l'espoir à ceux qui font face à des défis personnels.

Ainsi l'histoire de Ruth, tout en divertissant, offre bien plus qu'un simple divertissement. C'est une histoire qui révèle comment Dieu se rapporte à son peuple élu. Ces étapes peuvent être appliquées dans d'autres genres littéraires : Poétique, proverbes, chant, prophétique, apocalyptique, Evangile, épître.

8. Critique de l'herméneutique africaine et nouvelle perspective

Le sous genre littéraire *ironie* découvert au verset 11, où Jean le baptiseur est désigné le plus grand de ceux qui sont nés de la femme, *mais le moindre dans le royaume des cieux est plus grand que lui.*

[85] Elizabeth Mburu, *African Hermeneutics*, 132.

Puis le contexte le verset 14 qui affirme que *Jean le baptiseur est Elie qui doit venir* , nous a permis de comparer le ministère d'Elie caractérisé par violence[86] et celui d'Elisée caractérisé par la douceur. [87] Ces deux personnages types de l'Ancien Testament constituent l'image des ministères d'évangélisation de Jean le baptiseur caractérisé par l'expression violente : *race de vipère* (Mt 3 :7) et celui de Jésus caractérisé par la douceur : car aussi le fils de l'homme n'est pas venu pour être servi, mais pour servir et pour donner sa vie en rançon pour plusieurs (Mc 10 :45).

Conclusion

Dans ce travail, j'ai défini l'herméneutique est l'art et la science d'interpréter la Bible. Ainsi, suis passé par l'explication de la vision du monde africaine avant de passer aux particularités et application de l'herméneutique africaine qui suit le processus suivant : les contextes africain, théologique, littéraire, historique/culturel et application. En raison pédagogique, j'ai critiqué le processus de l'herméneutique africaine en proposant le processus ci-après : contextes africains, historique/culturel, littéraire, théologique et application. Car, il est difficile voire impossible de déterminer la théologie du texte (message théologique du destinataire), avant d'étudier son contexte historique et littéraire.

[86] Elie a tué 450 prophètes de baal. Cfr. 1 Rois 18.

[87] Elisée collaborait avec le roi d'Israël et il a sauvé la vie de ses ennemis syriens en Samarie. Cfr. 2 Rois 6.

Bibliographie

Mburu Elizabeth, *African Hermeneutics,* (Carlisle, HippoBooks), 2019.

Tompté-Tom Enoch , *Comment comprendre Dieu, la pensée théologique d'Isaac Zokoué revisitée*, (Abidjan, LivresHippo), 2020.

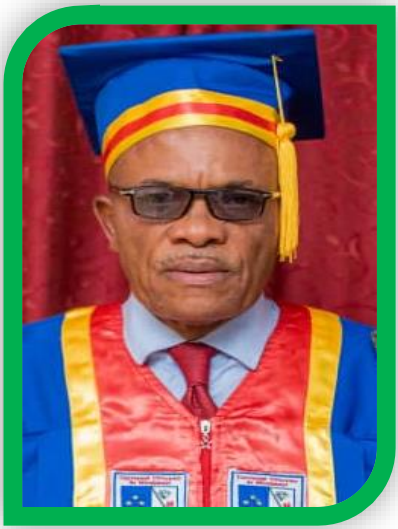
Bongoyok Moussa, «L'implantation d'Eglise dans chaque peuple et chaque village », in *L'Afrique d'aujourd'hui et les Eglises. Quels défis* ? Sous dir. Hannes Wiher, (Carlisle: Langham), 2017, 117-128.

Par **BITARAKA SEREME JEAN**

VII. LE POLITIQUE ET LE FONCTIONNAIRE CONGOLAIS FACE A L'IDEAL DE NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC : VISION SUR LE SENS ET LE NON-SENS DES MENTALITES

Par : Lazare TSHIPINDA KASONGA SHAMBUYI
Professeur à l'Université Officielle de Mbujimayi, '' UOM '' en sigle

I. Biographie scientifique



Le Professeur Lazare Tshipinda Kasonga Shambuyi, né à Kisangani le 22 juin 1958, est un universitaire congolais de haut niveau, expert-consultant en gouvernance publique, décentralisation et droit politique. Il est Docteur en Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université de Lubumbashi (2018), diplôme obtenu avec la Grande Distinction. Il est également titulaire d'un Diplôme d'Études Supérieures (DES) en Sciences Politiques et Administratives de l'Université Officielle de Mbujimayi (2023), ainsi que de licences en Sciences Politiques et Administratives (UNAZA, 1981) et en Droit public (Université Protestante au Cœur du Congo, 2020). Il est en outre agrégé de l'enseignement secondaire supérieur de l'Université de Kinshasa (1982).

Le Professeur Tshipinda est actuellement Professeur à l'Université Officielle de Mbujimayi (UOM), où il exerce également les fonctions de Doyen de la Faculté des Sciences et Technologies (Géologie, Mines et Informatique). Il enseigne aussi à l'Université de Mbujimayi (UM). Parallèlement à sa carrière académique, il est Avocat près la Cour d'Appel de Lomami, ce qui renforce l'articulation entre sa réflexion théorique et la pratique juridique et institutionnelle.

Ses domaines de spécialisation couvrent l'administration publique, le droit constitutionnel et les institutions politiques de la RDC, le droit électoral, la décentralisation et la gouvernance locale, l'approche genre, ainsi que les finances publiques provinciales et des Entités Territoriales Décentralisées (ETD). Ces champs d'expertise sont nourris par une longue expérience professionnelle de terrain et de hautes responsabilités publiques. Avant et parallèlement à sa carrière universitaire, le Professeur Lazare Tshipinda a servi l'État congolais pendant plus de vingt-cinq ans comme cadre territorial de carrière, notamment comme Commissaire de Zone et Administrateur de Territoire. Il a également été fonctionnaire du Parlement national, Secrétaire Technique Provincial du Bureau Provincial des Opérations de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), et Ministre provincial à plusieurs reprises au Kasaï Oriental, notamment à l'Intérieur et à la Justice, ainsi qu'à l'Éducation, à la Jeunesse, aux Cultures et aux Arts.

Il a enfin exercé comme Conseiller principal du Gouverneur en charge de la gouvernance et des questions politiques et sécuritaires. Sur le plan international et institutionnel, il est reconnu comme Expert-Consultant et Facilitateur auprès des administrations publiques

provinciales déconcentrées, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la décentralisation, du genre et des processus électoraux. Il a été Expert-Consultant national du PNUD en décentralisation et gouvernance locale, ainsi que Consultant/Expert en appui institutionnel et gouvernance auprès de la CTB (Coopération Technique Belge).

Sur le plan scientifique, le Professeur Tshipinda est un chercheur prolifique. Il a assuré plus de soixante-dix communications et conférences scientifiques aux niveaux national et international, abordant des thématiques majeures telles que la sécurité, le genre, l'administration publique, les élections, la gouvernance participative, la gestion foncière, l'entrepreneuriat, la pauvreté, les discriminations sociales et les politiques publiques de développement. Il est auteur de trois ouvrages scientifiques, de deux plaquettes et de plus de vingt articles scientifiques publiés dans divers supports académiques, portant notamment sur la gouvernance démocratique, la décentralisation, la gestion des administrations territoriales, la corruption, la justice et le développement.

Par son parcours exceptionnel, le Professeur Lazare Tshipinda Kasonga Shambuyi incarne une figure de référence en science politique appliquée et en gouvernance publique en République Démocratique du Congo, alliant rigueur académique, expérience institutionnelle et engagement au service de l'État et des communautés.

II. INTRODUCTION

Cette réflexion qui rentre dans le contexte global qui analyse la « psychologie et les mentalités des peuples face aux enjeux du développement intégral en République Démocratique du Congo » ([88]), se voudrait d'explorer les fondements sociaux qui président à l'idéal de neutralité dans la réalisation du service public. Elle cherche à pénétrer les méandres des mentalités sociales de l'action politique et bureaucratique , qui ont tendance à retarder, à laminer sinon tout simplement à hypothéquer le service attendu par la collectivité sociale congolaise. Parce qu'au centre de cet exercice se trouve le besoin de réalisation du service public, nous devons de prime abord comprendre que si cette aspiration existe, c'est pour répondre aux besoins fondamentaux que ressente la communauté sociale dans son ensemble. Ces besoins touchent aussi bien à l'éducation, à la santé, à la justice, à la sécurité, à l'eau, à l'énergie , aux transports que même à la politique. Ce qui est poursuivi est loin d'être le profit mais le bien commun. En clair dans la formalisation de cette préoccupation, nous nous sommes posé quelques questions pour bien guider l'analyse.

Le politique et le fonctionnaire congolais, que développent-ils comme mentalités dans leur prestation au sein ou dans l'accomplissement du service public ? Leur comportement ou leurs mentalités reflètent-ils la neutralité requise à la réalisation de l'idéal du service public ?

[88] Thème central du Colloque interdisciplinaire UPCC 2015 organisé par l'Université Protestante au Cœur du Congo , à Mbujimayi ,du 23 au 25 juillet 2015.

Pour bien répondre à ces deux questions fondamentales, nous avons pensé donner à notre propos une structure qui s'articulera autour d'autres questions plus systématisées qui fondent les trois axes majeurs de l'analyse, à savoir : Primo : neutralité de service public, quid ? Secundo : le politique congolais, un acteur social au service de la communauté ?
Tertio : le fonctionnaire congolais, acteur neutre ou penché face à l'accomplissement du service public ?

I.- NEUTRALITE DE SERVICE PUBLIC, QUID ?

La justesse de la saisine du concept de " neutralité du service public " nous contraint tout d'abord à situer le lecteur sur ce que nous comprenons par "service public". Le "service public" renferme une compréhension particulière qu'il convient d'analyser. En somme, le service public se définit d'une manière ou d'une autre selon qu'on distingue les différents sens qu'on lui accorde. De toutes les manières, il est perçu dans son sens fonctionnel mais aussi dans son sens objectif. Dans le sens qui se veut fonctionnel, le service public est connu comme une activité répondant à un but d'intérêt général et distinct en cela des autres activités collectives. ([89]) Dans son sens objectif, nous nous permettons de relever que le service public apparait comme une organisation qui vise fondamentalement la satisfaction de l'intérêt général et c'est conséquemment par ce fait que son régime juridique doit relever du droit public quel que soit l'organe ayant reçu le mandat de le gérer.

Evitant de dérouler le chapelet existant des définitions que nous offre la doctrine à propos de ce concept, nous prenons la délicatesse de noter, de bien de ces

[89]G. DUPUIS, **Droit Administratif**, Ed. Armand Colin, Paris, 1996, P.453

définitions généralement avancées, et sans contradiction de l'une et de l'autre, que l'idée majeure qui s'en dégage est indubitablement celle de la satisfaction de l'intérêt général. Bien qu'il existe d'autres sens (sens organique et matériel) , notre attention se portera sur les sens fonctionnels et sur le sens objectif. Et du fait que c'est ce dernier sens qui insiste sur l'aspect qui nous intéresse à savoir l'intérêt général, nous allons nous y accrocher pour la clarté de notre analyse. L'existence d'un service public, même de manière intuitive exige largement des règles qui doivent nécessairement être spécifiques.

Dans le cas d'espèce, ces règles ou lois dégagées progressivement, ont été systématisées par ROLAND. L'importance de la notion de service public est conçue du point de vue fonctionnel, c'est-à-dire comme dit plus haut une activité ou un service à un but ou à une fin d'intérêt général. Il ressort du régime spécial auquel tient précisément l'intérêt général que cette activité est soumise, sans considération du caractère public ou privé, de l'organisme ou de l'entreprise qui l'assume.

Ce régime a vu ses grandes lignes fixées peu à peu par la jurisprudence et surtout par la doctrine, qui ont dégagé les trois lois de service public à savoir la loi de continuité de service public, la Loi d'égalité des usagers devant le service public et la Loi de la légalité du service public. De toutes ces lois celle qui nous concerne dans cette réflexion est la Loi de l'égalité en ce qu'elle touche directement à la neutralité, soit à l'attribut qui nous préoccupe dans le thème ici abordé.

Ainsi, après toutes ces utiles précisaient, nous en arrivons à la clarification de la notion de neutralité du service public. Dans " neutralité " nous trouvons le mot " neutre " qui selon le Dictionnaire " Le Littré " veut dire

au sens figuré " qui ne prend point part entre les contendants ". Et neutralité, par extension renvoi à l'idée d'une abstention de ceux qui ne prennent point part dans des questions, dans des différends. Il en est ainsi si on recourt à l'étymologie de ce terme," neutral " qui est , d'après Le Littré , un ancien adjectif et qui du latin " *neutralis* " vient de neutre , voulant justement dire ni l'un, ni l'autre .

Par neutralité du service public, nous devons comprendre le fait de la position que doit absolument adopter tout agent public c'est-à-dire toute personne exerçant une activité publique à même d'assurer l'intérêt de toute la collectivité sociale. Ainsi sont naturellement concernés les hommes politiques ([90]) comme les fonctionnaires. Les uns comme les autres sont appelés à privilégier l'accomplissement du service attendu par la communauté sans considération de quelque intérêt lié soit à l'appartenance politique ou idéologique, soit à des considérations d'ordre religieux ou ethnique, soit même à des intérêts particuliers. La neutralité suppose le sens élevé d'éthique se témoignant notamment par le dévouement, la rigueur, la responsabilité, l'intégrité, l'équité mais surtout l'impartialité. La neutralité rejoint la position du juge : celui-ci se situe normalement à égale distance des parties ; il ne doit être proche d'aucune d'elles ni avoir un intérêt quel qu'il soit, même indirect dans les affaires qu'il est appelé à juger. C'est donc un principe qui rejoint celui d'impartialité.

[90] Homme politique doit être entendu comme homme qui s'occupe des affaires publiques. Cette expression n'est pas loin du concept politicien qui fait penser à une personne qui fait de la politique ou comme le dit Le Petit Robert , Dictionnaire de la Langue française , édité en 1988, Politicien fait penser à une personne qui exerce une action politique dans le gouvernement ou dans l'opposition.

Il revient à dire que ceux qui sont qualifiés d' " Agents du service public ", sont astreints à demeurer constamment dans une position d'impartialité quand ils agissent . Cela garantit la confiance des citoyens envers leur administration. Ils doivent pour ce faire garder en tout instant et en tout lieu la neutralité politique et même la neutralité religieuse. Il va sans dire que le respect des convictions de chacun doit s'imposer à tout prix. Mais , estimons-nous, la réalité semble être toute autre. Concrètement face à toutes ces valeurs, comment se comportent nos deux groupes cibles : le politique et le fonctionnaire ? De prime abord nous nous interrogeons sur la position du politique congolais.

III. LE POLITIQUE CONGOLAIS, UN ACTEUR SOCIAL AU SERVICE DE LA COMMUNAUTE ?

Non. L'analyse de tous les paramètres qui suivent nous en donnera l'édification.

- **1° La carrière politique attire tellement au Congo.**

Pourquoi la carrière politique attire-t-elle tant au Congo ? Même la Société Civile est séduite. Pourquoi ? Deux réponses fondamentales s'imposent ici. La première nous la tirons de BILOLO KAKOLE et de KABENGELE KALONJI ([91]) , qui eux la caricaturent des philosophes Grecs dont CICERON qui a affirmé à juste titre , en citant Marcus Tullius Cicero (latin, 1er siècle av. J.C) : « Trahimur ommes studio laudis, et Optimus quisque maxime gloria ducitur » (Nous sommes tous enchainés par l'amour de la gloire, et l'honnête homme

[91]BILOLO KAKOLE X. et KABENGELE KALONJI E. **''Analyse et commentaires de la loi sur les partis politiques et du code de bonne conduite des partis politiques ''** Kinshasa , CEFOP DH , janvier 2007 , p.4

lui-même est exceptionnellement commandé par cette passion). Tirant les conséquences de cette façon de voir des philosophes Grecs, BILOLO KAKOLE et KABENGELE KALONJI en arrivent à conclure que la fonction politique élève l'individu au-dessus de la collectivité ; et ils s'efforcent alors de nous rappeler les rocambolesques scènes de « Djalelo » avec MOBUTU, ou tout simplement les contraintes protocolaires quand l'autorité politico-administrative accède à la salle pour présider une manifestation.

La deuxième réponse nous l'empruntons d'une femme éminente du GUATEMALA Rigoberta MENCHU ([92]) (Prix Nobel de la Paix de 1992) qui, s'exprimant sur l'exercice du pouvoir a observé que " dans les pays comme le mien (entendez le GUATEMALA), l'accession à des fonctions publiques est synonyme de pillage : le poste offre un chèque en blanc et la garantie d'un enrichissement personnel considérable. Ceci est une règle tacitement acceptée par tous ceux qui se déclarent politiciens. On ne peut pas expliquer ça autrement lorsque l'on jette un regard critique sur le déroulement des élections dans notre pays, spécialement lorsque l'on se met à examiner les listes électorales et les candidatures déposées. Il est étonnant sinon ahurissant de constater par exemple que pour cinq cents sièges prévus à l'Assemblée Nationale que neuf mille personnes se lancent au combat ([93]) ; que pour quatorze sièges prévus pour la circonscription électorale de la Ville de Mbujimayi à la députation provinciale en 2015 , que plus de 750 personnes se présentent .

[92]Rigoberta MENCHU, citée dans « Afriquespoir » de janvier-mars, à la page 14.

[93] Cas des élections législatives nationales de 2006 suivant les sources de la C.E.I,

Parmi ces candidats, on dénombre facilement des personnes qui ne maitrisent pas les règles de jeu du système électoral de mise au pays et qui vont droit vers leur échec ([94]) ; on dénombre aussi moult candidats qui, dans la vie sociale et communautaire ont du mal à s'intégrer dans des petits groupes ou ont du mal à communier avec des semblables soit qu'ils sont naturellement timides soit qu'ils ont choisi la solitude comme mode de vie. Certains peuvent avoir la chance d'être élus par des moyens les plus souvent malhonnêtes et immoraux mais une fois dans le cénacle de l'Assemblée s'illustrent honteusement dans un silence révoltant. Beaucoup parmi eux sont qualifiés, à juste titre comme des vrais honorables muets ou encore des honorables sourds-muets. Il en est ainsi, par exemple des cinq Députés provinciaux de l'Assemblée Provinciale du Kasaï Oriental que nous avons identifiés comme n'ayant jamais pris la parole, même pas une seule fois, durant 8 ans de leur présence au parlement provincial.

- **2° La politique au Congo, une profession tout court au lieu d'être une profession de foi.**

On ne rentre pas en politique comme on rentre en religion, en magistrature ou au service de l'administration de la chose publique. L'homme qui s'engage dans la politique doit se sentir appelé, interpellé par la société et se décide par une conviction avérée de se mettre au service de sa communauté.

[94] Lire à ce sujet MBAYA KABAMBA et TSHIPINDA KASONGA « scrutin proportionnel et contre –performances des candidats aux élections de 2006 et 2011 dans la ville de Mbuji-Mayi ; in **le Point en sciences sociales**, n°10, octobre 2013

La politique, nous la concevons nous comme un service public au service des autres ; un service neutre qui donne des réponses adéquates, à temps voulu et à doses voulues à toutes les attentes des composantes sociales, de façon équitable, sans considération des origines sociales quelconques, d'idéologie politique, de race, de religion, de famille , de tribu ou d'ethnie , de niveau d'instruction etc.

La politique ne doit pas être un creuset de clientélisme, le contraire remettrait regrettablement et gravement en cause l'idéal altruiste qui devrait normalement la caractériser. Au Congo, c'est apparemment le clientélisme qui semble chapeauter la gouvernance, au point d'ériger " un système de la Cour " dont " les ismes " en sont les caractéristiques essentielles, tel que le décrit si bien le Professeur KAMBAYI BWATSHIA ([95]). En effet, affirme-t-il-, " dans un ordre étatique , surtout quand il est dictatorial et tournant autour d'une telle Cour , l'accès et l'exercice du pouvoir s'effectuent d'après les stratégies complexes tissées dans des idéologies similaires et forcément illusoires telle que le clanisme et le népotisme complétés par un clientélisme de mauvais goût.
Dans cette Cour, surtout dans l'exemple tiré de l'histoire africaine contemporaine, on trouve le chef= le prince, entouré des ensembles synonymes : clan, tribu, ethnie, qui couvrent une seule réalité, la famille constituée des personnes qui primitivement tirent leur origine d'une même source et s'appuient sur les mêmes mythes fondateurs et dont l'unité repose sur une langue, une culture et une conscience assez forte du groupe ».

[95] KAMBAYI BWATSHIA , **Dictature et éthique de la responsabilité**, Kinshasa , Eugemonia Linaco, 01/2000, p.7

Au regard de cette description, il est assurément aisée de voir en l'homme politique congolais un acteur engagé dans le service politique, sans profession de foi mais dans une profession tout court.

- **3° Le politique congolais, n'est pas un véritable homme public .**

Le politique est l'homme qui est entré dans le monde politique; c'est en somme le cas de la plupart des hommes et des femmes qui consacrent bon nombre de leur temps à la politique. Le politique congolais, n'est pas un véritable homme public car incapable de discerner la vraie opinion à même de booster la communauté vers le développement intégral.

Il ne sait pas résister à la tentation de suivre aveuglement les pulsions de l'opinion publique. Chez nous on dit**' Ku cinu kwadjanjila wenu "** (voudrait à peu près dire en français' qu'il est toujours souhaitable d'avoir un proche à soi à quelque échelon social que ça soit , car on ne sait jamais !) **,** cette sagesse Luba à l'origine une vraie valeur sociale est aujourd'hui , de par l'usage détourné qu'on en fait ,vidée de sa substance intrinsèque ; elle est plutôt devenue un crédo collectif, antivaleur qui le détourne de l'idéal de neutralité et qui l'emprisonne au point d'en faire un esclave de l'opinion publique. C'est dans ce sens que les mandataires publics congolais confondent facilement le patrimoine commun du patrimoine familial ou personnel, qu'ils affectent sans réserve aux attentes des courtisans de tous bords , comme pour honorer des dettes auprès d'eux contractées.

Or, le politique doit à toute force résister à la tentation de devenir esclave de son opinion publique. C'est à ce propos que Jacques Simonet ([96])**,** s'interroge et donne une réponse adéquate" Le vrai homme politique n'est-il pas celui qui sait déplaire à son électorat ? La question est assurément beaucoup plus complexe qu'il y parait de prime abord. Singulièrement, si on entend l'envisager dans le contexte d'un Etat de droit, d'une démocratie et si l'on veut circonscrire sa réflexion à l'homme politique dans l'acceptation noble du terme, à l'exclusion du simple politicien. Et pourtant, comme le signale Jacques Simonet ([97]), l'histoire politique de ce siècle nous offre des singulières illustrations d'hommes de vertu, sachant résister à la tentation de suivre aveuglement les pulsions de l'opinion publique : qu'il s'agisse de De gaulle ou de Churchill pendant la seconde mondiale, de Mendes France face aux événements d'Algérie ou d'Indochine, de Wilson à propos de réarmement…

Par-dessus tout le politique doit se présenter comme un véritable homme public , qui a certes une vie privée mais bardé de la conviction que celle-ci cesse de l'être quand apparait l'exigence d'être au service de toute la communauté sociale, à l'écoute de celle-ci et prêt à se plier à l'éthique et à la déontologie qu'elle lui impose. Le politique congolais semble ne pas se plier à cette exigence ; au contraire il prête le flanc à l'imposante et écrasante vie personnelle et privée.

[96] Ancien vice -président du Conseil de la région de Bruxelles-Capitale

[97] J. Simonet, Le vrai homme public n'est-il pas celui qui sait déplaire à son électorat ?, In **Profession Homme politique,** Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1992, p.34

Il ignore qu'un homme réputé public cesse d'avoir une vie privée du moment où ses actes sont censés être censurés par la communauté pour laquelle il s'est engagé à servir, tel le cas des hommes appelés à œuvrer dans la politique.

- **4° Le politique congolais est un politicien qui constitue un danger pour la bonne marche de l'administration**

Le politique congolais est un politicien qui constitue un danger pour la bonne marche de l'administration. En effet les politiciens congolais contrecarrent la bonne marche de l'administration, car ils sont démotivants. Ils organisent l'administration selon leurs amitiés, leurs intérêts, ceux liés à l'appartenance à un caste , à une confrérie religieuse ou même mystique mais le plus souvent , comme dans notre pays à une mouvance politique : c'est par là qu'on arrive à évoquer à raison ou abusivement la politisation . On parle aussi selon le cas de clientélisme. La politique est envahissante ; sa volonté est très souvent contraignante et imparable .Dès lors il est difficile sinon impossible de lui résister, les grandes orientations viennent d'elle, le choix des options tout comme des hommes dépend d'elle.

De manière explicite, comme l'observe si bien Freddy THIELEMANS ([98]) il n'est pas aisé de résister à la griserie que confère le droit de nommer. Ceux qui en ont la possession utilisent les tiers dans leurs querelles, frappent dans leurs fonctions les amis de leurs ennemis. Ils règlent ces querelles par des nominations abusives.

[98] F.THIELEMANS, Homme politique et politicien, In **Profession Homme politique**, Bruxelles, Ed. De l'Université de Bruxelles, 1992, p.17

Dans ce jeu quasi mesquin, l'instrument auquel la politique fait naturellement recours n'est autre que l'administration, se confondant parfois à elle et celle-ci se laisse carrément dompter par la-elle .Or la politique n'est pas l'administration ; la 1ère est la tête et l'autre est le corps. La politique ne peut donc ignorer son corps mais elle doit lui donner des injonctions compétentes, claires et cohérentes ([99]), suggère en définitive Freddy THIELEMANS.

- **5° Les politiques congolais : hommes de principe ou hommes de circonstance ? Hommes de pouvoir pour le pouvoir ?**

Ici se dessine clairement la distinction à faire entre les attentes du public et l'agir du politique, si nous considérons l'opinion que l'opinion publique (permettez la redondance) se fait de la fonction politique qu'elle estime être une sorte de fonctionnariat de nature un peu particulière, comme le dirait si bien Herman DE CROO ([100]). Autrement dit il est idéal de se poser à juste titre la question de savoir si le politique congolais est un homme de principe ou un homme de circonstance ? Il y a aussi lieu de se demander dans la même lignée de réflexion quel type d'homme politique faut-il au Congo pour la gouvernance des meilleurs ?

La réponse à cette double question oriente plutôt au caractère d'apostolat que doit normalement revêtir la carrière politique , si l'on sait comme déjà relevé plus haut que la politique est un véritable service au service des autres. Faire de la politique s'engager dans l'apostolat.

---

[99] F.THIELEMANS, **Op.cit**, P.16

[100] H. DE CROO, Homme politique : profession de foi ou profession tout court,In **Profession Homme politique**, op.cit., P.19

La politique doit être un fardeau consistant à transporter les fardeaux des autres, les charges lourdes et pesantes de toute la communauté. Les hommes qui souscrivent à l'apostolat sont ceux qui , avant de s'engager ont au départ fait des choix sublimés , ont levé des principes auxquels ils souscrivent pour le meilleur mais aussi pour le pire . Ce sont donc des hommes , non de circonstance mais des hommes de principe ; des hommes qui émergent dans la constance et non ceux qui s'improvisent et se laissent aller dans la circonstance.

Ce sont ces hommes-là que le Congo voudrait et devrait avoir , ceux qui tiennent à relever le défi et tiennent mordicus à s'aligner derrière la gouvernance des meilleurs. On peut en venir finalement à la sempiternelle question du pouvoir, laquelle est probablement l'une de celles que se pose à tout instant l'homme politique quel que soit le niveau auquel il exerce ses fonctions. Normalement dans ses tâches quotidiennes, tout mandataire est confronté aux limites qu'il doit assigner à la notion de pouvoir et à ses implications réelles : le pouvoir impose à celui qui le détient une morale et une attitude éthique adéquate. Celui qui détient le pouvoir, et donc dans beaucoup de mesure fait de la politique, ne doit pas se méprendre et instrumentaliser le commun des citoyens du fait de la perception qu'il a du pouvoir et qui est contraire à la sienne. Le grand public en effet, pour conscient qu'il soit de ne pas détenir le pouvoir à proprement parler, se le représente comme une puissance souveraine et quelque peu maléfique, contre laquelle il se soumet comme à une finalité.

Le politique congolais doit aider à la démystification de la notion du pouvoir ; celui-ci doit demeurer, comme le signifie le Petit Robert, le fait de disposer de moyens qui permettent tout simplement (c'est nous qui soulignons ici) une action. En termes de droit , le pouvoir doit rester une " capacité légale ", ce qu'il est lui aussi , comme en démocratie , soumis à des contraintes.

III.- LE FONCTIONNAIRE CONGOLAIS, ACTEUR NEUTRE OU PENCHé FACE AU SERVICE PUBLIC ?

Répondre à cette question nous ramène d'emblée à circonscrire le fonctionnaire dans la mouvance de son milieu de prestation qu'est l'Administration publique. La loi d'égalité comme toutes les autres lois est circonscrite, dans le cadre de l'impartialité dans tous les domaines ou secteurs publics. C'est la compréhension que nous devons avoir du principe de neutralité. D'après cette loi, l'Administration publique étant au service de toute la collectivité doit en principe entretenir toute la population sans aucune distinction. Tels sont les cas des principes ci-après : L'universalité du service public ; Le désintéressement du service public ; La gratuité du service public ; L'impartialité du service public. Dans ses rapports d'exaltation de ces valeurs de référence ainsi que l'accomplissement responsable des devoirs lui astreints, le fonctionnaire congolais semble être penché. De quelle manière ?

➢ 1° Par rapport à l'égalité des citoyens devant le service public

Selon la loi de l'égalité, nul n'a de privilège devant le service public ; les citoyens étant égaux devant la loi, doivent l'être aussi devant le service public.

A ce sujet FLAMME ([101]) démontre que l'application de l'égalité exige que dès que l'usager se trouve dans les conditions fixées d'une manière impersonnelle et générale , par la loi ou le règlement du service, d'une part qu'il puisse bénéficier des avantages ou des prestations de celui-ci ; d'autre part qu'il en supporte les charges sans la moindre discrimination. Quel est au contraire dans ce cas le comportement du fonctionnaire congolais ? La mentalité générale qui se dégage des observations faites est que le fonctionnaire congolais s'exécute ou n'accorde des privilèges qu'à l'usager le plus offrant ou le plus disposé à répondre à ses attentes ou exigences matérielles. Ipso facto il se révèle que des citoyens moins nantis sont automatiquement exclus des services de l'administration. Or logiquement soutient VAN DEN ELSACKEL, '' chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés sans distinction aucune , notamment de race , de couleur , de sexes , de langue , de religion , d'opinion politique. Tous les citoyens sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une protection de la loi '' ([102]).

- **2° Par rapport à l'universalité du service public**

Conséquence logique du principe précédent, force-nous est de déplorer dans le chef de bien des agents publics de l'Etat congolais que les services accordés aux demandeurs des services de l'Administration sont distribués sur base d'un favoritisme lié tantôt au rang social, tantôt à l'ethnie, tantôt à la religion ou même au parti politique etc.

[101] A. FLAMME., **Droit Administratif**, Bruylant , Bruxelles , 1990,p.16

[102] L. VAN DEN ELSACKEL, **Les droits de l'homme**, Actuels quarto , Bruxelles , 1997, pp.24-30

- **3° Par rapport au désintéressement du service public**

Normalement l'Agent public ne peut agir en fonction d'un motif personnel, qu'il soit pécuniaire, idéologique ou autre, ce qui risquerait tout naturellement de mettre en cause l'égalité des administrés devant le service public. C'est ici que l'immobilisme des fonctionnaires congolais, maintes fois déploré fait facilement place à un activisme étonnant lorsque l'agent se sent concerné dans le service attendu.

- **4° Par rapport à la gratuité du service public**

Nul n'ignore que l'ensemble des dépenses des services rendus par l'administration sont normalement couverts par le budget de l'Etat sans distinction. Et dès lors tous les citoyens doivent bénéficier gratuitement du service rendu par l'administration publique. Le principe de gratuité semble être aujourd'hui inadmissible sinon inconcevable dans la vision des congolais. Le commun des citoyens lui-même ignore son droit le plus légitime et adhère incroyablement à la forfaiture qui l'oblige à payer là où il devait recevoir sans payer des services de son administration.

- **5° Par rapport à l'impartialité du service public**

C'est la grande logique résultant de la neutralité du service public dans la mesure où dans son fonctionnement, le service public ne doit pas favoriser une partie des usagers et défavoriser une autre. Ici le service doit tenir toujours à la satisfaction de l'intérêt général qui malheureusement semble être le moindre sinon le dernier des soucis de l'Etat congolais ; c'est cet objectif ultime et fondamental qui justifie de prime abord l'existence de l'administration publique comme service public.

➢ **6° Par rapport à l'apolitisme du service public**

Dans ce point nous sommes sensé être à même de démontrer comment et quelles sont les conditions de fidélité de l'administration publique dans le service qu'elle met à la disposition de la collectivité publique, dans sa position de neutralité face à la politique, en l'occurrence face aux partis politiques. Au départ la neutralité de l'administration publique dépend de la fidélité de ses agents. Et nous connaissons bien qu'une des conditions pour le recrutement dans l'administration publique congolaise est le civisme dont doit faire preuve tout postulant d'un emploi public. L'agent doit faire preuve de ce même civisme tout au long de sa carrière, c'est-à-dire de son loyalisme envers la nation et les institutions nationales. A ce propos , il est interdit à l'agent toute activité privée lucrative , qu'il s'agisse de remplir une activité professionnelle ou de prendre des intérêts de nature à contre mettre son indépendance , par exemple dans une entreprise en relation avec son service.

Dans notre pays, pratiquement tous les textes légaux qui régissent l'organisation et le fonctionnement de l'administration publique stipule clairement que celle-ci doit être apolitique dans sa prestation et sa manière de distribuer le service public à moins que l'on puisse se retrouver dans un régime politique du type unitaire qui rend le système politique monolithique comme du temps du MPR, Parti-Etat. Ceci oblige dans ce cas l'administration publique à se muer en un instrument d'exécution de la volonté du parti. Et ses agents sont ceux de ce même parti. Il n'est pas étonnant de lire dans le statut qui régissait autrefois l'administration congolaise (Zaïroise) que " l'agent doit faire montre en toute circonstance d'un engagement sans faille aux

idéaux du parti “ ([103]). De nos jours l’Administration publique congolaise continue à demeurer politisée. Or J. CHEVALIER et LOSCHACK disent que “ l’Administration ne peut pas être subordonnée à la politique. Elle doit non seulement être une de ses composantes, mais encore son principal fondateur, son point modal, son impulsion, son instrument de régulation indispensable à son équilibre et à sa survie.” ([104]) .

Quant au rôle que peut jouer l’Administration public vis-à-vis des partis politiques, il doit être entendu que l’administration publique n’est pas l’ennemie des partis politiques, quand bien même la loi interdit au fonctionnaire d’exercer les activités politiques. L’Administration n’étant en principe qu’un organe indépendant chargé de l’exécution, de l’application des règlements, des décrets, des décisions etc. du gouvernement, a le droit de se faire entendre et surtout de se faire obéir par tout usager du service public, fut-il parti politique. Elle ne doit nullement se constituer un poids pour tel ou tel autre bénéficiaire de ses services.

[103] Article 44 , alinéa 2 du Statut qui régissait l’Administration publique zaïroise sous le règne du MPR-Part-Etat.

[104] J. CHEVALIER et D. LOSCHACK,**La science administrative**, que sais-je ?, P.U.F, 1980, P.33

CONCLUSION.

La conclusion de notre réflexion nous oblige dès l'abord de tirer en grande ligne cette synthèse : *le politique et le fonctionnaire congolais : une corrélation déséquilibrant l'idéal de neutralité de service public.* A la suite de plusieurs analyses des principales causes qui expliquent la faiblesse de l'Etat ainsi que son inefficacité vis-à-vis des attentes des citoyens, en dépit des quelques avancées notables observées au cours de la dernière décennie, il sied de relever que l'organisation et le fonctionnement de l'administration publique congolaise apparaissent comme les variables explicatives les plus crédibles de l'inefficacité de l'Etat. A ce sujet, la face que présente le politique congolais apparait globalement comme celle d'acteur social happé dangereusement par la politique qui, au Congo comme en Afrique, est une carrière qui attire tellement ;qui l'amène à devenir très intéressé pour finalement desservir la communauté sociale.

Ainsi, appelé à être neutre, cet acteur devient le principal bénéficiaire des charges lui confiées par la société et pour la société. Bref, la politique au Congo, présente la face d'une profession tout court au lieu d'être une profession de foi ; et le politique congolais, n'apparait pas comme un véritable homme public, il est , non pas un homme de principe mais plutôt comme un homme de circonstance ; face à l'exercice du pouvoir il se justifie comme un homme de pouvoir pour le pouvoir .En fin des comptes le politique congolais est un politicien qui constitue un danger pour la bonne marche de l'administration.

Quant au fonctionnaire congolais, dans ses rapports d'exaltation des valeurs de référence dans l'accomplissement responsable des devoirs lui astreints, et qui lui imposent une certaine neutralité, il est très penché :très partial et plus qu'intéressé par rapport à l'égalité des citoyens devant le service public, par rapport à l'universalité du service public , par rapport à la gratuité du service public . Il a, par-dessus le marché que faire par rapport à l'apolitisme du service public

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

1.- « Afriquespoir » ,janvier-mars , 1993

2.- BILOLO KAKOLE X. et KABENGELE KALONJI E. *''Analyse et commentaires de la loi sur les partis politiques et du code de bonne conduite des partis politiques ''* Kinshasa, CEFOP DH, janvier 2007

3.- CHEVALIER J. Et LOSCHACK D., *La science administrative,* que sais-je ?, P.U.F, 1980.

4.- DUPUIS G.*, Droit Administratif*, Ed. Armand Colin, Paris, 1996.

5.-FLAMME A., *Droit Administratif,* Bruylant , Bruxelles , 1990

6.-KAMBAYI BWATSHIA, *Dictature et éthique de la responsabilité,* Kinshasa, Eugemonia- Linaco, Janvier 2000

7.-*Le Petit Robert,* Dictionnaire de la Langue française, édité en 1988,

8.-. MBAYA KABAMBA et TSHIPINDA KASONGA « scrutin proportionnel et contre –performances des candidats aux élections de 2006 et 2011 dans la ville de Mbuji-Mayi ; in *le Point en sciences sociales*, n°10, octobre 2013.

9.- Simonet J., Le vrai homme public n'est-il pas celui qui sait déplaire à son électorat ?, In *Profession Homme*

politique, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1992.
10.-Loi n° 81-003 du 17 Juillet 1981 portant Statut du personnel de carrière des services publics de l'Etat.
11.-THIELEMANS F., Homme politique et politicien, In *Profession Homme politique,* Bruxelles, Ed. De l'Université de Bruxelles, 1992,
12.- VAN DEN ELSACKEL L., *Les droits de l'homme*, Actuels quarto, Bruxelles, 1997.

Par **Lazare TSHIPINDA KASONGA SHAMBUYI**

VIII. LES FORETS DU BASSIN DU CONGO : UN EQUILIBRE ENVIRONNEMENTAL

(1) Biographie scientifique

MADILU KANSOKA Junior *est un chercheur et enseignant congolais spécialisé en Relations internationales, avec un intérêt particulier pour les dynamiques géopolitiques, la politique étrangère et les enjeux contemporains de gouvernance en Afrique centrale. Il est actuellement Assistant à l'Université de Kinshasa (UNIKIN), au sein de la faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, où il contribue à la formation universitaire à travers l'enseignement, l'encadrement des travaux pratiques, les interrogations et la supervision des examens. Il est titulaire d'un Diplôme de Licence en Relations internationales, option Politique étrangère obtenu en 2015 à l'Université de Kinshasa, après un Graduat en Relations internationales décroché en 2013 dans la même institution. Son cursus secondaire s'est achevé en 2006 avec un Diplôme d'État en section Commerciale et Administrative obtenu au Collège John Mabuidi, une formation qui constitue le socle de sa compréhension des questions économiques et administratives liées à la gouvernance.*

Avant de rejoindre l'Université de Kinshasa comme académique, MADILU KANSOKA Junior a accumulé une solide expérience professionnelle dans le secteur bancaire et des télécommunications, ce qui enrichit son approche multidisciplinaire des sciences sociales.

De 2016 à 2021, il a travaillé à la Trust Merchant Bank (TMB), d'abord comme Caissier, puis comme Caissier principal intérimaire. Ses responsabilités incluaient la gestion du fonds du trésor, l'approvisionnement des distributeurs automatiques (ATM), la supervision des opérations de paiement, la tenue des rapports financiers mensuels et la vérification des preuves de paiement. Il a également été chef d'émission pour la paie dans plusieurs zones du Bandundu, dont Bolobo et Inongo. En 2021–2022, il a exercé comme Chef d'Agence Franchises Orange à Bandundu-Ville, où il a dirigé les équipes, coordonné les opérations financières, assuré la gestion du cash Orange Money, amélioré la qualité de service, réparti les objectifs commerciaux et validé les performances. Cette expérience lui a permis de développer une compréhension approfondie des modèles économiques numériques, de la gestion des organisations et de l'entrepreneuriat commercial.

Sa première immersion professionnelle remonte à 2005–2007 au sein du PNUD, dans le cadre du Projet d'Appui au Cycle Électoral (PACE), où il a servi comme manutentionnaire puis chef d'équipe chargé de la préparation des cartes d'électeurs, du contrôle des matériels électoraux et de la coordination des rapports. Cette expérience l'a sensibilisé aux enjeux de gouvernance démocratique, de logistique électorale et de consolidation institutionnelle.

Sur le plan technique, MADILU KANSOKA Junior possède de solides compétences informatiques, notamment en bureautique (Word, Excel, PowerPoint) et dans l'utilisation de plusieurs logiciels professionnels liés à la gestion bancaire et opérationnelle (INMARSAT, Flexcube, Plixbackup, Flex Branch, Bonita, Pitcha…).

*Multilingue, il maîtrise le français, le lingala, le tshiluba, et dispose d'un bon niveau en anglais, swahili et kikongo, ce qui lui permet d'évoluer aisément dans des environnements professionnels et académiques diversifiés. Engagé dans le développement de la recherche et l'excellence académique en RDC, MADILU KANSOKA Junior poursuit ses travaux dans les domaines des relations internationales, de la politique étrangère, de l'analyse des conflits, de la gouvernance et des transformations socio-économiques. Son parcours hybride — entre le monde académique, le secteur bancaire, les télécommunications et les organisations internationales — lui confère une perspective analytique riche et intégrée, essentielle à la compréhension des enjeux stratégiques contemporains.**Junior.madilu@unikin.ac.cd*
+243811442252

(2) Résumé

Ce papier analyse le problème des forêts du bassin du Congo qui forment le deuxième poumon du monde après l'Amazonie. Il nous est apparu important que les pays concernés puissent adopter un accord contenant des règles juridiques contraignantes et applicables à tous et avec un ferme respect de leurs engagements pour limiter leurs missions de gaz à effet de serre et que les mécanismes de REDD qui consiste à un financement des populations locales impliquées dans la gestion des forêts pour soutenir par les gouvernements de pays concernés.
Mots clés : Forêt ; bassin du Congo ; équilibre environnemental ; dégradation.

Introduction

Dès nos jours, les équilibres séculaires entre l'homme et la nature semblent bouleversés, les changements climatiques s'emballent sous l'influence de quantités critiques de gaz à effet de serre sur notre planète. La biodiversité régresse à un taux jamais égalé auparavant, les populations rurales des pays su sud ont de plus en plus du mal à se nourrir et à trouver un cadre de vie adapté. Le défi qui nous attend demain est de pouvoir garantir à peu près 8 milliards d'habitants de la planète, à commencer par les plus pauvres, des conditions de vie décentes, tout en n'hypothéquant pas les bien-être des générations futures par une surexploitation des ressources naturelles.

Dans cette perspective, qui peut encore douter de l'importance des forêts tropicales dans la solution de ces grandes crises écologiques, les forêts du bassin du Congo couvrant le million d'hectares au cœur du continent d'Africain.

Au total, elles représentent la ressource quotidienne de 60 millions de personnes, produisent des moyens financiers pour les Etats de la région par l'exploitation du bois d'œuvre, absorbent d'énormes quantités de carbone, fournissent le socle d'une biodiversité unique et régularisent le débit des grands fleuves d'Afrique centrale.

En effet, la question que nous allons aborder tout au long de cette réflexion porte sur les forêts du bassin du Congo et l'équilibre environnemental. A ce titre, les forêts du bassin du Congo constituent le deuxième plus grand massif des forêts tropicales au monde, après celui de l'Amazonie. Les forêts de ce bassin comprennent les forêts de la RDC qui représentent à elle seule environs 60% de massif forestier du monde et les autres espèces forestières qui s'étendent de la RDC jusqu'en Guinée Equatoriale en passant par la République Centrafricaine, le Gabon et le Cameroun représentent plus au moins 40%(De Wasseige, et al.,2008, p.13).

D'une part, rien que par sa taille, les massifs forestiers du bassin du Congo constituent une réserve de carbone d'importance mondiale pour la réduction du gaz à effet de serre et dioxyde de carbone pour rester dans la logique de l'équilibre environnemental. Cette forêt a aussi un rôle régulateur sur le climat local et régional en assurant notamment le recyclage d'eau. D'autres part, la bonne gestion du secteur forestier est susceptible de contribue de manière significative au redressement de l'économie nationale et réduction de la pauvreté des populations locales dans les pays du bassin du Congo.

Au cours des derniers siècles, la forêt n'a eu de valeur qu'en raison des produits ligneux qu'elle pouvait livrer pour l'industrie, le chauffage, la contribution et secondairement pour les ressources complémentaires qu'elle offrait par les cultures et l'élevage qui s'y pratiquaient et par la flore et faune qu'elle abritait et entretenait.

Depuis quelques décennies, la forêt a un rôle multifonctionnel qui va s'amplifier. Outre ses fonctions économique et écologique, la forêt remplit des fonctions sociales (détente, contact avec la nature), culturelles, touristiques et didactiques. Son rôle en matière de climat, de qualité de l'air et de protection de ressources naturelle est important.

I. L'étendue des forêts du bassin du Congo

Elle s'étend des côtés du golfe de Guinée à l'ouest aux montagnes du rift Albertin à l'Est, et couvrent près de 7 degrés d'altitude Nord de part et d'autre de l'équateur (Rapport sur l'état des forêts, 2006, p.9). En grande partie, les forêts du bassin du Congo appartiennent à l'ensemble des forêts Guinéo-Congolaises dont elles constituent plus de 80% de la superficie totale.

Celles du bassin du Congo en Afrique Centrale forment le deuxième massif forestier tropical après la forêt amazonienne. Elle couvre plus de deux millions de km² et est partagée entre six pays qui sont : Cameroun, le Centrafrique, le Congo Brazzaville, le Congo Kinshasa, le Gabon et la Guinée équatoriale.

En raison de la surexploitation du bois, notamment par les entreprises étrangères, la déforestation est importante, les dégâts écologiques avec une diminution de la biodiversité mais les conséquences sont aussi économiques avec la perte de ressources financières à long terme (www.wikipedia.org/forêt du bassin du Congo). Les forêts du bassin du Congo, vaste de plus de 6.000.000 km² forment le deuxième plus grand massif de forêts tropicales denses dans le monde et elles sont considérée comme « comme poumon » vert de la planète.

L'Afrique Centrale abrite la deuxième plus grande étendue de forêt tropicale humide du monde, sur une superficie de près de 2 millions km² (Mayaux, et al., 1998). Le bassin du Congo est majoritairement couvert de vaste zones encore ininterrompues de forêts humides qui vont du Golfe de Guinée au rift Albertin. Elles sont marquées par la présence de la partie centrale du bassin du Congo et par deux régions montagneuses au Cameroun et dans l'Est de République Démocratique du Congo. La région centrale se caractérise par des taux de déforestation limités, résultant d'abattages localisés associés aux activités agricoles itinérantes (Mayaux, et al., 2003 ; Hansen, et al.,2008).

Cette situation peut s'expliquer par l'absence de grands marchés locaux pour les produits forestiers et par la faiblesse des infrastructures de transport dans la zone. A contrario, les zones côtières d'Afrique centrale ont été confrontées à une exploitation forestière plus intensive. Dans ces zones, la croissance démographique et expansion des activités agricoles, ainsi que l'émergence de débouchés commerciaux, ont exercé une forte pression sur les ressources forestières.

Jusqu'au milieu des années 1990, cette compréhension générale de l'évolution du couvert forestier dans le bassin du Congo était basée sur des informations éparses et limitées, sans référence à des délimitations spatiales précises et actualisées sur l'état et l'évolution du couvert forestier en Afrique centrale a souvent été considéré comme un obstacle majeur à l'élaboration de politiques de gestion forestière efficaces dans la région. Au cours de ces dernières années, une attention particulière a donc été accordée aux efforts visant à améliorer les capacités nationales et régionales de suivi des forêts et de l'affectation des terres (Mayaux, et al.,1998). La délimitation précise des forêts du bassin du Congo est également requise pour fournir une information pertinente aux applications scientifiques globales et aux politiques environnementales régionales (Rapport annuel sur Etat de la forêt du bassin du congo,2010).

II. Ecosystème, Biodiversité et Environnement

II.1. Ecosystème

Un écosystème est une unité écologique fonctionnelle qui regroupe une communauté animale et végétale (biocénose) et le milieu que cette communauté occupe (biotope). La biocénose et le biotope constituent deux éléments indissociables qui réagissent l'un sur l'autre pour former un système plus ou moins stable : l'écosystème. Ainsi, un étang et une forêt constituent chacun un écosystème. L'ensemble des écosystèmes forme la biosphère, mince couche superficielle de la terre occupée par les êtres vivants. Le terme d'écosystème a été proposé par le botaniste anglais George Tansley en 1935, celui de microcosme par l'américain Forbes (1877) et biogéocénose par l'école russe en 1942.

Ces deux derniers sont pratiquement synonymes d'écosystème, mais ils n'ont pas eu le même succès, ils sont tombés dans l'oubli.

II.1.1. Biotope

Un biotope est le lieu physique et chimique dans lequel vivent les végétaux et les animaux. Ce milieu est l'élément non vivant ou abiotique de l'écosystème. Il renferme la totalité des ressources nécessaires à la vie. Le biotope varie selon les écosystèmes. Dans un étang, il est composé d'eau et surséances dissoutes (oxygène, gaz carbonique, et seuls minéraux). Dans un écosystème forestier, le biotope est constitué du sol qui permet l'enracinement des plantes et qui leur procure l'eau et sels minéraux indispensables et de l'atmosphère qui fournit l'oxygène, le gaz carbonique, également indispensable (Daget et Gordon, 1974).

II.1.2. Biocénose

Le second élément de l'écosystème comprend l'ensemble des êtres vivants, végétaux, animaux et micro-organismes, qui trouvent dans le milieu des conditions leur permettant de vivre et de se reproduire. L'ensemble de ces êtres vivants constitue une communauté (terme surtout employé en Amérique) ou une biocénose (terme utilisé en France). La biocénose est un ensemble plus ou moins riche en espèces êtres, entre lesquelles existent des liens d'interdépendance qui se manifestent par la compétition, les relations tropiques (les uns mangent les autres), la symbiose. Les trois catégories d'organismes d'une biocénose sont les producteurs les végétaux chlorophylliens, les consommateurs (animaux herbivores et carnivores), les décomposeurs (champignons, bactéries et certains animaux).

Une biocénose comporte plusieurs caractéristiques qui sont d'ordres spécifiques ou statistiques. Il faut considérer le fait que la présence de biocénoses et même leur taille dépendent des variations et fluctuations annuelles ou saisonnières qui caractérisent un espace bien déterminé (Nkongolo, 2009, p.31).

II.2. Biodiversité

Le terme biodiversité désigne une variété et une diversité du monde vivant. C'est aussi une manière de designer la vie sur terre qui a un point de départ ; du niveau que l'on peut considérer comme initial hormis l'aspect divin. Des molécules essentielles à la vie jusqu'à l'écosystème, les étapes intermédiaires passent d'abord par la diversité des gènes, par celle des espèces et enfin par celles des écosystèmes. Sur base d'un certain nombre des critères, les taxonomistes ont établi la diversité des espèces au règne en passant par le genre et famille. La biodiversité des espèces se particularise par le fait qu'elle est fonction soit de la spécificité, soit de l'endémisme, soit de l'éloignement géographique.

II.3. Environnement

L'environnement est tout ce qui nous entoure. C'est l'ensemble des éléments naturels et artificiels au sein desquels se déroule la vie humaine. Avec les enjeux écologiques actuels, le terme environnement tend actuellement à prendre une dimension de plus en plus mondiale. Etymologiquement parlant, le terme « environnement » trouve son origine dans le grec, le latin et gaulois. Le terme environnement est polysémique, c'est-à-dire qu'il recouvre aujourd'hui de nombreuses acceptations. On doit distinguer l'évolution du mot et l'évolution du sens.

Environnement » vient du terme virer (tourner) qui trouve son origine dans le grec gyros (cercle, tour) puis dans sa transformation latine gyrare et gyrum ; dans le latin virare, vibrare (tournoyer) ; dans le gaulois viria anneau, bracelet). Les trois origines se sont mélangées avec le temps. De virer, l'ancien français a fait viron signifiant tour ou ronde. Puis, le préfixe en a été ajouté à viron pour donner enviro : entour, autour 'attesté en 1080) qui provient de la transformation de in gyrum et de envirum (attesté en 980). D'environ on a fait environner (faire le tour), attesté au XIIe siècle. Environ aux pluriels environs signifiait alentours. Puis à l'entour a pris la forme d'environnement avec deux « n » (attesté en 1154) (Carlo, et al., 2003, p.33).

Pour prendre son deuxième « n » et donner environnement (action d'environner, résultat de cette action) ou environnements (tours, circuits, voire détours), attesté au XIIe siècle au XVIe siècle. Durant toute cette évolution étymologique, de virer, viron, environ, environner, environnement, environnements, environnent, le radical vir a toujours signifié la forme du tour et de l'arrondi, qui a donné entour, autour, contours, et par extension tous les contours voire l'ensemble des contours. Aujourd'hui la définition d'environnement traduit encore cette idée de tour, entour, d'alentours, d'autour. Le ce qui autour, le ce qui fait le tour le ce qui forme le tour et le ce qui est dans l'entour traduisent bien le concept de milieu à échelle locale et le concept de géosphère, biosphère, d'écosphère et de techno sphère à l'échelle globale.

On peut donc remarquer que du simple mouvement (tourner, tournoyer, faire le tour), à la simple forme (entour, contours, anneau) qui traduirait davantage un contenant, nouveau terme d'environnement a peu à peu désigné non seulement le mouvement et contenant, mais aussi le contenu. Ainsi, le terme anglo-américain environnement est directement tiré du vieux français environnement. Le terme français environnement a été traduit en latin depuis cinq siècles déjà par Robert Estienne dans son dictionnaire Français-latin (1539, p.183). On y lit textuellement environnement : circudatio, circonscriptioterrae, stipatio. L'histoire du mot et de ses sens peut donc remonter assez loin dans le temps.

III. Les causes du réchauffement climatique

Bien que controversés par des chercheurs dont certains émettent l'hypothèse selon laquelle le réchauffement climatique serait dû à des fluctuations de l'activité solaire (Hemarejos,1997, p.12). Mais les conclusions du rapport de 2001 des scientifiques du GIEC attestent que la cause la plus probable du réchauffement climatique dans la seconde moitié du vingtième siècle serait le forçage anthropique c"est-à-dire l'augmentation dans l'atmosphère des gaz à effet de serre résultant des activités humaines. Le degré de certitude a été augmenté dans le rapport 2007 du GIEC qui, une fois de plus, estime que le réchauffement climatique soit dû aux activités anthropiques.

III.1. Sur le plan forestier

La république Démocratique du Congo est l'un des plus grands pays d'Afrique centrale, s'étendant sur 2.345.409km2. Elle partage près de 9000km avec 6 pays du bassin du Congo, elle connait une gamme climatique qui englobe le climat équatorial, le climat tropical et de montagne. La température moyenne oscille entre 24°C et 26°C, les extrêmes s'échelonnent entre 30°C à 35°C d'un côté, et entre 15°C à 20°C de l'autre sur les hautes terres. Elle abrite également plus ou moins 155 millions d'hectares de forêts réparties en quatre grands écosystèmes : Les forêts denses humides ; Les forêts montagnes ; Les forêts claires (de type miombo) ; et ; La mosaïque savane-forêts congolaises constitue les deux tiers du bloc massif forestier du bassin du Congo et deuxième plus vaste massif tropical au monde après celui de l'Amazonie, grâce auquel elles séquestrent d'avantage le Co2 qu'elles n'émettent et ces émissions de gaz à effet de serre relativement faible provenant avant tout de la déforestation (environ 80%) et des feux de brousse (De Wasseige, et al., 2010, p.174).

IV. Activités humaines et détérioration naturelle

IV.1. Activités humaines

IV.1.1. Déforestation

La déforestation veut dire tout simplement un processus de séquestration de Carbone dans les forêts inversées par les coupes, le brulis et la dégradation qui entrainent la mort d'arbres et leur décomposition : le carbone séquestré est ainsi renvoyé à l'atmosphère. De plus, la conversion des forêts en terre agricole libère le carbone contenu dans le sol. Environ 13 millions d'hectares de forêts sont rasés chaque année dans le monde.

Les émissions annuelles de gaz à effet de serre (GES) causées par cette déforestation et autres types de changement d'affectation des terres représentent environ 15% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, davantage que le secteur des transports. La dégradation des forêts n'est pas à négliger : bien qu'elle soit plus difficile à qualifier que la perte pure et simple d'une forêt, elle serait responsable d'au moins 20% des émissions forestières de GES.

Au niveau mondial, le carbone stocké dans la biomasse forestière a diminué d'environ 0,5 giga tonne (Gt) chaque année sur la période 2005-2010, à cause essentiellement de l'amenuisement de la superficie forestière mondiale (FAO, évaluation des ressources forestières mondiale 2010 [105]. La déforestation permanente crée aussi des déséquilibres et peut augmenter l'effet de serre de plusieurs façons. Que les arbres abattus soient brulés ou qu'ils se décomposent naturellement, il n'y aura rien pour absorber le carbone émis par les arbres coupés, et ceci fera augmenter les quantités de Co^2 dans l'atmosphère.

IV.1.2. De gradation

C'est une technique du déboisement par brulis et destinée à supprimer la forêt au bénéfice de l'agriculture ou d'autres utilisation du sol. Elle porte une grave atteinte à l'environnement. Les quantités de carbone rejetées dans l'atmosphère accroissent l'effet de serre. La destruction de tous les arbres et des strates inferieures supprime les habitants de la faune.

[105] (htt://foris.fao.org/static/data/fra2010/keyfindings-fr.pdf)

L'absence de protection du sol accélère l'érosion, augmente la charge sédimentaire des cours d'eau et aggrave ainsi les crues saisonnières (Madilu kansoka, 2013, p.13). Dans la structure de la terre, le sol occupe une mince couche située à la frontière su sous-sol et de l'atmosphère (troposphère). Il est donc un des substrats qui supportent tout le poids de l'existence des êtres vivants. Avec les besoins de l'humanité qui s'accroissent au jour le jour, la vitesse de la dégradation du sol n'a pas la mesure avec les précautions de son maintien. Et aussi, il faut noter que là où la dégradation des sols est accentuée, il a une implication sur la circulation des eaux (Nkongolo, 2009, p.54). Force est de constater qu'à chaque action négative de l'homme sur les sols s'en suit un impact négatif direct sur ceux-ci et indirect sur la circulation de l'eau.

IV.2. Détérioration

IV.2.1. Effet de serre

Par définition, un effet de serre est un processus naturel résultant de l'influence de l'atmosphère sur les différents flux théoriques contribuant aux températures qu'au sol d'une planète (Nkongolo, 2009, p.54). La prise en compte de ce mécanisme est nécessaire pour expliquer les températures observées à la surface de la terre et de venus. Dans le système solaire, l'essentiel de l'énergie thermique reçue par une planète provient du rayonnement solaire et, en absence d'atmosphère, une planète rayonne idéalement comme un corps noir, l'atmosphère d'une planète absorbe et réfléchit une partie de son rayonnement modifiant ainsi l'équilibre thermique. Ainsi, l'atmosphère isole la terre du vide spatial comme une série isole les planètes de l'air extérieur.

L'expression effet de serre résulte d'une analogie entre l'atmosphère et les parois d'une serre. Son usage s'est étendu dans le cadre de la vulgarisation du réchauffement climatique causé par le gaz à effet de serre qui bloque et réfléchisse une partie du rayonnement thermique. Or le bilan thermique d'une serre s'explique essentiellement par une analyse de la convection et non du rayonnement : les chaleurs s'accumulent à l'intérieur de la serre car les parois bloquent les échanges convectifs entre l'intérieur et l'extérieur.

Aussi, le terme scientifique, utilisé par la communauté des climatologues pour décrire l'influence des gaz à effet de serre, composants de l'atmosphère bloquant le rayonnement infrarouge, sur le bilan thermique de la terre, est forçage. Les températures terrestres résultent d'interactions complexes entre les rapports solaires perturbés par les cycles de l'orbite terrestre, de l'effet albédo de l'atmosphère, des courants de convection de leur concentration dans l'atmosphère terrestre est un des facteurs à l'origine de recentré réchauffement climatique.

IV.2.2. Les contraintes pour l'homme

Des nombreuses contraintes sont à pouvoir pour l'homme : Déplacement des populations dû à l'augmentation du niveau des mers (risques d'inondations) ; Développement des maladies d'origines hydriques ; Par suite de la sècheresse, les populations éprouvent des difficultés d'approvisionnement en eau et en nourriture ; Augmentation des catastrophes naturelles : vent, inondation…(le Figaro par Laurie, Mathilde, Mégane et Perrine).

V. Conséquences planétaires négatives

5.1. Sur le plan écologique: Les risques d'inondation accrus, à la fois cause de l'élévation du niveau de mer et modification du climat. Une diminution des ressources en eau dans la plupart des régions sèches tropicales et subtropicales. L'augmentation des feux de la forêt durant des étés plus chauds. La disparition des nombreuses espèces sur la planète.

5.2. Sur le plan politique

Les réchauffements climatiques pourraient entrainer des phénomènes de déstabilisation mondiales avec des risques de : Guerre civiles (conflits armées) ; Conflits dû politiques ; Conflits frontaliers ; Conflits ethniques Développements industriels et urbain anarchique (Fuchs, 2003, p.142).

5.3. Conséquences positives sur la planète

Certes, les conséquences positives du réchauffement climatique sont nombreuses, mais dans notre recherche, nous énumèrerons que quelques-unes, notamment : Une faible mortalité hivernale aux moyennes et hautes latitudes ; Augmentation éventuelle des ressources en eau dans certaines régions sèches tropicales et subtropicales ; Une hausse de rendement agricole potentiel dans certaines régions aux altitudes moyennes d'un réchauffement faible (Pnue, 2003).

6.1. Sur le plan environnemental

. En d'autres termes, les forêts de la RDC occupent environ 57% de la superficie du territoire national, soit 7% de l'ensemble des forêts tropicales du monde, 47% de celles de l'Afrique et 58% de celles du bassin du Congo (Matanda, 2003).

Cette taille des forêts du bassin du Congo contribue au maintien de l'équilibre environnemental contre les réchauffements climatiques, pas totalement mais partiellement.

6.2. Sur le plan écologique

La forêt est en danger à cause de la déforestation mais la biodiversité des forêts du bassin du Congo est important du fait que la majeure partie de leur faune et flore n'existe pas ailleurs sur la planète, non seulement au niveau des espèces mais aussi au niveau du genre et dans une certaine mesure au niveau des familles, comme par exemple les éléphants d'Afrique et buffles ainsi que des espèces endémiques ou quasi endémiques comme les okapi, les bonobos, et les gorilles, qui sont les espèces rares (Rapport sur les forêts du bassin du Congo, 2010). Ces forêts peuvent donc participer de manière concrète dans la lutte contre le réchauffement climatique pour préserver l'équilibre environnemental. Elles jouent en effet un rôle crucial dans le changement climatique en séquestrant ou en stockant des grandes quantités de carbone au fur et à mesure de leur croissance (Mova Sakanyi, et al., 2010, p.27).

VII.LES STRATEGIES DES CONCERTATIONS MONDIALES DE LUTTE CONTRE LE CHANGELMENT CLIMATIQUE

7.1. REDD est un mécanisme de financement auquel la RDC s'est résolument engagée depuis 2009 et ayant des objectifs de contribues à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, de réduire la pauvreté et de gérer durablement ses ressources forestières, en prenant en compte la valorisation des services environnementales social stratégique du processus (REDD).

Ce mécanisme se propose un nouveau cadre de travail afin de permettre au pays d'inverser sa tendance historique de perte de forêt. Au regard de ces objectifs, il est important qu'une évaluation environnementale et sociale stratégique de ce processus soit réalisée afin de s'assurer que les investissements dans l'avenir dans le domaine de la réduction de déforestations et dégradations (REDD) aillent dans le sens du développent durable.

L'objectif de l'évaluation environnementale stratégique de REDD+(EESS) définie dans le STDR est donné comme suit : « l'objectif global de l'EESS est d'identifier les opportunités pouvant découler de la mise en œuvre du processus REDD en RDC, d'identifier des alternatives aux possibles impacts sociaux et environnementaux négatifs de la mise en œuvre du processus REDD, de mettre en place un cadre de gestion environnementale et sociale pour la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD ». Hormis cela, l'EESS doit permettre de produire une série des documents cadres qui permettront au programme et projets qui découleront de la stratégie de satisfaire à la règlementation nationale en matière de gestion environnementale et sociale et aux politiques de sauvegarde du groupe de la banque mondiale impliqué dans le financement de programme et projet en lien avec le processus REDD+ (Rapport de base analyse environnementale social stratégique du processus REDD+).

7.2. Le fonds national REDD

Dans un pays comme la République Démocratique du Congo, le fonds national REDD est pressenti pour servir de bras financier à la stratégie nationale REDD en RDC (Samuelson et Nordhaus, 1998, 2008).

Les objectifs spécifiques actuellement considérés du fonds sont les suivants : Mobiliser les sources de financement nécessaires à l'attente des objectifs nationaux de la REDD et au renforcement du leadership de la RDC dans ce domaine.

Combiner les sources des financements publiques et privés, multilatérales et bilatérales, y compris les financements innovants, afin de maximiser la capacité du pays à avancer les priorités nationales sur la REDD. Accroitre les capacités de coordination du gouvernement pour une mise en œuvre rapide, cohérente et efficace des activités identifiées comme prioritaires par le plan national d'investissement de la REDD. Appuyer les activités qui permettent de mesurer, notifier et vérifier de façon continue et transparente les résultats des activités financières par le fonds conformément aux standards de l'ONU-REDD, en encourageant une gestion basée sur la performance des marchés de carbones.

A l'origine de 30% des missions mondiales de gaz à effet de serre, l'agriculture représente un potentiel considérable de réduction des émissions, c'est aussi le premier secteur touché par le défi du réchauffement climatique(www.awf.org/rapport de base analyse environnement stratégique du processus REDD.

Conclusion

Nous voici au terme de cette étude qui a porté sur » les forêts du bassin du Congo et l'équilibre environnemental », nous n'avions aucune prétention de faire une analyse exhaustive des enjeux combien néfaste provoqués par le rationnel de l'environnement. C'est pourquoi, du point de vue purement environnemental, il nous est apparu important que les Etats du monde puissent adopter un accord contenant des règles juridique s contraignantes et applicables à tous et pour tous avec un ferme respect de leurs engagements pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre.

Ensuite, chaque pays du monde devra ratifier par son parlement ses propres engagements qui devront être effectifs, dont l'objectif ultime de cet engagement est de limiter le réchauffement climatique de la période préindustrielle à 2°C degrés même si pour l'instant, cette ambition reste théorique. Ainsi, pour faire face à cette augmentation de gaz à effet de serre sur notre planète, il est important que tout le monde prenne des décisions efficaces pour éviter la confusion qui règne dans presque tous les secteurs. Aujourd'hui le réchauffement climatique est un problème grave qui nécessite la vie ou l'enterrement de notre planète. Alors que pour préserver un équilibre environnemental, les forêts du bassin du Congo jouent un rôle très capital dans la conservation de la nature. Les forêts du bassin du Congo doivent être considérées comme un patrimoine mondial à travers ces faunes et flores que regorge de cette partie de la planète et qui est important pour le dégagement de l'oxygène dans la survie des êtres humains. Car la forêt est un lieu de vie des peuples.

Références Bibliographies

I. Ouvrages

DAGET P. et GORDON M. (1974), vocabulaire d'écologie, Paris, éd. Hachette.
DE WASSEIGE C., et Alii (2008), les forêts du bassin du Congo, états des forêts, Belgique, SE.
ESTIENNE R. (1539), dictionnaire français-latin
FUCHS O. (2003), pour une définition communautaire de la possibilité environnementale (comment appliquer les principes pollueur-payer ?), Paris, Harmattan.
FAO (2012), « Forest Ressources Assessment ».
MADILU KANSOKA J. (2013), Analyse critique des mécanismes internationaux de lutte contre le réchauffement climatique : enjeux et suggestions, cas du traité de Durban, TFC, unikin.
MOVA SAKANYI H., et Alii (2010), « cinquantenaire de l'indépendance de la RDC », in magasine carrefour Congo, Bruxelles.
Rapport de base analyse environnementale sociale stratégique du processus REDD+.

II. Webographie

Source : le figaro par laurie, Mathilde, Mégane et Perrine.
www.awf.org/rapport de base analyse environnement stratégique du processus REDD.
www.wikipedia.org/forêt du bassin du Congo.

Par Ass. MADILU KANSOKA Junior

IX. LES CONSEQUENCES DE LA PENSEE HEBRAÏQUE DANS LE NOUVEAU TESTAMENT

Par **BITARAKA SEREME JEAN**

Biographie de l'auteur

BITARAKA SEREME *est pasteur au sein de la 8e Communauté des Églises de Pentecôte en Afrique Centrale (CEPAC) depuis 2002. Actuellement, il exerce son ministère pastoral à la Paroisse YUDEA de Goma, où il allie service spirituel, enseignement théologique et engagement académique.*

Son parcours académique témoigne d'une interdisciplinarité remarquable. Diplômé en Mathématiques et Physique, il a d'abord jeté les bases d'une solide rigueur scientifique. Il a ensuite poursuivi des études en Sciences Infirmières, sanctionnées par un grade de gradué, puis a obtenu une licence en Santé et Développement Communautaire, développant ainsi une expertise dans le domaine biomédical et social. Parallèlement, il s'est engagé dans une riche formation théologique : il est successivement devenu gradué et licencié en Théologie à l'Université Protestante Libre des Pays de Grands Lacs (UPLG),

avant de compléter un Master en Théologie Biblique, avec une spécialisation dans l'Ancien Testament, au New Convenant International University Theology and Seminary aux États-Unis.
Pasteur-enseignant, SEREME conjugue foi et science dans sa carrière académique et ecclésiastique. Il est actuellement enseignant à l'Institut Supérieur Médical de Masisi et à l'Université Protestante en Afrique, où il transmet ses connaissances aussi bien dans le domaine médical que théologique. Son profil hybride, à la croisée des sciences exactes, de la santé et de la théologie, en fait une figure singulière dans le paysage académique et ecclésial congolais. Sur le plan de la recherche et de la production intellectuelle, BITARAKA SEREME est auteur de plusieurs articles et ouvrages théologiques et scientifiques. Ses écrits abordent notamment les conséquences de la pensée hébraïque dans le Nouveau Testament, les particularités de l'interprétation des Écritures dans une perspective africaine, ainsi que les liens entre sciences modernes, foi chrétienne et développement communautaire. Son travail contribue ainsi à une relecture critique et contextualisée de la Bible, visant à dégager sa pertinence pour les sociétés africaines contemporaines. Au cœur de sa recherche se trouve la promotion de la pensée hébraïque dans la vie chrétienne. Selon lui, lire et interpréter la Bible exige de se replacer dans la pensée des auteurs bibliques, profondément ancrée dans la culture sémitique originelle.

Il critique la tendance dominante qui consiste à interpréter la Bible à travers la pensée grecque, marquée par le dualisme la séparation du spirituel et du matériel et l'individualisme une conception du salut strictement personnel.

Alors que dans la pensée grecque, le salut est conçu comme individuel et déconnecté du collectif, dans la pensée biblique originelle, il est une expérience communautaire et intégrale, enracinée dans l'histoire du peuple de Dieu. À travers cette démarche, SEREME milite pour un retour à l'authenticité de la lecture et de l'interprétation des Écritures, en conformité avec la culture biblique d'origine. Cette approche, qu'il qualifie de « vision du monde biblique », vise à dépasser les filtres philosophiques grecs pour retrouver l'esprit même des Écritures. Pasteur, enseignant et chercheur, BITARAKA SEREME s'impose ainsi comme une voix intellectuelle engagée dans le dialogue entre foi, sciences et culture africaine. Son œuvre contribue à la formation théologique contextuelle, au renouvellement de la pensée chrétienne et à l'ancrage biblique des pratiques communautaires en Afrique.

Résumé

Dans cet article j'ai répondu à la question Comment communiquer la révélation divine dans sa pensée des auteurs bibliques ? J'avais l'objectif de développer les principes à suivre pour communiquer la révélation divine dans la pensée des auteurs bibliques. Pour y arriver, j'ai utilisé les méthodes analytique et critique facilitée par la technique documentaire. Après l'analyse et critique des documents, j'ai trouvé les résultats selon lesquels, le lecteur de la Bible doit connaitre la langue hébraïque qui est une langue imagée et qui possède le système verbal différents des autres langues. Il doit tenir compte de l'unité dynamique de la pensée hébraïque qui est différent du dualisme de la pensée grecque.

Pour comprendre les thèmes comme salut et foi, il faut les comprendre dans la pensée hébraïque. Car, dans la pensée hébraïque, le salut est collectif et familiale et la foi n'est pas un sentiment abstrait, elle est pratique. J'ai trouvé que cette pensée hébraïque concrète et imagée a influencé les auteurs du Nouveau Testament. C'est le cas de l'Eglise considérée comme corps les écrits de Paul et chandelier d'or dans l'Apocalypse.

Introduction générale

Dans cet article, je pars de problématique de la pensée hébraïque dans la Bible confrontée à la pensée grecque dans la Bible. Après m'avoir fixés les objectifs et les méthodologies, je veux présenter la pensé hébraïque et ses conséquences dans le Nouveau Testament, puis proposer à l'église ce qu'elle doit faire pour comprendre le message divin contenu dans la Bible. La pensée hébraïque au travers de laquelle Dieu s'est révélé à l'humanité dans l'Ancien Testament *exprime des pensées profondes par des idées télescopiques en images simples et concrètes*[106]. Cette pensée a influencé les auteurs du Nouveau Testament. La pensée en image simples et concrète qui facilitait la compréhension et praticabilité de la parole de Dieu a été confrontée à la pensée *analytique des Grecs*[107] présentée en *idées simples et abstraites*[108].

[106] Lois Tverberg, *Reading the Bible with Rabbi Jesus: How a Jewish Perspective Can Transform Your Understanding* (Grand Rapids: Baker), 2019, 90.

[107] Tverberg, *Reading the Bible with Rabbi Jesus: How a Jewish Perspective Transform Your Understanding*, 83.

[108] Tverberg, *Reading the Bible with Rabbi Jesus: How a Jewish Perspective Transform Your Understanding*, 85.

La lecture biblique par l'approche analytique et abstraite des grecs l'a rendu incompréhensible, car, les partisans de cette approche veulent rationaliser tout son contenu, quelque fois paradoxal. D'où la difficulté de rendre concrète la foi chrétienne dans le monde actuel dominé par la pensée grecque. Face à cette situation où la parole de Dieu n'est plus comprise et mise en pratique par les chrétiens actuels, je me suis posé la question : Comment communiquer la révélation divine dans sa pensée des auteurs bibliques ?

Objectifs

L'objectif de ce travail est de développer les principes à suivre pour communiquer la révélation divine dans la pensée des auteurs bibliques.

Méthodologies et techniques

Dans cet article, les méthodes analytique et critiques accompagnées par la technique documentaire m'ont permis d'atteindre les objectifs. Ainsi, pour répondre à la question posée ci-haut, je vais développer les points suivants : l'imagerie concrète de la pensée hébraïque, l'unité dynamique pensée hébraïque, le salut et les conséquences de la pensée hébraïque et la foi de la pensée hébraïque dans le Nouveau Testament.

1. *L'imagerie concrète de la pensée hébraïque dans le Nouveau Testament*

Selon Lawrence N'tan, l'hébreu était une langue dont le but principal était d'aider le peuple à se rapprocher de son Créateur. [109] Pour Luther: *en langue ébraïque nous entendons Dieu parler.* [110] A ce propos, Luther ajoute qu'*une étude orientée vers l'apprentissage de cette langue pourrait à juste titre une sorte de service divin.* [111] *La langue hébraïque est la meilleure de toutes, avec le vocabulaire le plus riche et personne ne peut vraiment comprendre les Ecritures sans celle-ci.*[112] Car, bien que le Nouveau Testament soit écrit en grec, il est plein des expressions hébraïques. [113] Ce que Luther a exprimé, a été reformulée par l'hébreu chrétien Leslie Allen : *L'hébreu permet de lire l'Ancien Testament de l'intérieur au lieu de le regarder à travers la lunette d'une* [autre] *version.* Le style de vie des hébreux est centré sur l'action.[114]

Ce style de vie d'action vient de leur système de penser. Boman Thorleif[115] a trouvé les deux systèmes de penser (hébraïque et grec) à partir deux hémisphères du cerveau (gauche et droit).

---

[109] N'tan Lawrence, *Hebrew Thought Compared with Greek (Western) Thought*, 6-7. https://www.hoshanarabbah.org/pdfs/heb_grk.pdf

[110] R. Marvin Wilson, *Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*. (Grand Rapids: Eerdmans), 1989, 136.

[111] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 136.

[112] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 136.

[113] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 136.

[114] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 136.

[115] Thorleif Boman, *Hebrew Thought Compared with Greek* (New York: W. W. Norton & Company, 2002), 94.

Pour cet auteur, l'hémisphère gauche traite de l'information, de la logique et pensée intellectuelle.[116]. L'hémisphère droit traite des émotions, photos et images.[117] Le système de la pensée des hébreux est influencé par leur langue *picturale.* [118] En langue hébraïque derrière chaque mot et chaque lettre se cache une image. [119] Même l'alphabet hébraïque était à l'origine des images. [120] C'est pour cela que l'hébreu est appelé une langue de sens. [121] Par exemple, les lettres du tétragramme hwhy (YHWH), sont des lettres sacrées pour les hébreux. Par conséquent, les noms qui contiennent l'une de ces lettres sont aussi sacrés.

Par exemple, M. Hebrard justifie l'image Dieu en homme et femme en considérant la présence de lettres sacrées dans leurs noms en hébreu. En effet, vya (*Ish)*= homme contient *yod* et hV'êa== (*Ish)* = femme contient *hé. D*épourvus de ces lettres, ces deux noms forment un autre nom va (*'sh)* qui signifie le feu.[122] Selon M. Hebrard : *lorsque le couple se trouve harmonieusement formé dans le mariage, le y (yod) et le h (hé) se réunissent et, la présence de Dieu repose sur la cellule familiale réalisée par l'amour réciproque des conjoints*[123].

[116] Le système de la pensée grecque.
[117] Le système de la pensée hébraïque.
[118]Alyosha Ryabinov, *Thinking Hebraically: Uncovering 'Nuggets' in the Bible Through A Hebrew Mindset*. (Jacksonville: Storehouse Media Group), 2017, 9.
[119] Boman, *Hebrew Thought Compared with Greek*, 94.
[120] Ryabinov, *Thinking Hebraically: Uncovering 'Nuggets' in the Bible Through A Hebrew Mindset*, 9.
[121] Lawrence, *Hebrew Thought Compared with Greek (Western) Thought*, 5.
[122] M. Hebrard, *Dieu et les femmes, (*Paris, Cerf), 1982, 277.
[123] Hebrard, *Dieu et les femmes*, 277.

Au contraire, si l'homme et la femme se déchurent, le yod et le hé s'enfuient et il ne reste qu'en présence d'a l'*aleph* le v (*shin)* où nous avons un mot va (*'esh)*[124] et la famille est incendiée. Un autre exemple est le changement du nom d' ~r"_b.a; (Abram) (père élevé) en ~h'êr"b.a; (Abraham) (père de toutes les nations), Dieu y insère la lettre h (hé). L'insertion de la lettre h (hé) dans le nom d'Abram change son et son statut.[125] Ce sont ces genres de noms contenant les lettres sacrées que le Nouveau Testament attribue à Jésus ([;vuäAhy) *(yoshu'a)* et lae(WnM'î[I *(emmanuel).*

Un jour, nous avons échangé avec les étudiants autour du changement de nom d'Abram en Abraham, et avons conclu que les serviteurs encore orgueilleux, racistes, tribaux n'ont pas encore reçu la lettre sacrée. Raison pour laquelle, ils peuvent servir le Seigneur, en s'occupant d'une catégorie des personnes (Abram= Père d'une nation). Le temps où ceux-ci seront visités par Dieu, ils changeront le nom (Abraham = Père de toutes les nations). Il y a aussi des expressions dans l'Ancien Testament et Nouveau Testament qu'on ne peut pas comprendre sans chercher le sens de l'auteur dans la pensée hébraïque. Par exemple l'expression yrI+f'B.mi rf"ßb'W ym;êc'[]me(~c,[,… (*'etsem m'atsamî ûvashr mibbshrî*) *l'os de mes os la chair de ma chair* (Genèse 2 :23) cette expression exprime la fraternité dans la pensée hébraïque selon Genèse 29 :14-15.[126]

---

[124] Hebrard, *Dieu et les femmes*, 277.

[125] Pour une étude détaillée de ces genres des noms, voir les sens des noms des prophètes et d'autres personnages pieux de l'Ancien Testament.

[126] Laban lui dit: «Tu es sûrement *mes os et ma chair*», et Jacob habita pendant un mois avec lui. Laban dit à Jacob: «Me serviras-tu gratuitement parce que tu es *mon frère*? Indique-moi quels seront tes gages.»

Wilson Marvin R. soutient que le Nouveau Testament bien qu'il soit écrit en grec, il est plein des expressions hébraïques.[127] L'exemple frappant est le chiffre 666 qui correspondrait à *Neron Kesar (*נרון קסר*)*, correspondants aux valeurs numériques lettres Hébraïques (=ו=200 ר 50= נ 200=ר 60= ס 100=ק 50=נ 6).[128]

D'où 200+60+100+50+6+200+50=666. L'auteur de l'Apocalypse (13 :18) interpelle les chrétiens intelligents d'interpréter ce chiffre. Il était impossible de l'interpréter sans connaissance de la langue hébraïque. Cette technique de l'auteur d'Apocalypse est empruntée dans la culture hébraïque où on additionnait les valeurs numériques des lettres hébraïques du nom d'une personne afin de trouver sa valeur numérique. Par exemple la valeur numérique de nom rz<[<)ylia (elî'ezer) en Genèse 15 :2 est égal à trois cent dix-huit vassaux qu'Abraham a regroupé pour l'intervention de Lot en Genèse 14 :14 : r=200 z=< 7 [<)= 70 y = 10 li = 30 a. = 1 d'où 200 + 7 +70 + 10 + 30 + 1 = 318. Pour dire que le serviteur d'Abraham Eliezer valait 318 vassaux. La pensée hébraïque ne soutient pas l'idée abstraite. Par exemple, l'amour peut être un nom mais il est toujours attaché à une personne : *l'amour de Dieu* ou *l'amour de Jacob pour Rachel.*[129]

[127] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 136.

[128] L. Ngangura Manyanya, Initiation à l'hébreu biblique, Cours dispensé en G1 Théologie, 2008-2009, 3.

[129] Tverberg, *Reading the Bible with Rabbi Jesus: How a Jewish Perspective Transform Your Understanding*, 62.

En Afrique, l'amour est aussi accompagné d'un autre nom pour qu'il soit compris. Un jour j'accompagnais une fille traumatisée par le divorce de ses parents et la violence sexuelle qu'elle a subie. Cette fille me disait qu'elle ne s'épousera pas, parce qu'elle n'aimait pas les hommes. Quand j'ai lui ai demandé pourquoi elle manifeste l'amour envers moi, elle m'a répondu qu'elle m'aime l'amour d'un parent non de fiancé ou de mari. Pour faire comprendre ce que les auteurs hébreux de la Bible écrivaient, Wilson soutient que ces auteurs n'étaient pas tellement intéressés par les détails. Il s'agissait principalement d'une description de ce que l'œil voit plutôt que ce que l'esprit spécule.[130] Pour eux, la vérité n'était pas tant une idée à contempler qu'une expérience à vivre, un acte à accomplir.[131] A ce sujet Tverberg Lois dit que le proverbe, *le stylo est plus puissant que l'épée.*[132]

Conviendrait dans la culture hébraïque, où les idées sont exprimés comme des proverbes construits à partir d'images concrètes. [133] La vérité de ce proverbe ne vient pas de la façon dont il est parfaitement lié dans son ensemble. Sa vérité découle de la réalité qu'il décrit. Il décrit ce qu'un écrit peut faire pour changer le monde qu'un bataillon des militaires.[134] L'emploie de ces images est couramment utilisée en Afrique.

---

[130] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 144.

[131] Lawrence, *Hebrew Thought Compared with Greek (Western) Thought*, 4.

[132] Tverberg, *Reading the Bible with Rabbi Jesus: How a Jewish Perspective Transform Your Understanding*, 96.

[133] Tverberg, *Reading the Bible with Rabbi Jesus: How a Jewish Perspective Transform Your Understanding*, 96.

[134] Tverberg, *Reading the Bible with Rabbi Jesus: How a Jewish Perspective Transform Your Understanding*, 96.

Par exemple, un adage rwandais dit : *aho urukundo ruri uruho rw'imbaragasa rwiyorosa barindwi,* c'est-à-dire là où il y a l'amour, la peau d'une chique couvre sept personnes.

Pour dire qu'avec l'amour rien n'impossible. La pensée hébraïque des images concrètes tirées dans la vie courante a été utilisée par Jésus, Paul et Jean. Par exemple Jésus utilisait les images. Une parabole qui a été même incompréhensible à ses contemporains juifs est celle du semeur en Mathieu 13 : 1-23, où l'image de la parole est la semence, les différentes terres qui reçoivent la semence sont des cœurs. Pour expliquer la doctrine de la résurrection en 1 Corinthiens 15, 35-45, Paul part de la pourriture de la graine semée avant qu'elle reprenne la vie. Quant à Jean, pour présenter les forces qui combattent l'église en Apocalypse 13, il emploie les images tirées de Daniel 7. Il combine les quatre royaumes qui ont dominé le monde en une bête terrifiante à la fois en dix cornes et sept têtes, léopard, ours, lion.

2. Unité dynamique de la pensée hébraïque dans le Nouveau Testament

La conscience de la totalité est importante chez les hébreux. Cette conscience est la clé qui ouvre les secrets de la langue hébraïque. Elle régit ce qui est la conception normale de l'homme considéré comme une unité de pouvoir vital, c'est-à-dire « corps et âme »[135] inséparable.

[135] R. Aubrey Johnson, *The Vitality of the Individual in the Thought of Ancient Israel* (Cardiff: University of Wales Press), 1964, 21.

La pensée hébraïque de l'unité dynamique facilite la compréhension de l'unité du peuple de Dieu, l'unité de la vie conjugale qui ne peuvent pas être expliquées par la logique intellectuelle grecque. En effet, le platonisme soutient qu'il y a deux mondes : le monde visible, matériel et le monde invisible et spirituel. Le monde matériel est inférieur à celui du spirituel. Dans cette conception, l'âme humaine provient du royaume céleste, d'où elle est tombée dans le domaine de la matière. La pensée dualiste de Platon assimile le corps à une prison pour l'âme. Le salut vient à la mort, quand l'âme s'échappe du corps et s'envole vers le ciel. [136] Contrairement à cette pensée dualiste grecque, dans la pensée hébraïque, l'homme est conçu comme une unité de puissance vitale. [137] Pour l'hébreu, la spiritualité n'était pas exercée la foi privée. Il s'agissait plutôt d'être pleinement humain, habilité au service de Dieu et à l'humanité. [138] L'Ancien Testament et le Nouveau Testament soutiennent l'unité inséparable de l'homme.

Par exemple, Jésus soutient que l'homme est un tout indivisible en reprenant le *shema* Israël de Deutéronome 6 :5, en Luc 10 : 27[139] pour enseigner les conditions d'hériter la vie éternelle. Pour Jésus, il faut que l'amour de Dieu soit manifeste dans tous les domaines de l'être humain (cœur, âme et force).

[136] Jacques Brunschwig, and E.R. Lloyd Geoffrey, A *Guide to Greek Thought: Major Figures and Trends* (London: Belknap), 2003, 339.

[137] Boman, *Hebrew Thought Compared with Greek*, 103.

[138] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith,* 176.

[139] *Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme de toute ta force et de toute ta pensée,…*

Et dans sa prière sacerdotale, il prie pour l'unité de l'église de tout le temps : *Je ne prie pas seulement pour eux, je prie aussi pour ceux qui, grâce à leur parole croiront en moi : que tous soient un,…*(Jn 17 : 20-21)

De sa part, Paul soutient la considération du corps et dit qu'il est le corps *temple du Saint Esprit* (1 Cor 6 : 19). Ainsi, l'idée paulinienne de l'église en tant que corps est enracinée dans le concept de la personnalité morale de l'Ancien Testament. Comme dans la communauté hébraïque d'autrefois, l'individu incorpore en lui-même le groupe et construit son identité,[140] dans l'église est appelé aussi « le peuple de Dieu » (1 Pierre 2:10) et celle-ci doit fonctionner avec la conscience communautaire.[141]

Pour ce qui est l'unité dans la vie conjugale, les grecques considéraient la femme comme une malédiction éternelle. Selon la *Théogonie* d'Hésiode, il a été un temps sur la terre où les hommes vivaient en paix en paradis sans femmes.

Ce paradis a cessé lorsque Prométhée a volé le feu de dieux de l'Olympe et l'a partagé avec des hommes. Dans sa rage revendicative, Zeus a conçu la pire des châtiments. Il a créé la femme nommée Pandore pour qu'elle devienne la malédiction éternelle de l'homme.[142] Par cette conception grecque, la vie conjugale a été considérée comme un mode de vie inférieur, car c'était une concession à impulsions physiques.

---

[140]Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 189.

[141] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 189.

[142] D. Hamilton, « Les filles Pandore », in L. Cunninghm et D. Hamilton, *Et pourquoi pas les femmes ?*, (Hyverdone, Jeunesse en mission), 2007, 72.

A travers l'influence subtile du dualisme, le mariage a été rétrogradé et n'était plus considéré comme l'un des bons dons de Dieu selon Genèse 1:31 pour être une relation en statut douteux.[143] Contraire à la pensée grecque sur la vie conjugale, la pensée hébraïque considère le couple comme une unité sacrée. Selon Genèse 5 :2, dès la création Dieu a donné le nom d'Adam pour désigner à la fois l'homme et la femme.[144] La femme est l'*azer* (aide) de l'homme. Jésus souligne cette unité de l'homme et la femme en Marc 10 : 9 : *l'homme ne sépare pas ceux que Dieu a uni.*[145] Malheureusement, il y a des chrétiens qui ont tourné vers le dualisme grec en considérant la vie conjugale, comme une vie inférieure. L'exemple concret, c'est la vie de célibat imposée chez les prêtres et sœurs catholiques.

3. Le salut de la pensée hébraïque dans le Nouveau Testament

Pour ce qui est du salut, les hébreux ne considéraient pas le salut comme une délivrance de ce monde comme les grecs. En tant que peuple socialement engagé, les hébreux savaient que chercher à fuir cette vie par la mort n'était pas solution permanente aux maux de ce monde [146] . Les hébreux affirmaient hardiment leur humanité donnée par Dieu. Ils ne considéraient pas la terre comme un endroit étranger, mais comme une partie de la création.

---

[143] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 175.

[144] Il les créa mâle et femelle, et les bénit; et il appela leur nom Adam, au jour qu'ils furent créés. Genèse 5 :2. Version Darby.

[145] Ce donc que Dieu a uni, que l'homme ne le sépare pas. Marc 10:9. Version Darby.

[146] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 178.

C'est sur terre que les êtres humains ont le devoir et l'appel d'accomplir leur vocation.[147] Dans la pensée hébraïque être juif, c'est d'abord appartenir à un groupe. Cette insistance biblique profondément enracinée sur le groupe est souligné par le fait que la plupart des prières juives utilise le pluriel « nous », pas le singulier « je ». La prière exprime le « cri de toute la communauté. »[148] Cela signifie que l'individu a toujours été pensé dans le collectif (famille, tribu, nation).[149]

Tous les Juifs sont mutuellement responsables les uns des autres et participent mutuellement à la vie les uns des autres. Par exemple, il est probable que Caïn savait qu'il était le gardien de son frère qu'il venait de tuer, lorsqu'il répond à Dieu *: Suis-je le gardien de mon frère ?* (Gn 4 :9b). Paul soutient *le souci les uns des autres* 1 Corinthiens 12 : 24b-25.

Le salut collectif est soutenu par Jésus chez Zachée : *Aujourd'hui, le salut est venu pour cette maison*[150] (Lc 19 :9). Jésus soutient ce type de salut avec les deux pieds sur la terre de la pensée hébraïque dans sa prière sacerdotale en Jean 17 : 15 : *Je ne te demande pas de les ôter du monde, mais de les garder du Mauvais.* Bref, la conception hébraïque du salut a une portée hautement éthique.

[147] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 178.
[148] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 187.
[149] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 187.
[150] Dans le cours de richesse et santé, j'ai trouvé la signification de la maison qui est une famille.

C'est ce que Paul enseigne aussi dans la lettre aux Romains : *Après avoir présenté d'une manière magistrale les grandes vérités sur la justification par la foi de 1 à 11, Paul explique à ses lecteurs comment ils doivent traduire en actes ces vérités dans la vie de l'église de 12 à 16.*[151] La pratique éthique chez les hébreux est la concrétisation de la foi.

4. La foi de la pensée hébraïque dans le Nouveau Testament

Selon Wilson, chez le Juif l'acte était toujours plus important que le credo.[152] Dans les paroles du célèbre bibliste Rabbi Joseph Soloveitchik dit : *nous* [les Juifs] *sommes pratiques.*[153] Pour l'esprit hébreu, la foi signifiait la confiance. Un homme de foi fait plus que croire en son cœur. Il marche dans la vie pour agir sur cette croyance. Ses assurances mentales et ses convictions sont transformées en actions. Pour les Hébreux, la foi était plus qu'une théorie. La foi était mariée à la vie de service. *Ainsi, les hébreux pouvaient servir Dieu par le travail.*[154]

La pensée hébraïque de la foi de servir Dieu dans tous les domaines de la vie est soutenue par Paul en ce termes : *Quoi que vous fassiez, travaillez-le de tout votre cœur, comme au service du Seigneur, pas pour les hommes* (Col. 3:23).[155]

---

[151] S. Andria, Romains, *Collection Commentaires Bibliques contemporains*, (Abidjan, Centre de Publication Evangélique, Cotonou, Presses Bibliques Africaines, Yaoundé, Clé, Chanois, Excelsis), 2013, 291.

[152] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 152.

[153] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 152.

[154] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 182.

[155] Wilson, *Ibidem,* 176.

Le Nouveau Testament soutient aussi que *la foi sans les actes est morte*,[156] mais aussi les actes sans foi sont comme aussi mortes.[157] Une liste non exhaustive des hommes et femmes de foi par action est dressée en Hébreu 11.

Cependant, il a été remarqué que de nombreux chrétiens, en particulier ceux qui ignorent l'arrière-plan hébraïque dans le domaine de la foi, comprennent la foi comme une activité de l'esprit. Pour ces chrétiens, "croire" ou « avoir foi » est en grande partie une question d'assentiment intellectuel à une proposition. Les Hébreux, cependant, considéraient la foi différemment.[158]

La foi chez les hébreux est un don de Dieu qui transforme et intègre l'être humain dans la société en vue de la transformer dans tous les domaines de la vie.

Nous avons conclu que lorsque le Seigneur vous confie la responsabilité d'une église plus petite soit-elle, il vous fait le grand bien qu'il faut gérer avec délicatesse. Après les calculs, les participants se sont exclamés en disant qu'il faut faire attention dans la gestion de l'église, car elle a une grande valeur devant Dieu. Au cours de l'histoire, l'église a perdu la compréhension profonde des images de la pensée hébraïque contenues dans la Bible.

---

[156] Athol Dickson, *The Gospel According to Moses: What My Jewish Friends Taught Me About Jesus* (Grand Rapids: Brazos Press) , 2003, 70.

[157] Dickson, *The Gospel According to Moses: What My Jewish Friends Taught Me About Jesus*, 80.

[158] Wilson, *Our Father Abraham: Jewish Roots of the Christian Faith*, 182.

En effet, les implications historiques de la perte de la pensée hébraïque par l'église ont eu deux conséquences en double morale : une morale supérieure pour la vie hors du monde et une morale inférieure pour la vie dans le monde. L'affirmation de toute vie comme sacrée, qui a généralement caractérisée la pensée hébraïque a été ignorée et le monde chrétien s'est divisé en clergés et en laïcs.

Conclusion

Dans ce travail, j'ai expliqué comment les auteurs du Nouveau Testament ont été conduits par la pensée hébraïque. J'ai montré les conséquences qu'a connues l'église en s'éloignant de la pensée hébraïque en s'attachant à la pensée grecque dans tous les domaines de la vie. Afin de pouvoir jouer son rôle de la lumière et du sel du monde, l'église doit réorienter la vie de la foi centrée sur la communauté, telle que décrite dans la Bible. Dans le cas contraire, la foi centrée sur la communauté risque d'être remplacée par l'individualisme sorte de foi privée (monachisme). Car, les êtres humains ont été créés pour être ainsi social, et Dieu a constitué son peuple pour fonctionner dans un corps. La vie privée de la foi, n'est pas révélation divine, c'est une construction humaine inspirée par l'individualisme grec. Une église vivante doit donc développer la conscience communautaire, comme se fait dans la pensée hébraïque. C'est par la pensée hébraïque que Dieu s'est révélé dans l'Ancien et Nouveau Testament afin de transformer le monde.

Bibliographie

Andria S., *Romains, Collection Commentaires Bibliques contemporains,* Abidjan, Centre de Publication Evangélique, Cotonou, Presses Bibliques Africaines, Yaoundé, Clé, Chanois, Excelsis, 2013.
Boman, Thorleif. *Hebrew Thought Compared with Greek*. New York: W. W. Norton & Company, 2002.
Brunschwig, Jacques and Geoffrey E.R. Lloyd, *A Guide to Greek Thought: Major Figures and Trends*. London: Belknap, 2003.
Dickson, Athol. *The Gospel According to Moses: What My Jewish Friends Taught Me About Jesus*. Grand Rapids: Brazos Press, 2003.
Hamilton D., « Les filles Pandore », in L. Cunninghm et D. Hamilton, *Et pourquoi pas les femmes ?*, Hyverdone, Jeunesse en mission, 2007.

Par **BITARAKA SEREME**

X. DISILLUSIONMENT IN AYI KWEYI ARMAH *The Beautiful Ones Are Not Yet Born*.

By **Moïse LIBAKU NABUKANGA**
Teaching Assistant at INSTITUT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE DE GOMA (ISP/GOMA) GOMA/DRC.

*Mr. **Libaku Nabukanga Moïse** was born on July 17, 1994, in Bushushu village, Kalehe Territory, Democratic Republic of the Congo. He holds a Bachelor degree from ISP/Goma, Which is translated as Goma College of Education, where He also graduated in 2023 in ELT(English Language Teaching) . He currently serves as a teaching Assistant in the same institution. With a strong passion for linguistics, literature, and applied linguistics, he has published two scientific articles: the first, co-authored with **Prof. William Sendihe**, examines classroom management challenges in Goma's secondary schools; the second, written independently, is a literary study titled "A Study of Disillusionment in Ayi Kwei Armah's The Beautiful Ones Are Not Yet Born." He is currently pursuing Master's studies in linguistics.*

Abstract
This paper is entitled Disillusionment in Ayi Kweyi Armah's The Beautiful Ones Are not yet Born. The research tackles the different ways the theme of disillusionment is portrayed in the novel under study through the different extracts. This theme is very crucial to develop since it brings the reader to understand the modern society in comparison to the narrative settings. Besides, it enlightens the reader how to develop a sense of resilience to the disappointments of the leaders in the modern society. The topic is made to seek the answer to the question; what do African people expect from their political leaders and why do African leaders behave otherwise?
In most of the African countries and regions, political leaders are selfish, they do not work for the sake of their citizens as they always promise during their propagandas during the early days of elections. Consequently, this disappointment leads to a disillusionment among African people.

Keywords*: disillusionment, cynicism, disappointment, African leaders.*

Resumé
Ce travail est intitulé La désillusion dans The Beautiful Ones Are Not Yet Born d'Ayi Kwei Armah. Cette recherche examine les différentes façons dont le thème de la désillusion est abordé dans le roman à travers divers extraits. Il s'agit d'un thème crucial à développer, car il permet au lecteur de mieux comprendre la société contemporaine en la comparant au contexte narratif de l'œuvre.

De plus, il éclaire le lecteur sur la manière de développer une forme de résilience face aux déceptions provoquées par les dirigeants dans nos sociétés modernes. Cette étude vise à répondre à la question suivante : qu'attendent les peuples africains de leurs dirigeants politiques et pourquoi ces derniers agissent-ils autrement ? Dans la plupart des pays africains, les dirigeants politiques se montrent égoïstes et ne travaillent pas réellement pour le bien-être de leurs citoyens, contrairement aux promesses faites durant les campagnes électorales. Cette trahison des attentes entraîne, chez de nombreux Africains, un profond sentiment de désillusion. Dans ce travail, notre préoccupation principale sera donc d'explorer ce phénomène à travers le roman d'Armah.

Introduction

This paper focuses on disillusionment as portrayed in the novel through different characters reactions. Disillusionment is defined as a feeling of disappointment and loss of faith or trust in something that was once believed to be true, valuable or promising. It often occurs when the reality fails to meet expectations or ideals, leading to a sense of betrayal or disenchantment. Disillusionment can arise in various contexts, such as personal relationships, societal structures, political systems, or even in one's own beliefs and aspirations. Therefore, in matching this definition with the novel The Beautiful ones was written in Ghana post-colonial period when the initial hope and aspiration for a better future are contrasted with the harsh realities of corruption, moral decay, and disillusionment that follow.

The narrator captures the sense of betrayal felt by many Ghanaians as their leaders succumb to the same vices that characterized colonial rule. In addition, the protagonist's reflections often reveal a deep-seated hopelessness about the future, suggesting that dreams of a better society may never be realized. In the same context, Arthur Miller (1949) declares: *disillusionment arises from the realization that one's life story or pursuit of success is based on false hopes.* In the definition above the author explains how disillusionment happens in the modern societies, when people boast themselves and promise fake promises, which are never fulfilled.

George Orwell (1945:112) portrays disillusionment as the betrayal of revolutionary ideals. He explains: "*The creatures outside looked from pig to man, and from man to pig…but already it was impossible to say which was which."* Orwell describes disillusionment as the fact of confusing people; in that perspective people do not happen to distinguish bad people from good ones; no one is trustworthy. Erich Maria Remarque (1929) defines disillusionment as the shattering of nationalistic or heroic ideals in the face of brutal reality. He claims:

"We loved our country as much as they;
We went courageously into every action;
Also we distinguished the false from the true,
We had suddenly learned to see."

It is obvious in the definition above that; disillusionment brings people to be hopeless and discouraged. When people make efforts to live the change, to work hard for improvement, they get disappointed after all. Finally, they decide to shut up and undergo the decisions from the conquerors.

Theoretical consideration of disillusionment in Africa

Disillusionment in Africa is a complex and multi-layered concept, often linked to the failure of post-independence promises, ongoing socio-political struggles, and persistent economic challenges. Theoretically, this concept is explored through various academic lenses, including postcolonial theory, development theory, political science, and African philosophy. It reflects the collective psychological and ideological shift from hope to skepticism, particularly regarding governance, development, and the role of the state.

Postcolonial Theory

Postcolonial theory offers a foundational perspective on disillusionment in Africa. Thinkers like Frantz Fanon (1961), Ngũgĩ wa Thiong'o (1986), and Achille Mbembe examine how the euphoria of independence quickly turned into despair as the colonial power structures were replaced by neo-colonial or authoritarian regimes. Fanon warned about the rise of a national bourgeoisie that mimics colonial masters and perpetuates exploitation. This "betrayal of independence" creates widespread disillusionment among the masses who had expected liberation and transformation.

Dependency and Neo-colonialism

Dependency theorists such as Walter Rodney and Samir Amin argue that Africa's continued economic underdevelopment is a result of its structural dependence on the West. Despite political independence, African economies remain tied to global capitalist systems that prioritize raw material extraction and market exploitation.

Disillusionment arises from the realization that independence did not translate into true sovereignty or economic autonomy. Neo-colonialism describes how former colonial powers continue to control African countries indirectly. Through economic pressures, multinational corporations, military alliances, and foreign aid-despite formal independence. Kwame Nkrumah, (1965) said: *the essence of neocolonialism is that the state which subject to it is…..in theory independent and has all the outward trappings of international sovereignty. In reality its political policy is directed from outside.*

Modernization Theory and Its Critique

Modernization theory posited that all societies follow a linear path of development like Western nations. In the African context, this theory failed to account for historical, cultural, and structural differences. The lack of expected progress led to widespread frustration and disillusionment. Critics argue that this theory imposed unrealistic expectations and ignored local knowledge and indigenous development paths.

Political Disillusionment and Governance

Many African nations experienced a decline in democratic governance shortly after independence, with coups d'états, civil wars, and long-standing dictatorships becoming prevalent. The promise of participatory politics, justice, and equality gave way to corruption, nepotism, and repression. This political failure significantly contributes to a sense of betrayal and hopelessness, especially among youth.

African Renaissance and Pan-African Ideals

The ideals of the African Renaissance and Pan-Africanism, championed by leaders like Kwame Nkrumah and Julius Nyerere, envisioned a united, prosperous, and self-reliant continent. The theoretical framework emphasized unity, cultural revival, and economic cooperation. The inability to realize these ideals due to internal divisions, leadership failures, and external interventions has led to ideological and practical disillusionment.

Disillusionment among African Youth

Recent studies focus on the disillusionment of African youth, who face unemployment, limited opportunities, and exclusion from political processes. Theories of generational change and youth agency highlight how disillusionment can lead to either apathy or radicalization. Migration, protest movements, and the rise of alternative political voices are manifestations of this growing dissatisfaction.

Disorientation and Apathy to Politics

The followers' bad attitude and perception of politics take Centre stage in the second category of inverted disillusionment. There is no denying that the rate of corruption in governance in Africa is responsible for the wrong perception of and apathy towards politics which is the route to achieving political leadership. It is, however, apposite to submit that corruption is ingrained in individuals and not an act that suddenly jumps on the leaders when they assume the position of authority. "That character which Achebe cleared of any culpability," according to Gimba (2008,20), "is all that is wrong with us."

In other words, in contrast to Achebe's declaration against the leadership, as Gimba puts it, "we are individually the real trouble with Nigeria" (20). Unfortunately, when Achebe fired the salvo that the trouble with Nigeria is leadership, he seems to have quickly forgotten his position in his social realistic novel, *A Man of the People* (1966), where he expresses his disappointment both with the leaders and the followers through his main characters Chief Nanga and Odili Samalu.

Achebe expresses his disillusionment in the novel with the people's perception of politics. Hence, Odili, the new politician who wants to change the status quo of corruption as represented by Chief Nanga, is surprised at his compatriots when he says: *They were not only ignorant but cynical. Tell them that this man had used his position to enrich himself and they would ask you—as my father did—if you thought that a sensible man would spit out the juicy morsel, that good fortune placed in his mouth* (Achebe 1966, 2)

Conclusion

The theoretical consideration of disillusionment in Africa involves a multidisciplinary exploration of unmet expectations, systemic failures, and the enduring effects of colonialism and global inequality. Understanding this concept is essential for rethinking development models, governance structures, and the future trajectory of the African continent.

Methodology of the study

This study applies a qualitative and interpretive literary analysis. The primary data aims at exploring the theme of disillusionment in Ayi Kwei Armah's novel The Beautyful Ones Are Not Yet Born (1968), focusing on how the narrator portrays post-independence despair, moral decay, and societal disillusionment in the post independent Ghana. The analysis of the corpus is rooted in post-colonial and existentialist literary framework.

Data collection

I used the primary and secondary data for this research. In this perspective, **The Primary Source** is the Ayi Kwei Armah's The Beautyful Ones Are Not Yet Born (1968), which is closely read and thematically analyzed through the different extracts on disillusionment. T**he secondary sources** concern Academic books, peer-reviewed journal, articles, some memoires and dissertations, and critical essays on Ayi Kwei Armah's works, postcolonial African literature, disillusionment in post-independence narratives, and the political context of 1960s in Ghana.

Methods

Thematic Analysis

The theme on disillusionment has been identified and interpreted throughout the narrative.

Close Reading: Detailed textual analysis is performed to examine the tone, the narrative voice, symbolism, and imagery that convey disillusionment. In fact, I went through the reading of the whole novel as to depict the different extracts related to disillusionment, that close

reading fostered the understanding and the interpretation of the different extracts.

Comparative Analysis: In this analysis, an appropriate comparison was made between *The beautiful Ones are not yet Born* with other African postcolonial novels, such as Chinua Achebe's No Longer at Ease and Ngũgĩ's Petals of Blood to highlight commonalities in postcolonial disillusionment.

The documentary technique helped us to select information related to text organization. The reading of different sources enabled us to compare different elements related to types of discourse, which were developed by different scholars, in different ways. The internet was also of great help for it provided us with new material about the topic.

Delimitation

The study focuses solely on The Beautiful Ones Are Not Yet Born. It does not cover Armah's other novels or broader Ghanaian literature. The analysis is limited to the literary and thematic exploration of disillusionment without engaging in psychological or linguistic critique.

Ethical Consideration

All secondary sources are properly cited to avoid plagiarism. Interpretations are supported with evidence from the text and scholarly consensus.

Disillusionment as viewed in Ayi Kweyi Armah's the Beautiful Ones are not Yet Born.

In close relation to The Beautiful Ones Are Not Yet Born, by Ayi Kweyi Armah, the concept of disillusionment means the strong sense of disappointment and loss of faith experienced by characters, especially the

protagonists, when they discovered that post-independence Ghana is as corrupted as the colonial regime it came to replace. Primarily, there is hope for a better, freer, and more just society after independence. However, as the protagonist witnesses the greed, selfishness, and moral compromise of those in power and even among ordinary citizens, he becomes increasingly disillusioned. New elite who merely continue the cycle of exploitation under a new flag have betray a dream of national liberation.

The current study aims at exposing and exploring the aspects of disillusionment in the novel under consideration. As any reader can see from the above comments, disillusionment is a widespread belief in the post independent Ghana but it also transcends the Ghanaian context to the continental one. During the post-colonial era, African writers from different countries reported the uniqueness features of African elites that cast a shade of everlasting disillusionment on the young generation. As matter of fact, the characters actions, reactions and interactions result into some aspects of disillusionment that the current study aims at shedding light on.

Relying on the narrative's analysis, the below aspects of disillusionment can be taken into consideration:

Bitterness of Generations

The narrator endows his characters with the ability and knowledge to expose the irresponsibility's of their leaders. Bitterness of generations is one of the major aftermaths people experienced in the post-colonial era. As the narrative progresses, several passages portray the hardships and injustices that paralyzed the hope of the ordinary class people.

The man claims:

"The man turned from the sea, his heart heavy, the salt air no longer sharp with promise but thick with the stench of rot. He walked the streets of Accra and saw, with a bitterness that tightened his chest, that the bright banners of freedom were now mere rags hanging limp and faded. Children played in garbage heaps, laughing, but to him their joy was a thin veil stretched over an ocean of despair, and he felt the old anger rise again, tempered now with helplessness. «Beautyful Ones Are Not Yet Born p25)

The above-sketched passage from the novel communicates the deep sadness the man feels after he discovers that independence has not improved life for ordinary people. The narrator uses symbolism to express the expectation of ordinary people towards the government.

The sea, once a symbol of freshness and hope, now smells rotten, just like the situation of the country. The children's laughter, which should be joyful, seems like a cover hiding a painful truth. Everything that once gave people hope like freedom and flags now appears old, torn, and meaningless. The man feels bitter because he once believed that life would get better. Now, seeing the disorder and the false joy, he understands that the new Ghana is not very different from the old one. This scene communicates the loss of national pride and the quiet, heavy emotion of helplessness. It is not just disappointment it is a feeling that dreams have died and been replaced by something much darker and more painful.

The narrator straightly shows the very comparison between the government and the lorries. A long with the narrative, characters complain about their disturbing environment full of lorries with creaking engines. The narrator states:

"He saw the buses and lorries still running with their coats of fresh paint, but beneath the bright surfaces were the same creaking engines, the same grime covered seats, and the same smell of sweat and poverty. Nothing had really changed except the color of the paint, and he wondered bitterly how long people would keep pretending it was enough."(Beautyful Ones Are Not Yet Born P32)

This passage shows how change in Ghana after independence is only on the surface. The buses and lorries look new from the outside, but inside they are still dirty, broken, and old. The situation resembles to the one of the country leaders who replaced the colonizers, but the deep problems remain the same. The image of paint on buses and lorries is used to expose fake progress within the country leadership. The protagonist's bitterness ranges from the expectation of people pretending that the country's situation is being improved when it is not. Such a fake improvement does not help the poor to enhance their critical living conditions nor bring real change. It only keeps people out of discovering what is really going on for a little while, but the hardships keep on taking roots within the community. Things that man experiences within the community such as the smell, the grime, and the creaking noise makes him realize that the past of his country is still controlling the present.

Throughout the above passage, the man spreads an immense truth that the appearance of something can change, but if the inner parts remain the same, there will be no real progress but an everlasting chaos. The character's tone stands for a quiet disappointment mixed with a growing sense of frustration.

Beautiful Ones Are Not Yet Born is an ink and paper work of art that conveys the deep frustration, torn dreams and faded hopes of young Africans. It exposes the sufferings of communities and tells deep truths about African societies, corruption, and disillusionment. A few characters' action, reaction and interaction reveal the evil conditions the governors imposed on their citizens who expected change from them.

"Inside the office, the slow, endless shuffle of papers continued, punctuated by the occasional bark of an official whose authority masked incompetence. The man sat and waited, his eyes tracing the cracks in the wall, thinking how easily these cracks mirrored the fractures in the country's dreams. (Beautyuful Ones Are Not Yet Born p48)"

As a work of art, Beautiful Ones Are Not Yet Born equips its characters with power and knowledge to dive into private and public sectors realities. As seen in the where he finds out that nothing goes on the right rhythm. The omnipresent character the man realizes that everything in government offices moves slowly above extract, the narrator finds himself in a government of office where everything moves slowly and unexpectedly.

Government workers are good at nothing; their job is to make loud noise in the way of making people that something is being done. As matter of fact, the presence of the man in their office helps discover that their loud noise hides their laziness and passivity but they do not do anything that benefits the community.

The man silently sat only to observe the cracks in the wall, that sent his spirit to glimpse the broken dreams of the country as the office's walls were, just as the promises after the independence. The narrator casts light on people seated in in a shade of despair caused by useless political systems. The administration system is poorly skilled that it makes much noise to impress people that their strong though barren and bears hopeless promises. Therefore, the government's leadership misled its community that they found themselves tired and disappointed.

The novel goes on portraying the different clashes faced by the community in different life domains. It captures the attention of readers to sympathize with characters because of the harsh they lived through in the postcolonial Ghana. Ghana as colonized African country stands for the uniformity of Africa and its culture as far as post-colonial era is concerned. The outstanding failure of the heirs of power in the postcolonial era is their lack of the economic and political management. During this very period a great deal social injustices aroused from the greed of the leaders. In market places, nothing good is observed but only women preferring to live the good old times under the colonial regime.

"In the market, women shouted prices with voices made hoarse by years of struggle. Their bodies, once youthful and full of hope,

now sagged under the weight of hardship, and their eyes reflected a dull acceptance that the golden future promised by freedom would never arrive." (Beautyful Ones Are Not Yet Born p48)"

This passage brings us into a market full of noise and hard lives. The women, once full of energy and dreams, now carry the pain of years of suffering. Their voices are tired, their bodies worn, and their eyes show no hope. The market, which should be a place of life and community, becomes a place of survival. These women have accepted that the better life they were promised will never come. The narrator uses simple, strong images to show how time and disappointment have changed them. The golden future—freedom and prosperity—was just a dream. Now, reality has taken away that dream and left them only with work, tiredness, and silence. Their suffering is both physical and emotional. They are not angry anymore. They are just tired. This quiet, painful acceptance is one of the saddest emotions in the novel. It tells us how long and deep the disappointment has lasted.

Disillusionment in different sectors

The narrator as a great clash, which affected negatively the different sectors of the life including properties and transportation. The disillusionment portrayed in the novel does not only affect human beings' life experience , but also different infrastructures and properties are portrayed as victims of the system. The narrator portrays them as having lost their qualities and their roles in the society. The narrator describes:

"Even the new buildings, with their clean lines and high walls, seemed to frown down upon the people, as if they, too, had been born into disappointment. The man thought how easy it was to build things, but how impossible it seemed to build a new spirit for a broken people." (The Beautiful Ones are not Yet Born,Page 60)

In the extract above, the man sees new buildings that are tall and modern, but instead of giving hope, they seem cold and uncaring. The buildings do not make life better for the people; they only look impressive from the outside. The narrator complaines that even the buildings seem to share the sadness of the country. The man realizes that while it is easy to build roads and walls, it is very hard to build trust, hope, and unity among people who feel broken inside. The real pain in this passage comes from understanding that you can change what people see, but you cannot easily change what people feel. The high walls do not protect or support they only remind the people of what they do not have. The emotion in this moment is deep and quiet like standing in the shadow of something big that gives you no comfort at all.so, sadness is hard to fix.

The narrative goes on portraying the situation of the post independent Ghana about the workers disappointment in different sectors. The narrator describes the characters who are suffering, and lamenting on the situation they are experiencing in their jobs. In fact, they work but they do not gain any income, and those who receive salary, it does not satisfy even the primary needs because it is low and unsufficient.

The narrator portrays the situation as follows:
"*As he looked at his hands, calloused and rough from labor, he thought of all the promises made about dignity and self-worth. Yet here he was, still toiling for pennies, his dreams of pride and prosperity worn thin by the grind of daily life.*"
(The Beautiful Ones Are not Yet Born,Page 66)
This passage shows personal pain and disappointment. The man's hands are rough from years of work, and he realizes that the promises made to him after independence have not come true. He was told that his work would bring him respect and pride, but now he only feels tired and poor. The words 'dignity' and 'self-worth' sound empty because his life shows none of those things. Every day, he works hard, but he gets almost nothing in return. His dreams, once bright, have been slowly destroyed by real life. The narrator uses this small moment—looking at one's own hands—to express a bigger feeling shared by many people in the country. The man's quiet reflection is full of sadness, and we feel how heavy it is to live without the rewards of honest work.

The narrator portrays also the buses used as transportation means, as follows: "He boarded the bus, its metal sides dented and scarred, the inside crammed with tired faces. The same slogans were plastered on the walls—'Work and Happiness'—but they felt like a cruel joke now, echoing in the minds of people too weary to laugh." The beautiful ones are not yet Born (Page 77). In the narrative, the man is on a crowded, damaged bus. The tired faces of the passengers and the broken condition of the bus show how hard life is for everyday people. What makes this moment more painful is the government slogan on the wall: 'Work and Happiness.'

These words are supposed to give hope, but they sound like a bad joke. No one is happy, and everyone is just trying to survive. The narrator uses this to show the gap between the government's words and the people's real lives. People do not even react anymore they are too tired to care. This feeling of numbness is part of disillusionment. The man sees how meaningless the slogans have become, and this increases his sadness and anger. It is not just about the bus; it is about a whole system that promised happiness but delivered pain.

People lost their confidence in official currency flags and other official posts because they do not exactly reflect what they mean. National anthem and official currency are made for hope and prosperity. Unfortunately, the post independent Ghana was not as such, the narrator describes the situation contrary to what the national currency and anthems mean. The narrator explains:

"The bright posters of the leader's smiling face seemed everywhere, but the man noticed how people avoided looking at them now, as if ashamed. The posters, once symbols of hope, now seemed to mock the people's unfulfilled dreams." (The Beautiful Ones Are not yet Born,Page 85)

The passage above focuses on how symbols lose their power when people are disappointed. Everyone now ignores the posters of the leader, once full of hope. People do not want to look at them because they remind them of broken promises. The smiling face, once a sign of change and pride, now feels like a lie. The narrator shows how deeply people have been hurt, they do not protest loudly, but their silence, their refusal to look, is powerful.

The posters have become a joke, a painful reminder that the dreams they once believed in have not come true. The people feel ashamed, not because of what they did, but because of how they were misled. This shame and quiet sadness are strong emotions that show the deep disillusionment in society. The leader's face does not bring pride it brings regret. This emotional response reveals how far hope has fallen.

The situation of despair experienced by the citizens are described as affecting them socially and psychologically. The narrator explains as follows:

"At night, the darkness pressed in, and even the stars seemed dimmed by the weight of collective despair. He lay in bed listening to distant voices, murmurs of discontent, and wondered if anyone still believed in anything beyond mere survival." (The beautiful Ones are not Yet Born, Page 93)

Night is supposed to bring rest, but here it only brings more sadness. The darkness feels heavy, like a burden on the man's heart. Even the stars, usually beautiful and hopeful, seem dim. This shows that not even nature can offer comfort anymore. The man listens to voices in the distance people talking, maybe complaining but it all feels hopeless. He wonders if anyone believes in anything anymore. The narrator makes us feel that survival has replaced all dreams. People are no longer living full lives—they are just getting by. This kind of quiet despair is even sadder than anger. The man does not cry or shout; he just lies in bed and wonders if hope is dead. That silent question is powerful. It speaks to how deep the disillusionment has gone. It is not just about the government; it is about losing the ability to dream.

The situation affected also the different families and brought misunderstandings and clash in the households. The husband and the wife had different views and quarrels because of the situation of crisis in the country. It is portrayed below:

"Home was no longer a refuge but another battleground, where small resentments grew into sharp words. His wife, once full of life, now moved like a shadow, her silence heavier than any argument. They were both prisoners of disappointment." (The beautiful ones are Not Yet Born ,Page 102)

This scene takes us into the man's home, where even personal life has been damaged by disappointment. Home should be a place of love and peace, but here it feels like a battlefield. The man and his wife do not fight loudly, but their silence and small frustrations say more than words. His wife has changed. She used to be full of energy, but now she is quiet and distant. She does not need to argue—her silence shows everything. Armah uses this to show how disappointment spreads into family life. They are both tired, not just from work but from years of unfulfilled hopes. The phrase 'prisoners of disappointment' is powerful they are stuck in their sadness and cannot find a way out. The extract is simple, but it communicates so much pain. It shows that disillusionment is not just outside it enters the home and the heart.

Conclusion

This research has explored the pervasive theme of disillusionment in Ayi Kwei Armah's The Beautiful Ones Are Not Yet Born, particularly through the sub-themes of generational bitterness and the widespread impact of disillusionment across different sectors of society. Armah masterfully depicts a post-independence Ghana riddled with corruption, moral decay, and lost ideals, revealing how the hopes of liberation quickly dissolved into a new form of internal oppression. The protagonist's inner conflict and his refusal to conform to the corrupt system highlight the psychological toll on individuals who still cling to ideals in a society where integrity is punished rather than rewarded.

The bitterness of the older generation, who lived through the independence struggle, is contrasted with the cynicism of the younger generation, for whom disillusionment has become the norm. Armah's portrayal is not merely about a failed political system; it is about the erosion of the very spirit of a nation. Through education, civil service, transport systems, and even family life, disillusionment spreads like a contagion, infecting every level of society.

What emerges from this study, however, is that the phenomenon of post-colonial disillusionment is not unique to Ghana. When we turn our gaze toward the Democratic Republic of Congo (DRC), we find a parallel narrative. The DRC, like Ghana, emerged from colonial rule with promises of dignity, development, and self-governance.

Yet, political instability, institutionalized corruption, and the entrenchment of an elite class that continues to exploit public resources while the majority remain in poverty quickly marred the dreams of independence. Successive governments that have failed to deliver justice, security, or basic services have eroded the Congolese people's faith in democratic processes. Much Like in Ghana, the political situation in DRC today is characterized by a similar post-colonial disillusionment, a society where idealism has been replaced by survivalism, and where the 'beautiful ones' are always deferred to an elusive future. This study applied comparative analysis, qualitative, documentary, and library-based research, and all focused on how the theme of disillusionment transcends national boundaries.

Ayi Kweyi Armah's novel becomes a prophetic mirror, not just for Ghana, but also for any African state where the promises of independence have crumbled under the weight of self-interest, mismanagement, and betrayal of the people's trust. It calls on readers to question not only the failures of leadership, but also the complicity of society in sustaining such cycles of despair. In both Ghana and the DRC, the question remains painfully relevant to quest when the beautiful one will be born. Finally, we encourage other researchers to carry out further researches in the same novel on a different theme to enlighten the society on the challenges they face in their communities.

References

Ayi Kweyi Armah (1968)*_The Beautyful Ones Are Not Yet Born_*. Heinemann.
Ngũgĩ wa Thiong'o. (1986)*_Decolonizing the Mind:_ The Politics of Language in African Literature*. James Currey.
Abdul R. Jan Mohamed (1983)*Manichean Aesthetics: _The Politics of Literature in Colonial Africa_*. University of Massachusetts Press.
Chinua Achebe, (1966). *_A Man of the People_*. Heinemann.
Frantz Fanon. (1961) *_The Wretched of the Earth_*. Grove Press.
Kwame Anthony Appiah (1992),*_In My Father's House_: Africa in the Philosophy of Culture*. Oxford University Press.
Ellah Wakatama Allfrey (2014) (Ed.). *Africa39: _New Writing from Africa South of the Sahara_*. Bloomsbury.
Neil Lazarus, (1990),*_Resistance in Postcolonial African Fiction_*. Yale University Pres.
Simon Gikandi, (1987). *Reading the African Novel*. Heinemann.
Dominic Head. *_The Cambridge Introduction to Modern British Fiction,_ 1950–2000*. Cambridge University Press.

By **Moïse LIBAKU NABUKANGA**

XI. COMPOSANTES STRATEGIQUE D'UNE VISION HOLLISTIQUE ET PLURIDISCIPLINAIRE POUR A PAIX ET LE DEVELOPPEMENT EN RDC

Par John-Modest MUTAYONGWA
Président du Conseil d'Administration UECN University

1. L'UNIVERSITE DES ENTREPRENEURS POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (UECN)

I. Contexte

Goma, RDC – L'Université des Entrepreneurs pour la Conservation de la Nature (UECN) est une initiative novatrice portée par **ORASSU SARL**, organisation

congolaise engagée dans la recherche, l'agriculture durable, le développement communautaire, la santé et l'entrepreneuriat des jeunes.

Implantée dans la région des Grands Lacs, l'UECN répond à un double enjeu : former des leaders entrepreneuriaux capables de bâtir des solutions économiques viables et durables, tout en préservant les écosystèmes et en protégeant la biodiversité.

Une vision intégrée :
entrepreneuriat + conservation Contrairement aux modèles académiques traditionnels, l'UECN repose sur une approche pédagogique intégrée qui place l'entrepreneuriat, la résilience environnementale et la durabilité au cœur de toutes les disciplines.
L'objectif est clair : créer une génération de diplômés capables d'allier innovation, responsabilité sociale et respect de la nature dans leurs projets professionnels et communautaires.

I. Des piliers stratégiques

L'UECN s'articule autour de quatre axes majeurs :

1. **Formation de pointe** : des programmes universitaires adaptés aux réalités économiques et écologiques de la RDC.
2. ***Recherche appliquée*** *:* des laboratoires et centres d'études orientés vers l'agroécologie, la gestion des ressources naturelles, l'économie verte et les innovations durables.
3. ***Incubation et entrepreneuriat*** *:* un espace d'accompagnement pour transformer les projets

étudiants en entreprises rentables et respectueuses de l'environnement.

4. **Engagement communautaire** : des actions sur le terrain avec les communautés locales pour mettre en pratique les solutions développées.

II. FACULTES ET FILIERES ORGANISEES

FACULTÉ 1 : SCIENCES DE L'ENTREPRENEURIAT ET DU MANAGEMENT

N°	Filières / Départements
1.1	Entrepreneuriat et Innovation
1.2	Management des PME/PMI
1.3	Gestion des Projets de Développement
1.4	Entrepreneuriat Social et Vert

FACULTÉ 2 : SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONSERVATION

N°	Filières / Départements
2.1	Agroécologie et Conservation
2.2	Gestion des Ressources Naturelles
2.3	Climat et Énergies Renouvelables
2.4	Biodiversité et Écosystèmes Tropicaux

FACULTÉ 3 : SCIENCES SOCIALES, LEADERSHIP ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

N°	Filières / Départements
3.1	Communication et Leadership pour le Développement
3.2	Développement Communautaire
3.3	Gouvernance Locale et Plaidoyer
3.4	Leadership Transformationnel, Paix et Cohésion Sociale

FACULTÉ 4 : TECHNOLOGIES DURABLES ET INNOVATION

N°	Filières / Départements
4.1	Génie Rural et Énergies Vertes
4.2	Transformation Agroalimentaire Durable
4.3	Technologies Appropriées et Innovation Frugale
4.4	Innovation Technologique pour le Développement

FACULTÉ 5 : SCIENCES ÉCOTHÉOLOGIQUES ET

N°	Filières / Départements
5.1	Sotériologie Écologique (Protection de la Création)
5.2	Liturgie de la Création
5.3	Hagiographie Environnementale et Théologie de la Création
5.4	Éthique, Spiritualité et Développement Durable

LEADERSHIP SPIRITUEL

FACULTÉ 6 : DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ÉCONOMIE VERTE

N°	Filières / Départements
6.1	Gestion des Projets de Développement Durable
6.2	Économie Verte et Transition Écologique
6.3	Gouvernance Environnementale
6.4	Politiques Publiques du Développement Durable

FACULTÉ 7 : ÉCOTOURISME ET GESTION DU PATRIMOINE NATUREL

N°	Filières / Départements
7.1	Gestion des Aires Protégées et Biodiversité
7.2	Tourisme Communautaire et Durable
7.3	Planification et Marketing Écotouristique
7.4	Patrimoine Naturel et Culturel

FACULTÉ 8 : DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES

N°	Filières / Départements
8.1	Droit International de l'Environnement
8.2	Droit de l'Environnement et Conflits Miniers
8.3	Gouvernance Juridique des Ressources Naturelles

8.4	Droit Climatique et Justice Environnementale

Un impact attendu sur la région

En formant des *entrepreneurs-écologistes,* l'UECN ambitionne de contribuer à :*La réduction de la pauvreté* grâce à des initiatives économiques locales viables. *La préservation des ressources naturelles* dans un contexte de pression minière et agricole croissante. *L'émergence de solutions innovantes* adaptées aux réalités congolaises et africaines. *Une composante stratégique de ORASSU SARL.* L'UECN n'est pas seulement une institution académique ; elle est une *plaque tournante stratégique* dans la vision globale de *ORASSU SARL.* En intégrant la formation universitaire, la recherche et l'incubation entrepreneuriale, ORASSU SARL crée un écosystème où l'éducation devient un moteur de transformation socio-économique et environnementale. Contact Presse :

ORASSU SARL – Direction Communication

✉ uecninternationaluniversity@gmail.com | 🌐 www.uecn-university.org

2. **LA COMMUNAUTÉ DES ÉGLISES DE LA REPENTANCE POUR TOUTES LES NATIONS (COMCERN)**

Chapitre I : Dispositions Générales

Article 1 : Dénomination

Il est créé une organisation confessionnelle dénommée Communauté Chrétienne des Églises de la Repentance pour Toutes les Nations, en sigle COMCERN, régie par les présents statuts.

Article 2 : Nature et Durée

COMCERN est une communauté chrétienne, confessionnelle, non gouvernementale, à but non lucratif, constituée pour une durée illimitée.

Article 3 : Siège

Le siège social de COMCERN est établi en Swisse. Il peut être transféré en tout autre lieu sur décision du Conseil Exécutif.

Article 4 : Vision

Être un mouvement mondial dynamique et influent, propageant un message de *repentance, de restauration et d'espoir en Jésus-Christ* à toutes les nations.

Article 5 : Mission

Établir et soutenir des *communautés de foi* centrées sur la repentance, l'enseignement biblique, la prière fervente, la communion fraternelle et l'action sociale transformatrice, afin d'impacter les individus, les familles et les sociétés pour le Royaume de Dieu.

Article 6 : Valeurs Fondamentales

1. Centralité de Christ
2. Autorité de la Bible
3. Importance de la Repentance
4. Puissance du Saint-Esprit

5. Amour et Compassion
6. Unité et Collaboration
7. Service et Humilité
8. Témoignage et Évangélisation

Chapitre II : Membres

Article 7 : Catégories de Membres

COMCERN reconnaît les catégories suivantes :

(1) *Membres effectifs :* églises locales pleinement intégrées à la vision et mission de COMCERN ;
(2) *Membres adhérents :* individus, ministères ou églises en processus d'intégration ;
(3) *Membres d'honneur :* personnalités ayant rendu un service exceptionnel à COMCERN.

Article 8 : Admission et Radiation

(1) L'admission est soumise à une demande écrite, accompagnée de l'engagement à respecter les présents statuts.
(2) La radiation peut intervenir pour non-respect des statuts, conduite contraire à l'éthique chrétienne, ou demande volontaire.

Chapitre III : Organes Dirigeants

Article 9 : Organes

Les organes de COMCERN sont :

1. L'Assemblée Générale
2. Le Conseil Exécutif
3. Les Commissions Techniques
4. Le Collège Spirituel
5. Le Bureau Administratif

Article 10 : L'Assemblée Générale

- Organe suprême, composée des représentants des églises membres.
- Se réunit tous les trois ans en session ordinaire.

- Adopte les orientations stratégiques, approuve les rapports, élit les membres du Conseil Exécutif.

Article 11 : Le Conseil Exécutif

- Organe exécutif chargé de mettre en œuvre les décisions de l'Assemblée Générale.
- Composé de 7 à 15 membres.
- Mandat de 5 ans, renouvelable une fois.

Article 12 : Le Collège Spirituel

- Garant des orientations doctrinales et spirituelles.
- Veille à la conformité des enseignements avec la Bible.

Article 13 : Le Bureau Administratif

- Assure la gestion quotidienne des affaires de CERN.
- Comprend le Président, le Secrétaire Général, le Trésorier Général et leurs adjoints.

Chapitre IV : Domaines d'Action

Article 14 : Axes Stratégiques

CERN œuvre selon les axes stratégiques suivants :

1. ***Croissance Spirituelle et Formation des Disciples***
    - Formation biblique, prière, mentorat, leadership.
2. ***Expansion et Implantation d'Églises***
    - Églises locales et internationales, partenariat missionnaire, formation missionnaire.
3. ***Impact Social et Engagement Communautaire***

(1) Aide humanitaire, éducation, santé, justice, paix, réconciliation.

4. ***Communication et Mobilisation***

(2) Communication digitale, mobilisation des fidèles, identité visuelle, contenu médiatique.

5. ***Gouvernance et Administration***

(3) Bonne gouvernance, transparence, gestion financière, développement des capacités.

Chapitre V : Ressources et Financement

Article 15 : Ressources Financières

Les ressources de CERN proviennent de :

(1) Dîmes et offrandes des églises membres ;

(2) Dons et legs ;

(3) Partenariats et subventions ;

(4) Revenus d'activités autorisées.

Article 16 : Gestion Financière

(1) Les finances sont gérées selon les principes de transparence et de redevabilité.

(2) Un audit est réalisé chaque année par un cabinet indépendant.

Chapitre VI : Dispositions Finales

Article 17 : Révision des Statuts

Toute modification des présents statuts est décidée par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers.

Article 18 : Dissolution: En cas de dissolution volontaire ou imposée, les biens de CERN sont affectés à une organisation poursuivant des buts similaires, conformément aux lois en vigueur.

Fait en Swisse, le 01 Mai 2025

Pour la **Communauté Chrétienne des Églises de la Repentance pour Toutes les Nations (COMCERN)**

1) Présidente COMCERN : Mandeni Rohrer Dorcas
1) Secretaire Général COMCERN : John-Modest Mutayongwa
2) SAFARI NABUKANGA Luc
3) Bofunga Ifodji Sarah
4) Amani Mulumeoderhwa Walter
5) Rohrer Lomboto
6) Bisimwa Munazi Gédéon
7) Roher Deborah Madeleine
8) Amini Birusha Sarah
9) Isaka Nachime Alain
10) Cibalonza Riziki Munganga
11) Akilimali Karubamba Réponse
12) Giselle Kabumba Jolie
13) Nakitu Mamboleo Emilienne

2.1. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ DES ÉGLISES DE LA REPENTANCE POUR TOUTES LES NATIONS (COMCERN)

Chapitre I : Dispositions Générales

Article 1 : Objet

Le présent règlement intérieur précise les modalités d'application des statuts de la COMCERN et organise le fonctionnement interne de ses organes, ministères, structures affiliées et membres.

Article 2 : Champ d'application

Ce règlement s'applique à tous les membres, responsables, structures affiliées et organes de COMCERN, sans exception.

Chapitre II : Admission et Engagement des Membres
Article 3 : Procédure d'admission

Une église ou un ministère souhaitant rejoindre COMCERN doit : Adresser une demande écrite au Secrétariat Général. Fournir un dossier comprenant sa vision, sa doctrine, ses statuts et sa structure. Suivre une période probatoire de 12 mois. L'admission est validée par le Conseil Exécutif après avis du Collège Spirituel.

Article 4 : Engagement des membres

Chaque membre s'engage à : Respecter les statuts et règlements de COMCERN. Participer activement aux réunions, programmes et cotisations. Maintenir l'unité, la paix, la saine doctrine et la discipline spirituelle.

Chapitre III : Fonctionnement des Organes
Article 5 : Assemblée Générale

1. L'Assemblée Générale se réunit tous les trois (3) ans.
2. Elle comprend deux (2) délégués par église membre, désignés par leurs assemblées locales.
3. L'ordre du jour est fixé par le Conseil Exécutif et envoyé 30 jours avant la session.

Article 6 : Conseil Exécutif

1. Se réunit deux fois l'an en session ordinaire, et en session extraordinaire si besoin.
2. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.
3. Il est responsable devant l'Assemblée Générale.

Article 7 : Bureau Administratif

1. Il est dirigé par le Président de la Communauté assisté du Secrétaire Général.
2. Il assure la gestion quotidienne : correspondances, archives, planification.
3. Le Trésorier Général est responsable de la gestion financière, assisté d'un comité de gestion.

Chapitre IV : Vie Spirituelle et Doctrinale

Article 8 : Collège Spirituel

1. Composé de théologiens, anciens et pasteurs reconnus pour leur maturité spirituelle.
2. Veille à l'intégrité doctrinale, évalue les enseignements, prédications et écrits publiés au nom de COMCERN.
3. Peut proposer des temps de jeûne, prière, ou des retraites spirituelles à l'échelle communautaire.

Article 9 : Pratiques spirituelles

- Chaque église membre est tenue de :
  - (1) Organiser au minimum deux cultes hebdomadaires.
  - (2) Former des groupes de prière et de discipulat.
  - (3) Enseigner régulièrement sur la repentance, la sainteté, le service, la mission et le Royaume de Dieu.

Chapitre V : Finances et Redevabilité

Article 10 : Contributions

1. Chaque église membre verse une contribution annuelle fixée par l'Assemblée Générale.
2. Des cotisations spéciales peuvent être levées pour des projets missionnaires, humanitaires ou d'urgence.

Article 11 : Gestion financière

1. La trésorerie centrale est gérée selon les normes de transparence financière.
2. Chaque transaction est justifiée par une pièce comptable.
3. Un rapport financier est présenté à chaque session de l'Assemblée Générale.

Chapitre VI : Discipline et Médiation

Article 12 : Règles de discipline

Tout membre ou responsable faisant preuve de :

- Déviation doctrinale,
- Faute morale grave,
- Rébellion contre l'autorité spirituelle,
- Usage abusif de ressources,

fera l'objet d'une procédure disciplinaire conformément aux textes bibliques (Matthieu 18:15-17 ; 1 Timothée 5:19-20).

Article 13 : Commission de discipline

1. Mise en place par le Conseil Exécutif en cas de besoin.
2. Composée de membres impartiaux, spirituellement matures.

3. Peut décider d'une réprimande, suspension ou exclusion temporaire ou définitive.

Article 14 : Médiation et réconciliation

En cas de conflit entre membres ou structures, la voie de médiation fraternelle est privilégiée. Le Collège Spirituel peut être sollicité pour accompagner le processus.

Chapitre VII : Ministères et Structures Affiliées

Article 15 : Ministères reconnus

COMCERN reconnaît les ministères suivants :

(1) Évangélistes

(2) Pasteurs

(3) Docteurs

(4) Prophètes

(5) Apôtres

(6) Ministères sociaux (santé, éducation, secours, etc.)

Chaque ministère est validé par le Collège Spirituel et confirmé par le Conseil Exécutif.

Article 16 : Cellules et Commissions: Des commissions techniques ou groupes de travail peuvent être constitués pour des projets spécifiques (ex. : jeunesse, femmes, communication, etc.) Elles sont placées sous l'autorité du Conseil Exécutif.

Chapitre VIII : Communication et Identité

Article 17 : Moyens de communication

COMCERN dispose : D'un site officiel, De profils sur les réseaux sociaux, De bulletins internes et publications périodiques.

Article 18 : Logo, devise et documents officiels : Le logo et la devise de COMCERN sont propriété de la communauté ; Leur usage est strictement réservé aux structures reconnues ; Tout document public engageant

COMCERN doit être approuvé par le Bureau Administratif.

Chapitre IX : Dispositions Finales

Article 19 : Révision

Le présent règlement peut être amendé par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des membres présents.

Article 20 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son adoption par l'Assemblée Générale.

Fait en Swisse, le 01 Mai 2025

Pour la Communauté des Églises de la Repentance pour Toutes les Nations (CERN)

2.2. CHARTE DOCTRINALE DE CERN

(Communauté des Églises de la Repentance pour Toutes les Nations)

Préambule

La présente charte doctrinale établit les fondements théologiques et spirituels sur lesquels repose la vie, la mission et la communion des églises membres de COMCERN. Elle constitue un socle de vérité, d'unité et de fidélité à l'Évangile de Jésus-Christ tel qu'enseigné dans les Saintes Écritures.

1. La Parole de Dieu

Nous croyons que ***la Bible***, composée de l'Ancien et du Nouveau Testament, est ***la Parole inspirée, infaillible, et pleinement suffisante*** pour enseigner, corriger, redresser et former dans la justice. Elle est notre seule autorité en matière de foi, de doctrine et de conduite (2 Timothée 3:16-17 ; 2 Pierre 1:20-21).

2. Dieu Trinitaire

Nous croyons en ***un seul Dieu***, éternellement existant en ***trois personnes distinctes mais unies : le Père, le Fils et le Saint-Esprit***, égaux en essence, en puissance et en gloire (Matthieu 28:19 ; 2 Corinthiens 13:13).

3. Jésus-Christ

Nous croyons que ***Jésus-Christ est le Fils éternel de Dieu***, pleinement Dieu et pleinement homme. Il est né d'une vierge, a vécu sans péché, est mort sur la croix pour nos péchés, est ressuscité corporellement, est monté au ciel, et reviendra en gloire pour juger les vivants et les morts (Jean 1:1-14 ; Hébreux 4:15 ; 1 Thessaloniciens 4:16-17).

4. Le Saint-Esprit

Nous croyons que ***le Saint-Esprit*** convainc le monde de péché, régénère les croyants, les habite, les sanctifie, les équipe de dons spirituels, et les guide dans toute la vérité (Jean 16:8-13 ; Actes 1:8 ; 1 Corinthiens 12:4-11).

5. L'être humain et le péché

Nous croyons que ***l'être humain a été créé à l'image de Dieu***, mais qu'il est tombé dans le péché par désobéissance, entraînant la mort spirituelle et physique. Tous ont péché et sont séparés de Dieu, et ont besoin de rédemption (Genèse 1:26-27 ; Romains 3:23 ; Romains 6:23).

6. Le salut

Nous croyons que ***le salut est un don gratuit de Dieu***, reçu par la grâce, au moyen de la foi en Jésus-Christ. Il implique la repentance, le pardon des péchés, la justification, la régénération, et l'adoption comme enfants de Dieu (Éphésiens 2:8-9 ; Jean 3:16 ; Actes 2:38).

7. La repentance

Nous croyons que ***la repentance authentique*** est un changement de cœur, de pensée et de conduite, motivé

par la conviction du Saint-Esprit. Elle est le fondement du salut et de la transformation chrétienne (Matthieu 4:17 ; Actes 3:19 ; 2 Corinthiens 7:10).

8. La sanctification

Nous croyons que ***la sanctification*** est l'œuvre continue du Saint-Esprit dans le croyant, le rendant conforme à l'image de Christ. Elle implique la séparation du péché, la recherche de la sainteté, et la maturité spirituelle (1 Thessaloniciens 4:3 ; Hébreux 12:14 ; Romains 6:22).

9. L'Église

Nous croyons que ***l'Église*** est le Corps de Christ, composée de tous les croyants nés de nouveau. Elle est appelée à adorer Dieu, à enseigner la Parole, à faire des disciples, à exercer la compassion et à être une lumière dans le monde (Éphésiens 4:11-13 ; Matthieu 28:19-20 ; Actes 2:42-47).

10. Les sacrements / ordonnances

Nous reconnaissons deux ordonnances instituées par Jésus-Christ : ***Le baptême d'eau*** par immersion, comme signe de repentance et d'engagement public envers Christ. ***La Sainte-Cène,*** en mémoire du sacrifice de Jésus-Christ jusqu'à son retour (Matthieu 28:19 ; 1 Corinthiens 11:23-26).

11. L'évangélisation et la mission

Nous croyons que ***chaque chrétien et chaque Église locale*** est appelé à proclamer l'Évangile à toutes les nations, par le témoignage, l'action sociale et l'engagement missionnaire (Marc 16:15 ; Actes 1:8 ; Romains 10:14-15).

12. L'espérance du retour de Christ

Nous croyons en ***le retour personnel, visible et glorieux de Jésus-Christ***. Ce retour entraînera la résurrection des morts, le jugement dernier, et

l'établissement du règne éternel de Dieu (Tite 2:13 ; Apocalypse 22:12 ; 1 Thessaloniciens 4:16-17)

13. Le Royaume de Dieu

Nous croyons que ***le Royaume de Dieu*** est déjà à l'œuvre dans le monde, mais qu'il sera pleinement manifesté au retour de Christ. L'Église est appelée à incarner les valeurs du Royaume : justice, paix, amour, vérité et service (Luc 17:21 ; Matthieu 6:33 ; Romains 14:17).

DÉCLARATION DE FOI DE COMCERN

En tant que membres de la Communauté Chrétienne des Églises de la Repentance pour Toutes les Nations (COMCERN*),* ***nous croyons*** :

2. En un seul Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit.
3. Que Jésus-Christ est le seul chemin du salut.
4. Que la Bible est la Parole inspirée et autoritaire de Dieu.
5. Que la repentance est essentielle pour entrer dans le Royaume de Dieu.
6. Que le salut est par grâce, au moyen de la foi.
7. Que l'Église est le Corps de Christ, appelée à adorer, enseigner, servir et évangéliser.
8. En la puissance du Saint-Esprit pour transformer les vies.
9. Que le baptême et la Sainte-Cène sont des ordonnances du Seigneur.
10. Que Jésus-Christ reviendra bientôt.
11. Que nous sommes appelés à marcher en sainteté, humilité et amour.
12. Que nous devons œuvrer pour la paix, la justice et la réconciliation dans le monde.
13. Que chaque croyant a un rôle dans l'expansion du Royaume de Dieu.

Fait en Swisse, le 01 Mai 2025

Pour la ***Communauté Chrétienne des Églises de la Repentance pour Toutes les Nations (COMCERN)***

DEVOILER LE POTENTIEL DIVIN : LA SEXUALITE COMME PORTE D'ACCES A LA SPIRITUALITE ET A L'OUVERTURE DU TROISIEME ŒIL

Par Vincent-Chirack KABANGU MANUANA

Apprenant en DEA/ DES à la Faculté de Lettres de l'Université de Kinshasa et Assistant à l'Université des Sciences de l'Information et de la Communication.

vincentkabangu519@gmail.com

Résumé

Dans certaines traditions spirituelles, la sexualité est vue comme un chemin vers la spiritualité et l'éveil du troisième œil, qui ouvre la perception spirituelle. Par des pratiques comme le tantra, le soufisme et l'alchimie, la sexualité est vue comme un moyen d'élever l'esprit et de libérer l'énergie vitale, ou Kundalini. Quand cette énergie est maîtrisée, elle peut apporter illumination et transformation. Une union sexuelle vécue de manière sacrée aligne le corps, l'esprit et l'âme, ce qui permet d'ouvrir le troisième œil et de mieux comprendre soi-même et l'univers. Cela nécessite une discipline, des rituels et une méditation pour canaliser l'énergie sexuelle et éveiller le potentiel divin intérieur.

Mots clés: Potentiel divin, Sexualité, Porte d'accès, Spiritualité, Troisième œil, Éveil spirituel, Énergie sexuelle, Chakras, Transformation personnelle, Conscience spirituelle, Équilibre énergétique, Connaissance de soi, Éveil de la conscience, Sacralité de la sexualité et Union divine.

Abstract

In certain spiritual traditions, sexuality is seen as a path to spirituality and the awakening of the third eye, which opens spiritual perception. Through practices such as tantra, Sufism, and alchemy, sexuality is viewed to elevate the mind and release vital energy, or Kundalini. When this energy is mastered, it can bring illumination and transformation. A sacredly experienced sexual union aligns the body, mind, and soul, facilitating the opening of the third eye and a deeper understanding of oneself and the universe. This requires discipline, rituals, and meditation to channel sexual energy and awaken the inner divine potential.

Keywords: Divine potential, Sexuality, Gateway, Spirituality, Third eye, Spiritual awakening, Sexual energy, Chakras, Personal transformation, Spiritual consciousness, Energetic balance, Self-awareness, Consciousness awakening, Sacredness of sexuality, and Divine union.

Introduction

Depuis des millénaires, de nombreuses traditions spirituelles ont cherché à établir une connexion entre le corps, l'esprit et l'âme, souvent en utilisant des pratiques visant à libérer l'énergie intérieure et à élever la conscience humaine. La quête spirituelle, en particulier la recherche d'une communion plus profonde avec soi-même et l'univers, a pris des formes diverses et variées à travers les âges et les cultures. Parmi les voies explorées, la sexualité occupe une place paradoxale : à la fois perçue comme une activité profane et une source de puissantes énergies spirituelles. Dans de nombreuses traditions spirituelles et ésotériques, la sexualité est envisagée non seulement comme un aspect fondamental de la vie humaine mais aussi comme un chemin vers l'éveil spirituel et la réalisation du soi[159]. La notion d'utiliser la sexualité comme un moyen d'atteindre une forme de transcendance, notamment à travers l'activation du troisième œil (ou ajna), est centrale dans plusieurs systèmes de pensée, allant du tantrisme au soufisme, en passant par certaines pratiques d'alchimie spirituelle. Le troisième œil, ce point d'éveil situé au centre du front, au-delà de la perception ordinaire, est considéré dans ces traditions comme un portail vers une vision intérieure plus aiguë et une connexion plus profonde à l'essence divine[160].

[159] OSHO, Le Livre des Secrets: *112 Méditations Pour Découvrir la Source de la Vie*, Genève, Editions du Puits de Roulle, 1979.

[160] VIEILLARD-BARON, (J-L.), *Les onze principes de la politique et de l'amour,* Les Cahiers de l'Herne, no. 15, 1970, pp. 135-146.

Au cœur de cette approche spirituelle, l'acte sexuel devient un moyen puissant de libérer et d'élever l'énergie vitale (souvent désignée sous le nom de Kundalini dans le contexte hindou et bouddhiste). Cette énergie, lorsqu'elle est cultivée et dirigée de manière consciente, peut se manifester non seulement comme une force de guérison mais aussi comme une voie d'illumination. Le tantra, par exemple, enseigne que l'union sexuelle consciente entre deux partenaires peut aboutir à une expérience mystique où l'énergie sexuelle est transformée en énergie spirituelle, contribuant ainsi à l'éveil du troisième œil et à la révélation du potentiel divin inné chez chaque individu[161].

L'ouverture du troisième œil est souvent décrite comme une expérience de clairvoyance, de perception intuitive, et de compréhension spirituelle profonde, permettant à l'individu de dépasser les limitations de l'ego et de percevoir la réalité sous une forme plus unifiée et transcendante. La sexualité, lorsqu'elle est vécue dans une approche spirituelle, devient ainsi un moyen d'aligner le corps, l'esprit et l'âme, permettant l'ouverture de cette porte intérieure. Selon certains maîtres tantriques, la fusion des énergies masculines et féminines dans un acte sacré peut mener à un état de conscience élevé, permettant une forme de communion divine.

Il est également important de souligner que ces pratiques sont souvent entourées de rituels spécifiques et d'une discipline stricte, car elles impliquent une gestion consciente de l'énergie sexuelle, une pratique de

[161] **BHARATI, (A.), La tradition tantrique, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1975, p. 123-135**

méditation profonde et une réceptivité accrue aux dimensions spirituelles de l'existence. Ainsi, la sexualité dans cette optique ne se limite pas à une simple expérience physique mais devient un rituel sacré, une voie d'éveil et de transformation.

I. Cadre méthodologique

Les méthodes en sciences sociales sont aussi nombreuses que divergentes. Elles sont soit successives dans le temps, soit élaborées de façon concomitante. Pour notre part, nous faisons recours aux méthodes suivantes en vue d'une bonne interprétation de nos informations. Etant donné que les conflits sociaux devraient être regardés comme quelque chose de rationnel, de constructif et socialement fonctionnel, dans le cadre de notre recherche nous utilisons l'approche phénoménologique. La phénoménologie, en tant que méthode d'étude, se concentre sur la description et l'analyse des expériences vécues, dans le but de comprendre la manière dont les individus perçoivent et vivent la réalité de manière subjective, tout en mettant l'accent sur les phénomènes tels qu'ils apparaissent dans la conscience[162].

Elle s'appuie sur les travaux de philosophes comme ***Edmund Husserl*** *et* ***Maurice Merleau-Ponty***, qui ont développé l'idée que la réalité doit être abordée telle qu'elle est vécue, sans préjugés ou théories préétablies[163]. En ce sens, cette approche cherche à

[162] DAHLBERG, (R.), *La phénoménologie de Husserl : Le guide de l'Encyclopædia Britannica sur la phénoménologie de Husserl*, Encyclopædia Britannica, 2017.
[163] SPURLING, (PH.), Maurice Merleau-Ponty et la phénoménologie de la perception, *The Guardian*, 13 novembre

décrire les expériences spirituelles et sensorielles vécues par un individu dans le cadre de la sexualité consciente, de la transformation énergétique et de l'éveil spirituel. Ainsi, pour faire la collecte des données ayant trait à ce sujet, les techniques entretiens approfondis, des journaux spirituels, la pratique immersive et la méditation permet de comprendre en profondeur comment la sexualité peut être perçue comme un moyen d'accéder à la spiritualité et à l'éveil du troisième œil.

II. La Sexualité comme Énergie Sacrée : Une Exploration Profonde

La sexualité, dans de nombreuses traditions spirituelles anciennes, est perçue bien au-delà d'une simple fonction biologique ou physique. Elle est souvent considérée comme une force sacrée et une source d'énergie spirituelle[164]. Dans cette perspective, l'énergie sexuelle est vue comme une force vitale primordiale capable de nourrir et d'élever l'individu, tant sur le plan physique que spirituel. Cette approche repose sur l'idée que la sexualité n'est pas simplement un acte charnel, mais un moyen d'accéder à des dimensions spirituelles plus profondes, de développer la conscience et de transformer l'énergie en une puissance créatrice.

2019,www.theguardian.com/books/2019/nov/13/maurice-merleau-ponty-phenomenology-perception-review. Consulté le 27 Octobre 2024.

[164] Sexualité Sacrée." Encyclopédie Larousse en ligne,www.larousse.fr/encyclopedie/sexualit%C3%A9_sacr%C3%A9e, Consulté le 27 Octobre 2024.

II.1. La sexualité sacrée dans les traditions spirituelles

Dans plusieurs systèmes spirituels, tels que le tantrisme, le taoïsme, et certaines pratiques yogiques, la sexualité est perçue comme une énergie divine. Dans ces traditions, l'énergie sexuelle n'est pas simplement vue comme une pulsion à satisfaire, mais comme un outil puissant pour éveiller la conscience spirituelle et harmoniser l'énergie vitale. Le tantra, par exemple, enseigne que l'union sexuelle, pratiquée consciemment et dans un cadre spirituel, peut éveiller la Kundalini (l'énergie serpentiforme située à la base de la colonne vertébrale) et ouvrir les canaux énergétiques du corps[165]. ***Le tantrisme*** est sans doute l'une des traditions les plus connues pour associer la sexualité à la spiritualité. Selon **Lama Yeshe**, "Le tantra considère l'énergie sexuelle comme une forme de flux sacré, susceptible d'être canalisée pour l'éveil spirituel[166]." Dans le tantra, l'acte sexuel est une voie d'accès à l'éveil, permettant d'unir les énergies féminines et masculines pour atteindre une conscience supérieure. La sexualité sacrée, loin d'être une simple gratification physique, devient ainsi un processus de transformation et de transcendance spirituelle[167].

[165] https://www.charles.co/blog/sexualite/quest-ce-que-le-tantrisme/ Consulté le 27 Octobre 2024.

[166] YESHE, (L.), *Le tantra et la sexualité*, Paris, Dharma Editions, 2001.

[167] Le tantrisme: entre sexualité et spiritualité." Le Monde des Religions, www.lemondedesreligions.fr/de-l-initiation-au-tantrisme-6144/. Consulté le 29 Octobre 2024.

Le taoïsme, pour sa part, considère l'énergie sexuelle comme le "**Qi**", l'énergie vitale qui circule dans le corps. Selon **Mantak Chia** [168], maître taoïste, la sexualité peut être une force de guérison et d'auto-cultivation spirituelle. Le taoïsme enseigne l'importance de transformer l'énergie sexuelle en énergie vitale, qui, une fois maîtrisée, peut nourrir l'esprit et éveiller les capacités supérieures de l'être [169]. Dans son livre *The Multi-Orgasmic Man*, Chia souligne que la pratique de la "**Sexualité Taoïste**" permet de garder une énergie vitale élevée et d'entretenir un état d'harmonie intérieure.

II.2. L'énergie sexuelle et l'éveil spirituel

L'énergie sexuelle est souvent décrite comme étant directement liée à l'éveil spirituel et à l'activation des centres énergétiques du corps, notamment le **troisième œil**. Le **troisième œil**, également appelé le **chakra frontal** (Ajna), est considéré comme le centre de la clairvoyance et de la conscience intuitive. Dans les pratiques tantriques et yogiques, l'énergie sexuelle est canalisée de manière à ouvrir ce centre, permettant une expansion de la conscience et une plus grande capacité à percevoir au-delà du monde physique. Selon **Tao Tan Pai**, "la transformation de l'énergie sexuelle en énergie spirituelle active le troisième œil et permet d'élargir les horizons de la conscience humaine[170]."

---

[168] CHIA, (M.), *L'homme multi-orgasmique; L'énergie sexuelle masculine,* Paris, Éditions du Rocher, 1996.

[169] "Taoïsme." Encyclopædia Universalis. www.universalis.fr/encyclopedie/taoisme/. Consulté le 29 Octobre 2024.

[170] TAN PAI, (T.), L'inspiration taoïste : *Cultiver l'énergie sexuelle pour l'éveil spirituel,* Paris, Guy Trédaniel, 2002.

Cette alchimie énergétique est au cœur des pratiques spirituelles qui considèrent la sexualité comme une voie d'accès à des dimensions supérieures de la réalité. L'énergie sexuelle, en tant qu'énergie créatrice, permet non seulement de régénérer le corps et l'esprit, mais aussi de transcender les limites de la perception ordinaire et d'atteindre un état de conscience plus élevé. L'éveil du troisième œil, par la transformation de l'énergie sexuelle, a également des implications sur le plan psychologique et émotionnel. Dans cette perspective, la sexualité consciente permet de libérer les blocages émotionnels et de restaurer l'équilibre intérieur. Par exemple, **David Frawley**, dans son ouvrage *Tantra: The Path of Ecstasy*, explique que "le but du tantra est de transformer l'énergie brute du désir sexuel en une énergie spirituelle pure, qui peut éveiller la sagesse cachée en nous[171]."

*II.**3. La sexualité sacrée et l'activation de la Kundalini***

L'un des concepts clés associés à l'énergie sexuelle sacrée est celui de la **Kundalini**[172], une énergie primordiale symbolisée par un serpent enroulé à la base de la colonne vertébrale. Dans le système yogique, la **Kundalini** représente le potentiel spirituel latent en chaque individu. Lorsqu'elle est éveillée, généralement par des pratiques de méditation ou de techniques de respiration, cette énergie monte le long de la colonne vertébrale, traversant les chakras pour finalement

[171] FRAWLEY, (D.), Tantra: *Le Chemin de l'extase,* Québec, Les Éditions de Lhomme, 2000.

[172] Kundalini." Encyclopædia Britannica. www.britannica.com/topic/kundalini, consulté le 29 Octobre 2024

atteindre le sommet de la tête, où elle mène à l'illumination spirituelle. La sexualité sacrée joue un rôle crucial dans l'éveil de la **Kundalini**, car elle permet de libérer et de canaliser cette énergie de manière contrôlée. Selon **Gopi Krishna** [173] , auteur de *Kundalini: The Evolutionary Energy in Man*, "la montée de la Kundalini est souvent accompagnée de sensations physiques et psychologiques profondes, et peut être provoquée par des pratiques sexuelles conscientes et méditatives." Dans le tantra, l'union sexuelle est perçue comme une forme de "**yoga sexuel**", où l'énergie générée par l'acte sexuel est dirigée vers l'éveil de la Kundalini. En concentrant l'énergie sexuelle et en l'orientant vers le haut du corps, on peut, selon les enseignements tantriques, activer des états de conscience supérieurs, conduisant à l'illumination[174].

II.4. Les pratiques et techniques de la sexualité sacrée

Les traditions tantriques et taoïstes offrent des pratiques concrètes pour transformer l'énergie sexuelle en énergie spirituelle. Ces pratiques incluent des techniques de ***respiration consciente***, *des* ***exercices de contrôle musculaire*** (comme le ***Mula Bandha*** dans le yoga), et des **visualisations** visant à canaliser l'énergie vers le troisième œil ou le sommet de la tête. Une technique taoïste importante est la "***circulation de l'énergie***", où l'énergie générée pendant l'acte sexuel est dirigée à travers les canaux énergétiques du corps.

---

[173] **KRISHNA, (G.), Kundalini : L'énergie évolutive chez l'homme, Varanasi, Jaico Publishing House, 1993.**

[174] **DE NEBESKY-WOJKOWITZ, (R.), Le bouddhisme tantrique et la sexualité moderne, Journal of Asian Studies, vol. 25, no 3, 1966, p. 497-511.**

Cette circulation permet de renforcer l'énergie vitale (Qi) et de nourrir l'esprit. Selon ***Mantak Chia***, "la maîtrise de l'énergie sexuelle permet de prolonger la vitalité, d'élever la conscience et d'activer le pouvoir intérieur[175]." Le tantra offre également des pratiques spécifiques telles que l'**unité dans la dualité**, où l'on apprend à fusionner l'énergie masculine et féminine, non seulement dans le corps, mais aussi au niveau spirituel. Le "**Maithuna**", ou l'union sacrée dans le tantra, est une pratique où l'énergie sexuelle est vécue comme une source d'illumination plutôt que de simple plaisir physique. En se concentrant sur la respiration et la visualisation, les pratiquants peuvent créer un espace sacré qui permet de transcender les limitations physiques et d'atteindre une conscience supérieure.

La sexualité, lorsqu'elle est abordée dans une perspective sacrée et spirituelle, devient une porte d'accès à la transformation personnelle et spirituelle. L'énergie sexuelle, au lieu d'être perçue comme une simple pulsion biologique, devient une force primordiale capable d'élever la conscience humaine, d'harmoniser le corps et l'esprit, et d'ouvrir les canaux énergétiques pour l'éveil spirituel. Que ce soit dans le tantrisme, le taoïsme ou le yoga, ces traditions enseignent que la sexualité peut être une voie de transformation spirituelle profonde, permettant d'atteindre l'illumination et l'éveil de la Kundalini et du troisième œil.

[175] CHIA, (M.), "Tantra: la sexualité sacrée et la magie de l'Amour." Esotérica Revue de l'ésotérisme occidental, *1996,* https://www.esoterica.ves/UserFiles/Image/mipf2005_texts/04_sexualite/Contribs/06_B-Chia1.pdf. Consulté le 29 Octobre 2024

III. L'ouverture du troisième œil par la sexualité

III.1. Qu'est-ce que le troisième œil ?

III.1.1. Définition du troisième œil dans les traditions spirituelles et ésotériques

Le troisième œil est un concept fondamental dans plusieurs traditions spirituelles, notamment dans le bouddhisme, l'hindouisme, le taoïsme et dans diverses pratiques ésotériques occidentales. Il est souvent décrit comme un centre énergétique situé au milieu du front, légèrement au-dessus des sourcils, associé à la glande pinéale.

Cette glande est parfois vue comme le "siège de l'âme" ou comme le point de connexion entre le corps physique et les dimensions spirituelles[176]. Dans le bouddhisme et l'hindouisme, le troisième œil est lié à l'éveil spirituel et à la sagesse profonde. Dans ces traditions, on considère qu'il permet d'accéder à des perceptions extrasensorielles, telles que la clairvoyance, l'intuition, et la capacité de voir au-delà des apparences physiques. Le chakra correspondant au troisième œil, connu sous le nom d'Ajna (en sanskrit), est souvent décrit comme un centre énergétique qui, une fois éveillé, donne accès à des dimensions spirituelles subtiles et à des états de conscience supérieurs[177].

[176] WIEDERKEHR, (M.), Troisième œil : *Comment travailler avec les chakras : Le troisième œil*, chakra du troisième œil et le maitrise de l'esprit, Éditions Amply, 2016.

[177] Chakras for Beginners: The Third Eye Chakra." Yoga Journal. www.yogajournal.com/yoga-101/chakras/chakras-for-beginners, Consulté le 29 Octobre 2024.

III.1.2. Son rôle dans l'éveil de la conscience et l'accès à des perceptions spirituelles plus subtiles

Le troisième œil joue un rôle central dans l'éveil spirituel, car il est perçu comme une porte d'entrée vers une perception plus claire de soi et de l'univers. Selon Lama Yeshe, dans le tantra tibétain, "l'éveil du troisième œil est un processus qui nous permet de transcender les illusions du monde matériel et de percevoir les vérités cachées derrière les formes apparentes"[178]. Dans cette perspective, l'ouverture du troisième œil mène à une conscience plus élevée, permettant une compréhension plus profonde des lois spirituelles et de l'interconnexion de toutes choses.

III.2. Le lien entre sexualité et ouverture du troisième œil

III.2.1. Comment l'activation de l'énergie sexuelle peut stimuler l'ouverture du troisième œil

Dans plusieurs traditions, l'énergie sexuelle est considérée comme une forme d'énergie vitale extrêmement puissante. L'idée que l'énergie sexuelle peut stimuler l'ouverture du troisième œil repose sur la notion que cette énergie peut être redirigée vers les centres spirituels du corps, notamment le troisième œil, en utilisant des pratiques spirituelles telles que la méditation et la concentration. Dans le tantra, par exemple, l'énergie sexuelle est considérée comme une force sacrée capable de transcender les désirs mondains pour conduire à l'éveil.

[178] YESHE, (L.), Le Troisième Œil: *Porte d'accès à la Conscience Spirituelle*, Paris, Les Deux Océans, 2001, p.55.

Lama Yeshe, explique que "l'énergie sexuelle, lorsqu'elle est canalisée consciemment, devient une force spirituelle qui aide à ouvrir les portes de la perception intérieure, y compris celle du troisième [179] œil". En transformant cette énergie en une pratique méditative, les pratiquants peuvent élever leur conscience au-delà des niveaux matériels et atteindre un état d'unité spirituelle.

III.2.2. La pratique de la méditation et de la concentration dans l'acte sexuel pour accéder à des états de conscience plus élevés

La sexualité tantrique, par exemple, implique l'utilisation de techniques de respiration, de concentration, et de méditation pour élever l'énergie sexuelle. L'acte sexuel, loin d'être une simple union physique, devient un moyen d'atteindre un état de méditation profonde. Les pratiquants sont invités à maintenir une attention constante et à concentrer leur esprit sur l'énergie qui circule à travers leur corps pendant l'acte sexuel. Cette concentration aide à libérer l'énergie sexuelle et à la guider vers le troisième œil, stimulant ainsi l'éveil de la conscience spirituelle.

Mantak Chia explique que la respiration contrôlée et l'intention de rediriger l'énergie sexuelle vers le troisième œil peuvent activer cette zone spirituelle du corps. Il décrit une technique où "lorsque l'énergie sexuelle est élevée dans le corps par une respiration profonde et une concentration consciente, elle peut atteindre le troisième œil et provoquer un éveil

[179] YESHE, (L.), Op. Cit. p. 90

spirituel"[180]. Cette activation est censée conduire à une plus grande clarté mentale et à une perception accrue des réalités spirituelles.

III.3. Les techniques d'éveil spirituel à travers la sexualité

III.3.1. Méthodes pratiques : le tantra, la respiration, la visualisation, et leur impact sur l'ouverture du troisième œil

Le tantra et le taoïsme offrent diverses techniques pratiques pour éveiller le troisième œil par la sexualité. Ces pratiques combinent des éléments de méditation, de respiration, et de visualisation pour canaliser l'énergie sexuelle et l'élever à travers le corps. **La respiration** : La respiration est essentielle pour éveiller l'énergie sexuelle et la rediriger vers des centres spirituels comme le troisième œil. Dans le tantra, la respiration circulaire est souvent utilisée pour équilibrer et harmoniser l'énergie du corps. En synchronisant la respiration avec l'acte sexuel, l'énergie sexuelle est cultivée et élevée ; **La visualisation** : La visualisation est une autre technique clé dans ces pratiques. Par exemple, dans le tantra, les pratiquants peuvent visualiser l'énergie sexuelle sous forme de lumière ou de flux d'énergie montant le long de la colonne vertébrale jusqu'au troisième œil. Cette visualisation aide à concentrer l'esprit et à éveiller les centres énergétiques subtils ; **Le tantra** : Le tantra, notamment dans la tradition tibétaine, propose une série de rituels et de méditations spécifiques.

[180] CHIA, (M.), Op. Cit. p. 118

Le tantra permet de diriger l'énergie sexuelle de manière consciente et sacrée, en l'élevant vers les centres supérieurs du corps pour accéder à la sagesse spirituelle.[181] La pratique tantrique est un moyen de sanctifier l'énergie sexuelle et d'utiliser cette force pour éveiller des capacités spirituelles, y compris l'ouverture du troisième œil.

III.3.2. Impact sur l'ouverture du troisième œil

Ces techniques ont un impact profond sur l'ouverture du troisième œil. En cultivant et en transformant l'énergie sexuelle, les pratiquants peuvent non seulement atteindre des états de conscience plus élevés, mais aussi développer une intuition accrue, des visions spirituelles et une compréhension plus profonde de la réalité. En réévaluant la sexualité comme un acte sacré et spirituellement significatif, ces pratiques permettent d'ouvrir les portes de la perception et d'accéder à des dimensions spirituelles profondes, liées directement à l'éveil du troisième œil. L'ouverture du troisième œil par la sexualité représente une voie de transformation spirituelle puissante dans les traditions tantriques et taoïstes.

À travers des pratiques de méditation, de respiration, et de visualisation, la sexualité devient un moyen d'éveiller des capacités spirituelles et de transcender les limitations physiques. L'énergie sexuelle, lorsqu'elle est canalisée et sublimée, peut stimuler l'ouverture du troisième œil, permettant ainsi aux pratiquants de s'élever vers des niveaux de conscience plus subtils et d'accéder à des perceptions spirituelles plus profondes.

[181] YESHE, (L.), Op. Cit. p. 92.

IV. Les Bienfaits Spirituels de l'Union Sexuelle Consciente

L'union sexuelle consciente, qui implique une pratique intime pleine d'attention, de respect, et de présence dans l'instant, peut offrir plusieurs bienfaits spirituels profonds pour les individus impliqués. Cette forme d'union va au-delà de la simple satisfaction physique et crée une connexion spirituelle, émotionnelle et énergétique entre les partenaires. Voici quelques-uns des principaux bienfaits spirituels associés à l'union sexuelle consciente :

IV.1. Connexion Profonde avec Soi et l'Autre

L'union sexuelle consciente favorise une connexion profonde avec soi-même et son partenaire. En étant pleinement présents, sans distractions, les partenaires se connectent à un niveau plus intime et authentique. Cela peut créer un espace sacré où l'égo est mis de côté, permettant une communion spirituelle. Cette connexion va au-delà des corps physiques, et les énergies des deux individus s'harmonisent.

IV.2. Éveil de l'Énergie Kundalini

Selon les traditions spirituelles, notamment le Tantra, l'union sexuelle consciente peut éveiller l'énergie Kundalini, une force spirituelle située à la base de la colonne vertébrale. Lorsque cette énergie est activée, elle peut remonter le long de la colonne vertébrale, ouvrant les chakras et facilitant l'élévation spirituelle. Cette expérience peut conduire à une sensation de transcendance, de joie profonde et de liberté intérieure.

IV.3. Renforcement de la Présence et de la Conscience

En se concentrant pleinement sur l'instant présent durant l'acte sexuel, les individus peuvent développer une plus grande présence et conscience dans leur vie quotidienne. Cela permet de s'éloigner des pensées distrayantes et des préoccupations, et de cultiver une plus grande clarté mentale et émotionnelle. La pleine conscience, ou "mindfulness", devient ainsi une pratique spirituelle qui transcende le moment sexuel.

IV.4. Expansion de l'Amour Inconditionnel

L'union sexuelle consciente est souvent liée à la pratique de l'amour inconditionnel. Lorsque les partenaires sont ouverts, vulnérables, et attentifs aux besoins de l'autre, cela favorise l'acceptation mutuelle et l'élévation de l'amour. L'énergie partagée dans cette pratique peut éveiller un sentiment d'unité universelle, renforçant la compassion et l'empathie, des qualités spirituelles profondes.

IV.5. Purification Émotionnelle et SpirituelleL'union sexuelle consciente offre un espace où les émotions peuvent être libérées de manière saine. Cela peut inclure la libération de vieilles blessures émotionnelles, de peurs ou de blocages énergétiques. Cette catharsis, souvent ressentie pendant l'acte ou après, permet une purification et un renouvellement spirituel, favorisant une plus grande harmonie intérieure.

IV.6. Guérison Émotionnelle et Spirituelle

L'acte sexuel, lorsqu'il est pratiqué consciemment, peut avoir des effets thérapeutiques, en particulier dans des contextes où l'un ou les deux partenaires ont vécu des traumatismes émotionnels ou physiques. Le corps, l'esprit et l'âme peuvent se régénérer à travers une telle pratique, apportant guérison à des niveaux plus profonds. La sécurité, la tendresse et l'attention apportées dans cette union permettent à l'énergie de circuler librement et de restaurer un équilibre spirituel.

IV.7. Équilibre des Énergies Masculine et Féminine

L'union sexuelle consciente permet une rencontre équilibrée des énergies masculines et féminines, qu'elles soient exprimées par les partenaires ou ressenties au niveau intérieur. Chaque individu porte ces énergies en lui, et la sexualité consciente peut aider à les harmoniser et à favoriser un sentiment d'unité et d'intégration de soi. Cela est particulièrement pertinent dans les pratiques tantriques et yogiques, où l'union de ces forces opposées mais complémentaires est vue comme une voie vers l'illumination spirituelle.

IV.8. Épanouissement Spirituel et Transcendance

Pour beaucoup, la sexualité consciente devient un chemin d'épanouissement spirituel, une voie pour accéder à des états modifiés de conscience, à la méditation, et à la transcendance. L'expérience intime devient un rite sacré, un moyen de se relier au divin, que ce soit en soi-même, dans son partenaire, ou dans l'univers entier. Cela peut conduire à des moments d'extase spirituelle, une sensation d'unité avec l'univers et de dissolution du soi dans la totalité.

L'union sexuelle consciente, loin de se limiter à un simple acte physique, peut être un puissant moyen d'explorer et d'élever la dimension spirituelle de l'être humain. En favorisant la présence, l'amour inconditionnel, et la libération des énergies bloquées, cette pratique permet aux individus de se reconnecter à leur essence divine, d'éveiller leur conscience et de vivre une expérience plus profonde et holistique de la sexualité.

Conclusion

La sexualité, dans sa forme consciente, est bien plus qu'un acte physique. Elle représente une porte d'accès profonde à la spiritualité, une voie vers l'éveil spirituel et l'ouverture du troisième œil, ce centre énergétique lié à la perception intuitive et à la conscience supérieure. À travers cette pratique, l'énergie sexuelle, considérée comme un potentiel divin, devient un catalyseur puissant pour l'éveil spirituel, en permettant aux individus de se reconnecter à leur essence profonde, d'harmoniser leurs énergies intérieures et de vivre une expérience de l'unité avec le cosmos. Cette exploration consciente de la sexualité est un chemin qui transcende les limites physiques pour s'ouvrir à une expérience plus vaste et lumineuse. En cultivant une sexualité pleine de présence et d'attention, nous pouvons éveiller des énergies subtiles qui, une fois libérées, facilitent l'épanouissement spirituel et l'ouverture de notre perception intérieure, en particulier celle du troisième œil, qui nous permet de voir au-delà du monde matériel et d'accéder à une dimension spirituelle plus élevée.

Il est donc essentiel d'encourager la pratique de la sexualité consciente et de l'intégration de techniques spirituelles dans l'intimité. Cela invite à une transformation profonde non seulement au niveau personnel, mais également au niveau collectif. En s'engageant dans cette démarche, chaque individu peut participer à un changement global vers un monde plus éveillé, plus connecté et plus spirituellement aligné.

Cette approche ouvre la voie à une transformation intérieure, favorisant une vie plus pleine, plus consciente et profondément ancrée dans la sagesse spirituelle. Un monde spirituellement éveillé, où la sexualité est vécue comme un sacré, peut ainsi offrir une guérison collective, un bien-être universel et une harmonie entre les individus et l'univers, créant un avenir où l'amour, la conscience et la vérité se manifestent dans chaque aspect de la vie humaine.

Par Vincent-Chirack KABANGU MANUANA

XII. ESSAI D'ANALYSE D'INEGALITE DANS LA SCOLARISATION DES FILLES ET DES GARÇONS EN MILIEU RURAL, (CAS DU GROUPEMENT MUNIGI)

Par : **Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU**
MUNIHIRE LUBUTO Denis
Ass. NZONDERO TUMBA Innocent[182]

Biographie de l'auteur

Le Professeur–Docteur Louis AKILIMALI Kahumbugu Chiririmbo est un expert congolais de haut niveau en planification stratégique, gestion des projets, leadership institutionnel, développement communautaire et stabilisation post-conflit, disposant de plus de 15 années d'expérience professionnelle en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs. Titulaire d'un PhD en Planification et Gestion des Projets ainsi que d'un PhD en Administration et Leadership, il s'est distingué par une carrière marquée par des

[182] Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Goma/ ISPT-Goma

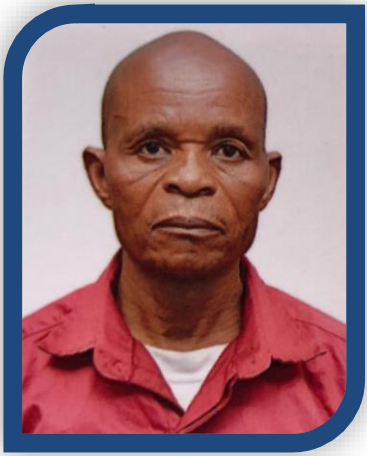
responsabilités stratégiques au sein d'institutions publiques, d'organisations internationales, d'universités et d'organisations de la société civile. Depuis mars 2025, il est Représentant et Porte-parole du nouveau chef d'établissement et des professeurs déplacés du Nord et du Sud-Kivu à Kinshasa. Il occupe également, depuis août 2023, la fonction de Secrétaire Général Académique de l'Université des Martyrs du Congo (UNIM), où il contribue activement à la gouvernance académique, à la réforme institutionnelle et au développement de partenariats stratégiques. Le Professeur–Docteur AKILIMALI est aussi Responsable des Projets et Partenariats du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRC-S) pour le Nord-Kivu, fonction qu'il exerce depuis septembre 2022. À ce titre, il a également été Consultant indépendant dans le cadre de la conception et de l'élaboration de la Stratégie Nationale du P-DDRC-S entre août 2018 et mai 2021, apportant une expertise décisive dans les processus de stabilisation, de relèvement communautaire et de consolidation de la paix.

Par le passé, il a assumé plusieurs fonctions de leadership régional et international, notamment : Représentant des Congolais en Ouganda et Président du Conseil des Sages, élu démocratiquement (2018–2020) ; Directeur Pays de Christian Union for Refugees Care en Ouganda (2018–2020) ; Planificateur diocésain de l'Église Anglicane, Diocèse de Goma (2016–2017) ; Consultant en planification des projets pour Restoration and Hope for Refugees (REHORE) en Ouganda (2013–2015) ; Directeur des Programmes de SAVE ACTs MINE en RDC (2013–2015).

Sur le plan académique, il est enseignant d'universités depuis 2012, et a exercé comme expert facilitateur des structures d'appui entre septembre 2021 et septembre 2022, contribuant au renforcement institutionnel et à l'accompagnement stratégique de plusieurs organisations. Expertise et apports professionnels : Le Professeur–Docteur Louis AKILIMALI dispose d'une expertise multidisciplinaire reconnue, notamment en : Gestion et planification de projets (urgence, développement et stabilisation); Analyse de faisabilité technique et économique; Gestion intégrée des risques (environnementaux, humains, sociaux, financiers et institutionnels) ; Développement stratégique et planification à long terme; Planification financière et optimisation des ressources; Formation, renforcement des capacités et transfert de compétences; Développement durable et responsabilité sociale; Relations communautaires et gouvernance participative. Grâce à cette expertise, il a contribué de manière significative à l'amélioration de la performance institutionnelle, à la réduction des risques opérationnels, à la promotion des pratiques durables et à la maximisation de l'impact socio-économique de nombreuses institutions, tant au niveau national que régional.

Biographie du co-auteur

*Monsieur **Denis MUNIHIRE LUBUTO**, originaire de la province du Nord-Kivu, est un enseignant congolais expérimenté, engagé depuis plusieurs décennies dans le domaine de l'éducation, de la formation académique et de la gestion scolaire et universitaire en République Démocratique du Congo. Marié à Madame LUANDA NDOOLE Mariam, il est fils de Malekani Lubuto et de Lumoo Lubungo. Il exerce la profession d'enseignant avec le grade d'Assistant, mettant au service des institutions éducatives son expertise pédagogique, administrative et académique.*



Sur le plan académique, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO poursuit actuellement un Master (Masterant) à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma (ISDR-GL), option Environnement (2023-2024).

Il est titulaire d'une Licence en Gestion et Administration du Personnel obtenue à l'Institut Supérieur de Pêche de Goma (2016). Il détient également un Diplôme de Graduat en Gestion du Personnel délivré par l'Université Ouverte (CIDEP) Nord-Kivu en 2001. Sa formation de base comprend un Diplôme d'État obtenu à l'Institut Tuungane de Goma, ainsi qu'un certificat de fin d'études primaires obtenu à l'EP Machumbi. En complément de sa formation

académique, il a suivi plusieurs formations professionnelles, notamment sur le système LMD (Licence-Master-Doctorat) axées sur l'enseignement, l'évaluation et les méthodes pédagogiques innovantes. Il a également été formé en micro-informatique, ainsi qu'en conduite automobile professionnelle, ce qui témoigne de son profil polyvalent. Son parcours professionnel est riche et diversifié. Il a exercé comme Assistant à l'Université des Martyrs RDC (2023-2024), Directeur des Services Académiques à l'ISPé-Goma (2018-2022), Assistant à l'ISPé-Goma (2016-2022), et appariteur à l'ISDR-Goma (2014-2015).

Dans le secteur scolaire, il a occupé les fonctions de directeur d'écoles primaires, notamment à l'École Communautaire du Lac et à l'École Enricassin, et a enseigné dans plusieurs établissements en RDC et au Rwanda, notamment à Kigali. Par ailleurs, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO est Président Provincial de l'ANAPECO Nord-Kivu I depuis 2023, une responsabilité qui reflète son engagement dans la structuration et la défense du secteur éducatif. Sur le plan linguistique, il s'exprime couramment en français et en swahili, avec des notions de base en anglais. Homme d'expérience, de rigueur et de dévouement, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO continue de servir l'éducation congolaise avec professionnalisme, intégrité et sens du devoir.

0. INTRODUCTION

Tous les pays du monde cherchent en commun d'avoir une forme identique pour leur pyramide des effectifs ou de leur couverture scolaire bien que la base, le sommet et les parties moyennes peuvent être plus ou moins larges ou fines selon le pays; Pour comprendre les inégalités sexuées des trajectoires scolaires, il faut revenir à l'histoire longue, connaître les modalités de rapprochement des enseignements de deux sexes, établir un bilan des transformations réalisées et des inégalités encore présentes au début du XXIe siècle. L'histoire des institutions scolaires n'est pas commune aux deux sexes et a montré le retard de l'alphabétisation féminine au XVIIIe siècle. Ce retard tient en grande partie à la condition féminine de cette époque et aux fonctions sociales associées à l'instruction dont les femmes sont exclues. Le siècle des lumières n'a guère innové sur la question de l'instruction : la réticence à instruire les garçons issus du peuple est encore plus marquée pour les filles. (UNESCO, 2000)

En 2012, 12 % des filles n'étaient pas scolarisées au primaire dans le monde, contre 10 % de garçons. Les taux de non-scolarisation des filles sont les plus élevés en Afrique subsaharienne (25 % contre 19 % des garçons) et dans les États arabes (14 % contre 10 % des garçons). Mais l'accès des filles à l'école primaire a fortement progressé dans certaines régions du monde entre 2000 et 2012 : leur taux de scolarisation est passé de 70 % à 90 % en Asie du Sud et de l'Ouest et de 57 % à 75 % en Afrique subsaharienne. Des améliorations notoires pour des régions où dix ans plus tôt les filles étaient majoritairement éloignées de l'école.

Dans le secondaire, autant de filles que de garçons ne sont pas scolarisés dans le monde en 2012, respectivement 16 et 15 %. Mais cette « égalité » cache de grandes disparités selon les régions : plus de la moitié des filles (54 %) ne sont pas scolarisées en Afrique subsaharienne contre 47 % des garçons. Elles étaient 73 % dans cette situation en 2000, souligne l'Unesco dans une note d'information publiée en juin 2014. Elles sont 20 % en Asie du Sud et de l'Ouest et 15 % dans les Etats arabes à être concernées en 2012. Toutefois, les progrès ont été importants dans certaines régions du monde entre 2000 et 2012 : le taux de filles scolarisées est passé de 53 % à 80 % en Asie du Sud et de l'Ouest, de 74 % à 97 % en Asie de l'Est et Pacifique (+ 23 points) et de 27 % à 46 % en Afrique subsaharienne, même si ce taux est le plus bas du monde en 2012. (ATFA MEMAÏ, 2014). En effet, entre 2000 et 2015, il y a eu dans le monde 52 millions de filles non-scolarisées en moins, et dans la même période le nombre de filles pour 100 garçons est passé de 92 à 97 dans le cycle primaire. Cependant, malgré les politiques éducatives favorables à l'éducation pour tous, la parité n'est pas atteinte, ni dans l'accès, ni dans la durée de la scolarité, notamment dans les régions les plus pauvres du monde, comme en Afrique subsaharienne, et en Asie du sud et de l'ouest (Unesco, 2015).

En Algérie, la volonté de garantir à tous les citoyens le droit à l'éducation s'est exprimée très tôt, puisqu'un processus de scolarisation massive s'est enclenché dès l'indépendance, et d'importantes ressources ont été mobilisées à cette fin, ce qui a permis de remédier au faible taux de scolarisation observé durant la période coloniale, car à considérer le nombre des enfants algériens scolarisés avant 1962.

(Françoise Duquesne, 1990). Selon UNESCO (2014), environ 36 millions d'enfants ne vont pas à l'école en Afrique subsaharienne. Les données statistiques scolaires pour les sexes masculins et féminins dans le niveau du primaire semblent être plus marquées dans certains pays de sahels comme la Burkina-Faso, le Mali, le Niger, le Tchad où les effectifs baissent au jour le jour lors d'un passage d'un niveau d'enseignement. Les femmes et les filles sont prisonnières d'un cycle qui fait qu'elles soient plus analphabètes, raison pour laquelle certaines filles à l'âge précoce se marient trop jeunes et sont souvent condamnées par la pauvreté, l'analphabétisme.

En général, au cours de l'année scolaire 2003/2004, les filles scolarisées au Rwanda étaient légèrement moins nombreuses que les garçons : 97.011 filles contre 106.540 garçons, soit une proportion des filles de 47,7%.

Ce rapport est identique que ce soit au niveau du tronc commun qu'au niveau du second cycle. Toutefois, là encore, des différences s'observent en premier lieu entre les régions. Quatre Provinces présentent une proportion des filles égale ou supérieure à 50%, à savoir Kigali-Ngali qui a le taux le plus élevé (53%), Gitarama, Kigali ville et Butare. A l'inverse, cinq sont caractérisés par une sous scolarisation des filles avec moins de 45% : en premier lieu Byumba où les filles ne représentent que 41,4% du total des élèves, puis Ruhengeri, Gisenyi et Kibuye. Ces différences se remarquent ensuite selon le statut des écoles, le secteur public est toujours caractérisé par une sous-représentation de filles de façon globale (37, 9%) mais spécialement dans le second cycle (34,8%).

A l'opposé, le privé scolarise beaucoup plus des filles globalement (55,2%) et semble avoir une politique d'accueil plus équilibrée tant au niveau du tronc commun (54,7%) que du second cycle (55,8%). Les établissements libres subsidiés scolarisent 44,6% des filles avec des écarts allant de 46,1% pour le Tronc Commun et 42% pour le second cycle. (Arab A., 2003).

La République Démocratique du Congo (RDC), prône, elle aussi, la scolarisation des filles et l'élimination des disparités de scolarisation entre celles-ci et les garçons. C'est pourquoi, depuis le forum de Dakar (2012), la RDC s'est engagée à améliorer la scolarisation des filles. Mais il se pose la question de l'efficacité des actions menées pour l'amélioration de la scolarisation des filles en République Démocratique du Congo. (Paul VITAMARA, 2014). Selon les études du ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP), le nombre de filles à l'école s'approche progressivement de celui de garçons à travers le pays. Pour le ministère de l'EPSP, ce nombre est passé de moins de 30% des filles à l'école il y a deux décennies, à 48,6% des filles contre 54% pour les garçons fin 2013, Cette augmentation de nombre de filles à l'école est le fruit de plusieurs efforts menés par le gouvernement de la RDC et ses partenaires du secteur. C'est dans ce cadre que l'EPSP, en partenariat avec International Rescue Comité (IRC), Catholique Relief Service (CRS) et Save the Children International, a mis en œuvre, en juin 2013, le projet : Valorisation de la Scolarisation de la Fille « VAS-Y FILLE ! ».

Ce Projet vise à atteindre les résultats suivants : Faire passer l'indice de parité genre de 0, 98 en 2013/2014 et à 1 en 2015/2016 ; assurer aux filles et aux garçons une participation équitable et complète à l'enseignement primaire ; développer des stratégies pérennes et soutenables de soutien à la scolarisation des filles et des enfants vulnérables et promouvoir chez les enseignants, les parents et les leaders d'opinion, la promotion du genre dans l'enseignement, particulièrement au niveau du primaire. (Ministère de l'EPSP, 2017).

Pour l'UNICEF (2016) les inégalités en matière de scolarisation des filles s'observent en RDC, 65% contre 30% en milieux urbains. Cette différence s'observe car beaucoup des filles quittent l'école avant de finir l'année. Notons que les pourcentages sont au plus bas niveau dans les milieux ruraux. En province du Nord-Kivu, l'éducation des filles reste encore hypothétique car bien des filles ne bénéficient pas de la scolarisation et sont délaissées à leur triste sort. Dans le territoire de Nyiragongo, le nombre des filles analphabètes est très élevé. Signalons ici que c'est la fille qui doit faire des travaux ménagers et rester plus à côté de sa mère en attendant le mariage. Selon les statistiques recueillies, sur un effectif de 35375 enfants scolarisables, 15808 bénéficient de la scolarisation, dont 7700 filles et 8108 garçons. A l'école secondaire sur 8705 enfants scolarisés, 3299 sont filles, et 5406 garçons.

Comme on peut le constater, les filles scolarisées sont moins nombreuses par rapport aux garçons. Cette situation se comprend par le fait que les filles sont très vulnérables en matière de scolarisation vu qu'elles sont destinées aux travaux ménagers, travaux de champs

mais aussi la garde des enfants. Malgré la campagne « toutes les filles à l'école », les filles du groupement Munigi plus particulièrement sont loin de bénéficier d'une scolarisation descente et égale à celle des garçons vue que les moyens importants pour ce faire n'ont pas été alloués. Un autre aspect est de la négligence à l'égard des filles du fait des mariages précoces qui sont très fréquents et qui découragent les parents qui voient leurs frais scolaires perdus une fois la fille se marie avant l'âge, la famille ne pourra jouir totalement de sa production. Un pareil préjugé défavorable à l'égard des filles ne fait qu'accroître la disparité entre les deux sexes en matière de scolarisation.

C'est ainsi que de nombreuses filles abandonnent les études à cause de la « prime » payée par les parents, car ces derniers préfèrent privilégier les garçons. Certains parents ont du mal à scolariser leurs filles du fait d'absence des moyens adéquats. Ainsi, ils jugent mieux de scolariser les garçons qui peuvent continuer les études au lieu de perdre l'argent à la scolarisation des filles qui risquent de ne pas finir les études vu les problèmes des grossesses et mariages précoces. Vue une faible proportion de scolarisation, les filles sont ainsi bloquées dans leur épanouissement ou développement socio-économique et vouées à la dépendance totale de leurs époux, leurs mains restent toujours tendues, sans autonomie financière. En outre, des risques de ne pas avoir des futurs responsables féminins dans la réalisation du bien-être du groupement Munigi. Ainsi, la situation de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons est loin de matérialiser les notions de la parité entre homme et femme et celle du genre en milieu scolaire car les filles et futures femmes sont exposées à des risques et à l'absence de leur contribution à

l'épanouissement individuel et celui du groupement Munigi en particulier. Il faut nécessairement qu'il y ait des solutions pour que les filles et les garçons profitent des mêmes égalités et chances scolaires pour une double contribution en faveur de cette entité de la province du Nord-Kivu.

De ce qui , il nous a paru interpellant de telle façon avons songé d'y réfléchir, c'est pourquoi les questions ci-dessous ont retenu notre attention pour orienter notre recherche :

1. Quels sont les facteurs favorisant l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi ?
2. Quelles sont les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi ?
3. Quelles sont les perspectives pour encourager l'égalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi ?

0.3. HYPOTHESES DU TRAVAIL

L'hypothèse est une proposition de réponse à la question posée. Elle est généralement considérée comme la transposition directe d'une proposition théorique dans le monde empirique. Une hypothèse établit une relation qui peut être vérifiée empiriquement entre une cause et un effet supposé (MADELEINE GRAWITZ, 2000). Eu égard aux questions susmentionnées, nous annonçons les hypothèses ci-dessous :

1. Les facteurs favorisant l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi seraient la pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents, les grossesses précoces et non désirées, le chômage, l'absence du

principe « toute les filles à l'école », la déconsidération et les échecs scolaires, l'absence de la notion de la parité et l'importance des filles dans la réalisation des travaux ménagers et de champs.

2. Les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi seraient la rareté des cadres féminins dans la gestion du groupement Munigi et la délinquance juvénile ;

Les perspectives pour encourager l'égalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi seraient la sensibilisation des parents et des filles sur l'importance l'égalité de sexe dans la scolarisation, l'octroi de l'emploi aux parents, la matérialisation du principe « toutes les filles à l'école dans cette chefferie, encourager la création des écoles de récupération en faveur des filles qui ont raté la scolarisation à l'âge scolaire dans le groupement Munigi

II .METHODOLOGIE

Le cadre dans lequel nous avons focalisé notre recherche est le domaine socio-éducatif des filles et garçons du groupement Munigi. Notons cependant que ce travail porte sur « Essai d'analyse d'intégralité dans la scolarisation des filles et des garçons en milieu rural, cas du groupement Munigi ».

Notre recherche est du type exploratoire et explicatif.

1. Recherche exploratoire

Ce type a pour objet d'articuler une image cohérente de collection des faits qui se manifestent dans l'objet d'étude. Cette recherche nous a facilité de faire une analyse de l'inégalité dans la scolarisation des filles

et des garçons en groupement de Munigi qui constituent notre objet d'étude.

2. Recherche explicative

Ce type de recherche nous a permis d'émettre des hypothèses que nous avons vérifiées par des analyses suivant une méthodologie.

2.1. Méthodes

Une recherche qui se veut scientifique, exige une méthodologie appropriée en vue de l'objectivité des résultats. Pour analyser les données afin de dégager les conclusions différentes à notre recherche, nous avons recouru à des méthodes et techniques.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons utilisé les méthodes ci-dessous :

a) **Méthode analytique** : cette méthode nous a permis d'analyser les données récoltées afin de sélectionner celles qui conviennent au travail grâce à une insistance sur chaque cas, sur chaque élément de notre recherche. Grâce à cette méthode nous avons considéré les choses dans leurs éléments plutôt que dans leur ensemble. En plus, elle nous a permis de fournir un commentaire analytique à chaque tableau statistique synthétisant les données de chaque question du questionnaire d'enquête se rapportant sur l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons en groupement de Munigi ;

b) **Méthode statistique** : elle nous a permis de présenter les données récoltées dans des tableaux statistiques tout en déterminant les effectifs et les pourcentages de chaque réponse des enquêtés dans le souci de faciliter le commentaire analytique pour chaque tableau.

2.2. Techniques de récolte des données

Les techniques constituent des outils soutenant la démarche méthodologique et, à cet effet, sont les moyens servant à exploiter le terrain et à réunir les données et renseignements utiles à l'élaboration d'une étude ou d'une recherche **(SETI MUFABULE, 2016)**. En effet, il nous a été nécessaire d'utiliser les techniques suivantes :

a) Technique documentaire

Appelée encore la documentation ou l'utilisation des documents. La technique documentaire est celle où, le chercheur est assez souvent obligé d'utiliser les documents comme source de données ou simplement comme matériels pouvant servir lors de l'analyse.

Cette technique nous a permis de faire la lecture et l'analyse des documents écrits entre-autre les ouvrages, les mémoires, les travaux de fin de cycle et les sites internet. Notons que l'intégralité de ces documents sera retrouvée dans la page bibliographique de ce travail.

b) Technique d'observation désengagée

Cette technique nous a permis d'observer comment vit et se présente l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons en groupement Munigi sans prétention d'y participer.

c) Technique d'interview libre

Nous avons demandé aux populations et aux responsables des écoles de se prononcer librement et verbalement sur l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons en groupement Munigi.

d) Technique d'enquête par questionnaire

Le questionnaire est un instrument standardisé et un moyen de compréhension essentielle entre l'enquêteur et l'enquêté. Il a consisté à l'élaboration d'une série des questions écrites destinées aux agents et aux populations en vue de récolter par écrit des

informations relatives à l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons en groupement de Munigi afin de permettre l'analyse des opinions.

III. ANALYSE DES RESULTATS D'ENQUETE

Tableau 1 : Répartition des répondants selon le service

Service	Effect if	Percentage
Agent du corps Enseignant Agents de l'Etat Commerçants Sans emploi	25 10 24 37	26 10,4 25 38,5
TOTAL	**96**	**100**

Commentaire :

Dans ce tableau, 37 des répondants soit 38,5 % sont sans fonction, 24 soit 25%, sont commerçants, 25 soit 26%, Enseignants et 10 soit 10,4%, agents de l'Etat.

a) Selon le niveau d'étude

Tableau 2 : Répartition des répondants selon le niveau d'étude

Niveau d'étude	Effectif	Pourcentage
Primaire Secondaire Universitaire	30 48 20	31,25 50 20,8
TOTAL	**96**	**100**

Commentaire:

Le constat fait de ce tableau témoigne que 30 des répondants soit 31,25% ont un niveau d'étude primaire, 48 soit 50% ont un niveau d'étude secondaire et 20 soit 20,8% d'universitaire.

b) Selon l'agglomération d'habitation

Tableau 3 : Répartition des répondants selon l'agglomération d'habitation

Agglomeration	Effectif	Pourcentage
Munigi	40	41,6
Turunga	10	10,4
Ngangi III	11	11,4
Kabaya	35	36,4
TOTAL	**96**	**100**

Commentaire :

Dans ce tableau, 40enquêtés soit 41,6% habitent l'agglomération de Munigi, 35soit 36,4%, sont de Kabaya, 10 soit 10,4%, de Turunga et 11 soit 11,4%, de Ngangi

Tableau 4 : Traitement équitable entre filles et garçons en groupement Munigi

Question	Position	Effectif	Pourcentage
Les filles et les garçons sont-ils traités d'une manière équitable dans la société à Munigi ?	Oui	13	17,1
	Non	63	82,9
TOTAL		**76**	**100**

Commentaire :

En parcourant ce tableau, 63 des répondants soit 82,9% affirment que les filles et les garçons ne sont pas traités d'une manière équitable dans la société à Munigi car les garçons ont plus d'avantages par rapport aux filles mais aussi la faible considération réservée aux filles

et aux femmes alors que 15 soit 4,1%, disent pratiquement le contraire.

Tableau 5 : Egalité entre filles et garçons en matière de scolarisation

Question	Position	Effectif	%
Y a-t-il l'égalité entre les garçons et les filles en matière de scolarisation ?	Oui Non	17 59	22,3 77,6
TOTAL		**76**	**100**

Commentaire :

A l'égard de ce tableau, 59 des répondants soit 22,3% disent qu'il n'y a pas d'égalité entre les garçons et les filles en matière de scolarisation car les filles négligent leur scolarisation et les parents se découragent de les scolariser. 17 enquêtés soit 22,3% affirment cette égalité du fait que tous vont à l'école et personne n'est interdite de reprendre le chemin de l'école.

Tableau 6 : Des aspects de l'inégalité des filles et garçons en matière de la scolarisation

Question	Aspects	Effectif	%
Quelles sont les aspects qui témoignent l'inégalité des filles et garçons en matière de la scolarisation ?	- Effectif insuffisant des filles à l'école - Les filles attribuent peut d'importance à la scolarisation par rapport aux activités ménagères et de champs - Marriages précoces	37 10 29	48,7 13,1 38,2
TOTAL		**76**	**100**

Commentaire :
Dans ce tableau, 37 des répondants soit 48,7% donnent l'effectif insuffisant des filles à l'école comme un des aspects qui témoignent l'inégalité des filles et garçons en matière de la scolarisation ; 29 soit 38,2%, les mariages précoces ; 10 soit 13,1%, les filles attribuent peu d'importance à la scolarisation par rapport aux activités ménagères et de champs.

Tableau 7 : Des facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de scolarisation

Question	Facteurs	Effectif	%
Quels sont les facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de scolarisation du Groupement Munigi?	- La pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents - Les mariages précoces et les grossesses non désirées - Le chômage - L'absence du programme « toute les filles à l'école » - La déconsidération et les échecs scolaires - L'absence de la notion de la parité et l'importance des filles dans la réalisation des travaux ménagers	18 20 8 15 3 12	23,7 26,3 10,5 17,7 3,9 15,8

	et de champs		
TOTAL		**76**	**100**

Commentaire :

L'analyse de ce tableau montre que 20 des répondants soit 26,3% affirment que parmi les facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de scolarisation du Groupement de Munigi on trouve les mariages précoces et les grossesses non désirées ; 18 soit 23,7%, la pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents et 15 soit 17,7%, l' absence du principe « toute les filles à l'école » ; 12 soit 15,8%, l'absence de la notion de la parité et l'importance des filles dans la réalisation des travaux ménagers et de champs ; 8 soit 3,9%, le chômage ; 3 soit 3,9%, la déconsidération et les échecs scolaires.

Tableau 8 : De l'analyse apportée à l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons

Question	**Analyse**	**Effectif**	**%**
Quelle analyse apportée à l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi ?	- Forte considération des enfants garçons dans la vie future - Faible appréciation des filles à l'école - Peu de considération à l'instruction des filles	31 20 25	40,8 26,3 32,8
TOTAL		**76**	**100**

Commentaire :

La parcourt de ce tableau témoigne que 31 des répondants soit 40,8% font une analyse selon laquelle, l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi découlent de la forte considération des enfants garçons dans la vie future ; 25 soit 32,8%, donnent le fait d'accorder peu de considération à l'instruction des filles et 20 soit 26,3%, la faible appréciation des filles à l'école.

Tableau 9 : De la responsabilité de l'inégalité de la scolarisation des filles et garçons

Question	**Erreur**	**Effectif**	**%**
L'inégalité de la scolarisation entre filles et garçons est une erreur dont la responsabilité incombe à (aux):	- Parents des enfants - Aux autorités scolaires - Aux filles - A toute la société dans son ensemble	29 10 26 11	38,2 13,2 38,2 14,4
TOTAL		**76**	**100**

Commentaire :

L'exploitation de ce tableau montre, 29 répondants soit 38,2% affirment que l'inégalité de la scolarisation entre filles et garçons est une erreur dont la responsabilité incombe aux parents des enfants, 26 soit 38,2%, aux filles ; 10 soit 13,2%, à toute la société dans son ensemble et 10 soit 14,4%, aux autorités scolaires.

Tableau 10 : Des conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons

Question	Conséquences	Effectif	%
Quelles sont les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi ?	- la rareté des cadres féminins dans la gestion du Groupement Munigi - la délinquance juvénile	42 34	55,3 44,7
TOTAL		**76**	**100**

Commentaire :

L'exploitation de ce tableau témoigne que 42 enquêtés soit 55,3% donnent la rareté des cadres féminins dans la gestion du Groupement Munigi comme les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi et 34 soit 44,7%, la délinquance juvénile.

Tableau 11 : Pistes de solutions pour l'effectivité de la scolarisation des filles et garçons

Question	Pistes de solutions	Effectif	%
Quelles sont les pistes de solutions pour l'effectivité de la scolarisation des filles et garçons dans	- la sensibilisation des parents et des filles sur l'importance l'égalité de sexe dans la scolarisation - l'octroi de l'emploi	30 29 10 7	39,5 38,2 13,2 9,2

le Groupement Munigi ?	aux parents - la matérialisation du principe « toutes les filles à l'école » dans cette chefferie - encourager la création des écoles de récupération en faveur des filles qui ont raté la scolarisation à l'âge scolaire dans le Groupement Munigi		
TOTAL		**76**	**100**

Commentaire :

Dans ce tableau 30 des répondants soit 39,5% disent que parmi les pistes de solutions pour l'effectivité de la scolarisation des filles et garçons dans le Groupement de Munigi on cite la sensibilisation des parents et des filles sur l'importance l'égalité de sexe dans la scolarisation, 20 soit 32,9%, l'octroi de l'emploi aux parents ; 10 soit 13,2%, encourager la création des écoles de récupération en faveur des filles qui ont raté la scolarisation à l'âge scolaire dans le Groupement Munigi ; et 7 soit 9,2%, la matérialisation du principe « toutes les filles à l'école » dans cette chefferie.

Tableau 12 : Des aspects de l'inégalité des filles et garçons en matière de la scolarisation en Groupement de Munigi

Question	Aspects	Effectif	%
Quelles sont les aspects qui témoignent l'inégalité des filles et garçons en matière de la scolarisation en Groupement Munigi?	- Le nombre très reduit des filles par rapport aux garçons en classe - Les abandons des filles en pleine année scolaire	15 5	75 25
TOTAL		**20**	**100**

Commentaire :

En parcourant ce tableau, 15 des répondants soit 75% pensent que le nombre très réduit des filles par rapport aux garçons en classe est un des aspects qui témoignent l'inégalité des filles et garçons en matière de la scolarisation en Groupement Munigi et 5 soit 25%, les abandons des filles en pleine année scolaire.

Tableau 13 : Des facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de scolarisation dans votre école

Question	Facteurs	Effectif	%
Quels sont les facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de	- La pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents - Les grossesses	2 7 1	10 35 5

scolarisation dans votre école ?	précoces et non désirées - Le chômage - L'absence du principe « toute les filles à l'école » - La déconsidération et les échecs scolaires - L'absence de la notion de la parité et l'importance des filles dans la réalisation des travaux ménagers et de champs	1 3 6	5 15 30
TOTAL		**20**	**100**

Commentaire :

Pour ce tableau, 7 répondants soit 35% pensent que parmi les facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de scolarisation dans votre école on retient les grossesses précoces et non désirées ; 6 soit 30%, l'absence de la notion de la parité et l'importance des filles dans la réalisation des travaux ménagers et de champs ; 3 soit 15%, la déconsidération et les échecs scolaires ; 1 soit 5%, le chômage ; 2 autres soit 10%, la pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents et 1 soit 5%, l' absence du principe « toute les filles à l'école ».

Tableau 14 : Des conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi

Question	Conséquences	Effectif	%
Quelles sont les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi ?	- La déconsidération des filles et femmes dans un foyer où les hommes ont un niveau d'étude moyen et supérieur - la pauvreté chez les femmes analphabètes	12 8	60 40
TOTAL		**20**	**100**

Commentaire :

L'exploitation de ce tableau témoigne 12 répondants soit 80% affirment que parmi les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement de Munigi on trouve déconsidération des filles et femmes dans un foyer où les hommes ont un niveau d'étude moyen et supérieur ; et 8 soit 40%, la pauvreté chez les femmes analphabètes.

Tableau 15 : Des perspectives pour encourager l'égalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement de Munigi

Question	Perspectives	Effectif	%
Quelles sont les perspectives pour encourager l'égalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi ?	- la conscientisation des filles pour leur scolarisation - l'implication des autorités locales dans la sensibilisation des parents pour la scolarisation des filles	14 6	70 30
TOTAL		**20**	**100**

Commentaire :

La parcourt de ce tableau témoigne que 14 répondants soit 70% proposent la conscientisation des filles pour leur scolarisation comme une des perspectives pour encourager l'égalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi et 6 soit 30% ; l'implication des autorités locales dans la sensibilisation des parents pour la scolarisation des filles.

IV. INTERPRETATION DES RESULTATS

A l'issue de cette enquête ayant culminé par la présentation tabulaire des résultats, voici d'une manière globale la discussion des résultats d'enquêtes consistant à la justification des résultats que nous avons obtenu tout au long de notre enquête en vue de préciser si ces résultats confirment ou infirment les hypothèses de notre travail.

a) Des facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de scolarisation

L'analyse du tableau 7 montre que 26,3% affirment que parmi les facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de scolarisation du Groupement de Munigi on trouve les mariages précoces et les grossesses non désirées ; 23,7%, la pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents et 17,7%, l'absence du principe « toute les filles à l'école » ; 3,9%, le chômage ; 10,5%, la déconsidération et les échecs scolaires.

Dans le Tableau 13, 35% des responsables des écoles pensent que parmi les facteurs de l'inégalité des filles et garçons en matière de scolarisation dans votre école on retient les grossesses précoces et non désirées ; 30%, l'absence de la notion de la parité et l'importance des filles dans la réalisation des travaux ménagers et de champs ; 15%, la déconsidération et les échecs scolaires ; 5%, le chômage ; 10%, la pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents et 5%, l'absence du principe « toute les filles à l'école ».

Paul **VITAMARA** (2014), a réfléchi sur la problématique de la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire en RDC. L'auteur a débouché sur les résultats que voici : En ce qui concerne l'abandon scolaire au regard des années scolaires, les filles ont abandonné les études plus que les garçons pendant toutes les scolarités. Pour ce qui est des causes de l'abandon scolaire chez les filles, il y a eu trois :

- primo, la conception traditionnelle (non absente en milieu urbain) qui ne perçoit pas l'importance de la scolarisation des filles ;
- secundo, le développement physiologique des filles, coiffé par la puberté, celle-ci, avec toutes ses conséquences, se manifeste assez tôt chez les filles (entre 13 et 14 ans),

moment où elles sont censées être en 1ère et 2e année. Pendant cette période, les filles sont animées du souci de la découverte, surtout sexuelle, qui, mal orientée, les amène facilement à des grossesses prématurées et mariages précoces, et tertio, il y a pauvreté des parents qui ne permet pas à ceux-ci de payer la prime de leurs filles.

KAMBALE KARAFULI (2008) avec l'objectif d'identifier les principales causes des abandons scolaires au primaire et la non scolarisation des enfants en âge scolaire, après les recherches, il comprit que les abandons scolaires et la non scolarisation des enfants dans les sites d'études sont dus à un réseau des causes. Il s'agit notamment du faible revenu des parents, du désengagement de l'Etat et de la non gratuité de l'éducation, des guerres et de l'insécurité généralisée (et leurs conséquences) : des causes culturelles entre autres le nombre élevé d'enfants dans les familles, la discrimination du genre, la méconnaissance de l'importance des études par les parents et les enfants, l'insuffisance d'infrastructures scolaires, la longue distance entre l'école et le domicile ainsi que la faim (le manque de nourriture).

Nous constatons que nos résultats ne sont pas loin de ces deux chercheurs. Les deux types des résultats que nous avons trouvés convergent. Parmi les facteurs qui ont été témoignés par tous les enquêtés, nous avons retenu les mariages précoces et les grossesses non désirées soit 26,3% de la population et 35% des responsables des écoles. Le constat que nous avons réalisé c'est que plusieurs filles ne finissent pas leur parcours scolaire, elles l'interrompent par les mariages précoces et les grossesses non désirées.

Comme on peut le constater aussi elles aiment trop embrasser si tôt la vie conjugales ce qui les amènent à quitter l'école avant même les six ans d'étude primaires et d'autres, les humanités sont interrompues. Lorsque les parents imaginent combien de fois les filles les ont déçues en abandonnant les parcours scolaires à la suite des grossesses et des mariages précoces, ils ont du mal à favoriser la scolarisation des filles. C'est pourquoi ce facteur influence vraiment la question de la scolarisation des filles par rapport à celle des garçons. 23,7% des populations enquêtées ont trouvé la pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents comme un autre facteur sans oublier le chômage (3,9%).

Les observations réalisées dans le groupement Munigi laisse constater un faible niveau de revenu des familles. Du moment que les parents n'ont pas suffisamment des fonds de scolarisation et en plus en considérant la déception qu'ils constatent de la part de leurs filles à la suite des grossesses et mariage précoces mais aussi les échecs pour certaines d'entre elles (3,9%), les parents se découragent d'avantage d'envoyer leurs filles à l'école de peur de perdre leur fonds. S'ils ont un peu des moyens, ils préfèrent surtout scolariser leurs garçons au lieu de leurs filles surtout que ces dernières même si elles finissent des études elles ne seront qu'utiles pour leurs futures belles familles. Nous ne pouvons pas oublier l'aspect de la déconsidération des filles dans le groupement Munigi où celle-ci est vouée aux travaux des ménages, de champs. En plus certains droits ne lui sont pas reconnus comme la scolarisation. D'où, l'inégalité de la scolarisation des filles par rapport aux garçons.

b) Des conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi

L'exploitation du tableau 10 témoigne que 55,3% donnent la rareté des cadres féminins dans la gestion du Groupement Munigi comme une conséquence de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement Munigi et 44,7%, la délinquance juvénile. L'exploitation du tableau 14 témoigne que 60% des enquêtés affirment que parmi les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le Groupement de Munigi on trouve déconsidération des filles et femmes dans un foyer où les hommes ont un niveau d'étude moyen et supérieur ; et 40%, la pauvreté chez les femmes analphabètes.

Par rapport à nos résultats nous constatons l'existence aussi des conséquences. La première, c'est la rareté des cadres féminins dans la gestion du Groupement Munigi. Il est vrai que si les filles n'étudient pas ou n'achèvent pas leurs parcours scolaires, il y a lieu de constater que les cadres du sexe féminin seront peu nombreux mais aussi ne seront pas considérés dans leurs foyers une fois que leurs maris aient des titres scolaires. D'où, elles ne seront pas suffisamment représentées dans les différentes institutions publiques que privées du groupement Munigi et leur valeur diminuent au sein de leurs ménages si elles sont mariées.

En deuxième lieu, les enquêtés ont souligné l'ignorance de leurs droits comme une autre conséquence. Comme on peut le constater, les études ont plusieurs rôles dont parmi eux, le rappel et l'enseignement des droits et devoirs des uns et des autres.

Ainsi, lorsque les filles semblent s'abstenir des études, elles risquent de s'exposer à l'ignorance de leurs droits dont elles sont chaque fois victimes. La délinquance juvénile a aussi une place importante chez les filles du groupement Munigi, par le simple fait que les filles risquent de se livrent à des pratiques de délinquance comme la sexualité précoce et tant d'autres antivaleurs.

c) Pistes de solutions pour l'effectivité de la scolarisation des filles et garçons

Dans le tableau 13, 39,5% disent que parmi les pistes de solutions pour l'effectivité de la scolarisation des filles et garçons dans le Groupement Munigi on cite la sensibilisation des parents et des filles sur l'importance l'égalité de sexe dans la scolarisation, 38,2%, l'octroi de l'emploi aux parents ; 9,2%, encourager la création des écoles de récupération en faveur des filles qui ont raté la scolarisation à l'âge scolaire dans le Groupement Munigi ; et 13,2%, la matérialisation du principe « toutes les filles à l'école » dans ce groupement.

CONCLUSION

Nous sommes pratiquement à la fin de notre travail intitulé*« Essai d'analyse d'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons en milieu rural, cas de la chefferie de Bukumu »*, un sujet qui a retenu tout notre attention tout au long de ce travail.

Les questions ci-dessous ont orienté notre travail,

1. Quels sont les facteurs favorisant l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi?
2. Quelles sont les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi?

3. Quelles sont les perspectives pour encourager l'égalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi?

Eu égard à ces questions, nous avons annoncé les hypothèses ci-dessous :

1. Les facteurs favorisant l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi seraient la pauvreté et le faible niveau de scolarisation des parents, les grossesses précoces et non désirées, le chômage, l'absence du principe toutes les filles à l'école » ; la déconsidération et les échecs scolaires, l'absence de la notion de la parité et l'importance des filles dans la réalisation des travaux ménagers et de champs.
2. Les conséquences de l'inégalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi seraient la rareté des cadres féminins dans la gestion du groupement Munigi et la délinquance juvénile ;
3. Les perspectives pour encourager l'égalité dans la scolarisation des filles et des garçons dans le groupement Munigi seraient la sensibilisation des parents et des filles sur l'importance l'égalité de sexe dans la scolarisation, l'octroi de l'emploi aux parents, la matérialisation du programme « toutes les filles à l'école dans cette chefferie, encourager la création des écoles de récupération en faveur des filles qui ont raté la scolarisation à l'âge scolaire dans le groupement Munigi.

Dans le cadre de vérifier ces hypothèses nous avons eu besoin de recourir aux méthodes statistique et analytique. Elles ont été appuyées par les techniques de récolte des données dont : la technique documentaire, d'observation directe

désengagée, d'interview structurée, de questionnaire d'enquête et d'échantillonnage.

Dans l'ensemble, nous avons constaté que la réalité de l'inégalité dans la scolarisation des filles et garçon reste préoccupante dans le groupement Munigi où les filles et les femmes en général ont moins des considérations. Nous avons trouvé important de proposer des stratégies de promotion de l'égalité dans la scolarisation des filles et les garçons notamment la gratuité de l'école primaire, la sensibilisation de la population sur l'égalité dans la scolarisation des filles et garçons, la matérialisation du principe « toutes les filles à l'école » et la création d'une école de récupération en faveur des filles qui ont raté la scolarisation,

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

1. Atfa Memaï, *Les filles moins scolarisées que les garçons dans le monde mais la situation progresse*, Paris, PUF, 2014
2. DURKHEIM E., cité par BEITONE A., sciences sociales, paris, éd. Sirey, 1995, p.189
3. GRAWITZ M., *Méthodes des sciences sociales*, éd. Dalloz, Paris, 2009
4. LOUIS SECOND, Bible, Ephésiens 5 :6
5. MACAIRE F., *notre bon métier, annuel de pédagogie appliquée*, Paris, les classiques africains, 1993

II. TFC ET MEMOIRES

1. KAMBALE KARAFULI, Etude sur les causes des abandons scolaires et de non scolarisation des enfants dans la province du Nord-Kivu : cas des sous-divisions de Goma, Masisi, Rutshuru et Butembo, Goma, centre des recherches universitaires de l'ULPGL/Goma, 2008.

2. Paul VITAMARA, la problématique de la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire en RDC, cas de la ville de Kisangani, de 1998 à2003, UNIKIS, 2004.

III. RAPPORTS

1. Groupement Munigi, Rapport exercice 2018
2. Groupement Mudja rapport annuel 201-2015
3. Maggiolo, Rapport sur les inégalités sexuées des trajectoires scolaires, 2017, p.12
4. PNUD, rapport 2001
5. UNESCO, le rapport sur la scolarisation des enfants en Afrique sub-saharienne, Unesco, 2000
6. UNESCO, le rapport sur la scolarisation des enfants en Afrique sub-saharienne, Unesco, 2000
7. UNICEF, Rapport de la scolarisation des filles, Unicef, 2013

IV. TEXTE JURIDIQUE

1. ONU. Convention Internationale des droits de l'enfant, article 1er, p. 11

V. WEBOGRAPHIE

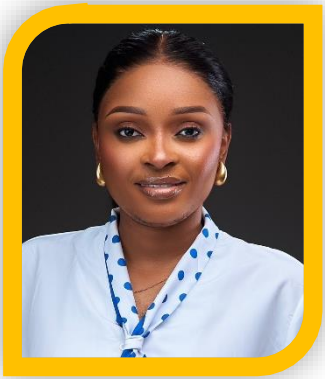
1. www.dialogue des continents.com.

VI. COURS

1. SETI MUFABULE, *Cours d'Initiation à la recherche scientifique*, G1, ISDR/Goma, 2015

Par : **Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU**
MUNIHIRE LUBUTO Denis
Ass. NZONDERO TUMBA Innocent

XIII. JUSTICE COMME MIROIR SOCIAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : ENTRE MIMETISME INSTITUTIONNEL ET REALITES DE L'INFORMALITE



Par :

Amida ILANGA[183]

Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo

ilangaamida4@gmail.com

&

Joël NZAMPUNGU IMBOLE[184]

Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo

joel.nzampungu@unikin.ac.cd

Biographie des Auteurs

ILANGA AMIDA Amida *est juriste, criminologue en formation, activiste des droits humains et leader engagée pour le développement durable et le leadership féminin en République Démocratique du Congo. Née le 24 octobre 1997 dans la*

[183] Avocate au barreau de Kinshasa Gombe, Amida Ilanga est assistante à la Faculté de Droit et apprenant finaliste à l'école de criminologie de l'Université de Kinshasa.

[184] Joël NZAMPUNGU est docteur en communication et doctorant en criminologie (Sécurité Intérieure), enseignant-chercheur à l'école de criminologie de l'Université de Kinshasa.

province du Kwilu, elle est de nationalité congolaise et réside à Kinshasa. Titulaire d'une Licence en Droit, option Droit public interne, obtenue à l'Université de Kinshasa, après un Graduat en Droit dans la même spécialité, ILANGA Amida poursuit une formation de Master à l'École de criminologie de l'Université de Kinshasa, où elle approfondit ses compétences dans les domaines de la justice, de la sécurité et des droits humains. Elle est également diplômée d'État en pédagogie générale. Son parcours professionnel est marqué par un engagement précoce et constant dans la défense des droits de l'homme, la promotion du genre, la protection des droits de l'enfant et l'accompagnement des communautés locales. Œuvrantexercé comme activiste des droits humains dans les provinces du Kwilu et de l'ex-Bandundu, et comme consultante indépendante auprès de plusieurs structures nationales œuvrant dans les domaines juridiques, environnemental et socio-économique. Entre 2017 et 2019, elle a été Directrice Générale de l'ONG-D CEJSARA, une organisation axée sur l'accompagnement juridique, environnemental, sanitaire et communautaire. En 2019, elle fonde l'ONG-D Femmes engagées pour le Développement Durable (FFDD), qu'elle dirige à ce jour, ainsi que l'initiative Genre et Leadership Féminin, visant à renforcer la participation des femmes dans la gouvernance, la prise de décision et le développement local. En mai 2021, elle crée également la structure Leadership Vision Mondial, active dans l'encadrement et la formation des jeunes.

Parallèlement à ses engagements associatifs, ILANGA Amida possède une expérience académique et institutionnelle. Elle est assistante de premier mandant à la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa depuis 2021, et a effectué des stages professionnels au Tribunal

de Paix de Kinshasa/Matete et au Tribunal de Grande Instance de la Gombe. Elle a également travaillé comme secrétaire dans des structures syndicales et administratives, renforçant ainsi sa maîtrise du fonctionnement institutionnel. Elle a suivi plusieurs formations spécialisées en leadership, bonne gouvernance, criminologie, élaboration de projets et mobilisation des fonds de recherche, ainsi qu'en informatique et en langue anglaise. Polyglotte, elle maîtrise parfaitement le français et le lingala, parle bien le kikongo et possède une connaissance fonctionnelle de l'anglais. Discrète, rigoureuse et orientée vers les résultats, ILANGA AMIDA Amida se distingue par son sens de l'éthique, sa capacité de travail sous pression et son engagement au service de la justice sociale, du développement durable et de l'autonomisation des femmes et des jeunes en République Démocratique du Congo.

Dr Joël NZAMPUNGU IMBOLE *est Docteur en Communication des Organisations et criminologue, enseignant-chercheur à l'Université de Kinshasa (UNIKIN). Il est actuellement Professeur Associé rattaché à l'École de criminologie de l'Université de Kinshasa, et professeur visiteur dans plusieurs institutions universitaires de Kinshasa, notamment à l'Université Révérend Kim et à l'Université Omnia Omnibus de l'Archidiocèse de Kinshasa. Titulaire d'un Doctorat en Communication des Organisations obtenu en 2024 à l'Université de Kinshasa avec la mention plus grande distinction, Dr Nzampungu est également détenteur de deux Diplômes d'Études Approfondies (DEA) : l'un en Criminologie, option Sécurité intérieure (2023), et l'autre en Sciences de l'Information et de la Communication, option Communication des Organisations (2018), tous deux obtenus avec la mention*

grande distinction. Il est aussi licencié (BAC+5) en Sciences de l'Information et de la Communication, option Édition multimédia, et gradué (BAC+3) dans le même domaine.

Ses travaux de recherche s'inscrivent à l'intersection de la communication, de la criminologie, de la sécurité publique, des médias, de la gouvernance et des dynamiques de pouvoir en contexte africain, particulièrement en République Démocratique du Congo. Sa thèse de doctorat porte sur les interactions entre policiers et usagers de la route à Kinshasa, analysées à travers les prismes de la communication engageante, de la résistance sociale et des dispositifs de vidéosurveillance.

Dr Nzampungu a participé à plusieurs formations et séminaires scientifiques de haut niveau, notamment à l'Université d'été du LASDEL (Bénin), aux séminaires de recherche animés par le professeur Jean-Pierre Olivier de Sardan, à la chaire Guy Houchon de l'Université de Kinshasa, ainsi qu'à des formations spécialisées en management, gestion des ressources humaines, gestion des connaissances, communication digitale et systèmes d'information. Il est auteur et co-auteur de nombreuses publications scientifiques parues dans des revues internationales indexées, notamment IJPSAT et Ziglobitha (RA2LC), ainsi que de plusieurs rapports de recherche réalisés pour des institutions nationales et internationales telles que la MONUSCO et l'ARES.
Ses travaux abordent, entre autres, la criminalité médiatisée, l'économie informelle et l'insécurité urbaine, la gouvernance migratoire, la participation des femmes dans les secteurs de sécurité et de défense, ainsi que les usages sociaux des médias numériques.

Sur le plan professionnel, Dr Nzampungu cumule une solide expérience académique et institutionnelle. Il a été assistant d'enseignement à l'École de criminologie de l'Université de Kinshasa, consultant national pour la MONUSCO, consultant ARES-UNIKIN, directeur des informations et des ressources humaines d'un média audiovisuel (Bosolo TV), ainsi que cadre administratif dans des institutions publiques, policières, culturelles et des ONG de développement. Polyglotte, il maîtrise le français, le lingala et possède une bonne connaissance de l'anglais. Il dispose également de compétences avancées en informatique, communication numérique, journalisme web, gestion de contenus, infographie, montage audiovisuel et systèmes de collecte de données. Chercheur engagé et acteur du développement académique et institutionnel congolais, Dr Joël Nzampungu Imbole œuvre pour une recherche rigoureuse, socialement utile et ancrée dans les réalités africaines, contribuant à l'amélioration des politiques publiques, de la sécurité, de la gouvernance et de la communication en République Démocratique du Congo.

I. Résumé

Cet article analyse la justice en République Démocratique du Congo non pas comme un ensemble de règles figées, mais comme un miroir des mutations sociales. En s'appuyant sur une enquête ethnographique (entretiens semi-directifs et observations) menée auprès de 12 personnes ressources à Kinshasa (Kimbanseke), l'étude démontre l'existence d'une fracture béante entre le mimétisme institutionnel et les réalités de l'informalité. Mobilisant le constructivisme de Masciotra et le systémisme de Lallement, la recherche révèle que le justiciable kinois, face à une « Justice-Argent » et à une défaillance de l'État, construit ses propres modes de

régulation : arrangements familiaux pour les crimes graves (violences sexuelles), justice populaire face à l'impunité, ou recours à la « prévention divine ». L'article conclut, selon une posture inductive, que toute réforme judiciaire en RDC est vouée à l'échec si elle ne s'enracine pas dans l'axiologie du groupe et ne traite pas le système social dans sa globalité (économie, éducation, police).

Mots clés : Miroir social, mimétisme institutionnel, systémisme, justice populaire, anomie urbaine et arrangement à l'amiable.

II. Abstract

This article analyzes justice in the Democratic Republic of Congo not as a set of fixed rules, but as a mirror of social change. Based on ethnographic research (semi-structured interviews and observations) conducted with 12 resource persons in Kinshasa (Kimbanseke), the study demonstrates the existence of a yawning gap between institutional mimicry and the realities of informality. Drawing on Masciotra's constructivism and Lallement's systemism, the research reveals that Kinshasa residents, faced with a "Justice-Money" system and state failure, construct their own modes of regulation: family arrangements for serious crimes (sexual violence), popular justice in the face of impunity, or recourse to "divine prevention." The article concludes, based on an inductive approach, that any judicial reform in the DRC is doomed to failure if it is not rooted in the axiology of the group and does not address the social system as a whole (economy, education, police).

Keywords: Social mirror, institutional mimicry, systemism, popular justice, urban anomie and amicable settlement.

III. Introduction

La justice est traditionnellement perçue comme un idéal transcendant, une valeur absolue ou un ensemble rigide de règles formelles destinées à régir la cité. Cependant, lorsqu'on l'observe à travers le prisme de la sociologie et du droit, elle apparaît avant tout comme le miroir des structures sociales. Comme le souligne Charles Perelman (1951), la notion de justice est l'une des plus prestigieuses, mais aussi l'une des plus confuses, car elle varie selon les aspirations et les rêves de chaque société. En République Démocratique du Congo, cette réalité est frappante : l'appareil judiciaire ne fonctionne pas en vase clos ; il est le réceptacle des valeurs, des contradictions et des crises qui traversent la société globale. L'État de droit, par définition, implique que l'ordre juridique soit cohérent et que sa méconnaissance soit sanctionnée par des juges indépendants (Kaluba, 2013). Pourtant, le fossé abyssal entre ce droit « écrit », issu du monopole étatique de la violence légitime (Ntumba Musuka, 2014), et la pratique judiciaire « vécue » par les citoyens suggère que la justice est, en réalité, une construction sociale permanente. Cette dichotomie nous ramène à la pensée d'Etienne Le Roy (1998), pour qui la justice est successivement une valeur, un sentiment et une institution. En RDC, le sentiment de justice semble souvent l'emporter sur l'institution formelle, créant un espace où la règle de droit est réinterprétée à l'aune des urgences sociales.

Si le législateur édicte des normes, la société, par ses pratiques quotidiennes (négociations, arrangements à l'amiable, ou encore le fléau des pratiques corruptives) les réinterprète et les sédimente. Sous l'angle constructiviste, la justice n'existe que par l'image que les membres de la société s'en font.

Si les pratiques corruptives deviennent le prisme dominant, la perception de la justice sature l'imaginaire populaire par l'idée que « *justice na mboka oyo ezalaka kaka mbongo*[185] ». Ici, la valeur morale qui exige le respect du droit, chère à Armand Cuvillier, s'efface devant une transaction marchande. Dès lors, la justice devient un élément en interaction systémique avec son environnement : elle influence la société, mais elle est surtout influencée par elle. On ne peut espérer une justice pure dans un système global où toutes les autres composantes (éducation, police, économie) sont en crise. La justice reflète ainsi, de manière implacable, le « visage profond » de la nation congolaise, révélant ses mécanismes de survie et ses résistances culturelles.

Une question centrale se pose alors avec acuité : Dans quelle mesure la justice congolaise, au-delà de ses fonctions régaliennes de protection des libertés et de garantie de la paix civile, constitue-t-elle un champ d'expression des réalités sociales profondes, et comment l'appareil judiciaire intègre-t-il, par nécessité de survie, par défaut d'autorité ou par mimétisme, les pratiques informelles de la population au détriment de la rigueur du droit positif ?

1. Objectifs de la recherche

1.1. Objectif général

L'objectif général représente l'intention globale de la recherche. Selon Quivy et Van Campenhoudt (2011), il s'agit de l'énoncé qui précise le but ultime de l'étude, sans entrer dans les détails de l'exécution. C'est la réponse directe à la problématique, formulée de manière holistique.

[185] La justice dans ce pays, c'est toujours de l'argent.

Pour Beaud et Weber (2010), l'objectif général fixe le cap de l'investigation et permet de ne pas se disperser au cours du travail empirique.
L'objectif général de cette recherche est d'analyser les interactions dynamiques entre les normes sociales et l'institution judiciaire en RDC. Cet objectif vise à saisir comment la justice institutionnelle, telle que décrite par Kaluba (2013) et Ntumba (2014), se transforme au contact des réalités sociétales congolaises.

1.2. L'objectif spécifique

Les objectifs spécifiques sont des déclinaisons opérationnelles de l'objectif général. Selon Mace et Pétry (2010), un objectif spécifique doit être précis, mesurable et réalisable. Il décompose la complexité de l'objet d'étude en unités analysables. N'da (2015) précise que les objectifs spécifiques indiquent les étapes par lesquelles le chercheur doit passer pour atteindre son objectif général ; ils servent de guide pour la construction des instruments de collecte de données.
Afin d'atteindre ce but global, la recherche se propose de : Identifier l'influence des valeurs culturelles sur le traitement des infractions pénales. Il s'agit ici d'analyser la « primauté du compromis familial » face à la rigueur de la loi. Ce point s'appuie sur la thèse d'Etienne Le Roy (1998) concernant l'approche anthropologique de la justice, où la cohésion du groupe prime souvent sur la sanction individuelle. Évaluer la perception populaire de l'institution judiciaire comme indicateur du climat social. Cet objectif explore le sentiment de « justice marchande » (*Justice na mboka oyo ezalaka kaka mbongo*). En s'appuyant sur le constructivisme, on cherche à comprendre comment l'image de la justice est construite par la population en fonction des valeurs dominantes (corruption, inégalités).

Démontrer que la justice est un sous-système dépendant de l'état de santé global de la société. Par le prisme du systémisme, cet objectif vise à prouver que les dysfonctionnements judiciaires ne sont pas isolés, mais sont le reflet des crises qui traversent les autres composantes sociales (économie, éducation, politique).

2. Etat de l'art

L'étude de la justice, particulièrement dans un contexte de transition démocratique et de crise sociale comme celui de la République Démocratique du Congo, impose de confronter deux courants majeurs de la pensée juridique et sociologique. Cette revue de la littérature organise la confrontation entre la rigueur du positivisme juridique et la fluidité de l'anthropologie du droit, afin de dégager une perspective nouvelle.

Le premier courant, dominé par la figure de Hans Kelsen et soutenu par des philosophes du droit comme Michel Villey (1975), appréhende la justice à travers le prisme du « positivisme juridique ». Pour Kelsen, la justice est l'application rigoureuse d'un système de normes hiérarchisées. Dans cette perspective, l'appareil judiciaire est une machine technique dont la validité dépend exclusivement de sa conformité à la norme supérieure (la Constitution). Michel Villey (2001) renforce cette approche en insistant sur la finalité du droit : donner à chacun sa part (*suum cuique tribuere*). Pour ces auteurs, la justice est une « règle du jeu » qui doit rester hermétique aux pressions sociales pour garantir la sécurité juridique. Cependant, cette vision « pure » du droit peine à expliquer pourquoi, dans un contexte comme celui de Kinshasa, la norme écrite reste souvent lettre morte face aux pratiques quotidiennes.

Face à cette rigidité normative, un second courant propose une lecture plus organique. Charles Perelman (1951) ouvre la voie en soulignant que la justice n'est pas une vérité mathématique, mais une valeur sujette à l'argumentation et aux contextes culturels. Il affirme que « la notion de justice est l'une des plus prestigieuses et des plus confuses », car elle est indissociable des aspirations de la cité. Ce dialogue est approfondi par l'approche anthropologique d'Etienne Le Roy (1998). Pour lui, la justice n'est pas qu'une institution froide ; elle est « successivement une valeur, un sentiment, un principe et un pouvoir ». Le Roy introduit l'idée cruciale que les sociétés africaines, notamment, peuvent avoir une perception de la justice centrée sur la médiation et la réparation du lien social plutôt que sur la stricte application de la peine. Cette analyse trouve un écho contemporain dans les travaux de Sonja Snacken (2001). Elle démontre que la justice peut devenir une « vitrine » : une mise en scène institutionnelle qui tente de répondre aux émois d'une société en crise. Snacken souligne que l'appareil judiciaire reflète les angoisses et les rapports de pouvoir dominants à un instant.

Le dialogue entre ces auteurs révèle une tension irréductible : là où Villey voit une règle à protéger, Le Roy voit un sentiment à traduire. Tandis que Kelsen exige une hiérarchie des normes, Snacken observe une hiérarchie des rapports de force sociaux qui saturent l'institution. En RDC, cette tension est exacerbée. Le cadre normativiste (les lois pénales de 2006 sur les violences sexuelles, par exemple) se heurte frontalement au sentiment de justice décrit par Le Roy (l'arrangement à l'amiable comme mode de survie de la cohésion familiale).

La justice devient alors ce « miroir » dont parle notre recherche : elle ne reflète pas la loi, mais l'impuissance de la loi face au poids des coutumes urbaines. La présente étude s'inscrit résolument dans le sillage du second courant, mais elle propose une perspective nouvelle en croisant le constructivisme et le systémisme.

La nouveauté réside dans l'analyse de la justice non plus seulement comme une institution subissant la société, mais comme un champ d'expression des réalités sociales. Contrairement aux études classiques qui se contentent de déplorer l'inefficacité du droit en Afrique, notre recherche propose de considérer l'informel (les pratiques corruptives, l'arrangement) non comme une absence de droit, mais comme un système de régulation alternatif qui a sa propre logique.

En traitant la justice comme un « produit de la civilisation » (selon les termes de Ntumba Musuka, 2014), nous cherchons à démontrer que le dysfonctionnement judiciaire n'est pas une panne technique, mais un symptôme de santé globale du système-RDC.

Cette approche permet de sortir du constat moralisateur pour entrer dans une analyse fonctionnelle : comment la société kinoise « utilise »-t-elle sa justice pour survivre à ses propres crises ?

3. Grille de lecture

Le cadre théorique de cette recherche constitue la boussole analytique permettant d'interpréter les données empiriques recueillies sur le terrain de Kinshasa. Il repose sur une articulation entre la perception individuelle (le sens) et l'organisation structurelle (le système).

3.1. Le constructivisme : La justice comme représentation sociale

Le constructivisme, tel que théorisé par Domenico Masciotra (2005), postule que la réalité n'est pas une donnée préexistante que l'on découvre, mais une construction de l'esprit à travers l'expérience et les interactions. Appliqué à notre objet, cela signifie que la « Justice » n'est pas seulement ce qui est écrit dans le Code pénal, mais ce que les justiciables croient qu'elle est. Masciotra souligne que la connaissance d'une institution est filtrée par les valeurs dominantes du groupe. Si le corps social est saturé par l'idée que le droit est une marchandise, le citoyen ne se présente pas devant le juge pour réclamer une application de la loi, mais pour négocier un verdict. La « réalité » de la justice devient alors vénale, non par essence, mais par construction collective.

3.2. L'Approche systémique : La justice comme organe du corps social

En complément, nous mobilisons le systémisme de Michel Lallement (1993). Ici, la société est perçue comme un « système global » composé de plusieurs « sous-systèmes » (juridique, économique, politique, familial) en interaction constante. Selon Lallement, un changement ou une crise dans l'un des pôles affecte inévitablement les autres. Dans ce cadre, la justice ne peut être un îlot d'intégrité si le sous-système économique est en faillite ou si le sous-système politique est autoritaire. Le dysfonctionnement judiciaire n'est pas un événement isolé, mais une réponse mécanique à l'état de santé global de la société (pauvreté endémique, crise de l'enseignement).

Ces deux ancrages théoriques nous sont indispensables pour trois raisons majeures : *Dépasser le constat moraliste* : Le constructivisme nous permet de comprendre le « pourquoi » des comportements (comme les pratiques corruptives) sans porter de jugement de valeur.

Il nous aide à analyser la « vérité » du justiciable congolais qui, par pragmatisme, construit sa propre voie de sortie judiciaire. *Saisir l'interdépendance des crises* : L'approche systémique nous évite de proposer des réformes juridiques isolées. Elle nous aide à démontrer que réformer la justice en RDC sans toucher aux conditions de vie (économie) ou à l'éducation (valeurs) est une impasse, car le sous-système « Justice » restera pollué par les défaillances des autres pôles. *Expliquer l'ineffectivité des lois* : En croisant ces deux théories, nous pouvons expliquer pourquoi une loi parfaite (comme la loi de 2006 sur les violences sexuelles) échoue : elle est rejetée par le « système » familial (besoin de compensation) et mal « représentée » par les acteurs (manque de confiance en l'État).

L'ancrage théorique précédemment exposé souligne une réalité incontournable : pour comprendre le « visage profond » de la société congolaise, il ne suffit pas d'analyser les textes de loi, il faut observer la justice en mouvement. Si, comme nous l'avons postulé, la justice est une construction sociale influencée par les interactions systémiques, alors seule une immersion directe dans les pratiques judiciaires et sociales permet d'en saisir les nuances. Cette exigence nous conduit à quitter le confort des théories normatives pour une démarche empirique rigoureuse, dont la méthodologie est détaillée ci-dessous.

4. Démarche méthodologique

La présente étude s'inscrit dans une approche qualitative. Plutôt que de quantifier les décisions de justice, nous cherchons à en comprendre le sens profond et les motivations sociales. Nous adoptons une posture inductive, partant de l'observation des faits réels pour remonter vers des généralisations théoriques, sous un paradigme compréhensif. Conformément au constructivisme, nous ne cherchons pas une vérité absolue, mais l'interprétation que les acteurs font de leur propre réalité juridique.

Nous avons mobilisé une combinaison de méthodes pour assurer la triangulation des données : La méthode ethnographique : Elle nous a permis de nous immerger dans le quotidien des justiciables et des acteurs judiciaires pour observer les comportements non-dits. L'observation directe : Menée dans les tribunaux et au sein des communes de la Tshangu (notamment Kimbaseke), elle a permis de noter le décalage entre la procédure officielle et les « apartés » (négociations de couloir, interventions des familles). L'entretien semi-directif : Nous avons conduit des échanges approfondis avec un guide d'entretien flexible, laissant aux enquêtés la liberté d'exprimer leur perception vécue de l'institution. Le terrain d'étude est la ville de Kinshasa, avec un focus particulier sur la commune de Kimbanseke, microcosme représentatif des tensions sociales urbaines. L'échantillon, constitué par la méthode du choix raisonné, comprend 12 personnes ressources : 5 professionnels du droit (avocats, magistrats, greffiers). 2 acteurs de la société civile (responsables d'ONG). 5 citoyens ordinaires (justiciables ayant vécu un procès ou un conflit familial).

Conformément aux exigences éthiques de la recherche scientifique, toutes les données ont été traitées sous le sceau de l'anonymat. Les noms des personnes interrogées ont été remplacés par des codes (ex : *Entretien n°1, Avocat A*) pour protéger leur intégrité professionnelle et personnelle. La confidentialité des échanges a été garantie par un consentement éclairé préalable, assurant aux participants que leurs propos ne seraient utilisés qu'à des fins strictement académiques. Cette démarche méthodologique, alliant rigueur éthique et immersion ethnographique, nous a permis de constituer un corpus de données riche et diversifié. L'analyse thématique de ce matériel empirique révèle une fracture béante entre l'idéal de justice et la pratique sociale.

Les résultats de cette étude, que nous allons à présent exposer, s'articulent autour de la dualité des perceptions judiciaires, de l'influence prépondérante des mécanismes sociaux informels et de la métamorphose de la prévention criminelle. Ils démontrent, point par point, que la justice congolaise est moins une institution de commandement qu'un espace de négociation où se joue la survie de la cohésion sociale face aux défaillances de l'État.

Section I : La dualité de la perception judiciaire

L'analyse de la justice comme miroir social révèle une tension permanente entre deux représentations antagonistes qui cohabitent dans l'espace public congolais. D'un côté, nous observons une vision institutionnelle et idéale héritée des principes classiques de l'État de droit, où la norme est perçue comme un socle de stabilité.

De l'autre, émerge une perception populaire, plus pragmatique et souvent désabusée, façonnée par le vécu quotidien, la précarité économique et une crise profonde des valeurs. Cette section explore cette dualité en croisant les données empiriques recueillies sur le terrain avec les cadres conceptuels de la sociologie juridique.

1.1. L'image positive : La justice comme garant de l'ordre et de la paix civile

Malgré la sévérité des critiques sociales, il subsiste dans l'imaginaire collectif une aspiration résiliente à la justice comme "service public" essentiel et protecteur. Cette perception positive ne relève pas d'une naïveté, mais d'une nécessité anthropologique : l'idée que l'État, produit de la civilisation, doit détenir le « monopole de la violence légitime » pour contrer la loi de la jungle (Ntumba Musuka, 2014).

A. Le juge, figure de régulation sociale

Dans cette perspective, le juge est investi d'une fonction quasi sacrale de régulateur social. Il est celui qui « dit le droit » (*juris dictio*) pour transformer un conflit passionnel en un litige rationnel et apaisé. Un justiciable à Kinshasa affirme ce qui suit : « Si nous n'avions pas de juges, ce serait "œil pour œil". Malgré tout, quand j'ai un problème sérieux, je vais au parquet. C'est le seul endroit où l'on peut encore espérer que la loi de l'État s'impose à la force brute». Cet extrait constitue une preuve empirique de la persistance de l'idéal juridique malgré les dysfonctionnements du système. Le recours au lexique de la « loi du talion » (« œil pour œil ») montre que pour ce justiciable, la justice étatique demeure la seule alternative crédible à la barbarie.

Ce témoignage confirme la thèse de Kaluba (2013) selon laquelle l'effectivité du droit ne dépend pas seulement de la loi écrite, mais d'un ordre juridique cohérent perçu comme légitime par le citoyen. Ici, la justice est reconnue comme un « instrument de paix » et une « valeur universelle » telle que définie par Charles Perelman (1945). Le justiciable ne cherche pas seulement un verdict, il cherche une validation institutionnelle de son bon droit face à la « force brute ». Cela démontre que, même dans une société en crise, la figure du juge conserve une charge symbolique de dernier rempart contre l'anomie sociale. Le justiciable exprime une foi résiduelle dans la verticalité de l'État : il délègue sa vengeance à une institution pour que la paix civile soit maintenue.

B. La justice constitutionnelle et l'évolution des textes

L'analyse historique des textes constitutionnels en RDC témoigne d'une volonté politique d'affirmer ce pôle positif. En passant d'un rôle purement "décoratif" (sous la IIème République) à un rôle "institutionnel de régulation" active, la justice tente de devenir un acteur majeur de la vie politique. Cette évolution est portée par une élite intellectuelle et juridique qui, en s'appuyant sur les réformes constitutionnelles, voit dans le droit un outil de transformation sociale capable de stabiliser les institutions.

1.2. L'image négative : Le constructivisme de la "Justice-Argent"

C'est dans l'analyse des pratiques quotidiennes que l'approche constructiviste révèle toute son utilité. Comme le souligne le cadre théorique de cette recherche, la connaissance d'une institution ne se fait pas *in abstracto*, mais dépend des valeurs dominantes

partagées par les membres de la société. Si les pratiques corruptives deviennent une "valeur" de survie, elles finissent par saturer totalement la perception de l'institution judiciaire.

A. Le verdict de la rue : « Justice na mboka oyo ezalaka kaka mbongo »

Cette expression lingala n'est pas qu'un simple adage populaire ; elle représente une véritable catégorie d'analyse sociologique. Elle traduit une désacralisation radicale de la toge au profit de la monnaie. La justice n'est plus perçue comme une balance équitable, mais comme une plateforme de commerce où les décisions sont adjugées au plus offrant. Un avocat précis :

« Parfois, le client ne vous demande pas si son dossier est juridiquement solide.

Il vous demande : "Maître, combien faut-il donner au magistrat pour que le dossier passe ?" C'est désolant, mais la justice est perçue comme un produit que l'on achète au plus offrant. » Ce témoignage est une illustration saisissante de notre pensée, qui pose la justice comme le reflet des valeurs sociales. Dans ce contexte, la rationalité juridique (la solidité du dossier) est évincée par une rationalité marchande (le prix du verdict). L'avocat souligne ici un glissement de paradigme : la justice n'est plus une vertu morale exigeant le respect du droit, comme le préconisait Armand Cuvillier (1954), mais une marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande. Le fait que le justiciable interroge d'emblée la capacité de l'argent à faire « tourner le vent » montre que, dans l'imaginaire constructiviste kinois, le droit n'est plus une règle fixe mais une matière malléable. Le juge n'est plus vu comme un arbitre indépendant et impartial, mais comme un acteur économique, un « commerçant de sentences ».

Ce comportement reflète la théorie systémique : puisque la « rétro-commission » est banalisée dans l'administration et la politique (système global), elle contamine mécaniquement le sous-système judiciaire. L'indépendance du juge, pourtant garantie par les textes, s'efface devant la nécessité de survie économique ou l'appât du gain, confirmant que la justice est devenue le champ d'expression des déviances de la société.

B. Le poids des préjugés et la méfiance institutionnelle

Sur la base de ces expériences répétées, une barrière psychologique invisible mais infranchissable s'installe entre le citoyen et son système judiciaire.

Cette perception négative génère un cercle vicieux dévastateur pour l'État de droit : par anticipation, le justiciable évite le tribunal par peur d'être "tondu" financièrement. S'il est contraint d'y aller, il ne mobilise plus des arguments de droit, mais des ressources financières. Ce faisant, il alimente et renforce lui-même la corruption qu'il dénonce par ailleurs, illustrant la manière dont la société construit et pérennise sa propre « image » de l'injustice.

1.3. Synthèse systémique : Pourquoi cette dualité persiste ?

L'approche systémique de Michel Lallement offre une clé de lecture fondamentale pour comprendre la résilience de cette dualité perceptive. En considérant la société comme un ensemble d'organes interdépendants, la justice n'apparaît plus comme une entité isolée, mais comme un sous-système poreux, constamment irrigué ou pollué par le système global.

L'interaction organique des composantes **:** Conformément à la théorie des systèmes, le bon fonctionnement d'un sous-système dépend de l'équilibre des autres.

On ne peut raisonnablement espérer une justice saine, intègre et efficace dans une société où les autres piliers de l'État, tels que la police, l'armée et l'enseignement, sont profondément gangrénés par des antivaleurs. La justice subit un « effet de contamination » inévitable. Si le policier qui interpelle et l'enseignant qui forme les futurs magistrats sont eux-mêmes soumis à la logique de la survie financière, le juge ne peut constituer un îlot de pureté. Il est une cellule du même corps social.

Le décalage axiologique et culturel **:** Il existe un divorce sémantique et moral entre l'axiologie du groupe (ce que le peuple kinois définit comme « juste ») et la transcription légale (le droit positif issu du mimétisme institutionnel).

Ce décalage nourrit une profonde incompréhension : le citoyen perçoit souvent la loi comme une force « étrangère », héritée de l'Occident, qui vient briser les solidarités traditionnelles au profit d'une rigueur froide qui ne répare rien. La perception de la justice en RDC est donc, pour reprendre les termes de Charles Perelman (1951), une « perception mitigée ». Elle oscille perpétuellement entre un besoin viscéral de protection, le désir d'un État protecteur et un dégoût profond face à la vénalité des acteurs. Cette dualité prouve que la justice est le miroir d'une société en transition, tiraillée entre ses aspirations démocratiques à l'État de droit et les réflexes de survie dictés par une « économie de la débrouille » et de l'informalité.

Section II : L'influence des mécanismes sociaux sur l'application du droit

Si la norme juridique aspire à l'universalité, son effectivité se heurte à la « dynamique sociale ». Cette section analyse comment les mécanismes informels, ancrés dans les coutumes urbaines de Kinshasa, parviennent à paralyser l'application des réformes pénales.

2.1. Le conflit entre droit positif et "le droit de la famille" : Le cas des violences sexuelles

La réforme de 2006, bien que saluée par la communauté internationale pour sa sévérité contre les violences sexuelles, se heurte à une résistance systémique dans les quartiers populaires de Kinshasa.

A. La primauté de la cohésion sociale sur la sanction pénale

Dans l'ontologie sociale kinoise, le crime est perçu comme une rupture d'équilibre entre deux clans. La justice étatique, strictement punitive et carcérale, est souvent vécue comme une « justice aveugle » qui sépare les individus sans résoudre le traumatisme social. A Kimbanseke, nous avons pu observer ce qui suit : « Lors d'un cas de viol sur mineure, les deux familles se sont réunies dans une parcelle, à l'abri des regards indiscrets, avant même que l'affaire n'arrive aux oreilles de la police. Les échanges, bien que tendus, ne portaient pas sur la culpabilité, déjà admise, mais sur la dot, les frais médicaux et le "prix de la honte".

La famille de la victime craignait explicitement que si le bourreau allait en prison, il ne pourrait jamais dédommager la fille, laissant cette dernière sans ressources et stigmatisée à jamais». Cette observation est un cas d'école illustrant la thèse sur le décalage entre les « croyances majoritaires » et la loi.

Ici, la famille effectue un calcul pragmatique : la prison est perçue comme une perte sèche. L'incarcération du coupable satisfait la loi, mais laisse la victime dans une détresse économique totale. La société privilégie alors une justice réparatrice (compensatoire) au détriment d'une justice punitive (carcérale). L'arrangement à l'amiable devient un mécanisme de régulation interne au clan, rendant la réforme de 2006 inefficace. On préfère "soigner" la plaie sociale par l'argent plutôt que de "trancher" par le glaive de la justice, montrant que la survie matérielle l'emporte sur l'idéal de punition.

B. Le poids de la complicité familiale et l'économie du silence

L'enquête révèle que le silence n'est pas seulement le fruit de la pudeur, mais une véritable monnaie d'échange. L'arrangement devient un outil de survie dans un environnement où la vulnérabilité féminine est exacerbée. Un membre d'une ONG qui s'intéresse aux questions du genre exprime son ras-le-bol en ces mots :

« C'est une réalité amère : aucune fille n'a voulu dénoncer l'auteur du viol de manière formelle. Et ce silence est organisé en complicité étroite avec leur propre famille. Pourquoi ? Parce que la famille voit en l'agresseur un futur gendre potentiel ou une source de financement. Ils préfèrent forcer un mariage précoce ou accepter une somme d'argent plutôt que de voir un procès qui durera des années sans garantie de victoire ».

Cet extrait dévoile la face sombre de l'influence sociale sur le droit. Le silence de la victime est une construction familiale dictée par la précarité. L'analyse montre que le groupe familial agit comme un écran entre l'individu et l'État. En choisissant la transaction, la famille court-circuite le monopole de la violence légitime de l'État pour transformer un crime pénal en un accord civil privé.

Cela confirme que l'application du droit dépend de la perception de son utilité : si la justice étatique est perçue comme lente, coûteuse et socialement destructrice, les mécanismes sociaux de substitution (l'arrangement) s'imposeront systématiquement. C'est ici que la justice dévoile « le visage profond de la société » : une société qui, faute de protection publique, se replie sur des compromis moraux pour assurer sa survie biologique et économique.

2.2. L'ineffectivité des réformes : Le mimétisme institutionnel face aux réalités locales

Il y a lieu de souligner un point critique de la sociologie juridique congolaise : le législateur tombe fréquemment dans le piège du « mimétisme institutionnel ». Par désir de conformité aux standards internationaux ou par pression des bailleurs de fonds, la RDC importe des normes juridiques conçues sous d'autres cieux, sans qu'un consensus social interne ne vienne leur donner vie.

A. La loi comme "corps étranger"Lorsque la norme juridique ne s'enracine pas dans l'axiologie du groupe (le système de valeurs partagées), elle agit comme un greffon que l'organisme social finit par rejeter. Selon Paul Milan (1982), la justice ne devrait pas être une simple technique de contrainte, mais une « idée » morale à partir de laquelle on établit les lois. Si la loi est perçue par le citoyen kinois comme injuste, inadaptée à ses réalités économiques ou déconnectée de ses priorités, elle perd immédiatement sa validité sociale. Elle n'est plus la Loi ; elle devient un instrument de persécution ou une formalité bureaucratique vide de sens.

B. La banalisation des infractions financières et la "contamination" systémique

L'influence de la société sur la justice est particulièrement saisissante dans le traitement de la délinquance en col blanc. Le système judiciaire subit ici de plein fouet l'influence du sous-système politique et économique. Un greffier raconte : « Parfois, nous recevons des dossiers de détournement de deniers publics flagrants.

Mais la pression sociale est telle, jusque dans les couloirs du tribunal, qu'on finit par ne plus voir le crime. On entend dire : "Il a juste pris sa part, après tout, c'est le système". Le juge n'est pas un extraterrestre ; il vit dans cette même société, il prend les mêmes transports, il respire le même air saturé de corruption. Comment pourrait-il condamner avec rigueur ce que tout le monde, même au sommet, semble valider par le silence ? » Ce témoignage est une validation empirique de la théorie systémique de Michel Lallement (1993). La justice y est décrite comme une composante poreuse. L'expression « il a juste pris sa part » révèle une normalisation sociétale du vol public, transformant l'infraction pénale en une « règle du jeu » de survie ou de réussite. Le greffier souligne ici l'impossibilité de maintenir un « îlot de moralité judiciaire » au milieu d'un océan d'antivaleurs.

Si le sommet de l'État ne sanctionne pas la « rétro-commission », le juge, par mimétisme ou par résignation, finit par intégrer cette déviance comme une donnée structurelle. La justice ne sanctionne plus la société ; elle s'y adapte.

2.3. La dynamique des coutumes urbaines comme frein au changement

Contrairement aux idées reçues, les obstacles à la réforme ne sont pas toujours des « traditions ancestrales » figées, mais des « coutumes urbaines » : des comportements nouveaux, nés de l'urbanisation sauvage et de la crise économique persistante. ***La justice distributive vs justice marchande*** **:** Dans l'imaginaire populaire kinois, le droit s'est effacé devant le pouvoir financier. La richesse est devenue, par une construction sociale perverse, une preuve de « raison ».

Celui qui possède l'argent possède la capacité de modifier la réalité juridique de son dossier. C'est une perversion du concept de justice distributive : on ne donne plus à chacun selon son mérite, mais selon sa capacité financière à influencer le siège. ***L'arbitrage de proximité et la quête d'efficacité*** **:** Face à une justice étatique perçue comme un labyrinthe lent, coûteux et imprévisible, la population développe ses propres instances de régulation. On recourt aux chefs de quartier, aux pasteurs ou aux « sages » de la rue. Leurs décisions, bien qu'illégales au regard du droit positif, possèdent une force exécutoire sociale bien supérieure. Le citoyen préfère une sentence « illégale » mais respectée par la communauté, à un jugement « légal » qui ne sera jamais exécuté faute de moyens.

L'analyse empirique de cette section démontre que la justice ne peut être que le reflet fidèle de l'état de la société. En RDC, les réformes pénales les plus ambitieuses restent des « lettres mortes » car elles manquent d'ancrage dans le consensus des valeurs vécues. La société congolaise, à travers ses arrangements quotidiens et ses compromis de survie, dicte en réalité sa propre loi au juge, inversant la hiérarchie kelsénienne. Toute réforme authentique ne doit pas être importée, mais doit chercher ses solutions au cœur même de la société. La validité d'une norme ne réside pas dans sa signature au Journal Officiel, mais dans sa capacité à être reconnue, acceptée et pratiquée par ceux qu'elle prétend régir. Tant que le divorce entre le Palais de Justice et la rue persistera, la justice ne sera qu'un simulacre de régulation.

Section III : La prévention criminelle comme indicateur de l'état social

La prévention criminelle ne doit pas être réduite à une simple stratégie technique ou policière ; elle constitue, selon André Lemaitre (2014), un « modèle sécuritaire » qui répond de manière organique aux valeurs et aux angoisses véhiculées par une société à un moment précis de son histoire. À Kinshasa, le passage d'une régulation basée sur la proximité à une gestion dominée par la peur, l'indifférence ou la spiritualité témoigne des mutations profondes, et parfois douloureuses, du corps social congolais. Cette section analyse comment les modes de réaction face à la délinquance agissent comme un miroir fidèle des transformations de la société kinoise.

A. La rupture du lien de "bon voisinage" et la fin de l'éducation communautaire

Autrefois, la prévention reposait sur une forme de surveillance communautaire naturelle et bienveillante. Aujourd'hui, l'éclatement des lieux de vie et la précarité ont transformé le voisin, jadis allié, en un étranger, voire en un suspect potentiel. Un notable de Kimbanseke relate : « Avant, dans nos quartiers, il n'y avait pas de murs si hauts. Quand un enfant volait un fruit ou faisait une bêtise dans la parcelle d'à côté, c'est tout le quartier qui le corrigeait avant même que le père n'arrive. Il y avait une autorité collective. Aujourd'hui, essayez seulement d'intervenir... on vous demande : "C'est votre problème ? C'est votre enfant ?". La peur des représailles des "Kuluna" ou simplement l'égoïsme de survie a remplacé la solidarité.

Chacun s'enferme derrière des barbelés, des gros murs et des tessons de bouteilles ». Cet extrait est un témoignage poignant du « dysfonctionnement sociétal » évoqué par Lemaitre. Il illustre le passage d'une société de solidarité organique à une société de fragmentation. Le refus de l'intervention collective (« C'est votre problème ? ») marque la fin de la prévention par l'éducation sociale. La prévention ne repose plus sur la cohésion, mais sur l'auto-défense individuelle. La structure sociale s'est atomisée, laissant place à une forme d'anomie où les règles de vie ne sont plus garanties par le respect mutuel, mais dictées par la loi du plus fort ou la crainte du bannissement. Les barbelés évoqués par le notable ne sont pas que physiques ; ils symbolisent la frontière psychologique que le citoyen dresse entre lui et une communauté qu'il ne maîtrise plus.

B. Le policier : de "gardien de la paix" à "chasseur de primes"

La fonction policière a muté sous la pression économique. À Kinshasa, la présence policière, élément clé de la prévention classique est désormais perçue par le citoyen non comme une protection rassurante, mais comme une menace économique. Le policier, mal rémunéré, est perçu comme un acteur cherchant à « créer » l'infraction pour en négocier la résolution monétaire, renforçant la méfiance systémique.

3.2. La réaction sociale face au crime : Le cri de l'injustice

Selon Jean Girette (1972), la justice est d'abord vécue comme une réaction existentielle violente : "C'est injuste !" À Kinshasa, faute de réponse institutionnelle crédible, ce cri prend la forme d'une violence compensatrice.

A. La justice populaire comme symptôme d'un vide institutionnel

La "justice populaire" n'est pas un retour à la barbarie primitive, mais une réponse rationnelle, quoique tragique, à la perception d'une justice étatique vénale. Lorsque la société acquiert la certitude que le criminel peut « acheter » sa liberté (le fameux « *justice ekufa* »), elle se réapproprie brutalement le droit de punir pour restaurer l'équilibre rompu. Dans un marché, nous avons pu observer une scène de justice populaire : *« Un jeune homme surpris en train de voler un téléphone a été pris en chasse par une foule instantanément compacte. Le cri "Au voleur !" n'a pas été un appel à la police, mais un signal de ralliement pour l'exécution. Personne n'a suggéré de conduire le suspect au poste. L'objectif était la punition immédiate et définitive par le feu. Pour cette foule en colère, c'est la seule justice "gratuite", "efficace" et "visible" qui reste ».*

Cette observation renvoie directement à la vengeance comme substitut au droit. L'État, qui devrait détenir le monopole de la violence légitime, est totalement court-circuité par une société qui a perdu tout espoir en ses institutions. Le choix du feu (le pneu) n'est pas anodin : il vise l'effacement total de celui qui a rompu le pacte social. C'est le miroir d'une société qui, par désespoir institutionnel, retourne à l'état de nature où chaque citoyen se fait juge et bourreau. La « gratuité » mentionnée par la foule souligne que la justice officielle est devenue un luxe inaccessible pour le petit peuple.

3.3. Les nouveaux modes de régulation : Entre "Kuluna" et "Prière"

A. Le phénomène Kuluna et la réponse éliminatoire

Le banditisme urbain a forcé l'État à adopter des modèles de prévention basés sur la crainte extrême plutôt que sur la réinsertion. Un jeune ex-délinquant affirme ce qui suit: *« On ne craint pas la loi ou le juge, on craint le "chargement" vers Kanyama Kasese. Quand on voit le camion de la police, on sait que ce n'est pas pour nous juger selon le code, c'est pour nous faire disparaître de la ville. La justice, la vraie, avec un avocat, c'est pour ceux qui ont des parents riches ou des relations ».*

B. La "Prévention divine" comme ultime recours

En l'absence de clôtures électriques ou de patrouilles fiables, la foi devient l'infrastructure de sécurité principale. A Kinshasa, nous observons : *« Sur les portes des boutiques, les inscriptions "Sang de Jésus" ou "Dieu est mon gardien" remplacent les logos des agences de sécurité. Dans les quartiers, les veillées de prière nocturnes servent de patrouilles de fait. On demande à la divinité ce que l'État ne peut plus fournir : la protection physique des biens et des personnes ».*

Cette "spiritualisation de la sécurité" montre que la population a déplacé son attente de justice vers la métaphysique. Puisque le juge terrestre est faillible et le policier absent, on invoque le "Juge suprême". C'est un indicateur de la démission totale de l'appareil sécuritaire étatique au profit d'une gestion mystique des risques.

L'évolution de la prévention à Kinshasa révèle une société à bout de souffle, marquée par le recul de l'État et la privatisation de la sécurité (par l'argent pour les riches, par la prière ou la violence pour les pauvres).

Toute réforme judiciaire qui ignorerait ces mécanismes de sécurité quotidienne, ce "visage profond" de la survie serait condamnée à rester une construction intellectuelle sans impact réel sur le terrain.

Conclusion

Au terme de cette étude consacrée au visage profond de la société à travers le prisme de la justice, il appert que l'appareil judiciaire congolais ne peut être compris par le seul examen des textes législatifs. En adoptant une posture constructiviste et une approche systémique, nous avons démontré que la justice est une construction sociale permanente, un miroir où se reflètent les gloires et, plus souvent, les déboires de la structure sociale globale. Le parcours de notre recherche a mis en exergue trois réalités fondamentales qui structurent ce rapport complexe entre le citoyen et la norme. D'abord, un divorce axiologique profond fragilise l'institution, car la perception de la justice en RDC est scindée entre un idéal de paix civile qui demeure une aspiration lointaine et une réalité vécue sous le sceau de la "justice-argent". Ce sentiment, loin d'être un simple préjugé, est le produit d'une société où la corruption a muté de l'anomalie à la norme de régulation, saturant ainsi l'imaginaire collectif. À cette crise de confiance s'ajoute la résistance des mécanismes sociaux face à l'appareil d'État. L'ineffectivité des réformes, notamment celles de 2006 sur les violences sexuelles, révèle que la dynamique sociale possède une force d'inertie supérieure à la volonté du législateur.

Les arrangements à l'amiable et les transactions familiales constituent désormais un "droit parallèle" qui survit grâce à sa capacité de maintenir une cohésion sociale que la prison, dans son état de délabrement actuel, ne garantit plus.

La validité d'une norme dépendant avant tout de son acceptabilité sociale, le législateur doit intégrer des mécanismes de médiation inspirés des réalités locales, telles que les palabres modernisées, tout en les encadrant par les principes universels des droits de l'homme. Par ailleurs, cette mutation nécessite la restauration d'une éthique systémique. Conformément à l'approche de Lallement, la réforme de la justice est indissociable d'une refonte globale des secteurs d'appui comme la police, l'armée et l'administration. Si la revalorisation salariale et morale du magistrat est un préalable, elle doit s'accompagner d'une lutte implacable contre la "culture de la rétro-commission" au sommet de l'État pour assainir l'imaginaire populaire. Cette action de haut niveau doit être complétée par une base citoyenne solide grâce à une éducation civique et judiciaire accrue. En vulgarisant les droits et devoirs et en réduisant l'opacité des procédures, la justice redeviendra "lisible" pour le citoyen ordinaire, limitant ainsi les zones d'ombre favorables aux pratiques corruptives.

Enfin, une approche pragmatique suggère de renforcer la justice de proximité. Plutôt que de punir systématiquement l'arrangement à l'amiable, le droit congolais gagnerait à institutionnaliser des centres de médiation communautaire pour les litiges mineurs.

Cela permettrait aux tribunaux de se concentrer sur les crimes graves, évitant l'engorgement et la vénalité qui en découle souvent. En définitive, la justice congolaise demeure à l'image de sa société : résiliente, complexe et paradoxale. Si elle donne aujourd'hui à voir les stigmates des pratiques corruptives et de la violence, elle contient aussi en son sein les germes d'un renouveau. Ainsi dit, toute réforme durable doit résulter d'un consensus large sur les valeurs partagées.
Ce n'est qu'à ce prix que le miroir de la justice renverra enfin le visage d'une nation réconciliée avec le droit, l'équité et sa propre identité culturelle.

Références bibliographiques

1. Ahrens, H. (1875). *Cours de droit naturel ou de philosophie du droit* (7e éd.). Leipzig : Brockaus.
2. Braz, A. (2015). *La philosophie du droit*. Paris : Ellipses.
3. Chazal, J.-P. (2001). « Philosophie du droit et théorie du droit, ou l'illusion scientifique ». *Archives de philosophie du droit*, pp. 303-333.
4. Corten, O. (2009). *Méthodologie du droit international public*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
5. Cuvillier, A. (1954). *Manuel de sociologie*. Paris : PUF.
6. Cuvillier, A. (1956). *Nouveau vocabulaire philosophique* (16e éd.). Paris : Armand Colin.
7. Dubouchet, P. (2005). *Philosophie et doctrine du droit chez Kant, Fichte et Hegel*. Paris : L'Harmattan.
8. Kaluba Dibwa, D. (2013). *La justice constitutionnelle en République démocratique du Congo. Fondements et modalités d'exercice*. Louvain-la-Neuve : Académia-L'Harmattan.

9. Lallement, M. (1993). *Histoire des idées sociologiques*. Paris : Nathan, pp. 210-235.
10. Lallement, M. (s.d.). « Systémisme ». *Encyclopædia Universalis*. [En ligne] https://www.universalis.fr/encyclopedie/systemisme/ consulté le 05 Novembre 2025
11. Larousse. (2025). « Justice ». *Dictionnaire de français Larousse*. [En ligne] https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/justice/45236 (consulté le 19 février 2025).

Par Amida ILANGA et Joël NZAMPUNGU IMBOLE

XIV. PROBLEMATIQUE DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT ET SON IMPACT SUR LA REUSSITE AUX EXAMENS D'ETAT : CAS DES ECOLES DU CENTRE DE RUBAYA

Par MAENDELEO NZABONIMPA Fidèle
*Etudiant Doctorant à **Université Adventiste de Goma** (UAGO) en partenariat avec Dchang et Enseignant à l'Institut Supérieur Pédagogique de Matanda (ISP/ Matanda)*

----------***----------

Biographie scientifique de l'Auteur

Maendeleo Nzabonimpa Fidèle, *né le 04 août 1989 à Nyambisi, dans le territoire de Masisi (province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo), est un universitaire congolais, chercheur en Sciences psychologiques et de l'éducation, spécialisé dans la planification et la gestion du système éducatif. Il est marié à Madame Umuhoza et réside actuellement à Rubaya, dans le territoire de Masisi. Titulaire d'un Diplôme du second cycle universitaire en Psychologie et Sciences de l'Éducation, option Administration, Pédagogie et Inspection scolaires, obtenu à l'Université Saint Joseph de Goma en 2015,*

il est également détenteur d'un Graduat en Sciences de l'Éducation de la même université (2013). Il a complété son parcours académique par un Master préparatoire (complémentaire) en Sciences psychologiques et de l'éducation, option Planification et Gestion du Système Éducatif, obtenu à l'Université Adventiste de Goma (UAGO) au cours de l'année académique 2023–2024. Depuis l'année académique 2025–2026, il est doctorant en Sciences psychologiques et de l'éducation, filière Planification et Gestion du Système Éducatif, à l'Université de Dschang (Cameroun), en partenariat académique avec l'Université Adventiste de Goma.

Sur le plan professionnel, Maendeleo Nzabonimpa Fidèle exerce comme enseignant d'université depuis 2015, contribuant à la formation des cadres dans les domaines de l'éducation, de l'administration scolaire et de la gestion des systèmes éducatifs. Il a auparavant travaillé comme Agent de bureau de première classe à l'Institut Supérieur Pédagogique de Matanda (2012–2015), expérience qui lui a permis d'acquérir une solide connaissance du fonctionnement administratif des institutions d'enseignement supérieur. En 2018, il a également participé aux processus électoraux en tant qu observateur pour la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), renforçant ainsi son expérience en matière de gouvernance et de citoyenneté démocratique.

Ses intérêts de recherche portent notamment sur la gestion des ressources humaines dans le système éducatif, les politiques publiques de l'éducation, la gratuité de l'enseignement de base en RDC, l'accès au crédit pour les PME du secteur éducatif, ainsi que sur les liens entre éducation et développement socio-économique. À ce titre, il dispose de plusieurs articles scientifiques en cours de publication, abordant entre autres l'impact du recrutement des enseignants sur la réussite scolaire, les

effets socio-économiques de la gratuité de l'enseignement de base, et la performance des PME éducatives à Goma.

Engagé dans le renforcement des capacités académiques, il a suivi plusieurs formations, notamment une formation sur l'arrimage au système LMD axée sur les nouvelles approches d'enseignement et d'évaluation (2022), ainsi qu'une formation accélérée en langue anglaise. Il maîtrise couramment le français, l'anglais, le kiswahili et le kinyarwanda, ce qui lui permet d'évoluer dans des environnements académiques et professionnels multilingues. À travers son parcours académique, professionnel et scientifique, Maendeleo Nzabonimpa Fidèle s'affirme comme un jeune chercheur engagé dans l'amélioration de la gouvernance et de la performance du système éducatif en République Démocratique du Congo, avec une vision tournée vers le développement durable et la qualité de l'éducation.

RESUME

Notre travail est intitulé **:** Problématique de recrutement du personnel enseignant et son impact sur la réussite aux examens d'État : Cas des écoles du Centre de Rubaya de 2011 à 2014. Cette étude vise à identifier les critères qui sous-tendent le recrutement des enseignants dans le centre de Rubaya et à évaluer l'influence de ces pratiques sur les performances des élèves aux examens d'État. Pour atteindre nos objectifs, nous avons adopté une approche quantitative. La récolte des données a été effectuée à l'aide d'une technique de questionnaire d'enquête administré aux acteurs concernés. Le traitement des données a mobilisé l'indice statistique de pourcentage pour l'analyse descriptive et le coefficient de corrélation de Spearman pour mesurer la relation entre les variables.

L'étude révèle que les critères de recrutement oscillent entre des facteurs académiques (qualification) et des facteurs subjectifs (népotisme, régionalisme, appartenance sociale). L'analyse statistique affiche un coefficient de corrélation de Spearman de 0,50. Ce résultat indique une corrélation modérée, confirmant ainsi partiellement l'hypothèse de départ : les conditions de recrutement impactent significativement, mais de manière modérée, la réussite des élèves. Contrairement à l'attente d'un impact purement négatif, l'étude conclut à une influence modérément positive sur les résultats observés durant la période concernée. Notre étude s'appuie sur la **Théorie du Capital Humain de Gary Becker**, postulant que la qualité de l'investissement dans le personnel enseignant conditionne le rendement scolaire. Elle est complétée par la **Théorie de l'Adéquation Profil-Poste**, qui démontre que la réussite aux examens d'État est le résultat d'une stricte correspondance entre les compétences des enseignants recrutés et les exigences des programmes nationaux.

Il est recommandé aux autorités scolaires de Rubaya de renforcer la transparence des processus de recrutement en privilégiant la méritocratie sur les affinités sociales afin d'optimiser durablement la qualité de l'enseignement et les scores aux examens nationaux.

Mots-clés : Recrutement, Personnel enseignant, Examen d'État, Rubaya, Corrélation de Spearman.

ABSTRACT

Our work is titled **:** Issues in teaching staff recruitment and its impact on State Examination success: A case study of schools in the Rubaya Center (2011-2014). This study aims to determine the criteria governing teacher recruitment in the Rubaya Center and to evaluate how these practices impact students' performance in national State Examinations. To achieve these objectives, we utilized a survey questionnaire technique for data collection. The data were then analyzed using percentage statistical indices and the Spearman correlation coefficient to establish the link between recruitment criteria and academic results. The findings show that recruitment is based on a mix of professional qualification, nepotism, regionalism, and social background. The statistical analysis yielded a Spearman correlation coefficient of 0.50. This indicates a moderate correlation, leading to a moderate confirmation of our hypothesis: recruitment criteria do influence exam results. Specifically, the study found a moderate positive impact of these criteria on student success rates during the 2011-2014 period.

Our study is based on Gary Becker's Human Capital Theory, which posits that the quality of investment in teaching staff determines academic performance. It is complemented by the Person-Job Fit Theory, which demonstrates that success in State Examinations is the result of a strict correspondence between the skills of the recruited teachers and the requirements of national curricula. It is recommended that school administrators in Rubaya standardize recruitment procedures by prioritizing merit-based selection over social affiliations to ensure long-term improvement in educational quality and national exam outcomes.

Keywords : Recruitment, Teaching staff, State Examination, Rubaya, Spearman correlation.

I. INTRODUCTION

L'éducation constitue le fondement du développement tant pour les personnes physiques que morales. Comme le soulignent Alexandre et Lefour (1975), l'instruction est un facteur de production essentiel qui génère des compétences et des attitudes nécessaires à l'organisation mondiale. Dans les pays industrialisés, le recrutement est perçu comme un processus rigoureux visant à attirer des personnes compétentes par une analyse précise de la fonction à pourvoir (Cédix, 2015). À cet égard, De Landsheere (1976) affirme que l'amélioration de la qualité des maîtres est indissociable de leur statut socio-économique et d'une formation de base solide.

En Afrique, les ministres de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) se sont engagés à mobiliser des ressources pour accroître le personnel enseignant qualifié (Enseignants sans Frontières, 2015). L'adoption de systèmes de concours nationaux visait à instaurer une méritocratie. Cependant, la réalité régionale montre que les dirigeants s'écartent souvent de ces critères formels, privilégiant des méthodes intuitives qui ne tiennent pas compte du profil réel souhaité pour le poste, ce qui engendre des échecs dommageables pour le système éducatif (Cédix, 2015). En République Démocratique du Congo, le recrutement des enseignants souffre d'un manque de rigueur systémique. Mokonzi (2010) qualifie l'enseignement congolais de « carrière de transit » ou de « salle d'attente » pour les diplômés au chômage.

Cette situation mène à une dérive où des professionnels d'autres secteurs (médecins, agronomes, maçon) se retrouvent devant les élèves par nécessité financière. L'absence d'une véritable politique de recrutement favorise des pratiques opaques où le clientélisme remplace la compétence, transformant l'école en ce que Mokonzi appelle « l'école de la médiocrité ». Au Nord-Kivu, et plus spécifiquement dans le Centre de Rubaya, le processus de recrutement est confronté à des réalités sociales précises : le népotisme, le régionalisme et l'appartenance sociale prédominent sur la qualification académique. Comme observé par Enseignants sans Frontières (2015), il n'est pas rare de voir des candidats recrutés sans aucun lien entre leur formation et la branche enseignée. La réalité actuelle à Rubaya montre que le recrutement est devenu un moyen pour certaines autorités d'obtenir des gains financiers, ruinant ainsi le rendement scolaire.

Le problème réside dans le contraste entre l'idéal d'un recrutement basé sur la motivation interne et l'identification aux buts de l'école, et la réalité d'un système basé sur les relations personnelles. Une fondation éducative mal construite entraîne l'effondrement de la qualité de l'enseignement. Dès lors, il devient impératif d'étudier comment ces critères de recrutement influencent directement les résultats aux examens d'État, afin de proposer des mesures correctives pour le système éducatif de Rubaya. L'éducation est universellement reconnue comme le socle du développement humain et un facteur de production essentiel (Alexandre & Lefour, 1975).

Dans un système éducatif performant, le recrutement doit répondre à une planification rigoureuse visant l'adéquation entre le profil de l'enseignant et les exigences pédagogiques. Selon De Landsheere (1976), l'excellence de l'enseignement est tributaire d'une sélection rigoureuse et d'un statut socio-économique valorisant pour les maîtres. Idéalement, le recrutement est un processus transparent qui commence par une analyse de poste et se termine par une sélection basée sur la compétence et la motivation interne, garantissant ainsi l'engagement professionnel de l'individu envers les objectifs de réussite de l'école (Cédix, 2015).

L'éducation est universellement reconnue comme le fondement du développement humain et un facteur de production essentiel, car elle génère les compétences et les attitudes nécessaires à l'organisation technique mondiale. Toute insertion professionnelle réussie repose sur un processus de recrutement rigoureux. Selon **Alexandre et Lefour (1975)**, le choix d'une profession est une étape cruciale ; pourtant, l'accès à un métier par vocation reste un défi majeur. Dans cette optique, **De Landsheere (1976)** affirme que l'amélioration de la qualité de l'enseignement est intrinsèquement liée à l'égalisation du statut socio-économique des enseignants et à une sélection basée sur des critères objectifs. Dans les pays industrialisés, le recrutement est perçu comme une démarche stratégique visant à attirer des profils compétents. Ce processus, structuré autour de l'analyse de poste et de tests spécifiques, garantit que les candidats possèdent les qualifications requises avant leur intégration (**Cédix, 2015**).

Malgré les engagements pris au niveau continental par les ministères de l'Éducation pour instaurer des concours de recrutement (Enseignants sans Frontières, 2015), la réalité en République Démocratique du Congo, et plus particulièrement dans le Centre de Rubaya, est alarmante. Comme le souligne Mokonzi (2010), l'enseignement est devenu une « carrière de transit » pour de nombreux diplômés au chômage. À Rubaya, le recrutement ne suit plus les normes de qualification académique : des licenciés en psychologie sont ignorés au profit de candidats issus d'autres domaines (mécanique, construction) sur la base du népotisme, du régionalisme ou de l'appartenance sociale. Le recrutement est fréquemment mené de façon intuitive, sans analyse réelle des compétences, et sert parfois de source de revenus illicites pour certaines autorités chargées de l'engagement (Mokonzi, 2010 ; Enseignants sans Frontières, 2015).

Malgré les engagements des ministères africains de l'enseignement pour professionnaliser le recrutement par des concours nationaux (**Enseignant sans Frontières, 2015**), un décalage profond subsiste entre les politiques et les pratiques. En République Démocratique du Congo, le recrutement est fréquemment mené de façon intuitive, sans analyse réelle des profils ou des fonctions. **Mokonzi (2010)** décrit une situation alarmante où l'enseignement devient une « carrière de transit » ou une « salle d'attente » pour des diplômés au chômage (médecins, économistes, maçons, etc.). Cette déviance professionnelle est accentuée par des pratiques de népotisme et de corruption.

Comme le souligne **Enseignant sans Frontières (2015)**, il n'est pas rare de voir des organisations recruter des profils totalement étrangers aux besoins réels (par exemple, un mécanicien pour un poste de psychologue) sur la seule base des affinités sociales ou financières. Les conséquences de ces pratiques sont dommageables tant pour l'institution que pour les apprenants. L'occupation des postes par des personnes non compétentes entraîne une démotivation professionnelle et un faible investissement personnel.

Comme une maison dont les fondations sont mal construites, le rendement scolaire s'effondre (Mokonzi, 2010). L'impact de ce recrutement biaisé se manifeste directement par les échecs récurrents aux Examens d'État dans les écoles du Centre de Rubaya. Le recours aux affinités sociales au détriment de la méritocratie empêche l'utilisation optimale des ressources humaines, créant un cycle de médiocrité qui compromet l'avenir des élèves de cette région. Les conséquences de ce système de recrutement biaisé sont dramatiques. L'occupation de postes par des personnes non qualifiées ou peu motivées ruine le rendement scolaire. Selon **Mokonzi (2010)**, un enseignant non formé risque de confondre sa mission pédagogique avec sa formation d'origine (le médecin traitant l'élève comme un patient), ce qui dénature l'acte d'enseigner.

L'absence d'adéquation profil-poste entraîne une baisse de l'engagement professionnel, une démotivation des ressources humaines et, in fine, des échecs massifs aux examens d'État. Lorsque la base du recrutement est "mal construite", l'ensemble de l'édifice éducatif devient instable, compromettant l'avenir des apprenants et le développement de la société (**Cédix, 2014 ; Mokonzi,**

2010). C'est dans ce contexte que s'inscrit notre étude sur les écoles du Centre de Rubaya, afin d'évaluer l'ampleur de ce phénomène sur les résultats nationaux. Notre étude vise à déterminer les critères de recrutement mis en œuvre au sein de l'enseignement primaire secondaire et professionnel dans le Centre de Rubaya, les problèmes qui en découlent et proposer des pistes de solution pour y remédier.

Ainsi, le problème de recrutement affecte toutes les couches sociales générales et la division provinciale de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel n'est pas épargnée de ce fléau. Pour y arriver, nous nous sommes posé les questions suivantes : Quels sont les critères à la base du recrutement du personnel enseignant dans le Centre de Rubaya. Quel est l'impact de ce recrutement sur la réussite des élèves aux examens d'Etat ? Le Petit Larousse illustré définit l'hypothèse comme une proposition à partir de laquelle on raisonne pour résoudre un problème, pour démontrer un théorème. C'est aussi une supposition résultant d'observation et que l'on soumet au contrôle de l'expérience ou que l'on vérifie par déduction. C'est une supposition de la réponse à la question posée d'avance dont la vérification conduit à la confirmation ou à l'infirmation.

Pour Ngongo Disashi, l'hypothèse est une supposition vérifiable qui est adoptée provisoirement pour expliquer certains faits et pour orienter le chercheur dans l'examen d'autres faits. Eu égard à ce qui précède, notre hypothèse est formulée de la manière suivante : Les critères de recrutement influent sur la réussite aux examens d'Etat et l'impact des critères de recrutement sur la réussite aux examens d'Etat serait positif.

II. MÉTHODOLOGIE

II.1. Un petit mot sur le milieu d'étude

Le centre commercial de Rubaya se trouve à cheval sur les groupements M/Matanda et M/Kibabi sur le long de la rivière Mumba. Le centre commercial de Rubaya se limite par : Au nord : le groupement OSSO BANYUNGU ; Au sud : le groupement Mupfuni, karuba et une autre partie par le groupement M/Kibabi, A l'est : le groupement Mupfuni Matanda Mupfuni kibabi. A l'ouest : le groupement mupfuni kibabi. Pour y parvenir à partir de Goma chef lieu de la province, il faut suivre l'itinéraire ci-après : Goma-Sake soit 27 km ; Sake-mushaki soit 15 km ; Mushaki-Matanda soit 7 km ; Matanda-Bihambwe soit 8 km ; Bihambwe-Rubaya soit 6 km ; Le centre commercial de RUBAYA se situe à 30 km de Masisi, chef lieu du Territoire à 8 km de Bihambwe au nord, à 6 km de Kibabi PEA à l'ouest, 6 km de mumba au sud et 10 km de matanda à l'est. Actuellement, Rubaya fonctionne comme Commune Rurale dont à la tête nous avons un Délégué du Gouverneur comme Chef de l'entité.

C'est sous le Décret n° 013/027 du 13 juin 2013 conférant le statut de Ville et de Commune à certaines Agglomérations de la Province du Nord-Kivu que l'entité a eu son statut juridique de fonctionner comme Commune Rurale. (Archives de la Commune Rurale de Rubaya, 2020) ; Les limites de la Commune de Rubaya sont : Au Nord : la rivière Osso ; Au Sud : du Village Mumba jusqu'à la limite avec le Groupement Matanda ; A l'Est : du Village Nyagisenyi, le Mont Bisunzu et la rivière Luoo ; A l'Ouest : la rivière Lutingita, le Mont Mitio, la rivière Lutingita jusqu'à son confluent avec la rivière Osso.

II.2. LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT

II.2.1. Définition du recrutement

Le recrutement est un ensemble d'actions entreprises par une organisation pour attirer des candidats possédant les compétences et la motivation nécessaires pour occuper un poste vacant (Martory & Crozet, 2010). Selon le dictionnaire *Petit Robert*, c'est l'action d'engager une personne par une promesse, l'intégrant ainsi dans un groupe social ou professionnel. L'objectif majeur est l'**adéquation profil-poste**, c'est-à-dire la correspondance entre les aptitudes d'un individu et les exigences d'une fonction. Une mauvaise image de l'entreprise ou un fort taux de rotation (*turn-over*) peut paralyser ce processus en éloignant les talents (Martory & Crozet, 2010).

I.2.2. Spécificités du recrutement des enseignants en RDC

Le recrutement du personnel enseignant est régi par des normes strictes de la fonction publique. Nul ne peut être recruté comme enseignant de carrière s'il ne remplit les conditions suivantes : Être détenteur d'un **titre pédagogique** homologué ; Jouir d'une aptitude physique compatible avec la fonction ; Réussir au **concours de recrutement**, particulièrement lorsque le nombre de candidats excède les postes disponibles (Loi-cadre de l'Enseignement National).

II.3. L'ENSEIGNEMENT ET SA STRUCTURE

II.3.1. Définitions

Enseigner consiste à transmettre des connaissances, des sciences ou des arts (Petit Larousse). Pour **Gayet (1995)**, l'enseignement est un guidage attentif permettant à l'élève de transformer ses aptitudes potentielles en capacités efficientes par la résolution de situations-problèmes.

elon Mokonzi (2009), l'enseignement national comprend trois niveaux : Maternel et Primaire : Vise l'épanouissement sensoriel et l'acquisition des bases de lecture, écriture et calcul. Secondaire : Prépare à l'exercice d'un métier ou aux études supérieures via un cycle court (professionnel) ou un cycle long (humanités sanctionnées par le Diplôme d'État). Supérieur et Universitaire : Assure la formation des cadres de conception et la recherche scientifique.

II.3.3. Administration et acteurs : Le système scolaire congolais est binaire : Écoles publiques : Comprennent les écoles non conventionnées (gérées directement par l'État) et les écoles conventionnées (gérées par des confessions religieuses : Catholiques, Protestantes, Kimbanguistes, etc.). Écoles privées agréées : Créées par des particuliers et financées exclusivement par les parents. L'organe technique de gestion du personnel est le SECOPE (Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants).

II.4. L'APPROCHE PÉDAGOGIQUE : DES OBJECTIFS AUX COMPÉTENCES

II.4.1. L'Approche Par Objectifs (APO) L'APO définit l'enseignement par des comportements observables attendus de l'élève à la fin d'un apprentissage. Bloom (1956) a classifié ces objectifs selon une taxonomie à six niveaux (Connaissance, Compréhension, Application, Analyse, Synthèse, Évaluation). Un objectif opérationnel doit préciser : Le sujet (l'élève) ; Un verbe d'action observable ; Les conditions de réalisation ; Le critère de performance (seuil de réussite).

II.4.2. L'Approche Par Compétences (APC) L'APC est apparue pour pallier les limites de l'APO. Selon Perrenoud (2000) et De Ketele, une compétence est la capacité de mobiliser un ensemble de ressources (savoirs, savoir-faire, savoir-être) pour résoudre une situation-problème complexe. Alors que l'APO se fragmente en petits comportements isolés, l'APC vise l'intégration des acquis pour une action efficace en contexte réel.

II.5. **L'ENSEIGNANT :** L'enseignant est un professionnel qui choisit les stratégies les plus adaptées à une situation de classe (Paquay et al., 1996). Il doit posséder la maîtrise didactique pour initier l'élève à la réflexion et à l'autonomie. Selon l'UNESCO, il est l'agent principal de l'éducation en milieu scolaire.

En ce qui concerne la procédure d'embauche varie d'une entreprise (école) à une autre selon les circonstances et les besoins particuliers. Le processus normal d'embauche se fait généralement à un certain nombre d'étapes. A ce fait J.M. PERETTI schématise de la manière suivante les étapes de l'embauche BEDANI MUKAKANDO (2008) ou encore il distingue 4 étapes

qu'on décompose en 13 opérations représentées dans les tableaux ci-après

ETAPE I.

PREPARATION DU 'EMENT	EXPRESSION DE LA)E (1)
	ANALYSE DE LA)E(2)
	DEFINITION DU POSTE (3)

ETAPE II

RECHERCHE DES ATURES	PROSPECTION INTERNE(3)
	CHOIX DE LA METHODE HERCHE (5)
	RECHERCHE DES IDATURES EXTERNES(6)

ETAPE III

SELECTION DES ATS	PREMIER TRI(7)
	ENTRETIEN (8)
	TEST EVENTUEL (9)

Etape IV.

ACCUEIL ET INTEGRATION	DECISION (10)
	PROPOSITION (11)
	ACCUEIL (12)
	INTEGRATION (13)

TEST

Le test est une épreuve standardisée impliquant une tache à remplir, identique pour les sujets examinés avec une technique précise d'appréciation de réussite ou de l'échec ou par la notation numérique de la réussite….

On appelle test mental, une situation expérimentale et standardisée servant de stimulus à un comportement. Ce comportement est évalué par une comparaison avec celui d'autres individus placés dans la même situation permettant ainsi de classer les sujets examinés soit quantitativement soit typologiquement. (PONTIEN MATEMANE, 2008)

Rappelons que le mot « test » vient des USA sous R.B Cattell (test=épreuve mais son original lointain est latine testis qui signifie témoin. Pour ANASTASIE, un test psychologique est essentiellement un procédé des mesures objectives et standardisées d'un comportement déterminé. Le test est utilisé sous plusieurs usages. De notre part nous l'avons utilisé dans le cas d'une sélection professionnelle.

LE CONCOURS

Un concours est un examen permettant un classement des candidats à une place, une entrée dans une grande école ou encore une épreuve dans laquelle plusieurs candidats entrent en compétition pour un nombre limité de places (Dictionnaire Micro-Robert, 1986). Le présent travail souhaite que les différentes étapes précitées soient respectées dans la procédure du recrutement du personnel enseignant dans les écoles du Centre de Rubaya. Bref, nous insistons sur la correction objective et valide et non une correction basée sur la subjectivité et le sentiment personnel de correcteur. Cette étude permettra aux lecteurs de se rendre compte des facteurs à la base d'engagement des agents dans une institution. En mettant en pratique les points qui y sont traités, non seulement les enseignants dans les milieux scolaires mais aussi les partenaires de l'éducation y trouvent quelques conseils et suggestions relatifs à pourvoir des postes enseignants.

II.6. TYPE D'ETUDE

Notre travail est du domaine pédagogique et plus particulièrement dans l'administration, Pédagogie et Inspection Scolaires.

II.7. POPULATION ET CHOIX DE L'ECHANTILLON

II.7.1. POPULATION D'ETUDE

Le petit Larousse définit la population comme un ensemble des habitants d'un espace donné ; une catégorie particulière. (Dictionnaire Petit Larousse en couleur, 1999). C'est aussi un ensemble d'éléments soumis une étude statistique. Selon d'Hainaut, la population est l'ensemble des éléments parmi lesquels on aurait pu choisir l'échantillon. C'est-à-dire l'ensemble des éléments qui possèdent les caractéristiques que l'on veut observer. Pour Ngongo Disashi, toute recherche doit déterminer la population à laquelle elle est destinée.par la population, il faut entendre l'ensemble fini d'individus, d'objets, institutions auxquels s'adresse la recherche (Ngongo Disashi P.R, 1999). Sanders et Allard disent ce qui suit : "Habituellement les gens assimilent le mot population à un très grand nombre de personnes habitant une région. En statistique, ce mot a un sens plus large. Une population est la totalité des unités de n'importe quel genre prise par les statisticiens.

Selon Grawitz, le terme population désigne un ensemble dont les éléments sont choisis parce qu'ils possèdent tous une même propriété et qu'ils sont de même nature. Il peut s'agir d'un ensemble de personnes classées suivant un critère donné (ethnique, social, national etc.), comme un ensemble d'objets «population» de plantes, d'animaux, des pièces de fabrication, d'étoiles etc. Par analogie, chacun des constituants d'une population sera appelé un individu. Le nombre total des individus est appelé effectif de la population (GRAWITZ, 2001). La population peut être finie ou infinie une population finie

est celle dont le nombre d'unités est limité tandis qu'une population infinie est celle qui contient un nombre illimité d'unités. Pour ce qui concerne notre travail de recherche, la population d'étude retenue est constituée des écoles secondaires du centre de Rubaya. Ces écoles sont au nombre de 6 parmi lesquelles nous avons sélectionné trois écoles ayant présenté les examens d'Etat de 2011 à 2014.

Tableau 2.1 : Liste des écoles secondaires du centre de Rubaya selon les conventions (gestion).

N°	DENOMINATION	GESTION
1	INSTITUT RUBAYA	ECASJ
2	INSTITUT RUVUNDA	OFFICIEL
3	INSTITUT DANKIER	ECP
4	INSTITUT KASONGO	ECP
5	INSTITUT SAYUNI	ECP
6	INSTITUT BWESHA	CATHOLIQUE

Source : Nos investigation

Tableau 2.2. Répartition de la population d'étude selon le sexe.

Notre population d'étude est composée de 60 sujets dont 50 hommes et dix femmes.

Sexe	N	%
Masculin	*50*	83,3
Féminin	*10*	16,7
Total	**60**	**100**

Source : Nos investigations

II.7.2. L'ECHANTILLON D'ETUDE.

Le petit Larousse illustré définit d'échantillon comme étant une fraction représentative d'une population ou d'un ensemble statistique. Selon D'Hainaut, l'échantillon est l'ensemble des éléments à propos desquels on a effectivement recueilli des données. L'échantillon a pour objet de choisir une partie de la population qui produit le plus fidèlement possible les caractéristiques de la population. Pour ce faire, il faut que l'échantillon soit représentatif en ce sens qu'il doit être le portrait assez fidèle de la population d'où il est tiré. Pour Grawitz, l'échantillon est la partie de la population sur laquelle pourront se faire les observations et les mesures, surtout dans le cas où l'effectif de la population est de la population est élevé. Parlant de l'échantillonnage, Sanders et Allard stipulent que le but de l4 échantillonnage est de fournir suffisamment d'information pour que des influences population puissent être faites. Dans la majorité des cas, il est impossible d'étudier la population dans sa totalité pure évaluer les vraies caractéristiques de celle-ci.

L'échantillonnage a pour objectif de choisir une partie de la population qui reproduit le plus fidèlement possible, les caractéristiques de la population.

Pour pouvoir porter un jugement sur la population en se basant sur les résultats d'échantillon soient représentatifs que possible de la population d'où est tire cet échantillon. C'est la sélection d'une partie dans un tout. Il s'agit d'une nation importante en métrologie. Lors qu'on ne peut pas saisir un événement dans un ensemble, il faut effectuer des mesures en nombre fini, afin de représenter l'événement. Ainsi, le cadre de renforcer notre recherche, nous avons également retenu un échantillon de 3 écoles secondaires ayant présenté les Exétats dans l'intervalle de temps exigé par notre travail (2011–2014). Il s'agit de l'Institut RUBAYA, l'Institut RUVUNDA et l'Institut DANKIER.

Tableau 2.3. Répartition de l'échantillon selon le sexe.

Sexe	F	%
Masculin	50	83,3
Féminin	10	16,7
Total	**60**	**100**

Source : Nos enquêtes sur terrain

Notre échantillon est composé de 60 sujets dont 50 soit 83,3% du sexe masculin et 10 soit 16,70% soit du sexe féminin

Tableau 2.4 Répartition de l'échantillon selon le Niveau d'Etude

Niveau d'étude	F	%
Secondaire	37	61,7
Supérieur et Universitaire	23	38,3
Total	**60**	**100**

Source : Nos enquêtes sur terrain

Il est évident que notre échantillon est composé de 60 sujets dont 37 ont un niveau d'étude secondaire et 23 univesitaires.

Tableau 2.5. Répartition de l'échantillon selon l'ancienneté

Ancienneté	F	%
0 – 9	22	36,7
10 -19	10	16,7
20 -29	20	33,3
30 et plus	8	13,3
Total	**60**	**100**

Source : Nos investigations

Notre population est composé des 60 agents, dont 22 soit 36,7% ont une ancienneté variant entre 0 et 9 ans ; 10 soit 16,7% ont l'ancienneté comprise entre 20 et 29 ans et enfin, 8 sujets soit 13,3% ont une ancienneté qui varie entre 30 et plus.

II.8. OUTILS ET TCHNIQUES DE COLLECTE DES DONNEES

Ces techniques consistent à la collecte des données des terrains en utilisant divers supports, sans intervenir de manière significative sur le terrain (ou du moins, le plus souvent, en tentant de réduire l'impact d'observation sur les groupes observés. Ces techniques sont très variables. Elles peuvent varier suivant les contextes. La croissance des réseaux numériques a notamment renforcé les techniques d'observation numériques : formes participatives, online, journaux en ligne, etc. Les techniques d'entretien peuvent être dites passives, lorsqu'elles n'ont pas d'influence, ou très peu, sur la situation sociale étudiée.

Classification selon le niveau de directivité au chercheur ; L'entretien libre ou non directif :

principalement pour les récits de vie, il n'ya pas ou vraiment peu de questions. Techniquement, le chercheur pose une question initiale au sujet et laisse s'exprimer sans l'arrêter ou l'orienter par ses propres remarques. Si le sujet ne parvient pas à continuer pour le relancer ; **L'entretien semi-directif :** les questions sont ouvertes et en nombre restreint ; **L'entretien directif :** nombreuses questions les repousses aux questions posées sont principalement oui ou non.

Classification selon le contexte de l'entretien

Les entretiens peuvent être réalisés en face à face, par téléphone, par Internet, etc. Le support peut être oral, textuel etc. le contexte de l'entretien peut varier : lieu de travail, lieu de l'entretien, lieu de loisir ou de détente, etc. l'entretien en groupe, isolé, etc.

Pour récolter les données relatives à notre travail, nous avons fait recours à la technique de questionnaire d'enquête accompagné d'entretien avec les enquêtés. En outre, la technique documentaire nous a aidé à nous rendre compte des résultats aux Exétat pour les écoles notre milieu d'étude. Le questionnaire a été administré à tous les sujets constituant notre échantillon. Cependant tous les questionnaires lancés ne nous sont pas retournés. Il ya eu mortalité de 5 protocoles. D'où, 55 personnels agents ont répondu favorablement aux questionnaires.

II.9. TECHNIQUES DE TRAITEMENT DES DONNEES ET METHODES D'ANALYSE DES RESULTATS

II.9.1. Technique de traitement des données

Les techniques de traitement des données ne sont autres que les indices statistiques permettant au chercheur d'analyser et d'interpréter les résultats obtenus. Leur choix de ces techniques dépend d'une situation à l'autre. Quand à notre étude, les données ont été soumises à l'indice statistique de pourcentage avec l'aide de fréquences dont la formule est représentée ci-dessous : $P = \frac{f}{n} \times 100$

P = pourcentage, F= fréquence et N= Effectif total de sujets enquêtés. Nous avons aussi fait recours au coefficient de corrélation de Spearman en matière d'analyse des résultats.

II.9.2. Méthodes d'analyse des résultats : Pour analyser les résultats obtenus dans la présente étude, nous avons fait recours à : La méthode analytique : grâce à cette méthode, nous avons analysé les critères d'engagement au sein des écoles de Rubaya et nous avons mesuré l'impact de cette façon d'engager les enseignants sur la réussite des élèves aux examens d'Etat ; La méthode inductive : cette méthode nous a permis de généraliser les résultats obtenus sur l'ensemble des écoles de Masisi.

II.10. PERTINENCE ET FIABILITE DE L'ETUDE

Cette recherche nous semble être très pertinente en ce sens qu'elle réunie toutes les données possibles par rapport au recrutement, procédure et délibération. Nous pensons aussi avoir contribué sur le plan scientifique du fait que le travail sera mis à la portée de tout le monde pour servir comme un bagage intellectuel, dans les différentes recherches. D'après les données et l'analyse

portée à notre recherche, nous pensons que les chefs d'établissements vont respecter les normes en engageant les enseignants qui sont à la hauteur de ce travail et que l'impact par rapport à la réussite aux examens d'Etat sera positif dans le Centre de Rubaya en particulier et en RDC en général. Les présent chapitre est le corps de notre travail. Il contient la présentation, l'analyse des données et l'interprétation des résultats. Les données sont présentées dans différents tableaux et analysées à travers les fréquences en fonction de pourcentage.

III.1. PRESENTATION ET ANALYSE DES DONNEES

Tableau 3.1. La personne chargée du recrutement des agents du sein de la Division.

Réponses	F	%
Le secrétaire	0	0
Le préfet des études	40	72,7
La Coordination	15	27,3
La Division de l'EPSP	0	0
Total	55	100

Source : Nos investigations

Il ressort de ce tableau que sur 55 sujets enquêtes, 40 soit 72,70% ont affirmé que la personne changée de recrutement est le préfet des études. Cependant, 15 soit 27,3% confirment que ce recrutement est fait par la Coordination pour les écoles conventionnées.

Tableau 3.2. Critère principal de recrutement au sein des écoles du Centre de Rubaya

CRITERES	F	%
Qualification	10	18,2
la reconnaissance sociale	24	43,6
la subjectivité	20	36,4
la corruption	1	1,8
Total	55	100

Source : Nos investigations

A vu de ce tableau, il est évident que le critère principal du recrutement est la reconnaissance sociale comme il est confirmé par 24 sujets soit 43, 6% des enquêtés. 20 sujets soit 36,4% le recrutement se fait sur base de la subjectivité. Cependant 10 sujets soit 18,2% ont affirmé que le recrutement se fait sur base de la qualification. Enfin, 1 sujet soit 1,8% a prouvé que le recrutement se fait sur base de la corruption.

Tableau 3.3. La façon dont les enseignants ont été recrutés.

Réponse	F	%
J'ai été engagé par Téléphone	4	7,3
J'ai fait un test	6	10,9
C'est grâce à la compétence	18	32,7
J'ai été nommé	27	49,1
Total	55	100

Source : nos investigations

De ce qui est lu dans ce tableau, 27 agents soit 49,1% affirment qu'ils ont été nommés à leurs service

dans la Division de l'EPSP ; 18 soit 32,7% ont été recruté à cause de leur compétence ; 6 soit 10,9% ont fait le test et enfin, 4 soit 7,3% soit été engagé par téléphone

Tableau 3.4. La compétence et l'appartenance constituent la base de recrutement au sein des écoles du Centre de Rubaya

Réponse	F	%
oui	36	65,5
non	19	34,5
Total	55	100

Source : Nos investigations

L'évidence est que 36 sujets sur 55 soit 65,5% confirment que la compétence et l'appartenance sociale constituent la base de recrutement au sein des écoles du Centre de Rubaya alors que 19 soit 34,5% ont nié cette proposition.

Tableau 3.5. Les Personnels recrutés ont subis une formation

Réponse	F	%
oui	21	38,2
non	34	61,8
Total	55	100

Source : Nos investigations

Le constant est que sur 55 sujets enquêtés, 34 soit 61,8% n'ont pas subi une formation quelconque après leurs recrutements.

Par contre, seulement 21 agents soit 38,2% affirment avoir subi la formation après leur recrutement par rapport à la tenue des documents pédagogiques.

Ils ont subi la formation dans les domaines ci-après : exploitation, l'approche par compétence, Didactique,

méthode active et participative, gestion d'une école et d'une classe statistique.

Tableau 3.6 : Postes occupés par les personnes qui sont ou qui ne sont pas du domaine.

Réponse	F	%
oui	40	72,7
non	15	27,3
Total	55	100

Source : Nos investigations

Nous constatons que sur 55 sujets, 40 soit 72,7% ont affirmé qu'il y a des postes occupés par les personnes qui sont du domaine alors que 15 sujets soit 27,3% ont nié cette proposition car certains du domaine français enseignent même les cours à caractère psychopédagogiques.

Tableau 3.7 : Recrutement a été fait par la passation d'un concours

Réponse	F	%
Vrai	12	21,8
Faux	43	78,2
Total	55	100

Source : Nos investigations

De ce tableau, il ressort le constant selon lequel sur 55 enseignants ayant répondu à ce questionnaire 43 sujets soit 78,2% ont été recrutés sans qu'ils ne passent le concours. Cependant, 12 soit 21,8 % ont été recruté par passation d'un concours.

Tableau 3.8 : L'offre d'emploi au sein des écoles du Centre de Rubaya

Réponse	F	%
Clandestin	28	50,9
Rendu public	15	27,3
Publié sur média	3	5,4
Diffusé mais offre difficile	9	16,4
Total	55	100

Source : nos investigations

Au sein des écoles du Centre de Rubaya, le recrutement est clandestin tel que confirmé par 28 sujets soit 50,9%. Cependant, 15 sujets soit 27,4% affirment qu'il est diffusé mais offre difficile.

Enfin 3 sujets soit 5,4% confirment que le recrutement est diffusé sur le média.

Tableau 3.9. Les faveurs de postes accordées aux candidats.

Réponse	F	%
Etrangers	0	0
Du milieu	24	43,6
Familiaux	12	21,8
De la Province du Nord-kivu	19	34,6
Total	55	100

Source : Nos investigations

De ce tableau découle les constatations suivantes : 24 sujets sur 55 soit 43,6% prouvent que les faveurs des postes sont accordés aux candidats du milieu ; 19 soit 34,6% disent que les faveurs sont accordés aux personnes de la Province du Nord-Kivu ; 12sujets soit 21,8% affirment que les familiaux ont plus de faveurs.

Enfin, aucun sujet soit 0% n'a confirmé que les faveurs sont accordées aux étrangers.

Tableau 3.10 : La manière dont est recrutement

Réponse	F	%
Népotique	2	3,6
Régionaliste	17	30,9
Corruptible	0	0
Socio-humain	36	65,5
Total	55	100

Source : Nos investigations

N°	NOMS & POSTNOMS	QUALIFICATION	ATTRIBUTION	ECHELLE DE VALEUR COTE
01	AMINI BAZUBA	D6N PEDA	Math, géographie, dessin, sociologie africaine, musique, éducation à la vie	4
02	BARAKA KYAHI	G3 H S S	Sciences social, I.S., psycho-social, socio-générale, psychologie-appliquée, prot, S.S, histoire	5
03	BATACHIANA NZABA	D6N PEDA	Français, L.N., Education civique et morale	3
04	BIMENYIMANA	G3 H S S	Histoire, géographie	2,5

05	DOGO BATACHOKA	A2 SOC	H.I, H.A, T.E, TA, MAS, HST,M.E, Gymnastique, secourisme	2,5
06	HARAGIRIMANA NZABA	G3 SPA	Compte, D.F, économie politique, O.S.T, législation sociale	3,5
07	KANYAMUNGO LUANDA	D6N PEDA	Sciences, zoologie, Micro, dessin, gymnastique, musique.	2,5
08	KWIZERA MUTABAZI	A2 SOC	II.S, H.F, DECO, Economie de Développement, H.W, Doctrine, Demo, I.S	2,5
09	MAHANGAIKO RUBASHAI	G3 MATH	Math, physique	5
10	MUGABE NTIZI	G3 FLA	Français	5
11	NVANGU NYABISABU	A2 SOC	Principe de l'éducation	2,5
12	NDAGIWENAYO NKIZI	D6N PEDA	Anglais	1
13	NKUNDIMBABAZI KAMANU	D6 MATH	Math, physique, techo	2,5
14	NIYUKURI	D6N PEDA	Français	1
15	RIZIKI UWASE	D6N PEDA	Psychologie, péd, esthétique, religion,	2,5
1	SHIRIMITIMA	D6N	Technologie,	2,5

5	GAKURU	PEDA	physique, religion, gymnastique, éducation à la vie, anglais	
16	SIBOMANA GAKURU	D6N PEDA	Techno, physique, religion, gymnastique, éducation à la vie, anglais	2,5
17	TULIYA KOPI	G3 FLA	Français, chimie, biologie	1,7

Au vu du tableau ci-haut, le recrutement est, selon 36 sujets soit 65,5% socio-humain. Alors que 17 agents soit 30,9% prouvent qu'il est régionale, et 2 sujets soit 3,6% ont affirmé qu'il est népotique.

Tableau 3.11 : Ce qu'occasionne le mauvais recrutement des agents.

Réponse	F	%
Echec aux examens d'Etat	23	41,8
Niveau d'instruction bas	5	9,1
Les conflits sociaux	4	7,3
Manque de qualité	23	41,8
Total	55	100

Source : Nos investigations

Il est évident à travers ce tableau que 23 sujets soit 41,8% affirment que le mauvais recrutement occasionne l'échec aux examens d'Etat ; autres 23 sujets soit 41,8% confirmant qu'un tel recrutement entraine le manque de qualité ; 5 soit 9,1% disent cela peut occasionner la faiblesse chez les élèves.

Enfin, 4 sujets soit 7,3% confirment que le mauvais recrutement génère les conflits sociaux.

III.2. PRESENTATION, ANALYSE DES DONNEES ET INTERPRETATION DES RESULTATS

A. INSTITUT RUVUNDA

1. Résultat aux examens d'Etat (Pédagogique)

Moyenne de réussite=

2010-2011 : 33/53

2011-2012 : 5/29

2012-2013 : 8/34

2013-2014 : 4 /12

N°	NOMS & POSTNOMS	QUALIFICATION	ATTRIBUTION	ECHELLE DE VALEUR COTE
01	AYINKAMIYE RWANA	D6N PEDA	Inst. Soc, Doctrine, Pratique, Profession, Déontologie	2,5
02	HABARUREME NEMEYE	D6N PEDA	Math, physique	1
03	HATEGEKIMANA BYAND	D6N PEDA	Méthodologie et géographie	2,5
04	HESHIMA BASABOSE	A2 SOC	Démo, P.A, Protection, D.A, D.F, principe de l'éducation, sociologie africaine, dessin, hygiène,al.	2,5
05	MURWANASHAKA DUSHIME	G3 S.E	Compte, D.C, D.P, H.F, Histoire	1
0	NYASIHORANA	A2	Religion,	2

6	HOSEYA	SOC	musique, psychologie générale, psychologie sociale, éducation à la vie	
07	NZAYIRAMBAHO THEO	A2 SOC	Math, législation, histoire français	1
08	SADIKI BYENDA	D6N PEDA	Anglais, français, péd, histoire	1
09	SINDAMBIWE SENZOGA	BIOCHIMIE	Biologie, chimie, Anglais	2,5
10	ZIRAGORA PASCAL	A2 SOC	Français	5

$$MOYENNE\ DE\ REUSSITE = \frac{50\ X\ 100}{128} = 39,1\%$$

2. personnel et qualification

☞ Personnel Administratif

N°	NOMS	QUALIFICATION	ATTRIBUTIONS	ECHELLE DE VALEUR COTE
01	KITSANDOOLE	G3 S.E	Préfet des Etudes	4

☞ Personnel Enseignant

$$MOYENNE = \frac{\sum x}{N} = \frac{54,2}{19} = 2,85$$

B. INSTITUT DANKIER

1. Résultat aux examens d'Etat (Pédagogie)

2010-2011 : 36/47

2011-2012 : 7/45

2012-2013 : 8/40
2013-2014 : 10/13
Total : 61/145

$$MOYENNE\ DE\ REUSSIT\ = \frac{61\ X\ 100}{145} = 42,1\%$$

2. Personnel et qualification

☞ Personnel Administratif

N°	NOMS	QUALIFICATION	ATTRIBUTIONS	ECHELLE DE VALEUR COTE
01	MBITSEMUNDA RUGINA	L2 F.L.A	Préfet des Etudes (français, histoire, philosophie, physique)	4

☞ Personnel Enseignant

$$MOYENNE = \frac{\sum_X}{N} = \frac{21}{11} = 1,90$$

C. INSTITUT RUBAYA

1. Résultat aux examens d'Etat (Pédagogie)

2010-2011 : 13/38
2011-2012 : 23/38
2012-2013 : 24/33
2013-2014 : 13/31
Total : 73/141

$$MOYENNE\ DE\ REUSSITE档 = \frac{73\ X\ 100}{141} = 51,8\%$$

2. Personnel et qualification

☞ Personnel Administratif

N°	NOMS	QUALIFICATION	ATTRIBUTIONS	ECHELLE DE VALEUR COTE
01	MUGWANEZA KANY	L2 S.E	Préfet des Etudes	5

☞ Personnel Enseignant

N°	NOMS & POSTNOMS	QUALIFICATION	ATTRIBUTION	ECHELLE DE VALEUR COTE
01	MUSHOKAMBERE NSENGA	G3 MATH	Math, physique,techno	5
02	REHEMA NZABISIGARANA	G3 MATH	Math, religion, dessin scientifique	5
03	DUSENGIMANA PROSPERE	G3 MATH	Math, législation sociale, économie de développement	3,3
04	SAFARI	G3 S.E	Sciences, histoire, biologie	1,67
05	NSENGIYUMVA NSABABERA	G3 FLA	Français, géographie	3,3
06	MWENYEMALI	G3 SE	Péd, chimie, géographie	1,67
07	UWAMUNGU	A2 C&A	Compte, éducation politique, histoire	2,5
08	HATEGEKIMANA SEBIGURI	G3 FLA	Français	5
09	UWASABYIMANA	G3 DEDO	Démo, psychologie	5

			appliqué, D.C, hygiène, fam, éduc. Pop	
10	SIBOMANA NVUKIYEHE	G3 S.E	Tech.d'An., protection de l'enfant, doctrine soc. MAS, inst. Soc., sociologie	5
11	REHEMA MUYOBOKE	G3 S.E	Psy. Did. Gén, musique, dessin, péda.	4,5
12	HABIMPANO	G3 DECO	Psycho, Zoologie, éducation à la vie E.C.M	4,5
13	NTEZIMANA NYAMUKABYE	A2 SOC	Français, histoire de travail, OST	2,5
14	NSENGIYUMVA NZIBUKIRA	D6 PEDA	Anglais	1
15	NSABIMANA John	D6 MATH	Histoire, bio, physique, gymnastique	2,5

Moyenne de côte des agents :

$$MOYENNE = \frac{\sum x}{N} = \frac{55,44}{16} = 3,47$$

Arrangement des écoles selon les deux variables (critères de recrutement et réussite aux EXETAT.

Critère de recrutement

N°	ECOLES	CRITERE DE RECRUTEMENT/5	REUSSITE DES EXETATS %
01	INSTITUT RUBAYA	3,47	51, 8
02	INSTITUT RUVUNDA	2,85	39,1
03	INSTITUT DANKIER	1,90	42,1

Etant donné que nous voulons estimer le degré de relation entre deux variables évaluées par rang nous recourons au coefficient rho de Spearman (ρ) qui se calcule par la formule suivante :

$\rho = 1 - \frac{6\sum D2}{N3-N}$

Avec D^2= le carré de différence entre les rangs paires ou carré des différences entre les deux rangs d'un même sujet. Dans notre travail les sujets sont les écoles de notre étude scientifique et nous les rangeons de la manière suivante selon les deux variables « critère de recrutement (X) » et « niveau de réussite aux examens d'Etat(Y) ».

N°	ECOLE	X	Y	RX		RY		D	D^2
01	INSTITUT RUBAYA	3,47	51,8	3	1	3	1	0	0
02	INSTITUT RUVUNDA	2,85	39,1	2	2	1	3	1	1
03	INSTITUT DANKIER	1,90	42,1	1	3	2	2	-1	1

N = 3 $\sum D^2 = 2$

$$\rho = \frac{6\sum D2}{N3-N}$$

$$\rho = 1 - \frac{6X2}{3X3X3-3} = 1 - \frac{12}{27-3} = 1 - \frac{12}{24} = 0,50$$

$$\rho = 0,50$$

III.3. DISCUSSION ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Etant donné que le coefficient de corrélation est situé entre 0,40 et 0,69, la corrélation est modérée. D'où nous confirmons modérément notre hypothèse selon laquelle les critères de recrutement influent sur la réussite aux examens d'Etat et que l'impact de critères de recrutement sur la réussite aux examens d'Etats est positif. Notre étude s'appuie sur la **Théorie du Capital Humain de Gary Becker**, postulant que la qualité de l'investissement dans le personnel enseignant conditionne le rendement scolaire. Elle est complétée par la **Théorie de l'Adéquation Profil-Poste**, qui démontre que la réussite aux examens d'État est le résultat d'une stricte correspondance entre les compétences des enseignants recrutés et les exigences des programmes nationaux.

CONCLUSION GENERALE

Nous voici au terme de notre travail intitulé « la problématique recrutement du personnel enseignant et son impact sur la réussite aux examens d'Etat : cas des écoles du Centre de Rubaya de 2011- 2014 ». Notre objectif était de déterminer les critères à la base du recrutement du personnel enseignant au sein du Centre de Rubaya. Au départ, nous nous sommes posé la question suivante : Quels sont les critères à la base du recrutement du personnel enseignant dans le Centre de

Rubaya. Quel est l'impact de ce recrutement sur la réussite des élèves aux examens d'Etat ? Pour répondre de manier anticipée à ces questions, nous avons l'hypothèse suivante : Les critères de recrutement influeraient sur la réussite aux examens d'Etat et l'impact des critères de recrutement sur la réussite aux examens d'Etat serait positif. Pour récolter les données relatives à notre investigation, nous avons fait recourt à la technique de questionnaire d'enquête et la technique documentaire. Ensuite, les données recoltés ont été analysées et interprétées à l'aide de l'indice statistique de pourcentage. Nous avons aussi fait recours au coefficient de corrélation de Spearman en matière d'analyse des résultats ainsi qu'au Logiciel SPSS (Statistical Package for Social Sciences) pour la ventilation des données.

Pour analyser les résultats obtenus dans la présente étude, nous avons fait recours à : La méthode analytique : grâce à cette méthode, nous avons analysé les critères d'engagement au sein des écoles de Rubaya et nous avons mesuré l'impact de cette façon d'engager les enseignants sur la réussite des élèves aux examens d'Etat ; La méthode inductive : cette méthode nous a permis de généraliser les résultats obtenus sur l'ensemble des écoles de Masisi.

Les résultats auquels nous sommes arrivé, prouvent que le coefficient de correlation de spearman = 0,50 est modéré et par conséquent nous avons modérement confirmé notre hypothèse selon laquelle les critères de recrutement influent sur les résultats aux examens d'Etat. En d'autres termes l'impact des conditions (critères) de recrutement sur la réussite aux examens d'Etat est modéré dans la mesure où le coefficient de correlation nous le prouve.

D'où nous confirmons modérément notre hypothèse selon laquelle les critères de recrutement influent sur la réussite aux examens d'Etat et que l'impact de critères de recrutement sur la réussite aux examens d'Etat est positif. Notre étude s'appuie sur la **Théorie du Capital Humain de Gary Becker**, postulant que la qualité de l'investissement dans le personnel enseignant conditionne le rendement scolaire. Elle est complétée par la **Théorie de l'Adéquation Profil-Poste**, qui démontre que la réussite aux examens d'État est le résultat d'une stricte correspondance entre les compétences des enseignants recrutés et les exigences des programmes nationaux.

Nous pensons que pour corriger et améliorer le système éducatif les suggestions suivantes peuvent être émises : Stabiliser le systeme de Passation d'un concours ou des tests pour recruter les personels enseignants au sein du Centre de Rubaya pourrait valoriser l'enseignement ; Respecter les critères retenus pour engager le personnel ; Eviter la sélection subjective ; Penser au domaine de l'enseignant ; Organiser la formation après le recrutement pourque les enseignants soient informés par rapport à un cas spécial intégré dans tel ou tel autre domaine. Enfin, nous ne pouvons pas boucler, ce modeste travail en prétendant avoir abordé tous les domaines de notre champ d'application. D'autres chercheurs pourront nous emboiter les pas ou nous compléter en abordant ce thème dans la gestion du Personnel. Ainsi, nous leur souhaitons des bonnes initiatives dans leurs recherches.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. OUVRAGES ET THÈSES

Alexandre, B., & Lefour, A. (1975). *Comment trouver votre premier emploi*. Paris, France : Hachette.

Becker, G. S. (1964). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. New York, NY : National Bureau of Economic Research.

Becker, G. S. (1993). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education* (3rd ed.). Chicago, IL: University of Chicago Press. (Ouvrage de référence pour l'analyse du rendement de l'éducation).

De Landsheere, G. (1976). *La formation des enseignants demain*. Bruxelles, Belgique : Casterman.

Dumond, C. (1994). *Recruter n'est pas jouer*. Paris, France : Édition d'Organisation.

Edwards, J. R. (1991). Person-job fit: A conceptual integration, theoretical extensions, and review. *International Review of Industrial and Organizational Psychology*, 6, 283-357. (Source fondamentale définissant la correspondance entre compétences et exigences).

Grawitz, M. (1972). *Méthodes des sciences sociales*. Paris, France : Dalloz.

Kristof-Brown, A. L., Zimmerman, R. D., & Johnson, E. C. (2005). Consequences of individuals' fit at work: A meta-analysis of person-job, person-organization, person-group, and person-supervisor fit. *Personnel Psychology*, 58(2), 281-342.

Levy-Leboyer, C. (2009). *La gestion des compétences : Une démarche stratégique* (2ème éd.). Paris, France : Eyrolles. (Lien entre recrutement, compétences et performance organisationnelle).

Macaire, F., & Raymond, G. (1964). *Notre bon métier*. Kinshasa, RDC : Édition Saint Paul.
Magabe, J. C. (1997). *Connaître pour enseigner : Notes de pédagogie générale*. Bukavu, RDC : Édition CERUKI.
Martory, B., & Crozet, D. (2010). *Gestion des Ressources Humaines : Pilotage social et performances* (7ème éd.). Paris, France : Dunod.
Mokonzi, G. (2010). *De l'école de la médiocrité à l'école d'excellence*. Paris, France : L'Harmattan.
Ndayambaje Bategeye, V. (2012). *Étude descriptive sur le recrutement du personnel dans les ONG de Goma* [Mémoire de licence inédit]. Goma, RDC.
Ngongo Disashi, P. R. (1999). *La recherche scientifique en éducation*. Kinshasa, RDC : Éd. Bryant-Académie S.A.
Perrenoud, P. (1997). *Construire des compétences dès l'école*. Paris, France : ESF Éditeur. (Lien entre les exigences des programmes et les compétences à transmettre).

3. WEBOGRAPHIE

Cédix. (2014). *Processus et enjeux du recrutement*. Consulté le 12 décembre 2014 sur http://www.cedix.com
Enseignants sans Frontières. (2015). *Rapport sur la qualification des enseignants*. Consulté le 10 janvier 2015 sur http://www.enseignantsansfrontiere.org
IRESMO. (2015). *L'engagement professionnel au travail*. Consulté le 15 février 2015 sur http://iresmo.jimdo.com
Mopondi, A. (2014). *Structure de l'enseignement en RDC*. Fichier consulté le 22 décembre 2014 via Google.

Par MAENDELEO NZABONIMPA Fidèle

XV. BRUITS URBAINS ET SOUFFRANCES RELATIONNELLES A KINSHASA : APPROCHE ETHNOSOCIOLOGIQUE DES VICTIMES DE PERTURBATIONS SOCIALES VIVANT DANS LA COMMUNE DE LINGWALA

Par Beni KINANDELE KATANGA
Doctorant à l'Université de Kinshasa
Assistant mandat 2 à l'Université Révérend KIM
Benikatanga075@gmail.com

Biographie

Beni Kinandélé Katanga *est un spécialiste congolais des Sciences de l'Information et de la Communication, originaire de Beni (RDC). Passionné par les stratégies de communication, en particulier la communication environnementale et la communic*

ation pour la santé, il développe un parcours académique et professionnel marqué par la polyvalence, la rigueur et l'engagement institutionnel.

Il débute son parcours professionnel en 2018 comme stagiaire journaliste rédacteur à Radio Maria, où il acquiert les bases du journalisme et de la communication médiatique. En 2020, il intervient comme journaliste et présentateur de l'émission Tribune Académique à la

CEBS, renforçant ses compétences en animation, débat académique et vulgarisation scientifique.
En 2021, il effectue un stage à la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA), élargissant son expérience dans le domaine administratif et institutionnel. À partir de 2022, il intègre l'Université Révérend Kim comme assistant à la Faculté de Communication des Organisations, puis comme assistant mandat II à la Faculté des Sciences de l'Information et de la Communication, fonction qu'il occupe durant les années académiques 2023–2024, tout en participant activement aux jurys académiques.
En 2023, il est également agent encadreur à la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), au département du traitement des listes électorales, contribuant ainsi à un processus démocratique majeur en République Démocratique du Congo.
Sur le plan académique, Beni Kinandélé Katanga est apprenant en DEA 2 à l'Université de Kinshasa (UNIKIN), au sein du Département des Sciences de l'Information et de la Communication, Faculté des Lettres, pour l'année académique 2023–2024. Son domaine de recherche porte principalement sur la communication pour la santé, avec une approche scientifique orientée vers l'impact social et communautaire.
Polyvalent, doté d'un fort esprit d'équipe, capable de travailler sous pression, il possède une solide expérience en secrétariat, relations publiques et communication institutionnelle. Il s'exprime couramment en français, lingala et possède une bonne maîtrise de l'anglais.

Résumé : Cet article en Sciences de l'Information et de la Communication, aborde la problématique croissante des bruits urbains à Kinshasa, exacerbée par l'intensification des activités des bars. Comme événements sociaux du quotidien, ils sont, non seulement devenus une culture acceptable pour une portion des kinois, mais aussi et surtout, une raison des cassures de la vie en société pour les autres. De ce fait, la recherche met en lumière les conséquences néfastes des nuisances sonores sur la santé sociale des kinois, les nouvelles habitudes acquises des bruits et la qualité des relations entretenues entre les habitants de Lingwala vivant sur le long des tronçons des terrasses, bars et ngandas le plus chauds de la commune.

L'étude s'appuie sur une approche ethnographique pour analyser les perceptions des différentes parties prenantes, comprenant les producteurs de bruit de bars et leurs victimes, habitants la commune de Lingwala. Cette exploration du sujet nous révèle les indices d'une nouvelle culture d'aisance aux bruits des baffles que caractérise le Kinois d'aujourd'hui. Ici, nous assistons donc à une réalité hors pair qui peint le décor d'un nouveau kinois, qui, souvent, bien que victime des bruits de bars, s'y habitue et en fait même une mode de vie sans savoir les risques de santé que causent notre exposition à longue durée devant le volume de son plus élevés.

Le phénomène observé dans cette recherche bénéficiera d'une explication fondée sur la théorie des interactions sociales d'Erving Goffman et de la communication publique de Pierre Zemor. La première considère la vie sociale comme une scène de théâtre, où les individus sont des acteurs qui jouent des rôles, contrôlent les

impressions qu'ils donnent et coordonnent leurs comportements. (GOFMAN, 1959, p. 76). Cependant, nous parviendrons donc à démontrer le rôle que les kinois jouent lorsqu'ils sont pour ou contre les bruits de bars dans leurs milieux de vie. Et la seconde va aider en terme d'explication sur comment l'Etat congolais, en tant qu'acteur de régulation de la res publica, joue un rôle précis soit de la réduction des bruits ou de son amplification dans sa gestion de la communication publique.

Dans cette visée, nous décortiquons donc la qualité relationnelle des habitants de Lingwala au milieu des bruits des bars et la partition des régulateurs de la situation à travers leur stratégie de communication publique dans la gestion des bruits. Cette démarche nous a permis de proposer quelques orientations stratégiques ciblant trois parties prenantes dans la régulation des bruits des bars dans la commune de Lingwala tels que les tenanciers des bars, les habitants de la commune de Lingwala et l'Etat congolais, une des propositions pouvant s'appliquer de manière adaptative dans d'autres coins du pays affectées par les bruits des bars, terrasses et ngandas.

Mots clès : Bruit urbain, relation, ethnographie et société

ABSTRACTS

This article in Information and Communication Sciences addresses the growing issue of urban noise in Kinshasa, exacerbated by the intensification of bar activities. As everyday social events, bars have not only become an acceptable culture for a portion of the Kinois population but also, and especially, a reason for social disruptions for others. Consequently, the research highlights the harmful consequences of noise pollution

on the social health of the Kinois, the new habits acquired regarding noise, and the quality of relationships maintained among the residents of Lingwala living along the busiest sections of terraces, bars, and ngandas in the commune.

The study relies on an ethnographic approach to analyze the perceptions of various stakeholders, including noise producers in bars and their victims, residents of the Lingwala commune. This exploration of the subject reveals signs of a new culture of tolerance towards loudspeakers that characterizes today's Kinois. Here, we witness an exceptional reality that portrays a new Kinois who, often a victim of bar noise, becomes accustomed to it and even adopts it as a lifestyle, unaware of the health risks posed by prolonged exposure to high sound volume.

The phenomenon observed in this research will benefit from an explanation grounded in Erving Goffman's theory of social interactions, which views social life as a theater stage where individuals are actors playing roles, controlling the impressions they give, and coordinating their behaviors (GOFFMAN, 1959, p. 76). However, we will demonstrate the role that Kinois play when they are either for or against bar noise in their living environments. The Congolese state, as a regulatory actor of the res publica, plays a specific role in either reducing noise or amplifying it in its management of public communication. In this regard, we analyze the relational quality of Lingwala residents amidst bar noise and the role of regulators in the situation through their public communication strategy in managing noise. This approach allows us to propose some strategic directions targeting three stakeholders in regulating bar noise in the commune of Lingwala, with one of the proposals

being adaptable to other areas of the country affected by noise from bars, terraces, and ngandas.

Introduction

La société Kinoise est affectée par une réalité de mouvement de montée en pompe des lieux de buvettes. Jadis appelée Kin la Belle, aujourd'hui est transformée en lieu de calvaire pour les voisins des bars, car leurs promiscuités mettent la population à une exposition énorme aux dangers liés aux décibels. Bien qu'installéé tardivement au milieu des résidents, dans certains coins du pays, les bars, bistros, ngandas, etc donnent aujourd'hui une réputation de chaudière d'ambiance qui caractérise même le mode de vie des habitants qui y résident.

La Présence accrue des endroits de breuvages met Kinshasa dans une situation de bruyances sans précédent. Cela est très dangereux pour l'environnement et la santé des humains (Peris, 2020). Les nuisances sonores sont la résultante des bruits qui causent des problèmes de santé pouvant être d'ordre physique (dont les troubles d'auditions, les problèmes cardiovasculaires, les céphalées), ou alors des problèmes d'ordre psychologique qui se manifeste souvent par les anxiétés, la réduction de concentration, des troubles de sommeil, des nervosités. (WHO, 2011) Et nous ajoutons d'ordre forme des problèmes d'ordre social qui concerne les tensions relationnelles entre voisin, évitement des uns et des autres dans certains cas et l'isolement ou l'éloignement du plus affectés.

En RDC, la ville de Kinshasa connait une forte nuisance sonore, une étude a trouvé que parmi les sources d'émissions sonores identifiées, les trafics routiers atteignaient 82,5 dB, les bars 100 dB, les espaces funéraires 87,1 dB, le marché 89,3 dB, les

églises, 81,4 dB et les cours d'écoles 74,8dB. (Muyoyo, 2018)

Dans une autre perspective, le déséquilibre social et l'accroche du public jeune de Kinshasa aux diversement constitue aussi une opportunité pour la plupart des kinois d'entreprendre à travers les bars . Ces espaces ludiques pour adultes grandissent à travers une politique commerciale de pénétration lente sur toute l'étendue du pays. Raison de la présence des bars, bistros et ngandas sur plus de la moitié des communes que comptent la ville de Kinshasa.

Depuis un certain temps, la sensibilité aux problèmes d'environnement à Kinshasa a occasionné quelques actions de terrain par nos gouvernants. Les sujets d'inquiétudes se concernant sont plus mouvants : les inquiétudes sur les pluies diluviennes qui rendent l'environnement de plus en plus sal, la présence des immondices sur les tronçons artificiels et les artères des grandes agglomérations qui polluent l'atmosphère et enfin, les bruits sur toute la ville, provoqué par le son de voiture, de la musique des bars et églises… D'une façon générale, nous pensons que les Kinois, comme l'ensemble des congolais se préoccupe en priorité de la pollution de l'air, de l'eau et de l'impact sur la santé des produits chimiques utilisés dans les produits de consommation de tous les jours.

Raison pour laquelle nous constatons d'un côté, la mise sur pied de projet KINSHASA EZO BONGA, en vue de l'éradication de ce phénomène de pollution atmosphérique et de l'autre côté, le dynamisme de l'administration publique par l'entremise de l'Office Congolais de Contrôle OCC qui s'occupe de la vérification de la qualité des produits de consommation avant leurs entrées sur le marché de consommation congolais.

Sur les questions en rapport avec les nuisances sonores, nous assistons à une sorte d'applications de la loi contre la nuisance sonore où les policiers procèdent à des confiscations brutales des matériels de musiques utilisés par les tenanciers des bars et autres. Malgré cela, le dérangement sonore ne cesse d'augmenter dans la ville de Kinshasa.

Les pollutions sonores font donc désormais partie du quotidien de la population vivant dans la capitale Congolaise. Les nuisances sonores deviennent insupportables. Pourtant, les textes légaux contre ce fléau existent depuis belle lurette mais terrain, il n'y a pas de changement palpable. En effet, selon le Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie CREDOC en sigle, les conséquences du bruit sur la santé ne sont à démontrer, car ils regroupent plusieurs effets sur l'audition, notamment la fatigue auditive, les pertes d'auditions temporaires ou définitives, acouphènes, hyperacousie. Toutes sortes de maladies sont à la base d'expositions, en milieu professionnel ou lors des loisirs, à des niveaux sonores élevés supérieurs à 80dB (A) ou répétés, ainsi que de nombreux effets extra-auditifs néfastes pour la santé tels que la perturbation du sommeil, stress, maladies cardio-vasculaire…

qui peuvent se manifester pour des expositions à des niveaux de bruit beaucoup plus faibles comme c'est généralement le cas avec le bruit dans l'environnement. (CROUTE, P et LAUTIÉ S, 2016, p.3.). En vue de réduire les conséquences des pollutions sonores sur la santé des kinois en particulier et des congolais en général, la RDC a régie par le décret n°14/012 du 8 mai 2014 pourtant réglementation de la production sonore en RDC.

Il dispose dès son premier article : « *Il est interdit sur toute l'étendue de la République Démocratique du Congo de se livrer à toute activité susceptible de créer ou de provoquer des bruits qui, par leur intensité, leur fréquence et leur répétition, sont constitutifs de nuisances sonores* ». (Site https://habarirdc.net/kinshasa-hotel-de-ville). Ce problème n'est pas seulement observable par nous-même, plusieurs autres scientifiques en a déjà fait objet d'étude, tel est le cas au Nigéria où une étude a montré que parmi les sources de production du bruit, on a la musique forte de concerts, édifices religieux comme églises et mosquées, les rassemblements politiques, la publicité routière, le trafic routier et aérien, les événements sportifs, les groupes électrogènes, la construction ainsi que les activités industrielles. (Oguntunde PE, 2019)

En RD Congo, le penseur Fulgence MUNGENGA, dans son livre intitulé « *Communication environnementale en milieu urbain* » a fait un état de lieu de la ville province de Kinshasa sur la problématique de salubrité et gestion des déchets, cette mégapole en pleine mutation est présentée comme un espace où l'insalubrité bat son plein avec une culture de malpropreté et une inconscience collective bornée sur l'idée que l'assainissement serait une affaire propre à l'État. (F. MUNGENGA, 2021). La commune de Ngaba étant prise comme cadre empirique de cette étude, elle expose quelques théories avec lesquelles un chercheur peut appréhender les questions liées à la communication environnementale et servir de moyen efficace dans l'agissement citoyen sur les questions en rapport avec l'assainissement de la ville de Kinshasa.

Parmi les théories citées par ce penseur, figurent notamment : la théorie de la réception médiatique, la théorie de la Communication pour le Changement de Comportement (CCC), la théorie de la communication environnementale, la théorie de la communication engageante et tant d'autres.

Cet ouvrage peut également servir d'un guide nécessaire aux Organisations Non Gouvernementale et pour les décideurs tant au niveau local que national à travers le plan de communication qui donne des lignes directrices pour la mise sur pied d'une politique efficace de lutte contre l'insalubrité à Kinshasa. Quant à Paul-Marcel MBIKAYI (P-M MBIKAYI, 2024) qui a abordé sur le thème intitulé : « *nuisances sonores de Kinshasa : impact et bipolarisation dans l'imaginaire social local* », il analyse la persistance des nuisances sonores à Kinshasa malgré l'existence d'un cadre légal. Il souligne que les nuisances sonores perdurent en raison d'un non-respect des lois en vigueur, notamment l'article 104 du titre V du premier chapitre de la constitution de la RDC, ainsi que des difficultés dans l'application effective des règlements protecteurs au niveau local. L'article explique que les nuisances sonores affectent la santé publique (trouble de sommeil, stress, risques, cardiovasculaires) et perturbent la quiétude sociale, mais les mesures judiciaires et administratives restent peu appliquées ou inefficace jusqu'à présent.

Cette étude met en lumière la nécessité d'une meilleure application des lois, d'une sensibilisation accrue, et d'actions concrètes pour réduire le bruit et protéger les habitants de Kinshasa dans leur milieu de vie quotidien.

Au regard de l'état de la littérature issue des travaux réalisés par nos prédécesseurs sur la question environnementale, la présente étude se distingue par son ancrage spécifique dans la problématique de démontrer la perception des bruits de bars et l'apport de la communication publique face à ce problème qui ronge à la quiétude des habitants de Lingwala. D'où, notre préoccupation est de chercher à comprendre à démontrer l'apport communicationnel face à ce problème qui ronge les habitants de Lingwala.

D'où, la nécessité de répondre aux questions suivantes : *Quelle est la perception des habitants de Lingwala sur les pollutions sonores dans leur environnement? Et Comment évaluent-t-ils la communication publique autour de la situation ?*

Provisoirement sauf infirmation au résultat final de cette étude, nous formulons nos hypothèses d'une manière laquelle les habitants de Lingwala percevraient la pollution sonore comme un problème sérieux et dérangeant au quotiien. Ils évalueraient la communication publique autour des pollutions sonores comme faible et absente. Ce qui contribue à l'aggravation du problème. Le présent travail tire ses fondements sur la théorie des interactions de Goffman et de la communication publique. La première nous a permis de comprendre les rôles par différentes parties prenantes dans le problème de production des bruits, leurs subissance et la régulation étatique. Quant la communication publique de de Pierre Zémor où la communication est sollicitée à des fins cognitives et affectives, s'attachant à la question centrale de la crédibilité et de l'anticipation des situations, celles-ci étant comprises comme une préparation qui rend l'avenir moins incertain. ([1] P. Zémor, , 1995, p 128)

1. Cadre contextuel et méthodologique

Sur ce point, nous jugeons bon de présenter la commune de Lingwala comme cadre d'investigation où nous avons organisé nos enquêtes de terrain et cela sera suivi de l'exposé de notre démarche méthodologique fondé sur la méthode ethnologique.

1.1. Etat de lieu de la commune de Lingwala

1.1.1. Historique

La commune de Lingwala, située au Nord – Ouest de la ville Province de Kinshasa fut créée par le décret – loi du 26 Mars 1957 et était baptisé sous le nom de Saint Jean et faisait parti de premières communes de la ville de Kinshasa alors Léopoldville. Lingwala alors Saint Jean s'implanta les années 30 ensemble avec ses deux communes sœurs qui sont la commune de Kinshasa et celle de Barumbu qui étaient des anciennes cités traversées comme on peut le remarquer par de gtrandes avenues telles que Kato, Itaga, Tshuapa, Mbomu, Kabambare, Kalembe – lembe, Kabinda et tant d'autres.

Elle doit son nom ou son appellation par à l'un de feu Chef coutumier de Bateke LINGWAL, Chef coutumier Humbu décédé en 1923, enterré dans son village au sud de l'actuelle commune de Bandalungwa ; sa tombe se trouverait au n°3 de l'avenue Pumbu, Quartier Adoula.

Le décret – loi du 26 Mars 1957 fut complété par celui du 13 octobre 1959 portant organisation des communes, villes et conseils des provinces.

Celui – ci fut abrogé par l'ordonnance – loi n°024/68 du 01 Janvier 1968 complété par l'arrêté ministériel n°68/026 du 30 Mars 1968 portant création et dénomination de nouvelles communes de la ville de Kinshasa et fixant leurs limites. Actuellement, cette municipalité est régie par l'ordonnance – loi n°82/008 du 25 Février 1982 portant statut de la ville.

1.1.2. Localisation

La maison communale de Lingwala se situe au croisement des avenues Kalembe – lembe et Pierre MULELE (Libération ex. 24 Novembre). Le nouveau bâtiment communal est devenu opérationnel depuis le 03 Mars 2001, don de la coopération coréenne (Mission Protestante Coréenne au Congo « MEPCO ») par le biais du Révérend Pasteur KIM KYUNG SIK.

1.1.2.1. Description des limites et situation géographique

La commune de Lingwala avec une Superficie de 2,8 Km^2 est bornée :

- A l'Est par la commune de Kinshasa, séparée par l'avenue de la Démocratie (ex. Huileries) ;
- A l'Ouest par la commune de la Gombe, séparée par l'avenue Pierre MULELE (Libération ex. 24 Novembre), prolongement du Camp Kokolo ;
- Au Sud par la commune de Kasa – Vubu, séparée par le Boulevard Triomphal et l'avenue Victoire ;
- Au Nord par la commune de la Gombe, séparée par l'avenue Mont des Arts ;

1.1.2.2. Statistique de la population

- Population Nationale : 231.200
- Population Etrangère : 7.875
- Population totale : 239.075 Habitants
- Densité : 85.383 Habitant/Km^2
- Climat : Tropical sec et humide avec alternance des saisons
- Relief (Altitude) : Bas, plaine
- Type de sol : Argilo – sablonneux (mixte)
- Hydrographie : La rivière Gombe est l'unique cours d'eau qui traverse la commune de Lingwala du Nord au Sud.
- Température : Moyenne 28° à 30° à l'ombre.

1.1.2.3. Caractéristique particulière

La commune de Lingwala regorge à son sein plusieurs institutions tant nationales que locales. Nous avons entre autres :

- Le palais du Peuple
- La situation de la Radiotélévision Nationale Congolaise
- La cathédrale Notre Dame du Congo
- L'Eglise du centenaire Protestant
- L'hôpital Pédiatrique de Kalembe – lembe
- Le Centre de Dépistage de la Tuberculose de Kabinda
- L'Hopital Général de Référence de Kabinda
- L'Eglise Protestante C.B.F.C Kitega
- La Boulangérie Pain Victoire
- L'Hopital Général de Référence de VIJANA
- Home de vieillards de Kabinda
- Home ASSANEF
- Institut Supérieur d'Informatique Programmation et Analyse « ISIPA »
- ESMICOM
- Université Révérend KIM
- Camp Lufungula

1.1.2.4. Fiche particulière de la commune

- Bourgmestre : Madame Brigitte MWALUKIE KEMBE
- Bourgmestre Adjoint : Monsieur Daniel WANGU LULUW
- Chef de Bureau Décentralisation et Affaires Coutumières : Monsieur TSONDE
- Chef de Bureau Municipal : Monsieur Didier MAKABU MAZINDA
- Commandant de la Police du Ciat/Lingwala : Madame Esther BOSENGA BIMBALE
- Chef de Poste de l'ANR : Monsieur Franck PAMBU

- Chef de Poste de la DGM : Monsieur Antho BAZOKO BAHOKA
- Commandant Antenne T2 : Monsieur Roche KAYIL.
- **Tribus dominantes**

La province du Kongo Central, suivi de celle du Kasai – oriental, de l'Equateur …

- **Nationalités dominantes**

Les Angolais, suivi des Congolais de Brazzaville, des Gambiens, des Maliens …

1.1.3. LES AVENUES ET LES RUES

a. Les Avenues :

- Pierre MUELE (Libération ex.24 Novembre)
- Des Assassins
- Mayumbe (ex. des Amoureux)
- Kutu
- Mushie
- Ubangi
- Kwilu
- Lukenie
- Titule
- Démocratie (ex ; Huileries)

b. Les Rues :

Kalembe – lembe	Buta	Kabinda
Tshimanga	Tshuapa	Entente
Boende	Omekongo	Kitega
Kato – ONL	Kabambare	Itaga
Bolongo	Kabalo	Lac – Moero
Kikwit	Aketi	Luvua
Kato	Nyangwe	Bukama
Isangi	Libenge	Kato – Nord
Basankusu	Beaux – Arts	Londala

Ngele	Boyata	She Okitundu
Kasongo – Lunda	Mont des Arts	Masereka
Palais du Peuple	Kitega Camp PLC	De la Paix
Radio	Kigoma Camp PLC	Pania – Mutombo
Dodoma Camp PLC	Kilosa Camp PLC	
Mweka	Luisa	Télévision
Mbomu		

1.1.4. Tronçons réputés par les bruits de bars

- Nyangwe
- Mushie
- Démocratie (ex. Huileries)
- Pierre MULELE (Libération ex.24 Novembre)
- Kabinda
- Kalembe – lembe

1.1.5. Répertoire des bourgmestres depuis sa création jusqu'à ce jour.

1. Monsieur Pierre CANON : 1958 – 1961
2. Monsieur André BOYATA : 1961 – 1964
3. Monsieur NKAYILU MIANTOMA : 1964 – 1968
4. Madame LUTETE NZAU KINKELA : 1968 – 1976
5. Madame LOFONGO ABOLI : 1976 – 1977
6. Monsieur KASONGO ONYA NDJADDI : 1977 – 1988

7. Monsieur NKAYILU KIAMA NDOMATESO : 1988 – 1997
8. Monsieur MEDINA MALUNZI NZAYILU : 1997 – 2002
9. Monsieur KHAMI ALITI OVOA – YO : 2002 – 2005
10. Monsieur Godet GABAMA MUSANGUDI : 2005 – 2008
11. Madame Brigitte MWALUKIE KEMBE : 2008 à ce jour

1.1.6. Organisation Administrative

La commune de Lingwala possède une maison communale qui est située au croisement des avenues Kalembe – lembe et Pierre MULELE (Libération ex. 24 Novembre) en face du Bâtiment du Home ASSANEF au quartier du 30 Juin.

Cette commune est une entité Administrative décentralisée qui est subdivisée en quartiers dont 8 sont des quartiers Administratifs (civils) et un quartier militaire (domaine militaire) : Le camp Lufungula. Ces quartiers sont les suivantes :

a. Lokole
b. Wenze
c. Singa – Mopepe
d. Paka – Djuma
e. C.N.E.C.I
f. La voix du Peuple
g. Ngunda – Lokombe
h. 30 Juin
i. Lufungula

1.1.7. Dénomination et localisation des quartiers

A. Quartier Paka – Djuma

- Au nord par la voie ferrée (Rail) et le quartier Singa – Mopepe

- Au sud par l'avenue Boende et le quartier du 30 Juin
- A l'Est par l'avenue Mushie et le quartier C.N.E.C.I
- A l'Ouest par l'avenue Pierre MULELE (Libération ex. 24 Novembre)

B. Quartier Singa – Mopepe

- Au nord par l'avenue Mont des Arts et la commune de la Gombe
- Au sud par la voie ferrée (Rail) et le quartier Paka – Djuma
- A l'Est par l'avenue Mushie et le quartier Wenze ainsi que le camp Lufungula
- A l'Ouest par l'avenue Pierre MULELE (Libération ex. 24 Novembre) et la commune de la Gombe

Quartier Wenze

- Au Nord par l'avenue Itage et le camp Lufungula
- Au Sud par la voie ferré (Rail) et le quartier C.N.E.C.I
- A l'Est par l'avenue de la Démocratie (ex. Huileries) et la commune de Kinshasa
- A l'Ouest par l'avenue Mushie et le quartier Singa – Mopepe

C. Quartier Lufungula

- Au Nord par l'avenue Mont des Arts et la commune de la Gombe
- Au Sud par l'avenue Itaga et le quartier Wenze
- A l'Est par l'avenue de la Démocratie (ex. Huileries) et la commune de Kinshasa
- A l'Ouest par l'avenue Mushie et le quartier Singa – Mopepe

D. Quartier du 30 Juin

- Au Nord par l'avenue Kitega et le quartier Paka – Djuma
- Au Sud par l'avenue Kalembe – lembe et le quartier la Voix du Peuple

- A l'Est par l'avenue Mushie et le quartier Lokole
- A l'Ouest par l'avenue Pierre MULELE (Libération ex. 24 Novembre) et la commune de la Gombe

E. Quartier C.N.E.C.I

- Au nord par la voie ferrée (Rail) et le quartier Wenze
- Au Sud par l'avenue Kitega et le quartier Lokole
- A l'Est par l'avenue de la Démocratie (ex. Huileries) et la commune de Kinshasa
- A l'Ouest par l'avenue Mushie et le quartier Paka – Djuma

F. Quartier Lokole

- Au nord par l'avenue Kitega et le quartier C.N.E.C.I
- Au Sud par l'avenue Kalembe – lembe et le quartier Ngunda – Lokombe
- A l'Est par l'avenue de la Démocratie (ex. Huileries) et la commune de Kinshasa
- A l'Ouest par l'avenue Mushie et le quartier du 30 Juin

G. Quartie la Voix du Peuple

- Au Nord par l'avenue Kabambare et le quartier du 30 Juin
- Au Sud par le Boulevard Triomphal et l'avenue Victoire avec la commune de Kasa – Vubu
- A l'Est par l'avenue Mushie et le quartier Ngunda – Lokombe
- A l'Ouest par l'avenue Pierre MULELE (Libération ex. 24 Novembre) et la commune de Bandalungwa

H. Quartier Ngunda – Lokombe

- Au Nord par l'avenue Kabambare et le quartier Lokole
- Au Sud par le Boulevard Triomphal et l'avenue Victoire avec la commune de Kasa – Vubu

- A l'Est par l'avenue de la Démocratie (ex. Huileries) et la commune de Kinshasa
- A l'Ouest par l'avenue Mushie et le quartier la Voix du Peuple

1.1.8. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

En vertu du décret présidentiel n° 008/057 du 24 /09/2008, Mme Brigitte MWALUKIE KEMBE et Mr Daniel WANGU LULUW ont été désignés respectivement Bourgmestre Adjoint de Lingwala. En tant qu'autorité politico – Administrative de la commune, le Bourgmestre travaille en collaboration avec les différents services sous sa tutelle. Elle administre les différents services techniques et administratifs de la commune et des quartiers. Ceux – ci reçoivent ses instructions et lui rendent compte, car le Chef doit apprécier la façon dont ses ordres sont exécutés.

1.1.9. STATUT JURIDIQUE

La commune de Lingwala, comme d'autres commune de la ville de Kinshasa, est une entité Administrative décentralisée dotée de la personnalité juridique, c'est – à – dire dispose de l'autonomie de gestion financière et ses propres organes. La commune de Lingwala est régie par le décret – loi n° 081 du 02 Juillet 1998 portant organisation territoriale et administrative en République Démocratique du Congo, spécialement dans les articles 41, 57, 106, 127 et 137.

1.2. Démarche méthodologique

Notre travail porte sur Communication publique et gestion des pollutions sonores dans l'environnement urbain de la Commune de Lingwala. Nous avons posé nos questions de recherche de la manière suivante : Quelle est la perception des habitants de Lingwala sur les pollutions sonores dans leur environnement ?

Comment évaluent-t-ils la communication publique autour de la situation ?

A ces questions, nous avons provisoirement répondu que la communication en faveur de l'environnement servirait d'éléments majeurs d'accompagnement aux textes légaux qui règlement sur la problématique de pollution sonore en RDC. Les habitants de Lingwala percevraient les pollutions sonores comme une gêne quotidienne majeure, affectant à la fois leur bien être physique et leur concentration, en particulier les élèves, malades et les travailleurs de nuit. Ainsi, ils auraient un jugement d'inefficacité, d'absences de contrôle, de manque de campagne de sensibilisation sur les effets de bruits inexistance des sanctions claires de la part des gouvernants. Pour vérifier ces hypothèses, nous avons mené une enquête. Nos investigations ont été menées dans la commune de Lingwala. La collecte des données exige la construction d'un échantillon et l'élaboration d'un questionnaire.

Le champ d'étude pris en compte est très vaste et requiert l'application d'un processus méthodologique conséquent permettant de mener cette étude à bon port. C'est ainsi que nous avons recouru à la méthode Ethnosociologique pour mettre en place un échantillon. Notre échantillon est tiré de l'univers de l'enquête construit sur base des variables suivantes : sexe, âge, Etat Civil et Profession. Nous avons donc reporté au modèle réduit les caractéristiques de l'univers de l'enquête. La taille de notre échantillon est de 100 personnes.

1.2.1. Présentation des résultats

1.2.1.1. Notion de l'enquête

L'enquête consiste à la récolte des informations par l'administration d'un questionnaire standardisé à un échantillon représentatif d'une population large. Effectuer une enquête, c'est étudier les caractéristiques d'une population à partir d'un échantillon qui en est issu.

Cette démarche se déroule en trois étapes [186] : La définition de la population à étudier, qu'on appelle population-mère ou univers de l'enquête ; La sélection de l'échantillon avec la définition de la méthode de l'enquête (sondage) qui sera utilisée et la définition de la taille de l'échantillon ; L'estimation qui consiste à définir la manière dont seront estimés les paramètres étudiés de la population. L'enquête consiste à la récolte des informations par l'administration d'un questionnaire standardisé à un échantillon représentatif d'une population large. L'enquêté a également comme objectif de rechercher l'information auprès de la population d'un pays ou d'une partie de la population en vue de résoudre un problème particulier qui est l'objet même de l'enquête.

1.2.1.2. Questionnaire d'enquête

L'administration du questionnaire pose généralement des problèmes : il faudra savoir précisément ce qui peut être pertinent pour une meilleure connaissance du public et qui permettra d'atteindre l'objectif de la recherche.

[186] BASSILWA, A, *Guide pratique de la rédaction du travail de fin d'études*, Kinshasa, Ifasic, 2013, p.135

Il s'agit en fait de savoir exactement ce que l'on recherche ensuite, il conviendra de formuler les questions d'une façon parfaitement claire.

1.2.1.3. Construction de l'échantillon

Nous avons convoqué la méthode Ethnosociologique pour la construction de notre échantillon. Cette méthode comprend deux phases suivantes : Exploration de l'univers de l'enquête : transposition des données de l'univers de l'enquête sur le modèle réduit.

- **Résultat de l'enquête**

A. Identité

Tableau N°1 Sexe

Sexe	Nombre	%
Masculin	57	57
Féminin	43	43
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

Cette enquête est faite auprès de 57 personnes du sexe Masculin et 43 personnes du sexe féminin.

Tableau N°2 Sexe

Age	Nombre	%
15-20	17	17
21-26	55	55
27-32	14	14
33-38	15	15
38 à plus	0	0
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

55 % de nos enquêtés se trouve dans la tanche d'âge comprise entre 21 et 26 ans, 17% se situent dans la tranche d'âge allant de 15à 20 ans, 15 % se situent entre 33 à 38, 14 % se situent entre 27 à 32 ans et enfin

0% de nos enquêtés se trouve dans la tranche d'âge allant de 38 ans et plus.

Tableau N°3 Etat Civil

Etat Civil	Nombre	%
Célibataire	92	92
Marié	8	8
Veuf (Ve)	0	0
Divorcé	0	0
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

92 % de nos enquêtés sont des célibataires, 8 % sont des mariés, 0% est veuf ou veuve et enfin, 0% de nos enquêtés sont des divorcés.

Tableau N°4 Profession

Profession	Nombre	%
Elève	18	18
Etudiant	42	42
Fonctionnaire	32	32
Chômeur	8	8
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

42% de nos enquêtés sont des étudiants, 32 % sont des fonctionnaires, 18% sont des élèves et 8% de nos enquêtés sont des chômeurs.

B. Objet de l'enquête

Tableau N°6. Victime de nuisances sonores

Réaction	Nombre	%
Oui	90	90
Non	10	10
Total	**100**	**100**

Source : enquête

90 % de nos enquêtés sont victimes de nuisances sonores et 10 % d'entre eux ne sont pas victimes de nuisances sonores.

Tableau N° 7 Source de provenance de nuisances sonores

Réaction	Nombre	%
Eglises de réveil	34	34
Terrasse	12	12
Chauffeurs	4	4
Barres	46	46
Quartier	4	4
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

46% de nos enquêtés pensent que les nuisances sonores proviennent des barres, 34 % pensent qu'elles proviennent des églises de réveils, 12 % parmi eux pensent qu'elles proviennent de terrasse, suivi de 4% qui pensent qu'elles proviennent de chauffeurs et enfin 4% pensent qu'elles proviennent des Quartier.

Tableau N°8 : Les auteurs de nuisances sonores

Réaction	Nombre	%
Propriétaires des barres et terrasse	40	40
Responsable des églises	50	50
les voisins	10	10
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

50 % de nos enquêtés ont révélé que les auteurs de nuisances sonores sont les responsables des églises, 40 % pensent que les auteurs de ces faits sont les

responsables barres et terrasse, 10% parmi eux pensent que les auteurs sont les voisins.

Tableau N°9 : Les heures de prolifération de nuisances sonores

Réactions	Nombre	%
5-10 Heures	0	0
10-15 Heures	0	0
15-20 Heures	34	34
20Heures au matin	66	66
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

66% de nos enquêtés ont informé avoir été généralement victime nuisances sonores dans une tranche d'heure allant de 20 heures au matin, 34 % parmi eux nous ont dit l'avoir été victime à partir d'un écart d'heure allant de 15 à 20 heures, suivi de 0% par rapport au fait d'être victimes de nuisance sonore dans une tranche d'heure allant de 5 à 10 heures et enfin, 0% n'y pensent à partir des heures allant de 10 à 15 heures.

Tableau N°9 : Les méfaits de nuisance sonores

Réaction	Nombre	%
Manque de concentration	38	38
Trouble de sommeil	22	22
Perte d'une bonne audition	40	40
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

40 % de nos enquêtés pensent que les nuisances sonores ont pour méfaits les pertes d'une bonne audition, 38% pensent que les nuisances sonores sont à la base de problème de manque de concentration et enfin 11 % d'entre eux pensent qu'elles causent des troubles de sommeil.

Tableau N°10 : La responsabilité de l'Etat face aux nuisances sonores

Réaction	Nombre	%
Interdiction aux terrasses et églises de fonctionner au-delà de 23 Heures	20	20
Aucune mesure n'est prise	80	80
Total	**100**	**100**

Source : Enquête

80 % de nos enquêtés nous ont dit que face au problème de nuisances sonores, l'Etat Congolais n'a pris aucune mesure pour y remédier et 20 % nous révélé qu'en termes de prévention, l'Etat Congolais a pris comme mesure, l'interdiction aux terrasses et églises de fonctionner au-delà de 23 Heures.

Tableau N°11 : Propositions en vue de mettre fin ou réduire les nuisances sonores

Réaction	Nombre	%
Limiter les nombre des barres et Eglises	48	48
Organisation des atelier sur comment ne pas polluer son environnement	10	10

Diminution de volume des instruments de musique	22	22
Le suivi du respect de la mesure mise en place	20	20
Total	**100**	100

Source : Enquête 48 % de nos enquêtés ont proposé qu'il y ait limitation des nombres des barres et églises, 22 % pensent qu'il serait mieux pour les barres et églises de toujours diminuer le volume des instruments de musiques et 20 % pensent qu'à ce sujet, les mesures ont déjà été prise mais il serait mieux que le suivi des mesures Etatiques soient effectif et périn.

1.2.1.4. Interprétation des résultats

Les résultats obtenus nous révèlent ce qui suit : L'enquête menée révèle une prédominance masculine parmi les personnes interrogées, les femmes étant nettement moins représentées. Cette disparité de genre s'accompagne d'une forte représentation des jeunes adultes, en particulier ceux âgés de 21 à 26 ans, qui ont constitué la majorité de l'échantillon. Du point de vue matrimonial, l'écrasante majorité des participants se déclarent célibataires, ce qui laisse entrevoir une jeunesse urbaine encore peu engagée dans les responsabilités familiales.

Sur le plan professionnel, les étudiants ont été les plus nombreux à répondre à l'enquête, ce qui témoigne de l'intérêt ou de la disponibilité plus grande de cette catégorie sociale à participer à ce type d'étude.

S'agissant de l'expérience directe des nuisances sonores, une part significative des répondants se reconnaît comme victime de ce phénomène, signe de son ampleur dans le vécu quotidien. Les sources les plus fréquemment citées sont les bars, auxquels une portion notable de la population attribue la responsabilité, bien que les églises de réveil soient également pointées du doigt par une part légèrement supérieure des personnes interrogées.

En ce qui concerne la période durant laquelle ces nuisances sont jugées les plus perturbantes, la tranche nocturne, allant de la tombée de la nuit jusqu'au petit matin, est celle qui revient le plus souvent, ce qui met en évidence une atteinte au repos et à la quiétude domestique. Sur le plan sanitaire, certains participants évoquent des conséquences alarmantes telles que des troubles auditifs, ce qui souligne la gravité des effets possibles d'une exposition prolongée à un bruit excessif. Enfin, en matière de gouvernance, une large partie des enquêtés estime qu'aucune mesure concrète n'a été prise pour répondre à cette problématique, renforçant un sentiment d'abandon. En guise de solution, une frange des répondants propose de limiter le nombre de bars et d'églises, suggérant ainsi une régulation plus stricte des activités sonores dans les milieux résidentiels**.**

Position des hypothèses et suggestions

Au regard des nos résultats d'enquête qui relève une faiblesse majeure de la part des gouvernants sur les questions de pollution sonore à Kinshasa, nos hypothèses de départ se voient être affirmées dans la mesure où elles ont également prétendu d'un manque de pris en charge de la situation par nos gouvernants. Cependant, le rôle ou l'apport de la communication en faveur de l'environnement perturbé par les nuisances sonores a lieu d'être pour servir de moyen

d'accompagnement aux lois régissant la réglementation des nuisances sonores à Kinshasa. Dans la même ligne de conduite, nous adressons en termes de suggestions, les conseils suivants : *Renforcement de la communication institutionnelle* Cela doit se réaliser grâce à une sensibilisation qui envisage la légitimation des règles sur les nuisances sonores et le changement des comportements**.**

Pour y arriver, il sied de privilégier **:** Les campagnes publiques ciblées sur les effets des nuisances sonores (santé mentale, concentration, performance scolaire, etc.). La Diffusion multicanale (radio communautaire, panneaux, SMS, WhatsApp) adaptée aux réalités linguistiques et socioculturelles locales. Et la Valorisation du rôle de l'hôtel de Ville de Kinshasa, de l'ANR, de la Police de proximité ou de l'OCC dans la régulation sonore.

CONCLUSION GENERALE

Notre étude a porté Bruits urbains et souffrances relationnelles à Kinshasa : Approche ethnosociologique des victimes de perturbations sociales vivant dans la commune de Lingwala Cette étude part du constat selon lequel la ville de Kinshasa et les personnes qui y habitent sont actuellement devenus des victimes des pollutions sonores qui impacte négativement leur santé et le bien-être collectif.

De ce fait, nous nous sommes posé quelques questions, notamment : Quelle est la perception des habitants de Lingwala sur les pollutions sonores dans leur environnement ? Comment évaluent-t-ils la communication publique autour de la situation ? A ces questions, nous avons provisoirement répondu que les habitants de Lingwala percevraient la pollution sonore comme un problème sérieux et dérangeant au quotidien et ils évalueraient la communication publique autour

des pollutions sonores comme faible et absente. Ce qui a contribué à l'aggravation du problème. Pour vérifier nos hypothèses, nous avons utilisé la méthode ethnosociologique telle que développée par Daniel Bertaux. Nous avons effectué une enquête auprès de 100 enquêtés habitant de la commune de Lingwala. Après analyse des éléments à notre possession, nous sommes arrivés à la conclusion selon laquelle le sentiment d'abandon exprimé par une majorité d'enquêtés traduit une perception d'inefficacité ou d'absence des autorités publiques face à ce fléau. La faible régulation des activités génératrices de bruit est perçue par les habitants de la commune de Lingwala comme un facteur aggravant, d'où les appels à des mesures concrètes, telles que la limitation du nombre d'établissements bruyants dans les zones résidentielles.

Cette enquête a mis en lumière l'urgence d'une véritable politique de communication environnementale et de gouvernance urbaine, visant à sensibiliser la population, à faire respecter les normes sonores et à promouvoir un cadre de vie plus sain et plus équilibré pour les habitants de de la commune de Lingwala. Notre travail a tiré ses fondements sur les théories des interactions sociales et de communication publique de Pierre Zémor. Elles nous ont servi d'expliquer comment est-ce qu'au moyen de la communication, l'on peut remédier au problème de nuisance sonore. Aux termes de notre étude de terrain, nous avons une faiblesse majeure de la part des gouvernants sur les questions de pollution sonore à Kinshasa, nos hypothèses de départ se sont vues être affirmées dans la mesure où elles ont également prétendu d'un manque de prise en charge de la situation par nos gouvernants. Le rôle ou l'apport de la communication en faveur de l'environnement perturbé par les nuisances sonores a lieu d'être pour servir de

moyen d'accompagnement aux lois régissant la réglementation des nuisances sonores à Kinshasa.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrage

- CROUTE,P et LAUTIÉ S., *Qualité de vie et Nuisances sonores Opinion et Comportements des Francilien,* le Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC), Bruiparif,2016 ;
- F.MUNGENGA KAWANDA., *La communication environnementale en milieu urbain, Kinshasa,* Éditions Madose, 2021 ;
- GOFMAN, Erving.,*the presentation of self-indulgent everyday life*. New York et Londres anchor books, 1959;
- Muyoyo EM, Pujol S, 2018. Nuisances sonores dans une mégalopole africaine : approche pilote pour la description du niveau d ' exposition au bruit àµ Kinshasa ;
- Peris, E., 2020. Environmental noise in Europe. Copenhagen: European Environment Agency;
- P. Zémor, *La communication Publique,* Paris, éd. PUF, 1995.

II. Article

- P-M MBIKAYI, « nuisances sonores de Kinshasa : impact et bipolarisation dans l'imaginaire social local », *in Revue Internationale des Dynamiques Sociales. Mouvement et Enjeux Sociaux,* Kinshasa à l'Université de Mbuji-Mayi, 2024

III. Autres

- WHO, 2011. Burden of disease from environmental noise. Copenhagen: WHO Regional Office for Europe.
- Oguntunde PE, O. H. O. O. O. O., 2019. A Stady of noise pollution measurements and possible effects on public health in ota metropolis. Open Access Maced J Med Sci

IV. Sitographie

- https://habarirdc.net/kinshasa-hotel-de-ville-impuissance-nuisances-sonores., consulté le 03 juillet 2025 à 20').

Par Beni KINANDELE KATANGA

XVI. COMMUNICATION ET GESTION DES CONFLITS INTERETHNIQUES EN RDC : ANALYSE DES ENJEUX COMMUNICATIONNELS DU CONFLIT INTERCOMMUNAUTAIRE TEKE-YAKA.

Par Jeancy LIKWALO NGABO
Doctorant /SIC/Université de Kinshasa
Jeancylink9@gmail.com (+243) 822069315, 974698878

Biographie professionnelle

Jeancy Likwalo Ngabo *est un communicateur social, journaliste et acteur engagé de la société civile en République Démocratique du Congo. Passionné par la communication, l'éducation civique et la promotion des valeurs humaines et chrétiennes, il cumule une expérience riche et diversifiée dans les domaines de la communication institutionnelle, du journalisme, de la formation et du leadership académique. Depuis janvier 2018, il est* ***membre de la cellule de communication du RODHECIC*** *(Réseau d'Organisations des Droits Humains, d'Éducation Civique et d'Inspiration Chrétienne), où il contribue activement à la sensibilisation citoyenne et à la promotion des droits humains au sein de la société civile congolaise. Entre 2017 et 2020, il a exercé comme* ***Chargé de communication du Mouvement***

International des Étudiants Catholiques (MIEC), *renforçant la visibilité des actions étudiantes et la coordination communicationnelle du mouvement. Engagé dans le développement social, Jeancy Likwalo Ngabo occupe depuis 2018 le poste de* ***Secrétaire Général et Chargé des relations publiques de l'ONG Génie Royal Universal***, *une organisation dédiée au renforcement des capacités de la femme, de la jeune fille et de l'enfant. Dans ce cadre, il participe à la conception et à la mise en œuvre de programmes de formation et d'autonomisation communautaire. Sur le plan médiatique, il est* ***journaliste et co-animateur à Héritage FM*** *depuis 2020, où il intervient dans des émissions d'information, d'analyse et de débats. Il a également été* ***chargé de formation des journalistes à Sara TV Télévision*** *dans la province du Kongo Central, contribuant au renforcement des compétences professionnelles des acteurs des médias.*

Parallèlement, il est ***organisateur et maître de conférences*** *depuis 2021, animant des conférences et activités académiques autour de la communication, du leadership et de l'engagement citoyen. La même année, il a été nommé* ***Secrétaire Général Académique Facultaire*** *à la Faculté des Sciences des Communications Sociales de l'Université Révérend Kim, où il participe à la gestion académique et à l'encadrement institutionnel. Sur le plan académique, Jeancy Likwalo Ngabo est* ***Licencié en Communication Sociale*** *(2019–2020), après une formation en anglais au* ***CALI*** *(2014–2015).*

Il poursuit actuellement un ***DEA (Master) en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Kinshasa***, *témoignant de son engagement constant pour l'excellence académique et la recherche scientifique.*

Polyvalent, passionné et doté d'une forte capacité d'adaptation, il possède une solide expérience en secrétariat, relations publiques et communication. Reconnu pour sa capacité d'écoute, son sens du contact, son esprit d'équipe et son aptitude à travailler sous pression, il s'exprime couramment en ***français****,* ***lingala*** *et* ***anglais****. Jeancy Likwalo Ngabo incarne une nouvelle génération de communicateurs congolais engagés, alliant rigueur académique, professionnalisme médiatique et engagement social.*

Résumé : *La présente recherche, s'inscrit dans communication et gestion des conflits interethniques en RDC : analyse des enjeux communicationnels du conflit intercommunautaire Teke-Yaka. Nous avons posé notre l'analyse sur les facteurs et enjeux des interactions intercommunautaires en lien avec la communication et la gestion des conflits interethniques entre les communautés Teke et Yaka en République Démocratique du Congo, durant la période 2023-2024. Plus spécifiquement, L'objectif ultime est de poser les bases d'une communication durable et de proposer des recommandations concrètes pour la prévention et la gestion des futurs conflits, en vue de promouvoir une cohésion sociale résiliente dans cette partie du pays qui vit dans un manque cohabitation entre les deux peuples. Pour répondre à la problématique sur les facteurs et enjeux communicationnels du conflit Teke-Yaka, notre étude adopte la méthode ethnographique dans une approche principalement qualitative et interprétative. Nous avons également fait recours à la technique d'entretien semi directif, la technique d'observation in-situ combinée de l'observation non-participante.*

La prise en charge théorique est une conjugaison de la théorie de représentation sociale de Serge Moscovici et Denise Jodelet et celle de la sémiosphère développée par Youri Lotman. La constitution de notre échantillon, bien qu'ayant subi quelques ajustements mineurs pour des raisons de disponibilité, a été initiée dès la définition de notre problématique et des axes de recherche. Nous avons gardé notre sélection des groupes stratégiques pour participer aux entretiens afin de ressortir avec des données des personnes ressources qu'ils constituaient. Pour trouver une voie de sortie à ce conflit intercommunautaire, nous avons proposé des recommandations pour la paix au Kwango et dans les lieux affectés par ce fléau de haine a été mise en place.

Mots clés : *Communication, Gestion de conflit, Conflit interethnique*

Abstract: *This research fits within the framework of communication and management of interethnic conflicts in the DRC: analysis of the communication issues in the Teke-Yaka intercommunity conflict. Our analysis focuses on the factors and stakes of intercommunity interactions related to communication and the management of interethnic conflicts between the Teke and Yaka communities in the Democratic Republic of Congo, during the period 2023-2024. More specifically, the ultimate objective is to lay the foundations for sustainable communication and to propose concrete recommendations for the prevention and management of future conflicts, to promote resilient social cohesion in this part of the country, which suffers from a lack of coexistence between the two peoples.*

To address the problem of communication factors and issues in the Teke-Yaka conflict, our study adopts an ethnographic method within a primarily qualitative and interpretive approach. We also used the semi-structured interview technique, combined with in-situ observation and non-participant observation. The theoretical framework combines Serge Moscovici and Denise Jodelet's theory of social representations with Yuri Lotman's theory of the semiosphere. The constitution of our sample, although subject to minor adjustments for availability reasons, was initiated from the definition of our problem and research axes. We maintained our selection of strategic groups to participate in the interviews in order to obtain data from key resource persons they represented. To find a way out of this intercommunity conflict, we proposed recommendations for peace in Kwango and in the areas affected by this scourge of hatred, which have been implemented.

Keywords: *Communication, Conflict Management, Interethnic Conflict*

Introduction:

Le conflit interethnique mettant en rivalité les communautés Teke et Yaka en République démocratique du Congo, précisément dans la province du Mai-Ndombe, a connu une amplification remarquable depuis 2022, et s'est se fait connaitre le long des années 2023-2024. Ce conflit pour lequel le principal élément instigateur est la dispute foncière, a causé plusieurs centaines de morts, des déplacements internes massifs de populations ainsi que d'importants dégâts

matériels[187]. Face à l'ascension de la violence, plusieurs initiatives de communication persuasive, de médiation communautaire et de gestion coutumière des conflits ont été mises en place. Des commissions mixtes composées de représentants Teke et Yaka, appuyées par les autorités provinciales et nationales ainsi que par des organisations internationales, qui cherchèrent à promouvoir le dialogue, la réconciliation et des solutions durables. Ces initiatives ont également intégré des dimensions rituelles telles que la purification des terres, l'une des pratiques mystiques considérée dans la culture locale pour restaurer l'harmonie sociale et symbolique.[188]

Cependant, quelques temps après, les violences ont repris surface dans cette partie du pays remettant même en cause tous ces mécanismes dits de paix entre les deux communautés. Notre étude s'intéresse ainsi aux facteurs déclencheurs du conflit, aux enjeux sociopolitiques, économiques et culturels structurant les relations intercommunautaires, ainsi qu'aux stratégies de communication et de gestion des conflits déployées pour rétablir une coexistence pacifique entre Teke et Yaka. Ce contexte met en lumière les défis de la construction de l'unité nationale dans un pays caractérisé par une forte diversité ethnique, ainsi que les limites des mécanismes actuels de gestion des conflits communautaires en RDC durant la période 2023-2024.

[187] VLASSENROOT, K. *Ethnic politics and local conflicts in the Congo*. Journal of Eastern African Studies, 2020.

[188] Ministère de l'Intérieur de la RDC. Rapport sur les mécanismes de pacification dans la province du Mai-Ndombe. Kinshasa. 2023.

La République Démocratique du Congo, forte de près de 450 ethnies, présente un paradoxe constant entre une richesse culturelle et un terreau fertile pour les violences basées sur l'identité. Si la tribalité (fierté et attachement aux valeurs d'un groupe) est un élément anthropologique et culturel louable, son basculement vers le tribalisme (l'exclusion des autres au profit de l'intérêt d'un seul groupe) est, selon la littérature, la source de maux sociétaux comme la division, la rivalité négative et la guerre[189]. Des analyses, telles que celles du village de la justice (2024), associent la persistance de la pauvreté au tribalisme, où l'appartenance ethnique prend le pas sur la compétence dans l'accès aux postes de pouvoir, perpétuant ainsi l'exclusion et le sous-développement.

La prévention et la résolution des conflits constituent une étape fondamentale pour le développement durable, en droite ligne de l'Objectif de Développement Durable numéro 16 de l'Agenda 2030, qui promeut la paix, la justice et des institutions efficaces[190]. Toutefois, cette ambition est confrontée à la persistance des menaces locales, notamment la violence électorale, les conflits ethno-nationaux de longue date et, plus particulièrement, les conflits fonciers et de succession traditionnelle, fréquemment classés parmi les principales origines de violences intercommunautaires en RDC[191].

---

[189] I. NDAYWEL è NZIEM, *Nouvelle histoire du Congo : Des origines à la République Démocratique*, Bruxelles, éditions Le cri, 2009 p.312.

[190] Https://Www.Un.Org/Sustainabledevelopment/Fr/Peace-Justice, consulté le 15/09/2024 à 01h08'.

[191] Justice & Paix. « *Conflits fonciers : le mal qui gangrène les terres congolaises* ». https://www.justicepaix.be/Conflits-fonciers-lemal-qui-gangrene-les- terres-congolaises.

Ce contexte général trouve une illustration dramatique et récente dans le conflit qui oppose les communautés Teke et Yaka dans les provinces du Maï Ndombe (Kwamouth) et du Kwilu (Bagata) depuis le début de l'année 2022.

Historiquement, ces peuples bantous ont longtemps cohabité pacifiquement, les Yaka (principalement agriculteurs) exploitant les terres des Teke (traditionnellement chasseurs) en échange du paiement de droits coutumiers aux chefs Teke [192]. Cependant, ce fragile équilibre a été rompu, principalement en raison de litiges sur l'exagération des taxes et de la perception des droits fonciers. Les Teke accusent les Yaka de refuser la redevance coutumière, tandis que les Yaka accusent les chefs Teke d'exagérer ces taxes et de vendre les terres de façon incontrôlée, entraînant l'expulsion des paysans et l'abandon de leurs activités. La conséquence immédiate est une résurgence d'affrontements violents et l'organisation de milices d'autodéfense, causant des pertes humaines et matérielles considérables. Ce qui interpelle, c'est le caractère soudain de la dégénérescence du conflit, malgré une longue cohabitation et l'existence d'interactions traditionnelles, comme la « parenté à plaisanterie ».

Au regard des travaux de Ramazani Shadary sur l'incapacité étatique à gérer rationnellement les conflits et de l'appel de Muzinga Lola[193] au dialogue, il apparaît que les mécanismes de gestion du désaccord intercommunautaire, qu'ils soient formels (État) ou

[192] I. NDAYWEL è NZIEM, Op. cit., p.217.

[193] N. MUZINGA Lola., op.cit. p.15.

informels (coutumes, alliances), ont échoué. Cet échec suggère une rupture ou une instrumentalisation des canaux de communication interethnique. Si l'éducation et la sensibilisation peuvent être des outils puissants de consolidation de la paix[194], la question qui se pose dans ce contexte précis est celle de l'efficacité et de la nature des interactions.

C'est sur la base de ce vide théorique et des constats empiriques de l'échec des interactions que se fonde la présente problématique, qui vise à identifier les enjeux communicationnels du conflit interethnique Teke-Yaka. D'où, la question principale : *Quels sont les pratiques communicationnelles spécifiques (mécanismes, discours) qui expliquent l'escalade et la persistance du conflit Teke-Yaka en RDC entre 2023 et 2024 ? Quelle serait la contribution d'une communication stratégique pour la prévention et la gestion durable de ce type de conflit ?*

Hypothèse :

Dans le souci de répondre à la problématique, l'hypothèse générale de cette recherche est développée dans l'orientation selon laquelle, l'escalade et la persistance du conflit Teke-Yaka entre 2023 et 2024 ne s'expliquent pas seulement par les facteurs structurels (foncier, fiscalité coutumière) mais sont principalement dues à l'échec des mécanismes de médiation traditionnels et à l'instrumentalisation des pratiques communicationnelles (diffusion massive et rapide de

[194] Déclaration faite par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à l'ouverture du débat du Conseil de sécurité sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit, le 22 juillet 2009. In https://press.un.org/fr/2009/sgsm12376.doc.htm. Consulté le 11/12/2025.

rumeurs et de discours de haine), conduisant à une rupture de la cohésion.

Ainsi pour résoudre ce conflit, l'élaboration et la mise en œuvre des bases communicationnelles stratégiques (impliquant la formation des leaders communautaires à la médiation interculturelle et l'établissement de plateformes d'information crédibles) constituent la contribution essentielle pour surmonter la persistance du conflit et garantir la gestion durable et préventive des conflits fonciers dans la région. Afin d'explorer ces différentes perspectives, nous avons adopté une approche ethnographique, qui a facilité la compréhension du monde social et communicationnel à travers des démarches concrètes, au contact direct des personnes et des lieux concernés. Cela a impliqué de séjourner et de mener des recherches dans des lieux clés tels que le village Doumi, le long de la national numéro 1, dans le quartier Mutiene, dans les champs de culture et zone d'élevage des bétails, où l'on a retrouvé les deux ethnies mais majoritairement Teke, afin de relever, percevoir et interpréter les aspects pertinents.

Cette immersion prolongée a contribué à formuler des propositions interprétatives sur la dimension symbolique des échanges sociaux, en tenant compte des contextes spécifiques et des significations attribuées par les acteurs. Cependant, cette démarche empirique a exigé une adaptabilité constante au terrain et à la problématique, tout en maintenant une constance méthodologique sans faille. L'observation in situ, non-participante, la technique documentaire et l'entretien sémi-directif, nous ont aidé à recueillir les informations et l'analyse de contenu, ont été d'une grande valeur pour décortiquer le fond des informations reçues.

I. Concepts de base
I.1. Communication

Dans le langage courant, le mot communication désigne des réalités physiques aussi différentes que des voies de communication (route, canaux, voies de chemins de fer, etc.) ou des outils de communication (téléphone, satellite, radio, etc.) et des processus sociaux aussi dissemblables que la publicité, les interventions scientifiques dans un colloque ou une conversation entre amis. Cette diversité imprègne également le langage scientifique puisque ce vocable peut désigner aussi bien des échanges chimiques entre terminaisons nerveuses (en neurologie par exemple) que des grognements échangés entre membres d'une même meute. Afin de garder à ce concept une certaine unité nous nous proposons, dans cet essentiel, de restreindre le vocable communication aux seules relations humaines[195].

Or, la communication humaine est un processus ambivalent. En effet, on peut avec raison soutenir qu'elle est partout (dans nos foyers, sur nos lieux de travail, dans nos associations, etc.), qu'elle touche tout le monde (bébés, vieillards, riches, pauvres, occidentaux orientaux, etc.), qu'elle est un fait social total (concerne aussi bien, la culture que la politique ou l'économie). Mais, à l'inverse, on peut tout aussi bien arguer que la communication n'est nulle part : les familles se disloquent, les entreprises deviennent des marchés internes, deux milliards d'individus n'ont pas accès à l'électricité et se trouvent exclus des réseaux mondiaux de la communication, tandis que les autres échangent de pseudo à pseudo à des milliers de kilo

[195] WOLTON, D, *La communication*, CNRS Éditions, Paris, 2011, p.11.

mètres de distance mais méconnaissent leurs voisins, etc.

I.1.2. Enjeux de la communication

Alors société de communication ou société d'incommunication ? Difficile de trancher, en tout cas, si l'on veut restituer à la communication toutes ses caractéristiques contradictoires. Par contre, ce dont nous sommes certains, c'est qu'il n'y a pas de société, moderne ou traditionnelle, sans communication. La communication a toujours existé, simple ment elle n'a pas toujours été interrogée. Si elle est tant présente aujourd'hui, c'est principalement pour deux raisons.

La première est une visibilité sans précédent. Les médias jouent un rôle central dans la vie politique ; les nouvelles technologies de communication, via les sciences et les loisirs, marquent profondément nos cultures ; les industries de la communication (informatique, télécommunication, divertissement culturel[196], publicité) et la communication marketing sont des enjeux centraux de la vie économique à l'heure de la globalisation et de la monté d'un capitalisme immatériel[197]. La seconde est une difficulté croissante à communiquer avec l'Autre.

Dans une société où l'épanouissement personnel est une valeur centrale et où les réseaux planétaires de communication nous confrontent à l'Autre sans que nous partagions ses codes culturels, sa rencontre devient paradoxalement plus difficile, voire dangereuse. Dans cette quête, la communication devient une raison de promouvoir la paix.

[196] Sociologie de la communication, L'année sociologique, vol. 51, no 2, 2001.

[197] GORZ, André. *L'Immatériel*, Galilée, Paris, 2003. p.18.

I.1.2.1. La paix

En dehors de la compétition économique, le premier enjeu de la communication, autour duquel est organisé cet Essentiel, est celui de la construction ou de la destruction du lien social, c'est-à-dire, in fine, de la guerre et de la paix. En effet, la plupart des outils de communication, qu'ils soient anciens ou modernes, du télégraphe optique à Internet en passant par le satellite, censés rapprocher les peuples ont, en réalité, été conçus à des fin militaires. Plus généralement, si on replace la question des outils dans une vision plus anthropologique, on s'aperçoit que la communication peut tout à la fois participer à une certaine pacification des mœurs (résoudre le conflit par la négociation plutôt que par la force), mais aussi jouer un rôle actif dans le développement des conflits (manipulation en Irak, appel à la Haine au Rwanda, etc.). Nous voulons, dans cette présentation, insister sur deux autres enjeux centraux.

I.1.2.2. La diversité culturelle

Pour D. Wolton, l'enjeu de la communication, c'est la cohabitation. La communication renvoie toujours à l'irréductible différence de l'Autre : « L'incommunication constitue l'horizon de la communication »[198]. Nous n'avons pas le même corps, le même cerveau, les mêmes valeurs, les mêmes croyances. C'est pourquoi, il faut avoir la sagesse de renoncer à une compréhension parfaite, un consensus optimum qui permettrait à chacun de vivre dans un monde parfait, mais plus modestement avoir le courage d'accepter nos différents et chercher à les résoudre pacifiquement par la

[198] WOLTON, D, *Informer n'est pas communiquer*, CNRS Éditions, Paris, 2009, p.27.

négociation. Négociation qui, si elle est menée sous le signe de la tolérance, permet de vivre une cohabitation culturelle satisfaisante pour les deux parties. Pour durer, cette dernière doit respecter simultanément deux contraintes : le respect de la diversité des identités culturelles, la création d'un cadre commun de communication.On communique donc pour cohabiter. Mais on communique aussi pour rester à distance : on échange des mails pour éviter de se voir, on se téléphone pour ne pas à avoir à se rencontrer, etc. L'incommunication n'est pas uniquement due à l'altérité, la différence mais aussi à la ressemblance, au même. La communication suppose la reconnaissance de la différence (sinon pourquoi échanger ?), mais aussi la reconnaissance, chez l'autre, de la même humanité. C'est par l'autre que nous devenons nous même. Ou, plus précisément, c'est par la rencontre de l'altérité que nous prenons conscience, tout à la fois, du même qui est en l'autre et de l'autre qui est en nous-mêmes[199]. En d'autres termes, communiquer c'est aussi bien chercher à construire du commun avec l'autre (cohabiter) que chercher à se séparer du semblable pour retrouver l'autre (mettre à distance).
La communication, c'est au fond la recherche de la bonne distance pour préserver la diversité culturelle sans remettre en cause la commune humanité. Elle naît dans l'incompréhension, elle meurt dans la communion.

I.1.3. Critères de la Communication

La communication est ambivalente, en raison de sa complexité. En effet, on retrouve dans toute communication humaine les quatre critères suivants :

[199] RICOEUR, P, *Soi-même comme un autre,* les éditions Seuil, Paris, 1990, p. 36.

a) L'espace : Toute communication humaine met en relation des personnes qui, soit sont dans le même espace (modalité présentielle : messes basses amoureux, conversation entre deux amis dans un café, etc.), soit ne le sont pas (communication à distance : tam-tam dans la jungle, échange téléphonique, etc).

b) Le temps : Les individus peuvent diffuser des messages, partager des émotions, échanger des savoirs dans le même temps, c'est la communication synchrone : retransmission en directe des Jeux Olym piques, palabres sur un marché. Ils peuvent le faire aussi d'une manière différée, c'est la communication asynchrone : échanges de lettres, diffusion d'archives radiophoniques, etc.

c) La technique : Une communication peut s'établir sans l'intermédiaire d'aucun support technique ou, au contraire, passer par le truchement d'un support. Dans le premier cas on parlera de communication directe, c'est-à dire d'une mise en relation par l'intermédiaire de la voix, du geste, de la posture, de l'expression corporelle (danse, mime, etc.), de l'odorat, du toucher, etc. Dans le second cas, certains emploient l'expression de « communication médiatisée » qui relie des hommes par divers supports techniques qui vont du simple porte-voix au satellite de diffusion directe.

Il convient donc de distinguer, trois termes que l'on emploie à tort comme synonymes et qui, en réalité, s'emboîtent les uns dans les autres comme des poupées gigognes : la communication, le plus large des trois termes, est une mise en relation sensible qui vise à construire du sens. Lorsque cette relation passe par un intermédiaire (humain ou technique) on parle de médiation.

Enfin, lorsque cette médiation passe par un objet technique on parle de médiatisation qui est la plus petite des trois poupées bien qu'étant le phénomène le plus analysé.

d) La situation de communication : À l'intérieur d'un contexte donné (période électorale, par exemple), il existe plusieurs situations de communication (meeting politique, rencontres sur le marché, etc.). Chaque situation présente des « éléments inducteurs » [200] qui influent sur les possibilités d'échanges (demander une faveur à son député est plus facile lors de la rencontre sur le marché que dans le meeting politique). Il existe deux grands types de situation de communication : les situations où la communication ne peut s'établir que dans un seul sens (communication unidirectionnelle : le journal télévisé, le réquisitoire d'un procureur, etc.) et celles où chacun des protagonistes peut intervenir (communication interactive : interrogatoire de police, chats sur Internet, etc.).
En résumé, on peut définir la communication comme une relation humaine visant à la compréhension. Cette relation est complexe car elle met en œuvre au moins cinq facteurs ayant chacun des modalités très diverses : le temps, l'espace, la technique, la situation de communication et, bien entendu, le nombre (de deux personnes à plusieurs milliards). Ces différents facteurs et leurs différentes modalités se combinent entre eux offrant un nombre quasi infini de possibilités, si bien qu'il est impossible de saisir ensemble toutes les manifestations concrètes que recouvre le mot communication.

[200] Mucchielli, A., *Les méthodes qualitatives*, Presse Universitaires française, Paris, 1991, p.52.

I.2. Gestion de conflit

I.2.1. Définition

La gestion de conflit désigne l'ensemble des méthodes, des stratégies et des processus utilisés pour identifier, analyser et résoudre les tensions, désaccords ou oppositions entre deux parties ou plus, afin de rétablir une relation de collaboration fonctionnelle. Elle vise non seulement à mettre fin à un différend, mais aussi à comprendre ses causes profondes, réduire son impact négatif et, lorsque possible, transformer le conflit en opportunité d'amélioration.

I.2.2. Types fréquents de conflit

La question du périmètre d'intervention des mécanismes traditionnels africains de gestion des conflits considérés dans cette étude doit également être précisée. Nous avons ici choisi de nous intéresser aux mécanismes mobilisés afin de faire face aux cinq types de conflits suivants : **Les conflits de proximité :** le plus souvent, sont d'ordre familial ou de voisinage ou bien sont consécutifs à des atteintes aux biens et aux personnes. Dans de pareils cas, le système pénal, tel qu'il existe aujourd'hui dans la plupart des États ouest-africains francophones, est censé ne laisser formellement qu'une place marginale à l'intervention coutumière. Cependant, les chefs traditionnels continuent fréquemment de traiter des délits mineurs qui relèvent théoriquement de la justice étatique[201] ;

[201] VIMARD, Patrice. « Modernité et pluralité familiales en Afrique de l'Ouest », Tiers-Monde, tome 34, n°133, 1993, pp. 89-115 ; BOUBACAR, Hassane. « Autorités coutumières et régulation des conflits en Afrique de l'Ouest francophone : entre l'informel et le formel », dans BAGAYOKO, Niagalé, N'Diaye BOUBACAR et Kossi AGOKLA. La réforme des systèmes de sécurité et de justice dans l'espace francophone, Organisation internationale de la Francophonie, 2010.

Les conflits de leaderships : ayant trait à la légitimité politique au niveau local : il s'agit des conflits liés aux positions de pouvoir et de hiérarchie des hommes liés aux choix politiques, en particulier les conflits de chefferie[202] ;

Les conflits fonciers : l'accès à la terre et aux ressources naturelles qui y sont associées est souvent, en Afrique de l'Ouest, l'objet d'une compétition prenant la forme de conflits larvés ou ouverts, tout comme les différends liés à la définition de l'espace agropastoral[203]. Cette compétition porte « l'empreinte d'un contexte fait de pluralisme juridique, de prolifération institutionnelle et de politisation du foncier »[204]. Dans cette catégorie de conflits, il convient de distinguer les conflits intervenants entre les acteurs d'un même système d'exploitation (entre agriculteurs, entre pêcheurs, entre éleveurs pastoraux ou sédentaires) et les conflits intervenant entre les acteurs de deux systèmes d'exploitation en

[202] HANONOU, Eric Komlavi. « La chefferie coutumière face au projet de décentralisation dans une localité de l'Ouest nigérien », Bulletin de l'APAD [23-24 | 2002. [http://apad.revues.org/141]; DOH, Kowoma Marc. « Conflit de chefferie à Saatenga: Deux bonnets pour un village », NetAfrique.net, 21 décembre 2016. [http://netafrique.net conflit-de-chefferie-a-saatenga-deux-bonnets-pour-un-village/].

[203] BACHELET, Michel. « Titulaires de droits fonciers coutumiers », dans Encyclopédie juridique de l'Afrique, Droit des Biens (Tome 5) Abidjan, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1982, pp. 59-70 ; COULIBALY, Chéibane, 1992, Foncier et décentralisation, Bamako, Imrad, 10 p.; COULIBALY, C, 2015, Problématique foncière et gestion des conflits en Afrique noire, T.1, Des indépendances à la faillite des dictatures, 1960 – 1990, L'Harmattan, Mali, p. 26 et 27 ; ROULAND, Norbert, 1985, « Pour une lecture anthropologique et interculturelle des systèmes fonciers », Droits, Revue française de théorie juridique ,I , pp. 72-90.

[204] CHAUVEAU, Jean-Pierre, et autres. Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest : résultats du projet de recherche CLAIMS, Londres, IIED, 2006, p. 42.

concurrence (par exemple, entre agriculteurs et éleveurs ou entre pêcheurs et éleveurs) ;

Les conflits intracommunautaires : impliquant des lignages (tels les conflits au sein d'un même lignage, comme par exemple, suite à la révolte d'un cadet social, ou encore, entre lignages comme par exemple, les conflits d'autorité entre lignages de poids démographique différent) ou bien les conflits opposant différentes castes [205] ; **Les conflits intercommunautaires** qui opposent violemment les identités des différents groupes ethniques ou religieux coexistant sur un territoire donné. Nous avons retenu les types de conflits ci-dessus mentionnés, car ils constituent fréquemment le substrat sur la base duquel des conflits de plus grande ampleur peuvent se développer. En effet, à ces dynamiques conflictuelles locales, qui ont historiquement eu cours dans la sous-région, ont pu se conjuguer ou se superposer, dans la période récente, des dynamiques conflictuelles de nature nationale ou transrégionale[206]. Traditionnel que peut être posée la question de savoir dans quelle mesure les mécanismes traditionnels mobilisés pour gérer des conflits intervenant à une échelle locale peuvent également être sollicités afin de gérer des conflits à une échelle plus large.

---

[205] À propos de l'importance historique des lignages dans les dynamiques conflictuelles, voir PERROT, Claude-Hélène (dir.). Lignages et territoire en Afrique aux xviiie et xixe siècles. Stratégies, compétition, intégration, Cahiers d'études africaines, 175 | 2004. [Http://etudesafricaines.revues.org/4797]; à propos des relations entre castes, voir le compte-rendu de Roger Meunier. « Diop, Majhemout. - Histoire des classes sociales en Afrique de l'Ouest. » dans Cahiers d'études africaines, vol. 14, n°54, 1974. p. 403.

[206] Une telle réalité est particulièrement bien illustrée par le cas des conflits malien ou ivoirien, ou encore par les vives tensions qui ont touché un pays comme la Guinée, voire la région de la Casamance au Sénégal, sans que ces tensions n'aient dégénéré en un affrontement global.

I.2.4. Les acteurs traditionnels de gestion des conflits

Une attention particulière doit être accordée aux acteurs et aux réseaux impliqués dans le fonctionnement des mécanismes traditionnels, scrupuleusement choisis en fonction du type de litige concerné. **Les figures charismatiques [207] :** Au sein des sociétés ouest-africaines, il convient de distinguer deux types de figures charismatiques dont la légitimité repose de manière revendiquée sur l'invocation de la tradition[208] : **La figure du chef traditionnel :** D'un point de vue historique, le village représente l'unité territoriale de base dans la région ouest-africaine. Chaque village est dirigé par un chef. Selon la tradition, la chefferie se transmet de père en fils et le chef est issu d'une génération de guerriers à l'origine de la fondation du village.

La notion de lignage est fondamentale dans la désignation de ceux qui exercent traditionnellement le pouvoir politique et économique au sein des villages[209].

La figure du souverain : De nombreux royaumes ont subsisté en Afrique de l'Ouest, ayant survécu aussi bien à la domination coloniale, dont ils furent parfois les auxiliaires, qu'à la période post-in dépendance. Un certain nombre de figures royales sont récemment réapparues sur le devant de la scène et ont joué un rôle non négligeable dans la gestion de certains conflits

[207] WEBER, Max., *Économie et société*, Paris, Plon (trad. sous la dir. de J. Chavez & G. de Dampierre), 1971, p. 249.
[208] Ibid
[209] Le critère central de désignation des chefs est en effet fondé sur le rang au sein du lignage et non sur l'âge.

politiques. C'est le cas notamment du Mongo Naaba, roi des Mossis au Burkina Faso[210], du Lamido de Rey Bouba au Cameroun, des Lamidos en République centrafricaine, des rois à Madagascar ou des rois en Côte d'Ivoire. Hier comme aujourd'hui, le roi est à la fois perçu comme le garant de la perpétuation de l'existence de son peuple, de l'ordre politico-social et de l'ordre cosmique. Les souverains interviennent généralement en dernier ressort dans des conflits qui n'ont pu être tranchés au niveau des chefferies. Ils disposent souvent de véritables agents diplomatiques (émissaires, plénipotentiaires, négociateurs). **Les Anciens :** Les critères de sagesse et de pondération associés à l'expérience de l'âge sont particulièrement valorisés, notamment dans les sociétés lignagères, et les communautés ouest-africaines n'y font évidemment pas exception. Dans chaque village, le conseil des sages est une institution coutumière regroupant les hommes les plus âgés du village.

C'est en raison de cette déférence due à l'âge que les Anciens sont sollicités pour intervenir dans le cadre de processus de médiation ou de conciliation, le plus souvent pour des conflits relevant de la compétence des chefs traditionnels qu'ils appuient le plus souvent.

[210] KIBORA, Ludovic Ouhonyioué et Martial HALPOUGDOU. Le Moog-Naaba et la Royauté des Mossis, Cartographie institutionnelle de l'ASA (Analyse sociétale africaine/African societal snalysis), octobre 2016. [Http://africansecuritynetwork.org/assn/le-moog-naaba-et-la-royaute-des-mossi-au-burkina-faso/].

I.3. Conflit interethnique

Le conflit interethnique en communication désigne un type de conflit qui oppose deux ou plusieurs groupes ethniques distincts, qui se reconnaissent mutuellement comme tels, et qui interagissent régulièrement dans un même système socio-politique. Ce conflit est intentionnel et mobilise la majorité des membres des groupes concernés, se caractérisant par un rapport de forces visant à imposer un point de vue sur un enjeu fondamental lié à l'identité ethnique. En communication, ce conflit implique des défis majeurs, notamment liés à l'ethnocentrisme, les inégalités d'accès aux fonctions publiques, et la perception par les acteurs impliqués[211]. Le rôle de la communication interculturelle dans ce contexte est crucial pour la prévention, la gestion, et la résolution des conflits interethniques.

Elle favorise l'inclusion, l'égalité, et surtout le dialogue interethnique, qui est considéré comme la meilleure voie pour la prévention et la gestion de ces conflits. La médiation, la négociation, ainsi que la formation et le renforcement des capacités des acteurs sont des stratégies complémentaires pour améliorer la communication et prévenir l'escalade des tensions. Les causes détaillées du conflit interethnique en communication sont multiples et souvent imbriquées, parmi lesquelles :

[211] ABDOULAYE & PALE PIERRE, in « *Rôle de la communication interculturelle dans la prévention et la gestion des conflits ethniques au Mali* » DJIRE, Pan African University (PAU), Institute for governance Humanities and Social Sciences (PAUGHSS); University of Buea, Advanced School of Translators and Interpreters (ASTI) Cameroon November, 2023.

Suspicion et méfiance entre élites et groupes sociaux : La perception de favoritisme, d'injustices ou d'exclusion, souvent amplifiée par des élites politiques ou administratives, peut envenimer les rapports interethniques. Par exemple, l'influence partisane dans la distribution des ressources entre groupes ethniques peut créer des ressentiments profonds et des suspicions mutuelles[212].

Différences culturelles et mauvaises interprétations : Les différences dans le contexte de communication (contexte fort vs contexte faible), la manière de faire confiance, de confronter ou d'exprimer les émotions peuvent générer des malentendus. Par exemple, une communication indirecte propre à certaines cultures peut être mal interprétée comme une hostilité par d'autres cultures plus directes [213] . **Stéréotypes et préjugés** : Les stéréotypes (réduction simpliste et fixée d'une identité ethnique) et les préjugés (jugements souvent discriminatoires) alimentent la méfiance et les conflits interculturels en renforçant des images négatives ou fausses des autres groupes [214] . **Facteurs socio-économiques et historique colonial** : La compétition pour des ressources économiques, politiques ou sociales alimentée par des héritages coloniaux souvent divisant la société selon des lignes ethniques, intensifie les conflits. Le colonialisme a restructuré les relations entre groupes ethniques, provoquant des rivalités souvent instrumentalisées par des acteurs politiques ou

[212] Conflit intercommunautaire à l'échelle locale (CIEL) in https://www.irenees.net/article227_fr.html. Consulté le 18/11/2025.

[213] https://www.learnlight.com/fr/articles/comment-distinguer-le-conflit-interculturel-du-conflit-interpersonnel/. Consulté le 18/11/2025.

[214] PAR MACKY DIARRA Comme exigence partielle du programme Maîtrise en sciences sociales du développement Concentration développement international l'université du Québec en Outaouais, Octobre, 2019. p.23.

économiques. **Absence d'écoute et reconnaissance des ressentis** : Une communication qui ne prend pas en compte les émotions et les perceptions subjectives des parties en conflit peut aggraver le différend. Les ressentis doivent être entendus et compris pour une résolution efficace.

II. Enquête sur terrain

II.1. Echantillonnage

Dans cette optique, notre étude s'est inscrite dans une démarche de recherche qualitative, privilégiant une approche d'échantillonnage ciblé, également appelé échantillonnage raisonné, une technique d'échantillonnage non probabiliste. Comme le souligne Michael Quinn Patton « l'échantillonnage ciblé, ou intentionnel, consiste à sélectionner des participants en raison de leur pertinence par rapport à la question de recherche »[215]. Cette stratégie vise à maximiser la richesse et la pertinence des données recueillies, en mettant l'accent sur la profondeur de l'information plutôt que sur la représentativité statistique. Cette approche est particulièrement adaptée lorsque l'objectif est de comprendre en profondeur un phénomène, en tenant compte des perspectives variées des acteurs impliqués. Conformément aux recommandations de Patton sur l'échantillonnage ciblé, nous avons identifié six groupes stratégiques clés, chacun représentant une perspective unique :

[215] PATTON, Q, M., *Qualitative Research & Evaluation Method*, 3ème edition, New Delhi, 2015, p. 264.

Situation géographique	Nombre d'enquêtés	Sexe	Age	Statut
Village Doumi	5	Quatre hommes et une femme.	45 - 60 ans	Quatre Cultivateurs et une victime (déplacée).
Village de Dwale	4	4 hommes	35 - 50 ans	Deux anciens mobondo, deux habitants.
Village de Mutiene	7	5 hommes et deux femmes	35 - 70 ans	Un Chef coutumier, notable, chef des projets et habitants

III. Présentation des données recueillies

1.1. Questionnaire de l'enquête

Dans le respect de la démarche méthodologique empruntée lors de notre descente sur terrain, nous nous sommes entretenu avec 15 (quinze) personnes, scindés en 6 (six) groupes stratégiques, entre autre :

- Chef coutumier ;
- Notable ;
- Victimes ;

- Ancien Mobondo ;
- Habitant ;
- Responsable d'une Ong.

Les informations ont été récoltées par le canal de l'observation in situ, d'entretiens semi-directifs, structurés autour de dix questions ouvertes, donnant ainsi l'occasion à chaque participant(e) d'exprimer librement ses perceptions, émotions, critiques et réflexions. L'analyse ci-dessous présente une synthèse des résultats en suivant rigoureusement les axes de la grille d'entretien. Les témoignages rapportés ont été délicatement reformulés à des fins de clarté tout en respectant leur contenu et ton d'origine afin d'exprimer le ressenti de chaque personne sur cette situation sécuritaire.

IV.1.1. Thématique 1 : Historique, contexte et facteurs structuraux

a) *Pourriez-vous décrire la nature de la cohabitation entre les Teke et les Yaka avant les violences de 2022-2024 ? Y avait-il des alliances ou des mécanismes coutumiers (comme la « parenté à plaisanterie ») qui unissaient les communautés ?*

A cette question, nous pouvons comprendre que la cohabitation entre les Teke et Yaka, n'a jamais posé de problème majeur, depuis des années, ils vécurent ensemble avec des alliances et le respect de la tradition. Ils se mariaient et mariaient leurs enfants, le village de Teke étaient dirigés par la plupart de capita Yaka sur les terre Teke. Quand il y avait des éléments imprévus, des mésententes entre les enfants Teke et Yaka ou parents des enfants pour donner suite à un problème quelconque, ils revenaient auprès des sage pour les

orienter, en cas de grossesse en dehors du mariage, les deux familles se réunissaient sans rancune, en se référant aux droits de « droit de dos », après que tout soit fait, le calme revenait et la vie continuait.

« *Nous vivons dans une harmonie qui ne donnait aucun indice que celui-ci est Teke ou Yaka, et même pour nous éviter tout cela, je faisais de mon mieux que dans des terres Teke, qu'il est des administrateurs (Capita), s'il y a un titulaire Teke, son adjoint doit impérativement être un Yaka, pour éradiquer toute pensée du tribalisme. J'ai accueilli le Muyaka sur ma terre dans le respect du vivre ensemble et de la dignité de l'être humain* »

(Chef coutumier Teke dans le Village Mutiene)

b) *Selon vous, quel est l'élément qui a déclenché l'escalade ? S'agit-il principalement d'un litige sur la perception des taxes coutumières, sur la propriété foncière, ou d'autres facteurs ?*

La majorité de nos interviewés, nos groupes stratégiques ont évoqué que la situation entre les deux ethnies n'a pas eu assez d'accrochage, c'est après l'annonce de la hausse de la redevance coutumière sur le rendement de la terre. Auparavant, quand un cultivateur Yaka produisait cinq sacs, la redevance était de 1/5 et pour dix sacs, 2/10. Mais la cerise sur le gâteau était quand l'annonce de taxe coutumière a augmenté. « *Nous n'avons pas compris, sans aucun avertissement pour que nous puissions nous préparer, ils viennent nous imposer une taxe qui fragilise nos rendements, 1,5/5 et 3/10, mais on travaillera toute notre vie pour eux ?* »

(Résidente à Maluku, une victime qui a fui les atrocités à Kasongolunda pour s'installer à Maluku, 48 ans) Soumis à notre entretien, certains Yaka, confirment que la redevance coutumière est une cause majeure, mais également la mort d'un Yaka tué par

l'enfant d'un Chef coutumier Teke lors des discussions et heurtes sur la question de redevance coutumière. *« Nous savons que l'annonce de la taxe sur le droit de terre a énervé les gens mais aller jusqu'à tuer quelqu'un parce que l'on se dit propriétaire de terre et fils d'un chef coutumier, nous étions allés très loin et ils avaient atteint la barre de l'insupportable »*

(Notable Yaka, une maman de 63 ans)

c) Y a-t-il eu des tentatives de médiation formelles ou coutumières pour régler ces litiges avant que la violence n'éclate ? Si oui, à quel moment et pourquoi, selon vous, ont-elles échoué ?

Nos enquêtés ont reconnu qu'il y avait des tentatives de médiation sur la question de ce conflit, les différentes parties étaient appelées pour discuter autour de cette épineuse question, les chefs coutumiers, au de l'administration, le ministre de l'intérieur et plus encore le chef de l'Etat mais les dessous de carte et les exigences de Teke et les actes posés par le Mobondo (Yaka), ont fait en sorte que cette rencontre ne puisse apporter aucune résolution palpable face à cette situation des tueries. *« Il y a eu des tentatives de médiation pour la paix, le président de la république, nous avait réuni pour trouver une voie de sortie mais juste après le retour au village, la milice Mobondo (Yaka) a repris les tueries à Kinzono, 3 jours après, ils sont partis Yoso et ne voulez écouter personne, et on ne voulait plus de négociation, par c'était maintenant une question lavage ethnique de la part de Yaka.»*

(Chef coutumier Teke dans le Village Mutiene)

IV.1.2. Perceptions, stéréotypes et rupture communicationnelle

a) Quelles sont les perceptions ou les stéréotypes couramment véhiculés par votre communauté à l'égard de l'autre (par exemple, sont-ils perçus comme des « usurpateurs », des « étrangers » ou autres) ?

Les deux ethnies, chacune dans son coin a une perception de l'autre, et cette situation conflictuelle est considérée comme une voie d'expression profonde pour détruire cette union de plusieurs décennies. La plupart de nos participants Teke comme Yaka, chacun gardent un stéréotype quand il voit l'autre, cela devient une qualification qui touche même les interactions. Le Teke qui considère le Yaka comme les venants et des esclaves « Muyo » et de l'autre côté, le Yaka considèrent le Teke comme des étrangers, car, les terres qu'ils occupent aujourd'hui, appartenaient à leurs ancêtres avant le Teke occupent ces terres. « *Les Teke prennent le Yaka comme des étrangers de leur terre du fait qu'eux occupent des zones où le Chefs sont des Tekes, ils n'ont pas droit de réclamer quelque chose, car c'est leur devoir de payer.* » ***(Responsable du projet ACADEC (Association Congolaise d'Appui au Développement Durable des Communautés à Mutiene).***

b) Avez-vous entendu des rumeurs ou des discours spécifiques qui ont circulé et qui, selon vous, ont le plus contribué à l'escalade rapide et à la violence ? Comment ces informations ont-elles été diffusées (réseaux sociaux, bouche-à-oreille) ?

Les rumeurs sur une occupation étrangère qui avait pour mission de chasser les Yaka ou carrément faire un lavage ethnique de Yaka au plateau de Bateke a créé une psychose dans le chef de Yaka, le poussant à résister avec l'appui du fétichisme « Mobondo », les rendant « immortels » face aux attaques des armes blanches et à feu. *« Les rumeurs selon lesquelles ce conflit a été initié par le Rwandais pour déstabiliser le Plateau a fait que les autorités dépêchent à chaque moment.*

Ces derniers ont commencé à tuer le Yaka, même les innocents. Pour se défendre les Yaka ont fait recours à un fétiche pour se protéger contre les armes. D'où le nom de Mobondo. » ***(Victime, 56 ans)***

c) *Avez-vous observé des déclarations de leaders (politiques ou traditionnels) qui utilisaient des marqueurs linguistiques ou un cadrage (framing) polarisant pour justifier la violence ou inciter à la haine ? Quel était leur message principal?*

Cette situation de conflit estimé à une guerre civile entre le Teke et Yaka, n'a pas eu seules motivations des raisons d'occupation étrangère et tant d'autres stigmatisations, mais, elle a également connu des motivations de haine sous forme d'une promotion de ségrégation poussant une ethnie à se soulever contre une autre. Les Leaders politiques, les chefs coutumiers, ont trouvé dans cette réalité, une occasion de faire passer des messages qui se disaient tout bas, en incitant le Teke contre le Yaka et ceux de Yaka, contre le Teke, en mettant en péril les relations de ces ethnies.

« Certainement ce sont les hommes politiques Teke utilisaient les jeunes même jusqu'aujourd'hui. Ils traitent tous les Yaka de Mobondo et le fait de nous appeler (Muyo) par de chefs de terres, était déjà un élément

insupportable étant donné que nous sommes de Congolais à 100 pourcent. »
(Victime, 59 ans)

c) En utilisant le concept de rupture du dialogue, à quel moment précis les canaux de communication traditionnels ont-ils cessé de fonctionner, menant à une fermeture des échanges ? Comment interprétez-vous cet échec ?

Certains de nos participants reconnaissent que le dialogue était bel et bien entamé avec les deux camps mais, l'étau s'est resserré par le fait que les conditions évoquées par le Teke ne rencontraient pas les entendements du camp adverse (Yaka). Le retrait total des terres Teke de Yaka, ne donnait aucune chance à une fin favorable de la procédure pour les parties prenantes. De la part de Yaka, l'une des exigences était que les Teke acceptent de retourner dans le plateau de Bateke en n'ayant plus le pouvoir coutumier sur les épaules (plus de chef au plateau). *« C'est depuis 2023 que le dialogue entre nous et eux était rompue. Cela est dû à leur faute du fait qu'ils conditionnaient le dialogue par notre départ du plateau. Cet échec est dû à l'influence de leurs leaders politiques. Si je me souviens, c'est au début de 2023 que le dialogue est rendu impossible entre nous et le Teke. Nous on voulait qu'ils rentrent en acceptant qu'ils ne seront plus chefs.*
(Ancien Mobondo de 38 ans)

IV.1.3. Solutions, gestion et communication pour la paix

a) Compte tenu de l'expérience vécue, quelles actions concrètes et non violentes pourraient être mises en œuvre aujourd'hui pour restaurer la confiance et un véritable dialogue entre les communautés ?

A la question des actions concrètes pour le retour de la paix entre les deux peuples, les orientations de l'Etat Congolais sont promues par les deux ethnies en conflit, comme étant la seule voie capable de faire plier tout monde à poursuivre la cause de la paix, car, il reste le seul organe à détenir le monopole de la violence. Proposer également des projets pouvant réunir les deux communautés afin de permettre des travaux en équipe pour renforcer les liens communautaires.

« Partout au monde, le conflit existe toujours, et les hommes trouvent toujours des mécanismes pour les régler. Pour ce conflit, si l'Etat impose ses lois, je pense que la paix sera rétablie entre les deux peuples. La sensibilisation reste l'unique voie pour promouvoir le dialogue et la paix durable. Pour être concret, il faut créer de projet de développement d'intérêt général qui doivent réunir le Téké et le Yaka pour enfin réinitialiser les anciennes relations. »

(***Victime, 59 ans et Victime, 52 ans)***

b) Quel rôle la communication stratégique (campagnes de sensibilisation, plateformes d'information crédibles) pourrait-elle jouer pour déconstruire les stéréotypes et prévenir de futurs conflits fonciers ?

Les deux parties reconnaissent l'importance de la communication dans l'épanouissement des liens humains, à tour de rôle, elles acceptent que ce conflit quelles que soient les raisons, pour finir, ne bénéficiera à aucune ethnie, si les résolutions n'étaient pas prises par

les deux ethnies au canal d'une bonne communication non-violente. Les armes ne pourront rien résoudre, si ce n'est créer de sentiments de crispation et vengeance future. Elles appellent tous à l'implication de toutes les instances de la société à pouvoir mettre la main dans la pâte pour sortir ce coin du pays de ce trou de haine, insistant sur l'apport des médias pour l'accompagnement des initiatives de paix commune. *« La communication a un rôle important dans cette affaire, car c'est crucial de discuter quand ça ne va pas mais prendre les armes, cela fragilise les relations. Ainsi, pour restaurer la paix, il faut que les leaders communautaires, les églises, les représentants des associations de jeunes soient formés sur la prévention et la gestion de conflit pour qu'ils ne servent de points focaux, afin de sensibiliser les autres sur la paix. Par le biais des églises de la télévision et de la radio les informations sur la paix et la réconciliation peuvent être divulguées pour arrêter les escalades au profit de la paix durable. »*

(Chef coutumier Teke dans le Village Mutiene, Chef de projet ACADEC, Association Congolaise d'Appui au Développement Durable des Communautés et Résidente à Maluku, une victime qui a fui les atrocités à Kasongolunda pour s'installer à Malukuà, 48 ans)

Les rumeurs ont produit des actions difficiles à réparer dans le temps mais avec l'apport de la communication, c'est possible de renouer les liens qui tendaient à la mort, par des informations vérifiées et crédibles pour éviter des spéculations autour des questions de vie commune. Les leaders d'opinion dans la religion, la musique et même dans la comédie, afin d'atteindre toutes les couches e la société. *« La communication reste le meilleur moyen de lutter contre ce*

conflit. Parce qu'il n'y a beaucoup de personne qui ont agi sans savoir pourquoi ils ont agi ainsi. Mais si elles étaient très bien informées que les terres n'étaient vendues aux Rwandais, ou qu'il y avait aucune initiative de Teke pour les chasser du plateau, ce conflit n'aurait pas eu lieu, pour déconstruire les stéréotypés et prévenir les conflits fonciers, il faut que les leaders de deux côtes soient ciblés et confessent leurs fautes publiquement et jurent de ne plus retourner sur ce chemin. Ça sera aussi important qu'à travers les médias que les groupes théâtraux, les églises passent des messages de paix pour toujours interpeller les deux peuples sur le vivre ensemble. »

(Chef coutumier Teke dans le Village Mutiene et Anaclet, 41 ans, ancien Mobondo)

***c)* Quelle recommandation principale feriez-vous aux autorités ou aux ONG pour une gestion durable et préventive des conflits intercommunautaires dans la région de Kwamouth ?**

La question les recommandations sur la bonne gestion et prévention des conflits entre les communautés met en accord le Teke et Yaka dans la proposition des pistes de solution, car ils se sont rendu que le temps de guerre fait perdre les opportunités d'évolution et détruit l'équilibre. La responsabilité de l'Etat dans la gestion des chefs coutumiers, des leaders politico-administratifs est d'une importante capitale, car, les directives de l'Etat marchent avec légalité et sanction.

« L'Etat doit d'abord mettre en garde les autorités politico-administratives Teke qui influencent négativement leurs populations, de même pour les leaders Yaka qui sont à la base de la persistance de ce conflit, pour que des pareils conflits ne surgissent plus, il faut agir en amont.

Cela signifie qu'il faut que l'Etat place le garde-fous pour que les chefs des terres ne se sentent pas au-dessus de la loi. La manière dont ils agissent contre les habitants qui sont dans leurs terres, est parfois à la base de conflit pour les personnes qui se sentent lésés. Dans la région de Kwamouth qui est l'épicentre du conflit, le Teke et le Yaka vivent à couteau tiré jusqu'à aujourd'hui. Plusieurs villages sont aujourd'hui entre les mains de Yaka (Nos mains). Les Teke ont juré qu'ils ne peuvent plus rentrer dans ces villages si le Yaka y demeurent. La seule solution revient à l'Etat qui doit rétablir l'ordre sans parti-pris »

(Ancien Mobondo de 38 ans et un Notable Yaka, 78 ans)

III.2. Interprétation des entretiens

Cette étape d'analyse des données, par l'aide de l'entretien semi-directif comme l'une des techniques qui nous a amené à la rencontre de 15 personnes qui ont constitué l'ensemble de nos groupes stratégiques. Ainsi, à l'issue de cette démarche, que nous avons scindé en trois thématiques, chacune d'elles expriment une idée différente de l'autre.

Thématique 1 : Historique, contexte et facteurs structuraux

Après discussion avec les différents groupes stratégiques, nous avons compris que les deux ethnies en confrontation ont vécu dans une cohabitation fraternelle qui n'a jamais posé de problème majeur, depuis des décennies, ils vécurent ensemble dans le respect de la tradition. Se mariant et mariant leurs enfants, le village de Teke étaient dirigés par la plupart de capita Yaka sur les terre Teke.

Quand cas d'imprévus, des mésententes, tous revenaient auprès des sages pour être orienté, en cas de grossesse en dehors du mariage, les deux familles se réunissaient sans rancune, en se référant aux droits de « droit de dos », après que tout était fait, le calme revenait et la vie continuait. La plupart de nos interviewés, considèrent la hausse de la redevance coutumière sur le rendement de la terre, comme la cause principale de ces accrochages qui a amené jusqu'à cette situation désastreuse en dégâts matériels et en perte en vie humaine. Cependant que d'autres croient à une idée d'un projet de ségrégation ou de prise des terres Teke par le biais de massacre et d'imposition d'un climat d'insécurité en s'appuyant sur une politique de terreur et de bain de sang.

Les tentatives de médiation sur ce conflit ont été entretenues par le ministre de l'intérieur et plus encore par le Chef de l'Etat mais les dessous de carte et les exigences de Teke et les actes posés par le Mobondo (Yaka), n'ont pas donné place à une résolution palpable.

Thématique 2 : les perceptions, stéréotypes et rupture communicationnelle

Cette thématique laisse croire que les Tekes comme les Yaka, chacun dans son coin détient une perception de l'autre, le présent conflit est considéré juste comme une voie d'expression profonde pour détruire cette union de plusieurs décennies. Ils gardent chacun garde un stéréotype qu'il colle comme étiquette, cela devient une qualification qui touche même les interactions. Le Teke qui considère le Yaka comme les venants et des esclaves « Muyo » et de l'autre côté, le Yaka considèrent le Teke comme des étrangers, car, les terres qu'ils occupent aujourd'hui, appartenaient à leurs ancêtres avant le Teke occupent ces terres.

Les canaux de communication jouèrent un rôle important dans l'ascension de violence entre le Teke et yaka. Les affiliations entre membres d'une même ethnie, ont permis à informer de bouche à l'oreille avec une vitesse basée sur la confiance que les uns ont pour les autres à croire à ce qu'ils leur disent, mais aussi les rumeurs sur une occupation étrangère de ceux qui pour mission de chasser les Yaka ou brutalement faire un lavage ethnique de ces derniers au plateau de Bateke a créé une psychose dans le chef de Yaka, le poussant à résister avec l'appui du fétichisme « Mobondo ». Cette situation de conflit estimé à une guerre civile entre les Teke et Yaka, n'a pas eu seules motivations des raisons d'occupation étrangère et tant d'autres stigmatisations, mais, elle a également connu des motivations de haine sous forme d'une promotion de ségrégation poussant une ethnie à se soulever contre une autre. Les Leaders politiques, les chefs coutumiers, ont trouvé dans cette réalité, une occasion de faire passer des messages qui se disaient tout bas, en incitant le Teke contre les Yaka et ceux de Yaka, contre le Teke, mettant ainsi en péril les relations de ces ethnies.

Les déclarations rappelant les origines de l'ethnie en face, incitant les Teke à ne partager la gloire de la terre avec aucune personne étrangère, donnait plus de zèle même aux plus jeunes à croire à cet héritage tout en reniant toute forme de cohabitation. Traitant les Yaka pour les serpents avec qui on ne peut vivre, une barre de haine ramenant le conflit sur un chemin de non-retour.

Thématique 3 : Solutions, gestion et Communication pour la paix

Les initiatives de paix, des rencontres avec les autorités n'ont pas trouvé gain de cause, pour donner suite au retrait des chefs coutumiers de la table de négociation de manière surprenante par le fait que les exigences des deux côtés ne donnaient aucune chance à une fin favorable de la procédure. De la part de Yaka, l'une des exigences était que les Teke acceptent de retourner dans le plateau de Bateke en n'ayant plus le pouvoir coutumier sur les épaules (plus de chef au plateau). Et les Teke voulant du retrait total de Yaka sur leurs terres.

Face à ce fléau, la bonne gouvernance de l'Etat reste la meilleure option par sa position, les deux ethnies en conflit, croient en l'Etat comme étant la seule voie capable de faire plier tout monde à poursuivre la cause de la paix, car, il reste le seul organe à détenir le monopole de la violence, elles demandent également la mise en place des projets pouvant réunir les deux communautés afin de permettre des travaux en équipe pour renforcer les liens communautaires. Les armes ne pouvant rien résoudre, la communication demeure le trait d'union et de resserrement de liens humains. Et à tour de rôle, elles acceptent que ce conflit quelles que soient les raisons, finalement, ne bénéficiera à aucune ethnie, si les résolutions ne sont pas prises par eux-mêmes au canal d'une bonne communication non-violente.

Recommandations

Après avoir suivi de près les raisons des escalades et vécu avec ces peuples, nous nous sommes rendu compte que les esprits ne sont pas en harmonie, il est ainsi important de faire des recommandations susceptibles

d'aider les Teke et Yaka à revenir sur le bon chemin de la vie. Pour le cas échéant nous recommandons ce suit :

1. Dialogue comme socle d'une cohabitation pacifique

Pour favoriser un vivre ensemble durable entre les deux ethnies (Teke et Yaka) en conflit, il faut priorisez le dialogue intercommunautaire et la médiation par des tiers neutre afin d'apaiser les tensions et de reconstruire la confiance. Le partage équitable des ressources et des opportunités économiques réduit les inégalités à l'origine des heurts.

2. Stratégies clés de réconciliation

Promouvoir le respect mutuel et la compréhension des différences culturelles, en considérant l'autre avec bienveillance et en appliquant la règle d'or : « Ne pas faire à autrui ce que l'on n'aimerait pas subir » ; Organiser des échanges réguliers pour dialoguer avant l'escalade des désaccords, favorisant ainsi une coopération constructive entre villageois ; Mettre en place des mesures de justice transitionnelle, comme le renforcement des droits fonciers et de l'éducation aux droits des minorités.

3. Mise en place d'un atelier participatif de leaders communautaires

Organiser des ateliers participatifs destinés aux leaders communautaires en conflit interethniques, en commençant par définir des objectifs clairs comme renforcer les compétences en médiation et favoriser l'écoute mutuelle, puis sélectionner un facilitateur neutre formé pour guider les sessions dynamiques. Identifier et inviter 20-30 leaders représentatifs, des deux ethnies Teke et Yaka (traditionnels religieux, jeunes) ; Encourager des initiatives communautaires

inclusives, telles que des espaces de dialogue pour traiter les traumatismes historiques et développer des compétences socio-émotionnelles. Régler les divergences par les consultations pacifiques pour accroître la confiance mutuelle et prévenir le recours à la violence. Ces approches participatives, adaptées aux contextes de ce conflit, bâtissent une cohésion sociale solide.

Conclusion

Le conflit entre les Tekes et les Yaka, malgré une longue histoire de cohabitation pacifique fondée sur le respect mutuel et les traditions partagées, a dégénéré en violence sous l'effet de hausses de redevances coutumières, de rumeurs amplifiées par des canaux de communication informels, et de stéréotypes ethniques ravivés par des leaders politiques et coutumiers. Les tentatives de médiation ont échoué face à des exigences irréconciliables, soulignant comment les perceptions deux ethnies qui vivent dans des considérations biaisées, l'une face aux autres et les discours haineux ont transformé une mésentente foncière en une spirale de terreur et de pertes humaines. La bonne gouvernance étatique, alliée à une communication non violente et à des projets communautaires inclusifs, apparaît comme l'une des meilleures voies pour restaurer la paix, renforcer les liens fraternels et prévenir une récurrence destructrice qui ne profite à aucune des parties prenantes. Car, ainsi compris, celui qui veut la paix, prépare la guerre dit-on, cependant, pour des relations et pour une cohabitation fraternelle, celui qui veut la paix, comprend le conflit et trouve des solutions non-violente pour la satisfaction de toutes les parties prenantes.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

1. GORZ, André. *L'Immatériel*, Galilée, Paris, 2003.
2. Mucchielli, A., *Les méthodes qualitatives*, Presse Universitaires française, Paris, 1991.
3. RICOEUR, P, *Soi-même comme un autre,* les éditions Seuil, Paris, 1990.
4. WOLTON, D, *Informer n'est pas communiquer*, CNRS Éditions, Paris, 2009.
5. WOLTON, D, *La communication*, CNRS Éditions, Paris, 2011.
6. I, NDAYWEL è NZIEM, *Nouvelle histoire du Congo : Des origines à la République Démocratique*, Bruxelles, éditions Le cri, 2009.
7. WEBER, Max., *Économie et société*, Paris, Plon (trad. sous la dir. de J. Chavez & G. de Dampierre), 1971.
8. PATTON, Q, M., *Qualitative Research & Evaluation Method*, 3ème édition, New Delhi, 2015.

Articles scientifiques

1. Sociologie de la communication, L'année sociologique, vol. 51, no 2, 2001.
2. VLASSENROOT, K. *Ethnic politics and local conflicts in the Congo*. Journal of Eastern African Studies, 2020.
3. VIMARD, Patrice. « Modernité et pluralité familiales en Afrique de l'Ouest », Tiers-Monde, tome 34, n°133, 1993.
4. HANONOU, Eric Komlavi. « La chefferie coutumière face au projet de décentralisation dans une localité de l'Ouest nigérien », Bulletin de l'APAD 2002.

5. ABDOULAYE & PALE PIERRE, in « *Rôle de la communication interculturelle dans la prévention et la gestion des conflits ethniques au Mali* » DJIRE, Pan African University (PAU), Institute for governance Humanities and Social Sciences (PAUGHSS); University of Buea, Advanced School of Translators and Interpreters (ASTI) Cameroon November, 2023.
6. BACHELET, Michel. « Titulaires de droits fonciers coutumiers », dans Encyclopédie juridique de l'Afrique, Droit des Biens (Tome 5) Abidjan, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1982.
7. KIBORA, Ludovic Ouhonyioué et Martial HALPOUGDOU. Le Moog-Naaba et la Royauté des Mossis, Cartographie institutionnelle de l'ASA (Analyse sociétale africaine/African societal snalysis), octobre 2016.

Autres sources

1. Ministère de l'Intérieur de la RDC. Rapport sur les mécanismes de pacification dans la province du Mai-Ndombe. Kinshasa. 2023.
2. Déclaration faite par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, à l'ouverture du débat du Conseil de sécurité sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit, le 22 juillet 2009. In https://press.un.org/fr/2009/sgsm12376.doc.htm.
3. PAR MACKY DIARRA Comme exigence partielle du programme Maîtrise en sciences sociales du développement Concentration développement international l'université du Québec en Outaouais, Octobre, 2019.
4. CHAUVEAU, Jean-Pierre, et autres. Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et

politiques foncières en Afrique de l'Ouest : résultats du projet de recherche CLAIMS, Londres, IIED, 2006.

Webographie

1. Https://Www.Un.Org/Sustainabledevelopment/Fr/Peace-Justice, consulté le 15/09/2024 à 01h08'.
2. Conflit intercommunautaire à l'échelle locale (CIEL) in https://www.irenees.net/article227_fr.html.
3. https://www.learnlight.com/fr/articles/comment-distinguer-le-conflit-interculturel-du-conflit-interpersonnel/.

Par Jeancy LIKWALO NGABO

XVII. ÉTUDE SUR LA SAUVEGARDE DE L'ENVIRONNEMENT, NOTRE MAISON COMMUNE :Cas de la province du Nord-Kivu (2023–2024)

Par : AMURI TWAHIBU Prince
Province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo
Email : princeamuri94@gmail.com

Biographie de ASS$_2$ Amuri Twahibu Prince

ASS$_2$ Amuri Twahibu Prince, né le 24 avril 1994, est un enseignant assistant, gestionnaire académique et chercheur congolais, originaire du territoire de Kasongo, province du Maniema, et résidant à Goma, dans la province du Nord-Kivu (RDC). Marié et de nationalité congolaise, il s'est distingué par un parcours académique solide, un engagement estudiantin marqué et une expérience professionnelle progressive dans l'enseignement supérieur et la gestion universitaire.

Il a effectué ses études primaires à l'École Primaire Kapondjo, où il a obtenu son certificat de fin d'études primaires. Il poursuit ensuite ses études secondaires au Complexe scolaire TUUNGANE de Kindu, avant d'intégrer l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR-Goma), où il obtient une Licence en Environnement en 2019. Soucieux de renforcer ses compétences académiques et pédagogiques, il complète sa formation par un Master complémentaire à l'Université Adventiste de Goma (UAGO)

au cours de l'année académique 2022–2023. Très tôt impliqué dans la vie académique et institutionnelle, ASS_2 Amuri Twahibu Prince a exercé plusieurs responsabilités estudiantines, notamment comme porte-parole adjoint puis porte-parole titulaire des étudiants de l'ISDR-Goma, avant d'être désigné porte-parole adjoint provincial des étudiants du Nord-Kivu en 2019. Ces fonctions lui ont permis de développer des compétences avérées en leadership, communication institutionnelle et médiation académique.

Sur le plan professionnel, il a servi successivement comme assistant premier mandat puis assistant deuxième mandat à l'ISDR-Goma, tout en occupant des fonctions administratives stratégiques telles que chargé de recouvrement et de la scolarité. Il a également assumé le rôle de secrétaire de section à l'ISTM-Goma entre 2021 et 2023, avant d'être nommé chargé de la scolarité à l'Université Libre Protestante en Afrique (ULPA-Goma) pour l'année académique 2023–2024. Ces responsabilités témoignent de sa maîtrise des systèmes de gestion académique, du fonctionnement universitaire et du système LMD.

Sur le plan scientifique, ASS_2 Amuri Twahibu Prince est auteur d'un article académique portant sur la problématique de la scolarisation féminine et son incidence sur le développement dans le groupement de Mudja, et co-auteur de deux autres articles scientifiques, contribuant ainsi à la réflexion sur l'éducation, le développement et les dynamiques sociales en milieu rural congolais.

Par ailleurs, il a suivi plusieurs formations complémentaires portant sur la conception et l'élaboration de projets de développement, la transformation agro-pastorale, la gestion du personnel et la pédagogie

universitaire dans le système LMD, renforçant son profil d'enseignant-chercheur et de cadre académique.
Polyglotte, il maîtrise le français, le swahili et le lingala, et possède un niveau intermédiaire en anglais, facilitant son intégration dans des environnements académiques multilingues. À travers son parcours, ASS_2 Amuri Twahibu Prince incarne une génération de cadres universitaires engagés, alliant rigueur académique, sens de responsabilité institutionnelle et engagement pour le développement éducatif et social en République Démocratique du Congo.

Résumé
La province du Nord-Kivu, située à l'Est de la République Démocratique du Congo, est confrontée à une dégradation environnementale accélérée résultant de multiples facteurs, notamment les conflits armés, la pression démographique, l'exploitation anarchique des ressources naturelles et la faiblesse de la gouvernance environnementale. Cette étude analyse les enjeux liés à la sauvegarde de l'environnement en tant que « maison commune » durant la période 2023–2024. Elle met en lumière les causes principales de la dégradation écologique, ses impacts socio-environnementaux ainsi que les dynamiques locales de protection et de résilience. À travers une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire, l'observation de terrain et les témoignages communautaires, les résultats soulignent la nécessité d'une responsabilité collective impliquant les pouvoirs publics, les communautés locales et les acteurs de la société civile pour assurer une protection durable de l'environnement au Nord-Kivu.
Mots-clés : Environnement, Maison commune, Dégradation écologique, Nord-Kivu, Développement durable.

Abstract
North Kivu Province, located in eastern Democratic Republic of Congo, is experiencing accelerated environmental degradation due to multiple factors, including armed conflicts, demographic pressure, uncontrolled exploitation of natural resources, and weak environmental governance. This study examines the challenges of safeguarding the environment as a "common home" during the 2023–2024 period. It highlights the main causes of ecological degradation, its socio-environmental impacts, and local protection and resilience dynamics. Using a qualitative approach based on documentary analysis, field observations, and community testimonies, the findings emphasize the need for collective responsibility involving public authorities, local communities, and civil society actors to ensure sustainable environmental protection in North Kivu.
Keywords: Environment, Common home, Environmental degradation, North Kivu, Sustainable development.

Introduction

L'environnement constitue un pilier essentiel de la survie humaine, car il fournit les ressources naturelles indispensables à la vie, telles que l'eau, l'air, les sols fertiles et la biodiversité. Sa préservation conditionne non seulement la santé des populations, mais aussi la stabilité économique et sociale des sociétés humaines. Dans les pays en développement, la dégradation de l'environnement aggrave la pauvreté et accentue les inégalités. En République Démocratique du Congo, l'environnement représente une richesse stratégique d'importance mondiale. Le pays abrite une grande partie du bassin du Congo, deuxième poumon écologique de la planète après l'Amazonie.

Toutefois, cette richesse naturelle demeure menacée par des pratiques d'exploitation non durables et par une gouvernance environnementale encore fragile. La question environnementale en RDC ne peut être dissociée des réalités sociales, économiques et sécuritaires. Les conflits armés, la pauvreté structurelle et le chômage poussent de nombreuses communautés à dépendre excessivement des ressources naturelles pour leur survie, entraînant une pression accrue sur les écosystèmes locaux.

La province du Nord-Kivu illustre de manière particulière cette interaction complexe entre environnement et crise humanitaire. Dotée d'une biodiversité exceptionnelle, incluant des forêts tropicales, des sols volcaniques fertiles et des aires protégées, la province subit une dégradation rapide de ses écosystèmes sous l'effet de multiples facteurs anthropiques. Entre 2023 et 2024, l'intensification des conflits armés a entraîné des déplacements massifs de populations vers des zones relativement sécurisées. Ces mouvements humains ont accru la pression sur les terres agricoles, les forêts et les ressources en eau, accentuant ainsi la déforestation, l'érosion des sols et la pollution environnementale.

Par ailleurs, l'urbanisation non planifiée constitue un facteur majeur de dégradation environnementale au Nord-Kivu. L'expansion rapide des villes, notamment Goma et ses périphéries, s'effectue souvent sans infrastructures adéquates d'assainissement, de gestion des déchets et de protection des zones écologiquement sensibles. L'exploitation incontrôlée des ressources naturelles, notamment le bois de chauffe, les minerais et les matériaux de construction, contribue également à

l'appauvrissement des écosystèmes. Ces activités, souvent informelles, échappent au contrôle des autorités et compromettent la durabilité des ressources naturelles. La dégradation environnementale au Nord-Kivu a des conséquences directes sur les conditions de vie des populations locales. Elle affecte la sécurité alimentaire, fragilise les moyens de subsistance, augmente les risques sanitaires et renforce la vulnérabilité des communautés déjà éprouvées par les crises sécuritaires.

Face à cette situation, la notion de l'environnement comme « maison commune » s'impose comme un cadre éthique et conceptuel pertinent. Elle met en avant la responsabilité collective de protéger la nature en tant que patrimoine partagé, au-delà des intérêts individuels ou immédiats. Ainsi, la sauvegarde de l'environnement au Nord-Kivu exige une approche intégrée combinant la paix, la gouvernance responsable, la participation communautaire et l'éducation environnementale. Une gestion durable des ressources naturelles apparaît comme une condition essentielle pour garantir le bien-être des générations présentes et futures.

2. Problématique et objectifs de l'étude

Malgré l'existence de cadres juridiques et institutionnels relatifs à la protection de l'environnement en RDC, les écosystèmes du Nord-Kivu continuent de se dégrader. Cette situation soulève plusieurs interrogations : Quelles sont les causes profondes de la dégradation environnementale au Nord-Kivu ? Quels sont les impacts socio-économiques et sanitaires de cette dégradation sur les populations locales ? Quelles stratégies peuvent contribuer à la sauvegarde durable de l'environnement dans un contexte marqué par l'instabilité sécuritaire ?

L'objectif général de cette étude est d'analyser les défis et les perspectives de la sauvegarde de l'environnement au Nord-Kivu durant la période 2023–2024. Spécifiquement, elle vise à identifier les facteurs de dégradation, à évaluer leurs impacts et à proposer des pistes d'actions adaptées au contexte local.

3. Méthodologie

La recherche adopte une approche qualitative basée sur : l'analyse documentaire (rapports institutionnels, textes légaux, publications scientifiques) ; l'observation directe des milieux urbains et ruraux ; les témoignages recueillis auprès de leaders communautaires, d'acteurs locaux et de membres de la société civile.Cette méthodologie permet de comprendre en profondeur les réalités environnementales et sociales propres à la province du Nord-Kivu.

4. Résultats et discussion

4.1 Causes de la dégradation environnementale

Les résultats révèlent plusieurs causes majeures de la dégradation environnementale au Nord-Kivu *: Les conflits armés*, qui entraînent la destruction des forêts, le braconnage et l'occupation illégale des aires protégées *; La pression démographique*, accentuée par les déplacements massifs de populations vers les centres urbains et les zones rurales relativement sécurisées ; *L'exploitation anarchique des ressources naturelles,* notamment le bois de chauffe, les minerais et les carrières de matériaux de construction ; *La faiblesse de la gouvernance environnementale,* marquée par l'insuffisance des mécanismes de contrôle et l'application limitée des lois en vigueur.

4.2 Impacts socio-environnementaux

La dégradation de l'environnement a des conséquences significatives sur les conditions de vie des populations :

diminution de la fertilité des sols et insécurité alimentaire ; pollution des eaux de surface et souterraines, avec des risques sanitaires élevés ; augmentation des conflits communautaires liés à l'accès aux ressources naturelles.

4.3 Dynamiques locales de protection de l'environnement

Malgré un contexte marqué par l'insécurité, la pauvreté et la pression démographique, plusieurs dynamiques locales de protection de l'environnement se développent dans la province du Nord-Kivu. Ces initiatives, portées principalement par les communautés locales, témoignent d'une prise de conscience progressive de l'importance de préserver les ressources naturelles pour assurer la survie et le bien-être collectif. Le reboisement communautaire constitue l'une des principales stratégies locales de restauration des écosystèmes dégradés. À travers la plantation d'arbres sur les collines, les berges des rivières et les espaces agricoles, les communautés cherchent à lutter contre l'érosion des sols, à améliorer la fertilité des terres et à réduire les effets du changement climatique. La sensibilisation environnementale occupe également une place centrale dans les dynamiques locales de protection de l'environnement. Des actions d'éducation environnementale sont menées auprès des ménages, des écoles et des organisations communautaires afin de promouvoir des comportements responsables, notamment en matière de gestion des déchets, de protection des sources d'eau et de réduction de la déforestation. L'adoption de pratiques agricoles durables représente une autre dynamique importante observée au Nord-Kivu.

Certains agriculteurs intègrent des techniques agroécologiques telles que la rotation des cultures, l'agroforesterie et l'utilisation de compost organique, contribuant ainsi à la préservation des sols et à l'amélioration de la productivité agricole à long terme.

Les structures communautaires locales, telles que les comités de développement, les groupes de jeunes et les associations de femmes, jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de ces initiatives environnementales. Leur proximité avec les réalités du terrain leur permet d'identifier les priorités locales et de mobiliser efficacement les populations autour des actions de protection de l'environnement.
Toutefois, ces dynamiques locales demeurent confrontées à plusieurs contraintes, notamment le manque de ressources financières, l'insuffisance de l'encadrement technique et l'accès limité aux appuis institutionnels. Ces défis limitent souvent l'ampleur et la durabilité des initiatives communautaires existantes. L'accompagnement des communautés par les autorités publiques, les organisations non gouvernementales et les partenaires techniques apparaît ainsi comme un facteur déterminant pour renforcer l'efficacité des dynamiques locales. Un appui adapté peut favoriser la diffusion des bonnes pratiques environnementales et leur intégration dans les politiques locales de développement.
En définitive, les dynamiques locales de protection de l'environnement démontrent que les communautés du Nord-Kivu ne sont pas de simples victimes de la dégradation environnementale, mais également des acteurs essentiels de la sauvegarde de leur « maison commune ». La valorisation de ces initiatives constitue une voie prometteuse pour une gestion durable et inclusive de l'environnement.

5. Conclusion

La sauvegarde de l'environnement au Nord-Kivu représente un enjeu majeur pour le développement durable et la stabilité sociale de la région. Considérer l'environnement comme notre « maison commune » implique une responsabilité collective fondée sur la solidarité, la justice environnementale et la durabilité. Cette étude met en évidence la nécessité d'intégrer la protection de l'environnement dans les politiques publiques, les initiatives communautaires et les stratégies de consolidation de la paix.

6. Recommandations : Renforcer l'éducation et la sensibilisation environnementales ; Intégrer la dimension environnementale dans les programmes de paix et de reconstruction ; Encourager les pratiques écologiques durables au niveau communautaire ; Assurer l'application effective des lois environnementales.

Références bibliographiques

- République Démocratique du Congo (2011). *Loi n°11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement*.
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). *Rapports sur l'environnement en RDC*.
- Sachs, J. (2015). *The Age of Sustainable Development*. Columbia University Press.
- François, P. (2015). *Laudato Si' : Encyclique sur la sauvegarde de la maison commune*.

Par : AMURI TWAHIBU Prince

XVIII. CINEMA ET CULTURE DE PAIX EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGOANALYSE DE CONTENU FILMIQUE DE MUGANGA

Par Nelson NLANDU MANDELA
Doctorant à l'Université de Kinshasa
Nelsonnlandu95@gmail.com

Résumé : *Cet article met en avant l'éducation à la paix par le cinéma, qui utilise la force émotionnelle des images pour développer l'empathie, la réflexion critique et une meilleure compréhension interculturelle chez le public, notamment les jeunes. Il est crucial de militer pour la culture de paix dans notre pays car comme le proclame l'acte constitutif de l'UNESCO : « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix », la paix occupe la place cruciale dans le monde car sans elle il n'y a aucun développement. Une culture de la paix aborde les causes profondes des conflits à travers une longue approche qui promeut le développement, la découverte, le respect des droits de l'homme et l'évolution des valeurs, attitudes et comportements vers la non-violence et la solidarité.*

Mots clés : Cinéma, Culture, Culture de Paix et Paix.

Introduction

Etant observateur de la société congolaise et passionné du cinéma depuis le bas âge, nous avons toujours compris que le cinéma peut être considéré comme un art et un moyen de créer de la mémoire. Non seulement il permet de sauver de l'oubli des faits passés ou peu visibles mais encore il peut créer une réalité, sa propre réalité. L'effet de réalité d'un film est si puissant qu'il peut trouver sa justification en lui-même et parfois nous jugeons l'authenticité d'un moment ou d'un lieu grâce à la mémoire visuelle et audiovisuelle d'un film. Nous ne pouvons jamais entreprendre une quelconque action sans la paix surtout dans un pays comme la République Démocratique du Congo en voyant les sept valeurs de la culture de la paix telles définis par l'UNESCO notamment la démocratie, le respect du droit, le respect des droits de l'homme, la non-violence, la tolérance, la solidarité ainsi que la protection de l'environnement. Ces sept valeurs entrent dans les objectifs du millénaire appelés objectifs du développement durable (MyUnicef.fr, 2014). Bien que les ODD soient clairs, il n'est pas possible de définir une culture de la paix de manière trop rigide, non plus que de l'imposer de l'extérieur. C'est un processus qui doit s'appuyer sur l'histoire, les cultures et les traditions des populations elles-mêmes et qui se développera différemment dans chaque pays. En général, néanmoins, une culture de la paix reposera sur la reconnaissance des droits de l'homme fondamentaux et sur le règlement pacifique des conflits.

C'est en réalisant une très longue observation de la société congolaise et comme indiqué dans l'Agenda pour le développement de l'UNESCO qui souligne *« extirper les racines d'un conflit va bien au-delà de la satisfaction des besoins immédiats et de la reconstruction des sociétés déchirées par la guerre.*

Il est nécessaire de se pencher sur les causes profondes des conflits. Elles sont variées et les moyens d'y remédier doivent donc l'être également. Consolider la paix, c'est encourager une culture de la paix » (UNESCO, 1996).

En créant le programme Culture de la paix de l'UNESCO, la Conférence générale de l'organisation a reconnu qu'il correspond à sa mission fondamentale, telle que définie par son Acte constitutif, qui est de promouvoir « la collaboration entre les nations par l'éducation, la science et la culture afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».Un large éventail d'actions au niveau local surtout, est nécessaire à la promotion d'une culture de la paix. Bien que des programmes régionaux et nationaux sont nécessaires de même que des initiatives thématiques globales en matière d'éducation, à la fois formelle et informelle, qui sollicitent les personnes dans leur vie quotidienne. Alors que des actions peuvent être lancées par des organisations telles que les Nations Unies et l'UNESCO, la mise en œuvre d'une culture de la paix dépend du développement d'un mouvement d'ensemble mobilisant des organisations à tous les niveaux et les reliant entre elles mais surtout passant par le biais du Cinéma qui est une arme puissante pour les pays qui pensent asseoir une politique cinématographique sérieuse.

Pour asseoir cette politique cinématographique et convaincre les scientifiques et décideurs, nous pensons qu'il faut s'appuyer sur des initiatives précédentes afin qu'elles servent de soubassement. Pour la petite histoire, Le programme pour la culture de la paix de l'UNESCO a débuté en 1993 et en 1994 avec les programmes nationaux pour la culture de la paix lancée par les Nations Unies au Salvador et au Mozambique dans des

situations de consolidation de la paix à l'issue des conflits. Puis en 1995 et 1996, des programmes nationaux connexes ont été engagés au Burundi, au Rwanda, en Somalie, au Guatemala, en République Démocratique du Congo et aux Philippines, entre autres, dans des situations pouvant être considérées autant comme préventives que comme consécutives à un conflit (Unesco, programme culture et paix, 1996).

La culture de la paix est un semble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les Etats (Assemblée générale des Nations Unies, 1998). L'action de l'UNESCO en faveur de la culture de la paix en Afrique se place dans le cadre de la mise en œuvre du « Programme d'action intersectoriel et interdisciplinaire pour une culture de la paix et de la non-violence » ainsi que du Projet de Stratégie à moyen terme (2014 -2021) de l'UNESCO, qui a identifié « la construction de la paix par l'édification de sociétés inclusives, pacifiques et résilientes » comme l'un des deux grands domaines d'action pour l'Afrique.

Cette action vise également à contribuer à la mise en œuvre des programmes sur l'intégration régionale, la paix, la sécurité et la démocratie établis par le plan stratégique de la Commission de l'Union africaine. Il vise également à la mise en œuvre de la Charte de la renaissance culturelle africaine, de la Campagne « Agissons pour la paix » lancé par l'Union africaine en 2010 et de son Agenda 2063 pour le développement de l'Afrique. L'objectif général de cette action en faveur de l'Afrique est de s'appuyer sur les sources d'inspiration et sur le potentiel des

ressources culturelles, naturelles et humaines du continent pour identifier des pistes d'action concrètes permettant de construire une paix durable, pierre angulaire du développement endogène et du panafricanisme. Le « Plan d'action en faveur d'une culture de la paix en Afrique », adopté à Luanda (Angola) en mars 2013, fournit ainsi le cadre de référence : les objectifs, les recommandations générales et les propositions d'action

Nous pouvons en un premier temps nous estimés heureux car toutes les agressions que subit ce cher et beau pays sont reconnus dans le concert des nations mais parfois superficiellement sans que ceux-ci s'y mettent à fond. Etant dans un monde à nouveau en guerre, le cinéma est perçu comme un vecteur puissant d'éducation à la paix, favorisant l'empathie, la compréhension interculturelle, et la transformation sociale par la mobilisation d'émotions et de réflexions critiques. Dans le contexte congolais, le cinéma a déjà été utilisé comme outil de sensibilisation aux violences, comme les violences sexuelles en temps de guerre, et pour favoriser le dialogue interculturel, chose qui soutient l'idée de cinéma comme outil de construction de la paix.

Néanmoins, en 2015, le gouvernement de la RDC a annulé les projections programmées de *L'homme qui répare les femmes* de Thierry Michel sur le Docteur Denis Mukwege, candidat au prix Nobel qui soigne les survivants de viol, de torture et de mutilation dans le cadre de la violence contre les femmes. Une situation endémique aux guerres civiles congolaises. Lambert Mende, le ministre des Communications de la RDC à cette époque avait déclaré que le film constituait des « attaques injustifiées » contre des soldats.

Afin de dénoncer et éveiller les consciences à tous les niveaux de la société, nous pensons qu'à travers la réalisation de cette recherche nous soyons capables démontrer que le cinéma peut être utilisé comme un outil de sensibilisation et d'éducation civique sur des thèmes liés à la paix, la gestion des conflits, la démocratie et les droits humains dans le contexte congolais. Ce film milite donc pour les droits humains en République Démocratique du Congo en exposant les violences sexuelles comme arme de guerre et en valorisant la résilience des victimes, tout en dénonçant la censure. Ceci rejoint la lutte menée par l'actuel Ministre des Droits Humains Monsieur Samuel Mbemba Ntanda Kabuya qui à travers son combat de la reconnaissance du GENOCOST (Genocid for Economic Gains) par le monde entier porte cette initiative mémorielle afin de reconnaitre les crimes, honorer les victimes et promouvoir la justice, la mémoire et la paix.

Ainsi, le GENOCOST met en évidence que les violences dans ce pays ne sont pas seulement politiques ou ethniques mais elles sont aussi motivées par des intérêts économiques notamment à travers des minerais (or, coltan, cobalt, etc.) et qu'elles ont causé des millions de morts, de déplacés et de traumatismes. Cet article peut dans une certaine mesure faire l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique culturelle cinématographique qui soutient le développement durable, les échanges interculturels et la paix sociale en République Démocratique du Congo. Nous pensons arriver au niveau d'évoquer la force du cinéma comme vecteur d'une culture de paix durable en République Démocratique du Congo. À partir de cette réflexion, une question centrale oriente notre recherche à savoir :

Comment le film Muganga en République Démocratique du Congo contribue-t-il à la promotion et à la construction d'une culture de paix dans un contexte de conflits récurrents ? De cette question découle une question secondaire : Quel rôle joue le cinéma dans la mémoire collective et la sensibilisation aux enjeux de paix dans la population congolaise ? En guise d'hypothèses de départ, nous estimons que le cinéma contribuerait à la promotion d'une culture de paix en sensibilisant la population aux souffrances causées par les conflits et en favorisant la réconciliation par le récit visuel. Le cinéma joue un rôle important dans la mémoire collective en diffusant des expériences historiques et contemporaines liées aux conflits et aux aspirations de paix et qui contribue ainsi à entretenir le dialogue sur les questions dans la société congolaise. Ainsi, le domaine de notre recherche s'inscrit dans les sciences de l'Information et de la Communication, avec un focus sur la communication pour la paix et l'analyse filmique dans le contexte congolais.

Pour analyser ce film, nous nous appuierons sur la théorie socio-éducative et celle de la communication pour le changement social, qui jouent un rôle crucial dans cette étude car elles fournissent un cadre théorique pour expliquer comment les narrations visuelles peuvent influencer les comportements sociaux face aux violences en République Démocratique du Congo, favorisant ainsi la résilience et la réconciliation. Cet article est structuré en plusieurs sections : après cette introduction, nous détaillerons le cadre contextuel et méthodologique de notre étude, en faisant un synopsis sur le film Muganga ensuite les théories socio-éducatives et celle de la communication pour le changement de comportement social qui guident notre analyse, ainsi que la méthode

d'analyse de contenu selon l'approche de Laurence Bardin. Ensuite, nous présenterons les données de notre analyse de contenu et les significations ressortis dans cette dernière. Une discussion des résultats à la lumière de notre cadre théorique enrichira notre compréhension des enjeux. Finalement, nous conclurons l'article en démontrant l'apport de ce long-métrage dans la construction d'une culture de paix en RDC.

- **Cadre contextuel**

1) Aperçu global sur les guerres en République Démocratique du Congo

La situation des conflits en République Démocratique du Congo est extrêmement compliquée car nous pensons qu'il ne s'agit pas de simples conflits entre deux parties, mais aussi d'affrontements de nature variée, comportant des aspects internes (ethniques, politiques) ainsi qu'externes (ingérences de puissances régionales, lutte pour le contrôle des ressources).

C*es différents conflits découlent des tensions ethniques liées au génocide rwandais de 1994, de la corruption politique et dans les entreprises, et des effets persistants du colonialisme occidental, exacerbés par l'extraction des ressources naturelles (Autesserre, 2010, p.267)*

Les causes sous-jacentes du conflit trouvent leur source dans des interactions entre des tensions ethniques liées au génocide rwandais de 1994, la corruption politique et dans les entreprises, les effets persistants du colonialisme occidental, exacerbés par l'extraction des ressources naturelles. Tout au long de cette crise, la recherche des profits de l'exploitation des ressources naturelles a aggravé la violence et la pauvreté, en net contraste avec les progrès

technologiques que les minerais ont permis ailleurs dans le monde (NZONGOLA-NTALAJA, 2010, p.155).

L'écart entre la richesse de la RDC en coltan, cobalt, or, diamants et autres minerais précieux et la pauvreté extrême qui accable de nombreux Congolais, est frappant. Selon la Banque mondiale, près des trois quarts des 102,3 millions d'habitants du pays vivent avec moins de 2,15 dollars par jour. Depuis le début de cette guerre, il y a environ 6 millions des morts dus au conflits depuis 1996 (Council of foreign Relations, 2010). Cette année, le nombre de morts dans l'offensive pour prendre Goma est d'environ 3000 selon Voice of America (Voice of America, 2025).

- **Bref aperçu historique**

Le génocide rwandais qui s'est déroulé d'avril à juillet 1994 a causé la mort de 800 000 à 1 million de Tutsis et Hutus modérés aux mains de Hutus extrémistes en seulement 100 jours. Après que le Front patriotique rwandais, une armée rebelle menée par Paul Kagame, futur président du Rwanda et Tutsi, a pris le contrôle du Rwanda et mis fin au génocide, environ deux millions de Hutus ont traversé la frontière pour fuir en RDC, alors appelée Zaïre (PRUNIER, 2009, p. 179). L'arrivée massive de réfugiés a provoqué des tensions et a jeté les bases de deux guerres importantes commençant en 1996 entre non seulement la RDC et le Rwanda, mais aussi l'Ouganda et le Burundi dans la région des Grands Lacs, ainsi que plusieurs autres pays africains. Des chercheurs estiment que la violence a coûté la vie à 6 millions de personnes dans les décennies qui ont suivi.

Elle a également entraîné le coup d'État de 1997 qui a poussé le dictateur de longue date, Mobutu Sese Seko, à quitter le pouvoir et à s'exiler. Son successeur, Laurent Kabila, a été assassiné en 2001 après avoir défié les forces rwandaises qui l'avaient aidé à renverser Mobutu. Joseph Kabila, le fils de Laurent Kabila, a pris le contrôle du gouvernement peu après l'assassinat de son père. Il a occupé la présidence jusqu'en 2019, quand des élections controversées ont vu gagner Félix Tshisekedi, généralement considéré comme le successeur choisi de Joseph. Au Rwanda, Paul Kagame devenu président en avril 2000 occupe toujours le poste près de 25 ans plus tard.

Rapidement, Kagame a entrepris de réparer les blessures infligées par le génocide et de développer économiquement le Rwanda avec un succès notable. Même si le pays reste densément peuplé, et que près de la moitié de ses habitants vivent avec 2,15 dollars par jour, selon la Banque mondiale, le Rwanda a réalisé des avancées considérables dans la réduction du taux de pauvreté et l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Tandis que ces enchevêtrements sanglants accablaient la RDC et ses voisins, une grande partie du monde industrialisé a connu des avancées technologiques. Les ordinateurs individuels sont devenus monnaie courante dans les foyers et les bureaux des pays du Nord, et les smartphones ont commencé à changer les interactions des gens à l'échelle globale. Puis, dans les années 2010, le besoin reconnu pour des sources d'énergie plus propres a mené à des avancées en matière de batteries destinées à stocker de l'énergie, en particulier pour les véhicules électriques qui

seraient un jour, dans la réflexion collective, alimentés entièrement par une énergie neutre en carbone provenant des sources d'énergie solaire, éolienne et géothermique.

La satisfaction de ces besoins a nécessité des minerais présents en RDC : le cobalt pour les batteries, le tantale dérivé du coltan pour les condensateurs, l'étain pour les circuits imprimés et le tungstène servant à produire les semi-conducteurs et l'essentiel pour des produits comme les panneaux solaires. Comme cela s'est souvent produit dans le passé de la RDC, les habitants et les terres du pays ont payé le plus lourd tribut pour l'extraction de ces minerais. Le travail dans le secteur minier reste dangereux, peu de mesures de protection étant en place pour empêcher des accidents catastrophiques ou l'exposition à des produits chimiques toxiques et à l'air contaminé. Les salaires ne sont généralement pas suffisants pour soutenir un niveau de vie décent, et les enfants en âge d'être scolarisés travaillent souvent pour aider leur famille à joindre les deux bouts.

Le fait de s'approvisionner en ressources naturelles de la RDC n'est pas nouveau, et les blessures que ces pratiques infligent au Pays ne le sont pas non plus. Le caoutchouc, l'ivoire, l'or et les diamants ont tous causé des ravages au Congo depuis le 19e siècle. Depuis que la RDC est devenue indépendante de la Belgique en 1960, la plupart des groupes armés estimés à plus d'une centaine et qui opèrent en RDC, ont utilisé l'exploitation minière pour financer leurs opérations.

- **Les causes**

Faisant référence à la mémoire collective, le conflit dans l'Est de la République Démocratique du Congo trouve ses origines dans les suites du génocide des Tutsis au Rwanda de 1994 et des événements au Burundi, qui ont conduit des centaines de milliers de personnes d'origine ethnique Hutu à fuir vers l'est de la République Démocratique du Congo.

- **La première guerre du Congo**

Cette première guerre qui émane du génocide Rwandais de 1994 a provoqué l'arrivée de millions de réfugiés hutus dans l'Est du Zaïre, certains impliqués dans des groupes armés. Elle débute en 1996 alors que le Zaïre est en crise. Le Rwanda et l'Ouganda ont soutenu une rébellion menée par Laurent-Désiré Kabila, qui parviendra à Renverser Mobutu.

- **Chronologie des événements**

1° La crise interne au Zaïre

Joseph Mobutu (Mobutu Sese Seko) est arrivée au pouvoir au Congo (renommé par la suite *Zaïre*) en 1965, après un coup d'État, soutenu le gouvernement américain, en raison, officiellement, de ses opinions anticommunistes.

Cependant, son régime autoritaire a amené le Zaïre au bord de l'effondrement, comme en témoigne la baisse de 65% du PIB du pays entre 1960 et 1997. Après la fin de la guerre froide, les États-Unis ont retiré leur soutien à Mobutu en faveur de ce qu'on a appelé la *nouvelle génération de dirigeants africains*, parmi lesquels Kagame du Rwanda et Museveni de l'Ouganda (REYNTJENS, 2009, p.183).

Une vague de démocratisation a déferlé sur l'Afrique dans les années 1990. Sous d'importantes pressions internes et externes, Mobutu a promis des réformes démocratiques. Il a officiellement mis fin au système de parti unique qu'il soutenait depuis 1967, mais a finalement abandonné l'idée de réformes radicales, s'aliénant ainsi ses derniers alliés tant au pays qu'à l'étranger. L'économie du Zaïre était en ruine et la population retournait essentiellement à une agriculture de subsistance. L'armée nationale (*Forces Armées Zaïroises,* FAZ), privée de solde, s'est en fait livrée à des activités criminelles, kidnappant des personnes et exigeant des rançons.

Face à la faiblesse du gouvernement central, des groupes rebelles ont commencé à se rassembler dans les provinces orientales du Zaïre. L'opposition comprenait des gauchistes qui se déclaraient partisans de Patrice Lumumba, ainsi que des minorités ethniques et régionales qui prônaient une plus grande autonomie provinciale. Leur chef était Laurent-Désiré Kabila, un Luba de la province du Katanga qui avait mené des insurrections séparatistes dans le passé et était en conflit avec le régime de Mobutu depuis sa création. L'incapacité du régime de Mobutu à faire face aux mouvements rebelles dans les provinces de l'Est leur a finalement permis de s'unir. Par ailleurs, des tensions existaient entre divers groupes ethniques dans l'est du Zaïre, en particulier entre les agriculteurs du Zaïre et les Tutsis immigrés au Zaïre et venus quelques décennies précédentes du Rwanda, une minorité du fait de la migration normale des peuples et tantôt du fait des politiques coloniales belges par besoin de la main d'œuvre supplémentaire, et surtout, du fait de l'instabilité au Rwanda en 1959 et le début des années 60 (après l'établissement du régime hutu au Rwanda en

1959). Tous les Tutsis qui ont émigré au Zaïre avant l'indépendance du Congo en 1960 étaient connus sous le nom de « Banyarwanda » (peuple du Rwanda), et étaient citoyens du Zaïre. Ils seront appelés par la suite « Banyamulenge » (de Mulenge), endroit où ils habitaient massivement).

Les Tutsis qui ont immigré au Zaïre après l'indépendance sont devenus connus sous le nom de « Banyarwanda » et étaient souvent considérés comme des étrangers, même par les Banyamulenges. Après son arrivée au pouvoir en 1965, Mobutu, dans sa politique « diviser pour régner », a donné le pouvoir politique dans l'Est aux Banyamulenge. Cela a aggravé les tensions ethniques, qui se sont manifestées par un certain nombre d'actions. De 1963 à 1966, les groupes ethniques Hunde et Nande du Nord-Kivu se sont battus contre les émigrés rwandais, *tant Tutsis que Hutus*, ce qui a entraîné des massacres généralisés. En 1981, le Zaïre a adopté une loi restrictive sur la citoyenneté qui refusait aux Banyamulenge et aux Banyarwanda la citoyenneté et donc tous les droits politiques. De 1993 à 1996, les jeunes Hunde, Nande et Nyanga ont été régulièrement attaqués par les Banyamulenges, faisant 14 000 morts.

En 1990, le parlement zaïrois a exigé que les migrants du Rwanda et du Burundi retournent dans leur pays d'origine, y compris les Banyamulenges. En réponse ou en même temps, les Banyamulenge ont établi des contacts avec le *Front patriotique rwandais* (FPR), un mouvement rebelle tutsi en Ouganda et au Rwanda, au début de 1991.

2° Le génocide au Rwanda

L'événement décisif dans la crise du régime de Mobutu a été le génocide au Rwanda, qui a entraîné un exode massif de réfugiés. Durant les 100 jours du génocide, des centaines de milliers de Tutsi et leurs partisans ont été tués par les troupes hutu. Le génocide a pris fin lorsque le gouvernement hutu de Kigali a été renversé par les rebelles tutsis du FPR. Parmi ceux qui ont fui le Rwanda pendant le génocide, environ 1,5 million se sont installés dans l'est du Zaïre. Parmi eux se trouvaient à la fois des réfugiés tutsis ordinaires et des milices hutu (Interahamwe, « ceux qui combattent ensemble ») qui ont fui le Rwanda par crainte de représailles de la part des Tutsis. Les Interahamwe ont établi des camps dans l'est du Zaïre à partir desquels ils ont planifié d'attaquer les Tutsis nouvellement arrivés pouvoir au Rwanda.

Mobutu a demandé à tous les réfugiés de rentrer chez eux, conformément d'ailleurs à une résolution de l'ONU, suscitant l'hostilité de Kigali et la haine des Tutsis dans l'est du pays. De plus, Mobutu a activement soutenu les rebelles angolais de l'UNITA, ce qui a déplu à l'Angola. Officiellement, en conséquence, une coalition d'ennemis à l'intérieur du pays et de voisins hostiles à l'extérieur s'est formée contre lui. Mais en réalité, son sort été déjà scellé du fait d'une redistribution des cartes géopolitiques d'après-guerre froide et de nouvelles ambitions des États-Unis et de la Grande Bretagne, qui parrainaient Kigali et Kampala.

3° La révolte des Banyamulenges

Disant que leur sécurité était menacée, Kigali et Kampala, sachant que l'État zaïrois était un État failli, ont décidé de prendre des mesures contre ce qu'ils considéraient comme menaces émanant dans région.

Le gouvernement de Kigali a commencé à former des forces combattantes tutsi pour les opérations au Zaïre au début de 1995. La raison du déclenchement des hostilités était une fusillade entre des militants rwandais et des Bérets verts zaïrois.

Ainsi, le 31 août 1996, ce qu'on appelle la « *Rébellion Banyamulenge* » a commencé. Le président ougandais Yoweri Museveni, qui a soutenu le Rwanda dans le conflit avec le Zaïre, a rappelé plus tard que le soulèvement avait été provoqué par des Tutsis zaïrois recrutés par les *Forces de défense rwandaises*. L'objectif initial du soulèvement était de prendre le pouvoir dans la province de l'Est-Kivu et de combattre les extrémistes hutus. Cependant, l'agression a finalement abouti à une attaque à grande échelle contre le régime de Mobutu.

4° Les participants au conflit et leurs motivations

- **Le Rwanda**

Le Rwanda était le participant le plus actif au conflit au Zaïre. Le pays a initié la formation de l'*Alliance des forces démocratiques pour la libération* du Congo (AFDL), une mosaïque des groupes rebelles et des armées régulières étrangères (Rwanda, Ouganda, Burundi), dirigée de fait par le Rwanda et l'Ouganda et dont Laurent-Désiré Kabila était le porte-parole. Les véritables intentions du Rwanda étaient claires dès le départ :

- Pour justifier sa guerre contre le Zaïre, Kagame a déclaré que des agents rwandais avaient découvert des plans visant à envahir le Rwanda avec le soutien de Mobutu.

Ainsi, les Rwandais ont envahi le Zaïre pour, premier objectif, détruire les camps d'entraînement des militants hutus. Le deuxième objectif de Kagame était de renverser Mobutu. Le régime Tutsi au pouvoir au Rwanda espérait créer un régime fantoche à Kinshasa.

Au niveau international, l'action de Kagame a été facilitée par le soutien tacite des États-Unis et du Royaume uni, qui voyaient en lui un représentant de la *« nouvelle génération de dirigeants africains ».*

- Le démantèlement des camps de réfugiés était un moyen de reconstituer la population du Rwanda, gravement décimée après le génocide. L'intervention peut également avoir été motivée par la vengeance: par exemple, l'AFDL a abattu des réfugiés hutus en retraite à plusieurs reprises.
- L'opinion selon laquelle Kagame espérait renforcer son propre régime par une invasion victorieuse du Zaïre afin de se présenter comme un « protecteur des Tutsis » est aussi une raison secondaire.
- L'une des raisons majeures de la guerre contre le Congo l'exploitation illégale des ressources. Objet de convoitise, la partie Est du Zaïre est extrêmement riche. Le Rwanda nourrissait l'ambition d'annexer des parties de l'est du Zaïre. Le pasteur Bizimungu, président du Rwanda de 1994 à 2000, a présenté l'idée d'un *« Grand Rwanda »* à l'ambassadeur des États-Unis au Rwanda, Robert Gribbin. Cette idée impliquait que l'ancien État du Rwanda comprenait une partie de l'est du Zaïre qui devait être annexée au Rwanda.

- **L'Ouganda**

En tant qu'allié proche du FPR, l'Ouganda a également joué un rôle important dans la Première Guerre du Congo. Des membres éminents du FPR ont combattu aux côtés de Museveni dans la guerre civile ougandaise qui l'a porté au pouvoir, et Museveni a permis au FPR d'utiliser l'Ouganda comme base lors de l'offensive de 1990 contre le gouvernement hutu au Rwanda et de la guerre civile qui a suivi. Compte tenu de leurs liens historiques, les gouvernements Museveni et

Kagame ont travaillé en étroite collaboration tout au long de la guerre au Zaïre. Les soldats ougandais étaient présents au Zaïre tout au long du conflit et Museveni a aidé Kagame et l'AFDL. Le lieutenant-colonel James Kabarebe de l'AFDL, par exemple, était un ancien membre de l'Armée de résistance nationale ougandaise, la branche militaire du mouvement rebelle qui a porté Museveni au pouvoir, et les services de renseignement français et belges ont rapporté que 15 000 Tutsis formés par les Ougandais se sont battus au sein de l'AFDL.

- **L'Angola**

L'Angola est resté en marge du conflit jusqu'en 1997, mais son entrée dans la guerre a considérablement accru la force de la coalition contre le Zaïre. Le gouvernement angolais a décidé d'agir essentiellement à travers les « tigres », formés à partir des descendants des milices katangaises expulsées du Zaïre. Luanda a également déployé des troupes régulières contre le Zaïre parce que Mobutu fournissait des armes aux rebelles de l'UNITA. Les Angolais entrés en guerre ont exigé le retrait de Mobutu du pouvoir : seule une telle issue de la guerre leur était bénéfique. En raison de ses liens avec le gouvernement de Mobutu, l'UNITA a également pris part à la guerre et combattu aux côtés des forces armées zaïroises.

- **Les autres participants**

Le Burundi, où un gouvernement fidèle aux Tutsis est arrivé au pouvoir, a soutenu le Rwanda et l'Ouganda dans la guerre contre le Congo-Zaïre, mais n'a fourni qu'un soutien militaire limité. La Zambie et le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, l'Érythrée, l'Éthiopie et les rebelles soudanais (soutenus par le président ougandais Yoweri Museveni), ont également fourni une certaine aide à

l'agression. Mobutu, en plus de l'UNITA, a reçu une certaine aide du Soudan, qu'il a aidé à combattre les rebelles, bien que le montant exact de cette aide reste inconnu. Par ailleurs, le président Mobutu du Zaïre a demandé que des mercenaires soient envoyés du Tchad pour aider à défendre son gouvernement contre les forces rebelles dirigées par Laurent-Désiré Kabila. Lorsqu'un certain nombre de soldats sont tombés dans une embuscade tendue par Kabila et ont été tués pour défendre le gouvernement de Mobutu, Mobutu a payé à Idriss Déby une récompense en l'honneur de leurs services. Le Zaïre a également recruté des mercenaires étrangers provenant de plusieurs pays africains et européens.

Après tout cela, les conséquences de la première guerre sont telles que Laurent-Désiré Kabila en est également venu à être considéré par beaucoup des congolais comme une marionnette des régimes étrangers qui l'ont porté au pouvoir. Pour contrer cette image et accroitre le soutient national, il a commencé à s'opposer à ses anciens alliés.

Cela a conduit à l'expulsion de toutes les troupes étrangères de la République Démocratique du Congo le 26 juillet 1998, mais a retourné les voisins de la République démocratique du Congo une fois encore contre le Congo qu'ils voulaient dominaient.

Ainsi, le 2 Aout 1998, une nouvelle guerre a éclaté, la deuxième guerre du Congo.

- **La deuxième guerre du Congo**

Surnommée « la Grande Guerre d'Afrique », est l'un de conflit vaste et complexe qui échappe souvent à la mémoire collective. Pourtant, entre 1998 et 2003, cette guerre a impliqué neuf nations africaines et des dizaines de groupes armés, causant des millions de morts.

Plus qu'une guerre, c'était une tragédie humaine et politique, reflet des séquelles de la colonisation et de l'imbrication des intérêts économiques, ethniques et géopolitiques (MWANASHIMA, 2025, p.82)

Cette deuxième guerre est indissociable des événements qui ont secoué le Rwanda en 1994. En l'espace de cent jours, les Hutus, au pouvoir orchestrèrent un génocide qui coûta la vie à environ 800 000 Tutsis et Hutus modérés. Ce massacre a eu un effet dans toute la région des Grands Lacs. Craignant les représailles, des millions de Hutus, dont des milices responsables du génocide, fuirent vers le Zaïre. Ces réfugiés devinrent rapidement une menace pour le Rwanda nouvellement gouverné par le Front patriotique Rwandais (FPR), dominé par les Tutsis. En 1996, le Rwanda et ses alliés, notamment l'Ouganda, soutinrent Laurent-Désiré Kabila, un chef rebelle congolais, pour renverser Mobutu. Cette campagne éclair, connue sous le nom de Première Guerre du Congo, permit à Kabila de s'emparer du pouvoir en 1997, mais elle ne résolut aucun des problèmes structurels du pays. A peine installé au pouvoir, Kabila rompit ses alliances avec le Rwanda et l'Ouganda, craignant leur influence. Il tenta donc d'expulser les forces étrangères et se distancier des Tutsis qui avaient joué un rôle central dans sa montée au pouvoir. En réponse, en Aout 1998, des factions militaires congolaises soutenues par le Rwanda et l'Ouganda se rebellèrent contre lui, déclenchant la deuxième guerre du Congo.

Cependant, ce conflit dépassait largement la personne de Kabila. Le Congo est un trésor de ressources naturelles : cuivre, or, diamants, coltan, et autres minerais stratégiques indispensables à l'industrie technologique mondiale.

Ces richesses attisaient les convoitises des pays voisins et des multinationales. En vérité, la guerre était autant une lutte pour le pouvoir qu'une ruée vers les ressources. À son apogée, la guerre impliqua neuf pays africains. D'un côté, le Rwanda et l'Ouganda, rejoints plus tard par le Burundi, soutenaient des groupes rebelles comme le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et le Mouvement de libération du Congo (MLC). De l'autre, les alliés de Kabila comprenaient l'Angola, le Zimbabwe, le Tchad, la Namibie et le Soudan, chacun poursuivant ses propres intérêts. Les alliances étaient fluides et souvent contradictoires. Par exemple, le Rwanda et l'Ouganda, autrefois alliés, s'affrontèrent directement à Kisangani en 1999 et 2000, transformant la ville en champ de bataille sanglant. Ces querelles illustraient la complexité d'une guerre où les lignes de front étaient aussi mouvantes que les intérêts des acteurs.

Le bilan humain de la Deuxième Guerre du Congo est stupéfiant. **On estime que 5,4 millions de personnes sont mortes,** principalement des suites de la faim, des maladies et du déplacement forcé. **C'est plus que n'importe quel conflit depuis la Seconde Guerre mondiale.** Ces chiffres, cependant, ne racontent qu'une partie de l'histoire. Les femmes et les enfants furent les principales victimes. Le viol fut utilisé comme arme de guerre à une échelle effroyable, détruisant des communautés entières. Les enfants soldats, parfois âgés de seulement huit ans, furent enrôlés de force et traumatisés à vie. Et pourtant, malgré cette tragédie humaine, le conflit a reçu peu d'attention internationale. La guerre officiellement prit fin en 2003 avec la signature d'accords de paix et la formation d'un gouvernement de transition incluant les principaux groupes rebelles. Mais la paix reste toujours fragile.

- **Les acteurs de la guerre à l'Est de la RDC**

Les principaux acteurs de la guerre de l'Est de la République Démocratique du Congo sont de manière générale les forces gouvernementales de la RDC (FARDC), soutenues par les milices Wazalendo, le groupe rebelle M23, qui est soutenu par le Rwanda et l'Ouganda. D'autres acteurs incluent la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EACRF) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO), ainsi que des groupes armés locaux et des sociétés militaires privées.

2) Présentation et synopsis de Muganga

Afin d'arriver aux résultats escomptés, nous tenons à présenter deux films congolais mettant en avant la culture de la paix à travers le cinéma. Nous pensons que le cinéma est un outil efficace de prévention des conflits et contribuer à l'éducation à la paix auprès des congolais.

1) **Titre du film : « Muganga », l'homme qui soigne ; Réalisateur et Producteur :** Le film Muganga a été réalisée par Marie-Hélène Roux ; La productrice principale est Cynthia Pinet (à travers sa société Petites Poupées Production) ; La Coproduction a été faites par France 3 Cinéma et Scope Pictures

Les scénaristes sont Marie-Hélène Roux et Jean-René Lemoine. **Genre** : Le film Muganga est un long-métrage et est classé comme fiction/drame car il utilise la fiction pour raconter une histoire vraie, ce qui permet d'utiliser le langage du cinéma dont la mise en scène, l'interprétation, la construction narrative pour toucher émotionnellement le public et sensibiliser. **Durée :**

Le film a une durée de 1 heure et 45 minutes soit 105 minutes. **Année** : Le film Muganga est sortie en 2025 et sa sortie en salle en France a été faite le 24 septembre 2025.

En République Démocratique du Congo le film a été présenté le 5 octobre 2025 dans le cadre du Festival international du film francophone de Namur au Centre Culturel des pays d'Afrique Central. **Synopsis du film :** Articulé autour de deux acteurs principaux d'une grande intelligence, le film donne vie à une multitude de femmes au fil du récit, partageant une série de témoignages poignants (d'après un scénario co-écrit par la réalisatrice et **Jean-René Lemoine**) et une souffrance qui mine l'esprit de résilience qui anime l'hôpital Panzi.

Avec une clarté, une chaleur et une authenticité saisissantes, Marie-Hélène Roux dépeint ce microcosme médical où donner un sens à la vie est essentiel, par-delà les doutes et le désespoir (auxquels Mukwege n'échappe pas non plus, malgré sa foi). Le film n'atteint pas de sommets cinématographiques, mais il délivre un message puissant (« Comment fait-on face à tout cela ? » – « Je les soigne, mais elles me soignent aussi ») et rend un hommage poignant à ces femmes brisées et à cet homme dévoué à sa conscience, à sa cause et à son rôle de médecin (un Muganga). Un homme qui a soigné plus de 80 000 femmes ayant survécu à des violences sexuelles souvent atroces, un homme récompensé par le prix Nobel de la paix en 2018 et toujours en activité, mais aussi un homme prisonnier de l'enceinte de son hôpital, qu'il ne peut quitter que sous haute protection. Muganga est une production de Petites Poupées en Production en coproduction avec France3, CANEX Créations, KALLIOPE, Scope Pictures, la RBTF et Proximus. Tout au long de ce film, Denis Mukwege incarne le rôle d'un porte-parole d'une cause bouleversante, un homme qui honore inlassablement son serment médical, au péril de sa vie, et des dizaines de milliers de femmes victimes d'atrocités : tous ces

personnages sont au cœur du deuxième long métrage de la réalisatrice **Marie-Hélène Roux,** Muganga , qui a remporté trois prix (Prix du public, Prix du jury étudiant et Meilleur acteur) au Festival international du film francophone d'Angoulême et qui sortira en salles le 24 septembre, distribué par L'Atelier Distribution et avec le soutien **d'Angelina Jolie,** entre autres, en tant que productrice exécutive.

Nous sommes en 2011 à Bruxelles, et le docteur Denis Mukwege (**Isaach de Bankolé)** reçoit le Prix Roi Baudouin pour le développement international. Guy Cadière **(Vincent Macaigne**), chirurgien belge aventureux et inventif, présent dans la salle, est profondément touché et finit par prêter main-forte à Mukwege à l'hôpital Panzi de Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo. Là, au cœur d'une enceinte sécurisée et dans un climat menaçant, les deux hommes travaillent ensemble mais apprennent aussi à se connaître en essayant d'aider un cortège de femmes à se reconstruire après avoir été totalement détruites physiquement et psychologiquement. Ce film est un modèle de résilience et humanité, débats sur la paix et reconstruction sociale.

- **Cadre méthodologique**

Pour atteindre nos objectifs de recherche et valider nos hypothèses, nous avons opté pour l'analyse de contenu sous l'approche de Laurence Bardin. La définition du concept de l'analyse de contenu a changé dans le temps. Selon Bardin mais aussi Alabarello et Berelson définissait l'analyse de contenu comme "une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication (SABOURIN,2003, p.414).

Bien que cette définition était bien connue dans le milieu de la recherche, elle était considérée comme très limitée par les chercheurs postérieurs. Cette définition a été remplacée notamment du fait que les moyens de communication de masse et l'informatique ont beaucoup évolué et ont, entre autres, changé la manière de faire l'analyse de contenu.

Aujourd'hui la définition qui semble être généralement acceptée est que l'analyse de contenu est : "un ensemble de techniques d'analyse de communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des messages, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception (variables inférées) de ces messages".

- **Phase de l'analyse de contenu**

Selon Bardin, l'analyse de contenu se fait en suivant trois phases:

1. La pré-analyse
2. L'exploitation du matériel
3. Le traitement des résultats, l'inférence et l'interprétation

La première s'agit d'une phase d'organisation des idées qui consiste à choisir les documents à analyser, formuler des hypothèses et des objectifs et élaborer des indicateurs sur lesquels s'appuiera l'interprétation terminale. Il s'agit donc d'une phase qui nous permet de se familiariser avec les thèmes traités et les documents à disposition. L'exploitation du matériel est une phase qui "consiste essentiellement en opérations de codage, décompte ou énumération en fonction des consignes préalablement formulées".

Cela est une phase très dure à effectuer, mais nécessaire. Finalement, le traitement des résultats obtenus et l'interprétation consiste à donner un sens aux données qui ont été récoltées. De manière semblable Sabourin a structuré ces trois phases en les appelant : Constitution de la base de connaissance ; Description ; Formalisme de l'analyse. Ces trois phases ont été décrites à peu près de la même manière que Bardi, avec la différence que Sabourin a mis l'accent sur une séparation entre les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives. Bardin explique que l'analyse de contenu peut être vue comme "un outil avec plusieurs formes et adaptable à un champ d'application très étendu", c'est à dire que l'analyse de contenu peut être appliquée à tout ce qui relève de la communication (qui passe à travers le langage ou non), et que le type d'analyse qu'on va appliquer dépend de la nature de ce qu'on va analyser.

- **Cadre théorique**

Pour cet article, nous mobilisons la théorie socio-éducative et celle de la communication pour le changement de comportement social. Premièrement, la théorie socio-éducative désigne une approche interdisciplinaire qui combine la sociologie et l'éducation pour analyser l'apprentissage comme processus social et transformateur. Elle étudie l'éducation comme un phénomène social, analysant comment les institutions (comme l'école) et les interactions façonnent l'apprentissage, transmettent les normes et reproduisent (ou transforment) les structures sociales, en se concentrant sur la relation entre l'individu et la société, et sur l'impact de l'environnement social sur le développement des savoirs-etre, souvent à travers des approches comme le socioconstructivisme où

l'apprentissage est une constructions sociale collective. Elle désigne aussi un ensemble des courants des pensées qui analysent l'éducation non pas comme un simple transfert de connaissances, mais comme un phénomène social.

Selon le contexte, ce terme renvoie à deux grands piliers dont le socio-constructivisme (dans la compréhension de psychopédagogie) et la sociologie de l'éducation. En ce qui concerne notre mémoire, le pilier le plus important est le socio-constructivisme. Cette théorie a été principalement développée par le psychologue Lev Vigotski qui met en avant l'importance des interactions sociales dans le développement des connaissances.

Contrairement aux modèles qui considèrent l'apprentissage comme un processus individuel, cette approche soutient que les savoir émergent principalement à travers les échanges entre individus. Cette théorie repose sur l'idée que les connaissances ne sont pas seulement reçues passivement, mais construites activement en fonction du contexte et des interactions. Cette vision a eu à influencé les pratiques éducatives contemporaines en mettant l'accent sur l'importance des environnements collaboratifs.

- **Les principes du socio-constructivisme**

Le socio-constructivisme repose sur plusieurs principes fondamentaux dont : L'apprentissage par l'interaction sociale, c'est-à-dire que les individus apprennent en interagissant avec leurs pairs, leurs enseignants et leur environnement. Le rôle actif de l'apprenant, où l'élève n'est pas un simple récepteur d'informations, mais un acteur de son apprentissage, en explorant, questionnant et construisant ses propres connaissances.

La contextualisation des savoirs qui renvoi à ce que les connaissances prennent tout leur sens lorsqu'elles sont ancrées dans des situations réelles ou significatives. La zone proximale de développement (ZPD), un concept qui suggère l'apprentissage est optimal lorsque l'élève est guidé dans une tache qu'il ne peut accomplir seul mais qu'il peut réussir avec l'aide d'un adulte ou d'un pair plus expérimenté.

- **Pertinence pour l'étude**

Cette théorie, inspirée de Bandura, met l'accent sur l'apprentissage par observation (modélisation), les renforcements et l'auto-efficacité. Dans cette analyse, elle justifie comment les scènes de témoignage et de résilience modélisent des comportements positifs, encourageant les spectateurs à adopter des attitudes de paix et de soutien communautaire. Deuxièmement, la communication pour le changement social et comportemental (CCSC/ou CSC) vise à appliquer des techniques issues du marketing, de la mobilisation sociale et communautaire, des médias de masse, du divertissement, des actions de mobilisation et sensibilisation, de la communication interpersonnelle, des réseaux sociaux et d'autres approches de communication afin de contribuer à un changement social et individuel positif. Dans le cadre d'une stratégie CSC comportant plusieurs volets, ces différentes tactiques de communication stratégique sont des outils essentiels pour promouvoir l'action et créer un environnement qui la soutient.

- **Les bases de la communication pour le changement social et comportemental**

La CCSC est une approche du changement social et comportemental qui, pour une grande part, ne demande aucune explication.

La plupart d'entre nous connaissent les campagnes de marketing, de communication et d'information publique qui tentent de sensibiliser, de plaider en faveur du changement et d'influencer l'opinion publique.
Lorsqu'elles font partie d'une stratégie CSC comportant plusieurs volets, les communications stratégiques peuvent également stimuler un changement social et comportemental positif et mesurable. Qu'il s'agisse d'un engagement interpersonnel, d'un plaidoyer ciblé ou d'une mobilisation à plus grande échelle, les tactiques de communication doivent être éclairées par une base solide de données et de dialogues communautaires.
Les tactiques de communication comme celle-ci sont plus efficaces lorsqu'elles sont étroitement intégrées à d'autres approches du CSC.
Chacun d'entre nous réagit différemment à la communication. Vous devez tenir compte de tous les aspects du contexte géographique, social et économique lorsque vous décidez de votre stratégie de communication. La démographie, les niveaux d'alphabétisation, l'accès au numérique, la consommation des médias et la confiance détermineront la combinaison de tactiques de communication à employer et la façon dont vous les segmenterez. Plus vous aurez de données probantes sur lesquelles vous fonder, plus vos actions de communication stratégique seront efficaces.

- **Les objectifs sociaux et comportementaux**

Nous considérons souvent la communication comme le principal moyen de sensibilisation et de partage d'informations. Cependant, les communications stratégiques peuvent soutenir les stratégies CSC de bien d'autres manières.
Elles peuvent encourager l'engagement communautaire, influencer les normes sociales, soutenir les actions de

plaidoyer politique, promouvoir l'utilisation des services, atteindre les populations mal desservies, favoriser un environnement médiatique qui résonne avec l'engagement en aval, et bien plus encore. Réfléchissez à une association de tactiques CSC qui se complètent et soutiennent les objectifs sociaux et comportementaux que vous souhaitez atteindre. La CCSC a recours à une large palette d'outils et de méthodes pour communiquer avec chaque groupe et recevoir en retour des informations, des contributions et des commentaires. Une CCSC efficace repose sure: Des objectifs de changement social et comportemental. La CCS vise à modifier les connaissances, les attitudes et les pratiques des groupes participants ainsi qu'à stimuler le changement social au niveau local et national ; L'envoi de messages sur mesure. L'ensemble des messages et produits créatifs diffusés par l'intermédiaire de canaux interpersonnels, de groupes et de médias de masse doit se fonder sur des connaissances des membres de la communauté que vous souhaitez impliquer dans le processus; Une communication bidirectionnelle.
Une CCSC de haute qualité nécessite des flux de communication bidirectionnels pour obtenir des retours d'information et des suggestions d'améliorations faites par les membres de la communauté; Des systèmes de mesure. Le suivi des changements d'attitudes et de comportements permet de mesurer l'impact des communications décrites par les objectifs du programme.

- **Approche de la communication pour le changement de comportement (CCC)**

La communication de changement de comportement est un processus intégré et à plusieurs niveaux d'interactions ayant pour objet de développer des messages et approches de communication en

utilisant une variété de canaux et de stratégies pour atteindre les audiences cibles.

C'est un processus interactif et participatif, à double vie. Elle permet d'échanger des informations, des idées, des connaissances, des opinions et des décisions et de favoriser des changements durables de comportement ou l'adoption de comportements nouveaux en vue d'améliorer une situation donnée.

- **Buts**

Le Changement de comportement d'un individu est donc caractérisé par la modification d'une action ou d'une façon de se comporter. La communication pour le changement de comportement consiste à travailler avec des personnes et leur communauté pour : Une amélioration des connaissances; Une stimulation du dialogue au sein des communautés ; Une promotion du changement d'attitude indispensable ; Promouvoir des comportements sains compatibles avec leurs conditions de vie ; Exploiter de multiples canaux de communication et diverses approches; Encourager les comportements bénéfiques et chercher à induire des changements de comportements durables au niveau de l'individu, de la communauté et de la société.

- Etc.
- **Principes de la CCC**

La CCC comporte des principes dont voici quelques-uns :

- Elle doit être faite par le biais d'un travail de proximité ;
- Elle doit cibler les périodes bien définies, c'est-à-dire propices pour joindre les groupes ciblés ;

- Elle doit faire appel à la participation active de groupes et des personnes influentes de la communauté ; □ Elle prévoit la rechute.

- **Approche en matière de communication pour le changement de comportement**

Nous avons deux approches en matière de communication de changement de comportement à savoir :

- La segmentation et le choix du public cible
- L'identification des objectifs

a) La segmentation et le choix du public cible

Elle consiste à découper un public cible donné en groupe homogène afin de leur adresser des messages spécifiques et adaptés. Elle peut se faire sur base des critères suivants:

- Âge ;
- Sexe ;
- Niveau de formation ;
- Statut social ;
- Attitudes ;
- Le comportement attendu.

a. Objectifs de la communication pour le changement de comportement

Une bonne communication pour le changement de comportements recherche à :

- *Inspirer la Confiance* en créant le dialogue avec les communautés ;
- *Gérer les attentes* en écoutant et comprenant les comportements et les besoins psychologiques et matériels ;
- *Assurer l'adhésion* en proposant des solutions qui auront un impact sur le comportement déviant ou à corriger.

- **Les techniques de la CCC**

Pour parvenir à des résultats efficaces, la communication pour le changement de comportement se sert de quatre techniques :

- La causerie éducative ;
- Le counseling ;
- Le théâtre-forum ;
- Le ciné-débats.

Pertinence de la CCSC dans cette recherche

Cette théorie utilise des messages ciblés via les médias narratifs pour transformer les normes, attitudes et pratiques. Elle nous aide à expliquer l'impact des dialogues interculturels et messages d'espoir stimulant un engagement collectif contre la violence.

- **Justification et analyse de contenu du film Muganga**

Le champ d'application de l'analyse de contenu est extrêmement vaste car il s'intéresse à toute communication, c'est-à-dire à tout transport de signification d'un émetteur à un récepteur.

Ses applications incluent l'étude des représentations sociales et l'évaluation de discours. Cette méthode peut être à la fois descriptive et interprétative, intégrant des techniques quantitatives et qualitatives pour analyser des données variées, comme des entretiens ou des documents écrits.

❖ **Les objectifs de l'analyse de contenu**

On peut distinguer quatre objectifs principaux:

- Identifier des modèles et des thèmes: elle permet de déceler des motifs récurrents dans les données textuelles, audio ou visuelles. Cette méthode, connue sous le nom d'analyse thématique, est utilisée pour explorer des phénomènes sociaux à travers des

données comme des entretiens, des groupes de discussion ou des texte;

- Comprendre le sens: l'objectif est d'interpréter et de rendre explicite le contenu d'un message, en réduisant sa complexité;
- Évaluer la communication: elle aide à analyser comment des sujets sont présentés dans les médias et à explorer les tendances sociales;
- Mesurer des occurrences: utilisée pour quantifier des données, elle permet d'établir des relations entre différentes variables.

❖ **L'interprétation des résultats et rapport de synthèse**

L'analyse peut aller au-delà des résultats statistiques de l'étape précédente pour dégager le contenu latent de la communication, susceptible de rendre compte ou d'expliquer globalement l'intégrité du discours recueilli, en s'appuyant sur des théories préexistantes ou en construisant son propre mode interprétatif.

Le rapport d'analyse ne peut se limiter aux seules conclusions interprétatives: à partir de l'exploitation systématique des tableaux de codage, l'analyse doit pouvoir justifier les interprétations qu'il propose.

❖ **Outils et techniques**

- Transcription: convertir les données orales en texte pour une analyse approfondie;
- Codage: classifier les données selon des catégories thématiques;
- Analyse qualitative: utiliser des méthodes comme l'analyse thématique ou l'analyse narrative pour interpréter les données.

- L'analyse de discours est une approche riche et complexe qui permet d'explorer comment le langage façonne notre compréhension du monde. En se concentrant sur les interactions entre langage, pouvoir et société, cette méthode offre des perspectives profondes sur les dynamiques sociales et culturelles.

❖ **La structuration de l'analyse du discours**

D'après le précurseur Laurence Bardin, l'analyse du discours est une méthode multidisciplinaire qui étudie les discours oraux et écrits en tenant compte de leur contexte socioculturel. Elle s'intéresse à la structure, à la langue et aux relations de pouvoir qu'un discours peut véhiculer. Elle se décline décline essentiellement en deux parties à savoir:

- Descriptive: analyse la structure et le fonctionnement du discours.
- Critique: évalue les implications sociales et idéologiques.

En intégrant des concepts de linguistique, sociologie et philosophie, elle permet d'explorer comment le langage façonne et reflète la réalité.

Suivant le raisonnement logique de Laurence Bardin, l'analyse de contenu n'est pas le résumé d'un film mais une simple opinion personnelle. C'est donc une méthode systématique qui permet de décrire le contenu du message (le film), de classer ce en catégories et d'interpréter ces catégories pour produire du sens scientifique. Dans cette recherche, nous considérons le film Muganga comme un discours social audiovisuel.

❖ **Pré-analyse du film Muganga**

- **Constitution du corpus**

Le corpus de cette analyse est constitué exclusivement du film Muganga dans son intégralité. Nous avons porté le choix sur ce film car étant

observateur de la société congolaise, nous trouvons qu'il met en avant la réalité et les conflits sociaux mais aussi par son traitement des thématiques liées aux conflits communautaires, à la violence et offre des ouvertures de réconciliation ainsi que des mécanismes de résolution pacifiques.

- **Lecture flottante (Visionnage)**

Cette étape a consisté en un visionnage global et libre du film, nous avons donc regardé le film Muganga à 5 reprises précisément. Nous l'avons réalisé sans grille d'analyse rigide au départ car elle nous a permis de dégager les grandes lignes du récit à travers chaque séquence importante mettant en avant les personnages principaux, les situations des conflits, les scènes de violence, les scènes de dialogue, les scènes de réconciliation ainsi que les messages dominants liés à la paix et la justice. C'est une étape qui permet donc d'identifier les thématiques dominantes et de dégager les axes d'analyses.

- **Formulation des hypothèses et objectifs d'analyse**

A l'issue de la pré-analyse, nous stipulons que le film Muganga utilise le langage cinématographique comme un outil de dénonciation de la violence et surtout comme un moyen de promotion des valeurs de paix, de dialogue et de réconciliation dans la société congolaise. Ainsi, sa contribution dans la culture de paix se fait à travers la dénonciation des effets destructeurs de la violence en valorisant le dialogue.

- **L'exploitation du matériel**
- **Définition des unités d'analyse**

Conformément et étant fixé à la méthode de Laurence Bardin, les unités d'analyses que nous

retenons en fonction de leur pertinence par rapport au thème de la culture de paix dans notre mémoire sont : les scènes significatives, les dialogues, les comportements des personnages ainsi que des symboles visuels et sonores. Ces différents éléments constituent les unités d'enregistrements et de l'autre côté les unités de contexte sont constitués des séquences narratives et des situations des conflits ou de paix.

- **Elaboration des catégories d'analyse**

Après un très long visionnage de plusieurs jours, nous avons construits les catégories d'analyse de manière thématique à partir du contenu du film et elles se présentent sur :

- La violence et le conflit
- Les causes sociales et culturelles du conflit
- La souffrance humaine et ses conséquences
- Le dialogue et la médiation
- La réconciliation et valeurs de paix

Temps indicatifs	**Description de la scène**	**Unité d'enregistrement**	**Catégorie d'analyse**	**Justification du codage**	**Code**
00:02 - 00:07	Présentation d'un climat de tension dans la communauté	Séquence narrative	La violence et le conflit	Mise en place immédiate du conflit par une scène violente	C1
00:10 - 00 :15	Introduction du docteur	Séquence narrati	Causes sociales et	Présentation du décor et	C2

	Denis Mukwege et du contexte congolais	ve	culturelles du conflit	des facteurs sociaux historiques du conflit	
00 :17 - 00 :25	Présentation et arrivée à l'hôpital de Panzi	Séquence narrative	La souffrance humaine et ses conséquences	Mise en lumière des victimes	C3
00 :26 - 00 :34	Rencontre entre le Docteur Denis Mukwege et Guy Cadière (chirurgien Belge)	Séquence narrative	Le dialogue et la réconciliation	Mise en avant du dialogue interculturel et la collaboration médicale	C4
00 :35 - 00 :44	Le témoignage des certaines Femmes survivantes	Séquence narrative	La souffrance humaine et ses conséquences	Les voix des victimes et des violences	C3
00 :45	Les	Séquen	La	Les	C1

- 00 :56	tensions internes à l'hôpital et des confrontations morales	ce narrative	violence et le conflit	conflits éthiques et émotionnels	
00 :57 - 01:06	Echanges sur la stratégie de prise en charge et de la communication avec la communauté	Séquence narrative	Le dialogue et médiation	Le processus de décision et négociation au niveau local	C5
01 :07 - 01:15	Surgissement de la crise (violence dans la région)	Séquence narrative	La violence et le conflit	Un retour de la violence externe causant un impact négatif	C1
01:16 - 01:25	Quelques initiatives de paix et	Séquence narrative	Réconciliation et valeurs de paix	Mise en avant des actions de paix	C6

	mobilisation des patientes				
01:26 -01 : 36	Message du Docteur Denis Mukwege et message d'espoir	Séquence narrative	Réconciliation et valeur de paix	Message de paix et de reconstruction	C6
01 :37 - 01 :43	Scènes de résilience	Séquence narrative	Réconciliation et valeurs de paix	Illustration de la résilience de la communauté	C6

-

Analyse thématique et interprétative des données

Ici, nous disons que la synthèse thématique de notre tableau révèle une progression narrative du conflit à la résilience sur le rôle du Docteur Denis Mukwege.

- **Exploration des codes et décompte des unités**

Nous avons fait la répartition des codes de la manière selon : C1 (violence/conflit) 3 unités dont (00 :02-00 :07, 00 :45-00 :56, 01 :07-01 :15), C3 (souffrance humaine) : 2 unités ; C6 (réconciliation/paix) 3 unités ; C2 (causes sociales), C4 (dialogue interculturel), C5 (médiation locale) : 1 unité chacun. Ainsi, la durée totale couverte est de plus ou moins 1h41 avec les violences/les conflits à 30%, la culture de paix plus ou moins à 45% et la souffrance à plus ou moins 25%.

- **Traitement et hiérarchisation thématique**

Thèmes principales	Codes associés	Fréquence	Evolution chronologique
Conflit et violence	C1(3), C2 (1)	4/12	Un début dominant
Souffrance et impacts	C3(2)	2/12	Humanisation des victimes
Dialogue et transition	C4(1), C5 (1)	2/12	Pivot central
Résilience et paix	C6(3)	3/12	Fin ascendante

- **Interprétation des résultats**

Après cette analyse des résultats, nous disons que les thèmes forment un arc narratif (conflit-crise-résolution), où le dialogue (C4/C5) agit comme médiateur entre souffrance (C3) et paix (C6), aligné sue les théories socio-éducatives et de communication pour le changement de comportement social. Ceci milite pour la construction d'une culture de paix et pour les droits humains en République Démocratique du Congo en exposant les violences et valorisant la résilience.

- **Discussions des résultats**

Les résultats de notre analyse confirment l'hypothèse principale disant que le film Muganga dénonce la violence via un arc narratif (C1/C2) dominant au début avec 30 à 35 minutes du temps tout en promouvant le dialogue et la paix (C4/C5/C6) à 45% tout cela sous l'approche de Laurence Bardin.

Ainsi, la progression du conflit-souffrance-résilience (C1-C3-C6) reflète la théorie socio-éducative de Bandura et la

Communication pour le changement social, où les narrations visuelles transforment les normes sociales en République Démocratique du Congo. Théoriquement cet article enrichit l'analyse cinématographique en culture de paix et pratiquement, ceci est un modèle pour des campagnes antiviolences avec des recommandations pour l'éducation en zones conflictuelles.

Bibliographie

Articles et rapports (style APA 7)

- Autesserre, S. (2010). *The trouble with the Congo: Local violence and the failure of international peacebuilding*. Cambridge University Press.
- Nzongola-Ntalaja, G. (2010). *The Congo from Leopold to Kabila: A people's history*. Zed Books.
- Reyntjens, F. (2009). *The great African war: Congo and regional geopolitics, 1996–2006*. Cambridge University Press.
- Sabourin, E. (2003). *[Titre de l'article]*. *[Nom de la revue ou de l'ouvrage collectif]*.
- UNESCO. (1996). *Notre diversité créatrice*. UNESCO.
- UNESCO. (s.d.). *Programme culture et paix*. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
- UNICEF. (s.d.). *[Titre de l'article]*. https://www.unicef.org
- Voice of America. (2025). *[Titre de l'article]*. https://www.voanews.com

Par Nelson NLANDU MANDELA

XIX. LE GOUVERNEMENT SUMINWA 2 : UNE STRUCTURE ELEPHANTESQUE POUR QUELS RESULTATS ATTENDUS ?

Par CT Master Faustin NGENDAHIMANA HABIMANA, Politologue, Chercheur universitaire et acteur du monde associatif

1. INTRODUCTION

Dans le contexte politique et constitutionnel particulier de la République Démocratique du Congo, il est de coutume qu'à l'issue des élections générales, un nouveau gouvernement soit mis en place dans le but non seulement de mettre en exécution la vision du nouveau Chef de l'Etat élu mais aussi de réaliser " les services publics " à base communautaire- qu'ils soient politiques, économiques ou sociaux-portés par la nouvelle classe politique incarnée par le nouveau régime. Le nouveau gouvernement souvent dit " légitime "car issu des élections générales ou partielles peut être remanié selon qu'il s'agit de l'évolution du contexte socio-politique du moment, selon qu'il s'agit de la réorientation de la vision du Chef de l'Etat au regard des objectifs assignés au départ ou selon qu'il s'agit de l'évaluation positive et/ou négative de son bilan. C'est dans ce contexte que le gouvernement de la R D Congo issu des élections de décembre 2023 dirigé par Madame

SUMINWA TULUKA Judith a subi une redirection ou mieux un remaniement pour donner place à sa deuxième version dite "Gouvernement Suminwa 2" mis e place le 07/08/2025.

2. COMPOSITION

Au regard de dispositions légales instituant cette structure, le gouvernement SUMINWA2 est composé d'une équipe d'hommes et femmes aux noms et fonctions suivants :

- Madame Judith SUMINWA TULIKA: Premier ministre
- Jacquemin SHABANI LUKOO BIHANGO: Vice-Premier ministre, ministre de l'intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières ;
- Jean-Pierre BEMBA GOMBO : Vice-premier ministre, ministre de transport, voies de communication et désenclavement ;
- Guy KABOMBO MUADIAMVITA : Vice-premier ministre, ministre de la défense nationale et anciens combattants ;
- Daniel MUKOKO SAMBA : Vic-premier ministre, ministre de l'économie nationale,
- Adolphe MUZITO FUMUTSI : Vice-premier ministre, ministre du budget,
- Jean-Pierre LIHAU EBUA : Ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, modernisation de l'administration et innovation du service public,
- Guillain NYEMBO KAZADI : Ministre d'Etat, ministre du plan et de la coordination de l'aide au développement,
- MUHINDO NZANGI BUTONDO : Ministre d'Etat, ministre de l'agriculture et sécurité alimentaire ;
- Thérèse KAIKWAMBA WAGNER : Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, coopération internationale et diaspora ;

- Guillaume NGEFA ATONDOKO: Ministre d'Etat, ministre de la justice et garde des sceaux[216] ;
- Raissa MALU DINANGA : Ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté ;
- Marc EKILA : Ministre d'Etat, ministre de la formation professionnelle ;
- Grégoire MUTSHIAL : Ministre d'Etat, ministre du développement rural ;
- Jean-Lucien BUSSA Guy LOANDO MBOYO : Ministre d'Etat, ministre de l'aménagement du territoire ;
- Eve BAZAIBA MASUDI : Ministre d'Etat et ministre des affaires sociales, actions humanitaires et solidarité nationale ;
- Alexis GISARO MUVUNYI : Ministre d'Etat, Ministre de l'urbanisme et habitat ;
- O'NEGE NSELE MPIMPA : Ministre d'Etat, ministre des affaires foncières ;
- Doudou FWAMBA LUKUNDE : Ministre des finances ;
- Jon BANZA LUNDA : ministre des infrastructures et travaux publics ;
- Louis KABAMBA WATUM : Ministre des mines ;
- Augustin KIBASSA MALIBA : Ministre de l'économie numérique ;
- Aimé BOJI SANGARA[217] : Ministre de l'industrie ;
- Justin KALUMBA MWANA : Ministre de l'entreprenariat et;
- Guy LOANDO MBOYO : Ministre des relations avec le parlement ;

[216] Il a remplacé Constant MUTAMBA démissionnaire en juin 2025 et actuellement en prison pour faits de corruption

[217] Devenu plus tard Président de l'Assemblée Nationale

- Aimé MOLENDO SAKOMBI : Ministre des ressources hydrauliques et électricité ;
- Marie NYANGE NDAMBO : Ministre de l'environnement et de développement durable ;
- Acacia BANDUBOLA MBONGO : Ministres des hydrocarbures ;
- Ferdinand MASSAMBA : Ministre de l'emploi et travail ;
- Samuel MBEMBA KABUYA : Ministre des droits humains ;
- Samuel Roger KAMBA MULANDA : Ministre de la santé publique, hygiène et prévoyance sociale ;
- Safi SOMBO AYANNE : Ministre de l'enseignement supérieur et universitaire, de la recherche scientifique et innovations;
- José MPANDA KABANGU : Ministre des postes, télécommunications et numérique ;
- Julie MBUYI SHIKU : Ministre du portefeuille ;
- Julien PALUKU KAHONGYA : Ministre du commerce extérieur ;
- Floribert ANZULUNI : Ministre de l'intégration régionale;
- Patrick MUYAYA KATEMBWE : Ministre de la communication, médias et porte-parole du gouvernement ;
- Marc EKILA LIKOMBIO : Ministre de la formation professionnelle ;
- Micheline OMBAYE KALAMA : Ministre du genre, famille et enfants ;
- Jean-Pierre TSHIMANGA BUANA : Ministre de la pèche et élevage ;
- Yolande ELEBE MA NDEMBO : Culture de la culture, arts et patrimoine ;
- Didier MAZENGA MUKANGU: Ministre du tourisme ;

- Didier BUDIMBU NTUBUANGA : Ministre des sports et loisirs ;
- Grâce EMIEE KUTINO : Ministre de la jeunesse et éveil patriotique ;
- Crispin MBADU : Ministre délégué près le ministre des affaires étrangères en charge de la francophonie ;
- Angèle BANGASA : Ministre délégué près le ministre de l'uranisme et habitant en charge de la politique de la ville ;
- Arlette BAHATI : Ministre déléguée près le ministre de l'environnement chargée de la nouvelle économie du climat ;
- Irène ESAMBO DIATA : Ministre déléguée près le ministre des affaires sociales en charge des personnes vivant avec handicap ;
- Eliezer NTAMBWE : Ministre délégué à la défense nationale chargé des anciens combattants ;
- Eugénie TSHIELA KAMBA : Vice-ministre de l'intérieur, sécurité et décentralisation ;
- Noëlla AYAGANAGATO : Vice-ministre des affaires étrangères ;
- Samuel MBEMBA KABUYA : Vice-ministre de la justice et contentieux international ;
- Elysée BOKUMWANA MAPOSO : Vice-ministre du budget ;
- Gracia YAMBA KAZADI: Vice-ministre des finances ;
- Théodore KAZADI : Vice-ministre de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté ;
- MWAMI NDEZE KATUREBE Jean-Baptiste : Vice-ministre des affaires coutumières.

A titre de rappel, le gouvernement Suminwa1 était composé par l'équipe suivante[218]:

- Madame Judith SUMINWA TULIKA: Première ministre
- Jacquemin SHABANI LUKOO BIHANGO: Vice-Premier ministre, ministre de l'intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières ;
- Jean-Pierre BEMBA GOMBO : Vice-premier ministre, ministre de transport, voies de communication et désenclavement ;
- Guy KABOMBO MUADIAMVITA : Vice-premier ministre, ministre de la défense nationale et anciens combattants ;
- Daniel MUKOKO SAMBA : Vic-premier ministre, ministre de l'économie nationale,
- Jean-Pierre LIHAU EBUA : Vice-premier ministre, ministre de la fonction publique, modernisation de l'administration et innovation du service public,
- Guylain NYEMBO MBWIZYA : Vice-premier ministre, ministre du plan et de la coordination de l'aide au développement,
- Grégoire MUTSHAIL MUTOMB KANGAJI : Ministre d'Etat, ministre de l'agriculture et sécurité alimentaire ;
- Thérèse KAIKWAMBA WAGNER : Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, coopération internationale et francophonie ;
- Constant MUTAMBA TUNGUNGA : Ministre d'Etat, ministre de la justice et garde des sceaux ;
- Raissa MALU DINANGA : Ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté ;

[218] Ordonnance N° 24/039 DU 28 MAI 2024 PORTANT NOMINATION DES VICES-PREMIERS MINISTRES, DES MINISTRES D'ETAT, DES MINISTRES, DES MINISTRES DELEGES ET DES VICE-MINISTRES

- Eve BAZAIBA MASUDI : Ministre d'Etat, ministre de l'environnement et de développement durable ;
- Alexis GISARO MUVUNYI : Ministre d'Etat, ministre des infrastructures et travaux publics ;
- Aimé BOJI SANGARA : Ministre d'Etat, ministre du budget;
- Acacia BANDUBOLA MBONGO : Ministre d'Etat, ministre des affaires foncières ;
- MIHINDO NZANGI : Ministre d'Etat, ministre du développement rural ;
- Guy LOANDO MBOYO : Ministre d'Etat, ministre de l'aménagement du territoire ;
- Doudou FWAMBA LUKUNDE : Ministre des finances ;
- Louis KABAMBA MATUM : Ministre de l'industrie et de développement des petites et moyennes entreprises, et petites et moyennes industries ;
- Teddy LWAMBA MUBA : Ministre des ressources hydrauliques et électricité ;
- KIZITO PAKABOMBA KAPINGA MULUME : Ministre des mines ;
- Aimé MOLENDO SAKOMBI : Ministres des hydrocarbures ;
- Ephraim AKWAKWA NAMETU : Ministre de l'emploi et travail ;
- Crispin MBADU PHANZU : Ministre de l'urbanisme et habitat ;
- Chantale CHAMBU MWAVITA : Ministre des droits humains ;
- Samuel Roger KAMBA MULANDA : Ministre de la santé publique, hygiène et prévoyance sociale ;
- Safi SOMBO AYANNE : Ministre de l'enseignement supérieur et universitaire ;

- Gilbert KABANDA KARHENGA : Ministre de la recherche scientifique et innovation technologique ;
- Augustin KIBASA MALIBA : Ministre des postes, télécommunications et numérique ;
- Jean-Lucien BUSSA TONGBA : Ministre du portefeuille ;
- Nathalie MUNANA AZIZA : Ministre des affaires sociales, actions humanitaires et solidarité nationale ;
- Julien PALUKU KAHONGYA : Ministre du commerce extérieur ;
- Didier MAZENGA MUKANZU Ministre de l'intégration régionale ;
- Patrick MUYAYA KATEMBWE : Ministre de la communication, médias et porte-parole du gouvernement ;
- Marc EKILA LIKOMBIO : Ministre de la formation professionnelle ;
- Léonie KANDOLO OMOYI : Ministre du genre, famille et enfant ;
- Jean-Pierre TSHIMANGA BUANA : Ministre de la pèche et élevage ;
- Yolande ELEBE MA NDEMBO : Culture de la culture, arts et patrimoine ;
- Didier MPAMBIA MUSANGA : Ministre du tourisme ;
- Didier BUDIMBU NTUBUANGA : Ministre des sports et loisirs ;
- Noëlla AYEGANAGATO NAKWIPONE : Ministre de la jeunesse et éveil patriotique ;
- Bestine KAZADI DITABALA : Ministre délégué près le ministre des affaires étrangères en charge de la coopération internationale et francophonie ;

- Didier TENGE TE LITHO : Ministre délégué près le ministre de l'uranisme et habitant en charge de la politique de la ville ;
- Stéphanie MBOMBO MUAMBA : Ministre déléguée près le ministre de l'environnement et de développement durable en charge de la nouvelle économie du climat ;
- Irène ESAMBO DIATA : Ministre déléguée près le ministre des affaires sociales en charge des personnes vivant avec handicap ;
- Eugénie TSHIELA KAMBA : Vice-ministre de l'intérieur, sécurité et décentralisation ;
- Gracia YAMBA KAZADI : Vice-ministre des affaires étrangères ;
- Samuel MBEMBA KABUYA : Vice-ministre de la justice et contentieux international ;
- Elysée BOKUMWANA MAPOSO : Vice-ministre du budget ;
- O 'Neige NSELE MPIMPA : Vice-ministre des finances ;
- Samy ADUBANGO AOWOTHO : Vice-ministre de la défense nationale et anciens combattants ;
- Jean-Pierre KAZAMUDRU MUSISIRI : Vice-ministre de l'éducation nationale et nouvelle citoyenneté ;
- Godard MOTEMONA GIBOLUME : Vice-ministre des mines ;
- Wivine MOLEKA NSOLO : Vice-ministre des hydrocarbures ;
- MWAMI NDEZE KATUREBE Jean-Baptiste : Vice-ministre des affaires coutumières.

NB : Ce gouvernement n'avait fait qu'une année, deux mois et 13 jours.

3. ANALYSE STRUCTURALE ET FONCTIONNELLE

En faisant une lecture numérique de la structure du gouvernement Suminwa2, nous remarquons qu'il est composé de 54 membres dont 37 hommes et 17 femmes.

Le gouvernement Suminwa2 nommé le 07/07/2025 est entré en fonction selon le calendrier de remise et reprise suivant :

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Le Secrétaire Général du Gouvernement

Kinshasa, le 09 AOUT 2025

PROGRAMME DES CEREMONIES DE REMISE ET REPRISE ENTRE LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT ENTRANTS ET SORTANTS

MARDI 12 AOUT 2025

N°	Nom et Post - nom	Membres du Gouvernement Entrants/Permutés	Membres du Gouvernement Sortants/Permutés	Heure	Superviseurs
1.	Adolphe MUZITU FUMUTSHI	Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget	S.E. Aimé BOJI SANGARA BAMANYIRE	09h00 à 11h00	Jean Albert EKUMBAKI OMBATA, Secrétaire Général du Gouvernement
2.	S.E. MUHINDO NZANGI BUTONDO	Ministre d'Etat, Ministre de l'Agriculture et Sécurité Alimentaire	S.E. Grégoire MUTSHAIL MUTOMB K.	09h00 à 11h00	Secrétaire Général à l'Agriculture et Sécurité Alimentaire
		Ministre d'Etat, Ministre du Développement Rural		12h00 à 13h00	Secrétaire Général au Développement Rural
3.	S.E. Marie NYENGE NGAMBO	Ministre de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat	S.E. Eve BAZAIBA MASUDI	09h00 à 11h00	Secrétaire Général à l'Environnement et Développement Durable
4.	S.E. Ariette BAHATI TITO	Ministre Déléguée près le Ministre de l'Environnement et Développement Durable en charge de la Nouvelle Economie du Climat		09h00 à 11h00	Secrétaire Général à l'Environnement et Développement Durable

7ème niveau de l'Immeuble du Gouvernement, Place le Royal, Kinshasa-Gombe
•Téléphone : 0829102789 •Email : kalakamokonzi@aggrdesngo.cd

5.	S.E. Micheline OMBAYE KALAMA	Ministre du Genre, Famille et Enfant	S.E. Léonnie KANDOLO OMOYI	09h00 à 11h00	Secrétaire Général au Genre
6.	S.E. Grace KUTINO	Ministre de la Jeunesse	S.E. Noella AYEGANAGATO NAKWIPONE	10h00 à 12h00	Secrétaire Général à la Jeunesse
7.	S.E. N'SELE MIMPA O'NEIGE	Ministre des Affaires Foncières	S.E. Acacia BANDUBOLA MBONGO	10h00 à 12h00	Secrétaire Général aux Affaires Foncières
8.	S.E. John BANZA LUNDA	Ministre des Infrastructures et Travaux Publics	S.E. Alexis GISARO MUVUNYI	11h00 à 13h00	Secrétaire Général aux Infrastructures et Travaux Publics
9.	S.E. Justin KALUMBA MWANA NGONGO	Ministre de l'Entrepreneuriat et Développement des Petites et Moyennes Entreprises	S.E. Louis WATUM KABAMBA	11h00 à 13h00	Secrétaire Général à l'Entreneuriat
10.	S.E. Aimé BOJI SANGARA BAMANYIRE	Ministre d'Etat, Ministre de l'Industrie			Secrétaire Général à l'Industrie
11.	S.E. Floribert ANZULUNI MAVATIKU TAMBO	Ministre de l'Intégration Régionale	S.E. Didier MAZENGA MUKANZU	13h00 à 15h00	Secrétaire Général à l'Intégration Régionale
12.	S.E. Julie MBUYI SHIKU	Ministre du Portefeuille	S.E. Jean Lucien BUSSA TONGBA	13h00 à 15h00	Secrétaire Général au Portefeuille
13.	S.E. Eve BAZAIBA MASUDI	Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale	S.E. Nathalie AZIZA MUNANA	13h00 à 15h00	Secrétaire Général aux Affaires Sociales
14.	S.E. Angèle BANGASA YOGO	Ministre Déléguée près le Ministre de l'Urbanisme et Habitat en charge de la Politique de la Ville	S.E. Didier TE LITHO TENGE BUNDU	13h00 à 15h00	Secrétaire Général à l'Urbanisme et Habitat
15.	S.E. Guillaume NGEFA ATONDOKO	Ministre d'Etat, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux	S.E. Samuel MBEMBA KABUYA	14h00 à 16h00	Jean Albert EKUMBAKI OMBATA, Secrétaire Général du Gouvernement
16.	S.E. Ferdinand MASSAMBA WA MASSAMBA	Ministre de l'Emploi et Travail	S.E. Ephraim AKWAKWA NAMETU	14h00 à 16h00	Secrétaire Général à l'Emploi et Travail

17.	S.E. MPANDA KABANGU José	Ministre des Postes et Télécommunications	S.E. Augustin KIBASSA-MALIBA LUBALALA	15h00 à 17h00	Secrétaire Général aux Postes

Kinshasa, le 09 AOUT 2025

Jean Albert EKUMBAKI OMBATA

AComparativement au gouvernement Suminwa1, celui-ci compte une première ministre, 6 vice-premiers ministre, 12 ministres d'Etat, 24 ministres, 5 ministres délégués et 6 vice-ministres.
Au terme de l'article 14 de la Constitution de la RD Congo[219] à ses alinéas 4 et 5 stipulant que " … *La femme a droit à une représentation équitable au sein des institutions nationales, provinciales et locales. L'Etat garantit la mise en œuvre de la parité homme-femme dans lesdites institutions*", nous réalisons que l'aspect genre souvent assimilé à la parité ou l'inclusion des femmes dans la gestion des affaires publiques a été respecté à 31,4%, ce qui ce qui est satisfaisant au regard des prescrits constitutionnels quand bien même le choix et l'inclusion de femme dans la gestion des affaires publiques relèvent de la subjectivité selon le clientélisme et les arrangements à la congolaise.

Comparaison faite, nous faisons la lecture critique suivante :
La promesse faite par le Président de la République Felix Tshisekedi de réduire la taille du gouvernement pour faire de ce dernier une structure gouvernementale resserrée et répondant aux besoins de cohésion nationale et d'épargne de moyens de l'Etat n'a pas été sérieusement respectée car la taille du nouveau gouvernement n'a pas sensiblement été réduite. Du gouvernement Suminwa1 de 55 membres au gouvernement Suminwa2 de 54 membres, il n'y a pas une réduction mai augmentation d'un membre, ce qui ne respecte nullement l'honneur de la parole donnée. Le

[219] Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la RD Congo

démembrement de certains ministères ou leur émiettement en plusieurs structures à caractère ministériel n'a répondu à aucun critère de rationalité mais visiblement au fait qu'il fallait satisfaire les acteurs politiques ou du moins les amis proches de la famille présidentielle à travers le parti politique UDPS[220] ou de la famille biologique du Chef de l'Etat (sa mère Marthe KASALU TSHISEKEDI étant souvent pointée du doigt dans son rôle de parrainage de certaines personnalités pour accéder à des hautes fonctions pourtant elle-même ne jouant aucun rôle officiel dans la sphère politique du pays).

Cet émiettement de certains ministères crée des soucis majeurs qu'il s'agisse du chevauchement d'attributions et la confusion de l'exécution des taches particulières pour chaque ministère selon le cas sans oublier les dépenses doubles quant au payement des émoluments et la prise en charge des missions de plusieurs ministres à l'intérieur comme à l'exténuer du pays pour des taches qui devraient être regroupées en un seul portefeuille. C'est le cas par exemple des ministères comme celui des Affaires Etrangères et de la coopération internationale, me ministère délégué aux affaires étrangères chargé de la francophonie et de la diaspora, le ministère de l'intégration régionale, le vice-ministère des affaires étrangères sans oublier qu'à la Présidence de la République il y a un Haut représentant du Chef de l'Etat auprès de la Francophonie déjà en fonction. Toutes ces structures devaient être fusionnées en un seul ministère pour souci d'économie, de souplesse administrative et d'image de resserrement au regard du contexte

[220] UDPS : Union pour le Démocratie et le Progrès Social.

sociopolitique et économique précaire qui prévaut au pays.

Des tels cas d'émiettement des ministères de manière inquiétante sont légion et voici à titre illustratif : un ministère qui s'occupe du budget et un autre qui s'occupe des finances ; un ministère qui s'occupe des affaires sociales et un autre de la solidarité nationale, un autre du genre et famille, un autre des droits humains, un autre de la justice et garde des sceaux et un autre de la culture ; un ministère qui s'occupe de la jeunesse et un autre qui s'occupe du sport et loisirs ; un ministère qui s'occupe des hydrocarbures, un autre qui s'occupe des ressources hydrauliques et un autre qui s'occupe de l'industrie ; un ministère qui s'occupe de la formation professionnelle, un autre de l'emploi et travail et un autre qui s'occupe de l'entrepreneuriat ; un ministère qui s'occupe de l'éducation nationale et un autre qui s'occupe de l'enseignement supérieur ; un ministère qui s'occupe de l'économie numérique et un autre des PTNTIC[221] ; un ministère qui s'occupe de l'urbanisme et habitat, un autres des affaires foncières et un autre de l'aménagement du territoire. Dans cette même logique inquiétante, nous remarquons qu'il y a eu création de quatre ministères délégués dont les fonctions sont des doublons des ministères déjà existants sans oublier quatre vice-ministres dont l'utilité exacte est imprécise. En somme, nous avons 22 ministres pour 9 ministères ajoutés à d'autres cela donnant de facto un gouvernement de 52 membres au lieu de 28 pour une équipe resserrée.

[221] PTNTIC : Postes, Téléphones et Nouvelles Technologies de l'Information et de le Communication.

Toutes ces fonctions ministérielles couteront au minimum pour le petit ministre 20.000 USD chaque mois à la caisse de l'Etat et pour le plus grand 50.000 USD voire 60.000 USD le mois, suivi des frais de fonctionnement et frais de mission pour les cabinets respectifs qui seront composés d'environ 100% des membres de leurs familles et de leurs villages et/ou province et moins encore de leurs partis politiques, ce qui rend du Congo un système politique piégé par lui-même. : S'agissant du réel poids politique sur l'échiquier politique national et selon les tendances sociopolitiques, géoéthniques et géostratégiques, il faut reconnaitre que seul le parti présidentiel, l'UDPS, s'est arrogé la grosse part du gâteau dans ce gouvernement avec la primature et plusieurs postes ministériels clés associés aux alliés familiaux ou spirituels (le cas par exemple de la ministre GRACE KUTINO, fille du célèbre Pasteur et ami de la famille biologique du Chef de l'Etat Fernando KUTINO, laquelle ministre chargée de la jeunesse pourtant jugée de la diaspora, en est éloquent).
Les autres caciques de la plate-forme politique USN[222] comme BAHATI LUKWEBO, SAMA LUKONDE, Vital KAMERHE Jullien PALUKU, Jean-Pierre BEMBA, Guy LOANDO et d'autres se sont partagés les autres portefeuilles ministériels au-delà des autres postes clés dont leurs formations politiques détiennent dans d'autres institutions comme l'assemblée nationale, le sénat ou dans la fonction publique à travers les administrations spécialisées.

Sur un autre chapitre, il faut noter que malgré l'exclusion de certaines têtes du gouvernement Suminwa1 pour motif d'incompétence ou de manque de

[222] USN : Union Sacrée de la Nation

résultats satisfaisants (le cas de Didier Mazenga ministre de l'intégration régionale, Tenge Litho ministre délégué près le ministre de l'uranisme et habitant en charge de la politique de la ville, Godard Motemona Vice-ministre des mines Teddy Lwamba Ministre des ressources hydrauliques et électricité ,Léonie Kandolo de Ministre du genre, famille et enfant ,Kizito Ministre des mines, Gilbert Kabanda de la Recherche scientifique ministère désormais rattaché à l'enseignement supérieur, Epraim Akwakwa du Ministre de l'emploi et travail , Nathalie Aziza des affaires sociales et Samy Adubango vice-ministre de la défense), plusieurs personnalités politiques ont été reconduites dans le gouvernement Suminwa2 marquant ainsi leur longévité au gouvernement , les unes pour plus de cinq ans dans le même ministère, les autres seulement avec une légère permutation.

Il s'agit par exemple de Patrick MUYAYA KATEMBWE (ministre de la communication, médias et porte-parole du gouvernement depuis 2021), Jean-Lucien BUSSA TONGBA qui n'a jamais quitté l'exécutif depuis environ dix ans (*Gouvernement Badibanga : ministre du plan entre 2016-2017, *Gouvernement Tshibala : ministre du commerce extérieur entre 2017-2019, *Gouvernement Ilunkamba : ministre du commerce extérieur entre 2019-2021, *Gouvernement Sama Lukonde1 : ministre du commerce entre 2021-2023, *Gouvernement Sama Lukonde2 : ministre du commerce extérieur entre 2023-2024, *Gouvernement Suminwa1 : ministre du portefeuille entre 2024-2025, *Gouvernement Suminwa2 : ministre de l'aménagement du territoire depuis août 2025 ; Julien PALUKU KAHONGYA , ministre de l'industrie pendant plus de cinq ans et une légère permutation au commerce extérieur dans le

gouvernement actuel. L'on se demande pourquoi les mêmes figures pour animer les mêmes ministères avec un bilan mitigé pourtant le pays ou les formations politiques regorgent des ressources humaines aux intelligences prouvées pouvant assumer avec brio les mêmes fonctions au nom de la rotation ou de la circulation des selon Vilfredo PARETO [223] pour un "bonheur partagé"[224] par et pour les congolais.

Le Chef de l'Etat Felix Tshisekedi ayant promis, dans son discours sur l'état de la nation le 31 décembre 2024 et même à travers la mission d'information du gouvernement [225] la formation d'un gouvernement de "cohésion nationale" élargie à l'opposition a tenu sa parole en intégrant dans la nouvelle équipe gouvernementale une des grandes figures de l'opposition en la personne d'Adolphe MUZITO leader de parti Nouvel Elan et ancien premier (2009-2011) sous Kabila. Il s'est vu attribué le poste stratégique de Vice premier ministre du Budget mais malgré ses compétences prouvées (économiste de formation , ancien ministre des finances et ancien premier ministre) , il a été critiqué par ses détracteurs , les frustrés de l'autre camp de l'opposition tenue par Martin FAYULU comme ayant été débauché par le régime en place en sacrifiant les efforts de cohésion nationale à travers un dialogue sincère avec toute l'opposition dans le but de mettre en place une équipe gouvernementale consensuelle pouvant diriger le pays. Mais selon les observateurs, l'absence (volontaire

[223] Vilfredo PARETO, Philosophe et pédagogue italien

[224] L'expression est du Professeur feu Godefroid KAMANA, Philosophe et Théologien congolais

[225] Mission confiée au début de l'année 2025 à un de ses proches collaborateurs Mr Eberande KOLONGELE pour consulter les forces les forces politiques et sociales du pays en perspective de la formation du nouveau gouvernement.

ou pas) du camp Fayulu dans la nouvelle équipe gouvernementale serait visiblement due au fait que le leader de l'ECIDé [226] n'aurait pas obtenu le poste de premier ministre tant convoité malgré ses consultations directes et indirectes avec le Président Tshisekedi et ses collaborateurs de l'Union sacrée de la nation.

L'aspect le plus inquiétant dans le gouvernement Suminwa2 comme dans le gouvernement précédent est le "manque de corrélation formation-emploi". Cette corrélation est un principe académique, technique et fonctionnel qui exige qu'à la fonction, il faut un grade ou échelon (académique et/ou professionnel ou du moins expérimental) qui correspond. Il va s'en dire que plusieurs ministères du gouvernement Suminwa2 sont animés par des charlatans pour n'est pas des "profanes". Les exemples sont légion mais le plus éloquent est celui du ministère de la défense nationale et des anciens combattants (un ministère régalien) dirigé par un duo d'infirmier et journaliste, ce qui étonne plus d'un observateur.

En poussant le regard très loin, l'on peut se donner la raison de croire que ce gouvernement Suminwa2 sera de courte durée au regard d'une part de l'évolution positive et/ou négative des événements sociopolitiques et économiques de l'heure marqués par la crise politique sur fond de guerre à l'est du pays, le climat de méfiance entre les acteurs politiques de l'opposition vis-à-vis du régime en place, l'évolution des pourparlers de Doha/Qatar entre le gouvernement congolais et les

[226] ECIDé (Engagement Citoyen pour la Démocratie) parti politique dirigé par Martin Fayulu

rebelles de l'AFC/M23 [227] et d'autre part l'éventuel remaniement de cette même équipe à l'approche des élections de 2028 pour permettre au régime actuel de conserver le pouvoir.

4. RESULTATS ATTENDUS DU GOUVERNEMENT SUMINWA2

Le gouvernement actuel qui, sans doute est un prolongement ou une version bis du premier, devait inscrire sa vision dans la continuité ou mieux la matérialisation du programme gouvernemental de départ axé sur six priorités à savoir[228] : la création de plus d'emplois, la protection du pouvoir d'achat en stabilisant le taux de change, la sécurité des populations et de leurs biens, la poursuite de la diversification de l'économie, l'accès aux services sociaux de base et le renforcement de l'efficacité des services publics.

De ces priorités, nous décelons les recommandations suivantes en guise de résultats attendus et ce en volets prioritaires que voici:

A. Volet politique

Le gouvernement Suminwa2 devait fixer son attention sur la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national à travers les canaux suivants : L'accélération du processus de Doha au regard des pourparlers (négociations politiques) entre lui et la rébellion de l'AFC/M23 qui implique la reconsidération ou la requalification de l'accord de

[227] L'AFC/M23 (Alliance Fleuve Congo/Mouvement du M23 mars) est une rébellion qui occupe une grande partie du Kivu et est né début 2021 à la suite d'un long conflit politique qi date des années.

[228] Ces six priorités ont été édictées par la première ministre Judith SUMUNWA TULUKA lors de la présentation du programme de son gouvernement le 08/06/2024 devant l'assemblée nationale.

Washington signé entre l'Etat congolais et le Rwanda en insérant une clause stipulant que le "Rwanda doit négocier aussi avec son opposition armée (les miliciens de FDLR[229]) et son opposition politique. Cela éviterait à la RD Congo de tomber dans la perpétuelle erreur de croire que les FRDLR sont facilement maitrisables alors que leur existence est une question qui doit trouver des solutions aussi politiques. De ce processus de Doha, le gouvernement devait s'entendre au plus vite possible avec la rébellion de l'AFC/M23 sur les modalités de signature d'un accord de gouvernance commune des espaces sous occupation et les ramener à l'Etat congolais à travers le processus de réunification du pays ;

Définir dans l'urgence les mécanismes d'intégration des éléments de l'AFC/M23 au cas par cas tout comme les éléments de tous les groupes armés de l'est du pays dans l'armée et la police et ainsi abroger l'ordonnance créant la RAD[230] pour ainsi anticiper ou briser à la source toute velléité de récidive pour les réservistes qui se sentiraient frustrés et/ou laissés pour compte après le processus d'intégration de leurs semblables. A l'issue de ce processus d'intégration, la nouvelle armée devrait subir une réorganisation/restructuration qui lui permettrait de redorer son blason à travers un équipement adéquat et une formation rigoureuse et compétitive dans la région; Former et équiper une police de proximité qui se chargerait d'assurer l'ordre public non seulement dans les milieux urbains où la criminalité semble prendre de l'ampleur (par exemple à Kinshasa ou Lubumbashi,….) mais aussi dans les milieux ruraux où

[229] FDLR : Forces démocratiques de libération du Rwanda

[230] RAD : Réserve Armée de Défense

les armes détenus par les anciens rebelles pourraient être utilisées pour semer encore l'insécurité ;

Entamer au plus vite possible un " dialogue national inclusif" qui mettrait tous les acteurs politiques et sociaux (toutes tendances confondues) au tour d'une table en vue de parler en toute franchise les problèmes majeurs qui écument la RD Congo et y apporter des solutions idoines qui permettraient au pays de trouver son envol pour un développement harmonieux tant attendu. A l'issue de ce dialogue national, un nouveau gouvernement consensuel dit de "cohésion nationale" devait être constitué et mènerait le pays vers les élections générales afin de doter à la République des dirigeants légitimes et légaux qi devaient présider à sa destinée; Entamer dès le premier trimestre 2026 le processus d'identification et d'enrôlement des électeurs afin de préparer à temps la base de données qui pourrait servir de fichier global des électeurs lors des élections générales sensées se tenir en 2028 dans la logique de fin du deuxième mandat du président ;

Renforcer la diplomatie congolaise en l'adaptant aux exigences de la mondialisation pour une intégration régionale et une représentation réussie. Il en va de la redéfinition des modalités d'échanges (sociaux et commerciaux) non seulement avec les voisins de la RDC mais aussi avec tous les partenaires bilatéraux et/ou multilatéraux qui accompagnent la RDC dans sa quête d'identité et de place méritées dans le concert des nations.

B. Volet économique

Le gouvernement Suminwa2 comme celui qui le succèdera dans un proche avenir devait se pencher sur les axes suivants : Réinventer l'économie nationale en octroyant des subventions financières individuelles et/ou collectives aux personnes physiques et morales porteuses des projets économiques à impact positif sur le développement du pays. A ce titre, des financements sélectifs, guidés et suivis par le consortium des ministères du plan, budget, économie, travaux publics et finances devaient être accordés aux entrepreneurs locaux afin d'inciter leur participation à la reconstruction de la République à travers leurs actions d'entreprenariat ; Créer, à travers le ministère de l'industrie, des sociétés nationales d'attraction et de raffinage des ressources nationales (minerais, gaz et pétrole) que regorge la RD Congo afin de vendre nos produits miniers et pétroliers à un prix compétiteur et non imposé par les pays et firmes qui ont longtemps supplanté le droit pour le Congo de disposer de lui-même quant à la jouissance de ses propres ressources naturelles ;

Redéfinir la politique de la protection de la biodiversité pour assurer à la RDC une faune et flore captivantes des capitaux à travers un tourisme générateur des revenus d'une part et réglementer un environnement serein et protecteur des vies humaines à l'échelle nationale et internationale d'autre part. Pour cela, l'Institut National Congolais de Conservation de la Nature (ICCN) devait se voir ses compétences agrandies et encouragé à travailler avec ses partenaires locaux et internationaux pour requalifier toutes les aires protégées et en créer d'autres selon le positionnement géostratégique des sites touristiques disponibles et/ou envisageables dans le but

de faire de la RD Congo un pays de "destinée mondiale" à travers la promotion des randonnées touristiques et scientifiques qui, au-delà de la curiosité humaine permettront à l'Etat congolais de réaliser plus des revenus.

C. Volet social

Socialement parlant, le gouvernement congolais devait focaliser son attention sur les axes suivants : La mise en place d'une politique salariale qui valorise le travail fournit selon la sensibilité d'un secteur socioprofessionnel à l'autre. Cette politique devait tenir compte de l'amélioration des conditions de travail des salariés moins qualifiés mais qui rendent d'énormes services publics à l'Etat en l'occurrence les militaires, les policiers, les enseignants, les acteurs de la santé et les autres. Il ressort de cette politique une recommandation de la "réduction du train de vie des institutions politiques nationales" et la réaffectation d'une partie de leur salaire à l'augmentation du salaire des agents qui rendent l'Etat existentiel dans son essence.

Ce "salaire humanisant" devait être dicté par une "gouvernance éthique" qui tient compte de la redistribution équitable des ressources naturelles et de tous autres avantages sociaux à tout agent public dont son travail touche même la question de l'existence de l'Etat ; La réorganisation du secteur éducatif en encourageant par exemple "les sections techniques" aux écoles secondaires et universitaires dans le but de former des techniciens compétiteurs de ce monde où l'ère du numérique et de la technologie prouvée est au top ; en supprimant le Système LMD [231] dans

[231] LMD : Système Licence-Master-Doctorat au sein de l'enseignement supérieur et universitaire

l'enseignement supérieur et universitaire qui, d'après le constat favorise la création "d'intellectuels vides de sens scientifique" et en revenant sans détour ni vergogne à l'ancien système qui physiquement et moralement était contraignant en ce sens qu'il permettait " la formation des cadres conscients de leur devoir sociétal à l'issue d'une formation prouvée" ; le recadrage de la "loterie à l'européenne" symbolisée par des pratiques d'investissement hasardeux et immoral comme la crypto monnaie, le pari foot, le TicTok,… dans le but d'éviter ou d'atténuer le "dérèglement social" à grande échelle ; La création, la promotion et la protection des espaces culturels et éducatifs comme les musées, les bibliothèques, les amphithéâtres, les terrains des jeux,… pour non seulement restituer et restaurer notre mémoire collective mais aussi transmettre notre culture à nos semblables et aux tiers dans le but d'affirmer notre identité en donnant du sens à notre existence entant que Nation.

A l'issue de cette réflexion axée sur le gouvernement Duminwa2 et ses résultats attendus, il sied de rappeler qu'il est composée d'une énorme équipe de 54 ministres dont 37 hommes et 17 femmes, un gouvernement dont sa mise en place à tenu compte de l'inclusion ou de la participation de toutes les sensibilités du pays et qui tient compte de la "dimension genre" à 31,4% relevant de l'obligation constitutionnelle de la promotion de la participation de la femme dans la gestion de la "respublica" est de la prise des décisions.

Malgré que ce gouvernement soit visiblement composé par les caciques du régime en place et quelques novices dans l'arène politique, il lui est recommandé d'engranger des résultats positifs tout au long de son mandat pour mériter la confiance du peuple.

Les résultats attendus de ce gouvernement trouvent leur essence dans les objectifs assignés à ce dernier et vont du volet politique qui conditionne la fin de l'insécurité et la restauration de l'autorité de l'Etat au volet social qui consacre un salaire humanisant et une éducation axée sur les valeurs morales et sociales qui refondent l'homme congolais en passant par le volet économique qui exige la participation surtout collective à la promotion de l'entreprenariat, la stabilisation de la monnaie nationale et la protection de la biodiversité dans le but de reconstruire une société congolaise vivable.

Bibliographie

(1) Textes juridiques et documents officiels

Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution. Journal Officiel de la RDC.

République Démocratique du Congo. (2024). *Ordonnance n°24/039 du 28 mai 2024 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'État, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-Ministres*. Journal Officiel de la RDC.

(2) Sources institutionnelles et politiques

Présentation du programme du Gouvernement par la Première Ministre Judith Suminwa Tuluka. Kinshasa. Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS). (s.d.). *Documents et statuts du parti*. Kinshasa. Union Sacrée de la Nation (USN). (s.d.). *Charte et documents politiques*. Kinshasa. Engagement Citoyen pour la Démocratie (ECIDé). (s.d.).

(3) Sécurité, défense et conflits armés. Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR). (s.d.). *Documents et analyses sur les groupes armés dans l'Est*

de la RDC. Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 mars (AFC/M23). (2021). *Historique et dynamique d'un mouvement rebelle dans l'Est de la RDC*. République Démocratique du Congo. (s.d.). *Réserve Armée de Défense (RAD) : cadre et missions*. Ministère de la Défense.

(4) Enseignement supérieur et administration publique. Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire. (s.d.). *Le système Licence–Master–Doctorat (LMD) en République Démocratique du Congo*. Kinshasa. Ministère des Postes, Téléphones et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (PTNTIC). (s.d.). *Cadre institutionnel et missions*. Kinshasa.

(5) Ouvrages et références intellectuelles

Pareto, V. (s.d.). *Œuvres philosophiques et sociologiques*. Italie. Kamana, G. (s.d.). *Réflexions philosophiques et théologiques sur le pouvoir et la société*. République Démocratique du Congo.

(6) Sources contextuelles et témoignages politiques

Ngendahimana Habimana, F. (2025). *Notes et analyses politiques*. CT Master.

Mission politique confiée à M. Eberande Kolongele au début de l'année 2025 pour la consultation des forces politiques et sociales en vue de la formation d'un nouveau gouvernement en République Démocratique du Congo·

Par CT Master Faustin NGENDAHIMANA HABIMANA

INSALUBRITÉ ET ENJEUX DE SANTÉ ENVIRONNEMENTALE DANS LA ZONE DE SANTÉ DE BUNYAKIRI, TERRITOIRE DE KALEHE, SUD-KIVU (RDC)

Par Wetekaye Naluganda Jean-Pierre[232], Bitongwa Masumbuko Jacques[233] Mapendo Neema justine[234]
jeanpierrewetekaye@gmail.com

Biographie des Auteurs,

Jean-Pierre WETEKAYE NALUGANDA *est enseignant du supérieur, chercheur et praticien du développement communautaire, de la gestion de projets, de l'agroforesterie et de la résilience environnementale, engagé depuis plus de quinze ans dans les actions de reconstruction post-conflit, de sécurité alimentaire et de lutte contre le changement climatique en République Démocratique du Congo. Il est né le 7 juillet 1974 à Bagira, dans la province du Sud-Kivu, et est originaire du territoire de Kalehe (Bunyakiri). Il est titulaire de deux*

[232] De l'*Institut Supérieur d'Agroforesterie et de Gestion de l'Environnement de Kahuzi-Biega (RDC)*
[233] *Ecole de Santé Publique, Université de Goma(RDC)*
[234] *GREAT LAKES UNIVERSITTY KISUMU(GLUK)*

Licences en Développement communautaire, administration, entrepreneuriat et gestion de projets, obtenues respectivement à l'Institut Supérieur de Management (ISM/Bukavu) et à l'Institut Supérieur d'Études Économiques et Coopératives (ISEC/Nyangezi). Il est également détenteur d'un Graduat en Santé et Développement communautaire de l'ULPGL/Goma (délocalisée à Bukavu), ainsi que d'un Diplôme d'État en Technique sociale.

Son parcours académique est enrichi par plusieurs formations spécialisées nationales et internationales, notamment à l'Université de Liège (Belgique) et à Thiès (Sénégal), axées sur la capitalisation des expériences, la gestion des ressources naturelles, l'agroécologie, l'agroforesterie et les stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique. Il a également bénéficié de formations avec Caritas, Oxfam et UNICEF sur la sécurité alimentaire, la protection, le genre, la gouvernance foncière, la collecte de données, l'alerte précoce et la consolidation de la paix en zones post-conflit.

En juillet 2023, il est nommé Chef de Travaux de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) par arrêté ministériel. À ce titre, il exerce comme Chef de travaux et enseignant dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur, notamment à l'Institut Supérieur d'Agroforesterie et Gestion de l'Environnement (ISAGE), à l'IBTP/Nyangezi et à l'ISEC/Nyangezi, où il intervient dans les domaines de l'étude d'impact environnemental, du développement communautaire et de la gestion de projets. Parallèlement à sa carrière académique, Jean-Pierre Wetekaye Naluganda exerce actuellement comme Agent à l'Office des Voies de Desserte Agricole (OVDA) du Sud-Kivu. Dans ce cadre, il contribue aux actions d'aménagement, de suivi et de gestion des infrastructures rurales visant à améliorer

l'accessibilité des zones de production agricole, à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir le développement socio-économique des communautés rurales.

Sur le plan professionnel, il a occupé des fonctions de superviseur et encadreur au sein de Caritas Développement Bukavu, notamment dans les projets de désarmement, démobilisation et réinsertion socio-économique des ex-combattants, de cohésion sociale et de sécurité alimentaire. Il a également été coordinateur provincial de l'organisation VISACO-ENVIRONNEMENT, où il a conduit des projets d'agroforesterie, de reforestation, de gestion durable des forêts, d'activités génératrices de revenus (AGR) et de réponse humanitaire, en faveur des populations vulnérables affectées par les conflits armés et les catastrophes naturelles. Ses actions de terrain ont couvert plusieurs territoires du Sud-Kivu, notamment Kalehe, Kabare, Walungu et la ville de Bukavu, avec un accent particulier sur la sensibilisation environnementale, la bonne gouvernance des ressources naturelles, la protection des peuples autochtones, la résilience communautaire et la lutte contre le changement climatique.

Chercheur engagé, il est auteur et co-auteur de publications scientifiques parues dans la revue du Centre de Recherche Scientifique Interdisciplinaire de Kahuzi-Biéga (CERSI), portant sur le changement climatique, les dynamiques socio-économiques rurales et les systèmes de production agricole en milieu congolais.
Parlant couramment le français et le swahili, et maîtrisant plusieurs langues locales, Jean-Pierre WETEKAYE NALUGANDA est reconnu pour sa rigueur, son sens de l'engagement communautaire, sa capacité de coordination

et son professionnalisme dans des contextes sensibles. À travers l'enseignement, la recherche et l'action publique, il œuvre pour un développement rural durable, inclusif et résilient en République Démocratique du Congo.

***BITONGWA MASUMBUKO Jacques**, MPH, MSc, est un enseignant du supérieur, chercheur en santé publique et expert en suivi-évaluation, recherche opérationnelle et action humanitaire, engagé depuis plus de quinze ans dans l'analyse des systèmes de santé, la résilience communautaire et les réponses aux crises sanitaires et humanitaires en République Démocratique du Congo. Né le 22 mars 1975, de nationalité congolaise, il réside à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu. Son parcours académique et professionnel se caractérise par une forte articulation entre recherche scientifique, enseignement universitaire et intervention humanitaire de terrain. Il est actuellement doctorant en Sciences de la Santé au sein du Consortium universitaire pour le troisième cycle en Médecine (Université Officielle de Bukavu, Université Catholique de Bukavu et Université de Goma). Sa thèse porte sur l'évaluation de la résilience des systèmes de santé face aux urgences sanitaires et nutritionnelles, avec une étude de cas des zones de santé post-conflit de Bunyakiri et Kalehe, dans l'Est de la RDC.*

Sur le plan académique, il est titulaire : d'un Master II de recherche en Santé Publique, option Épidémiologie et Surveillance épidémiologique (ESAPU/UNIGOM) ; d'un Master en Santé Publique (MPH), orientation Santé communautaire, obtenu à l'École Régionale de Santé Publique de l'Université Catholique de Bukavu ; Licence et d'un Graduat en Planification régionale (Sciences sociales) de l'Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu ; d'un Diplôme d'État en Pédagogie générale. En août 2023, il est nommé Chef de Travaux de l'Enseignement Supérieur et Universitaire par arrêté ministériel. Il exerce depuis 2022 comme enseignant à l'Institut Supérieur d'Agroforesterie et de Gestion de l'Environnement de Kahuzi-Biega (ISAGE/K-B), où il participe à la formation des cadres dans les domaines du développement, de la santé communautaire et de la recherche appliquée.

Chercheur prolifique, Jacques Bitongwa Masumbuko est auteur et co-auteur de nombreuses publications scientifiques parues dans des revues nationales et internationales indexées, notamment sur : la résilience des systèmes de santé en contexte post-conflit ; la participation communautaire dans les réponses sanitaires ; la nutrition, la santé maternelle et infantile ; la gestion des ressources humaines en santé ; les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) face aux épidémies telles que la COVID-19. Ses travaux sont publiés, entre autres, dans Humanities & Natural Sciences Journal, Kivu Medical Journal, Journal of Medicine, Public Health and Policy Research et les revues scientifiques du CERSI/Kahuzi-Biega.

Parallèlement à sa carrière académique, il possède une solide expérience dans le secteur humanitaire et du développement, ayant travaillé avec des organisations internationales de premier plan telles que TPO-DRC, NRC (Conseil Norvégien pour les Réfugiés), Search for Common Ground, CARE International, Eben Ezer Ministry International, UNICEF (via partenaires) et le Fonds Social de la RDC. Il a occupé des postes stratégiques tels que : Officier Suivi & Évaluation et Attaché à la Recherche Opérationnelle à TPO-DRC ; Officier de Recherche au NRC dans des projets de résilience des personnes déplacées ; Coordinateur Assistant DME à Search for Common Ground ; Consultant indépendant pour des évaluations de projets socio-économiques, de protection, de VBG, de nutrition et de santé.

Ses interventions couvrent le Sud-Kivu, le Nord-Kivu et l'Ituri, avec une expertise reconnue en évaluations d'impact, recherches qualitatives et quantitatives, analyses multisectorielles, nutrition à assise communautaire, VBG, déplacements forcés et consolidation de la paix. Il a également conduit et participé à plusieurs recherches avec des ONG nationales et internationales, notamment sur la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes, les déplacements multiples, la prise de décision des déplacés internes et l'amélioration des réponses humanitaires basées sur les évidences scientifiques.

Polyglotte, il maîtrise le français, le swahili, le mashi et le kihavu, avec une bonne connaissance de l'anglais. Reconnu pour sa rigueur scientifique, son leadership, son éthique professionnelle et sa capacité d'analyse, BITONGWA MASUMBUKO Jacques œuvre pour le renforcement des systèmes de santé, la résilience communautaire et l'amélioration des politiques publiques

de santé en contextes fragiles et post-conflit en République Démocratique du Congo.

***Mme MAPENDO NEEMA Justine**, née le 23 décembre 1976 à Luntukulu, est une enseignante universitaire, spécialiste en santé et développement communautaire, et experte en gouvernance forestière, de nationalité congolaise. Elle réside à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo. Mariée, elle est fille de Nshogombi Byamungu Ernest et de Nabintu M'Kajiramugabi Anna.*

Dotée d'un solide parcours académique et professionnel, Mme Mapendo Neema Justine est titulaire d'un Bachelor en Santé et Développement Communautaire ainsi que d'un Master en Gouvernance Forestière. Elle a débuté ses études universitaires à l'Université Évangélique en Afrique (UEA/Bukavu), au sein de la Faculté de Théologie, avant de poursuivre et d'approfondir sa formation à la Free University of the Great Lakes Countries (ULPGL/Bukavu), Faculté de Santé et Développement Communautaire, où elle a obtenu son diplôme de graduation.

Avant ses études universitaires, elle a effectué ses études secondaires en Pédagogie Générale à l'Institut Fadhili de Bukavu, sanctionnées par un Diplôme d'État, après une formation primaire à l'École Primaire CHAI.

Parallèlement à sa formation académique, Mme Mapendo Neema Justine a suivi de nombreuses formations professionnelles complémentaires, notamment en :

- *Leadership féminin et genre,*
- *Construction de la paix,*
- *Protection des enfants (Résolution 1612),*
- *Communication pédagogique,*
- *Qualité de l'enseignement universitaire,*
- *Système LMD (Licence–Master–Doctorat),*
- *Leadership et gouvernance éducative.*

Ces formations ont été organisées par des institutions reconnues telles que l'ULPGL, la Commission des Études Permanentes, RIO/CRP, ONE NEW DAY, la Coordination Provinciale des Écoles Protestantes du Sud-Kivu, ainsi que l'Université de Dschang (Cameroun) en partenariat avec l'ULPGL-Goma.

Sur le plan professionnel, Mme MAPENDO NEEMA Justine totalise plus de quinze années d'expérience dans l'enseignement supérieur et universitaire. Depuis 2010 jusqu'à ce jour, elle est enseignante à l'ULPGL/Bukavu, où elle a successivement exercé comme :

- *Chargée de cours à la Faculté de Santé (2010–2017),*
- *Associée à la Faculté de Théologie (2018–juin 2023),*
- *Enseignante permanente contribuant à la formation académique, éthique et communautaire des étudiants.*

Elle est reconnue pour son engagement dans la promotion de l'éducation de qualité, le leadership féminin, la paix durable, la santé communautaire et la formation des cadres universitaires.

Sur le plan linguistique et informatique, Mme Mapendo Neema Justine maîtrise parfaitement le français et le swahili, et possède une bonne connaissance de l'anglais. Elle utilise couramment les outils informatiques standards tels que Windows, Word, Excel et PowerPoint. Par son parcours, Mme MAPENDO NEEMA Justine incarne une figure académique engagée, alliant rigueur scientifique, valeurs humaines, foi, et service à la communauté, contribuant activement au développement de l'enseignement supérieur et au renforcement des capacités en République Démocratique du Congo.

Résumé

Introduction : *L'insalubrité du milieu demeure un déterminant majeur de la santé environnementale dans les zones rurales de la République Démocratique du Congo. Dans la Zone de Santé de Bunyakiri, la précarité des conditions d'assainissement expose les ménages à des maladies évitables, avec des conséquences sanitaires et socio-économiques importantes. Cette étude analyse l'ampleur de l'insalubrité et ses enjeux sur la santé environnementale des ménages. Méthodes : Une étude transversale descriptive et analytique a été réalisée dans les aires de santé de Bitobolo, Bunyakiri et Mingazi. Les données ont été collectées auprès 384 ménages à l'aide d'un questionnaire structuré. L'analyse statistique a été effectuée avec un seuil de significativité fixé à p<0,05.*
Résultats : Les ménages étaient majoritairement dirigés par des hommes (52,9%) et exerçaient principalement des activités agricoles (47,7%). La taille du ménage était significativement associée à l'insalubrité (p=0,000). Plus de la moitié des ménages ont rapporté au moins un cas de maladie liée à l'environnement, dominée par le paludisme (93,5%), touchant particulièrement les enfants de moins

de cinq ans (33%, p=0,017). Les maladies ont entraîné des hospitalisations (54,7%, p=0,004) et des décès (71,6%, p=0,000). L'impact socio-économique se traduisait par une perturbation des activités économiques (77,3%, p=0,016). Les déchets ménagers constituaient la principale catégorie produite (81,3%).

Conclusion : *L'insalubrité dans la Zone de Santé de Bunyakiri représente un problème majeur de santé publique.*

Les résultats mettent en évidence la nécessité de renforcer les stratégies communautaires d'assainissement, d'améliorer la gestion des déchets et d'intégrer la santé environnementale dans les priorités locales. Une action multisectorielle impliquant les autorités sanitaires, les leaders communautaires et les ménages apparaît indispensable pour réduire durablement la morbidité liée à l'environnement.

Mots-clés : *Insalubrité ; Santé environnementale, Bunyakiri , Sud-Kivu*

Abstract

Introduction:*Environmental unsanitary conditions remain a major determinant of environmental health in rural areas of the Democratic Republic of the Congo. In the Bunyakiri Health Zone, the precariousness of sanitation conditions exposes households to preventable diseases, with significant health and socio-economic consequences. This study analyzes the extent of unsanitary conditions and their implications for household environmental health. Methods: A descriptive and analytical cross-sectional study was conducted in the health areas of Bitobolo, Bunyakiri, and Mingazi. Data were collected from 384 households using a structured questionnaire. Statistical analysis was performed with a significance threshold set at p<0.05.*

Results: *Households were predominantly headed by men (52.9%) and mainly engaged in agricultural activities (47.7%). Household size was significantly associated with unsanitary conditions (p=0.000). More than half of the households reported at least one case of environment-related disease, dominated by malaria (93.5%), particularly affecting children under five years of age (33%, p=0.017). These diseases resulted in hospitalizations (54.7%, p=0.004) and deaths (71.6%, p=0.000). The socio-economic impact was reflected by disruption of household economic activities (77.3%, p=0.016). Household waste constituted the main category of waste produced (81.3%).*

Conclusion: *Unsanitary conditions in the Bunyakiri Health Zone represent a major public health problem. The findings highlight the need to strengthen community-based sanitation strategies, improve waste management, and integrate environmental health into local priorities. A multisectoral approach involving health authorities, community leaders, and households is essential to sustainably reduce environment-related morbidity.*

Keywords: *Unsanitary conditions; Environmental health; Bunyakiri; South Kivu*

1. Introduction

L'insalubrité, caractérisée par l'accumulation de déchets solides, l'absence de traitements des eaux usées et le manque d'infrastructures WASH, constitue un déterminant majeur de la morbidité évitable. À l'échelle mondiale, plusieurs travaux montrent que les infrastructures insuffisantes d'assainissement sont directement associées à des millions de cas de diarrhées, maladies vectorielles, infections environnementales et expositions à des polluants chimiques [1]. Les données de l'OMS confirment que les environnements insalubres contribuent fortement à la mortalité infantile et aux

maladies hydriques [2]. Dans les pays à faible revenu, le lien entre environnement insalubre et morbidité infantile reste particulièrement marqué.

En Afrique subsaharienne, la croissance démographique rapide, l'urbanisation non planifiée, la faible disponibilité d'infrastructures et le manque de politiques municipales de gestion des déchets accentuent la crise d'insalubrité comme démontre certaines études ci-dessous : Une étude menée au Nigeria par Akondugwu **et al. (2021)** ont révélé que *65 % des déchets urbains ne sont pas collectés*, augmentant les risques d'épidémies hydriques [3].

Au Rwanda une recherche faite par Munyaneza & Habiyaremye (2020) montrent que la proximité des amas de déchets multiplie par *deux ou trois* le risque d'infections diarrhéiques chez l'enfant [4]. Pour les auteurs **Simatele & Etongo (2022)** en Zambie démontrent une corrélation directe entre absence de politiques d'assainissement et survenue récurrente d'épisodes de maladies hydriques [5]. Ces travaux confirment que l'insalubrité demeure l'un des principaux déterminants de la charge de morbidité environnementale sur le continent Africain. La RDC fait face à des déficits structurels en gestion des déchets, accès à l'eau potable et infrastructures WASH. Le profil OMS/UNICEF indique une faible couverture des services d'assainissement, l'élimination sauvage des déchets et une gouvernance environnementale limitée [6].

Deux études récentes confirment l'ampleur de ce phénomène en RDC dont celui de **Kayembe et al. (2023)** montrent que *72 % des ménages de Kinshasa éliminent leurs déchets dans la nature* faute de système public organisé [7]. Pour **Muyembe et al. (2021)** établissent une corrélation directe entre pollution

environnementale, paludisme et diarrhées dans les zones rurales dépourvues d'assainissement [8]. Ces constats soulignent une vulnérabilité sanitaire généralisée, aggravée par l'absence de mécanismes institutionnels fiables.
La province du Sud-Kivu connaît une dégradation environnementale marquée par les conflits, les déplacements de population, la pauvreté, l'insécurité et la faiblesse des infrastructures publiques. Des travaux locaux menés par certains chercheurs comme **Karemere et al. en 2022** ont identifié une accumulation massive de déchets non collectés dans les quartiers périphériques de Bukavu, associés à une recrudescence des maladies hydriques[9]. Les auteurs **Murhula et al. (2023)** montrent que le manque d'assainissement dans les marchés et villages ruraux de Kabare est un facteur de flambées récurrentes de choléra et de dysenterie .

Ampleur de l'insalubrité dans la Zone de Santé de Bunyakiri, située dans le territoire de Kalehe, l'insalubrité est une réalité omniprésente et persistante.
La mauvaise gestion des déchets et l'absence de solutions d'assainissement adéquates favorisent la contamination de l'environnement et la propagation de maladies.
Le marché de Bulambika constitue un point critique où les déchets sont abandonnés sans aucune régulation, attirant des vecteurs pathogènes et dégradant la santé publique. Les principaux facteurs déterminants l'insalubrité à Bunyakiri sont entre autres : le faible engagement des autorités locales et inexistence d'une politique d'assainissement fonctionnelle , la pression démographique liée aux déplacements massifs de populations causés par les conflits armés , l'absence de latrines communautaires et de dépotoirs établis, les

dépôts sauvages dans les avenues, caniveaux, collines et ravins environnants et la dégradation des collines entraînant l'érosion et la contamination des rivières Luhoo et Chinganda, régulièrement utilisées comme sources d'eau potable malgré leur charge microbienne ce qui confirme le rapport de l'observatoire de Kalehe.

Les c**onséquences sanitaires des** conditions d'insalubrité exposent la population locale à une large gamme de maladies environnementales, notamment : le choléra, la fièvre typhoïde, la dysenterie, les verminoses et le paludisme. Selon le rapport de la Zone de Santé, *1 902 cas de paludisme* ont été enregistrés au premier semestre 2022 dans une population estimée à 130 000 habitants. Ces chiffres témoignent d'un lien direct entre environnement insalubre, eaux stagnantes et prolifération des moustiques.

La d**égradation des conditions de vie, l**a majorité des ménages n'a pas accès à des systèmes de collecte ou de traitement des déchets. Les déchets sont couramment jetés dans la nature, aggravant les risques de contamination des aliments, des eaux de surface, et contribuant à l'émergence de maladies hydriques. L'absence de tri, de recyclage et de gestion communautaire renforce l'insalubrité structurelle. Cette étude a été menée dans l'objectif d'analyser l'ampleur de l'insalubrité et ses enjeux sur la santé environnementale des ménages afin de contribuer à l'amélioration des conditions socio-sanitaires dans la zone de santé de Bunyakiri.

1. Méthodes

Cadre de l'étude : cette étude est réalisée dans la zone de santé de Bunyakiri. Bunyakiri est une entité territoriale située à l'extrême nord de la Province du Sud-Kivu, à environ 72 km de la ville de Bukavu, en République Démocratique du Congo. Elle s'étend sur deux chefferies principales : la chefferie de Buloho, composée de huit groupements (Bitale, Lubengera, Munyanjiro, Karali, Bagana, Mulonge, Musenyi et Ndando) avec une population estimée à 33 382 habitants, et la chefferie de Buhavu, comprenant les groupements Kalonge, Kalima, Mubugu et Zirolo, dont la population est estimée à 207 136 habitants. D'une manière spécifique, les informations ont été collecté dans les AS de Bitobolo, Bunyakiri et Mingazi toutes dans le groupement de Kalima en territoire de Kalehe.

La population totale de Bunyakiri était estimée à 240 518 habitants en 2008 majoritairement de l'ethnie Batembo. Le territoire se caractérise par un paysage agricole riche, avec des cultures dominantes telles que le manioc, la banane et la noix de palme, ce qui lui confère le rôle de grenier agricole pour la région de Bukavu. Le territoire présente également une diversité écologique, comprenant des zones de forêt, des terres arables et des cours d'eau, qui influencent les activités agricoles et les conditions de vie de la population.

La vie communautaire à Bunyakiri est fortement liée à l'exploitation agricole, à l'élevage et aux activités agroforestières. Les habitants entretiennent des pratiques culturelles et sociales qui reflètent une forte cohésion communautaire et une dépendance aux ressources naturelles locales. L'environnement y est caractérisé par des défis tels que l'accès à l'eau potable,

la gestion des déchets et la préservation des sols, qui ont un impact direct sur la santé publique et la qualité de vie des habitants. Cette description souligne l'importance de Bunyakiri non seulement comme pôle agricole régional, mais aussi comme territoire sensible aux enjeux environnementaux et sanitaires, nécessitant des interventions ciblées pour améliorer la résilience de ses populations face aux risques liés à l'insalubrité et à l'exploitation des ressources naturelles.

Type d'étude : Il s'agit d'une étude transversale, descriptive et analytique, de nature quantitative, visant à évaluer l'état de l'insalubrité publique, les pratiques d'assainissement et leurs effets sur la santé environnementale des ménages dans la zone de santé de Bunyakiri.

Population et cible d'étude

La population de l'étude est constituée des habitants de la ZS de Bunyakiri précisément dans les Aires de Santé(AS) de Bitobolo, Bunyakiri et Mingazi. Il est important de signaler que la population cible de l'étude est constituée spécifiquement des chefs de ménages dont l'âge varie de 18 à 65 ans ou plus.

Critères d'inclusion et d'exclusion dans l'étude

Ont été inclus dans cette étude, tout habitant des AS de l'étude dans la ZS de Bunyakiri, les chefs de ménages, homme et /ou femme âgé de 18 à 65 ans ou plus présents le jour de l'enquête dans les Aires de santé cible des enquêtes. En plus tous ceux qui ont accepté de répondre au questionnaire d'enquête de l'étude. Ont été exclus de cette étude, tous les absents dans les AS cibles de l'enquête dans la ZS de Bunyakiri le jour de la

collecte des données. Toute personne visiteuse dans le ménage et toute personne habitant hors d'aires de santé ciblées lors de la recherche.

Variables de l'étude

Les variables indépendantes: Caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, taille du ménage, profession, Niveau d'étude)

Variable dépendante : Survenue de maladies liées à l'insalubrité au sein du ménage.

Calcul de la taille minimale de l'échantillon

Pour calculer la taille de l'échantillon la formule de Schwartz (1965) ci-dessous était utilisée:

$$n = \frac{Z^2 XP(1-P)}{m^2}$$

Avec :

n = taille d'échantillon requise

z = niveau de confiance à 95% (1,96)

p = proportion de la population exposée (50%)

m = marge d'erreur à 5% (0,05)

$$n = \frac{Z^2 X.P(1-P)}{m^2} = \frac{(1,96)^2 .\ 0,5\,(1-0,5)}{(0,05)^2} = \frac{3,8416\,.0,5\,.0,5}{0,0025} = \frac{0,9604}{0,0025} = 384.16 \approx$$

384 ménages enquêtés.

Tenant compte de la couverture du rayon d'étude, l'échantillon ci-haut était divisé par 3 Aires de Santé(AS) soit (384 : 3) qui donne 128 ménages enquêtés par AS. Dans chaque AS, l'identification et la sélection des enquêtés était faite par village puis par ménage en respectant le pas de sondage jusqu'à obtenir 384 ménages au total dans les 3 AS cible de l'étude (Bitobolo, Bunyakiri et Mingazi).

Collecte des données

Les données étaient collectées à l'aide d'un questionnaire d'enquête conçu dans Kobocollect pour les informations

quantitatives. Il sied de signaler que celui-ci était conçu de manière synthétique avec des questions simples en rapport avec l'étude pour permettre une analyse claire des résultats.

Traitement et analyse des données

Les données ont été saisies et traitées sur Microsoft Excel 2013 puis les analysées grâce au logiciel SPSS version 23. Les résultats générés ont été présentés en tableaux avec intervalle de confiance à 95 %. Le seuil de signification statistique retenu était fixé à 5 % avec $p \leq 0,05$. Nous nous sommes servis des tests d'hypothèses pour comparer les échantillons selon les différents paramètres statistiques et variables d'étude, le test de chi-carré d'indépendance était réalisé. Différentes analyses étaient faites entre autres : analyse uni varié, analyse bi-variée et un modèle de régression logistique utilisé pour mesurer la force d'association entre chacune des variables indépendantes et celle dépendante de l'étude. Le modèle de régression logistique multi variable était utilisé dans l'ajustement avec toutes variables indépendantes avec $p \leq 0,05$ afin de détecter d'autres facteurs confondants de l'insalubrité.

Considérations éthiques

Pour le respect de l'éthique de la recherche, certaines précautions suivantes ont été prises : Au niveau des ZS, une autorisation nous a été livrée par les BCZS. Du coté des autorités politico-administratives et locales à leur tour ont admis aux enquêteurs d'entrer en contact avec les chefs des ménages des AS cible de l'étude. Nous avons expliqué les buts et objectifs de l'étude, son bien-fondé, la nature de la participation, la garantie de la confidentialité et l'absence de risque physique ou moral lié à sa participation ; le consentement libre et éclairé de

participer était acquit auprès de chaque sujet à interviewer.

2. Résultats

Tableau i: Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

Variables	**AS Bitobolo**	**AS Bunyakiri**	**AS Mingazi**	**Total**	**OR**	**IC à 95 %**	**P-value**
	n=128(%)	**n=128(%)**	**n=128(%)**	**n= 384(%)**			
Sexe							**0,929**
Féminin	62(48,4)	60(46,9)	59(46,1)	181(47,1)	0,146	(0,945-0,954)	
Masculin	66(51,6)	68(53,1)	69(53,9)	203(52,9)			
Age							**0,180**
18 - 25 ans	42(32,8)	34(26,6)	26(20,3)	102(26,6)	8,882	(0,175-0,190)	

26 - 35 ans	41(32,0)	45(35,2)	39(30,5)	125(32,6)			
36 - 45 ans	34(26,6)	33(25,8)	48(37,5)	115(29,9)			
56 - 65 ans	11(8,6)	16(12,5)	15(11,7)	42(10,9)			
Education							**0,257**
Aucune	30(23,4)	21(16,4)	23(18,0)	74(19,3)	14,725	(0,245-0,262)	
Diplôme d'Etat	27(21,1)	20(15,6)	32(25,0)	79(20,6)			
Formation professionnelle	2(1,6)	5(3,9)	4(3,1)	11(2,9)			
Graduat (A1)	7(5,5)	8(6,3)	11(8,6)	26(6,8)			
Licencié	2(1,6)	3(2,3)	4(3,1)	9(2,3)			
Primaire	24(18,8)	40(31,3)	22(17,2)	86(22,4)			
Secondaire	36(28,1)	31(24,2)	32(25,0)	99(25,8)			

Profession							**0,140**
Agent de l'Etat	12(9,4)	11(8,6)	12(9,4)	35(9,1)	12,263	(0,129-0,142)	
Agriculteur	66(51,6)	68(53,1)	49(38,3)	183(47,7)			
Eleveur	6(4,7)	12(9,4)	8(6,3)	26(6,8)			
Métier libéral	16(12,5)	10(7,8)	22(17,2)	48(12,5)			
Petit commerce	28(21,9)	27(21,1)	37(28,9)	92(24,0)			
Taille de ménage							**0,000**
1 personne	5(3,9)	18(14,1)	10(7,8)	33(8,6)	33,807	(0,000-0,000)	
13 personnes +	1(0,8)	5(3,9)	0(0,0)	6(1,6)			
2 à 4 personnes	36(28,1)	56(43,8)	44(34,4)	136(35,4)			

5 à 8 personnes	62(48,4)	31(24,2)	60(46,9)	153(39,8)			
9 à 12 personnes	24(18,8)	18(14,1)	14(10,9)	56(14,6)			

Les ménages enquêtés sont majoritairement dirigés par des hommes, appartenant essentiellement à des groupes d'âge adultes actifs. Le niveau d'instruction est globalement dominé par l'enseignement primaire et secondaire, avec une faible représentation du niveau supérieur. Les principales activités économiques exercées sont l'agriculture et le petit commerce, traduisant une économie de subsistance. La taille des ménages, généralement comprise entre quelques membres, montre une association statistiquement significative avec l'insalubrité et les enjeux de santé environnementale (p=0,000), soulignant son rôle dans l'organisation du cadre de vie et l'exposition aux risques sanitaires.

Tableau ii :Morbidité liée à l'insalubrité et enjeux de santé environnementale

Variables	**AS Bitobolo**	**AS Bunyakiri**	**AS Mingazi**	**Total**	**OR**	**IC à 95 %**	**P-value**
	n=128(%)	**n=128(%)**	**n=128(%)**	**n= 384(%)**			

Ménage avoir connu au moins un cas de maladie liée à l'environnement au cours des 12 derniers mois							0,364
Non	35(27,3)	35(27,3)	44(34,4)	114(29,7)	2,021	(0,383-0,402)	
Oui	93(72,7)	93(72,7)	84(65,6)	270(70,3)			
Types des maladies							0,149
Fièvre typhoïde	2(1,6)	2(1,6)	2(1,6)	6((1,6))	6,761	(0,135-0,149)	
Infections cutanée	11(8,6)	2(1,6)	6(4,7)	19(4,9)			

s							
Paludisme	115(89,8)	124(96,9)	120(93,8)	359(93,5)			
La survenue de des maladies saisonnière							0,017
Ne sait pas	37(28,9)	28(21,9)	21(16,4)	86(22,4)	12,095	(0,013-0,018)	
Saison des pluies	48(37,5)	39(30,5)	38(29,7)	125(32,6)			
Saison sèche	43(33,6)	61(47,7)	69(53,9)	173(45,1)			
Les groupes les plus touchés							0,000
Enfants de moins de 5 ans	45(35,2)	27(21,1)	55(43,0)	127(33,1)	35,979	(0,000-0,000)	
Femmes enceintes et	13(10,2)	35(27,3)	11(8,6)	59(15,4)			

allaitantes							
Personnes âgées	1(0,8	9(7,0)	8(6,3)	18(4,7)			
Tous les groupes	69(53,9)	57(31,7)	54(42,2)	180(46,9)			

Une proportion importante de ménages a rapporté la survenue d'au moins un épisode de maladie liée à l'environnement au cours de l'année précédant l'enquête. Le paludisme apparaît comme la pathologie prédominante, avec une occurrence marquée chez les enfants de moins de cinq ans, mais également présente dans l'ensemble des groupes d'âge. La dimension saisonnière de cette morbidité est clairement mise en évidence, avec des associations statistiquement significatives, confirmant le lien entre conditions environnementales et survenue des maladies.

Tableau iii:Gravité et conséquences sanitaires de l'insalubrité

Variables	AS Bitobolo	AS Bunyakiri	AS Mingazi	Total	OR	IC à 95 %	P-value
	n=128(%)	n=128(%)	n=128(%)	n= 384(%)			
Degré de gravité des maladies observées							0,000
Élevé	55(43,0)	24(18,8)	28(21,9)	107(27,9)	122,085	(0,000 - 0,000)	
Faible	40(31,3)	30(23,4)	51(39,8)	121(31,5)			
Modéré	1(0,8)	63(49,2)	12(9,4)	76(19,8)			
Très élevé	32(25,0)	11(8,6	37(28,9)	80(20,8)			
Maladies qui ont entraînées une hospitalisation							0,004
Non	53(41,4)	48(37,5)	73(57,0)	174(45,3)	11,034	(0,003 - 0,005)	
Oui	75(58,6)	80(62,5)	55(43,0)	210(54,7)			
Complications médicales							0,547
Non	39(30,5)	45(35,2)	47(36,7)	131(34,1)	1,205	(0,538 - 0,558)	
Oui	89(69,5)	83(64,8)	81(63,3)	253(65,9)			
Le ménage ayant eu recours à l'automédication avant la consultation							0,061
Non	25(19,5)	41(32,0)	30(23,4)	96(25,0)	5,583	(0,056 - 0,066)	
Oui	103(80,5)	87(68,0)	98(76,6)	288(75,0)			
Décès lié aux maladies dans le ménage							0,000
Non	24(18,8)	28(21,9)	57(44,5)	109(28,4)	24,930	(0,000 - 0,000)	
Oui	104(81,3)	100(78,1)	71(55,5)	275(71,6)			
Coût estimatif des soins liés aux maladies							0,006
Élevé	30(23,4)	31(24,2)	17(13,3)	78(20,3)	18,062	(0,004 - 0,007)	
Faible	40(31,3)	45(35,2)	51(39,8)	136(35,4)			
Modéré	21(16,4)	35(27,3)	25(19,5)	81(21,1)			
Très élevé	37(28,9)	17(13,3)	35(27,3)	89(23,2)			

ménages présentent un degré de gravité élevé, se traduisant par des hospitalisations fréquentes et la survenue de décès. Le recours à l'automédication avant la consultation médicale reste une pratique courante dans plusieurs ménages. Par ailleurs, le coût des soins liés à ces maladies varie considérablement d'un ménage à l'autre, allant de charges financières faibles à très élevées. Les niveaux de significativité observés indiquent que ces conséquences sanitaires et économiques sont étroitement associées à l'insalubrité du milieu de vie.

Tableau iv:Impact socio-sanitaire de l'insalubrité et enjeux de santé environnementale

Variables	**AS Bitobolo**	**AS Bunyakiri**	**AS Mingazi**	**Total**	**OR**	**IC à 95 %**	**P-value**
	n= 128(%)	**n= 128(%)**	**n= 128(%)**	**n= 384 (%)**			
Maladies avoir entraînées une incapacité temporaire							0,127
Non	23(18,0)	24(18,8)	35(27,3)	82(21,4)	4,12	(0,130-	

					5	0,144)	
Oui	105(82,0)	104(81,3)	93(72,7)	302(78,6)			
Maladies avoir perturbé les activités économiques des ménage							0,016
Non	25(19,5)	22(17,2)	40(31,3)	87(22,7)	8,293	(0,014-0,019)	
Oui	103(80,5)	106(82,8)	88(68,8)	297(77,3)			
Ménage avoir emprunter							0,272

de l'argent pour les soins							
Non	45(35,2)	56(43,8)	56(43,8)	157(40,9)	2,607	(0,275-0,293)	
Oui	83(64,8)	72(56,3)	72(56,3)	227(59,1)			
Les dépenses de santé avoir affecté d'autres besoins essentiels							0,069
Non	57(44,5)	63(49,2)	45(35,2)	165(43,0)	5,356	(0,065-0,075)	

Oui	71(55,5)	65(50,8)	83(64,8)	219 (57,0)			

Les maladies associées à l'insalubrité ont entraîné des incapacités temporaires chez les membres des ménages, affectant leur capacité à mener des activités quotidiennes et économiques. Ces pathologies ont également conduit de nombreux ménages à recourir à l'emprunt pour faire face aux dépenses de santé. Les résultats montrent que les coûts liés aux soins ont eu des répercussions sur la satisfaction d'autres besoins essentiels du ménage, traduisant une pression financière significative, bien que certains liens statistiques apparaissent moins marqués.

Tableau v:Perception globale de la santé environnementale

Variables	**AS Bitobolo**	**AS Bunyakiri**	**AS Mingazi**	**Total**	**OR**	**IC à 95 %**	**P-value**
	n=128(%)	**n=128(%)**	**n=128(%)**	**n= 384(%)**			
Manière d'évaluation de l'état de santé environnementale de en milieu de vie des ménages							0,000
Bon	97(7	38(2	88(6	223(	17	(0,00	

	5,8)	9,7)	8,8)	58,1)	6,260	0-0,000)	
Mauvais	4(3,1)	16(12,5)	35(27,3)	55(14,3)			
Moyen	26(20,3)	16(12,5)	3(2,3)	45(11,7)			
Très bon	1(0,8)	58(45,3)	2(1,6)	61(15,9)			
L'insalubrité constitue un risque majeur pour la santé							0,000
Ne sait pas	32(8,3)	20(5,2)	7(5,5)	59(15,4)	25,647	(0,000-0,000)	
Non	15(11,7)	34(26,6)	34(26,6)	83(21,6)			
Oui	81(63,3)	74(57,8)	87(68,0)	242(63,0)			
L'amélioration de l'assainissement réduirait les maladies dans le ménage							0,000
Ne sait pas	49(3	18(1	39(3	106(	25,	(0,00	

	8,3)	4,1)	0,5)	27,6)	409	0-0,0000)	
Non	35(27,3)	33(25,8)	24(18,8)	92(24,0)			
Oui	44(34,4)	77(60,2)	65(50,8)	186(48,4)			
Qualification de l'évolution de la santé environnementale ces dernières années							0,042
Amélioration	69(53,9)	60(46,9)	48(37,5)	177(46,1)	9,893	(0,038-0,046)	
Dégradation	18(14,1)	19(14,8)	32(25,0)	69(18,0)			
Stagnation	41(32,0)	49(38,3)	48(37,5)	138(35,9)			

Les ménages interrogés présentent des perceptions diverses de l'état de la santé environnementale dans leur milieu de vie, allant d'une appréciation favorable à une perception négative. L'insalubrité est majoritairement reconnue comme un risque important pour la

Variables	AS Bitobolo	AS Bunyakiri	AS Mingazi	Total	OR	IC à 95 %	P-value
	n=128(%)	n=128(%)	n=128(%)	n= 384(%)			
Différents types de déchets produits par les ménages							0,000
Autres	5(3,9)	3(2,3)	13(3,4)	21(5,5)	25,941	(0,000-0,000)	
Déchets ménagers	106(82,8)	96(75,0)	110(85,9)	312(81,3)			
Déchets plastiques	17(13,3)	29(22,7)	5(3,9)	51(13,3)			
Canaux de communication sur l'assainissement du milieu							0,000
Leaders locaux	38(29,7)	39(30,5)	76(59,4)	153(39,8)	35,913	(0,000-0,000)	
Médias(radio, télévision, affiches)	52(40,6)	43(33,6)	19(14,8)	114(29,7)			

Sensibilisation communautaire	38(29,7)	46(35,9)	33(25,8)	117(30,5)			
Gestion des ordures ménagères et autres déchets							0,034
Autres	1(0,8)	9(7,0)	14(10,9)	24(6,3)	13,646	(0,030-0,037)	
Jetés dans la nature	60(46,9)	64(50,0)	53(41,4)	177(46,1)			
Jetés dans la poubelle	47(36,7)	38(29,7)	46(35,9)	131(34,1)			
Mis dans des sacs et parfois incinérés	20(15,6)	17(13,3)	15(11,7)	52(13,5)			
Stratégies qui pourraient être mises en œuvre pour assainir les villages							0,0000
Création d'une brigade d'assainiss	38(29,7)	49(38,3)	37(28,9)	124(32,3)	76,045	(0,000-0,000)	

ement							
Mise en place de sites de collecte des ordures	10(7,8)	46(35,9)	64(50,0)	120(31,3)			
Organisation de travaux communautaires	80(62,5)	33(25,8)	27(21,1)	140(36,5)			

santé. Une partie des ménages estime que l'amélioration de l'assainissement pourrait contribuer à la réduction des maladies, tandis qu'un autre groupe exprime une incertitude à ce sujet. Les opinions sur l'évolution récente de la santé environnementale divergent, oscillant entre amélioration, stagnation et dégradation, avec des associations statistiquement significatives.

Tableau vi: Gestion des déchets et assainissement

La gestion des déchets au niveau des ménages est caractérisée par une prédominance des déchets ménagers, suivis des déchets plastiques et autres types. Les informations relatives à l'assainissement proviennent principalement des leaders locaux, des actions de sensibilisation communautaire et des médias. Les pratiques de gestion des ordures restent variées, incluant à la fois des modes d'élimination non contrôlés et l'utilisation de dispositifs de collecte. Les ménages proposent plusieurs stratégies susceptibles d'améliorer l'assainissement, notamment la mise en place de brigades d'assainissement, de sites de collecte et l'organisation de travaux communautaires, avec des

associations statistiquement significatives en faveur d'une meilleure gestion des déchets.

4. Discussion des résultats

Caractéristique sociodémographique

Dans la présente étude, 52,9% des responsables des ménages interrogés étaient de sexe masculin, avec un âge majoritaire entre 26-35 ans (32,6%) et 36-45 ans (29,9%). L'agriculture et le petit commerce dominaient les professions des enquêtés (47,7% et 20,6%). Le niveau d'éducation reste majoritairement primaire et secondaire, avec seulement une petite proportion ayant un niveau supérieur, et la taille des ménages (2 à 8 personnes) influençait significativement l'insalubrité et la santé environnementale (p=0,000).

Ces résultats sont cohérents avec ceux de Mubalama *et al.* (2021) dans la province du Sud-Kivu, qui ont montré que la majorité des chefs de ménage étaient masculins (55%) et que la taille des ménages influençait significativement la pratique d'hygiène domestique et la gestion des déchets (p<0,05) [15]. Cependant, dans certaines zones urbaines du Kivu, Nkulu *et al.* (2022) ont trouvé un pourcentage plus élevé d'éducation secondaire et tertiaire (60%), ce qui pourrait expliquer de meilleures pratiques d'assainissement et de prévention des maladies environnementales [16]. Cette comparaison montre l'importance du niveau d'instruction et de la taille du ménage dans la détermination de l'exposition aux risques sanitaires liés à l'insalubrité.

Morbidité liée à l'insalubrité et enjeux de santé environnementale

Le résultat des analyses rapporte une prévalence élevée de maladies liées à l'environnement, notamment le paludisme (93,5%), affectant surtout les enfants de moins de 5 ans (33%) et l'ensemble des groupes d'âge (46,9%), avec significativité (p=0,017 et p=0,000). Ces chiffres sont supérieurs à ceux rapportés par Kanyamuna *et al.* (2020) dans le Haut-Katanga, où la prévalence du paludisme liée aux conditions environnementales était de 75% chez les enfants de moins de 5 ans [17]. L'écart peut s'expliquer par les différences de pratiques d'assainissement et de sensibilisation communautaire.

Le lien statistiquement significatif dans la présente étude (p=0,000) confirme la gravité des facteurs environnementaux dans la morbidité des ménages.

Gravité et conséquences sanitaires de l'insalubrité

L'étude montre que 54,7% des ménages ont dû hospitaliser des membres pour des maladies liées à l'insalubrité (p=0,004), et 71,6% de décès étaient liés à ces maladies (p=0,000). Une proportion importante (75%) avait recours à l'automédication (p=0,061), et les coûts des soins étaient variables. Ces résultats corroborent les observations de Mwaba *et al.* (2023**)** à Bukavu, où 50% des ménages rapportaient des hospitalisations dues aux pathologies environnementales et 65% recouraient à l'automédication [18]. L'ampleur des coûts des soins dans la présente étude, avec des montants très élevés pour 23,2% des ménages en payant les soins (p=0,006), illustre l'impact économique de

l'insalubrité sur les ménages, souligné également par Kalambayi et al. (2021) dans leur étude menée en RDC.

Impact socio-sanitaire de l'insalubrité et enjeux de santé environnementale

Les maladies environnementales ont causé une incapacité temporaire chez 78,6% des ménages (p=0,127), perturbé les activités économiques (77,3%, p=0,016) et entraîné des emprunts pour les soins de santé (59,1%, p=0,272). Ces dépenses ont affecté d'autres besoins essentiels (57%, p=0,069).
Ces constats sont similaires à ceux de Mukendi *et al.* (2022) à Goma, qui ont trouvé que 70% des ménages avaient subi une perte de revenus liée à des maladies environnementales, et 60% avaient dû emprunter pour payer les soins [20]. La significativité pour certaines variables (p<0,05) dans la cette recherche souligne l'impact réel de l'insalubrité sur le bien-être socio-économique des ménages.

Perception globale de la santé environnementale

Dans la ZS de Bunyakiri, 58,1% des ménages évaluent la santé environnementale comme bonne, 15,9% très bonne, et 14,3% mauvaise. L'insalubrité est considérée comme un **risque** majeur par 63% des ménages (p=0,000). L'amélioration de l'assainissement pourrait réduire les maladies selon 48,4% des ménages. L'opinion sur l'évolution de la santé environnementale diverge : 46,1% constatent une amélioration, 35,9% une stagnation, et 18% une dégradation (p=0,042).
Ces perceptions sont en accord avec Nyembo *et al.* (2021), où 60% des ménages considéraient l'état environnemental de leur village comme bon, mais

seulement 40% estimaient que l'assainissement réduisait significativement les maladies [21]. Ces résultats montrent l'importance des programmes de sensibilisation et de participation communautaire pour renforcer la perception positive et l'action collective.

6. Gestion des déchets et assainissement

Les ménages produisent principalement des déchets ménagers (81,3%) et plastiques (13,3%) (p=0,000). Les canaux de sensibilisation incluent leaders locaux (39,8%), campagnes communautaires (30,5%) et médias (29,7%). La gestion est souvent inadéquate : 46,1% jettent les déchets dans la nature, et seulement 34,1% utilisent des poubelles (p=0,03). Les stratégies suggérées pour assainir les villages comprennent la brigade d'assainissement (32,3%**)**, les sites de collecte (31,3%) et travaux communautaires (36,5%, p=0,000).
Ces résultats concordent avec Kalumba *et al.* (2020), où plus de 50% des ménages dans des zones rurales du Sud-Kivu jetaient les déchets dans l'environnement, et seulement 30% avaient accès à des systèmes de collecte organisés [22]. L'importance de la sensibilisation communautaire et de l'organisation locale est renforcée par les preuves de la présente recherche dans les AS de la ZS de Bunyakiri.

Conclusion

L'étude démontre une **prévalence élevée de maladies liées à l'insalubrité**, avec des conséquences sanitaires, économiques et sociales importantes. La gestion des déchets et l'assainissement demeurent insuffisants, et les perceptions des ménages sont variées mais reflètent

une compréhension des risques liés à l'insalubrité. Les résultats sont cohérents avec d'autres études récentes, et les p-values indiquent que les associations observées sont statistiquement significatives, renforçant la fiabilité des conclusions issues des analysées.

Recommandations :

- Renforcer la sensibilisation communautaire sur l'assainissement et la prévention des maladies environnementales.
- Développer des infrastructures de gestion des déchets accessibles et fonctionnelles.
- Promouvoir l'éducation et la participation communautaire pour améliorer les pratiques sanitaires et réduire la morbidité.

Financement : Cette recherche n'a bénéficié d'aucune subvention spécifique de la part d'un organisme de financement public, commercial ou but lucratif.
Conflits d'intérêts : Les auteurs ne déclarent aucun conflit d'intérêts.

Contribution des auteurs : Wetekaye-Naluganda Jean-Pierre a réalisé la collecte des données ainsi qu'à la rédaction de la première version du manuscrit.
Bitongwa Masumbuko Jacques a porté un appui à l'analyse et interprétation des résultats.
Mapendo Neema Justine était chargée pour l'accompagnement des équipes de collecte des données sur le terrain et revue du manuscrit.
Remerciements : Les auteurs tiennent à remercier tous les participants à cette étude qui ont contribué à l'organisation du travail sur le terrain dans les AS de Bitobolo, de Bunyakiri et de Mingazi de la Zone de santé

de Bunyakiri. Ils remercient ceux qui ont collaboré à la conception des outils de collecte et d'analyse des données ainsi qu'à ceux qui ont contribué à enrichir ce travail. Enfin aux autorités sanitaires de la ZS de Bunyakiri pour avoir autorisé la réalisation de cette étude.

Références

1. WHO. (2021). *Global Health Observatory – WASH Indicators*.
2. UNEP. (2022). *Environmental Health and Human Exposure Report*.
3. Akondugwu, E., et al. (2021). *Urban Waste Management in Nigerian Cities*. Journal of Environmental Health
4. Munyaneza, P., & Habiyaremye, A. (2020). *Household Waste Exposure and Diarrheal Risks in Rwanda*. African Journal of Public Health
5. Simatele, D., & Etongo, D. (2022). *Environmental Governance and Waste Systems in Zambia*. Sustainability.
6. WHO/UNICEF. (2023). *Country WASH Profile – Democratic Republic of Congo*.
7. Kayembe, B., et al. (2023). *Household Waste Practices in Kinshasa*. Journal of Urban Health.
8. Muyembe, T., et al. (2021). *Environmental Pollution and Disease Burden in Kongo Central*. RDC Health Review.
9. Karemere, H., et al. (2022). *Urban Environmental Health in Bukavu*. East African Journal of Environmental Studies.
10. Kanyamuna, M., Tshibanda, F., & Kalenga, R. (2020).

11. Kalambayi, J., Mavula, P., & Kabongo, S. (2021). Economic impact of environmental health risks on households in Eastern DRC. African Health Sciences, 21(4), 1021-1032
12. Mukendi, V., Tshibanda, F., & Banza, L. (2022). Socio-economic consequences of environmental health issues in households, Goma, DRC. Journal of Environmental Policy, 10(3), 77-88.
13. Nyembo, R., Kasongo, F., & Mbuyi, J. (2021). Household perceptions of environmental health in rural South Kivu, DRC. International Journal of Environmental Health, 13(2), 101-113.
14. Kalumba, T., Mpoyi, J., & Kabongo, F. (2020). Household waste management practices in rural South Kivu, DRC. Environmental Sanitation Journal, 8(1), 25-37

Par *Wetekaye Naluganda Jean-Pierre,*
Bitongwa Masumbuko Jacques &
Mapendo Neema justine

XX. COMMUNICATION NON VIOLENTE POUR LA REVALORISATION DE L'IMAGE DE LA POLICE NATIONALE CONGOLAISE : PERCEPTION DES PRATIQUES POLICIERES A KINSHASA

Par Pascal TSHITOKA NGALAMULUME

- *Université de Kinshasa*
- *Licencié en Communications sociales*
- *Pascaltshitoka216@gmail.com*
- *Tel. +243 813208072 / 975963592*

Biographie de l'auteur

TSHITOKA NGALAMULUME Pascal *est un communicant, journaliste et assistant universitaire congolais, spécialisé en sciences des communications sociales et communication des organisations. Il réside à Kinshasa, commune de Kinshasa, République Démocratique du Congo. Animé par le souci de relever de nouveaux défis professionnels et de contribuer activement au développement des institutions auxquelles il collabore, il s'est progressivement imposé comme un acteur engagé dans le domaine de la communication institutionnelle, journalistique et académique. Sur le plan académique, Pascal Tshitoka a effectué ses études primaires à l'École Primaire SNCC, où il a obtenu son certificat de fin d'études primaires. Il a poursuivi ses études secondaires à l'Institut 1 Bambous de Kinshasa, section Scientifique (Chimie-Biologie), sanctionnées par un Diplôme d'État.*

Il est titulaire d'un Graduat en Sciences des Communications Sociales obtenu en 2019, ainsi que d'une Licence en Communication des Organisations obtenue en 2021. Soucieux d'approfondir ses connaissances scientifiques, il est actuellement apprenant en Diplôme d'Études Approfondies (DEA) à l'Université de Kinshasa pour la période 2023–2025. Sur le plan professionnel, TSHITOKA NGALAMULUME Pascal exerce depuis 2021 comme Assistant à la Faculté des Communications Sociales de l'Université Révérend Kim, où il encadre les étudiants lors des séances pratiques dans les cours de Méthodologie de l'information, Gestion d'une agence conseil en communication et Communication de crise. Il accompagne également les étudiants dans la réalisation de leurs travaux de fin de cycle. Depuis 2024, il assume en outre la fonction de Secrétaire du jury au sein de la même faculté, contribuant à l'organisation académique et administrative des évaluations.

Parallèlement à ses activités universitaires, il est depuis 2021 Secrétaire de rédaction du magazine économique Flambeau Eco, où il assure la rédaction et la correction des articles, participant activement à la qualité éditoriale de la publication. Il a également acquis une expérience pratique diversifiée à travers :

- *un stage académique au service de Contrôle Interne de la Microfinance PROCFIN SA en 2021 ;*
- *un poste d'agent commercial à Kadiel Group Consulting en 2020, chargé de la prospection et de la recherche de marchés publicitaires pour les chaînes Télé Plus et Star TV ;*
- *une fonction de chargé de communication au sein de l'ONG Empire of Children, axée sur la mobilisation communautaire et la gestion documentaire ;*

- *une expérience de journaliste reporter stagiaire à Radio Maria en 2019, où il a animé la tranche matinale, rédigé des informations et réalisé des reportages de terrain ;*
- *une participation en 2018 comme membre du centre de compilation des résultats électoraux de la CENI (Lemba Foire), ainsi que comme témoin dans un bureau de vote. Sur le plan des compétences, TSHITOKA NGALAMULUME Pascal se distingue par une excellente maîtrise de l'écriture journalistique (presse écrite et en ligne), une bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Photoshop), des outils de communication numérique, ainsi qu'une forte capacité à travailler en équipe sous pression. Il maîtrise le français, le swahili, le tshiluba et le lingala.*

Grâce à son parcours académique, médiatique et institutionnel, TSHITOKA NGALAMULUME Pascal incarne une nouvelle génération de professionnels de la communication, engagés dans la rigueur, l'éthique, la créativité et le développement des organisations en République Démocratique du Congo.

Résumé : *Cette recherche examine la pertinence de la communication Non Violente pour la revalorisation de l'image de la Police Nationale Congolaise (PNC). Une étude ethnographique des pratiques des policiers menée à Kinshasa. Elle vise à montrer l'importance de l'usage d'une communication Non Violente par la police nationale congolaise pour redorer son image auprès du public kinois et de proposer une politique de communication responsable pouvant aider à rétablir la confiance, la bonne réputation et la crédibilité de la police, au regard de l'opinion publique négative dont elle fait objet. Inscrite dans une approche qualitative, nous avons fait appel à la*

méthode ethnographique qui nous a aidé dans notre étude sur terrain, à savoir comment le phénomène se vit, se vérifie sur terrain. Elle a été appuyée par les techniques d'entretien semi-directif, d'observation directe et de documentation.

Notre recherche a été prise en charge par trois théories de communication, à savoir : la théorie de la communication pour le changement social et de comportement, la théorie des interactions sociales et la théorie des représentations sociales. Les enquêtes opérées ont révélé que la Police nationale congolaise a quasiment une mauvaise image dans l'exercice de leur mission à Kinshasa. Car cet organe important a au fil de temps perdu ses objectifs premiers. Plutôt de protéger les citoyens et leurs biens, la police nationale congolaise use de la violence corporelle et psychologique sur des citoyens inoffensifs. Dans le souci de redorer l'image de la police nationale congolaise dans l'exercice de sa mission et rétablir la confiance avec la population, nous avons proposé donc une campagne de sensibilisation pour une communication Non Violente.

Mots-clés : *Communication Non Violente, image, revalorisation, communication publique.*

Abstract: *This research examines the relevance of Nonviolent Communication in enhancing the image of the Congolese National Police (PNC). It is based on an ethnographic study of police practices conducted in Kinshasa. The study aims to highlight the importance of adopting Nonviolent Communication by the Congolese National Police to restore its image among the Kinshasa public and to propose a responsible communication policy that could help rebuild trust, reputation, and credibility, given the negative public opinion surrounding the institution.*

Grounded in a qualitative approach, the study employed ethnographic methods to explore how the phenomenon is experienced and observed in the field. It was supported by semi-structured interviews, direct observation, and documentation techniques. The research was guided by three communication theories: the theory of communication for social and behavioral change, the theory of social interactions, and the theory of social representations. Findings revealed that the Congolese National Police has largely developed a negative image in the exercise of its mission in Kinshasa. Over time, this crucial institution has strayed from its primary objectives. Instead of protecting citizens and their property, the police often resort to physical and psychological violence against harmless civilians. To restore the image of the Congolese National Police in fulfilling its mission and to rebuild trust with the population, we therefore propose a public awareness campaign promoting Nonviolent Communication.

Keywords: *Nonviolent Communication, image, revalorization, public communication.*

Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC), et plus particulièrement Kinshasa, est le théâtre de nombreuses interactions entre la population et les forces de l'ordre. La Police Nationale Congolaise (PNC), chargée de maintenir l'ordre public, est perçue de manière négative par la population. Cette perception est justifiée par des actions de violence policière, de corruption, d'abus de pouvoir et d'un manque de professionnalisme dans la gestion des conflits. Dans ce climat de méfiance, la communication entre la police et les citoyens devient un enjeu crucial. La communication Non Violente (CNV),

fondée sur l'écoute active, l'empathie et le respect mutuel, apparaît comme une approche prometteuse pour transformer les relations entre les agents de la PNC et la population. Elle offre un cadre pour désamorcer les tensions, favoriser le dialogue et reconstruire la confiance. Dans un tel environnement, la communication devient un enjeu stratégique. Les échanges entre policiers et citoyens ne se limitent pas à des interactions techniques (contrôles, interventions, arrestations), mais portent une dimension symbolique : ils reflètent la relation fade entre l'autorité publique et la population. Pourtant, lorsque cette communication est marquée par l'agressivité, l'intimidation ou l'absence d'écoute, elle accentue les tensions et fragilise la légitimité de l'institution policière.

L'étude ethnographique à Kinshasa permet d'ancrer cette réflexion dans une réalité concrète, en observant les pratiques de communication sur le terrain, les perceptions des citoyens, et les dynamiques sociales qui influencent l'image de la police. Ainsi, ce travail se justifie par sa double portée : d'une part scientifique, en enrichissant la littérature sur les pratiques de communication policière en RDC; et d'autre part sociale, en proposant des pistes concrètes pour redorer l'image de la police, rétablir une relation de confiance police-population et renforcer la légitimité de l'action publique.

1. Problématique de la recherche

Les pratiques policières à Kinshasa sont souvent perçues comme brutales, arbitraires, corrompues, etc. Les médias et réseaux sociaux relaient régulièrement des cas d'abus, renforçant la perception négative de l'institution. C'est le cas des révélations macabres de Junior Mboso Kazadi, fils du vice-président de l'Assemblée Nationale et commissaire principal de la police nationale congolaise et Sd adjoint à la Légion

d'intervention rapide, qui a dénoncé publiquement les dérives au sein de la Police Nationale Congolaise. Refusant de participer à ce qu'il qualifie de « *génocide* », accusant certains policiers d'être alliés à des criminels, rendant la police plus dangereuse que les kuluna. Il critique également les arrestations arbitraires non ciblés visant les jeunes :

À Kinshasa, être tatoué, bien habillé ou simplement en couple dans la rue suffit à être suspecté. Les policiers fabriquent des infractions en plaçant du chanvre sur des innocents pour leur extorquer de l'argent. Plusieurs personnes arrêtées puis jugées sont ensuite relâchées grâce à la corruption. Un système mafieux en place au sein de la police. Les téléphones, argent et vêtements sont systématiquement confisqués lors des bouclages par la police. Dit-il. Ses révélations, saluées par la jeunesse congolaise, mettent en lumière l'urgence d'une réforme de la sécurité dans un pays où être jeune est devenu un danger. Pourtant, des initiatives de réforme sont en cours, notamment autour de la formation, de la proximité et de la communication. Aux termes de l'article 182 de la constitution, la mission de protéger les personnes et leurs biens est dévolue à la PNC sous réserve de l'article 187 alinéa 2 de la Constitution qui révèle : *« Les forces armées ont pour mission de défendre l'intégrité du territoire national et les frontières. Dans les conditions fixées par la loi, elles participent, en temps de paix, au développement économique, social et culturel ainsi que qu'à la protection des personnes et de leurs biens»*[235].

[235] Articles 187 de la Constitution de 2006 telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011, portant révision de certains articles de la Constitution de la RDC ;

Tout changement est un processus complexe. Le changement de comportement d'un individu est donc caractérisé par la modification d'une action et d'une façon de se comporter (Ajzen et Fishbein, 1980; cités dans Mc Cormack Brown, 1999). Lorsqu'on s'intéresse au changement de comportement d'un individu, on observe surtout la démarche avec laquelle celui-ci modifie ses actions, en regardant les étapes qu'il suit pour arriver à son but: soit de passer du comportement actuel non-désiré au comportement souhaité. Par conséquent, la police nationale congolaise qui est un service public, civil, accessible, à l'écoute de la population et chargée de la sécurité et tranquillité publique s'est vue au cours de ces dernières années être auteure des violences et des crimes. Ainsi, nous formulons notre question principale de recherche en ces termes : comment la communication non-violente peut-elle contribuer à redorer l'image de la Police Nationale Congolaise ?

De cette question générale découle les questions subsidiaires ci-après :

- *Quels sont les pratiques ou actes de violence que les policiers manifestent lors de leurs interventions ?*
- *Comment les kinois perçoivent la Police Nationale Congolaise ?*
- *Quelle politique de communication non-violente mettre en place pour redorer l'image de la PNC ?*

2. Hypothèses

La Police Nationale Congolaise aurait une image négative caractérisée par des pratiques violentes lors de ses différentes interventions sur terrain. Ces violences incluent des actes comme des coups, bastonnades, traitements inhumains infligés aux civils lors des arrestations ou de contrôles, arrestations arbitraires,

viols, complicité criminelle, destructions méchantes, interventions musclées, intimidation, extorsion, abus de pouvoir, recours aux armes à feu ou aux gaz lacrymogènes dans des contextes non justifiés, notamment lors de manifestations ou d'opérations de maintien de l'ordre, etc. L'intégration de la communication Non Violente dans les pratiques quotidiennes de la PNC permettrait d'améliorer significativement la perception citoyenne de l'institution, en favorisant la coopération, le respect mutuel, la crédibilité et la confiance.

Pour organiser une politique de communication Non Violente de la police Congolaise, il faudrait procéder par la mise en place de *la campagne de sensibilisation* des policiers sur les normes et bonnes valeurs civiques et *la campagne de conscientisation* sur le bon comportement à adopter de la police vis-à-vis des paisibles citoyens. Ces deux campagnes pourront contenir des messages civiques comme : *« La police protège les citoyens et leurs biens, pas le contraire », « Policier aza Munguna ya population soki mukie te »*, c'est-à-dire *« Interpeller n'est pas synonyme de brutaliser ».* Pour une bonne application d'une telle politique de communication, il faudrait avant tout instaurer un système de recrutement répondant aux exigences adéquates, notamment : organiser les formations de qualité, faire les permutations des unités, procéder au contrôle, former et procéder aux sanctions, réprimandes, révocation, punitions pour ceux qui font recourt à la gâchette facile, violence. La police atteindrait ses objectifs et missions premiers si elle adoptait une communication non-violente et qu'elle arrivait à appliquer *le savoir-vivre, savoir-être et savoir-faire*.

Pour ce travail, nous allons utiliser *la méthode ethnographique* qui nous aidera dans notre étude sur terrain, à savoir comment le phénomène se vit, se vérifie sur terrain. La méthode ethnographique qui est une méthode qualitative consistant à observer directement sur le terrain la situation sociale que l'on cherche à étudier, ce qui implique que le chercheur soit physiquement présent sur le terrain. Pour ce travail, nous allons utiliser *la méthode ethnographique* qui nous aidera dans notre étude sur terrain, à savoir comment le phénomène se vit, se vérifie sur terrain. La méthode ethnographique qui est une méthode qualitative consistant à observer directement sur le terrain la situation sociale que l'on cherche à étudier, ce qui implique que le chercheur soit physiquement présent sur le terrain. Pour obtenir ces données, l'entretien semi-directif se compose d'**une série d'interrogations ouvertes.** Elles sont préparées en amont par le chercheur et les données recueillies devront être interprétées, afin de rédiger une conclusion argumentée. Notre recherche est prise en charge par trois théories de communication, à savoir : la théorie de la communication pour le changement social et de comportement, la théorie des interactions sociales et la théorie des représentations sociales.

II. Concepts de base

2.1. Communication

En paraphrasant Jacques Durant, nous pouvons déduire que la communication est comprise comme un échange qui s'effectue entre deux personnes. Cet échange peut être de nature verbale ou non verbale comme les gestes, les mimiques, les regards (DURANT, J., Bordas, 1981, p.9). Pour Yves Winkin, « la communication est conçue comme un système à multiple canaux auxquels l'acteur social a à tout instant, qu'il le veuille ou non par ses gestes, son regard, son silence, sinon son absence il communique (WINKIN,Y., Larousse,1995, p.14.). La communication déborde l'expression verbale et utilise de nombreux signaux mimiques ou gestuels, des techniques nouvelles et de nouveaux supports (informatique, téléphone mobile, numérique, etc.), (JOLY,B., De Boeck Supérieur, 2009, p.7). Elle constitue non seulement un phénomène naturel, mais aussi culturel et créatif, par ordre croissant d'importance. Ces trois niveaux de pertinence correspondent aux niveaux d'implication de l'homme dans l'univers des objets, des relations interindividuelles et des ordres sociopolitiques (MAIGRET, E., Armand Colin, 2004, p.11).

2.2. Communication non violente

La Communication Non Violente (CNV) met l'accent sur l'importance de séparer les observations des évaluations lors de la communication avec les autres. Mélanger les deux peut entraîner des malentendus et des résistances, car les critiques interprètent souvent les observations teintées d'évaluations comme des attaques personnelles (ROSENBERG B, M., p.16.).

- **Observation vs Évaluation**

L'observation doit se concentrer sur des comportements spécifiques sans attacher de jugements ou d'étiquettes.

- **Langage et Perception**

Le langage crée souvent des perceptions statiques et limitées de la réalité ; il est donc essentiel de communiquer d'une manière qui reflète des processus et des changements en cours plutôt que des identités figées.

- **Exprimer ses émotions**

Le deuxième composant de la CNV se concentre sur l'identification et l'expression précises des émotions. Beaucoup de gens ont du mal à articuler leurs émotions, s'appuyant souvent sur un langage évaluatif qui obscure leur véritable état émotionnel.

- **Implications de l'expression émotionnelle**

- Les émotions non exprimées peuvent avoir un impact négatif sur les relations personnelles et professionnelles, entraînant malentendus et déconnexion émotionnelle.
- Utiliser un vocabulaire clair des émotions facilite la connexion avec les autres et l'expression de la vulnérabilité, ce qui peut contribuer à résoudre les conflits.

La force de la CNV est de déplacer notre regard en mettant en lumière les conditionnements éducatifs et culturels, qui contribuent à la violence en alimentant la peur de l'autre.

2.3. Image organisationnelle

Selon le dictionnaire historique le Robert, l'image est une illustration visuelle d'une personne, d'un objet, d'une scène ou d'un autre sujet; sous un angle naturel, elle peut se représenter à travers un reflet, une ombre etc…,d'un point de vue artificiel elle est souvent créée grâce à des procédés tels que la sculpture, la photographie, la peinture, le dessin etc…(Dictionnaire, *Larousse de poche,* p.210). Pour Olivier Boulnois, le terme image désigne une reproduction d'une chose existante. D'après lui à l'époque il désignait initialement un masque placé sur le visage d'un défunt pour en capturer les traits et reproduire fidèlement le portrait agissant ainsi comme une copie fidèle (BOULNOIS, O., Seuil, 2008, p13.) Selon nous, l'image est une représentation que les hommes se font d'un objet, d'une marque ou d'une entreprise.

2.3.1. Types d'image

Plusieurs personnes ne savent établir une nette différence entre les images qui participent à celle dite « image globale de l'entreprise ». il s'agit notamment de l'image de marque, image du produit et image institutionnelle.

Celle-ci est souvent confondue par des nombreuses personnes, c'est ainsi, nous avons jugé nécessaire de relever les caractéristiques qui différencient ces sortes.

a) **Image perçue :** il s'agit de la manière dont le segment ou le cible voit et perçoit la marque, son étude se fait généralement sur terrain.
b) **Image réelle :** elle correspond à ce que l'entreprise est vraiment d'une manière objective, en répondant à la question qui êtes-vous vraiment ?
c) **Image voulue :** il s'agit de la façon dont l'entreprise souhaite être perçue par ses cibles et qui résulte d'une décision de positionnement. Plus l'identité de marque est légitime, crédible et comprise par l'ensemble des acteurs, plus elle sera proche de l'image perçue. Souligne Bosphere SENS dans son livre, image de marque d'une entreprise, définition marketing.

2.4. Communication publique

La communication publique, selon Pierre Zémor, est une communication formelle émise par des institutions publiques qui vise à l'échange et au partage d'informations d'utilité publique ainsi qu'au maintien du lien social. Elle se distingue de la communication politique ou électorale et cherche à servir l'intérêt général, en améliorant la connaissance civique, facilitant l'action publique, garantissant le débat politique, et rendant compte de l'action des institutions publiques (ZÉMOR, P., PUF, collection « Que sais-je ? », 1995, p.128).

Zémor insiste sur le fait que la communication publique n'a pas pour but d'occuper tout le champ de la communication naturelle dans un territoire, mais elle s'inscrit dans un cadre spécifique où elle doit être authentique, à long terme, et tournée vers la proximité avec les citoyens. Cette communication vise à informer,

expliquer, engager le dialogue, promouvoir les services publics, accompagner le changement, et valoriser les territoires. La communication publique est fondamentale dans la démocratie, permettant aux citoyens de mieux comprendre et participer à la vie publique, loin de la propagande, avec un souci de transparence et de crédibilité.

III. Préalable de l'enquête de terrain

2.1. Échantillon représentatif

On parle d'échantillon représentatif lorsqu'il est question de recueillir une image globalement conforme à celle qui serait obtenue en interrogeant l'ensemble de la population (N'DA, P., L'Harmattan, 2015). L'échantillon représentatif est en quelque sorte une réplique en miniature de la population cible, avec ses caractéristiques. Il existe des moyens statistiques de définir un échantillon représentatif sur lesquels nous ne nous arrêterons pas.

2.2. Type d'échantillon choisi

L'échantillon non probabiliste par choix raisonné, typique ou intentionnel Il s'agit de technique utilisée pour le choix des sujets ou des phénomènes présentant des caractéristiques typiques, les distinguant des autres, comme dans l'étude des cas extrêmes ou déviants, ou des cas typiques, etc. La sélection des cas particuliers permet d'étudier des phénomènes rares ou inusités. Il s'agit de choix raisonné ou intentionnel car la technique repose sur le jugement du chercheur qui fait le tri des cas à inclure dans l'échantillon répondant de façon satisfaisante à sa recherche. Le choix raisonné amène à sélectionner des individus « moyens » que l'on déclare représentatifs d'un groupe. Représentatif signifie ici « typique » ou « exemplaire ».

2.3. Nombre d'enquêtés tirés par commune

Ces vingt enquêtés sont catégorisés en fonctions de la fréquence de la fréquence des interventions policières produisant potentiellement une fréquence élevée d'actes de violence des policiers.

Communes	Nombre d'enquêtés	Sexe	Moyenne d'âge	Fonctions ou occupation
Masina	3	Deux hommes et une femme	De 25 à 45 ans	Un motard, un chauffeur et une maman vendeuse
Kinshasa	2	Deux hommes	Idem	Deux activistes politiques
Kimbanseke	6	Quatre hommes et deux femmes	Idem	Deux chauffeurs de taxi, deux fonctionnaires, une commerçante et une étudiante
N'djili	4	Trois femmes et un homme	Idem	Deux étudiantes, une fonctionnaire et un professeur d'université
Matete	5	Trois hommes et deux hommes	Idem	Deux étudiants, un assistant d'université, une fonctionnaire et une activiste politique

IV. Présentation des données recueillies

4.1. Questionnaire de l'enquête

Les données ont été recueillies par le biais d'entretiens semi-directifs, structurés autour de dix questions ouvertes, permettant à chaque participant d'exprimer librement ses perceptions, émotions, critiques et réflexions. L'analyse ci-dessous présente une synthèse des résultats en suivant rigoureusement les axes de la grille d'entretien. Les verbatims cités ont été légèrement reformulés à des fins de clarté tout en respectant leur contenu et ton d'origine.

1. **Comment décrivez-vous la police nationale congolaise ?**

La majorité de participants décrivent la Police nationale congolaise comme une institution qui exerce sa mission avec certaines deviances ou antivaleurs notamment, la violence avérée, l'abus du pouvoir et son professionnalisme de la part de beaucoup de ses agents sur terrain lors des interventions dans la ville de Kinshasa. *« Franchement, la police fait son travail mais elle n'est pas vraiment organisée. On dirait que beaucoup d'agents ne sont pas bien formés, et parfois ils agissent un peu comme ils veulent. Elle est une police qui accompli sa mission mais parfois avec des abus envers la population ».*

2. **Selon vous, quels sont les différents termes utilisés par la population pour désigner la police ? Et que signifie chacun de ces termes?**

Les qualificatifs utilisés par la population pour définir la PNC démontrent à quel point l'institution a perdu sa crédibilité et sa confiance. *« Les différents sont : MBILA, MOKONZI, 43, Codo, Robocop, tous ces termes signifient policiers ».*

- Ba policiers / ba agents : terme normal, neutre.
- Bac : policiers sur les routes ou aux barrages.

- Robocop : surnom pour les policiers perçus comme durs, très stricts.

Ces mots montrent que la population reconnaît la police, mais aussi qu'elle se moque parfois pour exprimer son malaise.

3. Quels sont les actes/ pratiques qui caractérisent la PNC et comment les jugez-vous dans l'accomplissement de sa mission principale ?

Les enquêtés reconnaissent le travail utile de la police mais la manière de faire manque parfois de courtoisie et crée des tensions avec la population. *« Les différents actes sont les extorsions et la brutalité et les policiers sont moyens dans l'accomplissements de leurs tâches ». « Comme pratiques des policiers à Kinshasa, je peux citer l'interpellation, l'arrestation selon les ordres donnés face aux délits commis ou dans le respect de ce que dit la loi face à la situation, la protection de la population et leur bien sur toute l'étendue du pays, secourir la population face à tout type de danger, Etc. Mais nous pensons que dans la plupart des cas, la manière d'exécuter leur mission et les actes posés est non professionnelle ».*

4. Pensez-vous que la police transmet une image caractérisée plus par la violence que le rétablissement de l'ordre ? Argumentez votre réponse.

La majorité des personnes enquêtées affirment que les policiers se démarquent surtout par leur ton agressif, le manque d'explication pendant les interventions et de la manière parfois brusque de gérer les situations. Les gens retiennent plus les mauvais comportements que les bons. *« Oui, clairement… Quand on voit comment certains policiers parlent ou traitent on sent plus la menace que la protection. C'est dommage, mais c'est comme ça que ça se passe. car la plupart des victimes témoignent un mauvais traitement subi de la part des*

policiers ces dernières années en ressentant un sentiment d'insécurité ».

5. Quelles sont les expériences violentes causées par la PNC dont vous avez été victime ou témoin ?

La majorité de nos enquêtés constate des disputes, des menaces verbales ou des comportements intimidants. Ce sont ces scènes qui donnent une mauvaise image à la police, même lorsque ce n'est pas toute l'institution. *« A maintes reprises aux stades de Martyrs où même si j'ai mon billet d'entrée, face aux autres agents de la police, j'ai souvent été menacé à donner de l'argent dans différentes barrières par peur d'être tabassé comme les subissent les autres aux vues et aux sus de tout le monde ».*

6. Êtes-vous favorable pour l'instauration d'une communication Non Violente de la PNC dans l'exercice de sa mission? Justifiez votre réponse.

Nos enquêtés sont majoritairement favorable pour l'initiation des policiers congolais à une communication Non Violente dans leur langage et leurs pratiques car parler calmement, écouter et expliquer peut améliorer la relation entre la police et les citoyens. Cela évite les tensions inutiles. *« Oui, totalement. Si la police change la manière de parler aux gens, ça peut calmer beaucoup de choses. L'humain coopèrent plus quand on les respecte. Cela instaurera un climat de confiance au sein des paisibles citoyens ».*

7. Selon vous, comment la communication Non Violente peut-elle contribuer à l'amélioration de l'image de la PNC?

Selon nos enquêtés, la communication Non Violente peut montrer une police plus humaine, plus professionnelle. Quand les policiers communiquent bien, la population se sent respectée et coopère plus facilement. L'image générale devient plus positive.

« Déjà, ça va aider à réduire la peur. Si les policiers commencent à dialoguer, à expliquer, les gens vont sentir qu'ils sont là pour aider, pas pour intimider. Elle va apporter un certain crédit pour le compte de notre police ». « En mobilisant les moyens financiers pour une formation de qualité de ces agents et une rémunération équitable, la communication non violente serait bénéfique à l'image de la PNC dans la mesure où celle-ci gagnera en confiance ou crédibilité auprès des populations ».

8. Quels effets positifs attendez-vous d'une police qui adopte une communication plus respectueuse et empathique?

La majorité de nos enquêtés estiment qu'une telle communication peut produire des effets positifs tels que : moins de conflits avec la population, une population qui coopère davantage avec la police et un climat plus serein dans la ville. *« On sera plus à l'aise de les approcher, les conflits vont diminuer, et la ville sera plus tranquille. Même pour les opérations, les citoyens vont mieux collaborer. La compréhension de leur part avant d'agir sur tel ou tel autre acte ».*

9. Quels comportements les policiers devraient adopter pour améliorer leur image?

Pour nos enquêtés, les policiers devraient plus adopter des comportements comme : parler avec respect, couter avant de décider, expliquer pourquoi ils font un contrôle, éviter les menaces ou le ton dur, garder un comportement professionnel en toute circonstance. *« Parler calmement, écouter, éviter les insultes, arrêter de frapper les gens inutilement, et surtout arrêter de demander l'argent à chaque occasion. Juste être professionnels. Ils doivent etre moins agressifs envers la population ». « Développer le calme dans la rescousse de chaque situation quelle qu'en soit sa teneur.*

Cela peut faire montre à la population d'avoir une police professionnelle et capable de faire face à tout type de problèmes. La police nationale bénéficiera de l'image d'une instance capable de protéger la population ».

4.2. Discussion des résultats

L'enquête menée auprès de ces vingt personnes dans leurs différents domaines de vie quotidienne, nous a permis d'acquérir les opinions et avis mais aussi faire un tableau général de comment la police nationale congolaise est perçue.

- **Image ternie de la Police nationale congolaise**

Les enquêtes opérées révèlent que la Police nationale congolaise a quasiment une mauvaise image dans l'exercice de leur fonction. Car cet organe important a au fil de temps perdu ses objectifs premiers. Plutôt de protéger les citoyens et leurs biens, la police nationale congolaise use de la violence corporelle et psychologique sur des citoyens inoffensifs. Cette façon de faire à pousser plus d'un à penser que la Police nationale congolaise serait auteure des troubles et désordres, certains vont plus loin en pensant qu'elle travaille de mèche avec des criminels, des voleurs, Kuluna, ainsi une méfiance s'est créée dans la tête des kinois qui ne voient plus en cet organe la protection mais elle est perçue comme le danger lui-même. D'où plus d'un préfère se prendre en charge au besoin.

- **Violence avérée des policiers sur terrain dans différents contextes d'interventions**

Cette tendance démontre le déficit de la communication de la Police nationale congolaise et si cet organe communique, c'est une communication très violente pourtant comme l'explique Philippe Boistel : le nombre d'erreurs de communication commises par les

entreprises montre qu'il faut donner à la communication une dimension supérieure à celle d'instrument qui lui est habituellement accordée dans les faits car la logique *« Décision-Action-Communication" a montré ses limites ».* Cette situation s'explique lorsque envoyés sur terrain pour l'exercice de leur fonction, certains policiers comme les roulages se mettent à brutaliser certains chauffeurs taxi et personnels, même lors des certaines arrestations plutôt montrer un mandat d'amener certains policiers se jettent directement sur la personne présumée coupable.
Eu égard à tous ces résultats et de la violence par laquelle les kinois font fassent chaque jour nous allons donc rejoindre Marshall Rosenberg dans sa démarche de la communication non violente au quotidien.

- **Rupture de la confiance et de la coopération entre la PNC et la population**

Il se constate la rupture de confiance avec la police au regard de nombreuses bavures ou comportements moins professionnel des policiers. Or selon Marshall Rosenberg, la Communication Non Violente c'est le langage de la bienveillance ou comment renforcer notre capacité à améliorer notre relation avec autrui, et à résoudre les différends dans un esprit de bienveillance. Faisant face à une police qui s'est éloignée de ses objectifs mais aussi qui brille par le comportement incivique, il est alors question de restaurer sa politique de communication, ses critères de recrutement afin de redorer son image. À cet effet, nous estimons que les objectifs sont atteints et que nos hypothèses sont confirmées dans la mesure où l'enquête a révélé que la Police Nationale Congolaise a une image négative auprès de la population. Une image caractérisée par des pratiques violentes lors de différentes interventions sur terrain.

Ces violences incluent des actes comme des coups, bastonnades, traitements inhumains infligés aux civils lors des arrestations ou de contrôles, arrestations arbitraires, viols, complicité criminelle, destructions méchantes, interventions musclées, intimidation, extorsion, abus de pouvoir, recours aux armes à feu ou aux gaz lacrymogènes dans des contextes non justifiés, notamment lors de manifestations ou d'opérations de maintien de l'ordre, etc. Il faudrait réellement procéder par une campagne de sensibilisation et de conscientisation des policiers sur les normes, les bonnes valeurs civiques et le bon comportement à adopter vis-à-vis des paisibles citoyens.

Conclusion

Eu égard à tous ces résultats et de la violence par laquelle les kinois font fassent chaque jour nous allons donc rejoindre Marshall Rosenberg dans sa démarche de la communication non violente au quotidien. À cet effet, nous estimons que les objectifs sont atteints et que nos hypothèses sont confirmées dans la mesure où il faudrait réellement procéder par une campagne de sensibilisation et de conscientisation des policiers sur les normes, les bonnes valeurs civiques et le bon comportement à adopter vis-à-vis des paisibles citoyens. Dans le souci de redorer l'image de la police nationale congolaise dans l'exercice de sa mission et rétablir la confiance avec la population, nous avons proposé donc une campagne de sensibilisation pour une communication Non Violente.

En péroraison, la communication Non Violente est très importante parce qu'elle permettra à la police de créer une meilleure approche face à la population et rétablir la confiance avec les citoyens, car si la population se désintéresse totalement de ce que fait la police, la méfiance ainsi entretenue ne pourra que

rendre inefficace son action. Cette image à redorer pacifique et de manière non violente est synonyme de l'estime, de la considération et de la bonne réputation de la police auprès de la population qu'elle doit protéger. Si la police bénéficie de ces valeurs, son crédit social sera restauré. Discipline goals doit s'impliquer énergiquement en offrant de meilleures conditions de travail, de la discipline dans la formation et dans la vie active du policier. Donc, une discipline citoyenne basée sur la rigueur et sur les tronçons routiers doit être imposée à tous les échelons hiérarchiques de la police.

Bibliographie

- Articles 187 de la Constitution de 2006 telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011, portant révision de certains articles de la Constitution de la RDC ;
- JOLY,B., *La communication*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2009,
- MAIGRET, E., *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2004,
- MARSHALL ROSENBERG, B., *La communication Non-Violente au quotidien*, Ed. Jouvence, 2006,
- N'DA, P., *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines. Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article*, Paris, L'Harmattan, 2015,
- WINKIN,Y., *Sciences de l'information et de la communication,* Paris, Larousse,1995,
- ZÉMOR, P., *La communication publique,* Paris, PUF, collection « Que sais-je ? », 1995.

Par Pascal TSHITOKA NGALAMULUME

XXI. ENTRE NORMES SOCIOCULTURELLES ET REALITES CONTEMPORAINES : LES DEFIS DES PARENTS CONGOLAIS FACE A L'EDUCATION SEXUELLE DES JEUNES A BUKAVU

Par Msc César MURHABAZI NAKALAHA NACK , Chercheur , Université Libre des Pays des Grands Lacs de Bukavu

CT. Felix MATUMUABIRI MUCHIKA, Université Libre des Pays des Grands Lacs de Bukavu, Courriel : nackcesar@gmail.com ; Tel.+243 997704321

Résumé

« L'éducation sexuelle des adolescents représente un enjeu majeur de santé publique dans les contextes fortement marqués par des normes socioculturelles. »

En République Démocratique du Congo, particulièrement à Bukavu, la communication parents–enfants autour de la sexualité demeure limitée en raison des tabous culturels, des croyances religieuses et des inégalités de genre. Cette étude visait à analyser les défis rencontrés par les parents dans l'éducation sexuelle de leurs adolescents et leurs répercussions sur les pratiques éducatives familiales. **Méthode.** Une approche qualitative descriptive et interprétative a été mobilisée à travers une étude de cas multiple menée auprès de 16 participants (6 parents et 10 adolescents), sélectionnés par échantillonnage raisonné. Les données ont été collectées à l'aide d'entretiens semi-directifs et analysées par analyse thématique. Les résultats révèlent la persistance du tabou culturel entourant la sexualité, une gêne parentale liée à un sentiment d'incompétence, une communication parente–adolescents limitée et des inégalités de genre marquées dans l'éducation sexuelle familiale. En l'absence de dialogue parental, les adolescents se tournent principalement vers les pairs et les médias numériques pour s'informer. Un décalage apparaît entre les attentes normatives des parents et le besoin d'accompagnement exprimé par les adolescents. L'étude met en évidence la nécessité de renforcer les capacités parentales à travers des stratégies d'éducation sexuelle culturellement adaptées, intégrant les parents comme acteurs clés de la santé sexuelle et reproductive des adolescents à Bukavu.

Mots-clés : *éducation sexuelle, parents, adolescents, normes socioculturelles, communication familiale, Bukavu, RDC.*

ABSTRACT

Introduction. Adolescent sexuality education is a major public health issue in contexts shaped by strong sociocultural norms. In the Democratic Republic of Congo, particularly in Bukavu, parent–child communication about sexuality remains limited due to cultural taboos, religious beliefs, and gender inequalities. This study examined the challenges faced by parents in providing sexuality education to adolescents and their implications for family educational practices. A qualitative descriptive and interpretative approach was adopted through a multiple case study involving 16 participants (6 parents and 10 adolescents) selected using purposive sampling. Data were collected through semi-structured interviews and analyzed using thematic analysis. Findings indicate persistent cultural taboos surrounding sexuality, parental discomfort linked to perceived lack of competence, limited parent–adolescent communication and marked gender disparities in family-based sexuality education. In the absence of parental guidance, adolescents mainly rely on peers and digital media for sexual information, revealing a gap between parental expectations and adolescents' need for dialogue and support. The study underscores the need to strengthen parental capacities through culturally sensitive interventions that position parents as key actors in adolescent sexual and reproductive health in Bukavu.

Keywords: *sexuality education, parents, adolescents, sociocultural norms, family communication, Bukavu, DRC.*

INTRODUCTION

À l'époque actuelle, marquée par l'essor de la modernité, de nombreuses valeurs traditionnelles tendent à s'effriter. L'influence grandissante de la culture occidentale a profondément transformé les modes de pensée et de socialisation, plaçant les parents d'aujourd'hui dans une situation d'incertitude quant à la manière d'aborder les questions liées à la sexualité avec leurs enfants. Cette absence de dialogue parental autour du sexe expose davantage les jeunes à des risques considérables en matière d'éducation sexuelle. En conséquence, les rues et les réseaux sociaux deviennent les principales sources d'information, suppléant des parents parfois dépassés ou silencieux face à cette responsabilité éducative. L'éducation sexuelle des adolescents joue un rôle central dans la prévention des grossesses précoces, des infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH, ainsi que dans la promotion du bien-être psychosocial des jeunes. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), une éducation sexuelle complète, scientifiquement fondée et culturellement adaptée permet aux adolescents de développer des connaissances, des attitudes et des compétences favorisant des comportements sexuels responsables et éclairés (OMS, 2017).

Au niveau international, plusieurs études soulignent que l'absence ou l'insuffisance de l'éducation sexuelle expose les adolescents à des risques accrus, notamment dans les contextes où la sexualité demeure entourée de tabous sociaux et culturels (Haberland & Rogow, 2015 ; UNESCO, 2018). Ces auteurs insistent sur le fait que l'éducation sexuelle ne doit pas se limiter à la transmission d'informations biologiques, mais intégrer des dimensions relationnelles, émotionnelles, sociales et culturelles.

Cependant, malgré les recommandations internationales, l'éducation sexuelle reste un sujet sensible et controversé dans de nombreuses sociétés, en particulier dans les pays africains, où les normes traditionnelles, religieuses et culturelles influencent fortement les pratiques éducatives.

Dans les sociétés traditionnelles d'Afrique subsaharienne, l'éducation sexuelle relevait d'un cadre bien structuré. Elle était confiée aux personnes considérées comme dépositaires du savoir et de la sagesse : les femmes âgées ou les tantes avaient pour mission d'initier les jeunes filles, tandis que les hommes, tels que les oncles ou d'autres figures désignées par les gardiens des traditions, se chargeaient de l'encadrement des garçons. La sexualité est souvent perçue comme une sphère strictement privée, dont la discussion avec les enfants est jugée inappropriée ou moralement répréhensible (Amo-Adjei, 2016 ; Bingenheimer & Asante, 2017). Plusieurs recherches menées montrent que l'éducation sexuelle familiale demeure largement limitée, fragmentée ou inexistante, laissant les adolescents sans repères clairs pour comprendre les transformations liées à la puberté et à la sexualité (Kumi-Kyereme et al., 2014 ; Manu et al., 2015). Cette situation est aggravée par la persistance des inégalités de genre, où les filles font l'objet d'un contrôle plus strict que les garçons, renforçant ainsi leur vulnérabilité face aux risques sexuels et reproductifs (Jewkes, Flood & Lang, 2015 ; Plan International, 2020). Ces études soulignent une augmentation notable de l'activité sexuelle chez les jeunes célibataires.

L'âge médian du premier rapport sexuel varie considérablement selon les pays : 15 ans au Niger, 17,8 ans au Zimbabwe, 17,4 ans au Kenya et 18,8 ans au Sénégal chez les femmes, selon le rapport ONU/SIDA de

2010 (WHO, 2011). Cette sexualité se caractérise par sa précocité, son instabilité et la multiplicité des partenaires, fortement influencées par l'environnement immédiat des jeunes et de leurs ménages.

En République Démocratique du Congo (RDC), les défis liés à l'éducation sexuelle des jeunes s'inscrivent dans un contexte socioéconomique et politique complexe, marqué par la pauvreté, l'instabilité, les conflits armés et les faiblesses du système éducatif et sanitaire. Plusieurs études soulignent que la communication parents–enfants sur la sexualité reste faible, voire inexistante, en raison du poids des normes culturelles, de la gêne parentale et du manque de compétences éducatives en matière de sexualité (Mukadi et al., 2018 ; Kambale & Muhigwa, 2020). Les données disponibles indiquent que de nombreux adolescents congolais accèdent à l'information sexuelle principalement par l'intermédiaire des pairs, des médias et des réseaux sociaux, souvent sans accompagnement critique des adultes (Save the Children & Women's Refugee Commission, 2013 ; UNESCO, 2018). Cette situation expose les jeunes à des informations erronées, à des contenus inadaptés et à des comportements à risque, tout en fragilisant leur santé sexuelle et reproductive.

À Kinshasa, près de sept jeunes sur dix sont sexuellement actifs à l'âge de 18 ans, avec un âge médian au premier rapport sexuel estimé à 15,98 ans. La majorité de ces premiers rapports sont consentis (87,5 %) et non rémunérés dans 84 % des cas.

Toutefois, ils sont le plus souvent non protégés et ne respectent pas la stratégie ABC (Blake et al., 2015).

À Lubumbashi, les résultats de l'étude menée par Tabihta et al. (2015) révèlent que 56,9 % des adolescents sont sexuellement actifs, avec un âge moyen au premier rapport sexuel de 12 ± 2,75 ans. Dans la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, ces problématiques prennent une acuité particulière. Bukavu est caractérisée par une forte diversité culturelle et religieuse, ainsi que par un contexte post-conflit ayant profondément affecté les structures familiales et communautaires. Les familles y sont confrontées à des mutations sociales rapides, notamment l'urbanisation, la scolarisation accrue des filles et l'accès croissant aux technologies numériques, qui transforment les modes de socialisation des adolescents (Mugangu & Cirimwami, 2019).

Malgré la présence de nombreuses organisations non gouvernementales et de programmes de santé sexuelle et reproductive à Bukavu, l'éducation sexuelle au sein des familles demeure largement insuffisante. Les parents, souvent pris entre les valeurs traditionnelles et les réalités contemporaines, éprouvent des difficultés à aborder la sexualité avec leurs enfants, par crainte de transgresser les normes sociales ou d'encourager des comportements jugés immoraux (Bahati, 2021). C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente étude, qui vise à analyser les défis rencontrés par les parents dans l'éducation sexuelle des adolescents à Bukavu. L'étude entend ainsi contribuer à la réflexion scientifique et aux interventions visant l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des adolescents en RDC.

Dès lors, la question centrale de recherche est la suivante : quels sont les principaux défis auxquels les parents de Bukavu sont confrontés dans l'éducation sexuelle de leurs adolescents, et comment ces défis influencent-ils la communication familiale et les

pratiques éducatives en matière de sexualité ? De manière spécifique, l'étude s'interroge sur les représentations parentales de la sexualité adolescente, les pratiques éducatives mises en œuvre ou évitées, les obstacles socioculturels et religieux à un dialogue ouvert, ainsi que la perception des adolescents quant au rôle de leurs parents et à leurs principales sources d'information sexuelle. L'étude repose sur l'hypothèse selon laquelle les parents de Bukavu rencontrent d'importants défis dans l'éducation sexuelle de leurs adolescents en raison du poids des normes socioculturelles, des tabous liés à la sexualité et d'un manque de préparation, ce qui limite la communication parents–enfants et l'efficacité des pratiques éducatives.

Il est également supposé que ces difficultés favorisent des approches moralisatrices ou évitantes, des inégalités de genre dans l'éducation sexuelle familiale, ainsi qu'un recours accru des adolescents aux pairs, à l'école et aux médias numériques comme principales sources d'information.

L'objectif général de cette étude est d'analyser les défis auxquels sont confrontés les parents dans l'éducation sexuelle des adolescents à Bukavu, en mettant en évidence l'influence des facteurs socioculturels, familiaux et de genre sur la communication parents–enfants et les pratiques éducatives. Plus spécifiquement, l'étude vise à analyser les représentations parentales de la sexualité adolescente et de l'éducation sexuelle familiale ; identifier les principaux obstacles à une communication ouverte entre parents et adolescents ; examiner les perceptions des adolescents concernant le rôle éducatif des parents et leurs sources d'information sexuelle ;

mettre en évidence les différences de traitement liées au genre ; proposer des pistes d'amélioration adaptées au contexte socioculturel de Bukavu.

1. Cadre théorique sur l'éducation sexuelle et contextes socioculturels

La sexualité est appréhendée par la littérature scientifique comme un phénomène multidimensionnel intégrant des dimensions biologiques, psychologiques, sociales et culturelles. L'Organisation mondiale de la santé la définit comme un aspect central du développement humain tout au long de la vie (OMS, 2015). Dans cette optique, l'éducation sexuelle vise à doter les jeunes de connaissances scientifiquement fondées, d'attitudes responsables et de compétences favorisant des comportements sexuels sains (Kirby, 2016). Elle contribue également au développement de capacités critiques et décisionnelles, dans le respect des valeurs culturelles et des droits humains (Chandra-Mouli et al., 2018). En Afrique subsaharienne, et particulièrement en République démocratique du Congo, la sexualité demeure fortement régulée par des normes culturelles et religieuses, ce qui influence les modalités de transmission de l'éducation sexuelle, souvent marquées par le silence et la réticence familiale (Wangamati, 2020). La littérature distingue l'éducation sexuelle, historiquement centrée sur la prévention des risques biologiques, de l'éducation à la sexualité, qui adopte une approche plus globale intégrant les dimensions relationnelles et sociales. Les études montrent que cette approche holistique est plus efficace pour réduire les comportements à risque chez les jeunes, bien que son application reste limitée par des résistances socioculturelles dans des contextes comme celui de la RDC (UNESCO, 2018 ; Wekesah et al., 2019).

1.1. Les acteurs de l'éducation sexuelle des jeunes

La littérature s'accorde à reconnaître que l'éducation sexuelle des jeunes repose sur une pluralité d'acteurs dont les rôles sont complémentaires. La famille constitue le premier cadre de socialisation sexuelle. Selon Diop et al. (2017, p. 41), les parents jouent un rôle central dans la transmission des valeurs, normes et attitudes relatives à la sexualité. Cependant, dans de nombreux contextes africains, les tabous culturels et la gêne intergénérationnelle limitent fortement la communication parent–enfant sur ces questions (Muanda, 2018, p. 22).

L'école apparaît alors comme un acteur palliant les insuffisances de l'éducation sexuelle familiale. Pour Chandra-Mouli et al. (2018, p. 14), les établissements scolaires offrent un cadre structuré permettant de transmettre des informations scientifiquement fondées et adaptées à l'âge des apprenants. Les programmes de **Comprehensive Sexuality Education (CSE)**, lorsqu'ils sont correctement mis en œuvre, contribuent à améliorer les connaissances des adolescents et à renforcer leurs compétences psychosociales. Toutefois, plusieurs études soulignent que l'efficacité de ces programmes dépend largement de la formation des enseignants et de l'acceptabilité socioculturelle des contenus (Wangamati, 2020, p. 8). Les professionnels de santé et du secteur psychosocial constituent également des acteurs clés. Ils apportent une expertise technique et offrent des espaces d'écoute confidentiels favorables à l'expression des préoccupations des jeunes (OMS, 2015, p. 18). Par ailleurs, les pairs et les médias numériques jouent un rôle croissant dans l'accès à l'information sexuelle, bien

que celle-ci soit parfois fragmentaire ou erronée (Wekesah et al., 2019, p. 34).

Enfin, les leaders communautaires et religieux ainsi que les décideurs politiques influencent fortement les orientations de l'éducation sexuelle. Selon l'UNESCO (2018, p. 25), leur implication est essentielle pour favoriser l'acceptation sociale des programmes éducatifs et garantir leur adaptation aux réalités culturelles locales. Dans le contexte congolais, leur engagement conditionne largement la réussite des stratégies visant à promouvoir une éducation sexuelle équilibrée, respectueuse des valeurs culturelles et des droits des jeunes.

1.2. L'éducation sexuelle : pour quelle finalité dans les familles congolaises ?

Dans la littérature contemporaine sur la RDC et la région d'Afrique centrale, l'éducation sexuelle livrée au sein des familles est majoritairement décrite comme une pratique à finalité protectrice et normative : elle vise d'abord à prévenir les grossesses précoces, réduire les risques d'infections sexuellement transmissibles et préserver l'honneur familial par l'encouragement à l'abstinence et à la chasteté (Muanda et al., 2018 ; Wekesah et al., 2019).

Plusieurs enquêtes qualitatives menées en RDC montrent que les parents conçoivent l'éducation sexuelle comme un moyen de contrôle social et moral, davantage que comme une transmission d'informations complètes sur la santé sexuelle et reproductive ou les droits sexuels des jeunes (Muanda, 2018). Cette orientation explicative protection/réputation explique que les messages familiaux tendent à être prescriptifs, axés sur l'autorité parentale et la mise en garde, et rarement

centrés sur l'autonomie décisionnelle et le consentement. Les auteurs régionaux insistent cependant sur le décalage entre ces finalités parentales et les objectifs contemporains des politiques de santé publique (CSE) qui préconisent une finalité plus large : promotion de la santé sexuelle, droits et compétences à la prise de décision (Wangamati, 2020 ; APHRC, 2019).

1.3 Normes culturelles ou barrières face à l'éducation sexuelle des jeunes congolais

La recherche identifie des normes socioculturelles structurantes qui freinent la communication parent–enfant sur la sexualité : (i) le tabou et le silence entourant la sexualité, (ii) la crainte de « normaliser » des comportements jugés déviants, et (iii) la hiérarchie générationnelle qui restreint les échanges ouverts (Wangamati, 2020 ; Muanda, 2018). Ces normes se traduisent par l'utilisation d'euphémismes, par des discours moralisateurs et par une forte implication des institutions religieuses et communautaires dans la définition du « discours acceptable » (APHRC, 2019). Des études de mise en œuvre montrent aussi que ces barrières sont amplifiées par des facteurs institutionnels (enseignants insuffisamment formés, curricula censurés) et des contraintes structurelles (pauvreté, accès limité aux services de santé), créant un environnement où les adolescents cherchent souvent des sources alternatives d'information (pairs, internet), parfois moins fiables.

1.4 Rôle de l'école comme source palliative aux insuffisances parentales dans l'éducation sexuelle

La littérature évalue l'école comme un levier palliative , mais conditionnel : les interventions scolaires de type *Comprehensive Sexuality Education* (CSE) augmentent la connaissance des adolescents, réduisent certains comportements à risque et comblent des lacunes

informationnelles laissées par la famille lorsque ces programmes sont fidèlement implémentés (Venkatesamy; Chandra-Mouli, 2024 ; APHRC, 2019). Cependant, l'efficacité dépend fortement de la qualité de la formation des enseignants, du soutien communautaire et de la non-censure des contenus (Wangamati, 2020). Dans le contexte congolais, des évaluations menées à Kinshasa et en provinces indiquent que des modules scolaires existent mais sont souvent fragmentés ou modifiés par les acteurs locaux, ce qui réduit leur impact (UNESCO/HE/DRC briefs ; Muanda, 2018). Les recherches récentes insistent donc sur l'articulation école–famille : les meilleurs résultats s'obtiennent quand la CSE est accompagnée d'activités de sensibilisation parentale et d'un dialogue communautaire visant à harmoniser les messages et réduire les contradictions entre normes familiales et contenus scolaires (Chandra-Mouli, 2024 ; APHRC, 2019).

2. METHODOLOGIE

L'étude a été conduite dans la ville de Bukavu (province du Sud-Kivu, Est de la République démocratique du Congo) entre avril et octobre 2025. Elle repose sur une approche qualitative, de type descriptif et interprétatif, visant à analyser les perceptions, représentations et pratiques des parents et des adolescents en matière d'éducation sexuelle en milieu familial.

Le dispositif méthodologique s'inscrit dans un **design d'étude de cas multiple**, chaque participant constituant une unité de cas analytique. Conformément aux propositions de Yin (2018) et de Stake (2013), ce type de design ne poursuit pas une généralisation statistique, mais une généralisation analytique fondée sur la comparaison des cas, permettant d'identifier des

convergences et des divergences dans les discours et les pratiques. L'échantillon était composé de 16 participants, dont 6 parents (pères et mères âgés de 45 à 60 ans) et 10 adolescents (filles et garçons âgés de 15 à 19 ans, scolarisés ou non). La sélection des participants a reposé sur un **échantillonnage non probabiliste à choix raisonné,** méthode couramment mobilisée en recherche qualitative pour accéder à des cas riches en information (Patton, 2015).

Ce type d'échantillonnage est particulièrement pertinent dans les études de cas, dans la mesure où il favorise une compréhension approfondie du phénomène étudié plutôt qu'une représentativité statistique (Miles, Huberman & Saldaña, 2014).

La collecte des données s'est appuyée sur des **entretiens semi-directifs**, réalisés à l'aide d'un guide élaboré à partir de la problématique, des questions de recherche et de la revue de la littérature. Les entretiens ont porté sur les perceptions de la sexualité, les pratiques de communication parents–enfants, les stratégies éducatives, ainsi que les contraintes socioculturelles et religieuses liées à l'éducation sexuelle. D'une durée moyenne de 45 à 60 minutes, ils ont été conduits en français ou en swahili, dans des conditions garantissant la confidentialité et le consentement éclairé des participants.

Les données ont été analysées à l'aide d'une **analyse thématique**, suivant un processus systématique comprenant la transcription intégrale des entretiens, le codage des unités de sens, le regroupement des codes en thèmes et leur interprétation à la lumière des objectifs de l'étude et de la littérature scientifique. Cette démarche a permis d'identifier les principaux axes de signification structurant les discours des participants et d'en proposer une lecture interprétative cohérente.

3. RÉSULTATS

3.1. Caractéristiques sociodémographiques des participants

Les résultats présentés ci-dessous proviennent de seize (16) entretiens semi-directifs réalisés auprès de parents et d'adolescents résidant dans différents quartiers de la ville de Bukavu. Les données sociodémographiques sont présentées sous forme de tableaux descriptifs, suivis de commentaires et d'éléments d'interprétation.

Tableau 1 : Répartition des participants selon le sexe

Sexe	Parents (n = 6)	Adolescents (n = 10)	Total (n = 16)
Féminin (F)	3	5	8
Masculin (M)	3	5	8
Total	**6**	**10**	**16**

Le tableau 1 indique une répartition équivalente des participants selon le sexe. Huit participants sont de sexe féminin et huit de sexe masculin. Cette distribution est identique au sein des deux sous-groupes, parents et adolescents. La parité observée entre les sexes permet d'assurer une représentation équilibrée des points de vue masculins et féminins dans l'étude. Cette configuration contribue à limiter un déséquilibre de genre dans l'expression des perceptions relatives à l'éducation sexuelle et offre une base comparative pertinente entre parents et adolescents.

Tableau 2 : Répartition des parents selon la tranche d'âge

Tranche d'âge (ans)	Effectif
40 – 50	3
51 – 60	3
Total	**6**

Chez les parents interrogés, les âges se répartissent de manière égale entre les tranches 40–50 ans et 51–60 ans. Cette répartition reflète un groupe de parents majoritairement adultes et expérimentés, correspondant à des personnes généralement impliquées dans l'encadrement éducatif et moral des adolescents. Leur position générationnelle peut influencer la manière d'aborder les questions liées à la sexualité, notamment à travers des normes culturelles et éducatives établies.

Tableau 3 : Répartition des adolescents selon la tranche d'âge

Tranche d'âge (ans)	Effectif
14 – 15	3
16 – 17	4
18 – 19	3
Total	**10**

La majorité des adolescents interrogés est âgée de 14 à 17 ans, avec une représentation équilibrée des autres tranches d'âge. Cette diversité d'âges correspond à différentes étapes du développement adolescent. Elle permet de recueillir des discours variés en fonction du niveau de maturité psychosociale et de l'exposition aux informations relatives à la sexualité, enrichissant ainsi la

compréhension globale des besoins et perceptions des adolescents.

Tableau 4 : Répartition des participants selon la commune de résidence

Commune	Parents	Adolescents	Tota
Ibanda	2	4	6
Kadutu	2	3	5
Bagira	2	3	5
Total	**6**	**10**	**16**

Les participants sont répartis de manière relativement équilibrée entre les trois communes de la ville de Bukavu, avec une légère prédominance de la commune d'Ibanda. Cette répartition géographique permet de prendre en compte la diversité des contextes socioculturels urbains de Bukavu. Les différences potentielles entre communes peuvent influencer les discours, les normes sociales et les pratiques liées à l'éducation sexuelle, renforçant ainsi la validité contextuelle des résultats.

3.2. Analyse thématique des données qualitatives

Les participants ont été codifiés comme suit : P1 à P6 pour les parents et A1 à A10 pour les adolescents. Les données ont été analysées selon une démarche d'analyse thématique inductive. Après transcription intégrale des entretiens, les unités de sens ont été codées et regroupées, ce qui a permis l'émergence de six thèmes principaux récurrents dans les discours des participants.

Thème 1 : Le tabou culturel autour de la sexualité

Description du thème

Les discours parentaux révèlent que la sexualité demeure un sujet fortement tabou au sein des familles. Elle est perçue comme relevant exclusivement du monde adulte et associée à des valeurs morales strictes, notamment l'honneur familial.

Illustrations verbatim

« Chez nous, parler de sexualité avec un enfant, c'est comme lui apprendre la mauvaise chose. Nos parents ne faisaient pas ça. » ; *« Si elle tombe enceinte, c'est toute la famille qui a honte. »* (P1).

« *La sexualité, c'est pour les adultes mariés. Si on commence à expliquer ça aux enfants, ils vont vouloir essayer.* » (P2).

Éléments d'analyse et d'interprétation

Le tabou culturel s'inscrit dans une transmission intergénérationnelle des normes sociales où la sexualité est associée au risque, à la honte et à la transgression. Cette représentation limite toute démarche préventive et éducative, et contribue à maintenir le silence autour des questions sexuelles.

Thème 2 : Gêne parentale et sentiment d'incompétence

Description du thème

Plusieurs parents expriment un sentiment d'incapacité personnelle à aborder la sexualité avec leurs enfants, lié à leur propre manque d'éducation sexuelle et à une gêne émotionnelle.

Illustrations verbatim

« Même moi, je ne sais pas comment expliquer ces choses. Je n'ai jamais reçu cette éducation. » (P3 –mère , 47 ans , Ibanda).

« *Quand mon fils me pose des questions, je change le sujet. J'ai honte, je ne trouve pas les mots.* » (P4, Père, 53 ans , Bagira).

Éléments d'analyse et d'interprétation

Ce sentiment d'incompétence parentale traduit un déficit de capital éducatif en matière de sexualité. Il renforce l'évitement du dialogue et empêche la construction d'un cadre sécurisant pour l'expression des préoccupations des adolescents.

Thème 3 : Communication parents–enfants quasi inexistante

Description du thème

Les adolescents interrogés rapportent une absence presque totale de communication avec leurs parents concernant la sexualité et les changements liés à la puberté. Les questions sexuelles ne sont ni anticipées ni accompagnées au sein du cadre familial.

Illustrations des verbatim

« *Ma maman ne m'a jamais parlé des règles. Le jour où ça m'est arrivé, j'ai eu peur.* »
(A1, fille, 15 ans, Ibanda) ; « *À la maison, on ne parle jamais de ça. Même poser une question, c'est un problème.* » (A2, garçon, 16 ans, Kadutu)

Éléments d'analyse et d'interprétation

L'absence de communication parent–enfant sur la sexualité crée un vide éducatif qui laisse les adolescents seuls face aux transformations corporelles et émotionnelles. Cette situation peut générer de l'anxiété, de la peur et des interprétations erronées des phénomènes biologiques normaux. Elle traduit également une rupture du dialogue intergénérationnel,

renforçant la distance relationnelle entre parents et enfants.

Thème 4 : Inégalités de genre dans l'éducation sexuelle

Description du thème

Les propos des parents mettent en évidence une différenciation marquée dans l'éducation sexuelle selon le sexe de l'enfant. Les filles sont davantage surveillées et contrôlées que les garçons, considérés comme moins exposés aux conséquences sociales de la sexualité.

Illustrations des verbatim

« *Une fille doit être surveillée, sinon elle va gâter son avenir.* » (P5, mère, 56 ans, Kadutu)

« *Les garçons, on ne peut pas trop les contrôler comme les filles.* » (P6, père, 60 ans , Bagira)

Éléments d'analyse et d'interprétation

Ces discours traduisent des normes de genre profondément enracinées, où la responsabilité morale et sociale de la sexualité repose principalement sur les filles. Cette inégalité renforce les stéréotypes sexués et limite l'accès équitable à une éducation sexuelle complète, tout en exposant les filles à une pression sociale accrue et les garçons à un manque de responsabilisation.

Thème 5 : Recours aux sources alternatives d'information

Description du thème

Face au silence parental, les adolescents se tournent vers des sources alternatives d'information, notamment les pairs et Internet, pour répondre à leurs interrogations sur la sexualité.

Illustrations des verbatim

« *J'ai appris beaucoup de choses avec mes amies, pas avec mes parents.* » (A3, fille, 17 ans, Bagira) ; « *Sur Internet, on trouve tout, mais parfois ça nous perturbe.* » (A4, garçon, 16 ans, Ibanda)

Éléments d'analyse et d'interprétation

Le recours aux sources alternatives constitue une stratégie compensatoire face au manque d'accompagnement familial. Toutefois, ces sources peuvent diffuser des informations inexactes, contradictoires ou inadaptées à l'âge des adolescents. L'absence de médiation parentale ou éducative limite la capacité des adolescents à développer un esprit critique face aux contenus consultés.

Thème 6 : Attentes divergentes entre parents et adolescents

Description du thème

Les adolescents expriment des attentes centrées sur l'écoute, l'explication et le dialogue, tandis qu'ils perçoivent chez leurs parents une approche principalement fondée sur l'interdiction et la sanction.

Illustrations des verbatim

« *On veut juste qu'on nous explique calmement, pas qu'on nous crie dessus.* » (A5, fille, 15 ans, Ibanda) , « *Mes parents pensent seulement à interdire, jamais à expliquer.* » (A6, garçon, 19 ans, Ibanda)

Éléments d'analyse et d'interprétation

Ces attentes divergentes révèlent un décalage communicationnel entre générations. Les adolescents recherchent une relation éducative basée sur la confiance et le dialogue, alors que les parents privilégient le contrôle. Ce décalage peut fragiliser la relation parent–enfant et réduire l'efficacité des messages éducatifs liés à

la sexualité. L'analyse des six thèmes met en évidence que l'éducation sexuelle au sein des familles étudiées demeure fortement influencée par des normes culturelles restrictives. La sexualité est majoritairement perçue comme un sujet tabou, associé à la honte et réservé aux adultes mariés, ce qui limite l'engagement parental dans une démarche éducative préventive. Ce tabou est étroitement lié à un sentiment de gêne et d'incompétence exprimé par les parents, résultant de l'absence d'une éducation sexuelle reçue durant leur propre socialisation. Cette situation favorise l'évitement du dialogue et conduit à une communication parente–enfants largement inexistante, laissant les adolescents gérer seuls les transformations liées à la puberté et à la sexualité. Par ailleurs, les résultats révèlent des inégalités de genre persistantes dans l'éducation sexuelle, caractérisées par un contrôle plus strict exercé sur les filles que sur les garçons. Ces pratiques renforcent les stéréotypes sexués et contribuent à un accès inégal à l'information et à l'autonomie sexuelle. Face au silence familial, les adolescents se tournent vers des sources alternatives d'information, notamment les pairs et Internet. Bien que ces sources comblent un vide éducatif, elles exposent les adolescents à des contenus parfois inadaptés, en l'absence d'un encadrement adulte. Enfin, l'étude met en lumière un décalage marqué entre les attentes des adolescents, centrées sur l'écoute et l'explication, et les pratiques parentales dominées par l'interdiction et le contrôle. Ce décalage souligne la nécessité de promouvoir des approches d'éducation sexuelle fondées sur le dialogue, culturellement adaptées et impliquant l'ensemble des acteurs éducatifs.

Ainsi l'ensemble des résultats met en évidence la persistance du **tabou culturel,** la **faible implication parentale,** des **inégalités de genre marquées ;** une **socialisation sexuelle externalisée** vers les pairs et les médias. Ces constats confirment les hypothèses de recherche et soulignent la nécessité d'une **réappropriation du rôle éducatif parental** dans le contexte de Bukavu.

4. DISCUSSION

Cette étude avait pour objectif d'analyser les défis de l'éducation sexuelle des jeunes à Bukavu, en mettant en évidence les tensions entre normes socioculturelles et réalités contemporaines. Les résultats montrent que l'éducation sexuelle en milieu familial demeure largement conditionnée par le tabou culturel, les inégalités de genre et un déficit structurel de communication intergénérationnelle. Ces constats s'inscrivent dans des dynamiques observées dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, tout en révélant des spécificités propres au contexte socioculturel et institutionnel de la République démocratique du Congo. La persistance du tabou autour de la sexualité apparaît comme un élément central.

À Bukavu, la sexualité est majoritairement perçue comme un sujet moralement sensible, incompatible avec l'enfance et l'adolescence, ce qui légitime le recours au silence parental. Cette posture rejoint des observations faites au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Kenya, où la sexualité des jeunes est souvent associée à la transgression des normes sociales et religieuses (Diop et al., 2017 ; Wekesah et al., 2019). Toutefois, contrairement à certains contextes africains où des initiatives scolaires ou communautaires ont

progressivement contribué à atténuer ce tabou, la RDC semble marquée par une résistance plus persistante, en particulier dans des milieux urbains comme Bukavu, où les normes traditionnelles coexistent avec des transformations sociales rapides. La gêne parentale et le sentiment d'incompétence éducative mis en évidence dans cette étude constituent un autre résultat majeur. Ces constats corroborent ceux observés en Tanzanie, au Malawi et au Nigeria, où les parents déclarent manquer de connaissances et de compétences pour aborder l'éducation sexuelle avec leurs enfants (Wangamati, 2020). Néanmoins, dans le contexte congolais, cette incompétence apparaît renforcée par l'absence de politiques publiques structurées visant à accompagner les parents dans ce rôle. À la différence de pays comme le Rwanda ou le Ghana, où des programmes intégrant la famille comme acteur clé ont été développés, la RDC se caractérise par une responsabilisation parentale sans soutien institutionnel suffisant.

Le déficit de communication parents–adolescents observé à Bukavu soulève des enjeux importants en matière de santé sexuelle et reproductive. Les adolescents rapportent une absence quasi totale de dialogue familial, les contraignant à gérer seuls les transformations pubertaires et les questionnements liés à la sexualité. Cette situation est comparable à celle décrite en Afrique du Sud et au Burkina Faso, où l'absence de communication familiale est associée à une vulnérabilité accrue face aux risques sexuels (Chandra-Mouli et al., 2018). Toutefois, la spécificité du contexte congolais réside dans la capacité limitée de l'école à compenser ce déficit, contrairement à certains pays où l'institution scolaire joue un rôle plus affirmé dans l'éducation sexuelle.

Les résultats mettent également en évidence des inégalités de genre marquées dans l'éducation sexuelle familiale. Comme dans de nombreux pays africains, la sexualité des filles est étroitement surveillée et associée à la peur de la grossesse précoce et de la stigmatisation sociale, tandis que celle des garçons est davantage tolérée. Ces résultats sont cohérents avec les travaux menés au Kenya, en Éthiopie et au Mozambique (Wekesah et al., 2019 ; Wangamati, 2020). À Bukavu, cette différenciation apparaît profondément internalisée, y compris par les mères, contribuant à la reproduction intergénérationnelle des normes de genre et limitant l'autonomisation des adolescentes. Face au silence parental, le recours des adolescents aux sources alternatives d'information, notamment les pairs et les médias numériques, constitue une tendance largement observée en Afrique subsaharienne. Des études menées au Ghana, au Nigeria et en Afrique du Sud montrent une utilisation croissante d'Internet et des réseaux sociaux comme sources d'information sexuelle (Chandra-Mouli et al., 2018). Toutefois, à Bukavu, l'absence d'encadrement éducatif expose les adolescents à des informations souvent fragmentaires ou erronées, renforçant la confusion et l'anxiété liées à la sexualité.

Enfin, le décalage entre les attentes des parents et celles des adolescents met en lumière un conflit générationnel significatif. Alors que les parents privilégient une approche normative et autoritaire fondée sur l'interdiction, les adolescents expriment un besoin de dialogue, d'écoute et de compréhension. Ce constat rejoint les analyses réalisées au Cameroun et en Côte d'Ivoire, où la non-reconnaissance des besoins communicationnels des jeunes constitue un obstacle majeur à une éducation sexuelle efficace (Muanda,

2018). À Bukavu, l'absence d'espaces de médiation entre la famille, l'école et la communauté accentue ce fossé générationnel. Dans l'ensemble, les défis de l'éducation sexuelle à Bukavu s'inscrivent dans des dynamiques communes à plusieurs sociétés africaines, tout en révélant des spécificités liées au poids du tabou culturel, aux inégalités de genre et à la faiblesse des dispositifs institutionnels. Ces résultats plaident pour des stratégies intégrées et contextualisées, adaptées aux réalités socioculturelles locales.

Implications pratiques et politiques

Les résultats de cette étude soulignent la nécessité de renforcer l'éducation sexuelle des jeunes à Bukavu et, plus largement, en RDC, à travers des actions coordonnées à plusieurs niveaux. Sur le plan pratique, il apparaît essentiel de développer des programmes de renforcement des compétences parentales, visant à améliorer les capacités de communication des parents en matière de sexualité. Des dispositifs communautaires, culturellement sensibles et participatifs, pourraient contribuer à réduire la gêne parentale et à favoriser un dialogue intergénérationnel plus ouvert. Sur le plan éducatif, l'école doit jouer un rôle complémentaire à celui de la famille.

Le renforcement de l'intégration d'une éducation à la sexualité progressive et adaptée à l'âge dans les curricula scolaires constitue un levier central. La formation initiale et continue des enseignants est indispensable afin d'assurer une transmission des savoirs scientifiquement fondée et respectueuse des contextes socioculturels. Sur le plan politique, les résultats plaident pour l'élaboration de politiques publiques claires et intégrées en matière d'éducation

sexuelle, reconnaissant explicitement la complémentarité entre la famille, l'école et les services de santé. Une attention particulière devrait être accordée à la réduction des inégalités de genre et à la responsabilisation conjointe des filles et des garçons. L'implication des leaders communautaires et religieux apparaît également comme un levier stratégique pour renforcer l'acceptabilité sociale des interventions.

Limites de l'étude et pistes de recherche futures

Cette étude présente certaines limites. La taille réduite de l'échantillon et le recours à un échantillonnage raisonné limitent la généralisation des résultats. Les données reposent sur des discours auto-déclarés, susceptibles d'être influencés par des biais de désirabilité sociale. Par ailleurs, l'étude n'a pas inclus certains acteurs institutionnels clés tels que les enseignants, les professionnels de santé ou les leaders communautaires. De futures recherches pourraient mobiliser des approches quantitatives ou mixtes, explorer d'autres contextes régionaux en RDC, ou analyser l'impact de programmes pilotes d'éducation sexuelle, notamment à l'ère du numérique.

Conclusion

Cette étude a analysé les défis de l'éducation sexuelle des adolescents à Bukavu dans un contexte marqué par des normes socioculturelles fortes et des transformations sociales rapides. À partir d'une approche qualitative fondée sur une étude de cas multiple, elle a permis de mettre en évidence les représentations, les pratiques et les limites de l'éducation sexuelle en milieu familial urbain. Les résultats montrent que la sexualité demeure largement taboue au sein des familles, entravant la communication entre parents et adolescents. Le silence parental, la gêne et le sentiment d'incompétence

éducative apparaissent comme des héritages d'une socialisation marquée par le non-dit, contribuant à la reproduction intergénérationnelle des difficultés de dialogue autour de la sexualité.
Face à ce déficit communicationnel, les adolescents se tournent vers des sources alternatives d'information, notamment les pairs et les médias numériques. Si ces ressources offrent un accès élargi à l'information, l'absence d'un encadrement parental critique accroît la vulnérabilité des jeunes face aux risques sexuels et psychosociaux. Par ailleurs, l'étude met en évidence des inégalités de genre persistantes, caractérisées par un contrôle renforcé de la sexualité des filles et une plus grande permissivité à l'égard des garçons, renforçant ainsi les normes de genre inégalitaires.

Malgré certaines variations entre les communes étudiées, les résultats soulignent des dynamiques largement partagées, révélatrices du contexte socioculturel urbain de Bukavu. Ils confirment que la famille demeure un acteur central de l'éducation sexuelle des adolescents, dont le rôle ne peut être remplacé par les seules interventions scolaires ou communautaires. Sur le plan scientifique, cette recherche contribue à une meilleure compréhension des enjeux de l'éducation sexuelle en Afrique subsaharienne, en apportant des données empiriques contextualisées sur la République démocratique du Congo. Sur le plan pratique, elle plaide pour des approches intégrées et culturellement sensibles, associant familles, écoles, services de santé et acteurs communautaires, afin de promouvoir une éducation sexuelle adaptée aux réalités locales et aux besoins des adolescents. En définitive**,** la mise en place de politiques publiques intégrées, associant la famille, l'école, les services de santé et les

acteurs communautaires, apparaît indispensable pour réduire les inégalités de genre et améliorer la santé sexuelle et reproductive des adolescents à Bukavu et en République démocratique du Congo.

REFERENCES

African Population and Health Research Center (APHRC), & Forum for African Women Educationalists (FAWE). (2019). *Comprehensive sexuality education in sub-Saharan Africa: Desk review on CSE implementation in SSA*. Nairobi, Kenya: APHRC.

Amo-Adjei, J. (2016). Parental communication about sexual and reproductive health issues with adolescents in Ghana: A qualitative study. *African Journal of Reproductive Health*, 20(4), 60–69.

Bahati, J. M. (2021). Normes socioculturelles et communication parents–adolescents sur la sexualité à Bukavu. *Revue Congolaise de Psychologie et Sciences Sociales*, 5(2), 45–62.

Bingenheimer, J. B., & Asante, E. (2017). Reproductive health communication among parents and adolescents in sub-Saharan Africa. *Journal of Adolescent Health*, 61(4), 434–441. https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2017.03.020

Chandra-Mouli, V., Lane, C., & Wong, S. (2018). What does not work in adolescent sexual and reproductive health: A review of evidence. *Reproductive Health*, 15(1), 1–13.

Diop, N. J., et al. (2017). Parent–child communication on sexual and reproductive health in sub-Saharan Africa. *African Journal of Reproductive Health*, 21(3), 39–49.

Haberland, N., & Rogow, D. (2015). Sexuality education: Emerging trends in evidence and practice. *Journal of Adolescent Health*, 56(1), S15–S21. https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2014.08.013

Jewkes, R., Flood, M., & Lang, J. (2015). From work with men and boys to changes of social norms and reduction of inequities in gender relations. *The Lancet*, 385(9977), 1580–1589. https://doi.org/10.1016/S0140-6736(14)61683-4

Kambale, P. K., & Muhigwa, J. B. (2020). Défis de la communication familiale sur la sexualité des adolescents en milieu urbain congolais. *Cahiers Congolais de Sociologie*, 8(1), 77–95.

Kirby, D. (2016). *Emerging answers: Research findings on programs to reduce teen pregnancy and sexually transmitted diseases*. Washington, DC: National Campaign to Prevent Teen and Unplanned Pregnancy.

Kumi-Kyereme, A., Awusabo-Asare, K., Biddlecom, A., & Tanle, A. (2014). Influence of social connectedness, communication and monitoring on adolescent sexual activity in Ghana. *African Journal of Reproductive Health*, 18(3), 66–76.

Manu, A. A., Mba, C. J., Asare, G. Q., Odoi-Agyarko, K., & Asante, R. K. (2015). Parent–child communication about sexual and reproductive health: Evidence from Ghana. *Reproductive Health*, 12(16), 1–13. https://doi.org/10.1186/s12978-015-0003-1

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (2023). *Democratic Republic of Congo: Comprehensive sexuality education (Education profile)*. Paris, France: UNESCO.

Wangamati, C. K. (2020). Comprehensive sexuality education in sub-Saharan Africa: Curriculum

adaptation and implementation challenges. *Sexual and Reproductive Health Matters*, 28(1), 1–12.

Wekesah, F. M., et al. (2019). *Comprehensive sexuality education in sub-Saharan Africa: A desk review*. Nairobi, Kenya: APHRC.

Yin, R. K. (2018). *Case study research and applications: Design and methods* (6th ed.). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.

Par Msc César MURHABAZI NAKALAHA NACK &
CT. Felix MATUMUABIR

XXII. GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT EN RDC ET SON IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES ENSEIGNANTS-PARENTS DES ECOLES PRIMAIRES PUBLIQUES A GOMA

Par

HAFASHIMANA NZABONIMPA NZOMBA Emmanuel [236],

MAENDELEO NZABONIMPA Fidèle [237],

SADIKI MAKALI Janvier[238]

Biographie de l'Auteur Principal

HAFASHIMANA NZABONIMPA NZOMBA Emmanuel

Doctorant en Sciences de Gestion – Enseignant universitaire – Chercheur en économie et développement ; Hafashimana Nzabonimpa

[236] Etudiant Doctorant en Sciences Economiques et de Gestion, Filière : Sciences de Gestion, Mention : Gestion Financière à l'Université de Dschang en partenariat avec l'Université Adventiste de Goma (UAGO), Goma/Nord-Kivu/RDC et Enseignant à l'Université des Martyrs de Goma (UNIM-RDC), intervenant dans les Institutions d'ESU suivantes : Institut Supérieur Pédagogique de Rutshuru/Section Tongo, Université Saint Joseph de Goma (USJ/Goma), Université Adventiste de Goma (UAGO), Institut Supérieur Pédagogique de Matanda (ISP/Matanda).

[237] Etudiant Doctorant en Sciences Psychologiques et de l'Education, Filière : Planification et Gestion du Système Educatif et Enseignant à l'Institut Supérieur Pédagogique de Matanda (ISP/Matanda), intervenant à l'Université Saint Joseph de Goma (U.S.J/Goma)

[238] Enseignant au sein de l'Institut Supérieur Pédagogique de Tongo (ISP/TONGO) et à l'Université Saint Joseph de Goma (U.S.J/Goma)

Nzomba Emmanuel est un universitaire et chercheur congolais, né le 20 avril 1984 à Nyambisi, dans le territoire de Masisi, province du Nord-Kivu (RDC). Marié et de nationalité congolaise, il réside actuellement à Goma, où il mène ses activités académiques, professionnelles et de recherche.

Il est doctorant en Sciences Économiques et de Gestion, filière Sciences de Gestion, mention Gestion Financière, à l'Université de Dschang, en partenariat avec l'Université Adventiste de Goma (UAGO). Son parcours académique témoigne d'une progression cohérente et approfondie, allant du Graduat en Sciences Économiques à la Licence en Sciences de Gestion, puis au Master préparatoire en Gestion Financière, obtenu à l'UAGO.

En parallèle de sa formation doctorale, Emmanuel Hafashimana est enseignant universitaire depuis 2009, intervenant dans plusieurs institutions d'enseignement supérieur et universitaire du Nord-Kivu, notamment l'Université Adventiste de Goma (UAGO), l'Université des Martyrs de Goma (UNIM-RDC), l'Université Saint Joseph de Goma (USJ), l'Université Libre du Kivu (ULKI), ainsi que dans divers Instituts Supérieurs Pédagogiques, dont ceux de Rutshuru/Tongo et de Matanda.

Son enseignement couvre principalement les domaines de la gestion, de la finance, de l'économie et des méthodes de recherche. Chercheur actif, il est auteur de plusieurs publications scientifiques dans des revues internationales.

Ses travaux portent notamment sur l'éducation et le genre, les conditions socio-économiques des exploitants miniers artisanaux, l'accès au crédit et la performance des PME, ainsi que sur les liens entre éducation, développement et dynamiques sociales. Il s'intéresse également aux interactions entre culture, art et

transformation des conflits pour une paix durable, thème qu'il explore dans ses recherches en cours. Outre ses activités académiques, Emmanuel Hafashimana exerce comme consultant indépendant depuis 2010, mettant son expertise au service d'organisations publiques et privées. Il a également contribué à des missions nationales, notamment comme auditeur au sein de l'Office pour la Bonne Gouvernance et la Lutte contre la Corruption (OBLC) et comme agent électoral dans le cadre des processus électoraux en RDC. Formé aux outils statistiques et informatiques (SPSS, Eviews, SAGE, Excel, Access), maîtrisant le français, l'anglais et le kiswahili, il incarne un profil d'universitaire engagé, alliant rigueur scientifique, expérience pédagogique et implication citoyenne, avec une orientation constante vers le développement socio-économique durable et le renforcement du système éducatif congolais.

***Maendeleo Nzabonimpa Fidèle**, né le 04 août 1989 à Nyambisi, dans le territoire de Masisi (province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo), est un universitaire congolais, chercheur en Sciences psychologiques et de l'éducation, spécialisé dans la planification et la gestion du système éducatif. Il est marié à Madame Umuhoza et réside actuellement à Rubaya, dans le territoire de Masisi. Titulaire d'un Diplôme du second cycle universitaire*

en Psychologie et Sciences de l'Éducation, option Administration, Pédagogie et Inspection scolaires, obtenu à l'Université Saint Joseph de Goma en 2015, il est également détenteur d'un Graduat en Sciences de l'Éducation de la même université (2013). Il a complété son parcours académique par un Master préparatoire (complémentaire) en Sciences psychologiques et de l'éducation, option Planification et Gestion du Système Éducatif, obtenu à l'Université Adventiste de Goma (UAGO) au cours de l'année académique 2023–2024. Depuis l'année académique 2025–2026, il est doctorant en Sciences psychologiques et de l'éducation, filière Planification et Gestion du Système Éducatif, à l'Université de Dschang (Cameroun), en partenariat académique avec l'Université Adventiste de Goma.

Sur le plan professionnel, Maendeleo Nzabonimpa Fidèle exerce comme enseignant d'université depuis 2015, contribuant à la formation des cadres dans les domaines de l'éducation, de l'administration scolaire et de la gestion des systèmes éducatifs. Il a auparavant travaillé comme Agent de bureau de première classe à l'Institut Supérieur Pédagogique de Matanda (2012–2015), expérience qui lui a permis d'acquérir une solide connaissance du fonctionnement administratif des institutions d'enseignement supérieur. En 2018, il a également participé aux processus électoraux en tant qu'observateur pour la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), renforçant ainsi son expérience en matière de gouvernance et de citoyenneté démocratique. Ses intérêts de recherche portent notamment sur la gestion des ressources humaines dans le système éducatif, les politiques publiques de l'éducation, la gratuité de l'enseignement de base en RDC, l'accès au crédit pour les PME du secteur éducatif, ainsi que sur les liens entre éducation et développement socio-économique.

À ce titre, il dispose de plusieurs articles scientifiques en cours de publication, abordant entre autres l'impact du recrutement des enseignants sur la réussite scolaire, les effets socio-économiques de la gratuité de l'enseignement de base, et la performance des PME éducatives à Goma.

Engagé dans le renforcement des capacités académiques, il a suivi plusieurs formations, notamment une formation sur l'arrimage au système LMD axée sur les nouvelles approches d'enseignement et d'évaluation (2022), ainsi qu'une formation accélérée en langue anglaise. Il maîtrise couramment le français, l'anglais, le kiswahili et le kinyarwanda, ce qui lui permet d'évoluer dans des environnements académiques et professionnels multilingues. À travers son parcours académique, professionnel et scientifique, Maendeleo Nzabonimpa Fidèle s'affirme comme un jeune chercheur engagé dans l'amélioration de la gouvernance et de la performance du système éducatif en République Démocratique du Congo, avec une vision tournée vers le développement durable et la qualité de l'éducation.

Biographie de Janvier SADIKI MAKALI

Janvier SADIKI MAKALI est un professionnel congolais, né le 1er janvier 1985 à Buganza, dans le territoire de Rutshuru, province du Nord-Kivu, et originaire de la chefferie de Bwisha. Marié à Anuarite ATAFAZALI HAMULI, il réside actuellement à Goma, dans le quartier Kyeshero, et peut être contacté via les numéros +243 973 887 120 et +243 854 905 093, ou par email à makalijanvier2020@gmail.com. Titulaire d'un Certificat de Fin d'Études Primaires obtenu à l'EP Nyamitembe (2000), d'un Diplôme d'État des Humanités Pédagogiques de l'Institut Buganza (2006), il a poursuivi des études supérieures en Psychologie et Sciences de l'Éducation à l'Université Saint Joseph de Goma (U.S.J). Il y a obtenu successivement le Graduat (2018) et la Licence (2019-2020) en Sciences de l'Éducation, option Administration, Pédagogie et Inspection Scolaires (AIS).

Son parcours professionnel témoigne d'une expérience solide dans le domaine de l'enseignement et de l'administration académique. Depuis 2018, il occupe les fonctions d'Enseignant-Assistant et Secrétaire Académique à l'Université Saint Joseph, tout en assumant le rôle de Directeur des Études au Centre Scolaire Béthel. Auparavant, il a été Enseignant-Maître à l'école primaire Gianni Divani de 2010 à 2022, et à l'école primaire Mutiku à Ishasha/Rutshuru de 2006 à 2007.

Parallèlement à ses études et à son activité professionnelle, Janvier SADIKI a suivi plusieurs formations complémentaires, notamment en informatique appliquée (Galaxy Group DRC, 2018), en accès équitable à l'éducation de base (OPEQ/CRS Caritas et RESCUE, 2013), ainsi qu'en philosophie et propédeutique au Grand Séminaire Monseigneur Busimba à Buhimba et au Séminaire Pères Caracciolini à Nyamilima et Goma (2007-2010). Polyglotte, il maîtrise parfaitement le français, le kiswahili, et a une bonne connaissance de l'anglais, du lingala et du kinyabwisha. Tout au long de sa carrière, il a su conjuguer engagement pédagogique, rigueur administrative et développement des compétences. Ses références professionnelles incluent notamment le Master Emmanuel Hafashimana Nzomba (Coordinateur à l'Université Saint Joseph/Rubaya), le Master Fidèle Maendeleo Nzabonimpa (Secrétaire Académique de l'Université Saint Joseph/Rubaya), le Révérend Père Sylvestre Nzanzu Mabuti (Directeur de l'EP Gianni Divani à l'époque), et le Directeur Sibomana de l'école primaire Mutiku. Janvier SADIKI MAKALI se distingue par son dévouement à l'éducation, la formation académique et le développement communautaire, avec un engagement constant à contribuer au progrès éducatif et social de la République Démocratique du Congo.

RESUME

Cet article est intitulé : Gratuité de l'enseignement en RDC et son impact sur le développement socio-économique des enseignants-parents des écoles primaires publiques à Goma. Concernant notre problématique, nous avons constaté que l'impact de la gratuité de l'éducation sur le développement socio-économique des enseignants du primaire à Goma serait positif car les enseignants eux-mêmes sont des parents qui bénéficient aussi de cette chance de ne pas prendre en charge les frais scolaires de leurs enfants au niveau primaire tout en bénéficiant de quelque chose sur le salaire de l'Etat à la suite de leur qualité d'être enseignant. Cela c'était après la compilation, l'analyse et l'interprétation des résultats. Toutefois, les enseignants ont réclamé en moyenne une somme de 510,7$ chacun comme salaire.

Mots-clés : Gratuité ; Enseignement en RDC ;; Impact; Développement ; Socio-économie

ABSTRACT

This paper is telling about the Impact of the exemption from payment of the teaching in RDC on the socioeconomic development of teachers of the public primary schools in Goma twon. Case of the public schools of Goma Town. Concerning our problematic, we so that the impact of the exemption from payment of the education on the socioeconomic development of the teachers of the public primary schools in Goma town would be positive because the teachers themselves are the parents who also benefit from this luck of not to take in charge the school expenses of their children to the primary level while benefitting from something on the salary of the state following their quality to be taught.

It was after the compilation, the analysis and the interpretation of the results, the report is that the exemption from payment of the education to the level of the primary schools has a positive impact on the behavior of the teachers of the public primary schools. By the while, Teachers wont to salary of 510,7$ for everyone.

Keywords *: Exemption from payment ; Teaching in RDC ; Impact ; Development, Socio-economy.*

Introduction générale

0.1. Position du problème

Dans le monde actuel, l'éducation occupe une place capitale dans les différentes politiques adoptées par la plupart des pays. Depuis fort longtemps et particulièrement à partir de la déclaration universelle des droits de l'homme (1948), l'éducation est considérée comme un droit fondamental de l'homme ***(MOKONZI BAMBANOTA Gratien, 2015, Page 02)***.

Le secteur éducatif illustre bien la profondeur de la crise que traverse le pays. L'important pourcentage de la population sans instruction est inquiétant car on ne peut envisager le développement dans un pays qui tourne le dos à l'éducation de ses habitants. « Et pourtant, c'est à travers ce type d'investissement que le pays peut se doter des compétences susceptibles d'augmenter l'efficacité et la productivité au travail et d'exercer à terme une incidence relativement forte sur la croissance.

Il est évident que les dépenses d'éducation et de santé sont deux éléments de la politique budgétaire qui peuvent accélérer la croissance à long terme, car des travailleurs instruits et en bonne santé sont non seulement productifs que les autres, mais aussi plus à

même de recevoir une formation et s'adapter rapidement aux changements technologiques » ***(Banque Centrale du Congo, Mai 2005)***. C'est ainsi que le budget de l'éducation qui était de 30% en 1960 est arrivé à moins de 1% en 2005 ***(MOKONZI BAMBANOTA Gratien, op.cit, page 06***). Ce non financement de l'éducation a pour conséquence la corruption. L'intelligence et l'application aux cours ne sont plus les seuls moyens de réussir. Un peu d'argent suffit pour y parvenir. C'est pourquoi la tricherie et la corruption étaient tolérées couramment comme moyen de réussite et d'admission dans la classe supérieure. Le comble en est que certains parents estiment que la réussite est devenue un droit pour leurs enfants de peur de devoir payer plusieurs fois les même frais scolaires.

Ils succombent à la corruption. Ce type de pays ne peut prétendre ni à la démocratie, ni à l'esprit inventif, ni à la mondialisation ; il encourt plutôt le risque d'être compté parmi les Etats esclaves soumis. ***(KAMBA EVANGUNUNGA Albert, 2006)*** C'est pourquoi la qualité de l'éducation doit être d'actualité en RDC. C'est dans ce cadre que Gratien MOKONZI BAMBANOTA, a souligné dans son article que plutôt que de combattre l'analphabétisme, l'enseignement primaire en RDC le renforce. Nous constatons aujourd'hui que la qualité de l'éducation en général, malgré le courage et la volonté incroyable de son personnel enseignant est de très bas niveau. Elle accuse un véritable coup descendant. Peut-être que cela est dû à l'insatisfaction des enseignants dans le cadre de rémunération et surtout que ce sont les parents qui s'en occupaient avant que le Chef de l'Etat ne se prononce à propos de la gratuité de l'éducation en RDC.

Le secteur de l'éducation étant social par nature, son développement exige un financement des capitaux appropriés en équipements, en personnel ainsi qu'en frais de fonctionnement. Vu toutes ses exigences, ce secteur s'est transformé à un secteur économique à part entière, sa finalité est à l'heure actuelle *la production des biens d'équipements qui sont : « personnels - ressources »* en les dotant d'un savoir, d'un savoir - faire et d'un savoir - être dans le but d'être utilisé à court, moyen et long termes. Ainsi, toute personne qui s'associe à la formation et à la transformation d'une telle personne, rend service et attend être rémunérée décemment afin de satisfaire ses besoins. En effet, le sous-développement social est l'un des maux à ne pas déconsidérer dans la croissance d'une entreprise, ainsi chaque chef d'entreprise ne pourra envisager son développement sans au préalable améliorer les conditions de vie sociale de ces employés, moteur du développement.

Aristote cité par BRUCKERGER, R. I ***(BRUCKEGER,R.I., Paris,1970)***, souligne que l'homme est un animal politique à la quête d'une cité stable et juste, il exprimait entre autres son désir de voir les travailleurs récolter les produits de leurs efforts ou de leurs travaux.

Car l'homme n'est ni une marchandise, ni un esclave, on ne peut donc pas l'utiliser abusivement ou le faire propriété privée d'un individu. La petite remarque dans les écoles du secteur privé voire dans certaines écoles officielles ou conventionnées de la RDC est que l'enseignant qui est au centre de l'enseignement ne pas pris en considération par les gestionnaires de ces établissements scolaires du point de vue social, ils sont tout simplement « une machine de production ».

Il faut souligner que le salaire est un droit reconnu non seulement par la loi congolaise comme stipule son code du travail (**COOMBS P. H, 1968)** mais aussi par les lois internationales. Les travailleurs congolais en général et les enseignants en particulier vivent aujourd'hui dans une incertitude certaine en matière salariale. On peut relever à ce sujet quelques observations telles que : *La non fixité de la date de la paie mensuelle dans le secteur public et dans certaines firmes privées ; La non prise en compte du SMIG par l'Etat qui est le fixateur du salaire de ces agents et cadres ; La faiblesse de salaire par rapport au coût de la vie ; le grand retard dans le paiement du salaire des agents et des fonctionnaires des services publics à l'intérieur du pays ; Bref, le salaire et les prestations sociales dérisoires dans tout le pays.*

Si le caractère obligatoire de l'éducation primaire n'a jamais suscité des diverses interprétations, il n'en est pas le cas de l'expression « gratuité ». En effet, en République Démocratique du Congo par exemple, l'année scolaire 2019-2020 ne serait pas comme les autres. Le Gouvernement congolais a décidé d'expérimenter la gratuité de l'enseignement de base dans toutes les écoles primaires publiques du pays pour aller vers une plus grande efficacité du système éducatif congolais.

Au demeurant, que faut-il entendre par l'expression « gratuité de l'enseignement » ? En lumineux, quel peut être son contenu par les explications qu'en donnent l'Etat, les parents et les enseignants ? De toutes les définitions qu'on peut en donner, la gratuité est-elle possible aujourd'hui dans un pays comme la République Démocratique du Congo où la dimension démographique jointe à l'étendue géographique constitue l'un des plus grands pays

d'Afrique sub-saharienne et où le nombre d'écoliers ne cesse de croître ? Bref, un enseignement où les parents se sentiront au paradis car n'auront comme charge que celle de l'habillement ordinaire, de manger, de l'éducation familiale, de la vie de l'enfant après l'école. C'est dans ce sens que la gratuité de l'enseignement ne sera pas masquée soutiennent-ils. C'est le sens étymologique de l'expression « gratuité ».

La Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) en date du 14.12.1960 recommande aux « Etats parties à formuler, à développer et à appliquer une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux, l'égalité des chances et de traitement en matière d'enseignement, et notamment à rendre obligatoire et gratuit l'enseignement primaire ».

Jean-Louis Sagot Duvauroux écrit à propos du terme « gratuité » ce qui suit : On a le sentiment que le mot « gratuit » est partout et la réalité nulle part. Profanée par le marketing qui l'enrôle pour stimuler la demande, la gratuité a, en réalité, quasiment disparu de l'offre politique. Elle subsiste dans quelques appellations institutionnelles, comme « école gratuite », expression consacrée par un siècle de liturgie républicaine et qu'on n'ose rectifier en « école coûteuse ». Mais, quand le débat n'est pas inhibé par l'indulgence et le respect qu'inspirent les vieilles dames, la plupart des responsables de la chose publique réprouvent le terme gratuité.

Déresponsabilisant, trompeur, presque incivique, comment reconnaître la valeur des choses quand nous oublions qu'elles coûtent de la peine et de l'argent ? » ***(SAGOT DUVAUROUX, J-L, juillet 2006)***. De ce raisonnement, le terme « gratuité » n'est rien d'autre que tout ce qui s'oppose au terme « coûteux ». Mais de manière simple, l'expression gratuité est en elle-même un adjectif qui tire son origine du mot latin *gratuitus*, qui signifie ce qui est fait ou donné sans faire payer. C'est l'exemple de consultation gratuite ou de l'enseignement gratuit qui édifie le mieux. Robert donne la définition semblable lorsqu'il précise que « la gratuité est le caractère de ce qui est non payant ».

Il faudra également noter que l'absence d'une définition légale expresse de la gratuité permet à certains gouvernements d'user des faux-fuyants pour ne pas s'acquitter entièrement de leurs engagements internationaux et nationaux ; cela s'explique par la limitation qu'ils font de la notion de gratuité par opposition à la définition étymologique du terme.

Mais que poursuit-on en rendant l'enseignement primaire public gratuit ? L'observation ci-après réalisée par Akihiro à l'échelle mondiale est valable pour la République Démocratique du Congo : « Les autorités gouvernementales conçoivent que l'éducation pour tous doit se fonder exclusivement sur l'enseignement universel en partant du fait que les adultes analphabètes disparaîtront tôt ou tard » ***(C. AKIHIRO, 1994)***. De là, l'on peut relever que la gratuité de l'enseignement primaire tend à permettre à tous les parents, sans distinction, d'envoyer leurs enfants à l'école en vue de combattre et diminuer l'analphabétisme dans le pays : c'est là le caractère obligatoire de l'enseignement

primaire, ce qui implique le devoir pour les parents d'éduquer leurs enfants sous l'autorité et l'aide de l'Etat. Pour y parvenir, la charge des parents doit être sensiblement allégée par l'Etat. Ce dernier devant assumer ses responsabilités pour permettre, surtout aux parents pauvres, d'envoyer tous leurs enfants à l'école.
Que faudra-t-il faire pour rendre effective la gratuité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo ? L'effectivité de la gratuité de l'enseignement dépend de deux éléments importants, d'abord, l'Etat congolais devra rendre obligatoire la gratuité.

Ainsi que nous venons de le développer, la gratuité de l'enseignement est une partie du droit à l'éducation qui est protégé par nombreux instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme.

Pour y parvenir, nous nous sommes posé la question principale suivante :

1. Quel est l'impact de la gratuité de l'enseignement sur le développement socio-économique des enseignants-parents du primaire à Goma ?

Aussi, les questions spécifiques que nous nous sommes posées dans ce travail étaient articulées de la manière suivante :

2. Quels sont les facteurs motivationnels des enseignements-parents du primaire par suite de la gratuité ?
3. Quels sont les problèmes posés par la gratuité de l'enseignement à l'école primaire en RDC ?
4. Que doit-on faire pour renforcer l'idée du Chef de l'Etat en rendant gratuit l'enseignement au niveau primaire étant donné les enseignants qui ne touchent pas dans certaines écoles jusqu'à présent et le recrutement qui va continuer par suite de la multiplicité des classes ou des écoles ?

0.2. Hypothèses

En ce qui concerne notre problématique, nous avons émis nos hypothèses de la manière suivante :

- L'impact de la gratuité de l'enseignement sur le développement socio-économique des enseignants du primaire à Goma serait positif car les enseignants eux-mêmes sont des parents qui bénéficient aussi de cette chance de ne pas prendre en charge les frais scolaires de leurs enfants au niveau primaire tout en bénéficiant de quelque chose sur le salaire de l'Etat par suite de leur qualité d'être enseignant ;
- Les facteurs motivationnels des enseignements du primaire à la suite de la gratuité serait celui du changement par rapport aux charges des parents qui ne parvenaient pas à couvrir les besoins des enseignants du primaire et le salaire qui sera régulier pour leur compte sans oublier que les enfants des enseignants aussi sont encadrés gratuitement ;
- Les problèmes posés par la gratuité de l'éducation à l'école primaire en RDC seraient liés aux enseignants NP et NU se trouvant dans certaines écoles publiques de la Ville de Goma et que le salaire disponible n'est pas encore jusque-là suffisant pour la couverture des dépenses ou des besoins élémentaires ;
- Pour renforcer l'idée du Chef de l'Etat en rendant gratuit l'enseignement au niveau primaire étant donné les NP et les NU apparaissant dans certaines écoles jusqu'à présent, il faudrait que le salaire arrive à un montant permettant de répondre aux besoins primaires de l'enseignant et que les NP et les NU soient payés afin d'éviter

l'inégalité dans le domaine de l'enseignement au niveau de l'éducation de base.

0.3. Objectifs de l'étude

La question relative à la gratuité de l'enseignement primaire fait l'objet de plusieurs débats au sein des divers acteurs de ce secteur. Dans cette partie, seront présentés les objectifs poursuivis par cette étude. Viendront successivement l'objectif général et les objectifs spécifiques.

0.4.1. Objectif global

L'objectif général poursuivi est d'évaluer l'impact de la gratuité de l'enseignement telle que conceptualisée sur l'éducation primaire. Cet objectif général est décliné en objectifs spécifiques.

0.4.2 Objectifs spécifiques

Cinq objectifs spécifiques ressortent de l'objectif général à savoir :

- Evaluer l'impact de la gratuité sur le taux de scolarisation et d'achèvement du cycle ;
- Identifier les facteurs motivationnels des enseignants du primaire suite à la gratuité ;
- Identifier les problèmes posés par la gratuité de l'éducation de l'école primaire ;
- Vérifier l'effectivité d'un changement par rapport aux charges des parents ;
- Proposer les pistes des solutions pour que la gratuité de l'enseignement au niveau de l'éducation de base (primaire) soit confirmée et respectée par les citoyens congolais.

0.4. Méthodologie de travail

0.4.1. Techniques

Dans notre étude, nous avons choisi un échantillon de 150 personnes interrogées repartis dans les écoles primaires publiques de la Ville de Goma. L'échantillon a été choisi d'une manière aléatoire et occasionnelle. Nous avons tenu compte des différentes écoles primaires publiques payées pendant nos investigations. Soient 228 écoles dont 112 pour l'Antenne SECOPE Karisimbi 2, 76 écoles pour l'Antenne SECOP Karisimbi 1 et 40 écoles pour l'Antenne SECOP Goma. Nous confirmons avec beaucoup d'énergies que l'échantillon était représentatif car tout enseignant n'a pas d'enfants.

En ce qui concerne notre travail, nous avons fait recours aux techniques ci-dessous :

- La documentation nous a permis d'exploiter les archives et autres ouvrages en rapport avec notre domaine de recherche ;
- Le questionnaire nous a aidé à récolter les informations auprès des personnes interrogées ;
- L'interview libre nous a aidé à faire l'échange entre les personnes qui nous ont fournies les informations non écrites.

Pour compiler les données du terrain, nous nous sommes servi du Progiciel IBM SPSS Statistics 20.0 et **16.0 (Statistical Package for Social Sciences).**

0.4.2. Méthodes

Pour réaliser notre travail, nous avons fait recours aux méthodes ci-après :

a) **Méthode analytique :** grâce à cette méthode, nous avons pu analyser et interpréter les résultats de nos enquêtes.

b) **Méthode statistique :** elle nous a permis à pouvoir quantifier les résultats sous forme des tableaux.

c) **Méthode inductive** : cette méthode nous a aidés d'avoir l'idée sur l'impact de la gratuité de l'enseignement sur le comportement des enseignants-parents du primaire dans la Ville de Goma à partir d'un échantillon tiré d'une manière occasionnelle et à travers la technique de Lynch.

0.4.3. Les variables

Avant d'analyser les types des données, il faut définir au préambule la notion de « variable » qui joue un rôle central dans toutes les recherches en sciences sociales.

En vue de confirmer nos hypothèses, nous ferons une régression à l'aide des variables retenues.

En effet, nous avons retenu trois variables dont :

- Deux exogènes :
- Le développement et
- La socio-économie
- Une variable endogène : la gratuité de l'enseignement primaire. Il se pourra que plusieurs questions puissent être posées sur cette séquence soit pour raison de curiosité soit pour raison d'interprétation. Cette analyse est vraie et est plus théorique. La régression qui sera faite plus tard explicitera beaucoup plus celle-ci étant plus pratique que théorique.

I. Compréhension des concepts-clés et spécifiques

I.1. Définition des concepts-clés

1. *La gratuité*

La gratuité traduit le fait de donner quelque chose à quelqu'un sans rien bénéficier en retour. Elle traduit un fait sans contrepartie.

Dans notre contexte, la gratuité de l'école signifie que l'on inscrit les enfants à l'école sans payer les frais de scolarité. La gratuité de l'école a été une longue conquête dont l'un des principaux meneurs est Jules FERRY (1832-1893), qui déclarait en 1882 que`' *La rétribution scolaire est encore le plus mauvais des impôts : non seulement il est blessant pour une partie de la population, celle qu'il met dans la nécessité de réclamer la gratuité, mais c'est un impôt unique non proportionnel. Il frappe au rebours des besoins, au rebours de la fortune.*''

2. *L'enseignement*

C'est la transmission des connaissances par une aide à la compréhension et à l'assimilation. Il peut également désigner une institution englobant l'ensemble des activités et des organismes participant à l'éducation scolaire. C'est aussi une division correspondant à un niveau de l'organisation scolaire. Ce terme désigne l'action, l'art de transmettre des connaissances à un élève ***(Dictionnaire Le Petit Robert 1, édition 1989)***. Il désigne également l'apprentissage, l'instruction, la formation. Dans ce sens, il est le synonyme de l'éducation.

L'enseignement primaire, dit enseignement élémentaire est celui qui donne les premiers éléments de connaissance ***(Dictionnaire Larousse, édition 1984)***. Il constitue la plus grande subdivision de tout le système éducatif. Il présente cette particularité unique de contribuer à la transformation de la société par l'éducation des plus jeunes. Du point de vue macroéconomique, l'enseignement primaire est perçu comme le cœur du développement et du progrès.

3. Impact

Selon le Dictionnaire, l'impact est un effet produit par quelque chose, Influence qui en résulte, action exercée. Conséquence, effet ***(LAROUSSE, Dictionnaire Larousse, 2009)***

Éducation, éducation de base, éducation de qualité, développement, ces notions assez récurrentes, méritent d'être explicitées pour une compréhension claire. Nous nous proposons de faire une clarification de ces concepts ainsi que d'autres ayant une interrelation avec l'éducation.

4. Développement

Le **développement** est l'action de faire croître, de progresser, de donner de l'ampleur, de se complexifier au cours du temps. **Etymologie** : du latin *de*, préfixe de cessation, de négation, et de *velare*, voiler, couvrir, envelopper ***(Elena Lassida, 2010)***

5. Société Selon J. MAQUET, une société est un réseau de groupes majeurs en interconnexion et envisage comme une unité qui protège une culture commune. Quel que soit le domaine où l'on se situe, une société suppose un groupe de personnes conscientes de leur communauté, unie par de multiples relations, exerçant des activités des diverses natures, visant plusieurs objectifs dont le principal est son maintien. ***(J, MAQUET, 1970)***

6**. L'Économie** : on attribue généralement la paternité du terme « Economie » au philosophe grec de l'Antiquité : XENOPHON qui y voyait l'ensemble des règles de gestion de l'activité domestique. Soit en grec « Oikonomia » composé à partir de Oikos qui veut-dire maison et Nomos = règle/loi). En parlant de l'économie, nous voyons la production, la distribution et la consommation des biens et services.

7. Socio-économique

La socioéconomique qui concerne à la fois le domaine social et le domaine économique, et les relations qu'ils entretiennent. **(Disponible sur dictionnaire.reverso.net/francais-definition/socio-économique, consulté le 26 février 2020 à 12h°°)** La socioéconomie ou socio-économie est un mélange entre les sciences économiques et la sociologie. Elle vise à intégrer les outils des sciences économiques avec ceux de la sociologie afin d'examiner l'évolution économique des sociétés. ***(Disponible sur Socioéconomie — Wikipédia,https://fr.wikipedia.org/wiki/Socioéconomie*, consulté le 26 février 2020 à 12h°°)** La **socioéconomie** ou **socio-économie** est un mélange entre les sciences économiques et la sociologie. Elle vise à intégrer les outils des sciences économiques avec ceux de la sociologie afin d'examiner l'évolution économique des sociétés.

I.2. Définition des concepts-secondaires

9. L'Homme

L'Homme est une personne, un être humain ; l'espèce humaine dans son ensemble.

10. Rendement

Selon le Dictionnaire Larousse illustré, le rendement est une production évaluée par rapport à une norme, à une unité de mesure.

Le rendement d'une terre par exemple. C'est aussi la rentabilité de capitaux employés, d'une somme placée ou investi. Dans le cadre de notre travail le rendement est l'efficacité de quelqu'un dans le travail.

11. L'éducation

Autrefois avant le XVIe siècle, on employait les termes « nourrissement » et « institution » pour parler de l'éducation. De là vient le terme « instituteur ». D'après le dictionnaire Larousse, le terme éducation vient du latin « ex duccerer » c'est-à-dire tirer hors de... D'après O. Reboul, éducation vient du latin « educare » : élever les animaux et les plantes. Selon l'UNESCO, elle peut se définir en termes généraux en tant que l'ensemble des méthodes de formations humaines, ou de manière plus étroite, en tant que processus d'acquisitions des connaissances dans des institutions spécialisées. Selon ***NEKPO (1999),*** « *éduquer quelqu'un signifiera le façonner sur les plans à la fois physique, comportemental et intellectuel afin de lui permettre de vivre une vie sociale conforme aux normes du milieu immédiat et des divers milieux où il est appelé à évoluer par la suite.* » L'éducation et en particulier l'enseignement primaire, a pour but de préparer l'enfant à la vie, de lui donner un premier niveau de formation générale, physique, civique, morale, intellectuelle et sociale.

Elle doit notamment préparer l'enfant à : s'intégrer utilement dans la société ; poursuivre des études ultérieures. Pour l'enfant, une bonne éducation c'est la grande chance de sa vie. Son épanouissement, son bonheur temporel et éternel, sa valeur morale et spirituelle et sa réussite en dépendent presque entièrement. Au niveau de la famille, une bonne éducation récompense et réjouit les membres de la famille.

Elle prépare aussi l'individu à fonder plus tard un foyer heureux, en le dotant des principes, des vertus, des compétences qui assureront la bonne entente conjugale, l'harmonie, la paix, la solidarité, l'amour du travail et qu'il transmettra à son tour à ses enfants. Pour la société par ailleurs, la bonne éducation est la garantie du progrès social, de la prospérité économique, culturelle des peuples, parce que génératrice de science, de conscience, d'honnêteté, d'esprit de dévouement, de sens de la responsabilité, de solidarité. La bonne éducation assure la qualité des individus, la stabilité de la famille, le sérieux de la vie professionnelle, la fidélité aux engagements, tous étant éléments indispensables à l'édification d'une société où il fait bon vivre.

I.2. Cadre théorique

I.2.1. La gratuité de l'éducation dans le droit international

Ni les instruments juridiques internationaux ou régionaux relatifs aux droits de l'homme, ni les prescriptions constitutionnelles, encore moins les actes réglementaires, ne définissent la gratuité de l'enseignement. Ils se limitent à déclarer expressément la gratuité de l'enseignement primaire sans définir cette notion. Nous en avons pour exemple :

- La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 Décembre 1948, article 26.1 stipule : « *Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite), du moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental* » ;
- La Déclaration des droits de l'enfant du 20 Novembre 1959, en son Principe 7 énonce : *« l'enfant a droit à une éducation qui doit être gratuite et obligatoire au moins aux niveaux élémentaires* » ;

- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16 Décembre 1966, article 13.2.a stipule : « *Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit, l'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous* ». L'article 14 du même Pacte impose que « *Tout Etat partie au présent Pacte qui, au moment où il devient partie, n'a pas encore pu assurer dans sa métropole ou dans les territoires placés sous sa juridiction le caractère obligatoire et la gratuité de l'enseignement primaire s'engage à établir et à adopter, dans un délai de deux ans, un plan détaillé des mesures nécessaires pour réaliser progressivement, dans un nombre raisonnable d'années fixé par ce plan, la pleine application du principe de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous* » ;
- La Convention relative aux droits de l'enfant du 20 Novembre 1989 énonce, en son article 28.1.a ce qui suit : « *Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances : Ils rendent l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous* » ***(www.google.com, consulté le 23 mars2020 à 13h00)*** ;
- La Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) en date du 14 Décembre 1960 recommande aux « *Etats parties à formuler, à développer et à appliquer une politique nationale visant à*

promouvoir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux, l'égalité des chances et de traitement en matière d'enseignement, et notamment à rendre obligatoire et gratuit l'enseignement primaire ». En dehors du cadre universel, les instruments juridiques régionaux sont tombés dans le filet des stipulations non définitionnelles du caractère gratuit de l'éducation primaire ;

- A la différence du Conseil de l'Europe, de l'Union Européenne qui n'est pas explicite quant à la déclaration expresse de la gratuité, la Charte de l'Organisation des Etats Américains (OEA) du 30 Avril 1948 reprise le 17 Novembre 1976 s'exprime comme les instruments universels ci-dessus relevés. L'article 47.a de cette Charte énonce clairement que « *Les Etats membres déploieront les meilleurs efforts, en conformité avec leurs procédures constitutionnelles afin d'assurer l'effectif exercice du droit à l'éducation, sur les bases suivantes : L'enseignement élémentaire, obligatoire pour les enfants d'âge scolaire, devra aussi être mis à la disposition de tous ceux qui pourront en bénéficier. L'éducation organisée par l'Etat devra être gratuite* ». A l'article 12 du point relatif au droit à l'éducation, la Déclaration américaine relative aux droits et devoirs de l'homme du 2.5.1948 énonce : « *Toute personne a le droit de recevoir gratuitement, et pour le moins, l'instruction primaire* ». Le Protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'homme dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels du 17 Novembre 1988 revient pour la troisième fois sur la gratuité de l'enseignement primaire en ce qu'il stipule : « *Les*

Etats parties au présent Protocole reconnaissent que pour assurer le plein exercice du droit à l'éducation : l'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous » ;

- La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 26 Juin 1981 ne parle pas expressément de la gratuité de l'enseignement primaire, elle consacre, en son article 17, le droit qu'a toute personne à l'éducation. Mais les Etats africains ayant adhéré aux différents instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme et plus spécialement au droit à l'éducation ont, pour compléter cette Charte, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) une Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant lors de la vingt-sixième Conférence des Chefs d'Etat et du Gouvernement de l'ex-Organisation de l'Unité Africaine tenue en juillet 1990. Sans se démarquer des autres instruments précités, l'article 11 qui traite de l'Education dans cette Charte énonce à son point 3.a ce qui suit : « *Les Etats parties à la présente Charte prennent toutes les mesures appropriées en vue de parvenir à la pleine réalisation de ce droit et, en particulier, ils s'engagent à fournir un enseignement de base gratuit et obligatoire* ». Comme il est stipulé, l'Afrique tombe dans le piège de la communauté internationale, aucune définition de la gratuité n'est donnée. Mais l'universalité des droits de l'homme est toutefois de mise même sur le plan de l'éducation ;

- Au Bénin, la Constitution du 11 Décembre 1990 dans ses articles 8, 12 et 13 prend des dispositions concernant l'éducation des enfants. *En son article 13 elle stipule que « l'Etat pourvoit à l'éducation de la jeunesse par des écoles publiques. L'enseignement primaire est obligatoire. L`Etat assure progressivement la gratuité de l'enseignement public ».* Devant une telle pénurie de définition, celle-ci devra être recherchée ailleurs que dans les textes légaux.

Ainsi que nous venons de le développer, la gratuité de l'enseignement est une partie du droit à l'éducation qui est protégé par de nombreux instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme.

Les membres de la Commission des Droits de l'Homme ont réfléchi conjointement à la gratuité et au caractère obligatoire parce qu'ils « *répugnaient à déclarer obligatoire un enseignement qui ne serait pas en même temps gratuit* ». Le caractère obligatoire a été l'objet de longues discussions tout comme celui de l'« enseignement élémentaire » ou de l'« enseignement fondamental ». Le caractère obligatoire de l'éducation primaire signifie en fait que la norme interdit que l'Etat ou les parents empêchent l'enfant de recevoir l'enseignement élémentaire.

Rendre gratuite l'école suppose une réflexion qui analyse les tenants et aboutissants d'une telle initiative. Cela suppose une analyse des déterminants ainsi que des impacts d'une telle mesure sur la condition humaine. Ainsi, cette étude prend appui sur la théorie du capital humain, développé pour la première fois en 1961, par l'économiste américain Theodore Schultz, approfondi puis vulgarisé à partir de 1965, par Gary Stanley Becker , qui obtint en 1992 le ' prix Nobel d'économie pour son développement de cette théorie.

I.2.3. La théorie du capital humain

Cette théorie postule que « le capital humain est l'ensemble des compétences, qualifications et autres capacités possédées par un individu à des fins productives. Il peut être inné ou s'acquérir durant le cursus scolaire, universitaire ou au cours d'expériences professionnelles, par la transmission de savoirs et qualifications ». Le capital humain initial revêt des formes comme l'intelligence, la force physique ou les connaissances transmises par la famille. Il répond plus à des facteurs génétiques ou familiaux qu'économiques et est supposé peu modulable au cours du temps. ***(UNESCO, 2000)***

Ses coûts d'acquisition sont faibles, attribuables en partie à l'attention portée à l'enfant par les parents et les bénéfices, en termes monétaires, sont supposés fixes dans le temps. Les compétences acquises sont considérées, dans la théorie du capital humain ***(Becker, 1964)***, à la fois comme un bien de consommation durable (on peut acquérir des connaissances à tout âge), un bien spécifique (les compétences de chacun leur sont propres, limitées par leurs capacités physiques et intellectuelles et non exploitables sans leur volonté) et un bien de production (ces compétences déterminent la productivité de l'individu et doivent à ce titre être considérées comme un facteur de production au même titre que la terre et les machines). La théorie du capital humain est construite par analogie à la théorie du capital physique. *L'éducation et la formation sont considérées comme des investissements que l'individu effectue rationnellement afin de constituer un capital productif inséparable de sa personne.*

Pour celui-ci, toute formation est coûteuse. Tant que la scolarité est obligatoire, l'individu n'a pas d'autres choix que l'étude. Les coûts relatifs à l'acquisition de connaissances ne sont que des coûts directs (frais de scolarité et d'entretien). Sitôt que la scolarité n'est plus obligatoire, l'individu a comme alternative, à l'étude ou la formation professionnelle, le travail. Les coûts relatifs sont alors de deux sortes : d'une part, un coût d'opportunité équivalent au salaire auquel l'individu pourrait prétendre s'il travaillait à temps complet (ce salaire dépend de ses compétences à la période considérée et peut être amputé du salaire qu'il perçoit effectivement si l'individu partage son temps entre l'étude ou la formation et un emploi rémunéré) ; d'autre part, un coût direct relatif aux frais engagés pour cet investissement. En retour, les connaissances acquises procurent à l'individu une source durable de revenus lorsqu'elles sont utilisées dans le cadre de ses activités professionnelles.

L'acquisition de capital humain contribue, en effet, à accroître les compétences de l'individu et ainsi sa productivité *marginale.* La théorie du capital humain fonctionne par analogie à celle du capital financier ou physique. On considère que le capital humain est formé de trois éléments : les compétences, les expériences et les savoirs qui, ensemble, déterminent une certaine aptitude de l'individu à travailler. De même que le capital physique, le capital humain peut s'acquérir (par l'éducation), se préserver et se développer (par un entretien à travers des formations continues et/ou l'attention portée à la santé de l'individu). De même, il doit pouvoir produire un bénéfice (les revenus perçus lors de la mise à disposition des compétences).

On peut distinguer le capital humain spécifique, qui comprend les compétences non transférables, et le capital humain générique avec ses compétences transférables. Selon la mise en valeur de l'un ou de l'autre par l'investissement, l'individu est pris en compte différemment dans l'économie de gestion. Qui dit capital, dit investissements. Avec ce nouveau concept de capital humain, s'ouvre toute une gamme d'investissements autour des axes majeurs de l'éducation et de la santé. L'investissement en capital humain consiste donc dans l'ensemble des dépenses effectuées dans ce sens. Ces dépenses sont estimées en deux temps : on a d'une part les coûts directs (frais de scolarité, de médecine...) et de l'autre les coûts d'opportunité. Ces derniers résident dans l'arbitrage des individus dans leur gestion du capital humain. Par exemple, choisir de poursuivre ses études universitaires, plutôt que d'entrer immédiatement après le Bac dans la vie active, a un coût d'opportunité estimé, le plus souvent, avantageux par rapport à la situation inverse. Dans tous les cas, on espère un retour d'investissement.

Encourager l'éducation pour tous est donc une dépense d'investissement que l'Etat doit consentir pour en arriver à un meilleur bien- être social des individus par la construction d'un capital humain. Selon l'OCDE, en matière économique, le capital humain a une incidence positive à deux niveaux.

- Au niveau micro-économique (l'individu), on mesure le taux de rendement des investissements en formation sur les revenus du travail (la détention de diplômes est corrélée à la hiérarchie des revenus).

- Au niveau macro-économique, le taux de rendement social mesure l'impact des investissements sur la croissance économique et l'ensemble de la société. Le niveau d'enseignement ne joue cependant pas le même rôle selon le niveau de développement des pays. Dans les pays développés, l'enseignement supérieur joue un rôle significatif dans la croissance. Le nombre d'ingénieurs et de scientifiques a un impact positif sur la productivité. Dans les pays les moins développés, c'est l'enseignement primaire et secondaire qui joue ce rôle. Cette théorie met également en évidence l'impact du capital humain sur tous les aspects du bien-être : on constate une corrélation entre l'élévation du capital humain et la réduction des inégalités de revenus, l'amélioration de la santé, le recul de la délinquance, la participation à la vie publique.

Dans un contexte de marche vers le développement, rendre gratuite l'école serait donc un investissement qui aura pour finalité d'améliorer le capital humain. Assurer le minimum de compétences, c'est-à-dire des compétences transférables, utilisables à tous les niveaux peut permettre à l'individu, soit de poursuivre ses études, soit de rentrer dans la vie active en optimisant ses revenus. Cela permet un développement social et économique harmonieux et contribue à la réduction des inégalités de revenus. Par ailleurs, l'individu dont les revenus s'accroissent a plus de facilité à investir dans sa formation spécifique pour accroitre encore plus ses revenus et dans l'éducation de sa famille.

La théorie du capital humain explique donc comment l'investissement en éducation peut concourir à un développement social et économique d'un pays. Ainsi rendre gratuite l'école est un investissement que l'Etat doit consentir pour favoriser son essor rapide et tendre vers le bien-être des citoyens.

I.2.4. Notions sur le développement socio-économique

1. Le développement économique

Il désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux... De tels changements engendrent l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès *(Jean-Bernard Véron, L'aide au développement face à la guerre, Focus stratégique nº 7, publication de l'Institut français des relations internationales, mai 2008, 37 pages, consulté le 10 février 2020 à 17h°°).*

2. La croissance économique

La croissance économique n'est qu'une des composantes du développement. Ce dernier peut être mesuré à l'aide d'indicateurs comme (Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers, 2012) :

- le PIB (Produit Intérieur Brut),
- le PNB (Produit National Brut)
- l'IDH (Indice de développement humain)
- le BIP 40 (Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté)
- l'IPH (Indicateur de Pauvreté Humaine)

Dans les pays économiquement avancés le développement est recherché, en général, par l'encouragement de l'innovation (via la recherche), l'investissement, l'éducation, l'accroissement de la sécurité juridique... Dans les pays émergents, le développement est principalement basé sur l'exploitation des ressources naturelles et le faible coût de la main d'œuvre ***(Geneviève Azam, 2010)***.

3. Les moyens du développement

Le rôle de l'État est de créer les conditions de l'augmentation des compétences, afin que se développe un système efficace de production et distribution de biens et services. Ceci est obtenu par l'amélioration de l'environnement juridique : sécurité juridique, adaptation des lois. *(les Indicateurs de sous développement , consulté le 06 février 2020 à 17h°°)*

Surtout depuis les années 1990 et dans les pays du Nord, les entreprises cherchent également à intégrer les contraintes sociales et environnementales en adoptant des codes de conduite. Lorsque ceux-ci s'avèrent insuffisants, les États peuvent voter des lois incitant les entreprises à rendre compte des conséquences sociales et environnementales de leur activité, comme c'est le cas en France avec une disposition de la loi relative aux nouvelles régulations économiques.

4. Développement économique et social

Le **développement économique et social** fait référence à l'ensemble des mutations positives (techniques, démographiques, sociales, sanitaires...) que peut connaître une zone géographique (monde, continent, pays, région...) (Thomas Coutrot, David Flacher, Dominique Média (Coordonné par), 2011).

Il ne doit pas être confondu avec la croissance économique. Celle-ci est habituellement nécessaire ou consécutive au développement mais elle n'en est qu'un aspect. Il existe même des zones en croissance par simple inertie de tendance ou sous l'effet de dopants artificiels de types dits keynésiens, sans pour autant connaître les transformations de structure et la « destruction créatrice » propres au développement, qui assurent sa pérennité. Cela peut conduire à un épuisement des ressorts de la croissance. On peut alors retrouver le phénomène de cycle de vie (de l'émergence à l'expansion puis au plafonnement et enfin au déclin) étudié en marketing. *(www.google.com, Consulté le 19 février 2020 à 12h°°)*

Le développement économique nécessitant notamment de la création de richesses, on associe développement économique et « progrès », puisqu'il entraîne, généralement, une progression du niveau de vie des habitants. On parle alors d'amélioration du bien-être social (au sens économique). La volonté de concilier simple développement économique et progrès ou amélioration du bien-être a mené à forger, à côté des indicateurs de développement traditionnels (PNB, PIB), d'autres indicateurs, tels que l'indice de développement humain (IDH), qui prend en compte la santé, l'éducation, le respect des droits de l'homme (dont font partie, depuis 1966, les droits économiques et sociaux, etc. Les paramètres économiques et sociaux pour la mesure du développement sont indiqués dans l'article « Pays en développement ». La différence entre croissance économique et développement social est mal perçue dans le grand public. Le bien-être social doit être distingué de la production économique. Le bien-être est pluridimensionnel. D'autres composants existent à côté du bien-être matériel.

5. Développement social et croissance économique

5.1. Le progrès social (Isabelle Cassiers et alii, 2011)

Le Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, plus connu sous la dénomination Rapport Stiglitz, Sen et Fitoussi, retient, entre autres, pour cerner la notion de bien-être, les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse), la santé, l'éducation, les activités personnelles dont le travail, la participation à la vie politique, les liens et rapports sociaux, l'environnement (état présent et à venir) et l'insécurité, tant économique que physique. Selon Dominique Méda il y a lieu de prendre en compte le degré de violence de la société, de la xénophobie, de la criminalité et des inégalités. L'indicateur de bien-être économique d'Osberg et Sharpe inclut la réduction des inégalités et la protection contre les risques sociaux. Le temps disponible pour les loisirs joue de façon directe sur le bien-être. Un travail décent incorpore des horaires décents, la possibilité de combiner travail et vie de famille, dialogue social et représentation des travailleurs. Les conséquences des effets de ces différents domaines sont amplifiées lorsqu'ils se cumulent ***(Aurélien Boutaud, Natacha Gondran, 2009).***

5.2. Croissance et développement

Dès le départ le développement a été associé à la notion de croissance économique. Dans son discours d'investiture le président Truman préconise de mettre les connaissances techniques à la disposition des régions sous-développées et d'y encourager l'investissement des capitaux. En 1991 le rapport mondial sur le développement du PNUD confirme que « la croissance économique est nécessaire au développement humain ». Cependant en 1996 le rapport du PNUD constate que « les dernières décennies montrent on ne peut plus clairement qu'il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain ».

Il spécifie que le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen. Cette distinction entre croissance et développement a été initiée par François Perroux dans les années 1960 et reprise par Amartya Sen. Parce que la croissance peut être indispensable au bien-être elle a été assimilée au progrès social. Mais au-delà d'un certain niveau de PIB par habitant l'augmentation de revenus et de consommation n'augmente plus la satisfaction et le bien-être. Les évolutions comparées du PIB et de l'IDH aux États-Unis confirment un écart croissant entre ces valeurs entre 1975 à 2005. Le PIB mesure essentiellement la production marchande. Il est souvent traité, à tort, comme s'il s'agissait d'une mesure de bien-être économique. Le rapport du PNUD de 1990 affirme qu'un niveau de vie modeste peut s'accompagner d'une bonne qualité de vie et qu'à l'inverse celle-ci peut être déplorable à de hauts niveaux de revenus. (Observatoire des inégalités, L'état des inégalités en France. Données et analyses 2009, Belin, 2008)

I.2.5. Le droit international sur la gratuité de l'enseignement primaire

Il est question dans cette section de nous fixer sur la légalité de la gratuité dans les instruments juridiques internationaux ainsi que sur les différents frais entrant et ceux non entrant dans la gratuité de l'enseignement. (A. FERNANDEZ, en 2005) **I.2.5.1.**

La légalité internationale de la gratuité de l'enseignement primaire

La plupart des instruments juridiques internationaux qui font référence à l'éducation, et en premier lieu la Déclaration universelle des droits de l'homme, mentionnent la gratuité de l'éducation. Nous avons déjà, dans la partie introductive de cette étude, dégagé les différentes dispositions des différents instruments juridiques internationaux et régionaux qui traitent de la question de gratuité de l'éducation.

Les membres de la Commission des droits de l'homme ont réfléchi conjointement à la gratuité et au caractère obligatoire parce qu'ils « répugnaient à déclarer obligatoire un enseignement qui ne serait pas en même temps gratuit » *(UNESCO, 2000)*. Le caractère obligatoire a été l'objet de longues discussions tout comme celui de l'« enseignement élémentaire » ou de l'« enseignement fondamental ».

Le caractère obligatoire de l'éducation primaire signifie en fait que la norme interdit que l'Etat ou les parents empêchent l'enfant de recevoir l'enseignement élémentaire. C'est dans l'Observation générale n° 11 à l'article 13.2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, antérieure à celle sur l'article 13, que le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a étudié le plus en détail le sens de la gratuité. Le Comité affirme que :

La nature de cette exigence ne souffre aucune équivoque. Ce droit est formulé explicitement pour bien indiquer que l'enseignement primaire ne doit être à la charge ni des enfants, ni des parents, ni des tuteurs. Les frais d'inscription imposés par le Gouvernement, les collectivités locales ou les établissements scolaires, et d'autres frais directs, sont un frein à l'exercice du droit et risquent de nuire à sa réalisation. Ils entraînent aussi souvent un net recul de ce droit. Le plan exigé doit tendre à leur suppression. Les frais indirects, tels que les contributions obligatoires demandées aux parents (quelquefois présentées comme volontaires, même si cela n'est pas le cas) ou l'obligation de porter un uniforme scolaire relativement coûteux, peuvent également être considérés sous le même angle. D'autres frais indirects peuvent s'avérer acceptables, sous réserve d'un examen par le Comité au cas par cas. Cette disposition n'est en rien contraire au droit que le paragraphe 3 de l'article 13 du Pacte reconnaît aux parents et aux tuteurs légaux « de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics » (www.google.com, consulté le 23 mars2020 à 13h00). Au regard de cette disposition, quels sont les frais qui entrent dans la gratuité selon le droit international?

I.2.5.2. Les différents frais scolaires concernés par la gratuité en droit international

Après avoir affirmé que gratuité signifie qui « ne doit être à la charge ni des parents, ni des enfants », l'Observation générale établit une typologie des possibles frais qui peuvent entrer dans la gratuité. Il distingue trois types :

1. **Frais directs** notamment les frais d'inscription, en tant que frein à l'exercice du droit, sont interdits par la norme qui toutefois admet une progressivité, car il indique que « *le plan exigé doit tendre à leur suppression* ». L'Observation spécifie que ces frais ne peuvent être perçus ni par l'Etat central ni par les collectivités locales ni par les centres scolaires ;
2. **Frais indirects**, que nous appellerons de **type 1**, notamment les contributions obligatoires des parents et les uniformes, cités nommément dans l'Observation générale, sont assimilés aux frais directs et donc également interdits ;
3. **Frais indirects** que nous appellerons de **type 2**. Le Comité estime qu'ils peuvent être acceptables au cas par cas, mais c'est au Comité de se prononcer lors de l'examen des rapports du pays. Nous verrons si, depuis 1999, il a été amené à le faire.

Enfin, l'Observation souligne le besoin de concilier les exigences de la gratuité et du caractère obligatoire de l'enseignement primaire avec la liberté des parents « *de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics* ». Le caractère obligatoire et gratuit concerne également les établissements « *autres que ceux des pouvoirs publics* » même s'il est évident qu'il doit exister une modulation des exigences. Nous reparlerons de cette question plus avant ***(www.google.com, consulté le 23 mars2020 à 13h00).*** Revenons maintenant aux types de frais exposés par le texte. La distinction de trois types de frais montre bien le souhait de déterminer avec précision le contenu de la gratuité.

L'Observation générale établit d'abord une différence entre frais directs et indirects, et, par la suite, distingue deux types (1 et 2) de frais indirects, ce qui lui permet de mettre en relief deux frais indirects qui pèsent lourds dans le budget des familles : les « contributions obligatoires » des parents et les uniformes. L'exigence de la gratuité est toujours nuancée par le texte. Après une affirmation assez énergique : « *Les frais d'inscription imposés par le Gouvernement, les collectivités locales ou les établissements scolaires, et d'autres frais directs, sont un frein à l'exercice du droit et risquent de nuire à sa réalisation. Ils entraînent aussi souvent un net recul de ce droit »,* l'exigence imposée aux Etats apparaît cependant moins forte : *« Le plan exigé doit tendre à leur suppression ».*

Comment interpréter cette affirmation qui semble peu contraignante, car parlant seulement de « tendre à la suppression » ? Les obligations de l'Etat concernant le plan prévu pour l'article 14 permettent de mieux cerner le contenu des normes. L'Observation générale affirme : *« Un Etat partie ne peut s'affranchir de l'obligation explicite d'adopter un plan d'action au motif qu'il ne dispose pas des ressources voulues. Si cet argument suffisait à se dégager de cette obligation, rien ne justifierait l'exigence singulière contenue dans l'article 14 qui s'applique, pratiquement par définition, dans les cas où les ressources financières sont insuffisantes. De même, et pour la même raison, la référence à « l'assistance et la coopération internationales » au paragraphe 1 de l'article 2 du Pacte, ainsi qu'aux « mesures d'ordre international » en son article 23, est en l'occurrence particulièrement pertinente. Lorsqu'un Etat partie manque manifestement des ressources financières ou des compétences nécessaires pour « établir et adopter » un plan détaillé, la communauté internationale a*

indéniablement l'obligation de l'aider » ***(www.google.com, consulté le 23 mars 2020 à 13h00)***.

Cette remarque est de la plus haute importance car de toute évidence l'argument principal pour percevoir des frais de scolarité est l'absence de ressources. Le Comité écarte cette hypothèse de manière catégorique : *« Un Etat partie ne peut s'affranchir de l'obligation explicite d'adopter un plan d'action au motif qu'il ne dispose pas des ressources voulues ».* Effectivement et si cela était possible, l'article 14 serait vide de sens. Le texte exige l'aide de la communauté internationale lorsque l'*Etat partie manque manifestement des ressources financières ou des compétences nécessaires pour « établir et adopter » un plan détaillé.* L'exigence est encore précisée par le commentaire de l'Observation à la question de la réalisation progressive : « *Le plan doit permettre la réalisation progressive du droit à un enseignement primaire obligatoire et gratuit au titre de l'article 14. Néanmoins, à la différence du paragraphe 1 de l'article 2, l'article 14 prévoit que les mesures doivent être prises « dans un nombre raisonnable d'années » et en outre que ce délai doit être « fixé par ce plan ».*

Autrement dit, le plan doit expressément fixer une série de dates prévues pour chacune des étapes de sa mise en œuvre. Cela montre à quel point l'obligation en question est importante et relativement stricte. En outre, il convient de souligner à cet égard que l'Etat partie doit pleinement et immédiatement s'acquitter de ses autres obligations dont la non-discrimination ». Il est intéressant de citer ce passage parce que la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels est un sujet de débat au sein de la communauté internationale. Le Comité met en relief le « nombre raisonnable d'années » et le fait que le plan doive fixer les délais.

Il demande donc un engagement aux Etats qui doit pouvoir être mesuré lors de la surveillance de l'application du Pacte. Avec ces indications, le Comité renforce l'exigence de la gratuité : les Etats doivent prévoir une date pour le plein accomplissement de la norme ***(www.google.com, consulté le 23 mars 2020 à 13h00).*** Comme l'avait relevé déjà la Commission des droits de l'homme lors de la rédaction de l'article 26, il est nécessaire de lier gratuité et caractère obligatoire de l'enseignement primaire. Le caractère obligatoire « *met en avant le fait que ni les parents, ni les tuteurs, ni l'Etat ne doivent considérer l'accès à l'enseignement primaire comme facultatif* ». Mais le caractère obligatoire est encore plus exigeant selon l'Observation générale 11 que selon l'article 26. En introduisant les notions de qualité et d'adaptation, l'Observation « *renforce le principe que l'accès à l'éducation doit être ouvert à tous sans discrimination aucune fondée sur le sexe, comme précisé par ailleurs aux articles 2 et 3 du Pacte. Il convient cependant de souligner que l'enseignement proposé doit être de bonne qualité, adapté à l'enfant et propice à la réalisation des autres droits de l'enfant* » (al.6).

Cette partie de l'Observation - qui introduit des notions qui seront développées dans l'Observation générale 13 - est particulièrement importante dans le cadre de la nouvelle vision des droits économiques, sociaux et culturels développés à la suite de la Conférence de Vienne et qui est reprise par EPT. Nous faisons référence à la gestion, à la gouvernance du système éducatif ainsi qu'à « *l'association de la société civile à l'action éducative.* [...] *A tous les stades de décision en matière d'éducation, les gouvernements* (doivent mettre) *en place des instances qui ne soient pas simplement chargées d'entériner des décisions déjà prises par l'Etat mais au contraire, par un dialogue systématique*

avec les citoyens et les organisations de la société civile, contribuent à la planification, à l'exécution et au suivi des activités éducatives» ***(Y. DAUDET et K. SINGH, 2001)***.

Ainsi l'Observation générale n°11 affirme-t-elle *: La participation de tous les secteurs de la société civile à l'élaboration du plan s'avère cruciale, et il est essentiel de prévoir des procédures de révision périodique qui soient garantes de transparence. Sans cela, la portée de l'article sera amoindrie.* C'est dans ce contexte qu'il faut reprendre l'exigence de concilier les exigences de la gratuité avec la liberté des parents *« de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics ».*

L'Etat doit mettre à disposition (dotations) des parents des établissements qui respectent les convictions des parents (acceptabilité) mais également prévoir l'existence d'autres centres, pour la plupart émanant de la société civile, qui permettent un choix conforme à leurs convictions. Il y a exigence également de gratuité dans ce cas.

En affirmant que « *cette disposition n'est en rien contraire au droit que le paragraphe 3 de l'article 13, alinéa 7 du Pacte reconnaît aux parents et aux tuteurs légaux de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics* », l'Observation générale n°11 demande la mise a disposition des fonds pour ces écoles « *autres que celles des pouvoirs publics* » sans lesquels l'exigence de la gratuité serait compromise, mais également eu égard à l'indépendance de gestion de ces autres écoles - le « caractère propre » français -rien n'empêche que des frais de scolarité soient perçus, précisément dans le but de conforter l'indépendance de ces centres.

La Résolution du Parlement Européen de 1984 relative à la liberté d'enseignement s'est prononcée dans ce sens. Cet apport ne peut en tout cas être de nature à engendrer une discrimination pour des raisons économiques. De ce qui précède, à quels types des frais les parents en R.D. Congo sont confrontés ? Quel est le niveau d'applications des instruments juridiques internationaux en matière de gratuité de l'enseignement fondamental dans ce pays ? Comment la notion de la gratuité est-elle introduite en République Démocratique du Congo ? Est-ce avant ou après l'indépendance ? Telles sont les questions que va répondre la section 2 du chapitre sous-développement.

I.2.5.3. La gratuité de l'enseignement primaire en R.D. Congo

Comme plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, la R.D.C connaît une situation singulière quant au retard dans le domaine de l'éducation d'une part et dans celui de la gratuité de l'enseignement primaire d'autre part, en cela que les niveaux d'éducation et de la formation de sa population régressent du jour le jour. Les voix s'élèvent quotidiennement pour décrier non seulement de la baisse vertigineuse du niveau d'enseignement mais aussi du coût de cet enseignement qui tombe sur les têtes des parents, avec cette conséquence que l'on constate la hausse d'analphabètes par rapport à l'augmentation du taux de la population. Cette fragilité individuelle et collective a d'importantes conséquences sociales et économiques. A la base, il faut penser à l'absence d'une politique d'encadrement des élèves et des instituteurs.

La République Démocratique du Congo accuse en effet un déficit éducatif dû en grande partie aux options politiques de l'Etat nouveau, régime autoritaire qui s'est installé au pays depuis l'aube de l'indépendance, les guerres fratricides répétées, la lutte pour l'instauration coûte que coûte d'une démocratie de type occidental, l'absence des politiques éducatives appropriées. A cela s'ajoute l'absence, depuis l'indépendance en 1960, des bases juridiques réglementant la gratuité de l'enseignement primaire. Il faut ainsi relativiser selon que l'on se trouve dans une période d'avant l'indépendance ou dans celle d'après l'indépendance ***(www.google.com, consulté le 23 mars 2020 à 13h00)***.

I.2.6.3.1. La notion de la gratuité de l'enseignement primaire avant l'indépendance : un long chemin

Par rapport aux résultats attendus à l'issue du présent travail, il demeure sans intérêt majeur de rappeler que la R.D.C est un Etat situé au centre du continent africain, colonisé par la Belgique depuis la Conférence de Berlin en 1885 jusqu'en 1960, date de son accession à la souveraineté nationale et internationale. Elle est un pays d'une très grande superficie de 2,3 millions de Km^2, soit environ 33 fois plus grande que le Benelux, quatre fois plus que la France ou deux fois plus que le Québec (canada). En Afrique, seuls le Soudan et l'Algérie lui sont plus étendus. Partageant neuf frontières avec ses voisins, elle est un pays totalement enclavé, à l'exception de quelques kilomètres de côte en bordure de l'océan Atlantique. En raison de sa grande superficie, de ses richesses et de son importante population, elle demeure l'un des géants de l'Afrique, avec l'Egypte, le Nigeria et l'Afrique du Sud. (R.D.C (ex-Zaïre), on-line : //www.elfq.ulaval.ca in P.F. KANDOLO ON'OFUKU WA KANDOLO, *De l'exercice des droits et libertés individuels et collectifs comme garantie d'une bonne gouvernance en Afrique noire : Cas de la République Démocratique du Congo (de l'indépendance à nos jours)*, mémoire de 3e cycle, « Droits fondamentaux », Université de Nantes 2004-2005, pp. 15-16 ; on-line : http://www.memoireonline.free.fr). Quant à la gratuité de l'enseignement, celle-ci n'est pas connu des textes juridiques régissant le Congo colonisé et ses indigènes. En effet, le premier texte constitutionnel ayant régi le Congo fut la Charte coloniale adoptée par le Parlement belge en date du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo-belge. Il faut signaler que c'est cette date qui symbolise l'annexion du Congo à la Belgique.

Le parcours de cette Charte ne révèle aucune disposition expresse relative soit au droit à l'éducation, soit à la gratuité de l'enseignement de quelque niveau qu'il fut. Mais nos parents rapportent que pendant toute la période coloniale, comme l'enseignement était obligatoire et comme peu de parents acceptaient d'envoyer leurs enfants à l'école, celle-ci était totalement gratuite. Il y a donc lieu de recourir à la période d'après la colonisation. (Charte coloniale du 18.10.1908, loi sur le gouvernement du Congo belge in IYELEZA MOJU-MBEY et autres, *Recueil des textes constitutionnels de la République du Zaïre du 19 mai 1960 au 28 avril 1991 avec, en annexe, la charte coloniale du 18.10.1908*, éd. Ise-consult, Kin, avril 1991, pp. 143-148).

I.2.5.3.2. La gratuité de l'enseignement primaire après l'indépendance : évolution récente

Le premier texte constitutionnel qui a régi le Congo indépendant est la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo. Mais celle-ci n'ayant pas protégé les droits de l'homme, une autre loi fondamentale fut prise en date du 17 juin 1960 relative aux libertés publiques. L'article 13 de cette loi parle expressément du droit à l'éducation lorsqu'il stipule « *Le droit à l'instruction étant reconnu, les pouvoirs publics mettront tout en œuvre pour assurer à tous les enfants congolais l'accès à l'enseignement, en créant les établissements nécessaires, et en subsidiant les établissements privés présentant les garanties souhaitables. L'enseignement est libre. L'instruction organisée par les pouvoirs public est réglée par la loi ou les édits* ».

Ce texte constitutionnel ne rend ni obligatoire, ni gratuit l'enseignement au Congo. Ce sont plutôt les articles 33 à 38 de la Constitution de la R.D. Congo du 1er août 1964, appelée communément « Constitution de Luluabourg », qui règlent de manière claire le droit à l'éducation. L'article 33 consacre expressis verbis le caractère obligatoire et gratuit de l'enseignement lorsqu'il stipule : « *Tous les congolais ont droit à l'éducation. Les parents ont par priorité, le droit de choisir le genre de l'éducation à donner à leurs enfants. L'enseignement est gratuit et obligatoire jusqu'au niveau d'études et jusqu'à l'âge prévu par la loi* ». ***(www.google.com, consulté le 23 mars 2020 à 13h00)***

Ces propos sont vérifiables surtout lorsque l'on parcourt le point 11 du communiqué de prise du pouvoir par le Haut Commandement de l'Armée Nationale Congolaise en ce que, s'agissant des droits et libertés fondamentaux, il s'est engagé à ne respecter que « les droits et les libertés garantis par la Constitution du 1er août 1964, tels que prévus par les articles 24, 25, 26, 27 et 28, notamment la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'expression, de presse, de réunion et d'association ». L'intelligence de ce point 11 peut être comprise en ceci que les putchistes ne s'étaient pas engagés à respecter toutes les libertés garanties par la Constitution de 1964 comme la liberté partisane, le droit à l'éducation, le droit à l'inviolabilité du domicile, etc. Ce refus de respecter le droit à l'éducation a connu postérieurement des atténuations du fait que la Constitution du 24 juin 1967 qui a suivi le coup d'Etat militaire de 1965 prévoit le droit à l'éducation mais sans aucune référence au caractère gratuit et obligatoire de l'enseignement primaire.

L'article 13 de ladite Constitution stipule « *Il est pourvu à l'éducation de la jeunesse par l'enseignement national. L'enseignement comprend les écoles publiques ainsi que des écoles agréées contrôlées, prises en charge par les pouvoirs publics et soumises à un statut fixé par la loi.*

Tous les congolais ont accès aux établissement de religion, de race ou d'opinion politique ou philosophique ». Toutes les révisions et Constitutions qui ont suivi le coup d'Etat de 1965 n'ont rien prévu sur la gratuité de l'enseignement. Et les conditions de l'éducation nationale n'ont fait que se détériorer. C'est la Constitution salvatrice du 18 février 2006 qui revient sur les expressions « gratuité » et caractère « obligatoire » de l'enseignement primaire ***(www.google.com, consulté le 23 mars 2020 à 13h00)***. Mais quel est l'état des lieux actuel de cette gratuité en R.D. Congo ? L'enseignement primaire est-il effectivement gratuit ? Telles sont les questions autour duquel va graviter la troisième section du chapitre sous-développement.

I.2.5.3.4. Les différents obstacles à combattre pour l'effectivité de la gratuité de l'enseignement en République Démocratique du Congo

Il faut ici relever les avancées que le Congo a connues dans le domaine de la gratuité avant de dégager les obstacles qui ont empêché et continuent à empêcher la mise en œuvre effective de la gratuité dans ce pays.

❖ **Les avancées progressives :** L'article 14 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 16.12.1966, ratifié par notre pays (La République Démocratique du Congo a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en date du 1er novembre 1976 in J.O.R.D.C, *Les Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par la République Démocratique du*

Congo, Kinshasa, numéro spécial, avril 1999, pp. 12-20) stipule : *« Tout Etat partie au présent Pacte qui, au moment où il devient partie, n'a pas encore pu assurer dans sa métropole ou dans les territoires placés sous sa juridiction le caractère obligatoire et la gratuité de l'enseignement primaire s'engage à établir et à adopter, dans un délai de deux ans, un plan détaillé des mesures nécessaires pour réaliser progressivement dans un nombre raisonnable d'années fixé par ce plan, la pleine application du principe de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous».* Ce pacte qui a un caractère contraignant vient renforcer les stipulations de l'instrument universel déclaratoire qu'est la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10.12.1948, en son article 26.1 en ce qu'il rend gratuit l'enseignement élémentaire et fondamental.

❖ Malgré que la République Démocratique du Congo a intégré la DUDH et le Pacte, c'est seulement après la Conférence mondiale de l'Education pour tous tenue à Jomtien (Thaïlande) en 1990, qu'on l'a vu poser des actes clairs en matière de l'éducation. Nous pouvons citer : en 1991, une Table Ronde Nationale de N'sele fut tenue sur l'EPT ; en 1992, des Tables Rondes provinciales furent organisées à Goma et à Kikwit ; en 1994, une journée de réflexion sur l'éducation pour tous au Zaïre : quatre ans après Jomtien fut organisée ; en 1996, les Etats Généraux de l'Education furent tenus ; plusieurs actions furent également entreprises, notamment une mise en œuvre d'un programme pilote de revitalisation des écoles publiques, création d'un Conseil National pour l'enfant, l'élaboration d'un Plan cadre de reconstruction du système éducatif congolais, l'élaboration du programme triennal de développement, des ateliers sur l'établissement du bilan de l'éducation

pour tous, organisation de plusieurs émissions radiotélévisées destinées aux jeunes, etc.

Les actes constitutionnels et législatifs pris depuis la ratification du PIDESC ainsi que des résolutions et décisions publiques nationales ne font guère allusion à la gratuité de l'enseignement primaire alors que la Conférence mondiale de l'éducation pour tous en fait allusion. Il eut fallu attendre la Conférence de Dakar de l'an 2000 suivie de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies, adoptée en 2000 par 189 pays et d'où découlent des Objectifs du Millénaire pour le Développement, afin de voir la R.D.C. insérer dans sa Constitution une disposition relative à la gratuité de l'enseignement primaire en 2006 et pour cause, certains obstacles sérieux n'ont pas permis la proclamation de la gratuité de l'enseignement primaire ou empêchent encore sa mise en oeuvre effective. Cette série d'actes encourageants est clôturée à ce jour par la lettre-circulaire du Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Maker Mwangu, datée du 21 juin 2007 qui fixe les frais de scolarité pour l'exercice 2007-2008, complétée par l'Arrêté provincial précité qui rend gratuit pour cette année scolaire seule la classe de première année primaire des écoles publiques.

- ❖ **Les différents obstacles à combattre :** Les obstacles à la gratuité sont ceux liés à l'éducation en général. Il faut donc distinguer les obstacles politico-juridiques, des obstacles sociaux du système éducatif congolais.

- **Les obstacles politico-juridiques :** Comme dans d'autres contrées de l'Afrique, « l'école congolaise moderne fait partie de ce que Sikounmo (1992) appelle les « cadeaux-séquelles » de la colonisation. Elle s'est implantée ici au 19ème siècle dans le but initial de pourvoir la métropole de la main d'œuvre minimale

indispensable pour une exploitation optimale des ressources de la colonie. Aussi, par la politique éducative appliquée par la puissance coloniale (la Belgique), l'école héritée par la R.D.C, à son accession à la souveraineté nationale et internationale, était-elle essentiellement sélective ; une école qui devrait, du fait de nouveaux enjeux, être littéralement envoyée au diable. C'est pourquoi, au cours de la première décennie de l'indépendance de ce pays, soit la décennie 60, cette école a enregistré un développement spectaculaire aussi bien sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif. Ce développement a amené « les autres pays africains à exprimer leur admiration pour l'enseignement congolais issu de la réforme de 1961/1962. La R.D.C s'était ainsi engagée dans une expérience sans précédent. Elle se détournait apparemment radicalement de l'éducation coloniale et instaurait un système d'enseignement correspondant aux progrès les plus sûrs de la pédagogie moderne » ***(G. MOKONZI BAMBANOTA, in L'école démocratique (Aped), http://www.écoledemocratique.org/article.***

Consulté le 8.10.2007). Possibilitésla décennie 70 et particulièrement à partir de la politisation du système scolaire de la R.D.C déclenchée par la décision d'étatisation des écoles, l'école congolaise a été progressivement et demeure rongée par une crise profonde dont les indices s'apparentent amplement à ceux relevés par Hallak pour des systèmes éducatifs de plusieurs pays en développement, notamment le déclin de la qualité, les doutes touchant l'adéquation entre les programmes scolaires et les besoins économiques et sociaux, le déséquilibre entre l'offre et la demande d'une main d'œuvre instruite qui entraîne des déséquilibres supplémentaires entre les possibilités d'emploi, le

problème grandissant posé par le chômage des diplômés, les écarts continus ou croissant entre les normes et la scolarisation des zones urbaines et rurales... A ce déclin du système éducatif congolais dû à l'étatisation des écoles, il faut ajouter d'autres obstacles nés lors de l'entrée dans la décennie 90. En effet, depuis que, venu de l'Est, le vent de la perestroïka a soufflé sur la R.D.C, le pays n'a enregistré un seul instant la stabilité politique jusqu'en 2004. On est ainsi passé du pénible déclenchement du processus de démocratisation (en 1990) suivi des troubles politiques, des grèves, pillages et des journées villes mortes et aux différentes guerres (de libération) à partir de 1992, 1996, 1998 jusqu'en 2004. Les agitations sociales, les guerres interethniques, les guerres de libération ainsi que les guerres d'agression ont connu des ramifications inextricables et ont généré des effets à la fois fâcheux et complexes qui ont menacé dangereusement l'avenir du pays. Ces effets n'ont nullement, loin de là, ménagé le secteur de l'éducation. Dans un contexte pareil, il était impossible de penser à réglementer le domaine de l'éducation car en Afrique, la politique domine sur toute activité nationale ; lorsqu'elle ne va pas, rien ne peut marcher. Au-delà de ce qui précède et peut être ce que le climat politique a créé, il faut ajouter les obstacles sociaux liés aux fonctionnements du système éducatif congolais.

Obstacles sociaux : Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des programmes d'éducation sont aussi : le non fonctionnement du Comité de suivi mis en place après la Table Ronde de N'sele sur l'Education pour tous au Zaïre en 1991, la suspension de la coopération bilatérale et multilatérale due au mauvais climat politique et privant le pays de l'assistance extérieure, les effets de la politique d'ajustement structurel sur les secteurs sociaux, la non couverture du territoire

national par la campagne d'information et de sensibilisation de la population en faveur des objectifs de l'Education pour tous, le manque des ressources financières dû en grande partie par la malversation financière par des dirigeants politiques et par la suspension de la coopération avec les grands bailleurs de fonds, l'absence de construction des nouveaux bâtiments et équipements scolaires par l'Etat depuis la détérioration de ceux laissés par le colonisateur. Alors que son système éducatif est dans un état pitoyable eu égard au tableau ci-dessus, la R.D.C se trouve aujourd'hui, après plus de 60 ans d'indépendance et de traversée du désert, face à une opportunité décisive, celle de l'espérance ; espérance d'un avenir meilleur, de la démocratie et de la bonne gouvernance, espérance de voir les enfants étudier gratuitement et dans les conditions humaines.

II. Description de la ville de Goma

Traditionnellement parlant «Goma» est une déformation du mot « Ngoma » qui signifie en Kiswahili, une des langues parlées par l'autochtone « tambour » ; ce nom aurait été donné au milieu en référence au bruit assimilé à celui du tambour qui raisonne, la résonnance dont il est question ici était celui provoquée par l'éruption volcanique (Archives mairie de Goma, 2011). C'est ainsi qu'en mémoire de ce grand bruit, le premier village qui fut implanté fut dénommé « Ngoma ». Selon cette légende, l'on a tendance à affirmer qu'après l'éruption volcanique, ce village fut détruit et disparut ; les populations furent dispersées et construisirent trois nouveaux villages qui sont : Mungoma (actuel Goma), Matcha (actuel Sake) et actuel village de Munigi. Vers les années 1900 ; Goma eût les contacts avec les colonisateurs et en 1905 fut fondé le poste de Goma en face du poste Allemand de Gisenyi au Rwanda.

Goma devient un camp militaire puis plus tard un office de l'Etat civil.

En plus vers 1930, Goma correspondait à un camp des travailleurs du point d'aboutissement de réseau « VICI-Congo » et servait de port d'Etat pour les transports de produits agricoles et les matériaux de construction en provenance et en direction de Bukavu alors le chef-lieu de l'ancienne province du Kivu dont le Nord-Kivu était une de trois sous-provinces. En 1945, Goma fonctionnait comme poste dépendant du territoire de Rutshuru. Par la suite ce poste devient une entité autonome. Vers 1948, Goma devient le chef-lieu du district du Nord-Kivu commença à être un attrait pour la population des milieux ruraux aux alentours. Par la suite, avec une population d'environ 8600, le pouvoir de l'époque par son décret du 08 septembre 1954 changeât les statuts de Goma et devient un centre extra-coutumier. Le 14 août 1962, Goma devient chef-lieu de la province du Nord-Kivu avec Moley BENEZETH comme premier gouverneur. Sur le plan économique, la population de Goma s'adonne à diverses activités qui ont des effets sur la vie socio-économique et susceptible de subir les effets de la dollarisation de la dite économie.

La ville de Goma est située à l'Est de la République Démocratique du Congo. Elle se situe à une altitude de 1640m au bord du lac Kivu à 20°14' de longitude Est et de 1°15' de latitude Sud. Elle limitée :

- Au Nord par le territoire de Nyiragongo
- Au Sud par le lac Kivu
- A l'Est par la république Rwandaise
- A l'Ouest par le territoire de Masisi

III. Contexte sur l'appréciation de la gratuité

Tableau I. Identification des personnes interrogées au sujet de l'identité des personnes interrogées

N°	Variable	Réponses	Fréquence	Pourcentage
1	Répartition des enquêtés selon le genre	Masculin	100	66,7
		Féminin	50	33,3
2	Répartition des enquêtés selon l'âge	18-30 ans	75	50,0
		31 à 40 ans	45	30,0
		41-50 ans	25	16,7
		51 ans et Plus	5	3,3
3	Répartition des enquêtés selon le niveau d'étude	Secondaire (Diplôme d'Etat)	85	56,7
		Supérieur et Universitaire	65	43,3
4	Répartition des enquêtés selon l'état civil	Marié (e)	72	48,0
		Célibataire	55	36,7
		Divorcé (e)	10	6,7
		Veuf (ve)	13	8,7
5	Répartition des enquêtés selon la fonction	Enseignant	10	6,7
		Enseignant-parent	140	93,3
6	Répartition des enquêtés selon qu'ils ont déjà entendu parler de la gratuité de	Oui	150	100,0
		Non	00	00,0

	l'enseignement à Goma			
7	Répartition des enquêtés selon qu'ils ont déjà bénéficié des avantages liés à la gratuité de l'enseignement	Oui	140	93,3
		Non	10	6,7
TOTAL GENERAL			**150**	**100%**

Source : Nos enquêtes

Par rapport aux réponses des personnes interrogées au sujet de leur identité, Cette section a pour objet, de classer les enquêtés selon les différents critères de sélection. A la lumière des données collectées à ce sujet, il ressort du tableau n° I que 66,7% enquêtés sont du genre masculin et 33,3% du genre féminin. Le tableau n° I montre que 50% des personnes questionnées ont un âge compris entre 18 et 30ans ; 30% 31 et 40 ans ; 16,7% ont l'âge supérieur situé entre 41 et 50 ans et 3,3% ont plus de 51 ans. Il ressort des données reprises dans le tableau n° I que 56,7% de nos enquêtés ont un niveau d'études Secondaire (Diplôme d'Etat) et 43,3% ont franchis les études supérieures et universitaires. Le tableau n° I révèle que 48% des enquêtés sont des mariés, 36,7% sont des célibataires, 8,7% sont des veufs et 6,7% sont des divorcés. Le tableau n° I montre que 93,3% enquêtés sont des enseignants-parents et 6,7% des enseignants qui n'ont pas d'enfants à scolariser.

Il résulte de données reprises dans le tableau n° I que 100% de nos enquêtés confirment qu'ils ont déjà entendu parler de la gratuité de l'enseignement dans la Ville de Goma. Il résulte de données reprises dans le tableau n° I que 93,3% de nos enquêtés confirment qu'ils ont déjà bénéficié des avantages liés à la gratuité de l'enseignement contre 6,7% qui déclarent n'avoir pas eu les avantages liés à la gratuité de l'enseignement.

III.3. Résultats du point de vue gratuité et développement socio-économique des enseignants-parents

Tableau II : Identification des personnes interrogées au sujet de la rentabilité

N°	Variable	Réponses	Fréquence	Pourcentage
1	Répartition des enseignants-parents des écoles primaires publiques de la Ville de Goma sur la gratuité de l'enseignement	Une perception positive	90	60,0
		Une perception négative	60	40,0
2	Répartition des enquêtés selon que la gratuité de l'enseignement peut	Oui	145	96,7
		Non	05	3,3

	motiver les enseignants-parents à améliorer leur façon de prester			
3	Répartition des personnes interrogées selon que les enseignants-parents des écoles primaires publiques de la Ville de Goma ont bénéficié de la gratuité de l'enseignement	Les enfants ne sont pas bousculés et le salaire est retiré dans le respect, Bref les enseignants ont bénéficié la gratuité de l'enseignement pour leurs enfants	80	53,3
		Les numéros matricules et être connu au niveau de l'Etat	50	33,3
		Rien du tout car aucun avantage	10	6,7
		Il s'agit de la souffrance et de la misère	10	6,7
4	Répartition des enquêtés selon le fait que la	Oui	90	60,0
		Non	60	40,0

	gratuité de l'enseignement est effective en RDC, surtout dans la Ville de Goma, cela peut améliorer les conditions de vie socio-éducatives des enseignants-parents			
5	Répartition des enquêtés selon le comportement des enseignants-parents face à cette situation de gratuité de l'enseignement en Ville de Goma	Les gens qui ne recevaient pas le salaire de l'Etat et ceux qui touchaient une somme inférieure ou égale à 100$ sont contents alors que ceux-là qui touchaient la somme supérieure ou égale à 300$ sont mécontents	75	50,0
		Le	40	26,7

		comportement est favorable car les enseignants sont fiers d'être agents de l'Etat et voir le salaire régulier		
		Les enseignants sont dans la souffrance car mal payés et grèvent souvent	15	10,0
		Il s'agit d'un grand désespoir car pas de confiance aux décideurs	10	6,7
		Un comportement malsain du fait qu'il est mal payé (salaire dérisoire)	10	6,7
6	Répartition des enquêtés	Oui	130	86,7
		Non	20	13,3

	selon qu'il y a des enseignants-parents qui saluent l'initiative du Chef de l'Etat en rendant l'enseignement gratuit en RDC			
7	Répartition des enquêtés selon les facteurs motivationnels des enseignements du primaire suite à la gratuité de l'enseignement	Les enseignants-parents prestent sachant que là où leurs enfants étudient ne seront pas bousculés et là ils peuvent bien préparer et enseigner sans inquiétude	60	40,0
		Les enseignants ne sont plus déconsidérés par les parents et les enfants des pauvres	50	33,3

		profitent équitablement la matière que ceux des riches (gratuité de l'enseignement)		
		Les frais de fonctionnement sont disponibles mensuellement	15	10,0
		Etre agent de l'Etat sans penser à l'argent des parents	15	10,0
		Pas de motivation	10	6,7
8	Répartition des enquêtés selon l'impact de la gratuité de l'enseignement sur le développement socio-économique des enseignants-parents des	Positif	90	60,0
		Négatif	60	40,0

	écoles primaires publiques de la Ville de Goma			
9	Répartition des enquêtés selon les problèmes posés par la gratuité de l'enseignement à l'école primaire en RDC	Le salaire n'est pas suffisant pour les enseignants et les salles de classe sont moins nombreuses, d'où les classes pléthoriques	40	26,7
		L'enseignement ne connait pas le nombre d'enseignants	35	23,3
		Les enseignants-parents ne sont plus à mesure de scolariser leurs enfants se trouvant à l'école secondaire et à l'université suite au	30	20,0

		salaire minime		
		Les enseignants deviennent incapables de rembourser les crédits de micro-finances sollicités avant la gratuité par suite du salaire insuffisant	25	16,7
		Haine et indiscipline entre les parents-enseignants-enfants	20	13,3
10	Répartition des enquêtés selon que doit-on faire pour renforcer l'idée du Chef de l'Etat en rendant gratuit l'enseignement au niveau	Que le gouvernement pense à la majoration du salaire et aux modalités de payer des NU chaque moment qu'il y aura recrutement	50	33,3

	primaire.	des nouveaux enseignants		
		Faire un recensement biométrique en reconnaissant dans le cadre de payement tous les enseignants et en évitant des listes fictives	40	26,7
		Doubler les classes ou les écoles publiques afin que les enfants puissent étudier dans les bonnes conditions	30	20,0
		Maximiser les recettes publiques en RDC pour accroitre les fonds du trésor public	20	13,3
1		Que l'Etat	10	6,7

1		puisse diminuer sur le salaire des Ministres (les émoluments) et des Députés (les honoraires) pour renforcer le salaire des enseignants		
12	Répartition des enquêtés selon les conséquences liées à la gratuité de l'enseignement en RDC	Classes pléthoriques suite à l'insuffisance des salles de classe et réduction de la rigueur de la part des parents envers leurs enfants sous prétexte qu'ils ne dépensent pas quelque chose	75	50,0
		Perte de la qualité de l'enseignement à la suite de certains	40	26,7

		enseignants qui donnent cours sans suivi		
		Pauvre collaboration entre parents et enseignants	20	13,3
		Grèves un peu partout à cause du salaire minime	15	10,0
13	Répartition des enquêtés selon le plafond à proposer comme salaire pouvant permettre à l'enseignant de répondre à ses besoins nécessaires dans cette Ville de Goma	300 dollars américains	75	50,0
		500 dollars américains	30	20,0
		900 dollars américains	20	13,3
		600 dollars américains	10	6,7
		750 dollars américains	6	4,0
		1000 dollars américains	4	2,7
		1200 dollars américains	3	2,0
		1500 dollars américains	2	1,3
TOTAL GENERAL			**150**	**100%**

Source : Nos enquêtes

Pour les réponses des personnes interrogées au sujet de la gratuité, nous rappelons que Cette section a pour objet, l'impact de la gratuité de l'enseignement en RDC sur le développement socio-économique des enseignants-parents des écoles publiques de la Ville Goma. Nous avons travaillé avec 150 personnes interrogées. Il résulte de données reprises dans le tableau n° II que 60,0% de nos enquêtés confirment avoir une perception positive sur la gratuité de l'enseignement contre 40,0% qui ont une perception négative. L'examen des données reprises dans le tableau n° II montre à 96,7% que la gratuité peut améliorer la façon de prester contre 3,3% qui nient cela. Il ressort du tableau n° II que 53,3% des personnes enquêtées montrent parmi les avantages liés à la gratuité, les enfants ne sont pas bousculés et le salaire est retiré dans le respect, Bref les enseignants ont bénéficié la gratuité de l'enseignement pour leurs enfants, 33,3% les numéros matricules et être connu au niveau de l'Etat, 6,7% Rien du tout car aucun avantage et 6,7% Il s'agit de la souffrance et de la misère. Le tableau n° II renseigne que 60% confirment que le fait que la gratuité de l'enseignement est effective en RDC cela peut améliorer les conditions de vie socio-éducatives des enseignants-parents contre 40% qui disent non.

A travers les données du tableau n° II, 50% des enquêtés disent que le comportement des enseignants-parents face à cette situation de gratuité de l'enseignement en Ville de Goma est que les gens qui ne recevaient pas le salaire de l'Etat et ceux qui touchaient une somme inférieure ou égale à 100$ sont contents alors que ceux-là qui touchaient la somme supérieure ou égale à 300$ sont mécontents, 26,7% le comportement est favorable car les enseignants sont fiers d'être agents de l'Etat et voir le salaire régulier, 10,0% les enseignants

sont dans la souffrance car mal payés et grèvent souvent, 6,7% il s'agit d'un grand désespoir car pas de confiance aux décideurs et 6,7% un comportement malsain du fait qu'il est mal payé (salaire dérisoire). Le tableau n° II renseigne que 86,7% affirment qu'il y a des enseignants-parents qui saluent l'initiative du Chef de l'Etat en rendant l'enseignement gratuit en RDC contre 13,3% qui disent non. A travers les données du tableau n° II, 40% des personnes interrogées disent que parmi les facteurs motivationnels des enseignements du primaire suite à la gratuité de l'enseignement, il y a les enseignants-parents prestent sachant que là où leurs enfants étudient ne seront pas bousculés et là ils peuvent bien préparer et enseigner sans inquiétude, 33,3% les enseignants ne sont plus déconsidérés par les parents et les enfants des pauvres profitent équitablement la matière que ceux des riches (gratuité de l'enseignement), 10,0% les frais de fonctionnement sont disponibles mensuellement, 10,0% être agent de l'Etat sans penser à l'argent des parents et 6,7% pas de motivation.

Le tableau n° II renseigne qu'à 60% l'impact de la gratuité de l'enseignement sur le comportement des enseignants-parents des écoles primaires publiques de la Ville de Goma est positif contre 40% qui trouvent que la gratuité a un impact négatif. Il résulte de données reprises dans le tableau n° II que 26,7% de nos enquêtés confirment que parmi les problèmes posés par la gratuité de l'enseignement à l'école primaire en RDC, il y a le salaire ne pas suffisant pour les enseignants et les salles de classe sont moins nombreuses, d'où les classes pléthoriques, 23,3% l'enseignement ne connait pas le nombre d'enseignants, 20% les enseignants-parents ne sont plus à mesure de scolariser leurs enfants se

trouvant à l'école secondaire et à l'université suite au salaire minime, 16,7% les enseignants deviennent incapables de rembourser les crédits de micro-finances sollicités avant la gratuité suite au salaire insuffisant et 13,3% la haine et indiscipline entre les parents-enseignants-enfants. L'examen des données reprises dans le tableau n° II montre que 33,3% de nos enquêtés trouvent que pour renforcer l'idée du Chef de l'Etat en rendant gratuit l'enseignement au niveau primaire étant donné les enseignants qui ne touchent pas dans certaines écoles jusqu'à présent et le recrutement qui va continuer suite à la multiplicité des classes ou des écoles, il faut que le gouvernement pense à la majoration du salaire et aux modalités de payer des NU chaque moment qu'il y aura recrutement des nouveaux enseignants, 26,7% faire un recensement biométrique en reconnaissant dans le cadre de payement tous les enseignants et en évitant des listes fictives, 20,0% doubler les classes ou les écoles publiques afin que les enfants puissent étudier dans les bonnes conditions, 13,3% maximiser les recettes publiques en RDC pour accroitre les fonds du trésor public et 6,7% que l'Etat puisse diminuer sur le salaire des Ministres (les émoluments) et des Députés (les honoraires) pour renforcer le salaire des enseignants. Il ressort de ce tableau n° II que 50% des personnes enquêtées montrent parmi les conséquences liées à la gratuité de l'enseignement en RDC, il y a les classes pléthoriques suite à l'insuffisance des salles de classe et réduction de la rigueur de la part des parents envers leurs enfants sous prétexte qu'ils ne dépensent pas quelque chose, 26,7% la perte de la qualité de l'enseignement suite à certains enseignants qui donnent cours sans suivi, 13,3% la pauvre collaboration entre parents et enseignants et 10,0% les grèves un peu partout à cause

du salaire minime. L'examen des données reprises dans le tableau n° II montre 50% des personnes interrogées montrent que ce qu'il faut faire pour que les enseignants soient contents concernant leur salaire, c'est de payer les enseignants 300 dollars américains, 20% 500 dollars américains, 13,3% 900 dollars américains, 6,7% 600 dollars américains, 4% 750 dollars américains, 2,7% 1000 dollars américains, 2% 1200 dollars américains et 1,3% 1500 dollars américains. La moyenne du salaire proposé par les enseignants pour qu'ils puissent être contents est de 76600/150 = 510,7 dollars américains.

Tableau III : Calcul et Analyse des Ecarts

Nbre Enseignant	Salaire avant gratuité en $	Salaire après gratuité en FC	Taux en Juillet 2020	Ecart en $
80	310 (24 800)	293 000 (23 440 000)		
70	240 (16 800)	291 000 (20 370 000)		
150	**41 600**	**43 810 000 (21 905)**	**2000**	**19 695**

Source : Nos analyses sur base des données du terrain, Juillet et Août 2020

Commentaire : En moyenne, l'enseignant du primaire gagnait, avant la gratuité, une somme de 41 600/150 soit 277,33$ et qu'après la gratuité, au taux de 2000FC le dollar, il a commencé à bénéficier en moyenne 43 810FC/150 soit 292 066,66FC (146$). La différence est de 19 695$/150 soit 131,3$ ou 277,33-146 qui est égal à 131,3$ constituant l'écart ou le manque à gagner de l'enseignant actuellement.

Conclusion et Recommandations

Nous voici au terme de notre étude qui a porté sur **l'impact de la gratuité de l'enseignement en RDC sur le développement socio-économique des enseignants-parents du primaire. Cas des écoles publiques de la Ville de Goma.** Pour y parvenir, nous nous sommes posé la question principale suivante : Quel est l'impact de la gratuité de l'enseignement sur le comportement des enseignants-parents du primaire à Goma ? Aussi, les questions spécifiques que nous nous sommes posées dans ce travail étaient articulées de la manière suivante : Quels sont les facteurs motivationnels des enseignements du primaire à la suite de la gratuité ? ; Quels sont les problèmes posés par la gratuité de l'éducation à l'école primaire en RDC ? ; Que doit-on faire pour renforcer l'idée du Chef de l'Etat en rendant gratuit l'enseignement au niveau primaire étant donné les NP et les NU apparaissant dans certaines écoles jusqu'à présent ?

Concernant notre problématique, nous avons émis nos hypothèses de la manière suivante : L'impact de la gratuité de l'enseignement sur le développement socio-économique des enseignants-parents du primaire à Goma serait positif car les enseignants eux-mêmes sont des parents qui bénéficient aussi de cette chance de ne pas prendre en charge les frais scolaires de leurs enfants au niveau primaire tout en bénéficiant de quelque chose sur le salaire de l'Etat suite à leur qualité d'être enseignant ; Les facteurs motivationnels des enseignements du primaire suite à la gratuité serait celui du changement par rapport aux charges des parents qui ne parvenaient pas à couvrir les besoins des enseignants du primaire et le salaire qui sera régulier pour leur compte sans oublier que les enfants des

enseignants aussi sont encadrés gratuitement ; Les problèmes posés par la gratuité de l'enseignement à l'école primaire en RDC seraient liés aux enseignants NP et NU se trouvant dans certaines écoles publiques de la Ville de Goma et que le salaire disponible n'est pas encore jusque-là suffisant pour la couverture des dépenses ou des besoins élémentaires ; Pour renforcer l'idée du Chef de l'Etat en rendant gratuit l'enseignement au niveau primaire étant donné les NP et les NU apparaissant dans certaines écoles jusqu'à présent, il faudrait que le salaire arrive à un montant permettant de répondre aux besoins primaires de l'enseignant et que les NP et les NU soient payés afin d'éviter l'inégalité dans le domaine de l'enseignement au niveau de l'éducation de base.

En ce qui concerne notre travail, nous avons fait recours aux techniques ci-dessous : la documentation, le questionnaire, l'interview libre. Pour réaliser notre travail, nous avons fait recours aux méthodes ci-après : **Méthode analytique, Méthode statistique et Méthode inductive**. Après la compilation, l'analyse et l'interprétation des résultats, le constat est que la gratuité de l'enseignement au niveau de l'école primaire a un impact positif sur le développement socio-économique des enseignants du primaire. Cela est justifié par les informations se trouvant dans le différent tableau n° II et par le fait que même si le salaire est insuffisant certaines charges telles que la scolarisation des enfants des enseignants-parents est gratuite et autre. L'examen des données reprises dans le tableau n° II montre que 50% des personnes interrogées affirment que ce qu'il faut faire pour que les enseignants soient contents concernant leur salaire, c'est de payer les enseignants 300 dollars américains, 20% 500 dollars américains, 13,3% 900 dollars américains, 6,7% 600

dollars américains, 4% 750 dollars américains, 2,7% 1000 dollars américains, 2% 1200 dollars américains et 1,3% 1500 dollars américains. La moyenne du salaire proposé par les enseignants pour qu'ils puissent être contents est de 76600/150 = 510,7 dollars américains.

Aussi, avons-nous remarqué la perte d'une somme égale à 131,3$ constituant l'écart ou le manque à gagner de l'enseignant actuellement. Eu égard de ce qui précède, nous avons suggéré sous forme des recommandations comme suit :

- Que le gouvernement pense à la majoration du salaire et aux modalités de payer des NU chaque moment qu'il y aura recrutement des nouveaux enseignants ;
- Faire un recensement biométrique en reconnaissant dans le cadre de payement tous les enseignants et en évitant des listes fictives dans le domaine de l'enseignement ;
- Doubler les classes ou les écoles publiques afin que les enfants puissent étudier dans les bonnes conditions ;
- Maximiser les recettes publiques en RDC pour accroitre les fonds du trésor public ;
- Que l'Etat atteigne en moyenne cinq cents dollars américains (510,7$) comme salaire d'un enseignant vu les charges énormes.

Références bibliographiques

Les livres, articles et autres documents dont les références sont données ci-après ont été consultés avec intérêt :

AKAM, E, et Alii., ***Les connaissances, Attitudes, Pratiques et croyances relatives au SIDA dans les***

Provinces du Nord-Ouest *(rapport d'étude)*, Yaoundé, IFORD, 1992
AKIHIRO C., *International Literacy Watch (Commission Internationale d'Alphabétisation) : mise en garde contre les belles paroles, Education des Adultes et développement*, s.l., 1994
BRUCKEGER,R.I., République Américaine, éd. Seuil, Paris,1970
C.P.E, *Vade-Mecum du Gestionnaire d'une Institution d'Enseignement Supérieur et Universitaire*, éd. de la C.P.E, Kinshasa (R.D.C), 2014
COOMBS P. H, *La crise mondiale de l'éducation***, Paris P.U.F.1968**
DAUDET Y. et SINGH K., *Politiques stratégiques d'éducation 2, le droit à l'éducation : analyse des instruments normatifs de l'UNESCO*, Paris, UNESCO, 2001
DE LANDSHEERE G., *Introduction à la recherche pédagogique***.** Paris : Armand Colin., 1982, p.382
DEJEAN, C. & BINNEMANS, C. L., *L'université Belge. Du pari au défi.* Bruxelles : ULB., 1971
Dictionnaire Le Petit Robert 1, édition 1989, Paris, p. 651
DORSELAER J., *Méthodologie pour réaliser un travail de fin d'études*, Bruxelles : CRID., 1985
DORSELAER J., *Méthodologie pour réaliser un travail de fin d'études*, Bruxelles : CRID., 1985
FERNANDEZ A. et JENKNER S., *Déclarations et conventions internationales sur le droit à l'éducation et la liberté de l'enseignement* (Anglais/Français/Deutsch/Español), E/F/F/E, Vol. 8, OIDEL and WUS, Genève, 1995.
FESTINGER L. et KATZ D., *Méthodes de recherche dans les sciences sociales*, T 2. Paris : PUF., 1974

FOUCHARD G, Herellier JM, *Le révolutionnaire windows 95*, Marsat, France, Sybexn 1995, 1970
G. MOKONZI BAMBANOTA, *« L'école congolaise de demain : quelles chances et quels défis ? » in* L'école démocratique (Aped), http://www.écoledemocratique.org/article. Consulté le 8.10.2007.
GASIBEREGE R.S., *« A la recherche d'une réforme scolaire adaptée », Zaïre-Afrique,* 1979
GRAVEL, *Guide méthodologique de la recherche,* édition Dalloz, Paris, 1986
GRAWITZ, M. *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2001, p352
GRAWITZ, M. *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2001, p352
HALLAK J., *« Investir dans l'avenir : Définir les priorités de l'éducation dans le monde en développement »*, Paris, 1996, IIPE-Harmattan
JAVEAU, C, cité par MULUMA M.A, *Le guide du chercheur en sciences sociales et humaines*, SOGEDES, Kinshasa, 2003
KAMBA EVANGUNUNGA Albert, *La reforme de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo*, L'école Démocratique (APED), Kinshasa, 2006, page 07
LAROUSSE, Dictionnaire Larousse de poche, 2010
LAROUSSE, Dictionnaire Larousse de poche, 2010
LAROUSSE, Dictionnaire Larousse, 2009
LAUBERT J.L de la Boyle, *Initiation aux méthodes sociales de recherche,* Harmattan, Paris, SE
MOKONZI BAMBANOTA Gratien, *L'éducation pour tous d'ici 2015 : quelle chance de réussite pour la RDC?* Université de Kisangani, à Kisangani. Page 02
Muluma M.A, *Le guide du chercheur en sciences sociales et humaines*, SOGEDES, Kinshasa, 2003

PINTON R. et GRAWITZ M., *Méthode de science sociale*, éd. Dalloz, Paris, 1971
PINTON R. et GRAWITZ M., *Méthode de sciences sociales*, éd. Dalloz, Paris, 1971
ROBERT, *Dictionnaire Robert*, 1995
ROBERT, *Dictionnaire Robert*, 1995
ROBERT, *Petit Robert de la langue française*, 2006
WAGNER A. Daniel, *Alphabétisation et éducation des adultes*, UNESCO, 2001, page 08
Banque Centrale du Congo, *Bulletin Mensuel d'Information et Statistiques,* Mai 2005
Bulletin Officiel, 1949, p. 1206 in J.O.R.D.C, *Idem*
Charte coloniale du 18.10.1908, loi sur le gouvernement du Congo belge in IYELEZA MOJU-MBEY et autres, *Recueil des textes constitutionnels de la République du Zaïre du 19 mai 1960 au 28 avril 1991 avec, en annexe, la charte coloniale du 18.10.1908*, éd. Ise-consult, Kin, avril 1991
La République Démocratique du Congo a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en date du 1er novembre 1976 in J.O.R.D.C, *Les Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par la République Démocratique du Congo*, Kinshasa, numéro spécial, avril 1999
NATIONS UNIES, *Objectifs du Millénaire pour le Développement Rapport 2005*, New York, 2005
R.D.C (ex-Zaïre), on-line : //www.elfq.ulaval.ca in P.F. KANDOLO ON'OFUKU WA KANDOLO, *De l'exercice des droits et libertés individuels et collectifs comme garantie d'une bonne gouvernance en Afrique noire : Cas de la République Démocratique du Congo (de l'indépendance à nos jours)*, mémoire de 3e cycle, « Droits fondamentaux », Université de Nantes 2004-2005, pp. 15-16 ; on-line : http://www.memoireonline.free.fr

R.D.C, *Education Pour Tous, bilan à l'an 2000 - Rapport national*, Kin., novembre 1999
Rapport annuel de la Mairie de Goma, 2018
Résolution Parlement Européen, 14. 3. 1984. On trouvera ce document ainsi que d'autres textes sur le droit à l'éducation dans Fernandez & Jenkner, *Op. cit.*
UNESCO, *Le droit à l'éducation, vers l'éducation pour tous au long de la vie*, éd. UNESCO, 2000
HAFASHIMANA NZOMBA Emmanuel, Informatique générale, Université Saint Joseph (U.S.J), *cours inédit*, 2019-2020
HAFASHIMANA NZOMBA Emmanuel, Pédagogie Universitaire, Université Saint Joseph (U.S.J), *cours inédit*, G1 Toutes, 2019-2020
SURWUMWE MATABARO Suni, Technologie de l'éducation, U.A.GO, *cours inédit*, 2018-2019
KITAGANYA SEBATWA Joseph, Méthodes de recherche en sciences sociales, *cours inédit*, G2 PSE, U.L.KI, 2017-2018
KANDOLO ON'UFUKU WA KANDOLO Pierre Félix, la gratuité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo. Contribution à la mise en œuvre des mécanismes spécifiques, *Mémoire inédit*, Université de Nantes, 2007
DANGBENON Arnaud, Problématique de la gratuité de l'école: cas de la circonscription scolaire d'Akpro-Missérété au Bénin, *Mémoire inédit*, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), 2010
BASAMBOMBO KABEYA Didier, Impact salarial des enseignants du primaire sur le rendement scolaire des élèves des écoles privées de la ville province de Kinshasa (RDC)., *Mémoire inédit*, Université de Kinshasa RDC , 2011

CIRUZA MUDERWA Eric, Impact de la qualité de l'éducation sur le revenu individuel à Goma, *Mémoire inédit*, Université de Goma, 2008
Dictionnaire français-anglaisDictionnaire français-espagnolDictionnaire français-allemandDictionnaire français-italienDictionnaire français-arabeDictionnaire français-chinois, consulté, le 23 février 2020 à 12h00
*https://fr.wikipedia.org/wiki/**Variable_(mathématiques)**, consulté le 07 mars 2020 à 12h00*
SAGOT DUVAUROUX, J-L, « Vive la gratuité » in *Le Monde diplomatique*, juillet 2006, p.28, *http://www.mondediplomatique.fr/2006/07, consulté le 23 février 2020 à 13h00.*
SAGOT DUVAUROUX, J-L, « Vive la gratuité » in *Le Monde diplomatique*, juillet 2006, p.28, http://www.mondediplomatique.fr/2006/07.
www.google.com, consulté le 20 mars 2020 à 13h00
www.google.com, consulté le 23 février 2020 à 12h30'
www.google.com, consulté, le 23 février 2020 à 12h30'
www.google.com.définitions-marketing.com/défin,..., consulté le 23 février 2020 à 17h°°
www.google.com.wikipedia, Consulté le 23 mars 2020 à 12h°°

Par HAFASHIMANA NZABONIMPA NZOMBA Emmanuel
Et All.

XXIII. PRESENTATION SOMMAIRE DES TABOUS ET INTERDITS DANS LA ZONE DE FIZI AU SUD KIVU DANS LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par Dr. Pierre **MURHULA KAHETO** et
Madame Victorine **MANENO BINWA**

Biographie des auteurs

Pierre MURHULA KAHETO, M.A. in education at Otto Friedrich University of Bamberg in Germany, Dr PhD researcher in education, is of Congolese nationality, Expert in quality education, Specialist in Organizational leadership and design of strategic plans, Prospectus for institutions/organizations. Pierre graduated at the TTC Bukavu in pedagogy applied to English Teaching as a foreign language in 2003. He has taught English in several institutions in DR Congo, Bukavu/ ULPGL, ULGL, UNP, ISC, ISP Idjwi, ISP Kabare and Uvira. He served the community for several years in justice, peace and human rights NGOs as head of South Kivu branch and coordinator in JPSC, HAK/RDC and Christian AID, participatory governance project in South Kivu and founder from KCT (Karibu Congo Tourism). He also is a Teacher at the Higher Pedagogical Institute (ISP-UVIRA), a state tertiary college for teachers' training. He is also

teacher trainer in Cognitive activation by complex tasks in South and North Kivu

L'auteur ***MANENO BINWA Victorine*** *de Nationalité Congolaise, Titulaire d'une licence en Santé Publique, Option : Gestion des Institutions de Santé obtenu à l'Université Libre d'UVIRA et de Grands Lacs / ULUGL/SUD-KIVU. Elle est également infirmière Diplômée du niveau A1 en Sciences Infirmières, Option : Hospitalière, Diplôme de l'institut Supérieur de Technique SONG HWA de Kinshasa, Diplômée d'état en Pédagogie Générale, actuellement enseignante, assistante du deuxième mandat à l'Institut des Techniques Médicales ISTM/Baraka où elle est chargée des cours et de pratique professionnelle et encadrement de stage, elle participe activement à la formation des futures Infirmiers, infirmière polyvalente au Centre de Santé d'Etat Baraka où elle contribue à la vaccination de routine et à la promotion de la santé communautaire, étudiante en master 2, option : Enseignement et Administration des Services Infirmiers (EAS) à l'ISTM/UVIRA, elle construit un parcours où se rencontre vigueur académique expérience clinique et sociale, son sens de servir s'exprime également à travers son rôle de Coordinatrice de l'ONG Assistance aux enfants drépanocytaires où elle œuvre pour l'accompagnement d'enfants vulnérables.*

Entre enseignement, soins et actions humanitaires, elle incarne un parcours inspirant de dévouement et de leadership.

1. Introduction

1.1. Context

Territoire de Fizi Est une zone marquée par une grande diversité ethnique. Le territoire de Fizi est actuellement habité par beaucoup de communautés, on trouve des peuples tels que les bembe, Bashi, bafuliro, babuyu, babwari, bazoba, tous ont des clans et des tribus qui parlent ses langues propres et possèdent ses propres coutumes et traditions qui les différencient. Nous devons signaler que chaque peuple possède ses tabous et interdits et ceux-ci constituent une valeur fondamentale dans chaque communauté. Les interdits et tabous sont vraiment important dans la réglementation Communautaire. Les tabous et interdits en territoire de Fizi ont contribué à ériger et à consolider les clans partant les tribus habitants actuellement cette espace territoriale. Il est à noter que ces tabous et interdits ont joué un rôle très important dans la sauvegarde et la survie de ces tribus jusqu' à nos jours.

1.2. Problématique

Mais à l'époque coloniale la RDC était soumise contre son gré à des lois et règlements coloniaux,, après le départ des colonisateurs la RDC vaste pays et diversifié comptant 400 tribus et ethnie cherchant à ériger selon ses origines ses propres valeurs et cultures fondées sur l'authenticité congolaise. Une loi fut promulguée en 1987, la loi no 87-010 du 1 août, elle dit à propos de la valeur, de la force de la valeur culturelle et comment il reconnaît les valeurs culturelles dans la législation de la famille.

Le code de la famille se présente comme une loi qui unifie les règles héritées de la colonisation et de les adapter aux valeurs authentique congolaise. Ça signifie qu'au moment de sa rédaction, les législateurs ont voulu que ce code ne soit pas simplement la transposition des droits occidentaux, mais qu'incorpore les coutumes, usages et traditions congolaise. Force de valeur culturelle, quand on parle de force de valeur culturelle, on peut penser à : A la façon dont les usagers et coutumes traditionnelle influencent ou s'intègrent dans la législation formelle. La reconnaissance de certaines obligations morales ou sociale qui sont d'origine coutumière. Les limites imposées au droit écrit pour ne pas heurter des pratiques culturelles tant qu'elles respectent les droits humains fondamentaux.

Force de la culture .

Le code de 1987 reconnaît cette force par l'intégration consciente des coutumes dans les obligations légales.(Dot. Rîtes. Solidarité). Le notif explicite dans le motif de la loi sur les droits modernes et les droits traditionnelle doivent se concilier pour refléter les aspirations légitimes du peuple. Mais aussi la mise sous condition des coutumes : elles ne doivent pas contrevenir aux droits des femmes ou des enfants. Certaines pratiques culturelles sont limitées ou régulées pour éviter les abus (ne pas dépasser un maximum). Cette loi fut modifié en 2016 par le code loi no 16/008 du 15/07/2016. Motif de la loi modifiant et compétent, mentionne expressément que le code de la famille du 1987 était le produit de l'unification et de l'adaptation aux valeurs authentique congolaise des anciennes règles héritées de la colonisation.

La loi no 87-010 du 1/08/1987 portant code de la famille demeure près de 30 ans après sa promulgation un monument juridique ayant traité de toutes les questions relatives aux droits de la personne dans ces rapports avec la famille. Grâce aux dispositions de cette loi, reconnaissant la valeur de la culture et la force de valeur culturelle qu'on a réussi à harmoniser les différentes tribus et ethnie qui existent en RDC en vue de renforcer davantage le lien sanguin, des liens entre les membres des familles, des clans, des tribus et voire de communauté. Le code prévoit aussi des sanctions de type coutumier dans certaines situations avec de damages d'intérêt dans certaines situations. Bien que le territoire de Fizi soit confronté par des conflits armés ces tribus sont solidaires.

1.3. Question de recherche

Cette étude cherche à répondre aux la question de recherche suivante : Quel est la compréhension des tabous et interdits dans la zone de Fizi

1.4. Objectifs de cette etude

1. Chercher à comprendre les tabous et interdits dans le territoire de Fizi
2. Connaitre les types des tabous et interdits à Fizi
3. Comprendre le rôle des tabous à Fizi
4. Comprendre la pratique des tabous et interdits à Fizi

1.5. Methodologie

Cette étude sera menée en utilisant une recherche explicative. Cette démarche sert à établir les liens de cause à effet entre des variables pour une étude donnée. L'objectif de cette recherche est de comprendre les fondements Duun évènement pour déterminer les facteurs ou les mécanismes à l'influencent.

2. Revue de la literature

2.1. Comprehension des interdicts; des tabous

Definition de l'identité culturelle.

Ils ont permis à marquer l'identité collectif

Chaque ethnie a ses propres tabous qui l'a différencie de nous, du eux.

Ce qui Tabou dans une culture peux être sacré ou normal dans une autre culture (manger de la viande de porc est Tabou dans l'islam et le judaïsme, mais pas dans d'autres cultures.

Transmission des valeurs morales et spirituelles.

Ils jouent un rôle dans l'éducation morale, ils sont souvent liés à des croyances religieuses ou spirituelles.

Ils orientent les comportements vers ce qui est jugé bon, juste ou pur.

Organization symbolique du monde.

2.2. Rôle et importance de tabous et interdits

Non seulement en RDC en général et particulièrement dans le territoire de Fizi partout dans le monde les tabous et interdits ont joué un rôle très important.

Dans le maintien de l'ordre social.

En permettant de préserver la cohésion sociale tout en imposant des limites claires a ce qui est permis (acceptable)ou non (défendu) et en interdisant certains comportements considères comme dangereux et perturbant l'ordre tel que (l'inceste, le meurtre, le cannibalisme, nudité). Protègent les structures sociales fondamentale (la famille et la communauté.)

Canalisation des pulsions

Ils ont permis à canaliser les instincts ou les désirs humains qui pourraient nuire à la société s'ils étaient exprimés librement.(violence. Sexualité non régulée).

Freud voyait les tabous comme un moyen pour la société de réprimer inconscient notamment lies à la sexualité ou à l'agressivité. Les tabous permettent de structurer la réalité en définissant ce qui est pur/impur, sacré/profane, permis, interdits, ils créent un ordre symbolique que les individus utilisent pour se repérer.

2.3. Types de taboos et interdits

Bien que les tabous et interdits varient selon les cultures et les sociétés, on trouve parmi les tabous et interdits ceux qui sont universels et communs à toutes les cultures à savoir: Le neutre, le cannibalisme, la nudité et l'inceste. Bien que les tabous et interdits varient selon les cultures et sociétés on trouve parmi eux ceux qui sont universels à toutes les cultures à savoir. L'inceste, le meurtre, le cannibalisme, manque de respect envers les morts,
Tabous sociaux ;
Tabous rituels ;
Tabous lie à la mort ;
Tabous vestimentaires ;
Tabous alimentaires ;
Tabous menstruels
Tabous liés à la sexualité
Tabous liés à la violence
Tabous lies à la dot, mariage, cérémonie avant la remise de la dot, pendant et après le mariage.

1. Typologie des Tabous lies à l'identité culturelle

Tabous/ interdits	ZONE, Communauté concerne	Description et implication
Tabou / interdits sur l'inceste	RDC en générale et en territoire de Fizi (communauté Babemba)	Le mariage entre frère et sœur est interdit ça pose le problème des alliances et de la consanguinité à éviter, afin de protéger la structure sociale Mais en territoire de Fizi rdc le mariage entre les gens d'un même clan est autorisé et celui de cousin et cousine lointain`
Tabou/ interdits sur le meurtre	RDC en général et en particulier en territoire de Fizi (communauté Babemba)	Il est strictement interdit de commettre un meurtre sauf dans cas de légitime de défense. La vie humaine est sacrée, il faut la protéger
Tabou/ interdits sur le cannibalisme	RDC en générale et en territoire de Fizi (communauté Babemba)	Il est strictement interdit de manger la chair humaine sauf en cas sacrifice pour des raisons personnel. Pour le respect du corps humain et de l'âme
Tabou/	Il n'est pas	Interdiction concernant

interdits lies a la mort	général et en RDC ni en territoire de Fizi (communauté Babemba)	les rituels funéraires, le contact avec les morts ou l'effet d'invoquer les morts n'est commune, diffèrent d'une culture a une autre et la plupart de communauté et des cultures ont des rites propres est stricts En territoire les morts ne sont pas mort, ils se transforment dans la plupart des cas a des esprits familiers communément appelé esprits des ancêtres (l'incarnation) on leurs offre des cultes d'adoration (l'idolâtrie), en leur offrant des offrandes, on leur demande la protection, la sante, voire la fertilité Profaner un cadavre ou manquer du respect aux esprits des ancêtres, ou ne pas les adorer est un manquement grave et un tabou en territoire de Fizi.
Tabou/ interdits sociaux	RDC en général et en territoire de Fizi	L'interdiction de certain comportement juge honteux comme l'adultère, mensonge,

	(communauté bembe	vol, viol, ou de certaines paroles (jurons, insultes diffamatoire) ou des offenses a l'honneur d'une famille, d'un village peuvent entrainer des conséquences graves, et des sanctions sociales. Et pour celui qui est surpris en fragrant de lit d'adultère (comportement juge honteux, car il porte atteinte à l'honneur de la famille) a réparer le dommage cause en payant le bisekwa (communauté bembe)
Tabou/interdits rituel	RDC en général et aussi présent en territoire de Fizi (communauté bembe)	L'interdiction liée à des cérémonies, des rituels ou des lieux sacres (les églises, les chambres hautes et des prières Ne pas toucher à certaines objets sacres ou destines a des cérémonies rituelles ou cultes. Tel que les statuettes d'ancêtres, fétiche sont traites avec beaucoup de respect. Les toucher, ou les

	En territoire de Fizi/ tabou lies au genre	déplacer sans autorisation est interdit surtout au non inities. Les femmes sont souvent interdites et d'y accéder. Explicitement en territoire de Fizi les femmes ne peuvent pas participer à des cérémonies traditionnelles d'intronisation royale ni d'être introniser comme roi Dans les rites de chef traditionnel (bwami ou de sociétés secrètes, certains rôles sont uniquement réserves aux hommes (initiation, port de masques, ou certaines responsabilités (chef traditionnel, chef de clan, de regroupement(Mwami) ils jouent un rôle dans la résolution de conflits et dans les cérémonies. Ils sont respectés chez les bembe et on leur reconnait une autorité morale et rituelle. En général remettre publiquement en cause

		ou défier un chef est un mal. Les tabous autour de leurs paroles ou décisions sont souvent observes et les décisions traditionnelles ne sont pas à remettre en cause devant tout le monde. Certains actes de rébellion ou d'insubordination envers les chefs coutumiers peuvent être perçus comme un tabou, le tabou concernant leur relation de pouvoir exerce une grande influence même aujourd'hui.
Tabou/interdits vestimentaire	N'est général en RDC mais ils sont spécifiques selon les genres	Pas de restriction chacun porte son habit selon (pantalon pour les hommes et pagne pour les femmes) tout en respectant sa dignité
Tabou/interdits alimentaires	N'est général en RDC mais peut être présent dans d'autre régions. En Sud-Kivu dans la	.interdiction de consommer certains aliments tel que la viande de port pour des raisons de chrétienté (les musulmans, et les judaïsmes) Chez le bembe y compris

	culture Bashi, et dans la culture Bembe	les autres communautés partant de clans et tribus et en dehors de territoire de Fizi, le fait de manger la viande de porc n'est pas tabou c'est question de choix (avec la conjoncture d'aujourd'hui c'est la seule viande qui est accessible à la gagne peu) même les musulmans et les chrétiens en mangent C'est aussi le cas de poules dans la culture Bashi cite comme interdit aux femmes enceintes sous prétexte, (des certains aliments riches en protéines peuvent contribuer à la malnutrition et aux jeunes filles selon certaines période ou coutumes. Chez les bembe c'est autour de gésier du poulet ou il existe des interdictions formelles pour les femmes de ne pas manger même aujourd'hui. Le mystère autour de cette partie n'est pas connu

Tabou/interdits de la menstruation	En RDC en général aussi présent en territoire de Fizi	Parler des règles reste un sujet tabou dans beaucoup des communautés. En territoire de Fizi la période mensuelle selon la tradition, la présence d'un écoulement vaginal sanguinolent est considère comme une source d'impureté, toute femme en période de menstruation devrait rester à l' écart de son mari et les rapports sexuelles en cette période sont prohibes. Mais aujourd'hui comme ce sujet reste tabou affecte l'accès à l'éducation des jeunes filles sur l'hygiène menstruelle et l'utilisation de produit hygiénique et la fréquentation de service de santé, ça affecte aussi leur scolarité, le fait de manquer l'école pendant cette période par crainte d'être dans Une période d'impureté, non préparées, sans

		matériels adaptes est un tabou et une source de honte
Tabou/interdit lies a la sexualité	En RDC en général même dans de grande ville y compris en territoire de Fizi	L'interdiction liée à la sexualité est encore tabou dans plusieurs villes, la réticence à parler ouvertement de la sexualité, Ce tabou persiste à cause de l'éducation traditionnelle, manque de formation des adultes (parent, enseignants, chefs coutumiers,) et la stigmatisation subie dans les services de santé, L'éducation sexuelle étant un sujet tabou, ce qui laisse les jeunes sans information essentielle sur la sexualité. Les parents, les enseignements, les leaders religieux ont du mal à parler de sexualité avec les jeunes filles à l'école. Absence d'éducation sexuelle avec comme conséquence les grossesses précoces et

		non désirées, des avortements clandestins et sujettes à développer des infections sexuellement transmissibles
Tabou/interdit sur la violence sexuelle	En RDC, en particulier en régions de l'est	Confronte a des conflits armes ceci a occasionne l'afflux massif des hommes armes dans différents ville et villages causant des dommages énormes d'agression sexuelle. Beaucoup de femmes et jeunes enfants (filles) en territoire de Fizi étaient victimes de ces actes de barbaries. La violence sexuelle est un sujet tabou, désigne quelque chose devant laquelle on garder silence, car de nombreuses victimes hésitent à signaler les agressions qu'elles ont subi par peur de la stigmatisation, de la honte ou des représailles, Dans la plupart de cas les agresseurs ne sont pas connus

Tabou/interdits lies au mariage et dot	En RDC en général et en particulier en territoire de Fizi	La dot comme condition du mariage coutumier vivant actuelle est un sujet tabou, les rites autour de la dot et du mariage, il est interdit de consommer le mariage avant que les rites de dot, et les bénédictions familiales ne soient accomplis. Ce tabou est très respecte, le violer est censé d'attirer la malchance ou la stérilité En territoire de Fizi et dans la majorité des communautés vivant actuellement en territoire de Fizi (bembe, Fuliru. Babuyu, babwari, bavira, bazoba, bainyindu) La dot et mariage sont lies, la dot comme condition du mariage coutumier, mariage comme alliance entre famille. Le mariage n'est pas seulement l'affaire de deux individus mais de toute la famille Le paiement de la dot constitue une étape essentielle et obligatoire

		pour qu'un mariage soit reconnu par la famille et la coutume, sans dot le mariage n'est pas considéré valide sur le plan social Le paiement symbolise le respect, l'engagement et la reconnaissance du lien entre les deux familles. Socialement et symboliquement la dot n'est considère comme un paiement matériel, mais comme un acte de reconnaissance envers la famille de la femme, pour l'avoir mis au monde, l'élever, l'éduquer et l'avoir bien préparé à des tâches ménagères Comme une alliance entre les deux familles, elle scelle la relation et crée des obligations mutuelles (entraide, respect, la solidarité) et signe d'honneur, celui qui paie correctement la dot est considéré comme responsable et digne. Pour celui qui n'a pas la dot (chez les Bembe), un

		tel homme n'aura pas de l'estime de la famille de la femme les oncles maternels auront la mise sur ses enfants, surtout les filles, quand elles vont se marier, les oncles maternels viendront toujours réclamer la dot, a défaut ils peuvent les faire marier et s'emparent de la dot, car leur père est un irresponsable, il aura toujours de discorde entre les deux familles. Même s'il n'a pas payé la totalité du montant de la dot exigée, la partie restante est souvent considérée comme un litige. Sauf dans le cas de discussion ou d'une convention de dot conclues au préalable En cas de décès de la femme non dotée de son vivant il y aura obstacle pour son enterrement (la dot). En de divorce d'une union qui n'est pas légale et où la dot n'a pas été paye, les enfants

		sont à la charge de la famille de la femme
Tabou/interdits lies a la dot, mariage, cérémonie avant la dot et après le mariage	En RDC en général	Limitation de la dot pour respecter la valeur culture et éviter les excès. Mais le contenu de la dot varie selon les clans. Dans la plupart de cas il est compose des biens matériels. La composition de la dot chez les bembe, la dot est fixée comme suit ; 10 chèvres Les biens du père ; un costume complet, une paire de chaussure, une montre, une manchette, une lampe Coleman, remplace ce dernier temps par un panneau solaire. Les biens de la mère ; une pièce de wax super hollande, une paire de chaussure, un foulard de tête, une grande casserole (Kilinda), une lampe à pétrole, une couverture pour le grand parent, un wax ordinaire pour la berceuse (dada/mlezi)

		La cérémonie avant la dot est dominée par la présentation de jeune garçon et sa famille a la famille de la jeune fille, ce dernier ne se présentera à la belle-famille les mains vides, il doit apporter quelque chose en nature (chèvre) ou en espèce, pour leur signifier qu'il veut prendre leur fille en mariage, pour accepter ce qui vient de se faire, la famille de la jeune fille offrira un coq à leur gendre. Selon la coutume le coq sera remis à la fille pour qu'elle le donne à son futur époux comme signe d'acceptante et de solidarité mutuelle entre les deux familles. A partir de geste les deux familles sont soudées, peuvent se voir régulièrement pour finaliser la dot et d'autres cérémonies Selon la coutume pendant cette cérémonie, il est interdit de parler ou de se

		moquer de certains gestes de bénédiction qui sont faits par les anciens ou par des tantes paternelle et maternelles, de rire ou d'interrompre certains rituels d'offrandes, considéré comme un signe de manque de respect envers les ancêtres. Il est également interdits au futur mari de manger avec son beau-père ni de lui parler sans qu'il l'appeler Après le mariage Les nouveaux maries doivent parfois observer une période d'abstinence temporaire avant la première nuit, ou après certaines cérémonies, tel que le rituel de confirmation et surtout si ce dernier n'a pas été accompli
Tabou/interdits lies au nom et à l'identité culturelle	En RDC en général	Il existe des dispositions concernant le choix des noms, nom, post nom doit être puisés dans le

		patrimoine culturel congolais et ne peut être contraire aux bonnes mesures, ni revêtir un caractère injurieux, humiliant ou provocateur. Le nom peut être tabou en certaines zones de la RDC tel qu'en territoire de Fizi. Surtout quand il s'agit de noms des ancêtres ou des grands parents, tout devient interdit, avant de faire quoique ce soit il faut avoir leur aval, par peur de la malchance

2. Discussion

Malgré l'importance de leur rôle dans l' organisation de la société, ils ne demeurent sans inconvénient.

-Désavantage personnel/ évitement/ limitation

Ils imposent des règles strictes parfois sans explication et peuvent avoir des effets négatifs dans certains cas, ou situation, ou sociétés.

Frein à la liberté individuelle (autonomie, liberté de penser, d'expression, ou de comportement individuelle).

-Renforcement de l'ignorance et de silence (quand un sujet devient tabou, il est évité, ou censure ce qui empêche d' en parler ouvertement, cela peut créer de l'ignorance, du mal être ou du maudit.

-***Discrimination et exclusion***

Certains interdits peuvent stigmatiser des groupes sociaux, des comportements, ou des pratiques ce qui mener à la marginalisation de certaines personnes.

-***Blocage du progrès social et scientifique.***

En empêchant de remettre en question certaines croyances ou traductions. Cela frein l'évolution de mentalité ou des avancées scientifiques. Le tabou autour de la sexualité a longtemps ralenti l'évolution sexuelle et la recherche sur les maladies sexuellement transmissibles.

- ***transmission de la peur et de la culpabilité***

Certains interdits très stricts sont associés à de la peur, des menaces, des punitions, ou de culpabilité excessive, ce qui peut nuire au bien être psychologique.

- ***rigidité culturelles et manque d'adaptation***.

Les tabous anciens peuvent devenir inadaptés dans une société moderne mais restent imposés par les traditions, cela créer un décalage entre les normes et la réalité (interdire certaines pratiques ou relation dans le monde globalisé peut nuire à l'ouverture d'esprit et à la tolérance. Malgré l'importance de leur rôle dans l' organisation de la société, ils ne demeurent sans inconvénient.

-***Désavantage personnel/ évitement/ limitation***

Ils imposent des règles strictes parfois sans explication et peuvent avoir des effets négatifs dans certains cas, ou situation, ou sociétés. Frein à la liberté individuelle (autonomie, liberté de penser, d'expression, ou de comportement individuelle).

-***Renforcement de l'ignorance et de silence*** (quand un sujet devient tabou, il est évité, ou censure ce qui empêche d' en parler ouvertement, cela peut créer de l'ignorance, du mal être ou du maudit.

-***Discrimination et exclusion***
Certains interdits peuvent stigmatiser des groupes sociaux, des comportements, ou des pratiques ce qui mener à la marginalisation de certaines personnes.
-***Blocage du progrès social et scientifique***.
En empêchant de remettre en question certaines croyances ou traductions. Cela frein l'évolution de mentalité ou des avancées scientifiques. Le tabou autour de la sexualité a longtemps ralenti l'évolution sexuel et la recherche sur les maladies sexuellement transmissibles.

- ***transmission de la peur et de la culpabilité***
Certains interdits très stricts sont associés à de la peur, des menaces, des punitions, ou de culpabilité excessive, ce qui peut nuire au bien être psychologique.
- ***rigidité culturelles et manque d'adaptation.***
Les tabous anciens peuvent devenir inadaptés dans une société moderne mais restent imposés par les traditions, cela créer un décalage entre les normes et la réalité (interdire certaines pratiques ou relation dans le monde globalisé peut nuire à l'ouverture d'esprit et à la tolérance. Et la distingue des autres et qui peuvent influencer les tabous et les interdits.

3. CONCLUSION

Les tabous et interdits existent dans toutes les cultures et ont joué un rôle très important dans l'organisation sociale de différent peuple à travers le monde. Ils ne sont pas des simples règles arbitraires, mais des mécanismes de contrôle social qui permettent de réguler les comportements, de préserver l'ordre et la cohésion sociale. En définissant ce qui est permis ou non, ils assurent la protection des individus, la transmission des valeurs culturelles et le respect du sacrée.

Ainsi le tabou apparait comme un outil à la fois social, moral et symbolique, indispensable au bon fonctionnement de la vie collective. Les tabous et interdits en RDC en général et en territoire de Fizi en particulier, ont contribué à consolider les clans et tribus habitant actuellement en territoire de Fizi et sont enracine dans des croyances et pratiques locales. Les tabous et interdits ont évolué à travers le temps en territoire de Fizi mais actuellement avec l'influence religieuse, des églises chrétiennes, l'émancipation de la femme, le contact avec l'éducation, les ONG, les médias ont affaibli la stricte observance de certains tabous surtout chez les femmes, étant les plus concernées par la plupart de ces tabous et interdits. Bien que certains tabous et interdits ont subi des modifications sous l'effet de la modernité et de l'influence religieuse, néanmoins ils continuent de jouer leur rôle.

4. Références bibliographiques

(1) Durkheim, É. (1912).
Les formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie.
Paris : Félix Alcan.
→ Ouvrage fondateur analysant la fonction sociale du sacré, du profane et des tabous dans les sociétés traditionnelles.

(2) Freud, S. (1913).
Totem et tabou : Interprétation par la psychanalyse de la vie sociale des peuples primitifs.
Paris : Payot.
→ Réflexion psychologique et symbolique sur les origines des tabous, de la morale collective et des interdits sociaux.

(3) Organisation Non Gouvernementale AFD, en collaboration avec l'**Alliance Nationale des Autorités Traditionnelles du Congo (ANATEC-Fizi)**.
(s.d.). *Convention d'application des pratiques coutumières non discriminatoires à l'égard de la femme en territoire de Fizi*.
Fizi, République Démocratique du Congo.
→ Document normatif et communautaire portant sur la réforme des pratiques coutumières discriminatoires envers les femmes.

(4) Wikipédia.
(s.d.). *Tabou*, *Sacré*, *Coutume*, *Anthropologie sociale*.
Disponible sur : https://fr.wikipedia.org
→ Source de consultation générale à usage introductif (à compléter par des sources académiques).

Par Dr. Pierre **MURHULA KAHETO** et
Madame Victorine **MANENO BINWA**

XXIV. ACCES A L'ÉDUCATION EN RDC : BILAN DE LA GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE

Par JOSEPH RIRWANABOSE TULIKUNKIKO RIGOBERT[239]
BAHATI NZABONIMPA Emmanuel[240]

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Joseph RIRWANABOSE TULIKUNKIKO

Enseignant – Inspecteur de l'Enseignement – Spécialiste en planification et gestion du système éducatif , un professionnel de l'éducation congolais, né le 12 mars 1978 à Bitonga, dans le territoire de Masisi, province du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo. Marié et de nationalité congolaise, il réside actuellement à Goma où il exerce des responsabilités pédagogiques, administratives et

[239] Etudiant Doctorant à l'Université de Dchang en partenariat avec l'**Université Adventiste de Goma** (UAGO), Goma/Nord-Kivu/RDC et Enseignant à l'Institut Supérieur Pédagogique de Jomba (ISP/JOMBA) et à l'Université Saint Joseph de Goma (USJ/GOMA)

[240] Etudiant Master et Enseignant à l'Université Saint Joseph de Goma (USJ/GOMA)

d'inspection dans le secteur éducatif.
Titulaire d'un Master en Planification et Gestion du Système Éducatif obtenu à l'Université Adventiste de Goma (UAGO), il est également détenteur d'une Licence en pédagogie, orientation Administration et inspection scolaires, ainsi que d'un Graduat en Sciences de l'Éducation, délivrés par la même institution. Son parcours académique est solidement ancré dans les sciences de l'éducation et la gouvernance scolaire, complété par une formation initiale en pédagogie générale.
Joseph Rirwanabose cumule plus de deux décennies d'expérience dans l'enseignement et l'encadrement pédagogique. Il a exercé comme enseignant dans plusieurs établissements secondaires, notamment à l'Institut Bitonga (Masisi) et à l'Institut Sayuni (Goma). Depuis 2010, il est Inspecteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) au sein de l'Inspection Principale Provinciale Nord-Kivu 1 à Goma, où il contribue à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, au suivi pédagogique et à l'accompagnement des établissements scolaire . Parallèlement à ses fonctions d'inspection, il est assistant permanent à l'Institut Supérieur Pédagogique de Jomba (Rutshuru) depuis 2010 et assistant du second mandat à l'Université Progressiste du Grand-Lac (UPROGL) à Goma de 2013 à 2024. Ces responsabilités témoignent de son engagement dans la formation des enseignants et des cadres éducatifs. Il a bénéficié de plusieurs formations continues, notamment sur l'approche par compétences et l'approche par compétences enrichie par les situations, renforçant ainsi son expertise en innovations pédagogiques et en réforme curriculaire. Maîtrisant le français et le kiswahili, avec une bonne connaissance de l'anglais, Joseph Rirwanabose Tulikunkiko se distingue par son engagement constant en faveur du renforcement du système éducatif congolais, de

la qualité de l'enseignement et de la professionnalisation du personnel éducatif.

RESUME

Cet article évalue l'impact de la politique de gratuité de l'enseignement de base en RDC entre 2019 et 2024, en se focalisant sur le lien entre l'accès effectif et la qualité de l'apprentissage. L'étude adopte une approche mixte, s'appuyant sur une enquête menée auprès de 187 acteurs (élèves, parents, enseignants et dirigeants) à Goma, dont les données ont été traitées via le logiciel SPSS. Les résultats révèlent que, si la gratuité a favorisé une augmentation notable du taux de scolarisation, elle a parallèlement engendré une massification incontrôlée des effectifs. Cette situation se traduit par des classes surchargées, une insuffisance d'infrastructures et une démotivation des enseignants. L'analyse souligne que le sous-financement chronique et l'insécurité régionale limitent encore l'atteinte d'une éducation de qualité. Pour garantir la pérennité de cette réforme, l'étude préconise une diversification des mécanismes de financement et une amélioration structurelle des conditions socio-professionnelles du personnel enseignant.

Mots-clés : Gratuité de l'enseignement, Éducation de base, Accès, Qualité, RDC, Goma.

ABSTRACT

This article evaluates the impact of the free primary education policy in the DRC between 2019 and 2024, focusing on the link between school access and the quality of learning. The study adopts a mixed-methods approach, based on a survey of 187 stakeholders (students, parents, teachers, and school administrators) in Goma, with data processed using

SPSS software. The results reveal that while the free education policy has led to a significant increase in enrollment rates, it has simultaneously caused uncontrolled overcrowding. This situation has resulted in oversized classes, insufficient infrastructure, and teacher demotivation. The analysis highlights that chronic underfunding and regional insecurity continue to hinder the achievement of quality education. To ensure the sustainability of this reform, the study recommends diversifying funding mechanisms and structurally improving the socio-professional conditions of teaching staff.

Keywords: Free education, Basic education, Access, Quality, DRC, Goma.

I. INTRODUCTION

L'éducation est un droit fondamental et un pilier essentiel du développement socio-économique d'une nation. En République Démocratique du Congo (RDC), l'accès à une éducation de qualité a longtemps été un défi majeur, exacerbé par des décennies de conflits, de pauvreté et de négligence. Cependant, l'année 2019 a marqué un tournant décisif avec l'annonce de la gratuité de l'enseignement primaire par le gouvernement congolais, une mesure ambitieuse visant à transformer le paysage éducatif du pays (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique [EPST], 2019).

La mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base a suscité à la fois espoir et scepticisme. D'une part, elle a permis à des millions d'enfants, en particulier ceux issus de familles défavorisées, d'accéder à l'école. D'autre part, elle a mis en évidence les faiblesses structurelles du système éducatif congolais, notamment en termes de financement, de gestion et de qualité de

l'enseignement (UNESCO, 2021). Au cours de la période 2019-2024, la RDC a déployé des efforts considérables pour renforcer son système éducatif et pour assurer la pérennité de la gratuité de l'enseignement de base. Des initiatives ont été lancées pour améliorer les infrastructures scolaires, pour former les enseignants, pour développer des programmes d'études pertinents et pour renforcer la gouvernance du secteur de l'éducation (UNICEF, 2022). Il est essentiel de poursuivre les efforts pour garantir que la gratuité de l'enseignement de base se traduise par une éducation de qualité pour tous les enfants congolais, et pour que l'éducation devienne un véritable moteur de développement pour la RDC (Rapport National sur l'Éducation en RDC, 2023).

Il est connu que l'éducation est le moteur du développement intellectuelle, économique, et c'est à travers elle qu'on inculque aux plus jeunes le savoir savoir-faire, le savoir-être, le savoir-vivre avec les autres. « Aucun pays au monde n'a jamais atteint le développement durable sans un système éducatif efficace, sans un enseignement solide et universel, sans un enseignement supérieur et une recherche scientifique efficients, sans l'égalité des chances en matière d'éducation.» De ce raisonnement, le terme « gratuité » n'est rien d'autre que tout ce qui s'oppose au terme « coûteux ». Mais de manière simple, l'expression gratuité est en elle-même un adjectif qui tire son origine du mot latin *gratuitus*, qui signifie ce qui est fait ou donné sans faire payer. C'est l'exemple de consultation gratuite ou de l'enseignement gratuit qui édifie le mieux. Robert donne la définition semblable lorsqu'il précise que « la gratuité est le caractère de ce qui est non payant » *(Robert, 2010)*.

L'accès à l'éducation est un droit humain fondamental, reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme (Article 26) et la Convention relative aux droits de l'enfant (Article 28). L'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) des Nations Unies vise à assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous [1] d'ici 2030 (Nations Unies, 2015). La RDC, en tant qu'État membre de l'ONU, s'est engagée à atteindre ces objectifs. L'accès à l'éducation est un droit humain fondamental, reconnu et protégé par des instruments internationaux majeurs.

L'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « toute personne a droit à l'éducation », tandis que l'article 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant souligne le droit de chaque enfant à l'éducation. Ces textes fondateurs établissent l'éducation comme un pilier essentiel de la dignité humaine et du développement individuel. Au-delà de ces instruments juridiques, l'éducation est également un levier crucial pour le développement socio-économique des nations. L'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) des Nations Unies, adopté en 2015, vise à assurer une éducation inclusive et équitable de qualité pour tous d'ici 2030, reconnaissant ainsi le rôle central de l'éducation dans la réalisation d'un avenir durable. En tant qu'État membre des Nations Unies, la République Démocratique du Congo (RDC) s'est engagée à atteindre les objectifs de l'ODD 4 et à garantir le droit à l'éducation pour tous ses citoyens. Cependant, la RDC est confrontée à des défis considérables pour réaliser cet engagement.

Des décennies de conflits, de pauvreté et de sous-investissement ont laissé un système éducatif fragile, caractérisé par un accès inégal, des infrastructures inadéquates et une qualité d'enseignement médiocre. La mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire en 2019 a constitué une étape importante pour améliorer l'accès à l'éducation, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour surmonter les obstacles persistants et garantir une éducation de qualité pour tous les enfants congolais.

Pour que la RDC puisse pleinement réaliser son potentiel de développement, il est impératif de renforcer son système éducatif et de garantir que chaque enfant ait la possibilité d'apprendre et de se développer. Cela nécessite des investissements accrus dans l'éducation, en particulier dans les infrastructures scolaires, la formation des enseignants et les ressources pédagogiques. Il est également essentiel de mettre en place des politiques et des programmes qui ciblent les groupes marginalisés, tels que les filles, les enfants vivant dans les zones rurales et les enfants en situation de handicap, afin de réduire les inégalités et de promouvoir l'équité. Enfin, il est crucial de renforcer la gouvernance du système éducatif et de garantir la transparence et la responsabilité dans la gestion des ressources. L'Union africaine, à travers l'Agenda 2063, accorde une importance capitale à l'éducation en tant que moteur du développement du continent. La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (Article 11) garantit le droit à l'éducation de chaque enfant africain. La RDC est signataire de ces instruments et s'efforce de les mettre en œuvre (Union africaine, 2013).

Dans la région des Grands Lacs, la RDC collabore avec ses voisins pour renforcer la coopération dans le domaine de l'éducation. Les initiatives régionales visent à promouvoir l'échange de bonnes pratiques, à harmoniser les systèmes éducatifs et à relever les défis communs, tels que les conflits et les déplacements de population, qui entravent l'accès à l'éducation (Communauté économique des pays des Grands Lacs [CEPGL]). La Constitution de la RDC (Article 43) garantit le droit à l'éducation et prévoit la gratuité de l'enseignement primaire dans les établissements publics. La Loi-cadre de l'enseignement national (2014) définit les principes et les objectifs du système éducatif congolais.

La politique de gratuité de l'enseignement de base, lancée en 2019, s'inscrit dans ce cadre juridique et vise à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation pour tous les enfants congolais (Ministère de l'EPST, 2014). Les provinces de la RDC ont la responsabilité de mettre en œuvre la politique nationale de l'éducation, en tenant compte des spécificités locales. Les gouvernements provinciaux sont chargés de la gestion des écoles, de la répartition des ressources et du suivi de la qualité de l'enseignement. Les réalités varient considérablement d'une province à l'autre, en fonction des facteurs tels que la démographie, la géographie, les infrastructures et les conflits (Ministères Provinciaux de l'EPST). Au niveau de la Ville de Goma, les défis de l'accès à l'éducation sont souvent les plus aigus. Les écoles sont confrontées à des problèmes d'infrastructures, de manque d'enseignants qualifiés et de pauvreté des familles. Les communautés locales jouent un rôle essentiel dans la mobilisation des ressources et le soutien aux écoles.

Les comités de parents d'élèves, les organisations de la société civile et les autorités locales contribuent à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation. L'éducation, réaffirmons-le, est le moteur du développement intellectuelle, économique, c'est à travers elle qu'on inculque aux plus jeunes le savoir savoir-faire, le savoir-être, le savoir.

L'éducation est la clé du développement de toute société. Pour cette raison, les enfants doivent recevoir une formation de base de qualité dans les écoles primaires en vue d'affronter les difficultés de la vie de demain. C'est à ce titre que l'enseignement national en RDC s'est vu octroyer comme finalité d'assurer la formation harmonieuse et de qualité pour l'homme congolais, faire de lui un citoyen responsable, doté d'une sensibilité civique élevée, utile à lui-même et à la société capable d'assimiler sa culture et les exigences d'un Etat démocratique pour promouvoir le développement du Pays. Par tout, l'école se veut le devoir de former les citoyens dotés de la personnalité au sens de valeurs ethniques, de curiosité, d'observations, de conscience nationale et d'idéaux du bien être individuel et collectif. (Ministère de l'Éducation Nationale. (2011). La gratuité scolaire ou éducation gratuite est une politique menée par un Etat afin d'assurer l'accès à l'éducation sans frais. Cette mesure peut s'appliquer à différents niveaux scolaires ou être intégrale.

Etant un enseignement de masse, démocratique, obligatoire et gratuit, l'enseignement primaire en RD Congo vise à préparer l'enfant à s'intégrer utilement dans la société ; donner un premier niveau de formation générale, physique, civique, morale, intellectuelle, sociale et esthétique ; préparer l'enfant à poursuivre les études ultérieures ; enraciner davantage l'enfant dans sa

culture nationale. Pour la loi-cadre de l'enseignement national en vigueur en RDC (République Démocratique du Congo. (2014).), l'éducation de base pour tous vise à satisfaire les besoins d'apprendre à écrire, à lire, à calculer et à s'exprimer oralement et par des signes, à savoir résoudre les problèmes et acquérir le savoir-être, le savoir- faire faire, le savoir devenir et le sens civique. Pour atteindre l'objectif de l'éducation de base pour tous, la même loi stipule à son Art12 que tout au long de la vie, l'Etat doit : Garantir la scolarisation obligatoire et gratuite pour tous dans les Etablissements publics d'enseignement national, en y consacrant des ressources humaines, matérielles et financières appropriées ; Assurer la démocratisation de l'éducation par la garantie du droit à une éducation de qualité, d'égalité de chances et de réussite pour tous.

A l'art 30 de la même loi, il est écrit que l'Etat s'engage à revaloriser la fonction enseignante et à respecter le statut particulier du personnel de l'enseignement national. Notre interrogatoire repose sur le fait de savoir si la mise en œuvre de la gratuite de l'enseignement de base permet d'atteindre les buts assignés à l'enseignement de base et si le les enfants jouissent d'un statut particulier leur permettant d'accéder à l'éducation sans discrimination aucune. Avant d'aborder cette thématique, faisons un tour d'horizon sur le processus de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement en RDC. Au fait, en ces jours, l'idée de rendre l'enseignement gratuit est déjà opérationnelle dans beaucoup de pays occidentaux jusqu'à l'école secondaire, voire à l'université.

Dans d'autres États particulièrement, ceux en développement, la notion parait nouvelle, s'intègre progressivement comme en RD Congo ; conformément à l'universalisme des droits de l'homme dont fait partie le droit à l'éducation. La proposition de loi sur la gratuité de l'éducation de base en République Démocratique du Congo s'inscrit dans un cadre juridique et stratégique national et international visant à garantir le droit fondamental à l'éducation. Inspirée par la Constitution de 2006, la Loi-cadre de l'Enseignement et la Stratégie sectorielle de l'Éducation et de la Formation 2016-2025, elle cherche à remédier aux disparités et à la discrimination qui privaient de nombreux enfants d'accès à l'école par manque de moyens. La décision du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en 2019 d'appliquer effectivement la gratuité de l'enseignement primaire public a renforcé la nécessité de cette législation pour assurer une mise en œuvre réussie et pérenne.

Cette loi a pour finalité de créer les conditions nécessaires à la réussite et à la pérennisation de la gratuité de l'éducation de base. Elle vise à garantir l'accès à l'éducation pour tous, à protéger le droit de l'enfant à l'éducation, à établir des mécanismes spécifiques d'organisation et de fonctionnement de la gratuité, à promouvoir la gouvernance participative et à lutter contre les pratiques néolibérales. Elle s'applique principalement aux établissements publics d'éducation de base tout en orientant le fonctionnement des établissements privés, assurant ainsi une cohérence dans le système éducatif. Parmi les innovations majeures introduites par cette loi, on note l'**inclusion du niveau maternel** dans l'éducation de base, étendant ainsi le cycle complet à 11 ans (de la première maternelle à la huitième année du secondaire général).

Elle renforce également la **gestion décentralisée** de la gratuité en clarifiant les responsabilités à différents niveaux administratifs et systématise l'utilisation de la **carte scolaire** pour une répartition rationnelle et équitable de l'offre éducative. Ces mesures visent à adapter la mise en œuvre de la gratuité aux réalités du pays.

La loi est structurée en cinq titres, couvrant les dispositions générales, la création et la gestion des établissements, l'organisation et le fonctionnement de la gratuité, le régime disciplinaire et pénal, ainsi que les dispositions spéciales. Elle met en place des mécanismes de **suivi-évaluation** à tous les niveaux de l'État pour mesurer les progrès et assurer la transparence. De plus, elle sécurise la gratuité en prévenant et en réprimant les pratiques néfastes (comme le monnayage de l'enseignement ou le renvoi d'élèves pour non-paiement), tout en définissant clairement les sources de financement et les responsabilités des différentes parties prenantes, y compris les ménages et les partenaires techniques et financiers.

L'éducation est reconnue comme un droit fondamental et un moteur essentiel du développement socio-économique. En République Démocratique du Congo (RDC), l'accès à une éducation de qualité a longtemps été entravé par divers obstacles, notamment la pauvreté, les conflits et l'insuffisance des infrastructures. Dans ce contexte, la décision du gouvernement de rendre l'enseignement primaire gratuit en 2019 a suscité de grands espoirs, visant à démocratiser l'accès à l'éducation et à améliorer le capital humain du pays (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique [EPST], 2019).

Cependant, la mise en œuvre de cette politique ambitieuse n'a pas été sans difficultés. Des défis majeurs persistent, tels que le financement durable de l'éducation, la qualité de l'enseignement, la gestion des classes surchargées et la motivation des enseignants. Par ailleurs, des disparités régionales et socio-économiques subsistent, soulevant des questions sur l'équité de l'accès à l'éducation (Banque Mondiale, 2020). L'idéal est celui d'une éducation de qualité accessible à tous les enfants de la République Démocratique du Congo (RDC), sans distinction aucune. L'éducation est perçue comme un levier fondamental pour le développement socio-économique, la promotion de l'égalité et la construction d'une société juste et éclairée. La gratuité de l'enseignement de base, inscrite dans la Constitution de la RDC, vise à concrétiser cet idéal en éliminant les barrières financières à l'éducation et en garantissant que chaque enfant ait la possibilité de réaliser son potentiel (Constitution de la République Démocratique du Congo, 2006, article 43).

Cependant, la réalité actuelle est marquée par des défis considérables. Bien que la gratuité ait permis d'accroître le taux de scolarisation, elle a également entraîné une surcharge des classes, une insuffisance des infrastructures scolaires et une démotivation des enseignants, confrontés à des salaires insuffisants et à des conditions de travail difficiles. De plus, des disparités persistent entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre les différentes provinces, en raison de facteurs tels que la pauvreté, les conflits et l'inégalité d'accès aux ressources (Banque Mondiale, 2020). Les conséquences de cette réalité sont multiples. La qualité de l'enseignement s'en trouve compromise, ce qui affecte les résultats d'apprentissage des élèves et hypothèque leur avenir.

La démotivation des enseignants entraîne une baisse de leur engagement et de leur performance, ce qui aggrave la situation. Les inégalités persistent, ce qui perpétue les cycles de pauvreté et d'exclusion. Enfin, l'insuffisance des ressources financières et la mauvaise gestion du système éducatif entravent la mise en œuvre effective de la politique de gratuité (UNESCO, 2021).

Dès lors, il est légitime de se demander : dans quelle mesure la politique de gratuité de l'enseignement de base, telle qu'elle est mise en œuvre actuellement, permet-elle de concrétiser l'idéal d'une éducation de qualité accessible à tous en RDC ? Ou alors, on peut affirmer que : La politique de gratuité de l'enseignement primaire en RDC, bien qu'étant un noble idéal, se retrouve confrontée à des défis de mise en oeuvre qui en limitent considérablement son impact positif sur l'ensemble du système éducatif congolais (UNICEF, 2022).

Question générale : Dans quelle mesure la politique de gratuité de l'enseignement de base a-t-elle contribué à améliorer l'accès à une éducation de qualité en RDC entre 2019 et 2024, et quels sont les défis et les perspectives pour assurer sa pérennité et son efficacité ? Plus spécifiquement, cette étude cherchera à répondre aux questions suivantes :

1. Quels sont les impacts de la gratuité sur le taux de scolarisation, la qualité de l'enseignement et les résultats d'apprentissage ?
2. Quels sont les défis majeurs rencontrés dans la mise en œuvre de la gratuité, notamment en termes de financement, de ressources humaines et d'infrastructures ?
3. Quelles sont les recommandations pour améliorer la mise en œuvre de la gratuité et assurer un

accès équitable à une éducation de qualité pour tous les enfants congolais ? (UNESCO, 2021).

Ainsi, en réponse à notre problématique, nous avons émis les hypothèses suivantes :

i. La politique de la gratuité de l'enseignement de base a permis d'accroître significativement l'accès à l'éducation en RDC, mais elle a été confrontée à des défis majeurs en termes de qualité, de financement et de gestion, ce qui nécessite des ajustements pour assurer sa pérennité et son efficacité.
ii. La gratuité a entraîné une augmentation du taux de scolarisation, mais elle a eu un impact négatif sur la qualité de l'enseignement et les résultats d'apprentissage en raison de la surcharge des classes, du manque de ressources et de la démotivation des enseignants.
iii. Les défis majeurs incluent l'insuffisance du financement public, le manque d'enseignants qualifiés, les infrastructures scolaires inadéquates, et les problèmes de gestion et de gouvernance du système éducatif.
iv. Pour améliorer la mise en œuvre de la gratuité, il est nécessaire de renforcer le financement de l'éducation, d'améliorer la formation et les conditions de travail des enseignants, de moderniser les infrastructures scolaires, de renforcer la gouvernance du système éducatif, et de mettre en place des mesures pour réduire les inégalités et promouvoir l'équité.

Pour atteindre les objectifs fixés, nous avons collecté les données à l'aide d'un questionnaire (voir annexe).

Les données collectées ont été traitées et analysées à l'aide du logiciel SPSS en recourant à une analyse quantitative utilisant l'approche statistique qui a permis de mettre en évidence les interrelation antre les variables d'intérêt**. L'écha**ntillon est de 187 dont 88 élèves, 33 parents et 66 enseignants et dirigeants.

II. RESULTATS

II.1. PRESTANTION DES RESULTATS

Tableau 2.1. Principaux mécanismes de mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base en RDC

Mécanismes de mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base	**Élèves (%)**	**Parents (%)**	**Enseignants et dirigeants d'écoles (%)**	**Total (%)**
Suppression des frais de scolarité	77,27	69,70	**90,91**	**80,75**
Allocation de fonds aux écoles	22,73	30,30	9,09	19,25
Total	100	100	100	100

Source : Nos analyses avec les Logiciels SPSS et Excel à travers les données du terrain, Mars 2025

Le mécanisme le plus unanimement identifié est la suppression des frais de scolarité (80,75%),

particulièrement soulignée par les enseignants (90,91%). L'allocation de fonds aux écoles est perçue comme un mécanisme par une minorité (19,25%), bien que davantage par les parents et les élèves que par les enseignants. La p-valeur de 0,022 confirme une association statistiquement significative entre la catégorie du répondant et sa perception des mécanismes.

Tableau 2.2. Impacts de la gratuité sur le taux de scolarisation, la qualité de l'enseignement et les résultats d'apprentissage

Impacts de la gratuité sur le taux de scolarisation, la qualité de l'enseignement et les résultats d'apprentissage	**Élèves (%)**	**Parents (%)**	**Enseignants et dirigeants d'écoles (%)**	**Total (%)**
Augmentation du taux de scolarisation	22,73	30,30	15,15	21,39
Qualité de l'enseignement	22,73	**39,39**	30,30	**28,34**
Résultats d'apprentissage nécessitant des améliorations	22,73	30,30	15,15	21,39
Total	100	100	100	100

Source : Nos analyses avec les Logiciels SPSS et Excel à travers les données du terrain, Mars 2025

Bien que l'augmentation du taux de scolarisation soit un impact reconnu, la qualité de l'enseignement (28,34%) et les résultats d'apprentissage (21,39%) sont des préoccupations majeures. Les parents (39,39%) sont particulièrement enclins à signaler des problèmes de qualité. Une p-valeur de 0,104 suggère une tendance à l'association entre la catégorie de répondant et la perception des impacts.

Tableau 2.3. Défis majeurs rencontrés dans la mise en œuvre de la gratuité

Défis majeurs de la mise en œuvre de la gratuité	**Élèves (%)**	**Parents (%)**	**Enseignants et dirigeants d'écoles (%)**	**Total (%)**
Manque de financement	56,82	60,61	**75,76**	**64,17**
Nombre insuffisant d'enseignants qualifiés	11,36	9,09	9,09	10,16
État dégradé des infrastructures	31,82	30,30	15,15	25,67
Total	100	100	100	100

Source : Nos analyses avec les Logiciels SPSS et Excel à travers les données du terrain, Mars 2025

Le manque de financement (64,17%) est le défi le plus prégnant pour toutes les catégories de répondants, particulièrement pour les enseignants et dirigeants (75,76%). L'état dégradé des infrastructures (25,67%) et le nombre insuffisant d'enseignants qualifiés (10,16%)

sont également des défis importants. La p-valeur de 0,145 indique une tendance d'association entre la catégorie de répondant et les défis perçus.

Tableau 2.4. Disparités régionales et socio-économiques dans l'accès à l'éducation

Disparités régionales et socio-économiques dans l'accès à l'éducation	**Élèves (%)**	**Parents (%)**	**Enseignants et dirigeants d'écoles (%)**	**Total (%)**
Disparités persistantes	22,73	30,30	15,15	21,39
Accès plus difficile pour les enfants des zones rurales et des familles pauvres.	**77,27**	**69,70**	**84,85**	**78,61**
Total	100	100	100	100

Source : Nos analyses avec les Logiciels SPSS et Excel à travers les données du terrain, Mars 2025

Tous les groupes de répondants s'accordent sur le fait que l'accès reste plus difficile pour les enfants des zones rurales et des familles pauvres (78,61%). La p-valeur de 0,200 indique l'absence d'association statistiquement significative entre la catégorie du répondant et la perception de ces disparités.

Tableau 2.5. Recommandations pour améliorer la mise en œuvre de la gratuité

Recommandations pour améliorer la mise en œuvre de la gratuité	**Élèves (%)**	**Parents (%)**	**Enseignants et dirigeants d'écoles (%)**	**Total (%)**
Augmentation du financement	**54,55**	**60,61**	**54,55**	**55,61**
Amélioration de la formation des enseignants	5,68	9,09	4,55	5,88
Renforcement des infrastructures	22,73	18,18	30,30	24,60
Promotion de l'équité	17,05	12,12	10,61	13,90
Total	100	100	100	100

Source : Nos analyses avec les Logiciels SPSS et Excel à travers les données du terrain, Mars 2025

L'augmentation du financement (55,61%) est la recommandation la plus consensuelle. Le renforcement des infrastructures (24,60%), la promotion de l'équité (13,90%) et l'amélioration de la formation des enseignants (5,88%) sont également jugées importantes. La p-valeur de 0,70 indique qu'il n'y a pas de différence significative entre les groupes concernant ces recommandations.

II.1. ANALYSE STATISTIQUE (Tests de Khi-deux)

Voici la synthèse des tests calculés sur la base des p-valeurs mentionnées dans les résultats :

Croisement de variables (Statut du répondant vs...)	Valeur p (p-value)	Seuil de signification	Résultat Statistique
Mécanismes de mise en œuvre	0,022	0,05 (5%)	**Significatif**
Impacts sur la qualité/accès	0,104	0,05 (5%)	Non significatif
Défis majeurs rencontrés	0,145	0,05 (5%)	Non significatif
Disparités régionales	0,200	0,05 (5%)	Non significatif
Recommandations formulées	0,700	0,05 (5%)	Très non significatif

Source : Nos analyses sur bases des données du terrain

L'interprétation repose sur la règle suivante : si $p < 0,05$, on rejette l'hypothèse nulle (H0) d'indépendance.

Perception des mécanismes (Significatif : $p = 0,022$). C'est le seul test montrant une différence de perception réelle entre les groupes. Les enseignants et dirigeants (90,91%) perçoivent la gratuité presque exclusivement par la suppression des frais, tandis que les parents et élèves sont plus nombreux à noter l'allocation de fonds. Cela s'explique par le fait que les gestionnaires sont en première ligne face à l'arrêt des recettes scolaires. Convergence sur les défis et la qualité (Non significatif : $0,104 < p < 0,145$).

Bien que les pourcentages varient, les p-valeurs supérieures à 0,05 indiquent un consensus relatif. Peu importe le statut (élève, parent ou enseignant), tous s'accordent sur le fait que le manque de financement est le défi n°1.

Il n'y a pas de "clivage" d'opinion : la crise de qualité est ressentie uniformément par toute la communauté éducative de Goma. Consensus sur les recommandations (Très non significatif : p = 0,70). La valeur p très élevée montre une unanimité totale sur les solutions. Il existe une conscience collective que sans une augmentation du financement et une amélioration des infrastructures, la politique de gratuité restera fragile. Dans le cadre de la théorie du capital humain, ces tests confirment que l'offre (enseignants) et la demande (parents/élèves) d'éducation font face aux mêmes contraintes structurelles. L'absence de divergence statistique sur les défis (p > 0,05) renforce l'idée que le système éducatif à Goma subit une "déséconomie d'échelle" : l'augmentation du nombre d'élèves (quantité) sans investissement financier adéquat réduit le rendement marginal de l'éducation (qualité), un phénomène validé par le consensus des acteurs de terrain.

II.3. DISCUSSION DES RESULTATS

L'analyse de nos résultats s'inscrit dans le cadre de la Théorie du Capital Humain. Selon cette approche, l'État, en instaurant la gratuité, cherche à maximiser le stock de compétences de la nation. Cependant, nos données montrent que si l'investissement quantitatif (accès) est réel, l'aspect qualitatif (efficience de l'investissement) reste déficitaire. Nos résultats valident les deux hypothèses de recherche. La politique de gratuité a agi comme un puissant levier d'inclusion, avec une augmentation des effectifs perçue par 21,39% des répondants (Tableau 2.2) et une suppression des frais saluée par 80,75% de l'échantillon (Tableau 2.1). Toutefois, cette massification illustre un paradoxe du capital humain en RDC :

La surcharge et la dépréciation qualitative : L'afflux d'élèves n'a pas été suivi d'un investissement proportionnel dans les "intrants" pédagogiques. Le Tableau 2.3 montre que le manque de financement (64,17%) et l'état dégradé des infrastructures (25,67%) sont les principaux goulots d'étranglement. La crise de motivation : La théorie du capital humain suppose que l'enseignant est le vecteur de transfert de compétences. Or, nos données révèlent une démotivation croissante liée à l'insuffisance des ressources de fonctionnement et des salaires. Le faible score accordé à la qualité de l'enseignement (28,34% au Tableau 2.2) confirme que l'accès sans ressources transforme l'école en une "garderie sociale" plutôt qu'en un centre de formation productive. Malgré la gratuité, le Tableau 2.4 souligne que l'accès reste plus difficile pour les enfants des zones rurales et des familles pauvres (78,61%). Cela démontre que les coûts d'opportunité (besoin de l'enfant pour les travaux ménagers ou agricoles) et les frais indirects (uniformes, fournitures) persistent comme des barrières.

D'un point de vue théorique, si la qualité de l'éducation baisse, le rendement escompté du capital humain diminue. Les parents, percevant une baisse de niveau (39,39% au Tableau 2.2), pourraient à terme se désengager du système public, renforçant ainsi les inégalités sociales entre ceux qui peuvent s'offrir le privé et ceux qui subissent une gratuité précaire. Les recommandations issues de notre enquête convergent vers une nécessité de rééquilibrage financier. L'augmentation du financement (55,61%) n'est pas seulement une demande de subsides, mais une condition *sine qua non* pour transformer l'accès physique en réussite éducative.

En somme, la gratuité en RDC (2019-2024) a réussi le pari de la démocratisation quantitative, mais elle échoue encore sur le terrain de l'équité qualitative. Pour que l'éducation de base devienne un véritable moteur de développement, l'État doit passer d'une logique de "scolarisation de masse" à une logique "d'investissement productif" en finançant les infrastructures et la formation continue des enseignants (recommandée par 24,60% et 5,88% des acteurs).

L'analyse statistique par le test de Khi-deux (x^2) apporte une validation scientifique aux hypothèses de cette étude. Le résultat le plus saillant est la perception des mécanismes de mise en œuvre, où la p-valeur de 0,022 ($p < 0,05$) révèle une divergence significative : les enseignants, contrairement aux parents, identifient la gratuité quasi exclusivement par la suppression des frais. Cette "asymétrie de perception" souligne une tension dans la gestion du capital humain : là où les parents voient une opportunité d'accès, les enseignants subissent une perte de ressources de fonctionnement non compensée. En revanche, le consensus observé sur les défis ($p = 0,145$) et les recommandations ($p = 0,70$) démontre que l'ensemble des acteurs de la ville de Goma partage une vision commune de la crise : la gratuité a fonctionné comme un choc d'offre massif qui, sans financement proportionnel, risque de transformer l'investissement éducatif en un simple "stockage" d'élèves sans gain réel de productivité. Ces tests confirment que la problématique de la qualité en RDC n'est pas une simple opinion subjective, mais une réalité structurelle unanime qui transcende les catégories sociales.

CONCLUSION ET SUGGESTIONS

La présente étude a porté sur l'« Accès à l'Éducation en RDC : Bilan de la Gratuité de l'Enseignement de Base (2019-2024) ». Dans un contexte de réformes majeures, notre problématique s'est articulée autour d'une question centrale : comment la politique de gratuité a-t-elle influencé l'équilibre entre l'accès massif à l'école et le maintien d'une éducation de qualité dans la ville de Goma ? Pour y répondre, nous avons formulé deux hypothèses : d'une part, que la gratuité a favorisé l'inclusion scolaire tout en engendrant des défis de gestion et de financement ; d'autre part, que cette massification a impacté négativement la qualité de l'enseignement par la surcharge des classes et la démotivation du personnel. L'objet de cette recherche était d'évaluer l'efficacité de cette politique au travers du prisme de la théorie du capital humain, afin d'identifier les goulots d'étranglement et de proposer des pistes de pérennisation.

Sur le plan méthodologique, nous avons adopté une approche mixte, collectant des données auprès de 187 acteurs (élèves, parents, enseignants et dirigeants) à Goma, traitées statistiquement via le logiciel SPSS. Les résultats de l'étude confirment nos hypothèses. La vérification statistique montre que : L'accès est une réussite quantitative : La suppression des frais est une réalité pour 80,75% des répondants (Tableau 2.1), confirmant l'ouverture du système éducatif. La qualité est un défi persistant : Les tests de Khi-deux révèlent un consensus significatif ($p > 0,05$) sur les obstacles majeurs : le manque de financement (64,17%) et le délabrement des infrastructures (25,67%).

L'érosion du rendement scolaire : Bien que les effectifs explosent, la perception d'une baisse de qualité (28,34%) suggère que l'investissement en capital humain est freiné par des conditions d'apprentissage précaires. Si la gratuité a gagné la bataille de l'accessibilité, elle n'a pas encore remporté celle de la qualité. Le passage d'une "gratuité d'affichage" à une "gratuité d'excellence" nécessite un financement structurel et une revalorisation de la fonction enseignante. Pistes de recherche futures : Au-delà de ce bilan, des recherches ultérieures pourraient explorer l'impact à long terme de cette massification sur l'employabilité des diplômés, ou encore analyser l'apport des outils numériques (TIC) comme solution de remédiation à la surcharge des classes dans les zones urbaines comme Goma.

BIBLIOGRAPHIE

Abraham, G., & Caire, G. (2002). *Dictionnaire d'économie* (2ème éd.). Dalloz.

Agresti, A., & Finlay, B. (2018). *Statistical methods for the social sciences*. Pearson.

Akam, E., et al. (1992). *Les connaissances, Attitudes, Pratiques et croyances relatives au SIDA dans les Provinces du Nord-Ouest (rapport d'étude)*. IFORD.

Akihiro, C. (1994). International Literacy Watch (Commission Internationale d'Alphabétisation) : mise en garde contre les belles paroles. *Education des Adultes et développement*, *s.l.*

Bahati Bazungu, P. (2023). *Les effets de la gratuité de l'enseignement de base sur la qualité de la formation des élèves dans les écoles primaires conventionnées catholiques de la Ville de Goma de 2019-2023* (Mémoire de licence inédit).

Banque Centrale du Congo. (2005, Mai). *Bulletin Mensuel d'Information et Statistiques*. Banque Mondiale (2022). *Rapport sur le système éducatif en RDC : Défis de la qualité dans un contexte de gratuité*. Washington D.C.
Banque Mondiale. (2018). *Rapport sur le développement dans le monde 2018 : Apprendre pour réaliser la promesse de l'éducation*.
Banque Mondiale. (2020). *Rapport sur le développement dans le monde*.
Banque Mondiale. (2020). *Rapport sur le développement en RDC*.
Basambombo Kabeya, D. (2011). *Impact salarial des enseignants du primaire sur le rendement scolaire des élèves des écoles privées de la ville province de Kinshasa (RDC)* (Mémoire de licence inédit, Université de Kinshasa).
Beauchamp, T. L., & Childress, J. F. (2019). *Principles of biomedical ethics*. Oxford University Press.

Becker, G. S. (1993). *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education* (3rd ed.). University of Chicago Press. (Source fondamentale pour votre cadre théorique).
Bonyanga, D. (2012). *Les facteurs influençant la qualité de l'éducation en République Démocratique du Congo : Une analyse microéconométrique* (Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).
Booth, T., & Ainscow, M. (2011). *Index for inclusion: Developing learning and participation in schools*. Centre for Studies on Inclusive Education (CSIE).
Borgen Project. (2023). *Girls' Education in the Democratic Republic of Congo: Challenges and Opportunities*.
Bourdieu, P., & Passeron, J. C. (1970). *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Éditions de Minuit.

Bowen, G. A. (2009). Document analysis as a qualitative research method. *Qualitative Research Journal*, *9*(2), 27-46.
Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, *3*(2), 77-101.
Brown, A. B., Davis, C. D., & Miller, E. F. (2024). *Approches pédagogiques différenciées en contexte scolaire*. Les Presses Universitaires.
Bruckeger, R. I. (1970). *République Américaine*. Seuil.
Bryman, A. (2016). *Social research methods*. Oxford University Press.
Bulletin Officiel. (1949). p. 1206 in *J.O.R.D.C.*
Bwanga, M. (2016). *Accès à l'éducation et qualité de l'enseignement en République Démocratique du Congo : Analyse des déterminants de la scolarisation et des performances scolaires* (Thèse de doctorat, Université de Lorraine).
C.P.E. (2014). *Vade-Mecum du Gestionnaire d'une Institution d'Enseignement Supérieur et Universitaire*. Éditions de la C.P.E.
Charte coloniale du 18 octobre 1908, loi sur le gouvernement du Congo belge in Iyeleza Moju-Mbey et autres, *Recueil des textes constitutionnels de la République du Zaïre du 19 mai 1960 au 28 avril 1991 avec, en annexe, la charte coloniale du 18 octobre 1908*. Ise-consult.
Ciruza Muderwa, E. (2008). *Impact de la qualité de l'éducation sur le revenu individuel à Goma* (Mémoire de licence inédit, Université de Goma).
Cohen, L., Manion, L., & Morrison, K. (2017). *Research methods in education*. Routledge.
Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology*, *94*(Supplement), S95-S120.

Constitution de la République Démocratique du Congo (2006). *Article 43 sur le droit à l'éducation et la gratuité de l'enseignement primaire*.
Constitution de la République Démocratique du Congo. (2006). *Article 43*.
Coombs, P. H. (1968). *La crise mondiale de l'éducation*. P.U.F.
Creswell, J. W., & Plano Clark, V. L. (2018). *Designing and conducting mixed methods research*. Sage Publications.

Dangbenon, A. (2010). *Problématique de la gratuité de l'école : cas de la circonscription scolaire d'Akpro-Missérété au Bénin.* (Thèse de doctorat, Université d'Abomey-Calavi).
Dangbenon, A. (2010). *Problématique de la gratuité de l'école: cas de la circonscription scolaire d'Akpro-Missérété au Bénin* (Mémoire de licence inédit, Université d'Abomey-Calavi).
Daudet, Y., & Singh, K. (2001). *Politiques stratégiques d'éducation 2, le droit à l'éducation : analyse des instruments normatifs de l'UNESCO*. UNESCO.
De Landsheere, G. (1982). *Introduction à la recherche pédagogique*. Armand Colin.
Deininger, K. (2003). Does cost of schooling affect enrollment by the poor? Evidence from Uganda. *Economics of Education Review*, *22*(2), 141-153.
Deininger, K. (2003). Does cost of schooling affect enrollment by the poor? Evidence from Uganda. *Economics of Education Review*, *22*(2), 141-153.
Dejean, C., & Binnemans, C. L. (1971). *L'université Belge. Du pari au défi*. ULB.
Depelteau, F. (2011). *La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question de départ à la*

communication des résultats (2ème éd.). Les Presses de l'Université Laval.
Dewey, J. (1916). *Democracy and education*. The Macmillan Company.
Dorselaer, J. (1985). *Méthodologie pour réaliser un travail de fin d'études*. CRID.
Duflo, E. (2001). Schooling and labor market consequences of school construction in Indonesia: Evidence from an unusual policy experiment. *The American Economic Review*, *91*(4), 795-813.
Dupriez, V. (2007). *Enseigner*.
Fernandez, A., & Jenkner, S. (1995). *Déclarations et conventions internationales sur le droit à l'éducation et la liberté de l'enseignement* (Vol. 8). OIDEL and WUS.
Festinger, L., & Katz, D. (1974). *Méthodes de recherche dans les sciences sociales* (T 2). PUF.

Field, A. (2013). *Discovering Statistics Using IBM SPSS Statistics*. Sage Publications.
Field, A. (2018). *Discovering statistics using IBM SPSS statistics*. Sage Publications.
Filmer, D. (2004). If you build it, will they come? School availability and enrollment in 21 African countries. *Economics of Education Review*, *23*(3), 303-322.
Filmer, D. (2004). If you build it, will they come? School availability and enrollment in 21 African countries. *Economics of Education Review*, *23*(3), 303-322.
Filmer, D. (2004). If you build it, will they come? School availability and school enrollment in 21 developing countries. *Journal of Development Economics*, *74*(1), 167-194.
Fouchard, G., & Herellier, J. M. (1995). *Le révolutionnaire windows 95*. Sybexn.
Gasiberege, R. S. (1979). À la recherche d'une réforme scolaire adaptée. *Zaïre-Afrique*.

Glewwe, P., Hanushek, E. A., Humpage, S., & Ravina, R. (2011). *School resources and educational outcomes in developing countries: A review of the literature from 1990 to 2010*. National Bureau of Economic Research.
Gravel. (1986). *Guide méthodologique de la recherche*. Dalloz.
Grawitz, M. (2001). *Méthodes des sciences sociales*. Dalloz.
Groves, R. M., Fowler, F. J., Couper, M. P., Lepkowski, J. M., Singer, E., & Tourangeau, R. (2009). *Survey methodology*. John Wiley & Sons.
Haché, J., Lambert, S., & Palmer, C. (2019). The Impact of Free Primary Education on School Enrollment in the Democratic Republic of Congo. *Journal of Development Economics*, *141*, 102435.
Hafashimana Nzabonimpa Nzomba, E. (2016). Rôle de l'éducation de la femme : Arbitrage entre emploi-fécondité à Goma. *INTERNATIONAL JOURNAL OF INNOVATION AND SCIENTIFIC RESEARCH*, *27*(2).
Hafashimana Nzabonimpa Nzomba, E. (2019-2020). *Informatique générale* (Cours inédit).
Hallak, J. (1996). *Investir dans l'avenir : Définir les priorités de l'éducation dans le monde en développement*. IIPE-Harmattan.
INEE. (2020). *Education in Emergencies: The Case of the Democratic Republic of Congo*. Inter-agency Network for Education in Emergencies.
Johnson, K. L. (2022). *Mesurer l'impact des interventions éducatives*. Revue de l'Éducation et de la Recherche, *45*(2), 112-128.
Kalala, T., Mbenga, B., & Kasongo, B. M. (2020). *Education in the Democratic Republic of Congo: Challenges, Progress, and the Future*. Springer Nature.

Kamba Evangununga, A. (2006). La reforme de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo. *L'école Démocratique (APED), 07*.
Kandolo On'ufuku Wa Kandolo, P. F. (2007). *la gratuité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo. Contribution à la mise en œuvre des mécanismes spécifiques* (Mémoire de licence inédit, Université de Nantes).

Kapinga, L. (2021). "L'impact de la gratuité de l'enseignement primaire sur la qualité de l'éducation en RDC : Cas de la ville de Goma". *Revue Africaine des Sciences Sociales et Humaines*.
Kitaganya Sebatwa, J. (2017-2018). *Méthodes de recherche en sciences sociales* (Cours inédit, G2 PSE, U.L.KI).
Krippendorff, K. (2018). *Content analysis: An introduction to its methodology*. Sage Publications.
Larousse, Dictionnaire petit Larousse en couleur (1980). Librairie Mont Parnasse.
Laubert, J. L. de la Boyle. (n.d.). *Initiation aux méthodes sociales de recherche*. Harmattan.
Lee, S. G., & Wilson, T. R. (2025). *Évaluation des programmes éducatifs : un guide pratique*. Éditions Pédagogiques Avancées.
Lincoln, Y. S., & Guba, E. G. (1985). *Naturalistic inquiry*. Sage Publications.

Loi-cadre n° 14/004 du 11 février 2014 de l'Enseignement National.
Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (2014). *Qualitative data analysis: A methods sourcebook*. Sage Publications.

Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST). (2019). *Décret portant gratuité de l'enseignement primaire*.
Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST). (2014). *Loi-cadre de l'enseignement national*.

Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) (2019). *Circulaire portant modalités de mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base*. Kinshasa, RDC.
Mirindi, J. C. (2022). *Le droit à l'éducation en RDC*. Librairie Eyrolles.

Mokono, N. (2023). "La réforme de la gratuité en RDC (2019-2023) : Entre volonté politique et contraintes budgétaires". *Cahiers Économiques et Sociaux*.
Mokonzi Bambanota, G. (n.d.). L'école congolaise de demain : quelles chances et quels défis ? *L'école démocratique (Aped)*. Consulté sur http://www.écoledemocratique.org/article
Muluma, M. A. (2003). *Le guide du chercheur en sciences sociales et humaines*. SOGEDES.

Musoka Lubira, J. (2020). *La gratuité de l'enseignement primaire à Goma, constat et perspectives pour la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.* (Mémoire de licence, Université Libre des Pays des Grands Lacs).
Nations Unies. (2005). *Objectifs du Millénaire pour le Développement Rapport 2005*.
Nations Unies. (2015). *Objectifs de développement durable*.
Nissenbaum, H. (2004). Privacy as contextual integrity. *Washington Law Review*, *79*(1), 119-158.

Niyomugabo Liba, T. (2024). *Gratuité scolaire et ses effets sur la vie Socioéconomique et professionnelle des enseignants en Ville de Goma.* (Mémoire de Master, Université Adventiste de Goma).
Nussbaum, M. C. (2011). *Creating capabilities: The human development approach*. Harvard University Press.
OCDE. (2019). *Regards sur l'éducation 2019 : Les indicateurs de l'OCDE.*

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. (2021). *Recommandation concernant l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales*. https://www.unesco.org/en
Patton, M. Q. (2015). *Qualitative research & evaluation methods*. Sage Publications.
Pinton, R., & Grawitz, M. (1971). *Méthode de science sociale*. Dalloz.
PNUD. (2020). *Rapport sur le développement humain.*
Powell, J. W. (2014). *The Challenge of Education in the Democratic Republic of the Congo*. Brookings Institution Press.
Psacharopoulos, G. (1985). Returns to education: A further international update and implications. *The Journal of Human Resources*, *20*(4), 583-604.

Quivy, R., & Van Campenhoudt, L. (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris, Dunod.
R.D.C (ex-Zaïre). (n.d.). Consulté sur //www.elfq.ulaval.ca in Kandolo On'ofuku Wa Kandolo, P. F., *De l'exercice des droits et libertés individuels et collectifs comme garantie d'une bonne gouvernance en Afrique noire : Cas de la République Démocratique du Congo (de l'indépendance à nos jours)* (mémoire de 3e

cycle, « Droits fondamentaux », Université de Nantes 2004-2005, pp. 15-16). Consulté sur http://www.memoireonline.free.fr
R.D.C. (1999, Novembre). *Education Pour Tous, bilan à l'an 2000 - Rapport national.*
Rapport National sur l'Éducation en RDC. (2023). *État des lieux et perspectives.*
Rawls, J. (1971). *A theory of justice*. Harvard University Press.
Resnik, D. B. (2020). *What is ethics in research & why is it important?*. National Institute of Environmental Health Sciences.
Riley, P., Lussier, M., & Rose, P. (2019). Improving Education Quality in the Democratic Republic of Congo: Lessons Learned and Challenges Ahead. *Comparative Education Review*, *63*(2), 221-246.
ROBERT, Dictionnaire Robert (1995).
ROBERT, Petit Robert de la langue française (2006).

Sadiki Makali, J. (2020). *Impact de la gratuité de l'enseignement en RDC sur le comportement des enseignants-parents du primaire : Cas des écoles publiques de la Ville de Goma.* (Mémoire de licence, Université Saint Joseph de Goma).

Schultz, T. W. (1961). "Investment in Human Capital". *The American Economic Review.*
Schultz, T. W. (1961). Investment in human capital. *American Economic Review*, *51*(1), 1-17.
Sen, A. (1999). *Development as freedom.* Oxford University Press.
Sen, A. (1999). *Développement des capacités*. Economica.

Serukeza Izabayo, H. (2022). *Gratuité de l'enseignement de base et son impact sur la formation de élèves de la*

sous division de Karisimbi. Cas des écoles primaires conventionnées de la 8ième CEPAC de 2019-2021. (Mémoire de licence, Université de Goma).

Singirankabo, D. B. (2022). *Gratuité de l'enseignement de base et son impact sur la formation des élèves dans le territoire de Nyiragongo, 2019-2022.* (Mémoire de licence, Université de Goma).
Smith, J., & Jones, P. (2023). *Les fondements de l'enseignement efficace*. Nouvelle Librairie Éducative.
Surwumwe Matabaro, S. (2018-2019). *Techn ologie de l'éducation* (Cours inédit, U.A.GO).
Teddlie, C., & Tashakkori, A. (2009). *Foundations of mixed methods research: Integrating quantitative and qualitative approaches in the social and behavioral* [1] *sciences*. Sage Publications. Tshibangu, J. (2022). "Gestion des effectifs pléthoriques et performance scolaire dans les écoles publiques de l'Est de la RDC". *Éditions Universitaires Européennes*.

UNESCO (2020). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation : Inclusion et éducation*. Paris, Éditions UNESCO.
UNESCO. (2000). *Le droit à l'éducation, vers l'éducation pour tous au long de la vie*. UNESCO. (2015). *Éducation pour tous : Rapport mondial de suivi*.
UNESCO. (2019). *Primary Education in the Democratic Republic of Congo: Challenges and Opportunities*. UNESCO Publishing.
UNESCO. (2021). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021 : Comment les acteurs non étatiques modifient-ils l'éducation ?*.
UNICEF. (2019). *La situation des enfants dans le monde : Enfants, nourriture et nutrition*. UNICEF. (2020). *La situation des enfants dans le monde 2020 : Promouvoir*

les acquis. 105. UNICEF. (2022). *Situation des enfants en RDC*.
Wagner, A. D. (2001). *Alphabétisation et éducation des adultes*. UNESCO.

World Bank. (2018). *Democratic Republic of Congo: Education sector analysis*. World Bank Group.
World Bank. (2018). *World development report 2018: Learning to realize education's promise*.
Yin, R. K. (2018). *Case study research and applications: Design and methods*. Sage Publications.

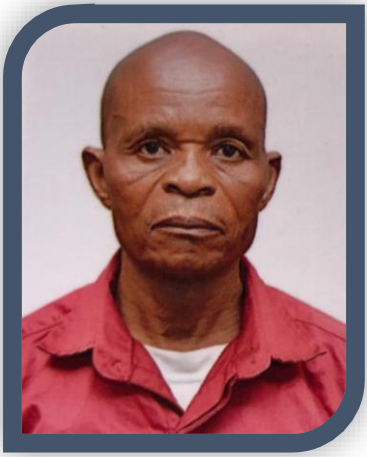
Par JOSEPH RIRWANABOSE TULIKUNKIKO
RIGOBERT &
BAHATI NZABONIMPA Emmanuel

XXV. EFFICACITE DE LA STRATEGIE DU GOUVERNEMENT DE LA R.D.C DANS LA CONSERVATION DES AIRES PROTEGEES « cas du PNVI-SUD »

Par :

Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBU GU

Professeur des Universités et Secrétaire Général de l'Université des Martyrs du Congo,



MUNIHIRE LUBUTO Denis *Assistant à l'Université des Martyrs du Congo, à l'Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Goma ISPT-GOMA*

0. INTRODUCTION

A l'échelle planétaire, l'intervention de l'homme sur l'environnement est remarquable et la pression sur les ressources naturelles se fait de plus en plus sentir notamment dans les pays en développement où le reboisement, le feu de brousse, le braconnage ….mettent la survie des écosystèmes en danger. L'Afrique subsaharienne couvre 22,431 000 de Km^2 (Wikipédia, internet 2018) de savane tropicale.

Certes, les aires protégées subissent des pressions anthropiques (des braconniers, charbonniers, cultivateurs,…) qui occasionnent l'abattage des animaux, des arbres et implantation illicite des champs des cultures ; à cela s'ajoutent plusieurs groupes armés locaux et étrangers qui ne cessent de détruire ces écosystèmes (études menée par Sourinia dans « Les aires de conservation en Afrique francophone.»

En Afrique, les aires protégées sont aux yeux des villageois, les seules bonnes terres qu'ils avaient connues autrefois et sur lesquelles ils considèrent avoir des droits. D'après Ntiama Boidu, les habitants aux périphéries des espaces protégées sont souvent considérés comme des prédateurs assoiffés des gibiers et des terres vierges à défricher pour la satisfaction de leurs besoins quotidiens. Pour sauvegarder la biodiversité menacée et en voie d'extinction, beaucoup de pays ont créé des parcs et des réserves. Cependant la création des aires protégées est une chose et leur gestion en est une autre. Est-ce que leur création a respecté les normes ? Est-elle venue apporter une solution aux problèmes de la population ? Le choix du milieu repose-t-il sur les critères de base ? La population participe-t-elle aux actions de conservation ?

A part la sauvegarde de la biodiversité, et la recherche scientifique, les aires protégées doivent répondre également aux besoins économiques, culturels, scolaires, touristiques et politiques. Leur classement intervient dans les zones peu peuplées pour' des raisons soit historiques (zones tampons entre plusieurs peuples ou terrain de conflits), soit d'ordre écologique, besoin d'eau douce par ex. Ces zones qui n'étaient pas convoitées par l'homme furent aisément conservées jusqu'au moment où l'explosion démographique intervienne.

Cela étant, l'aménagement des parcs dans un pays ne doit pas être planifié seulement au niveau national afin de tenir compte des paramètres cités ci-haut et éviter de déposséder la population locale de ses terres. Pour Tensie Whelan 1991, « Un des plus grands défauts des projets en général est d'exclure les populations locales tant dans l'élaboration que dans la mise en œuvre du plan et de déposséder des terres dont elles avaient traditionnellement l'usage or, leur natalité vaut un nombre croissant de bouche à nourrir ». Ces parcs créés pour des objectifs spécifiques se heurtent aujourd'hui à plusieurs problèmes dont le braconnage, la croissance et l'explosion démographique, l'implantation des champs des cultures, le sciage de bois, la pêche illicite, etc.

Plus la population augmente, plus les besoins se multiplient (recherche des terres arables, bois de chauffage …) En 1990, l'Union mondiale pour la nature (UICN), le programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds mondial pour la nature ont adopté une stratégie mondiale de conservation comme u cadre théorique et pratique de politique à suivre pour réaliser les objectifs de la conservation dans le contexte mondial. Cette stratégie a été mis en place à l'issue du long processus participatif impliquant les gouvernements, les ONGs, les délégués des pays développés. Et en développement, ce cadre constitue un instrument international stratégique devant permettre de contribuer à l'avènement du développement durable fondé sur la conservation des ressources vivantes.

C'est ainsi que la même stratégie mondiale de la conservation a recommandé à chaque pays d'élaborer la sienne adaptée à son contexte spécifique, mais ne s'éloignant pas des principes de cette première adoptée au niveau mondial. La RDC s'est donc résolue de se doter d'une stratégie nationale de conservation de ses

aires protégées qui a été mise en place depuis 2006. E. Demerode, lors des Forum sur la problématique de gestion et de valorisation du PNVI en 2008, avait déclaré : « Plusieurs défis sont encore à relever quel que soit l'effort consenti par l'ICCN et proposa ainsi que le dialogue soit désormais d'application entre les parties prenantes dans la conservation. En outre, le rapport de la Direction générale de l'ICCN de l'année 2006 présente les menaces ci-après perpétrées sur le PNVI en général dont l'occupation des sites par l'agriculture, l'élevage et l'habitation humaine, le sciage de bois et la carbonisation, l'installation des pêcheries pirates sur la côte Ouest du lac Edouard, la contestation des limites du parc pa la population à certains endroits du parc, le braconnage commercial, l'exploitation minière, le positionnement militaire et des groupes armés dans le parc.

A part l'installation des pêcheries pirates, toutes les autres menaces ci-haut étaient perpétrées dans le PNVI avant l'adoption de la nouvelle stratégie de la conservation de la nature de l'application de cette stratégie sur les ressources naturelles du PNVI Sud qui qui est notre milieu d'étude. Cette stratégie a-t-elle été efficace pour mettre fin aux menaces ci-haut citées ?

1. Eu égard à ce qui précède et dans le souci de guider notre recherche, nous allons poser quelques questions pour creuser la thématique d'avantage :
2. Quelles sont les menaces qui ont été perpétrées dans le PNVI-Sud avant l'application de la stratégie de la conservation de la nature dans cette aire protégée ?
3. Qui étaient les acteurs de ces menaces ?

4. Ces menaces ont-elles été atténuées depuis l'application de la stratégie dans le PNVI Sud ?

Sinon, que faire pour mener à bien la conservation dans le PNVI-SUD ?
Pour appuyer notre problématique, nous avons émis les hypothèses ci-après :

1. Les menaces perpétrées dans le PNVI-Sud avant l'application des stratégies de la conservation de la nature seraient le braconnage, l'agriculture et l'exploitation minière dans le parc ;
2. Les acteurs de ces menaces seraient les populations riveraines du parc et les bandes armés ;
3. Les menaces seraient atténuées mais pas d'une façon satisfaisante ;
4. La restauration de la sécurité et l'implication de la population dans la gestion de ce parc contribueraient de façon très significative à la conservation de ce parc.

I. PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE

Le PNVI Sud est situé à cheval sur les deux bassins hydrographiques géant d'Afrique dont : celui du Nil au Nord celui du Congo dans sa partie méridionale correspondant aux limites Nord du lac Kivu. Ces limites sont :

- Au Nord : par la rivière Lugera et les rives orientales de Rutshuru aussi deux lacs :KIBUNGA et ONDO long des coordonnées 1006 latitude sud et voisin du port de patrouille de Kanyangiri ;
- Au Sud : par le lac Kivu dans la partie Nord et le village de Bakumu, Sake 1035 de latitude sud. Latitude du secteur sud varie entre 1100 mètres à

ses points les plus bas, voisin du lac KIBUYA et ONDO et 4500 mètres sur le sommet du mont KARISIMBI, les points cumulant de volcan de Virunga.

- A l'ouest : par le prolongement de l'escarpement des chaînes de mont KASALI dans la collectivité de BWITO et d'une branche des chaînes de MITUMBA dans le groupement de BISHUSHA, des coordonnées 29° 01 longitude Est ;
- A l'Est : par les volcans éteints faisant frontière naturelle entre la RDC, le RWANDA et l'OUGANDA dont les volcans endormis sont : MIKENO, KARISIMBI, SABINYO, GAHINGA et MUHABURA, des coordonnées 30°00 longitude Est.

II. METHODOLOGIE

2.1. Méthodes

La méthode est un ensemble d'opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, le démontre et le vérifie.(Pinto et GRAWITZ, 1971).

Nous nous sommes servi des méthodes ci-après :

- **Méthode historique** : celle-ci nous a aidé à analyser les faits d'une période bien précise et limite dans le passé par rapport à la destruction anarchique du PNVI en général.
- **Méthode analytique** : elle sert à examiner minutieusement les éléments d'un ensemble. Elle analyse systématiquement toutes les informations et données récoltées pendant la recherche.
- **Méthode comparative** : par cette méthode, nous sommes parvenus à nouer la différence entre l'état de conservation du PNVI-Sud avant et après

l'application de la nouvelle stratégie de la conservation des aires protégées de la RDC.

2.2. Techniques

La technique de recherche est l'ensemble des outils mis à la disposition de la recherche. (Freddy RURHO KIBAMBASI, 2001-2002).

Technique de questionnaire : c'est un interview écrit. Ici, nous avons interrogé les personnes concernées par notre enquête en leur remettant un questionnaire écrit auquel chacun a réservé des réponses écrites. Celle-ci nous a permis d'élaborer un questionnaire destiné à la population riveraine du PNVI et aux conservateurs de la nature.

Technique documentation : cette technique nous a permis non seulement d'enrichir notre revue de la littérature (état de la question et la problématique) mais aussi elle a intervenu en offrant des données relatives à) la présentation de notre milieu d'étude. Elle s'oriente dans la fouille systématique de tout ce qui est écrit et ayant trait avec le » domaine de recherche.

Technique d'observation : elle a permis de vérifier certaines informations recueillies auprès de nos enquêtés. Aussi, de passage à la périphérie du PNVI-Sud faisant aussi partie de notre milieu d'étude, il a été question d'observer comment se comporte la population vivant autour du parc.

III. ANALYSE DES RESULTATS D'ENQUETE

Dans cette section, nous allons présenter les résultats de nos enquêtes par rapport aux questions qui ont été soumises à nos enquêtés.

Tableau N° 1 : Quels constituent les délits en matière de conservation de la nature enregistrés en 2006 dans le PNVI-SUD ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Braconnage et violation des limites par la population riveraine	6	46
La population riveraine et groupes armés	4	31
Développement des activités agricoles à Kirolirwe, Burungu et Mushari	3	23
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaires : De ce tableau, 46% de nos enquêtés, comme délit en 2006, signalent le braconnage et la violation des limites du Parc par la population, 31% accusent la coupe du bois de chauffage et la carbonisation, 23% parlent du développement des activités agricoles à Kilorilwe, Burungu et Mushari.

Tableau N° 2 : Qui sont les acteurs de ces délits

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Les populations riveraines du PNVI-Sud	7	54
Les militaires	1	8
Les déplacés	2	15

Les groupes armés	3	27
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 54% de nos enquêtés signalent que les populations riveraines du PNVI-Sud sont les acteurs de ces délits, 8% accusent les militaires, 15% parlent des déplacés de guerre et 27% accusent les groupes armés.

Tableau N° 3 : Quels sont les délits enregistrés en 2015 ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Coupe de bois de chauffage et carbonisation par les populations riveraines du PNVI	8	62
Présences des positions militaires dans le parc	2	15
Développement des activités agricoles et élevage à Kirolirwe	2	15
Violation des limites du parc par la population à Muja et Rusayo	1	8
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaires : Dans ce tableau, 62% de nos enquêtés accusent la coupe du bois de chauffage et la carbonisation par les populations riveraines du PNVI, 15% accusent la présence des positions militaires dans le parc, 15% parlent du développement des activités agricoles et d'élevage à Kirolirwe, 8% accusent la violation des limites du Parc par la population à Muja et à Rusayo.

Tableau N° 4 : Qui sont les acteurs des délits enregistrés en 2015 ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Population riveraine, groupes armés et les militaires en position dans le parc	13	100
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : Les acteurs des délits en matière de conservation de la nature enregistrés en 2015, sont les populations riveraines dans le parc. Confirmation faite par 100% de nos enquêtés.

Tableau N° 5 : Quels sont les projets réalisés par l'ICCN au bénéfice de la population riveraine du sud ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Construction des écoles et centres de santé	6	46
Aménagement, entretien de la centrale hydraulique de Matebe	5	29
- Aménagement, entretien des routes de desserte agricole et de la desserte du tourisme - Construction d'un mur électrifié à la limite du Parc avec la population pour empêcher l'intrusion des animaux du parc dans les champs des cultures	2	15
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaires : Les projets déjà réalisés par l'ICCN au bénéfice de la population : 46% parlent de la construction des écoles et centres de santé, 29% parlent de l'aménagement, entretien de la centrale hydraulique de Matebe et 15% parlent de l'aménagement, entretien des routes de desserte agricole et de la desserte du tourisme, construction d'un mur électrifié à la limite du Parc avec la population pour empêcher l'intrusion des animaux dans les champs des cultures.

Tableau N° 6 : cette population est-elle satisfaisante de ce projet ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Réclamations faites pour le cas d'adhésion au réseau électrique : la somme demandée	7	54
La lésion des cultures des populations par les animaux du parc	6	46
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

- **Commentaire** : 54% des enquêtés disent que la population voulait que le raccordement au réseau électrique soit fait gratuitement, tandis que 46% décrient la divagation des animaux du Parc et la lésion des cultures des populations par les ces derniers.

Tableau N° 7 : l'espace occupé par le PNVI est –il surveillé par les GAPA dans son entièreté ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Oui	2	15
Non	11	85
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 85% de nos enquêtés disent que le PNVI-Sud n'est pas surveillé dans son entièreté.

Tableau N° 8 : si oui, lesquels et à quel niveau du Parc ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Toute l'étendue du PNVI-Sud n'est pas surveillée par les gardes Parc car il y a des zones occupée par la population, les groupes armés (Kirolirwe, Tongo, Jomba)	11	100
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 100% de nos enquêtés confirment que toute l'étendue du PNVI-Sud n'est pas surveillée par les agents du Parc.

Tableau N° 9 : l'infrastructure d'hébergement du personnel et bureau a-t-il été amélioré ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Oui	13	100
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 100% de nos enquêtés confirment l'infrastructure d'hébergement du personnel du PNVI et bureau répondent aux normes.

Tableau N° 10 : le personnel est-il doté du matériel et équipement de travail adéquat ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Oui	13	100
Non	0	0
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 100% de nos enquêtés affirment que le personnel du PNVI-Sud doté du matériel et équipement de travail adéquat.

Tableau N° 11 : les séances d'éducation mésologique sont-elles organisées par l'ICCN ou ONG partenaires au bénéfice des parties ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Oui	11	85
Non	2	15
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 85% de nos enquêtés affirment que les séances d'éducation mésologique sont réalisées à travers les conservateurs communautaires, tandis que 15% d'enquêtés ne reconnaissent pas cette activité.

Tableau N° 12 : le traitement salarial du personnel résout-il les besoins de base du personnel ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Oui	2	15
Non	11	85
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 85% de nos enquêtés confirment le traitement salarial du personnel du PNVI-Sud ne répond à tous les besoins de base du personnel, tandis que 15% disent oui.

Tableau N° 13 : existe-il des cas de conflits entre ICCN et la population dans le Parc ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Oui	9	69
Non	4	31
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 69% de nos enquêtés acceptent qu'il y a des cas de conflits entre ICCN et la population, tandis que 31% n'ont reconnu aucun cas de conflits.

PNVI-Sud ne répond à tous les besoins de base du personnel, tandis que 15% disent oui.

Tableau N° 14 : si oui, ces conflits sont dus en quoi?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
La lésion des cultures des paysans par les animaux du Parc	4	31
Lorsque les animaux du Parc tuent ou blessent les populations	3	23
Pour avoir interdit aux populations de faire l'exploitation anarchique des ressources naturelles du PNVI-Sud	6	46
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : Comme raisons de conflits entre ICCN et populations, 44% accusent la lésion des cultures des paysans par les animaux du Parc, 33% accusent l'agression des personnes (blessures ou tueries) par les animaux du Parc, 23% accusent interdiction de l'exploitation du bois et le braconnage dans le Parc.

Tableau N° 15 : y a-t-il croissance du nombre d'animaux dans le parc?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Oui	11	85
Non	2	15
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : 85% de nos enquêtés confirment que le nombre de gorilles, au securit, a cru, tandis que 15% disent que le nombre n'a pas cru.

Tableau N° 16 : quelles sont les stratégies que vous proposez pour améliorer la conservation du PNVI-Sud?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Les séances d'éducation mésologiques et contact avec la population là où le Parc est occupé par la population	5	38
Recherche des solutions à l'amiable au cas de conflits entre ICCN et la population à travers les conservateurs communautaires	4	15
Acheter des champs à la périphérie du Parc PNVI et planter des bambous pour empêcher la lésion des cultures	4	31

par les gorilles		
Total	**13**	**100**

Source : nos enquêtes

Commentaire : pour améliorer la conservation des écosystèmes du PNVI-Sud, 38% de nos enquêtés proposent d'intensifier les séances d'éducation mésologiques et contact avec la population surtout dans les espaces où le parc est occupé par la population, 31% souhaitent qu'il soit recherché des solutions à l'amiables au cas de conflits entre l'ICCN et population à traverse les conservateurs communautaires, 31% proposent l'achat des champs au bord du PNVI et y planter des bambous. Ceci pour empêcher la lésion des cultures des populations par les gorilles et autres animaux.

IV. CONCLUSION GENERALE

Notre recherche s'est intéressée sur un sujet qui est « **Efficacité de la stratégie du Gouvernement de la R.D.C dans la conservation des aires protégées « cas du PNVI-SUD ».**

Cette recherche s'est fixée globalement comme objectif qui consiste à évaluer la nouvelle stratégie de conservation de la nature dans le PNVI-Sud. Mais aussi, d'assurer la protection efficace de ce secteur. Pour guider nos préoccupations, quatre questions centrales ont orienté notre recherche, entre autres :

1. Quelles sont les menaces qui ont été perpétrées dans le PNVI-Sud avant l'application de la stratégie de la conservation de la nature dans cette aire protégée ?
2. Qui étaient les acteurs de ces menaces ?
3. Ces menaces ont-elles été atténuées depuis l'application de la stratégie dans le PVI6Sud ?
4. Sinon, que faire pour mener à bien la conservation dans le PNVI-SUD ?

En termes d'hypothèses :

- Les menaces perpétrées dans le PNVI-Sud avant l'application de la stratégie de la conservation de la nature seraient le braconnage, l'agriculture et l'exploitation minière dans le parc ;
- Les acteurs de ces menaces seraient les populations riveraines du parc et les bandes armées ;
- Les menaces seraient atténuées mais pas d'une façon satisfaisante ;
- La restauration de la sécurité et l'implication de la population dans la gestion de ce parc contribueraient de façon très significative à la conservation de ce parc.

Pour vérifier ces hypothèses, nous avons utilisé la méthode historique et analytique, de questionnaire, documentaire et celle d'observation lesquelles ont confirmé nos hypothèses.

Enfin, nous avons abouti à la conclusion selon laquelle la RDC devra assurer la conservation et la gestion efficace et durable de la biodiversité de la RDC, en coopération avec les communautés locales et les autres partenaires pour le bienêtre des populations congolaises et de toute l'humanité.

Après application de la stratégie de la conservation dans les APS de la RDC(2006-2015), notre recherche ressort le constat ci-après :

a) Les succès :

- Eradication du braconnage aux gorilles par la sécurisation de leurs sites ;
- La promotion du tourisme de vision aux gorilles ;
- La dotation des infrastructures et équipement adéquat aux GAPA ;
- La collaboration entre ICCN et la population à travers les agents communautaires ;
- La croissance de la population des gorilles ;
- La réalisation des projets satisfaisant les besoins de la population riveraine.

b) Quelques défis mais pas très importants :

- La non-surveillance de tout le réseau du PNVI-Sud ;
- Existence des groupes armés et population ;
- Coupe de bois et carbonisation ;
- Cultures dans le parc à Kirolirwe ;
- Existence des conflits entre ICCN et population ;
- Non raccordement de la population riveraine à la ligne électrique de la centrale hydroélectrique de Matebe.

L'ICCN est à remercier pour l'effort qu'il a fourni, cependant, pour les quelques délits ci-haut, nous venons de proposer une stratégie comme réponse et palliatif.

BIBLIOGRAPHIE

I. LES OUVRAGES

1. **José ENDUNDU BOLONGE, «** Stratégie de la conservation de la Nature dans les Aires Protégées de la RDC », 2006 **;**
2. Ministère de l'Environnement, conservation de la Nature de la Biodiversité en RDC » ;
3. MARC LAGUY, et E. DEMERODE, « Le parc National des Virunga, Survie du premier Parc d'Afrique », 2008 ;
4. TENSI. W, l'écotourisme, gérer l'environnement » copy right C. Island press ;
5. ANDREW. L. « Exploitation des Ressources Naturelles et Sécurité humaine en RDC » Ed by Adrew 11-13 ;
6. THIERY. L, Etude socio-économique de la zone Nord-Est du PNVI » Eapro, programme report ;
7. SOURIANA, « Les aires de conservation en Afrique francophone », 2011 ;
8. J. KABILA, « Loi n° 14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la Nature », 2014.

II. MEMOIRE, TFC et COURS

1. Martin SCALENZ, « comment conserver les gorilles de montagne dans les Monts Virunga », mémoire inédit, 2006 ;
2. KISANGI ENDANDA, « Méthode de Recherche Scientifique », cours, inédit, 2006 ;
3. SERUSHAGO, « Problématique d'envahissement du PNVI par la population et son impact sur la

conservation des écosystèmes du PNVI SUD, Mémoire, inédit, 2011 ;
4. KAMBALE MBUSA, « l'ICCN face à la destruction anarchique du PNVI et du Lac Edouard », TFC, inédit.

III. RAPPORTS ET AUTRES

1. E. DEMERODE, « Forum sur la problématique de Gestion et de valorisation du PNVI », Rapport 2014 ;
2. Rapport annuel de la Direction Générale de l'ICCN », 2006.

Par : **Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU**
MUNIHIRE LUBUTO Denis *Assistant*

XXVI. ACCES AU CREDIT ET PERFORMANCE DES PME EN VILLE DE GOMA

Par HAFASHIMANA NZABONIMPA NZOMBA Emmanuel [241]
MAENDELEO NZABONIMPA Fidèle[242]
BYAMUNGU BATERA Deogratias[243]

Biographie de l'Auteur Principal

HAFASHIMANA NZABONIMPA NZOMBA Emmanuel

Doctorant en Sciences de Gestion – Enseignant universitaire – Chercheur en économie et développement ; Hafashimana Nzabonimpa Nzomba Emmanuel est un universitaire et chercheur congolais, né le 20 avril 1984 à Nyambisi, dans le territoire de Masisi,

[241] Etudiant Doctorant en Sciences Economiques et de Gestion, Filière : Sciences de Gestion, Mention : Gestion Financière à l'Université de Dschang en partenariat avec l'Université Adventiste de Goma (UAGO), Goma/Nord-Kivu/RDC et Enseignant à l'Université des Martyrs de Goma (UNIM-RDC), intervenant dans les Institutions d'ESU suivantes : Institut Supérieur Pédagogique de Rutshuru/Section Tongo (ISP Rutshuru/Section Tongo), Université Saint Joseph de Goma (USJ/Goma), Université Adventiste de Goma (UAGO), Institut Supérieur Pédagogique de Matanda (ISP/Matanda).

[242] Etudiant Doctorant en Sciences Psychologiques et de l'Education, Filière : Planification et Gestion du Système Educatif et Enseignant à l'Institut Supérieur Pédagogique de Matanda (ISP/Matanda).

[243] Enseignant à l'Institut Supérieur Pédagogique de KALEHE (ISP/KALEHE).

province du Nord-Kivu (RDC). Marié et de nationalité congolaise, il réside actuellement à Goma, où il mène ses activités académiques, professionnelles et de recherche. Il est doctorant en Sciences Économiques et de Gestion, filière Sciences de Gestion, mention Gestion Financière, à l'Université de Dschang, en partenariat avec l'Université Adventiste de Goma (UAGO). Son parcours académique témoigne d'une progression cohérente et approfondie, allant du Graduat en Sciences Économiques à la Licence en Sciences de Gestion, puis au Master préparatoire en Gestion Financière, obtenu à l'UAGO.

En parallèle de sa formation doctorale, Emmanuel Hafashimana est enseignant universitaire depuis 2009, intervenant dans plusieurs institutions d'enseignement supérieur et universitaire du Nord-Kivu, notamment l'Université Adventiste de Goma (UAGO), l'Université des Martyrs de Goma (UNIM-RDC), l'Université Saint Joseph de Goma (USJ), l'Université Libre du Kivu (ULKI), ainsi que dans divers Instituts Supérieurs Pédagogiques, dont ceux de Rutshuru/Tongo et de Matanda. Son enseignement couvre principalement les domaines de la gestion, de la finance, de l'économie et des méthodes de recherche. Chercheur actif, il est auteur de plusieurs publications scientifiques dans des revues internationales.
Ses travaux portent notamment sur l'éducation et le genre, les conditions socio-économiques des exploitants miniers artisanaux, l'accès au crédit et la performance des PME, ainsi que sur les liens entre éducation, développement et dynamiques sociales. Il s'intéresse également aux interactions entre culture, art et transformation des conflits pour une paix durable, thème qu'il explore dans ses recherches en cours.

Outre ses activités académiques, Emmanuel Hafashimana exerce comme consultant indépendant depuis 2010, mettant son expertise au service d'organisations publiques et privées. Il a également contribué à des missions nationales, notamment comme auditeur au sein de l'Office pour la Bonne Gouvernance et la Lutte contre la Corruption (OBLC) et comme agent électoral dans le cadre des processus électoraux en RDC. Formé aux outils statistiques et informatiques (SPSS, Eviews, SAGE, Excel, Access), maîtrisant le français, l'anglais et le kiswahili, il incarne un profil d'universitaire engagé, alliant rigueur scientifique, expérience pédagogique et implication citoyenne, avec une orientation constante vers le développement socio-économique durable et le renforcement du système éducatif congolais.

BIOGRAPHIE CO-AUTEUR (2)

Maendeleo Nzabonimpa Fidèle, *né le 04 août 1989 à Nyambisi, dans le territoire de Masisi (province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo), est un universitaire congolais, chercheur en Sciences psychologiques et de l'éducation, spécialisé dans la planification et la gestion du système éducatif. Il est marié à Madame Umuhoza et réside actuellement à Rubaya, dans le territoire de Masisi. Titulaire d'un Diplôme du second cycle universitaire en Psychologie et Sciences de l'Éducation, option Administration,*

Pédagogie et Inspection scolaires, obtenu à l'Université Saint Joseph de Goma en 2015, il est également détenteur d'un Graduat en Sciences de l'Éducation de la même université (2013). Il a complété son parcours académique par un Master préparatoire (complémentaire) en Sciences psychologiques et de l'éducation, option Planification et Gestion du Système Éducatif, obtenu à l'Université Adventiste de Goma (UAGO) au cours de l'année académique 2023–2024. Depuis l'année académique 2025–2026, il est doctorant en Sciences psychologiques et de l'éducation, filière Planification et Gestion du Système Éducatif, à l'Université de Dschang (Cameroun), en partenariat académique avec l'Université Adventiste de Goma.

Sur le plan professionnel, Maendeleo Nzabonimpa Fidèle exerce comme enseignant d'université depuis 2015, contribuant à la formation des cadres dans les domaines de l'éducation, de l'administration scolaire et de la gestion des systèmes éducatifs. Il a auparavant travaillé comme Agent de bureau de première classe à l'Institut Supérieur Pédagogique de Matanda (2012–2015), expérience qui lui a permis d'acquérir une solide connaissance du fonctionnement administratif des institutions d'enseignement supérieur.

En 2018, il a également participé aux processus électoraux en tant qu observateur pour la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), renforçant ainsi son expérience en matière de gouvernance et de citoyenneté démocratique. Ses intérêts de recherche portent notamment sur la gestion des ressources humaines dans le système éducatif, les politiques publiques de l'éducation, la gratuité de l'enseignement de base en RDC, l'accès au crédit pour les PME du secteur éducatif, ainsi que sur les liens entre éducation et développement socio-économique.

À ce titre, il dispose de plusieurs articles scientifiques en cours de publication, abordant entre autres l'impact du recrutement des enseignants sur la réussite scolaire, les effets socio-économiques de la gratuité de l'enseignement de base, et la performance des PME éducatives à Goma.

Engagé dans le renforcement des capacités académiques, il a suivi plusieurs formations, notamment une formation sur l'arrimage au système LMD axée sur les nouvelles approches d'enseignement et d'évaluation (2022), ainsi qu'une formation accélérée en langue anglaise. Il maîtrise couramment le français, l'anglais, le kiswahili et le kinyarwanda, ce qui lui permet d'évoluer dans des environnements académiques et professionnels multilingues. À travers son parcours académique, professionnel et scientifique, Maendeleo Nzabonimpa Fidèle s'affirme comme un jeune chercheur engagé dans l'amélioration de la gouvernance et de la performance du système éducatif en République Démocratique du Congo, avec une vision tournée vers le développement durable et la qualité de l'éducation.

BIOGRAPHIE DU CO-AUTEUR (2)

Deogratias BYAMUNGU BATERA est un professionnel congolais né le 26 mai 1968 à Bukavu/Kavumu, originaire du territoire de Kabare, groupement Bugorhe, localité de Nyamakana/Bwimika. Il est de nationalité congolaise et a consacré sa carrière à l'enseignement, à la gestion financière et au développement académique. Il a effectué un parcours académique solide et progressif. Après son Diplôme d'État en section scientifique, option Chimie-Biologie (1989), il a poursuivi des études supérieures en sciences commerciales et en pédagogie. Il a obtenu successivement : le Graduat en Sciences Commerciales, option Expertise Comptable et Gestion Financière (1996, C.D.E.P/Sud-Kivu), la Licence en Sciences Commerciales et Financières, option Comptabilité (2008, ISC-Goma), une Licence Spéciale en Pédagogie et un DEA en Didactique des Sciences Commerciales (2021, Université Pédagogique Nationale), et enfin un Master en Sciences de Gestion, mention Gestion Financière (2025, Université Adventiste de Goma, UAGO).

Sa carrière professionnelle est marquée par une expérience significative dans l'enseignement supérieur et la gestion. Depuis 2014, il occupe le poste d'Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kalehe (ISP-Kalehe), après avoir été Assistant à l'Institut Supérieur de Techniques de Gestion des Entreprises et Administratives

de Goma (2017-2024). Il a également exercé comme comptable à EDI a.s.b.l (2005-2007) et comme enseignant à l'Institut Maendeleo à l'INERA Mulungu à Bukavu (1994-1999). Compétent en informatique, Deogratias maîtrise les outils Microsoft Word, Excel, SPSS, EViews ainsi que l'usage des outils Internet. Polyglotte, il parle et écrit parfaitement le français, l'anglais et le swahili, maîtrise le lingala et son dialecte local, le mashi. Parmi ses références professionnelles figurent le Professeur Habinamwisho Lusheke Jean-Paul (ISP-Kalehe), le Docteur Kabasele Dyckoba (ISP-Kalehe) et le Docteur Adolphe, coordonnateur du Master à l'UAGO. Deogratias BYAMUNGU BATERA se distingue par son engagement dans la formation académique, la pédagogie et la gestion financière, contribuant activement au renforcement des capacités des étudiants et à l'amélioration du système éducatif congolais.

RESUME

Ce travail porte sur l'accès au crédit et son impact sur la performance des PME en Ville de Goma. Il a pour objectif d'évaluer l'impact de l'accès au crédit extérieur sur la performance des PME dans la Ville de Goma en s'appuyant sur les données collectées à l'aide d'un questionnaire adressé aux PME évoluant dans la Ville de Goma. Après analyse des données, les résultats suivants ont été obtenus : L'accès au crédit par les PME reste un problème sérieux auquel elles sont confrontées. Néanmoins, l'étude montre qu'il existe une relation positive entre accès au crédit et croissance des MPE ; En ce qui concerne la croissance des firmes concernées, la majorité des PME a déclaré que l'accès au crédit conduit a entrainé une croissance des PME bénéficiaires du crédit ; En fin, les résultats montrent que l'accès au crédit favorise aussi la croissance économique.

76% les PME ont confirmé que la croissance et la performance s'observent positivement et qu'il y a eu évolution des affaires. Seuls 24% des PME ont indiqué le contraire. La théorie du Financement Hiérarchique, Théorie du Rationnement du Crédit explique l'Accès (les barrières), tandis que la Théorie du Cycle de Vie explique l'évolution de la Performance nous ont aidé.

Mots clés : Accès au crédit, Performance des PME

ABSTRACT

This work focuses on access to credit and its impact on the performance of SMEs in Goma Town. Its objective is to evaluate the impact of access to external credit on the performance of SMEs in Goma Town based on data collected using a questionnaire addressed to SMEs operating in the City. from Goma. After analyzing the data, the following results were obtained : Access to credit by SMEs remains a serious problem they face. Nevertheless, the study shows that there is a positive relationship between access to credit and growth of MSEs ; Regarding the growth of the firms concerned, the majority of SMEs declared that access to credit led to growth in SMEs receiving credit ; Finally, the results show that access to credit also promotes economic growth.

76% of SMEs confirmed that growth and performance are observed positively and that there has been business development. Only 24% of SMEs indicated the opposite. We used the Pecking Order Theory.

Keywords : Credit, Performance

I. INTRODUCTION

Les PME jouent un rôle important dans les pays en voie de développement. Elles contribuent à la création de la plupart d'emplois, de revenus et des recettes de l'Etat et d'exportation. Malgré ce rôle combien important, elles évoluent dans un environnement moins favorable par rapport aux PME des pays développés. L'un des problèmes majeurs auquel elles font face reste l'accès au crédit. Pourtant, l'accès au crédit est un des facteurs majeurs de performances de toute entreprise et particulièrement des PME (Harash et al., 2014).

Plusieurs études ont examiné l'impact de l'accès au crédit sur la performance des PME dans différents contextes géographiques. Dans une étude menée sur les pays africains, Hattou (**2016)** montre que les PME en Afrique subsaharienne connaissent un important retard qui enfreint au développement économique et social à cause de l'inaccessibilité au crédit. Dans une autre étude réalisée en Europe par Beck et Demurguc-Kunt (2006) démontre que l'accès au crédit exerce une influence positive sur la performance. Par conséquent, les entreprises n'ayant pas accès au crédit présentent une fébrilité et leur probabilité de faire faillite est beaucoup plus élevée.

En république démocratique du Congo, comme dans la plupart des pays en voie de développement, les PME sont de plus en plus nombreuses. Elles constituent l'essentiel de l'outil productif avec une forte contribution au PIB (environ 60%). Cependant, elles font face à plusieurs contraintes dont la plus importante est le manque des moyens financiers. Rares sont les PME qui ont accès au crédit. Par ailleurs, les conditions d'octroi de crédit sont moins favorables avec des taux d'intérêt souvent élevé qui découragent aussi certaines PME à

solliciter le crédit. L'objectif global de notre sujet sera donc d'évaluer l'impact de l'accès au crédit sur la performance des PME dans la ville de Goma. Il s'agit spécifiquement de : Évaluer l'impact de l'accès au crédit sur la croissance de la PME ; Mettre en évidence la relation entre accès au crédit et la performance des PME.

Cette étude voudrait analyser l'influence de l'accès au crédit sur la performance des petites et moyennes entreprises évoluant dans la ville de Goma. En effet, dans cette ville, les PME sont de plus en plus nombreuses et une forte dynamique entrepreneuriale y est observée. Elle soulève la question suivante : l'accès au crédit exerce-t-il une influence sur la performance des PME ? De cette question découle les questions spécifiques ci-après : l'accès au crédit favorise-t-elle la croissance de la PME ? ; L'accès au crédit détermine-elle sa performance ? Notre démarche est sous-tendue par les hypothèses reprises ci-dessous : L'accès au crédit favoriserait la croissance de la PME étant donné que les PME qui ont un accès facile et abordable au crédit connaissent une croissance plus rapide que celles qui ont un accès limité ou couteux ; L'accès au crédit exercerait une influence sur la performance des PME

II. ETUDE MONOGRAPHIQUE DE LA VILLE DE GOMA ET CONSTRUCTION DU CADRE METHODOLOGIQUE

2.1. Présentation de la Ville de Goma

La ville de Goma est construite sur une zone particulièrement riche et fertile ; au carrefour des échanges, mais très exposée aux risques volcaniques. La ville de Goma est située dans la vallée du rift occidental de fossé d'effondrement, généralement occupé par des lacs (Tanganyika, Kivu, Edouard et Albert) qui sont

dominés par les pôles granitiques RWENWORI et des formations volcaniques (Chaînes de Virunga).
La ville de Goma est située au Sud de l'Equateur à 1°41' de Latitude Sud et à 29°14' de Longitude Est.

Les limites géographiques de la ville de Goma sont :

- Au Nord : le territoire de NYIRAGONGO ;
- Au Sud : le lac Kivu ;
- A l'Est : la République rwandaise ;
- A l'ouest : le territoire de Masisi.

2.2. Choix de l'approche méthodologique

La méthodologie contient en son sein des techniques et des méthodes. La technique d'enquête par questionnaire est la bienvenue. Quant aux méthodes, l'approche quantitative est au rendez-vous. Pour atteindre les objectifs, nous avons collecté les données à l'aide d'un questionnaire conçu de manière rigoureuse nous permettant de recueillir les informations pertinentes. Les données collectées ont été traitées et analysées à l'aide du logiciel SPSS en recourant à une analyse statistique qui a permis de mettre en évidence les interrelations entre les variables d'intérêt.

Les Théories de Référence :

La Théorie du Rationnement du Crédit (Stiglitz et Weiss, 1981). C'est la théorie centrale pour expliquer pourquoi les banques refusent de prêter aux PME, même si celles-ci sont prêtes à payer des taux d'intérêt élevés. Le concept : À cause de l'asymétrie d'information (le banquier en sait moins sur le projet que l'entrepreneur), augmenter les taux d'intérêt risque d'attirer des projets trop risqués (*antisélection*) ou de pousser l'entrepreneur à prendre des risques excessifs (*aléa moral*). Conséquence : Les banques préfèrent limiter le volume de crédit plutôt que d'ajuster les prix (taux).

La Théorie de l'Agence (Jensen et Meckling, 1976). Elle analyse les conflits d'intérêts entre le "Principal" (la banque) et l' "Agent" (le dirigeant de la PME). Le concept : Le banquier craint que l'entrepreneur n'utilise les fonds à des fins personnelles ou pour des projets différents de ceux convenus. Conséquence : Cela génère des coûts d'agence (frais de surveillance, audit, garanties réelles) qui freinent l'accès au crédit.

La Théorie du Cycle de Vie Financier (Berger et Udell, 1998). Le concept : Les besoins et les sources de financement d'une entreprise changent selon son âge et sa taille. Les jeunes PME dépendent des fonds propres et du crédit commercial, tandis que les PME matures accèdent au crédit bancaire. Conséquence : À Goma, beaucoup de PME sont en phase de démarrage ou de survie, ce qui explique leur difficulté d'accès au secteur bancaire formel.

La Théorie du "Relationship Lending" (Prêt de Relation). Le concept : La banque accumule des informations "douces" (confiance, réputation, historique personnel) sur l'entrepreneur à travers une relation de long terme. Conséquence : Cette proximité réduit l'asymétrie d'information et améliore l'accès au crédit, souvent mieux que les simples analyses de bilans comptables.

La Théorie du Financement Hiérarchique (ou *Pecking Order Theory*), développée par Myers et Majluf (1984), est l'un des piliers pour comprendre comment les PME, particulièrement dans un contexte comme celui de Goma, choisissent leurs sources de financement. Contrairement à d'autres théories qui cherchent un "équilibre idéal" entre dettes et fonds propres, celle-ci postule que les entreprises suivent un ordre de préférence strict pour minimiser les coûts liés à l'asymétrie d'information.

Selon cette théorie, le dirigeant suit trois étapes chronologiques pour financer ses projets ou son exploitation : L'Autofinancement (Fonds internes) : C'est la source préférée. Elle ne coûte rien en frais de dossier, ne nécessite aucune garantie et ne dévoile aucune information stratégique aux concurrents ou aux banquiers. À Goma, cela se traduit par le réinvestissement des bénéfices de la journée ou du mois ; L'Endettement (Dette externe) : Si les fonds internes ne suffisent pas, l'entreprise se tourne vers la dette (crédit bancaire ou microfinance). Elle préfère d'abord la dette peu risquée (crédit court terme, découvert) avant de s'engager dans des emprunts lourds ; L'Augmentation de Capital (Émission d'actions) : C'est le dernier recours. Pour une PME de Goma, cela signifie faire entrer un nouvel associé. C'est l'option la moins aimée car elle entraîne une perte de contrôle et coûte cher en termes de partage des bénéfices futurs.

L'application de cette théorie au contexte des PME de Goma offre des explications puissantes sur leur comportement financier : Le poids de l'asymétrie d'information : À Goma, la comptabilité est souvent informelle. Le banquier ne peut pas vérifier la santé réelle de la PME. Cette incertitude rend le crédit externe très cher (taux élevés, garanties physiques exigées). La PME reste donc bloquée à l'étape 1 (autofinancement) par nécessité plus que par choix ; La peur de la perte de contrôle : Beaucoup de PME à Goma sont familiales. Faire entrer un investisseur extérieur (étape 3) est souvent perçu comme un risque de "vol" de l'idée ou de l'entreprise. La hiérarchie est donc respectée pour protéger l'indépendance du propriétaire ; Lien avec la Performance : Selon cette théorie, plus une entreprise est performante, moins elle a de dettes. Pourquoi ? Parce

qu'une PME qui dégage de bons bénéfices peut s'autofinancer totalement sans passer par la banque.

Pour notre travail, nous pouvons structurer notre réflexion ainsi : Variable Indépendante (Accès au crédit) : Montant obtenu, taux d'intérêt, délai d'obtention, garanties exigées ; Variable Dépendante (Performance) : Chiffre d'affaires, marge bénéficiaire, nombre d'emplois créés, extension des activités ;Variables Modératrices : Expérience du dirigeant, secteur d'activité (commerce vs production), climat politique.

La Théorie du Rationnement du Crédit explique l'Accès (les barrières), tandis que la Théorie du Cycle de Vie explique l'évolution de la Performance. La Théorie du Financement Hiérarchique développée par Myers et Majilut (1984) stipule que les entreprises suivent une hiérarchie précise dans le choix de leurs sources de financement afin de minimiser les coûts liés à l'asymétrie d'information.

2.3. Taille de l'échantillon

Tableau 1 : Catégories et critères d'entreprises selon le ministère de petites et moyennes entreprises (MINISTERE DES PMEA, 2009)

Catégories Critères	Micro entreprise (Très Petites Ese)	Petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise
Nombre d'employés	1 à 5	6 à 50	51 à 200	201 à plus
Chiffre d'affaires en $ us	1 à 10.000	10.001 à 50.000	50.001 à 400.000	400.001 et plus
Valeur des investissements en $us	1 à 10.000	10.001 à 150 000	150.001 à 350.000	350.001 et plus

Sources : Données de la charte des PMEA en RDC

Dans ce tableau, il ressort clairement que toute entreprise qui engage jusqu'à 200 travailleurs dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 400.000 USD se trouve bel et bien dans la catégorie de PME.

2.4. Les PME et l'accès au crédit

L'accès au crédit est la capacité d'une entreprise à obtenir les ressources financières dont elle a besoin pour ses activités. Ces ressources peuvent prendre la forme de prêts bancaires, de dettes obligataires, de capital-investissement, des subventions ou des fonds propres. L'accès au crédit est un facteur clé de succès pour toute entreprise.

Il permet aux entreprises de financer leur croissance, d'investir dans de nouveaux projets ou d'acquérir des concurrents.

L'accès au crédit peut être difficile pour certaines entreprises, notamment les PME, les entreprises en démarrage et les entreprises situées dans des pays pauvres. Ces entreprises peuvent rencontrer des difficultés à obtenir un financement auprès des institutions financières traditionnelles, car elles sont considérées comme plus risquées. Pour ce qui concerne les PME congolaises, elles sont souvent moins structurées, ce qui les éloigne de l'accès au crédit par les banques.

Il existe de nombreuses initiatives pour améliorer l'accès au crédit pour les entreprises. Ces initiatives sont menées par des gouvernements, des banques commerciales, des institutions financières internationales et des organisations non gouvernementales.

Il existe de nombreux types de financement disponibles pour les entreprises. Les principaux types de financement sont les suivants :

- Le crédit bancaire est le type de financement le plus courant pour les entreprises. Les banques accordent des prêts aux entreprises en fonction de leurs besoins et de leur capacité de remboursement.
- La dette obligataire est une autre forme de financement populaire pour les entreprises. Les entreprises émettent des obligations, qui sont des titres de créance qui sont vendus aux investisseurs.
- Le capital-investissement est un type de financement qui est fourni par des investisseurs privés.

- Les investisseurs en capital-investissement investissent dans des entreprises en échange d'une participation dans l'entreprise.
- Les fonds propres sont les ressources financières qui appartiennent à l'entreprise. Les entreprises peuvent lever des fonds propres en vendant des actions à des investisseurs.

Tableau 2 : Quelques corporations et associations patronales en Ville de Goma

N°	Dénomination	Sigle
1	Fédération des Entreprises du Congo	FEC
2	Fédération Nationale des Petites Entreprises du Congo	FENAPEC
3	Confédération des Petites et Moyennes Entreprises du Congo	COPEMECO
4	Association des Quincailleries de Goma	ASQUIGO
5	Association des Tenanciers des Pharmacies de Goma	ATEPHARGO
6	Association des Vendeurs des Vivres	ADEVEVI
7	Association des Transporteurs et Vendeurs des Produits Agricoles	ATVEPA
8	Union des Propriétaires et Vendeurs des Produits Agricoles	UPROVEPA
9	Association des Vendeurs des Ressources Forestiers	AVERFA

	et Agricoles	
10	Association des Boutiquiers de Goma	ASBGO
11	Association des Propriétaires des Kiosques	APK
12	Union des Vendeurs des Planches du Nord-Kivu	UVPLANOKI
13	Association des Boulangers	ASBOUL
14	Association des Menuisiers du Nord-Kivu	AMENOKI
15	Association des Fournisseurs des Légumes	AFVL
16	Association des Photographes de Goma	APHOTOGO
17	Association des Vendeurs d'Huile de palme	AVEHUPA
18	Association des Revendeurs Petits Pétroliers du Nord-Kivu	ARPPDINOKI
19	Association des Restaurants pour le Développement Intégral	AREDI
21	Association des Coiffeurs du Nord-Kivu	ACOINOKI
22	Association des Coiffeurs contre le SIDA	ACCOSI
23	Association des Chauffeurs du Congo	ACCO
24	Association des Conducteurs des Taxi Moto	COTAM
25	Collectif des Propriétaires des Taxis Moto	COPTAM

26	Association des Colporteurs de Goma	ACGO
27	Association des Propriétaires et Transporteurs Motocyclistes	APROMOTOSKI
28	Appui aux initiatives de base	APIBA
29	Association des Vendeurs des braises	AVB
30	Association des Vendeurs des Poissons salés	AVPS
31	Association des Mamans Commerçantes du Congo	AMACCO
32	Association des Menuisiers de Goma	AMEGO
33	Association des Cambistes du Nord-Kivu	ACANOKI
34	Solidaires des Artistes et Artisans du Nord-Kivu	SANOKI
35	Association des Amateurs du Lac Kivu	ASSALAKI
36	Association des Petits Hôteliers de Goma	APHG
37	Association des Pêcheurs et Vendeurs de Sambaza	AVEPESA
38	Association des Fournisseurs des Bois	AFOBO
39	Association des Vendeurs des Petites Planches du Nord-Kivu	AVEPPLANOKI
40	Association des Vendeurs des Pièces d'Occasion	AVPOM
41	Association des	AFPNOKI

	Exploitants et Fournisseurs des Planches du Nord-Kivu	
42	Communauté d'Ajusteurs et Soudeurs du Nord-Kivu	CASNOKI
43	Union des Tenanciers des Officines Pharmaceutiques de Goma	UTOPHARGO
44	Association des Garagistes Mécaniciens de Goma	ASGAMEGO

Source : Rapport annuel de la Mairie de Goma, 2022, p. 89

Commentaire : La liste des Associations patronales des PME-PMI dans la Ville de Goma quoique non exhaustive, celles la FEC et la FENAPEC ont fait l'objet de commentaire dans le rapport de la Mairie de Goma, pour l'exercice 2022.

Tableau 3 : Liste des Institutions Bancaires

N°	Dénomination	Adresse/Avenue	Observation
1	Trust Marchant Bank (TMB)	AV. VANNY BISHWEKA	ACTIVE
2	FINCA	AV. BENI	ACTIVE
3	SMICO	AV. VANNY BISHWEKA	ACTIVE
4	ECOBANK	AV. Bld KANYAMUHANGA	ACTIVE
5	BIAC	AV. BUTEMBO	ACTIVE
6	BIC = FBN	AV. BUTEMBO	ACTIV

			E
7	FIBANK	AV. Bld KANYAMUHANGA	ACTIVE
8	ACCESS BANK	AV. Bld KANYAMUHANGA	ACTIVE
9	RAW BANK	AV. KARIMBI	ACTIVE
10	CADECO	AV. TOURISTE	ACTIVE
11	AFRLAND FIRST BANK	AV. BENI	ACTIVE
12	PROCREDIT BANK	AV. BUTEMBO	ACTIVE
13	BCC	AV. BENI	ACTIVE
14	BCDC	AV. Bld KANYAMUHANGA	ACTIVE
15	STANDARD BANK	AV. LA CORNICHE	ACTIVE
16	BANK OF AFRCA (BOA)	AV. Bld KANYAMUHANGA	ACTIVE

Tableau 4 : Les COOPEC et les Institutions de Microfinances

N°	Dénomination	Adresse/Avenue	Observation
17	COOPEC SILOE	AV. WALIKALE/LES VOLCANS	ACTIVE
18	COOPEC IMARA	AV. WALIKALE/LES	EN FAILLI

		VOLCANS	TE
1	COOPEC	AV. BUTEMBO	ACTIV
9	BONNE		E
	MOISSON		
2	COOPEC	AV. BUTEMBO	ACTIV
0	AKIBA YETU		E
2	COOPEC	AV. DU PORT	EN
1	NYAWERA		FAILLI
			TE
2	COOPEC	AV. BENI	EN
2	MECRECO		FAILLI
			TE
2	COOPEC	AV. BUTEMBO	ACTIV
3	HEKIMA		E
2	COOPEC	AV. BENI	ACTIV
4	TUJENGE		E
	PAMOJA		
2	COOPEC	AV. DU	EN
5	COODEFI	COMMERCE	FAILLI
			TE
2	COOPEC LA	AV. DU	ACTIV
6	SEMENCE	COMMERCE	E
2	COOPEC	AV. ROUTE	ACTIV
7	UMOJA	SAKE	E
2	COOPEC	AV. ROUTE	ACTIV
8	TUMAINI	SAKE	E

2.2.1.1. Population d'étude

Cette étude s'intéresse aux PME évoluant dans la ville de Goma. C'est donc l'ensemble des PME qui constitue notre population d'étude. La PME considérée est définie comme une unité économique dont la propriété revient à une ou plusieurs personnes physiques ou morales et qui présentent des caractéristiques suivantes : Nombre d'emplois

permanents de 1 à 200 personnes ; Chiffre d'affaires hors taxes compris entre 1 et 400 milles USD ; Tenue d'une comptabilité selon le système comptable en vigueur en RDC ; Valeur des investissements mise en place pour les activités de l'entreprise inférieure ou égale à 350 milles USD ; Mode de gestion concentré ou ouvert à la décentralisation. Malgré tous les détails et précisions que nous apporte cette dernière définition, il est reproché une faiblisse à celle-ci : l'utilisation d'une monnaie étrangère (Dollar Américain) dans le texte définissant les PME en RDC. Définition retenue par rapport à notre étude.

2.5. Taille de l'échantillon

Selon G. DE LANDSHEERE, échantillonner c'est « choisir un nombre limité d'individus, d'objets ou d'événements dont l'observation permet de tirer des conclusions applicables à la population entière à l'intérieur de laquelle le choix a été fait ». (DE LANDSHEERE, 1982) En d'autres termes, ajoutent L. FESTINGER et D. KATZ, « le choix nous permet de tirer des conclusions qui semblent valables pour l'ensemble d'une population d'après les informations recueillies sur un seul échantillon de cette population ». (FESTINGER et D. KATZ, 1974) Pour déterminer l'échantillon de notre étude, nous avons recouru à l'échantillonnage aléatoire. Nous avons ainsi interrogé 100 PME de la ville de Goma évoluant dans différents secteurs d'activité.

2.6. Analyse des données

Les données ont été traitées à l'aide du logiciel SPSS (Statistical Package for Social Sciences). L'analyse en composante principale a été mise en contribution afin de mettre en lumière la relation entre l'accès au crédit et la performance des petites et moyennes entreprises.

2.7. Les variables

2.7.1. Variables dépendantes

La variable dépendante, c'est-à-dire expliqué, est la performance des PME ainsi que la croissance de celles-ci.

2.7.2. Variables indépendantes

La variable d'intérêt c'est l'accès au crédit. Il est mesuré par le fait d'avoir accédé ou non au crédit.

2.8. Collecte de données

La distribution du questionnaire a été faite par nous-même. Nous avons travaillé nous-même avec 100 Petites et Moyennes Entreprises (PME). La collecte de données a duré 35 jours. Après la collecte des informations, l'étude doit consister à procéder par l'analyse des données à travers les tableaux, les commentaires et les méthodes appropriées. La descente sur terrain a commencé vers le mois d'octobre 2023.

2.9. Pertinence et fiabilité de l'étude

Notre travail révèle un caractère pertinent étant donné que l'accès au crédit et la performance d'une entreprise constituent les éléments très capitaux dans un projet d'investissement le plus rentable selon les investisseurs. En ce qui concerne la fiabilité de cette étude, il convient de signaler que le travail renferme des résultats fiables et donc dignes de considération d'abord parce que les données ont été récoltées auprès d'un échantillon représentatif et d'autre part du fait que le traitement de ces données a suivi les normes scientifiques établies et enfin l'analyse s'est faite avec des méthodes appropriées.

2.10. Considération éthique

En ce qui concerne la considération éthique, la présente étude s'avère d'une importance très capitale du fait qu'elle traite sur des éléments qui peuvent améliorer les conditions de vie des ménages surtout ceux qui sont impliqués dans l'investissement en PME à la seule condition de respecter les conseils, les remarques et suggestions émis dans celui-ci.

2.11. Choix de la stratégie de vérification des instruments de collecte des données

Notre étude est du type domaine des finances, en ce sens qu'elle veut palper sur la réalité se rapportant sur l'accès au crédit et performances des PME sous étude. Notre étude permettra aux lecteurs de se rendre compte des facteurs liés à l'importance d'accéder au crédit. Elle permet aux responsables des PME ainsi qu'à la population de prendre connaissance du problème de manque des moyens financiers et d'améliorer les conditions de vie socio-économiques pour le bien-être des PME et autres organisations. Pour une meilleure réalisation de notre recherche, nous avons fait recours aux méthodes ci-haut citées. L'enquête menée auprès des coopératives avait comme objectifs de : Recueillir les différentes opinions des enquêtés en rapport avec notre sujet de recherche ; d'évaluer l'impact de l'accès au crédit sur la performance des PME dans la ville de Goma ; Évaluer l'impact de l'accès au crédit sur la croissance de la PME ; Mettre en évidence la relation entre accès au crédit et la performance des PME.

2.12. Description du déroulement de la collecte des données

La science est faite pour la société. Ainsi donc, un sujet de recherche est pertinent lorsqu'il traite un problème ressenti par la population.

Le choix de ce sujet est pertinent, car l'application des normes financières en termes d'accéder au crédit s'avère d'une importance capitale étant donné que notre Pays, la République Démocratique du Congo fait partie des pays qui ont beaucoup d'institutions financières. La non-maîtrise de ce paramètre par les dirigeants des PME sous étude conduit le secteur à des tensions qui mettent en péril le développement socio-économique tant souhaité. Ainsi, ce sujet répond à un intérêt dans la mesure où il nous permet d'étudier la gestion financière des PME et relever les effets visibles sur la vie socio-économique des PME dans le contexte permettant de savoir s'il est important de contracter le crédit.

Notre étude est pertinente en ce sens qu'elle réunit toutes les données possibles par rapport au financement et à la performance des PME ; c'est-à-dire notre sujet est vrai et intéressant car il traite sur ce qui existe dans la vie courante au sein des PME et d'actualités. Nous avons distribué des questionnaires d'enquête dont 100 protocoles ont été récupérés accompagnés d'une interview pour certains enquêtés. Pour contrôler la déperdition, nous avons distribué au-delà de 100. La collecte des données a été faite, généralement à partir de l'administration d'un questionnaire écrit auprès de nos enquêtés, ainsi qu'un sondage effectué auprès des responsables des PME ou leurs représentants. A ce sujet, signalons que l'enquête a commencé en octobre 2023. Tous les enquêtés ont été fidèles en répondant objectivement aux questions qui leur ont été posées.

2.13. Description du plan d'analyse des données

L'étude étant fiable, nous avons recueilli une information sûre, exacte, vérifiable mais aussi qui respecte le canevas de notre recherche et nous avons utilisé des méthodes d'analyse appropriées. Nous avons recueilli des données sûres auprès de nos enquêtés dans le respect des normes scientifiques. Après traitement, les résultats obtenus auprès de l'échantillon sont extrapolés à la population étudiée. Pour assurer la fiabilité de cette extrapolation, nous avons sélectionné un échantillon représentatif. En plus, nous pensons aussi avoir contribué sur le plan scientifique du fait que le travail sera mis à la portée de tout le monde pour servir comme un bagage intellectuel, dans les différentes recherches. La présente étude s'avère d'une importance capitale du fait qu'elle traite sur des éléments qui peuvent améliorer les conditions de vie socio-économique des PME surtout en rapport avec le financement et la performance des PME. Il s'agit d'un travail qui a trait au bien-être des PME et autres organisations. La présente étude fournit aux étudiants camarades une conduite appropriée en matière des facteurs liés à l'accès au crédit et la performance des PME.

III. RESULTATS DE L'ANALYSE

Ce chapitre est consacré à la présentation des résultats obtenus. Les données sont d'abord décrites, ensuite les résultats font l'objet de présentation.

3.1. Présentation des données

Dans ce point, les données de l'étude sont d'abord présentées pour leur meilleure compréhension. Il suivra un commentaire général avent de présenter les résultats de l'étude. Pour rappel, il s'agit des données relatives aux PME ayant fait l'objet d'enquête.

3.1.1. Caractéristiques des PME

En ce qui concerne les caractéristiques des PME concernées par l'enquête, nous commençons par décrire le secteur d'activité, la durée d'existence et d'exercice des activités des entités concernées.

Tableau 5. Répartition des PME en fonction de l'ancienneté (durée d'existence)

Ancienneté de la PME	Effectifs	Pourcentage
Moins d'1 an	12	12,0
1-5 ans	25	25,0
6-10 ans	38	38,0
11-18 ans	19	19,0
Plus de 18	6	6,0
Total	**100**	**100,0**

Source : Calcul des auteurs

La lecture de ce tableau montre que 38% des PME ont une durée d'existence variant entre 6 et 10 ans, tandis que 25% d'entre elles ont une durée de vie comprise entre 1 et 5 ans. On note par ailleurs que depuis 19% des PME ont une durée d'existence variant entre 11 et 18 ans. On constate que les PME ayant moins d'un an d'existence atteignent 12% de notre échantillon.

Tableau 6 : Répartition des PME selon qu'elles sont du secteur formel ou informel

Secteur institutionnel	Effectifs	Pourcentage
Formel	87	87,0
Informel	13	13,0
Total	**100**	**100,0**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

On peut facilement remarquer que 87% des PME évoluent dans le secteur formel contre 13% qui se retrouvent dans le secteur informel. Cela serait dû au fait qu'une forte compagne ces derniers années a été menée en RDC pour inciter les PME à intégrer le secteur formel avec notamment la présence du guichet unique pour la création des entreprises. Ceci étant, le fait d'être dans le formel peut avoir un effet positif sur l'accès au crédit. En effet, le critère retenu pour juger de la formalité ou non du PME était l'enregistrement au RCCM. De ce fait, les 87% des PME indiqué comme étant dans le secteur formel répondaient à ce critère.

Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon le critère Secteur d'activité

Secteur d'activité	Effectifs	Pourcentage
Primaire	30	30,0
Secondaire	18	18,0
Tertiaire	52	52,0
Total	**100**	**100,0**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

En ce qui concerne le secteur d'activité, nous constatons que 30% des entreprises concernées sont du secteur primaire, 18% du secteur secondaire et 52%, soit la majorité, du secteur tertiaire. En ce qui concerne leur taille, le tableau 13 renseigne ce qui suit :

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon le critère Taille de l'entreprise ou nombre de travailleurs

Taille de l'entreprise ou nombre de travailleurs	Effectifs	Pourcentage
1-5 Travailleurs	42	42,0
6-10 Travailleurs	13	13,0

11-15 Travailleurs	6	6,0
16-20 Travailleurs	13	13,0
Plus de 20 Travailleurs	26	26,0
Total	**100**	**100,0**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

Rappelons que selon le fond de promotion de l'industrie une PME est toute entreprise dont le nombre des employés varie entre 1 et 200 personnes. Cette définition inclus donc les TPE dans la catégorie des PME. A ce titre, nous constatons que même une entreprise dont le capital est détenu par un congolais et ayant moins de 201 employés se place automatiquement dans la catégorie des PME. Ainsi, peut-on remarqué que 42% des PME ont moins de 6 employés, 13% ont entre 6 et 10 et 26% ont plus de 20 employés. Il est vrai que cette configuration semble se rapprocher de la configuration générale observé dans les entreprises à Goma qui sont essentiellement familiale.

Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'instruction du dirigeant

Niveau d'étude	**Effectifs**	**Pourcentage**
Sans niveau	13	13,0
Primaire	6	6,0
Diplôme d'Etat	18	18,0
Supérieur et Universitaire	50	50,0
Formation professionnelle	13	13,0
Total	**100**	**100,0**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

50% de nos répondants ont un niveau d'études supérieur et universitaire, 18% diplômés d'Etat, 13% formation professionnelle, 13% sans niveau d'études et 6% niveau d'études primaires.

Tableau 10 Niveau d'étude des répondants et leur fonction

Fonction de l'enquêté :	Niveau d'étude de l'enquêté					Total
	Sans niveau	Niveau primaire	Diplôme	Supérieur	Formation	
Entrepreneur (Propriétaire)	7	6	6	13	0	**32**
Gérant	0	0	12	6	7	**25**
Comptable/Caissier (ère)/	0	0	0	31	0	**31**
Employé	6	0	0	0	6	**12**
Total	**13**	**6**	**18**	**50**	**13**	**100**

Source : Nos analyses avec le Logiciel SPSS

Parmi les personnes ayant répondu, 32 étaient propriétaires, 25 était gérants, 31 des comptables et 12 des employés. Parmi les 32 propriétaires, 40,6%, soit 13 personnes sur 32 ont un niveau d'étude supérieur, 18,75M ont un diplôme d'Etat et 18,75 un niveau d'étude primaire. Les autres, soit 21,88% n'ont aucun niveau d'étude. S'agissant des Gérant, 25personnes ont déclarés êtres gérant de la PME. Sur les 25 personnes ayant ce statut, 12 (48%) 6 (24%) et 7(28%) ont respectivement un diplôme d'Etat, niveau supérieur et une formation professionnelle respectivement. ET pour ce qui concerne les comptables, tous les 31 ont un niveau d'étude supérieur.

En fin en ce qui concerne les employés, sur les 12 répondants, six sont sans aucun niveau et les six autres un niveau de formation professionnelle.

Dans l'ensemble, la configuration du niveau d'étude des répondants se décline dans le tableau 16 présenté ci-dessus qui montre que 50% ont un niveau supérieur, 18% un diplôme d'Etat, 13% sans niveau et 13% avec une formation professionnelle. Le reste, soit 6% ont un niveau d'étude primaire.

Tableau 11 : Répartition des PME selon le critère Capital de l'entreprise

Ancienneté dans l'exercice de l'activité	Effectifs	Pourcentage
Moins de 10 000$	44	44,0
10 000$-50 000$	19	19,0
51 000$-100 000$	19	19,0
101 000$-et plus	18	18
Total	**100**	**100**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

De ce tableau on remarque que 44% des PME ont moins de 10 000USD de capitale, 19% ont un capital variant entre 10 000 et 50000USD, 19% ont entre 51000 et 10000USD et 18% ont plus de 101000USD de capital. Pour ce qui concerne le chiffre d'affaires, le tableau N° 12 présente la répartition des PME selon le critère du chiffre d'affaires.

Tableau 12 : Répartition des PME selon le critère du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires	Effectif	%
Moins de 10 000$	44	44,0
10 001 à 50 000$	18	18,0
51 000 à 100 000$	13	13,0
101 000 à 300 000$	12	12,0
Plus de 300 000$	13	13,0
Total	**100**	**100**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

Selon le chiffre d'affaire, nous remarquons que 44% des PME enquêtées ont un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à 10 000USD, 18 % voient leur chiffre d'affaires varier entre 10001 et 50000USD et 12% entre 101000 et 300000USD. Seul 13% des MPE réalisent un chiffre d'affaires de plus de 300000USD par an.

Dans cette section, on vient de passer en revue les caractéristiques des PME enquêtés. Ces éléments pourront être mis en contribution pour analyser le lien entre accès au crédit et performance des PME enquêtés. C'est l'objet de la section suivante.

3.2. Accès au crédit et performance des PME dans la ville de Goma

Pour analyser l'accès au crédit par les PME et l'impact de celui-ci sur la croissance et la performance des PME, nous avons voulu savoir lesquels des PME ont un compte bancaire car pour accéder au financement bancaire, le premier préalable c'est d'avoir un compte bancaire. Les réponses à cette question ont montré ce qui suit.

Tableau 13 : Existence d'un compte bancaire

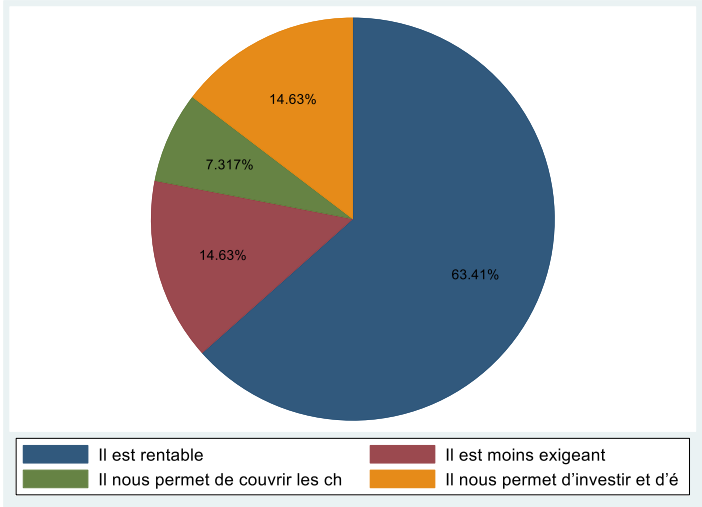
Occurrence	Effectifs	Pourcentage
Oui	82	82,0
Non	18	18,0
Total	**100**	**100,0**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

Sur les 100 entreprises considérées, il ressort que 82% ont un compte bancaire compte seulement 30% qui n'en ont pas. Ceci étant, seuls 18 entreprises peuvent demande un crédit à la banque. Les reste n'étant pas éligible à cause de l'absence d'un compte bancaire. Elles ne sont donc pas clients d'une quelconque banque. Dans la suite, seules les 18PME ayant un compte seront prises en compte dans nos analyses.

Pour les entreprises ayant un compte bancaire, celles-ci estiment ayant investis dans leurs secteurs d'acitivté pour diverses raisons reprises dans le graphique suivant :

Graphique N° 1 Motivation de l'investissement



Pour 61% ; c'est parce que l'activité est rentable, pour 14,65% c'est par ce qu'elle permet de générer des fonds supplémentaires à réinvestir et pour 1463% c'est par ce qu'il y a moins d'exigence dans le secteur d'activité.

Les 82 entreprises ayant un compte bancaire ont déclaré avoir déjà sollicité un crédit bancaire.

Tableau 14 : Montant sollicité

Montant sollicité	Effectif	%
Moins de 10 000$	26	31,71
10 000$-50 000$	25	30,49
51 000$-100 000$	6	7,32
101 000$-200 000$	6	7,32
201 000$-300 000$	6	7,32
Plus de 300 000$	13	15,85
Total	**82**	**100**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

De ce tableau, on constate que 31,71% des PME enquêtés ont sollicité un crédit de moins de 10 000USD, 3 à 49% des PME un crédit variant entre 10 000USD et 50 000USD et 15,86% ont sollicité un crédit de plus de 300USD. Pour ce qui concerne le crédit, les IMF, Coopec et banques ont été sollicité.

Les effets du crédit pour les PME interrogées s'est traduit par l'augmentation des transactions lesquelles ont eu des effets dur la croissance du chiffre d'affaires de la plupart d'entreprises concernées par l'étude. En effet, le tableau suivant met au claire l'influence de l'accès au crédit sur la croissance des activités des PME.

Tableau 15 : Institution sollicitée pour le crédit

Si oui, dans quel type d'institution ?	Effectifs	Pourcentage
Banque	33	40,24
IMF	18	21,95
COOPEC	31	37,80
Total	**82**	**100,0**

Source : Nos enquêtes sur terrain, Octobre 2025

A partir de ce tableau, on constate que 40% des PME ayant sollicité le crédit l'on fait auprès de banques, 21,95% auprès des ILMF et 37,8% auprès des COOPEC. Parmi les entreprises ayant reçu demandé du crédit, 63 sur les 82 ont reçu le crédit tandis que 19 soit 23,17% n'en ont pas reçu. On note ici que parmi celles ayant demandé le crédit, il y a seulement 76,83% des PME qui ont eu accès au crédit

Tableau 16 : Effet de l'accès au crédit sur la croissance des PME

		Accès au crédit		
		Non	**Oui**	**Total**
Effet du crédit	**Positif**	57	19	**76**
	%	90,5	51,35	**76**
	Négatif	6	18	**24**
	%	9,52	48,65	**24**
	Total	**63**	**37**	**100**

Pearson Chi2(1)=19,56, Pr=0,000

Ce tableau vérifie la relation entre l'accès au crédit et la croissance des PME à partir des déclarations des PME. Avec les résultats obtenus, un Chi carré de 19,56 avec une probabilité lui associée de 0,000 indique qu'il existe une relation entre l'accès au crédit et la croissance des entreprises ayant bénéficié du crédit. Le crédit a donc un effet positif sur la croissance des entreprises et qu'il convient de favoriser l'accès à ces dernier si on veut que les PME expérimentent une croissance de leurs activités.

Pour ce qui concerne l'effet du crédit sur la performances des PME, apprécier à partir de la réalisation d'un résultat positif les cinq dernières années, le tableau ci-dessous permet de tirer certaines conclusions.

Tableau 17 : Effet de l'accès au crédit sur la performance

Résultat positif	**Remis ?**		**Total**
	Oui	**Non**	
Oui	57	31	88
	90.48	83.78	88.00
Non	6	6	12
	9.52	16.22	12.00
Total	**63**	**37**	**100**

	100.00	**100.00**	100.00
Pearson chi2(1) = 0.9887	**Pr = 0.320**		

Source : Nos analyses avec le Logiciel SPSS

Pour ce qui concerne la relation entre l'accès au crédit et la performance appréciée par la réalisation des crédits, on constate que la relation n'est pas statistiquement significative. Le crédit ne permet donc pas d'améliorer la performance des PME.

3.3. Interprétation des données

Pour l'interprétation des résultats, nous avons considéré les données du terrain analysées dans les différents tableaux ainsi que notre point de vue et avons confirmé la première hypothèse en nous référant au tableau n° 16 et infirmée la deuxième hypothèse en considérant les résultats du tableau n° 17.

3.4. Discussion des résultats

Nous avons fait référence aux données du terrain, à notre point de vue en tant que chercheur ou auteur du travail en les confrontant avec les différentes théories des auteurs tels Pearson et autres cités dans les analyses ainsi qu'aux résultats des travaux de nos prédécesseurs afin de donner la position des hypothèses. D'une manière générale, la première hypothèse a été confirmée et la deuxième infirmée.

Pour confirmer la première hypothèse selon laquelle l'accès au crédit favoriserait la croissance de la PME étant donné que les PME qui ont un accès facile et abordable au crédit connaissent une croissance plus rapide que celles qui ont un accès limité ou couteux, nous nous sommes appuyée aux données du tableau n° 16. Ce dernier a vérifié la relation entre l'accès au crédit et la croissance des PME à partir des déclarations des PME. Avec les résultats obtenus, un Chi carré de 19,56 avec une probabilité lui associée de 0,000 a indiqué qu'il

existe une relation entre l'accès au crédit et la croissance des entreprises ayant bénéficié du crédit. Le crédit a donc un effet positif sur la croissance des entreprises et qu'il convient de favoriser l'accès à ces derniers si on veut que les PME expérimentent une croissance de leurs activités. L'auteur qui nous a appuyé c'est Pearson.

Concernant l'hypothèse selon laquelle : l'accès au crédit exercerait une influence sur la performance des PME, celle-ci a été infirmée par les données du tableau n° 17. Pour ce qui concerne la relation entre l'accès au crédit et la performance appréciée par la réalisation des crédits, on a constaté que la relation n'est pas statistiquement significative. Le crédit ne permet donc pas d'améliorer la performance des PME. Cette discussion s'appuit sur la théorie du Financement Hiérarchique, la Théorie du Rationnement du Crédit explique l'Accès (les barrières) et la Théorie du Cycle de Vie explique l'évolution de la Performance nous ont aidé.

Conclusion et Recommandations

Ce travail scientifique intitulé : «Accès au crédit et performance des PME en Ville de Goma ». L'étude a soulevé la question principale suivante : *l'accès au crédit exerce-t-il une influence sur la performance des PME ?* De cette question découle les questions spécifiques ci-après : *l'accès au crédit favorise-t-elle la croissance de la PME ? L'accès au crédit détermine-elle sa performance* ?

En réponse aux questions de la problématique, nous avons émis les hypothèses suivantes : L'accès au crédit favoriserait la croissance de la PME étant donné que les PME qui ont un accès facile et abordable au crédit connaissent une croissance plus rapide que celles qui ont un accès limité ou couteux ; L'accès au crédit exercerait une influence sur la performance des PME.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons collecté les données à l'aide d'un questionnaire (voir annexe) auprès des PME sur la période allant du mois d'octobre en décembre 2025. Les données collectées ont été traitées et analysées à l'aide du logiciel SPSS en recourant à une analyse statistique qui a permis de mettre en évidence les interrelation antre les variables d'intérêt. Nous avons ainsi interrogé 100 PME de la ville de Goma évoluant dans différents secteurs d'activité. Après la présentation des données, l'analyse, l'interprétation et la discussion des résultats, nous avons abouti aux résultats ci-après :

Pour confirmer l'hypothèse selon laquelle l'accès au crédit favoriserait la croissance de la PME étant donné que les PME qui ont un accès facile et abordable au crédit connaissent une croissance plus rapide que celles qui ont un accès limité ou couteux, nous nous sommes appuyée aux données du tableau n° 16. Ce dernier a vérifié la relation entre l'accès au crédit et la croissance des PME à partir des déclarations des PME. Avec les résultats obtenus, un Chi carré de 19,56 avec une probabilité lui associée de 0,000 a indiqué qu'il existe une relation entre l'accès au crédit et la croissance des entreprises ayant bénéficié du crédit.

Le crédit a donc un effet positif sur la croissance des entreprises et qu'il convient de favoriser l'accès à ces derniers si on veut que les PME expérimentent une croissance de leurs activités. L'auteur qui nous a appuyé c'est Pearson. Concernant l'hypothèse selon laquelle : l'accès au crédit exercerait une influence sur la performance des PME, celle-ci a été infirmée par les données du tableau n° 17.

Pour ce qui concerne la relation entre l'accès au crédit et la performance appréciée par la réalisation des crédits, on a constaté que la relation n'est pas statistiquement significative. Le crédit ne permet donc pas d'améliorer la performance des PME. Tenant compte de ces résultats, nous suggérons aux responsables des PME d'utiliser le crédit sollicité rationnellement afin que ce dernier puisse avoir les effets positifs sur la performance de leurs PME. Nous nous sommes appuiyé sur la la théorie du Financement Hiérarchique, la Théorie du Rationnement du Crédit explique l'Accès (les barrières) et la Théorie du Cycle de Vie explique l'évolution de la Performance nous ont aidé. Nous ne prétendons pas avoir épuisé tous les aspects du thème. Ayant ouvert les horizons pour d'autres chercheurs, nous leur demandons de nous compléter.

Références bibliographiques

Ouvrages

ABRAHAM G. et CAIRE G, *Dictionnaire d'économie*, 2eme éd. Dalloz, Paris, 2002

AGLIETTA M., (1991), *Epargne, innovation financière et croissance* in revue d'économie financière n° 17.

ALELO MBOTATO Micheline, L'analyse des déterminants de l'accès aux microcrédits par les micro-entrepreneurs du marché central de la ville de Kananga, Université Notre-Dame De Kasayi, *Mémoire inédit,* Juillet 2020

ANSOFF H.I, *Stratégie du développement de l'entreprise*, éd. D'organisation, Paris, 1998.

Armand DAYAN, *Manuel de gestion,* Vol1, 2ème éd. Ellipse/AUF, 2004, P.816

Ayyagari, M., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2017). "SME Finance". *World Bank Policy Research Working Paper*. (Étude globale incluant les pays en développement).

BAGARD A. (2013), *Le financement des PME innovantes dans une économie mondialisée ou comment financer aujourd'hui notre avenir*, General finance, p14-15

Bekolo-Ebe, B. (2001). *Le financement des PME en Afrique : Contraintes et perspectives*. Éditions l'Harmattan.

Berger, A. N., & Udell, G. F. (1998). "The economics of small business finance: The roles of private equity and debt markets in the financial growth cycle". *Journal of Banking & Finance*. (Pour la théorie du cycle de vie financier).

BERNIER et SIMON, *Initiation à la Macroéconomie*, 8ème éd. Dunod, Paris, 2001,p 114

Christian et Mireille ZAMBOTO, *Gestion financière, finance d'entreprise,* 6è éd. Dunod, Paris, 2004, P. 114

DORSELAER J., *Méthodologie pour réaliser un travail de fin d'études*, Bruxelles : CRID., 1985.

Elie COHEN, *Dictionnaire de gestion*, éd. La découverte, Paris, 1997, P.299

ETOGO NYAGA, Y.P. « Accès au créditet performance des PME au Cameroun », *Revue "Repères et Perspectives Economiques"* [En ligne], Vol. 4, N° 1 / 1er semestre 2020, mis en ligne le 01 janvier 2020

Fernand VINCENT, (1994), *Financer autrement les associations et ONG de développement du tiers monde*, Ed IRED Genève.

FESTINGER L. et KATZ D., *Méthodes de recherche dans les sciences sociales*, T 2. Paris : PUF., 1974.

G. Abraham et G Caire, *Dictionnaire d'économie*, 2eme éd. Dalloz, Paris, 2002, P236

GENEREUX Jacques, *Economie politique,* édition n° 01, France, 2007

GILLIS M. et all, *Economie de développement,* De Boeck, Bruxelles, 1990, p.319

GRAVEL, *Guide méthodologique de la recherche,* édition Dalloz, Paris, 1986.
GRAWITZ, M. *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2001.
GUITTON H., (1968), *Economie politique*, Dalloz, Tome 1, 7è édition, Paris.
Héritier M'BEKEMOJA, *le secteur informel à Goma,* Espace de Recherche pour Economistes Workingpaper, 2012
Horst Gruner, Chargé d'affaires de l'ambassade de l'Allemagne en RDC, en marge du Forum sur l'accès au créditdes Micro, Petites et Moyennes entreprises ; réunissant à Kinshasa Banquiers et opérateurs économiques, le Vendredi 29 Juin 2012
INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION, World Bank Group (2013), *Accès au créditen Afrique Subsaharienne*, p11
Jacques GENEREUX, *Economie politique,* édition n° 01, France, 2007, P. 44
Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). "Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure". *Journal of Financial Economics*. (Pour la théorie de l'agence).
KFW - Ambassade d'Allemagne à Kinshasa (Juin 2011), *Les difficultés des institutions financières de la RDC d'accorder du crédit aux Micro, Petites et Moyennes Entreprises,* Kinshasa, p15, 17
KINTAMBU MAFUKU E. G. (2008), *facteurs de transition : de la micro entreprise à l'entreprise capitaliste moderne*, Cadseria, Kinshasa, p.3
LEFILLEUR J. (2008), *Comment améliorer l'accès au créditpour les PME subsaharienne,* Ed. Deboeck Supérieur, p153-174.
MANKIW G., *Macroéconomie*, 3ème, De Boeck, Paris, 2003, p.102

Mbatshi, K. (2012). "Le financement des petites et moyennes entreprises en République Démocratique du Congo : Problèmes et perspectives". *Revue Congolaise de Gestion*.
MINISTERE DES PMEA (2009), *Charte des Petites et Moyennes Entreprises et artisanat en République Démocratique du Congo,* Kinshasa, p5
Moussa, B. (2016). "Déterminants de l'accès au crédit bancaire pour les PME en Afrique subsaharienne". *Journal of African Business*.
MUTOMBO D. (2014), *Emission International du Lundi 30 Juin 2014 sur* Radio France International
Myers, S. C., & Majluf, N. S. (1984). "Corporate financing and investment decisions when firms have information that investors do not have". *Journal of Financial Economics*. (Pour la théorie du financement hiérarchique / Pecking Order).
N. POPIOLEK,*Guide du choix de l'investissement,* éd. D'organisation, Paris,2006.PP.2-3
Nations Unies, *le développement économique, « Penser le rôle de l'investissement étranger direct », in développement économique en Afrique, département d'économie de développement*, New York, 2005, P.16
Pierre RAMAGE, *Analyse et diagnostic financier,* éd. D'Organisation, Paris, 2001, P.101
REMOND-GOUILLOUD M. *Du droit de détruire : essai sur le droit de l'environnement*, PUF, Paris, 1989.
Robert HOUDAYER, *Evaluation financière des projets, ingénierie de projets et décision d'investissement,* 3ème éd., Ecomica, Paris 2008, P. 14
STALET, cité par Victor WENDO (2012), *Entrepreneuriat et PME*, Notes de cours inédits, FSEG, UNIGOM
Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). "Credit rationing in markets with imperfect information". *The American*

Economic Review. (L'article fondateur sur le rationnement du crédit).

Articles et Rapports

Article de Madame Dury Sandrine, Lapenu Cécile. Évolution du système financier rural à Java -Indonésie-. In: Économie rurale. N°227, 1995. pp. 34-43; doi : https://doi.org/10.3406/ecoru.1995.4732 https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1995_num_227_1_4732

Article de Messieurs Graham A.N. Wright et Leonard Mutesasira, «L'épargne des pauvres et ses risques relatifs». Janvier 2001 (pour la version originale), Traduction française octobre 2003

Banque Centrale du Congo (BCC) (2023). *Rapport Annuel 2022-2023*. Kinshasa, RDC.

Banque Mondiale (2020). *Enquêtes auprès des entreprises (Enterprise Surveys) : République Démocratique du Congo*.

Banque Mondiale (2023). *Mise à jour économique de la RDC : Accroître l'inclusion financière pour soutenir la croissance*. Washington, D.C.

Fédération des Entreprises du Congo (FEC) – Direction Provinciale du Nord-Kivu (2023). *Rapport d'activité annuel : État des lieux du climat des affaires à Goma et ses environs*. Goma.

Fonds Monétaire International (FMI) (2024). *République Démocratique du Congo : Sixième revue sous l'accord au titre de la facilité élargie de crédit*. Rapport de pays n° 24/210. Washington, D.C.

HAFASHIMANA NZABONIMPA NZOMBA Emmanuel, *Regard sur les conditions de vie socio-économiques des Exploitants Miniers Artisanaux au Nord-Kivu*, publié dans INTERNATIONAL JOURNAL OF INNOVATION AND SCIENTIFIC RESEARCH, Vol. 30 N. 2 May 2017

HAFASHIMANA NZABONIMPA NZOMBA Emmanuel, *Rôle de l'éducation de la femme : Arbitrage entre emploi-fécondité à Goma,* publié dans INTERNATIONAL JOURNAL OF INNOVATION AND SCIENTIFIC RESEARCH, Vol. 27 N. 2 November 2016

Ministère des PME de la RDC (2022). *Annuaire statistique des Petites et Moyennes Entreprises*. Kinshasa.

Autres travaux

Ahou Claude natacha Beli, la mesofinance et l'accès des pme au financement bancaire: cas de la BICICI, Facultés Universitaires Privées d'Abidjan, *inédit,* 2013

ALIOU ADAMOU Bello, l'optimisation de l'accès au créditcourt terme et de la gestion du compte courant au sein des PME au Cameroun, KEDGE BUSINESS SCHOOL-France, *inédit,* 2015

MPAYIMANA MASHENGO Emmanuel, Question sur la rentabilité dans le secteur informel : Cas des cafeterias au niveau du Quartier Ndosho, Université Librre du Kivu (U.L.KI), inédit, 2018

MUHEMEDI LUSE Lucie, l'analyse de la rentabilité dans le secteur de la bijouterie dans la Ville de Goma, inédit, ISC-Goma, 2012-2013

MWAJUMA LWANWA, Rentabilité dans le secteur informel, Cas des salons de coiffure dans le Commune de Goma, inédit, ISC/Goma, 2013-2014

NDOMBI Elvis, La problématique d'accès au créditdes PME dans la ville de Kikwit : Â« cas des restaurants de 2008-2010, Université de Kikwit, *inédit,* 2011

NZAYISENGA MINANE Jean Claude, l'étude de la rentabilité des micro-entreprises dans la Ville de Goma et son impact sur lé développement socio-économique de la population : cas des boutiques du Quartier Ndosho, enquête menée en 2017, inédit, UHTGL-Goma, 2017

TSHIKAMA MUSORONGI Wassy, Accès au créditpar les micros, petites et moyennes entreprises à Goma, Université de Goma, *inédit,* 2014

Webographie

Dictionnaire français-anglaisDictionnaire français-espagnolDictionnaire français-allemandDictionnaire français-italienDictionnaire français-arabeDictionnaire français-chinois, consulté, le 26 mars 2025 » à 12h00
https://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse, consulté le 22 février 2025 à 13h00
https://fr.wikipedia.org/wiki/Analyse, consulté le 22 février 2025 à 13h00
*https://fr.wikipedia.org/wiki/**Variable_(mathématiques**, consulté le 25 mars 2025 à 13h00*
www.google.com, consulté le 25 mars 2025 à 12h30'
www.google.com, consulté, le 26 mars 2025 à 12h30'
www.google.com.définitions-marketing.com/défin,..., consulté le 29 mars 2025 à 17h°°
www.google.com.wikipedia, Consulté le 23 mars 2025 à 12h°°
www.google.com.wikipedia, Consulté le 23 mars 2025 à 12h°°

Par HAFASHIMANA NZABONIMPA NZOMBA Emmanuel
MAENDELEO NZABONIMPA Fidèle
BYAMUNGU BATERA Deogratias

XXVII. ETUDE SUR LES CONTRAINTES LIEES A LA NON SCOLARISATION DES ENFANTS DANS LA VILLE DE GOMA : CAS DU QUARTIER KASIKA DE 2011 à 2015

Par :
Par : **Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU**[244]
MUNIHIRE LUBUTO Denis[245]

Biographie de l'auteur

Le Professeur–Docteur Louis AKILIMALI Kahumbugu Chiririmbo est un expert congolais de haut niveau en planification stratégique, gestion des projets, leadership institutionnel, développement communautaire et stabilisation post-conflit, disposant de plus de 15 années d'expérience professionnelle en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs. Titulaire d'un PhD en Planification et Gestion des Projets ainsi que d'un PhD en Administration et Leadership, il s'est distingué par une carrière marquée par des responsabilités stratégiques au sein d'institutions publiques, d'organisations internationales, d'universités et d'organisations de la société civile. Depuis

[244] *Professeur des Universités et Secrétaire Général de l'Université des Martyrs du Congo,*

[245] *Assistant à l'Université des Martyrs du Congo, à l'Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Goma ISPT-GOMA*

mars 2025, il est Représentant et Porte-parole du nouveau chef d'établissement et des professeurs déplacés du Nord et du Sud-Kivu à Kinshasa. Il occupe également, depuis août 2023, la fonction de Secrétaire Général Académique de l'Université des Martyrs du Congo (UNIM), où il contribue activement à la gouvernance académique, à la réforme institutionnelle et au développement de partenariats stratégiques. Le Professeur–Docteur AKILIMALI est aussi Responsable des Projets et Partenariats du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRC-S) pour le Nord-Kivu, fonction qu'il exerce depuis septembre 2022. À ce titre, il a également été Consultant indépendant dans le cadre de la conception et de l'élaboration de la Stratégie Nationale du P-DDRC-S entre août 2018 et mai 2021, apportant une expertise décisive dans les processus de stabilisation, de relèvement communautaire et de consolidation de la paix.

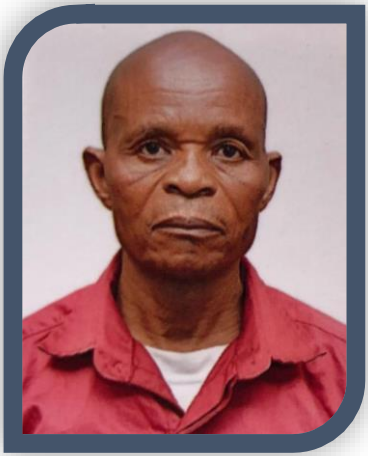
Par le passé, il a assumé plusieurs fonctions de leadership régional et international, notamment : Représentant des Congolais en Ouganda et Président du Conseil des Sages, élu démocratiquement (2018–2020) ; Directeur Pays de Christian Union for Refugees Care en Ouganda (2018–2020) ; Planificateur diocésain de l'Église Anglicane, Diocèse de Goma (2016–2017) ; Consultant en planification des projets pour Restoration and Hope for Refugees (REHORE) en Ouganda (2013–2015) ; Directeur des Programmes de SAVE ACTs MINE en RDC (2013–2015).

Sur le plan académique, il est enseignant d'universités depuis 2012, et a exercé comme expert facilitateur des structures d'appui entre septembre 2021 et septembre 2022, contribuant au renforcement institutionnel et à l'accompagnement stratégique de plusieurs organisations. Expertise et apports professionnels : Le Professeur–Docteur Louis AKILIMALI dispose d'une expertise multidisciplinaire reconnue, notamment en : Gestion et planification de projets (urgence, développement et stabilisation); Analyse de faisabilité technique et économique; Gestion intégrée des risques (environnementaux, humains, sociaux, financiers et institutionnels) ;

Développement stratégique et planification à long terme; Planification financière et optimisation des ressources; Formation, renforcement des capacités et transfert de compétences; Développement durable et responsabilité sociale; Relations communautaires et gouvernance participative. Grâce à cette expertise, il a contribué de manière significative à l'amélioration de la performance institutionnelle, à la réduction des risques opérationnels, à la promotion des pratiques durables et à la maximisation de l'impact socio-économique de nombreuses institutions, tant au niveau national que régional.

Biographie du co-auteur

Monsieur ***Denis MUNIHIRE LUBUTO****, originaire de la province du Nord-Kivu, est un enseignant congolais expérimenté, engagé depuis plusieurs décennies dans le domaine de l'éducation, de la formation académique et de la gestion scolaire et universitaire en République Démocratique du Congo. Marié à Madame LUANDA NDOOLE Mariam, il est fils de Malekani Lubuto et de Lumoo Lubungo. Il exerce la profession d'enseignant avec le grade d'Assistant, mettant au service des institutions éducatives son expertise pédagogique, administrative et académique.*



Sur le plan académique, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO poursuit actuellement un Master (Masterant) à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma (ISDR-GL), option Environnement (2023-2024). Il est titulaire d'une Licence en Gestion et Administration du Personnel obtenue à l'Institut Supérieur de Pêche de Goma (2016). Il détient également un Diplôme de Graduat en Gestion du Personnel délivré par l'Université Ouverte (CIDEP) Nord-Kivu en 2001. Sa formation de base comprend un Diplôme d'État obtenu à l'Institut Tuungane de Goma, ainsi qu'un certificat de fin d'études primaires obtenu à l'EP Machumbi.

En complément de sa formation académique, il a suivi plusieurs formations professionnelles, notamment sur le système LMD (Licence-Master-Doctorat) axées sur l'enseignement, l'évaluation et les méthodes pédagogiques innovantes.

Il a également été formé en micro-informatique, ainsi qu'en conduite automobile professionnelle, ce qui témoigne de son profil polyvalent. Son parcours professionnel est riche et diversifié. Il a exercé comme Assistant à l'Université des Martyrs RDC (2023-2024), Directeur des Services Académiques à l'ISPé-Goma (2018-2022), Assistant à l'ISPé-Goma (2016-2022), et appariteur à l'ISDR-Goma (2014-2015). Dans le secteur scolaire, il a occupé les fonctions de directeur d'écoles primaires, notamment à l'École Communautaire du Lac et à l'École Enricassin, et a enseigné dans plusieurs établissements en RDC et au Rwanda, notamment à Kigali.

Par ailleurs, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO est Président Provincial de l'ANAPECO Nord-Kivu I depuis 2023, une responsabilité qui reflète son engagement dans la structuration et la défense du secteur éducatif. Sur le plan linguistique, il s'exprime couramment en français et en swahili, avec des notions de base en anglais. Homme d'expérience, de rigueur et de dévouement, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO continue de servir l'éducation congolaise avec professionnalisme, intégrité et sens du devoir.

0. INTRODUCTION

Aujourd'hui, l'éducation reste encore un droit inaccessible pour des millions d'enfants dans le monde. Plus de 72 millions d'enfants en âge de suivre l'école » primaire ne sont pas scolarisés et plus de 759 millions d'adultes sont analphabètes et n'ont pas les connaissances nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs enfants. Si beaucoup d'enfants n'ont toujours pas accès à l'éducation c'est notamment e raison des inégalités et des marginalisations qui persistenTant dans les pays en développement que dans les pays développés, des enfants n'ont pas l'accès à l'enseignement de base, en raison de d'inégalités fondées sur le sexe, la santé, et l'identité culturelle (origine ethnique, la langue, la religion). Ces enfants se retrouvent alors en marge du système éducatif et ne bénéficient pas de l'apprentissage essentiel à leur développement intellectuel et social.

D'autres facteurs liés à la pauvreté, tels que le chômage, la maladie et l'analphabétisme des parents et les guerres récurrentes multiplient les risques de non scolarisation ou de déscolarisation d'un enfant. En effet, beaucoup d'enfants issus de milieux défavorisés sont obligés d'abandonner l'école pour travailler et subvenir aux besoins de leur famille, ou en raison de problèmes de santé liés à la malnutrition. Le système éducatif congolais a fortement souffert de 20 années de conflit qu'a connu la RDC. La non scolarisation des enfants dans le quartier Kasika, Commune de Karisimbi ; ville de Goma est à l'origine des conséquences néfastes notamment :

- Ces derniers n'étant pas à l'école, deviennent la source d'insécurité pendant le jour et la nuit ;
- Ils deviennent des enfants dans la rue qui se donnent à l'alcoolisme, banditisme mains armées qui est la source des morts, viols dans le quartier Kasika ;
- Des grossesses précoces causées par le vagabondage sexuel sont devenues monnaie courante, voilà pourquoi il y a la présence des victimes du VIH/SIDA ;
- Des problèmes multiples avec désespoir de ces enfants qui sont devenus une bombe de retardement dans le quartier (Ce sont les enfants des riches qui étudient) ;
- La démission de l'Etat à sa mission est à la base de la non scolarisation des enfants dans le quartier KASIKA. Il est alors impérieux que l'Etat arrive à abolir les frais de scolarité et réduire la participation des familles qui mènent une vie de précarité ;

  Bref, les difficultés économiques des familles (couts directs et indirects de l'école) contribuent à l'abandon massif de l'école et aux mariages précoces des filles en particulier. Plusieurs types d'intervention peuvent être mise e place pour combattre l'abandon scolaire. Plus un enfant reste hors de l'école, plus il est difficile d'échapper aux multiples comportements vitaux.

En vérifiant l'histoire du quartier Kasika avant et après l'indépendance de notre pays, nous avons remarqué que l'éducation comme droit pour toute personne et loin d'être une réalité dans le quartier

Kasika car les enfants qui sont à l'école sont moins nombreux que ceux qui sont dans la rue ou ils font l'oisiveté. Cela est dû à l'impossibilité financières des parents et la pauvreté qui handicapent le parcourt ainsi que la démission de l'Etat de notre pays. Voilà les conséquences se multiplient du jour au jour :

- Le vagabondage sexuel sans peur malgré la présence des IST, VIH/SIDA ;
- Le mariage précoce car les enfants n'étudient pas jusqu'à 6ème année secondaire ;

Cependant pour y arriver, nous avons posé les questions ci-après :

- Le chômage serait-il la cause du non-scolarisation des enfants dans le quartier Kasika ?
- La démission de l'Etat à sa mission peut-elle être à la base de la non-scolarisation de plupart des enfants dans le quartier Kasika ?
- La pauvreté des parents ne du quartier Kasika n serait-elle pas de la non-scolarisation de la plupart de leurs enfants ?
- Un programme de promouvoir l'éducation pour tous peut-il être une solution à ce problème ?

Pour répondre à ces questions, nous avons émis les hypothèses ci-après :

- Le chômage des parents du quartier Kasika est à la base de la non-scolarisation des enfants de ce quartier ;
- La démission de l'Etat vis-à-vis de ses obligations est à la base de la non-scolarisation des enfants dans le quartier Kasika ;

- L'ignorance des parents est aussi une des causes de la non scolarisation des enfants dans le quartier Kasika ;

I. PRESENTATION DU QUARTIER KASIKA

Géographiquement, le quartier Kasika est délimité

- Au Nord par le Quartier Majengo ;
- Au Sud par la route Goma-Sake ;
- A l'Est par le Quartier Mabanga Nord ;
- A l'Ouest par Quartier Katoyi ;
- Au Sud par le Camp militaire Katindo

II. METHODOLOGIE

2.1. Méthodes

La méthode est un ensemble d'opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, le démontre et le vérifie.
(Pinto et GRAWITZ, 1971).

Nous nous sommes servis des méthodes ci-après :

- **Méthode analytique** : Grâce à elle, nous avons analysé les problèmes liés à l'accès à l'éducation. Cette méthode nous a permis également d'analyser avec objectivité quantitativement et qualitativement toutes les données recueillies par écrit et oralement.

- **Méthode descriptive** : Elle nous a servi à collecter systématiquement et analyser les données en vue de répondre aux questions suivantes :
  Quelle est la nature du problème ?
  Qui est concerné ?

Quelles sont les conséquences de ce problème ?
Comment se comportent ceux qui sont affectés par le problème ?
Que pensent-ils et que savent-ils du problème ?

- **Méthode statistique** : Elle nous permit de dégager les moyennes de fréquences, les variances, les proportions qui sont les synthèses et interprétées à partir de différents tableaux. En plus, elle nous a permis de présenter les résultats de nos recherches sous forme des tableaux et des schémas. Ainsi elle donne aux lecteurs une vision synthétique du travail de recherche.

2.2. Technique

- ✓ **L'interview** : par cet outil, nous avons tenu un dialogue avec nos enquêtés et avons récolté les opinions des uns et des autres,
- ✓ **La documentation** : par cette technique, nous avons pu exploiter les travaux de fin cycle, les mémoires, notes des cours, les ouvrages, l'internet ainsi que d'autres supports ayant trait à notre sujet de recherche,
- ✓ **Le questionnaire** : avec cet outil, nous avons introduit des questions écrites à des personnes à enquêter pour qu'ils apportent des réponses. A d'autres qui avaient un problème de lecture ou d'écriture, nous avons e à lire pour l'enquêté et nous avions eu à compléter sa réponse.

- ✓ **L'observation** : le choix même du présent sujet qui n'est pas un fruit du hasard est d'abord parti de l'observation qui nous a été voilé dans plusieurs jours.

III. ANALYSE DES RESULTATS D'ENQUETE

Dans cette section, nous allons présenter les résultats de nos enquêtes par rapport aux questions qui ont été soumises à nos enquêtés.

Tableau N° 1 : depuis combien d'années la première école a-t-elle été implantée dans votre milieu ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Depuis 16 ans	39	39
Depuis 11 ans	30	30
Depuis 10 ans	16	16
Depuis 5 ans	15	15
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes 2016

Commentaire : 39% de nos enquêtés disent que la première école a été implantée dans leur milieu il y a ans.

Tableau N° 2 : combien d'écoles avez-vous dans votre contrée ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
5 écoles	38	38
8 écoles	28	28
15 écoles	15	15
20 écoles	19	19
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes 2016

Commentaire : ce tableau nous montre que 38% de nos enquêtés disent que leur contrée il y a 5 écoles.

Tableau N° 3 : quel est votre pont de vue sur la fréquentation des écoles dans votre juridiction ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Faible	82	82
Moyenne	18	18
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes 2016

Commentaire : ce tableau montre que 82% de nos enquêtés que le taux de fréquentation est faible par contre 18% disent que la fréquentation est moyenne.

Tableau N° 4 : pourquoi le faible taux de scolarisation des enfants en âge scolaire?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Irresponsabilité des parents	18	18
La pauvreté des parents	70	70
L'ignorance des parents	12	12
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes 2016

Commentaire : ce tableau montre que 70% de nos enquêtés savent que le faible taux de scolarisation est dû à la pauvreté.

Tableau N°5 : Que préconisez-vous pour amener le maximum possible des enfants à l'école ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Sanctions aux parents réfracteurs	10	10
Sensibilisateur sur l'importation de l'école	30	30
Gratuité de l'école primaire	60	60
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes 2016

Commentaire : 30% de nos enquêtés disent qu'il faut une sensibilisation intense sur l'importance de l'école,

tandis que 60% préconisent la gratuité de l'école primaire.

Tableau N°6 : Tenez-vous souvent des réunions avec les parents en vue de les dissuader d'amener les enfants à l'école ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Oui	83	83
Non	17	17
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : Le tableau ci haut nous montre que 83% de nos enquêtés disent que les autorités administratives tiennent des réunions avec les parents en vue de les sensibiliser, tandis que 17% refusent.

Tableau N°7 : Quelles sont les causes de faiblesse des effectifs ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Faibles revenus des parents	75	75
Ignorance des parents	5	5
Renvoi massif des enfants	16	16
Mariages précoces	14	14
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : A la question de savoir les causes de la faiblesse des effectifs, les enquêtés ont fait savoir ce qui suit : 75% ont dit que ce sont les faibles revenus des parents, 16% disent que c'est le renvoi massif des enfants et 14% disent que ce sont les mariages précoces.

Tableau N°8 : Quel est le taux de déperdition ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
70%	67	67
60%	2	2
50%	13	13
40%	6	6
30%	12	12
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : Il ressort de ce tableau que 67% de nos enquêtés disent que le taux de déperdition est 70%, tandis que 13% de nos enquêtés disent que le taux est de 50%.

Tableau N°9 : existe-t-il un mécanisme de récupération ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Oui	41	41
Non	59	59
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : 50% de nos enquêtés disent qu'il n'existe pas un mécanisme de récupération des enfants dans le quartier Kasika.

Tableau N°10 : êtes-vous allés à l'école ?

Réponse	Effectif	Pourcentage
Oui	85	85
Non	15	15
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : 85% de nos enquêtés disent qu'ils sont allés à l'école, tandis que 15% disent non. Cela montre que le taux d'analphabétisme.

Tableau N°11 : Vos enfants sont-ils scolarisés ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Oui	76	76
Non	24	24
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : 76% de nos enquêtés disent que les enfants n'étudient pas, tandis que 24% disent oui. Ce résultat montre que le taux d'analphabétisme est très élevé.

Tableau N°12 : pourquoi ne sont-ils pas scolarisés ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Impossibilité financière des parents	60	60
Echecs scolaires	2	2
Négligence	4	4
Chômage des parents	10	10
Absence de la gratuité de l'enseignement	6	6
Pauvreté des parents	18	18
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : 60% de nos enquêtés ont avoué que c'est pour raison d'impossibilité financière des parents, 10% ont dit c'est le chômage des parents, 18% disent que c'est la pauvreté des parents et 6% disent que c'est l'absence de la gratuité..

Tableau N°13 : connaissez-vous l'importance de l'école ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Oui	90	90
Non	10	10
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : 90% de nos enquêtés connaissent l'importance de l'école, , tandis que 10% ne la connaissent pas.

Tableau N°14 : que font les enfants après l'abandon des études ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
La carbonisation dans le parc	7	7
Mariage précoce	27	27
Extraction de sable dans les carrières	3	3
Deviennent des enfants de la rue	63	63
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : Au vu de ce tableau, nos enquêtés ont fait savoir ce qui suit :

- 63% disent ces derniers deviennent des enfants de la rue ;
- 7% disent qu'ils font la carbonisation dans le parc ;
- 27% parlent des mariages précoces ;
- 3% disent qu'ils font l'extraction de sable dans les carrières.

Tableau N°15: existe-t-il un mécanisme de récupération ?

Réponse	**Effectif**	**Pourcentage**
Promouvoir l'éducation gratuite		
Appuyer l'initiative de création d'un centre d'alphabétisation		
La création d'un centre de récupération scolaire(CRS)		
Total	**100**	**100**

Source : nos enquêtes avril 2016

Commentaire : 60% de nos enquêtés ont avoué que c'est pour raison d'impossibilité financière des parents, 10% ont dit c'est le chômage des parents, 18% disent que c'est la pauvreté des parents et 6% disent que c'est l'absence de la gratuité.

IV. INTERPRETATION DES RESULTATS

Après analyse des données trouvées sur terrain, nous référant aux questions de la problématique et hypothèses du travail, nous avons constaté ce qui suit : s'agissant de la question de connaitre si les parents du quartier Kasika ont compris la pertinence de non scolarisation des enfants l'hypothèse est confirmée car

- 15% des parents n'ont pas été à l'école ;
- 85 % des parents ont été à l'école ;
- 39% de nos enquêtés confirment que la première école a été implantée dans cette contrée depuis 16 ans.

Parlant aussi de la fréquentation des écoles, 82% ont confirmé que la fréquentation est faible. Toutes fois notre première hypothèse a été confirmée car pour la question de connaitre les causes de la non scolarisation de tous les enfants en âge scolaire :

- 10% ont confirmé que c'est le chômage des parents qui est qui est à la base de cette dernière.

S'agissant de connaitre l'existence d'un mécanisme de récupération de ces enfants dans le quartier Kasika ou d'un centre d'alphabétisation dans cette contrée :

- 90% de nos enquêté disent qu'il n'existe pas un mécanisme de récupération des enfants dans le quartier Kasika.

Notre première hypothèse est confirmée.

Compte tenu de ces affirmations, ce n'est pas seulement à cause du chômage que les parents ne scolarisent pas leurs enfants mais cela contribue à l'impossibilité financière des parents.

Notre deuxième hypothèse est infirmée car 6% seulement parlent de l'absence de la gratuité de l'école primaire.

La troisième hypothèse est aussi infirmée car 5% de nos enquêtés parlent seulement de l'ignorance des parents.

La quatrième hypothèse est confirmée car la question de connaitre pourquoi les parents ne scolarisent pas leurs enfants à l'école, 60% de nos enquêtes parlent de l'impossibilité financière et 75% parlent de faibles revenues des parents.

Eu égard à ces résultats obtenus le long de notre enquête, personne ne peut controverser la nécessité d'établir un programme d'appui à l'éducation des enfants au sein des ménages dans le quartier Kasika.

V. CONCLUSION

Au terme de nos recherches, sur le sujet intitulé : **ETUDE SUR LES CONTRAINTES LIEES A LA NON-SCOLARISATION DES ENFANTS DANS LA VILLE DE GOMA : CAS DU QUARTIER KASIKA DE 2011 à 2015**, nous avons constaté que l'éducation est un moyen indispensable est un droit toute personne. Il a été constaté que la non-scolarisation des enfants règne dans le quartier Kasika.

En vérifiant l'histoire du quartier Kasika avant et après l'indépendance de notre pays, nous avons remarqué que l'éducation comme droit pour toute personne et loin d'être une réalité dans le quartier Kasika car les enfants qui sont à l'école sont moins nombreux que ceux qui sont dans la rue ou ils font

l'oisiveté. Cela est dû à l'impossibilité financières des parents et la pauvreté qui handicap le parcourt ainsi que la démission de l'Etat de notre pays. Voilà les conséquences se multiplient du jour au jour :

- Le vagabondage sexuel sans peur malgré la présence des IST, VIH/SIDA ;
- Le mariage précoce car les enfants n'étudient pas jusqu'à 6ème secondaire ;

Cependant pour y arriver, nous avons posé les questions ci-après :

- Le chômage serait-il la cause du non-scolarisation des enfants dans le quartier Kasika ?
- La démission de l'Etat à sa mission peut-il être à la base de la non-scolarisation de plupart des enfants dans le quartier Kasika ?
- La pauvreté des parents ne du Kasika n serait-elle pas de la nnon-scolarisationde la plupart de leurs enfants ?
- Un programme de promouvoir l'éducation pour tous peut-il être une solution à ce problème ?

Pour répondre à ces questions, nous avons émis les hypothèses ci-après :

- Le chômage des parents du quartier Kasika est à la base de la non scolarisation des enfants de ce quartier ;
- La démission de l'Etat vis-à-vis de ses obligations est à la base de la non scolarisation des enfants dans le quartier Kasika ;
- L'ignorance des parents est aussi une des causes de la non scolarisation des enfants dans le quartier Kasika ;

- La pauvreté des parents du quartier Kasika est à la base de la non scolarisation des enfants de ce quartier ;

Pour confirmer ces hypothèses, plusieurs méthodes ont été utilisées dans travail, à savoir :

- **Méthode analytique** : Grâce à elle, nous avons analysé les problèmes liés à l'accès à l'éducation. Cette méthode nous a permis également d'analyser avec objectivité quantitativement et qualitativement toutes les données recueillies par écrit et oralement.

- **Méthode descriptive** : Elle nous a servi à collecter systématiquement et analyser les données en vue de répondre aux questions suivantes :
  Quelle est la nature du problème ?
  Qui est concerné ?
  Quelles sont les conséquences de ce problème ?
  Comment se comportent ceux qui sont affectés par le problème ?
  Que pensent-ils et que savent-ils du problème ?

- **Méthode statistique** : Elle nous permit de dégager les moyennes de fréquences, les variances, les proportions qui sont les synthèses et interprétées à partir de différents tableaux. En plus, elle nous a permis de présenter les résultats de nos recherches sous forme des tableaux et des schémas. Ainsi elle donne aux lecteurs une vision synthétique du travail de recherche.

Ces méthodes ont été appuyées par les techniques ci-après :

- ✓ **L'interview** : par cet outil, nous avons tenu un dialogue avec nos enquêtés et

avons récolté les opinions des uns et des autres,

- ✓ **La documentation :** par cette technique, nous avons pu exploiter les travaux de fin cycle, les mémoires, notes des cours, les ouvrages, l'internet ainsi que d'autres supports ayant trait à notre sujet de recherche,
- ✓ **Le questionnaire** : avec cet outil, nous avons introduit des questions écrites à des personnes à enquêter pour qu'ils apportent des réponses. A d'autres qui avaient un problème de lecture ou d'écriture, nous avons e à lire pour l'enquêté et nous avions eu à compléter sa réponse.
- ✓ **L'observation** : le choix même du présent sujet qui n'est pas un fruit du hasard est d'abord parti de l'observation qui nous a été voilé dans plusieurs jours.

A l'issue de nos enquêtés, nous avons constaté que sur 32 249 enfants de Kasika,7 103 seulement t à l'école soit 22% et 25 146 soit 78% font l'oisiveté dans la rue.

Nous estimons que la cause primordiale, c'est la pauvreté des parents qui mettent l'accent sur l'éducation des garçons au détriment des filles. Mais aussi, ce sont les enfants des riches qui étudient au détriment des enfants issus des familles pauvres. Ainsi la faible scolarisation des enfants met dans la société des personnes irresponsables sans jugement pour conclure que ces enfants constituent une bombe e retardement.

Tenant compte de ces résultats, nous avons proposé un programme d'appui et de renforcement de l'éducation des enfants dans le quartier Kasika qui aura comme mission d'atteindre la finalité de former un citoyen congolais utile à lui-même et à la société. Les problèmes de la population du quartier Kasika sont comparables à un éléphant mort qui ne peut pas être soulevé par une seule personne. Nous ne prétendons pas avoir apporté une solution à tous ces problèmes mais nous espérons avoir apporté une pierre à l'éducation des enfants pour la reconstruction de notre Province en particulier et notre pays en général. La porte est grandement ouverte pour d'autres chercheurs d'approfondir ce sujet qui n'a pas été épuisé car plusieurs autres aspects de la vie n'ont pas été abordés tout au long de ce travail.

BIBLIOGRAPHIE

1. OUVRAGES

- LUKUBAMA MAYUNGU Daniel : Le développement de compétences psychosociales en milieu scolaire, Kin, 2004 ;
- GRAWITZ Madeleine : Méthodes des sciences sociale, Paris, Dalloz, 2001 ;
- UCHELLI R : Le gestionnaire d'enquête psychosociale, PUF, Paris, 1991 ;
- Montaigne : Evolution et instruction, point manuel de pédagogie appliquée, éd. 5, vauntracin, Paris, 1992 ;
- MAGABE MWENE N.K. Jean Charles et alliés : connaitre pour enseigner notes de pédagogie générale, éd. CERUKI, ISP BUKAVU, 1997 ;
- CAROL-BECLARY : Situations des filles dans le monde, l'éducation et le développement, New York ;

- SCALLET Simone : La promotion de la femme universelle, Revue pédagogique, République du Zaïre, 1987, N° 16 ;
- Dictionnaire universel.

2. TRAVAUX DE FIN DE CYCLE OU MEMOIRES

- MURENZI SEKAGORI Jean Bosco : Problématique de la scolarisation de filles dans le groupement Muvunyi-Kibabi, ISDR/GL,Goma, 2005-2006 ;
- HANGI NYANDWI Jean Claude : Impact de l'extraction du sable sur la gestion de l'environnement dans le quartier Lac Vert et Mugunga ;
- BIREO BAISOGA Berger : La contribution de l'église dans la réduction du phénomène enfants de la rue dans la ville de Goma, UNOUVGO/NORD-KIVU, 2008-2009 ;
- CHUMA MUULWA Jules : Analyse des contraintes liées à la non scolarisation des enfants au sein de ménages dans le quartier Kasika.

3. COURS

- BITANGI MUKOMBE René : cours d'initiation à la recherche scientifique, Cours inédit, UNOUVGO, G2 DECO (IRS) ;
- KASUKU Jean Pierre : Cours de la planification régionale, G2, UO/Campus de Goma ;
- Dr. MUTARUNGA BIN LUBULA Floribert : Cours de recherche –Action, L1 GAP/ISDR Goma, 2012-2013 ;
- MUDERWA VEVE : Elaboration et suivi de projets, G2 DECO /GAP

4. RAPPORTS

- Rapport UNESCO/UNICEF, 1998 ;
- UNICEF : La situation des enfants dans le monde, 1994, 1998 ;
- Rapport du quartier Kasika 2015 ;
- UNICEF, Faits et chiffres 1998, New York, 1998.

Par : **Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU**
MUNIHIRE LUBUTO Denis

XXVIII. LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE A GOMA : CAUSES ET STRATEGIES DE REMEDIATION

Par JOSEPH RIRWANABOSE TULIKUNKIKO RIGOBERT

----------***----------

BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR

Joseph RIRWANABOSE TULIKUNKIKO

Enseignant – Inspecteur de l'Enseignement – Spécialiste en planification et gestion du système éducatif , un professionnel de l'éducation congolais, né le 12 mars 1978 à Bitonga, dans le territoire de Masisi, province du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo. Marié et de nationalité congolaise, il réside actuellement à Goma où il exerce des responsabilités pédagogiques, administratives et d'inspection dans le secteur éducatif.

Titulaire d'un Master en Planification et Gestion du Système Éducatif obtenu à l'Université Adventiste de Goma (UAGO), il est également détenteur d'une Licence en pédagogie, orientation Administration et inspection scolaires, ainsi que d'un Graduat en Sciences de l'Éducation, délivrés par la même institution.

Son parcours académique est solidement ancré dans les sciences de l'éducation et la gouvernance scolaire, complété par une formation initiale en pédagogie générale. Joseph Rirwanabose cumule plus de deux décennies d'expérience dans l'enseignement et l'encadrement pédagogique. Il a exercé comme enseignant dans plusieurs établissements secondaires, notamment à l'Institut Bitonga (Masisi) et à l'Institut Sayuni (Goma). Depuis 2010, il est Inspecteur de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) au sein de l'Inspection Principale Provinciale Nord-Kivu 1 à Goma, où il contribue à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, au suivi pédagogique et à l'accompagnement des établissements scolaire . Parallèlement à ses fonctions d'inspection, il est assistant permanent à l'Institut Supérieur Pédagogique de Jomba (Rutshuru) depuis 2010 et assistant du second mandat à l'Université Progressiste du Grand-Lac (UPROGL) à Goma de 2013 à 2024. Ces responsabilités témoignent de son engagement dans la formation des enseignants et des cadres éducatifs. Il a bénéficié de plusieurs formations continues, notamment sur l'approche par compétences et l'approche par compétences enrichie par les situations, renforçant ainsi son expertise en innovations pédagogiques et en réforme curriculaire. Maîtrisant le français et le kiswahili, avec une bonne connaissance de l'anglais, Joseph Rirwanabose Tulikunkiko se distingue par son engagement constant en faveur du renforcement du système éducatif congolais, de la qualité de l'enseignement et de la professionnalisation du personnel éducatif.

RÉSUMÉ

Cet article a pour objectif d'identifier les causes, les formes et les conséquences de la violence en milieu scolaire dans la ville de Goma, tout en proposant des

stratégies de remédiation. L'étude s'appuie sur une enquête menée auprès de 245 acteurs (enseignants, élèves et parents) issus de 49 établissements primaires et secondaires. Les données collectées révèlent une réalité préoccupante : malgré l'interdiction légale, 100% des élèves interrogés ont déjà subi des châtiments corporels. Les résultats démontrent que le recours à la violence (fouet, agenouillement, gifles) est principalement dû à une insuffisance de formation des enseignants en matière de droits de l'enfant et de méthodes de sanction non violentes. L'analyse souligne que ces pratiques, jugées inefficaces par 86% des répondants, entraînent des conséquences graves : décrochage scolaire, traumatismes psychologiques et comportements antisociaux. Pour éradiquer ce mal, une implication conjointe de l'État, des parents et des éducateurs est indispensable à travers la promotion d'une éducation basée sur la dignité humaine.

Mots-clés : Violence scolaire, Châtiment corporel, Droit de l'enfant, Éducation, Goma.

ABSTRACT

This article aims to identify the causes, forms, and consequences of school-based violence in the city of Goma, while proposing remediation strategies. The study is based on a survey conducted among 245 stakeholders (teachers, students, and parents) from 49 primary and secondary schools. The collected data reveal a concerning reality: despite legal bans, 100% of the students surveyed have experienced corporal punishment. The results demonstrate that the use of violence (whipping, kneeling, slapping) is mainly due to insufficient teacher training regarding children's rights and non-violent disciplinary methods. The analysis highlights that these practices, deemed ineffective by

86% of respondents, lead to severe consequences: school dropout, psychological trauma, and antisocial behavior. To eradicate this issue, a joint involvement of the State, parents, and educators is essential through the promotion of an education based on human dignity.
Keywords: School violence, Corporal punishment, Children's rights, Education, Goma.

I. INTRODUCTION

Au niveau international, la violence en milieu scolaire est reconnue comme une entrave majeure à l'Objectif de Développement Durable (ODD 4) de l'ONU. La théorie de l'apprentissage social de Bandura (1977) explique que la violence est souvent un comportement acquis par observation et imitation. À cet effet, l'UNESCO (2019) souligne que chaque année, près de 246 millions d'enfants sont victimes de violences à l'école à travers le monde. Debarbieux (2011), pionnier dans l'étude du climat scolaire, démontre que la violence ne se limite pas aux actes physiques mais englobe un sentiment d'insécurité qui altère durablement la qualité des apprentissages. Sur le plan continental, les réalités africaines sont marquées par une persistance des méthodes coercitives héritées ou culturelles. Selon une étude de l'Union Africaine (2020), les châtiments corporels restent une pratique de régulation sociale dans de nombreux systèmes éducatifs subsahariens. En Afrique de l'Ouest et centrale, les travaux d'Ondoa et Tsimi (2016) sur la pédagogie en contexte africain révèlent que l'usage du bâton est souvent perçu à tort par les éducateurs comme un outil de "redressement moral", en contradiction totale avec la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

Au niveau régional (Afrique de l'Est et Grands Lacs), la violence scolaire est exacerbée par les conflits armés environnants. La théorie du traumatisme continu développée par Straker et al. (1987) suggère que les enfants vivant dans des zones de guerre importent la violence communautaire au sein de l'école. Dans la région des Grands Lacs, les recherches de l'Interpeace (2018) indiquent que l'école, au lieu d'être un sanctuaire, devient parfois un miroir de la brutalité sociétale, où les rapports de force physiques dominent les rapports pédagogiques. Sur le plan national en République Démocratique du Congo, le cadre légal (Loi n° 09/001 relative à la protection de l'enfant) interdit les châtiments corporels, mais l'application reste lacunaire. Dans sa thèse de doctorat, Mukendi (2015) analyse le système éducatif congolais et souligne que la précarité socio-économique des enseignants influence leur propension à utiliser la violence comme mécanisme de contrôle face à des classes pléthoriques.

L'éducation en RDC souffre ainsi d'un paradoxe entre une volonté de modernisation et des pratiques répressives ancrées. Au niveau provincial (Nord-Kivu), la situation est d'autant plus complexe que la province traverse une crise sécuritaire chronique. Kasereka (2020), dans son étude sur l'impact des conflits au Nord-Kivu, démontre que la militarisation de la société influence la psychologie des élèves et des enseignants. Les violences scolaires y sont souvent le prolongement de la violence structurelle qui affecte la province, transformant l'espace scolaire en un lieu de tensions identitaires et physiques.

À l'échelle locale (Goma), la violence scolaire prend des formes spécifiques liées à l'urbanisation rapide et à la promiscuité. Le Centre d'Etude et de Recherche en Education de Base pour le Développement Intégrale (CEREBDI, 2011) a révélé que plus de 50 % des fautes disciplinaires surviennent en classe, débouchant sur des sanctions physiques sévères. Les enquêtes récentes menées dans les écoles de Goma confirment que l'agenouillement et le fouet demeurent les méthodes dominantes, malgré leur inefficacité avérée sur le rendement scolaire des apprenants (Rigobert, 2019). L'idéal éducatif, tel que défini par les cadres normatifs internationaux, conçoit l'école comme un environnement protecteur où l'intégrité physique et morale de l'enfant est sacrée. Selon la Convention relative aux droits de l'enfant (1989), l'éducation doit viser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le préparer à une vie responsable dans une société libre, dans un esprit de paix et de tolérance.

Sur le plan théorique, la pédagogie humaniste, portée par des auteurs comme Rogers (1969), soutient que l'apprentissage optimal ne peut se réaliser que dans un climat de confiance et d'empathie, excluant toute forme de coercition physique. En République Démocratique du Congo, cet idéal est traduit par la Loi-cadre n° 14/004 de l'enseignement national, qui dispose que l'école doit assurer la formation intégrale de l'apprenant tout en respectant sa dignité humaine. Malgré ce cadre normatif, la réalité dans les établissements scolaires de Goma présente un contraste saisissant. Les recherches de Mukendi (2015) sur le système éducatif congolais révèlent que les pratiques coercitives, bien qu'interdites, sont profondément ancrées dans la culture pédagogique comme outils de gestion de classe.

À Goma, ce phénomène est exacerbé par un environnement marqué par des décennies de conflits armés, où la violence sociétale s'infiltre dans l'espace scolaire. Une étude du CEREBDI (2011) souligne que le recours au fouet et aux punitions humiliantes est souvent perçu par les enseignants — souvent sous-formés et travaillant dans des conditions précaires — comme le seul moyen de maintenir l'autorité. Cette "pédagogie du noir", analysée par Ondoa et Tsimi (2016), témoigne d'une rupture entre les textes légaux et les pratiques quotidiennes sur le terrain.

Les conséquences de cette persistance de la violence sont dévastatrices et multidimensionnelles. Sur le plan cognitif, les travaux de Debarbieux (2011) démontrent que le stress toxique généré par la peur du châtiment altère les fonctions exécutives du cerveau, nuisant gravement à la concentration et à la mémorisation. Au niveau psychologique, l'exposition répétée à la violence scolaire favorise le développement de troubles anxieux, d'une faible estime de soi et, à long terme, d'une normalisation de la violence chez l'adulte en devenir. Comme l'indique l'UNESCO (2019), ces pratiques sont l'une des causes majeures du décrochage scolaire et de l'échec aux examens d'État en RDC. Enfin, selon la théorie de l'apprentissage social de Bandura (1977), l'élève violenté à l'école tend à reproduire ces schémas agressifs dans ses interactions sociales, perpétuant ainsi un cycle de violence au sein de la communauté de Goma.

L'objectif général de cette étude est d'analyser les facteurs explicatifs de la persistance des violences en milieu scolaire à Goma afin de proposer des mécanismes de prévention et des stratégies de remédiation favorisant un climat d'apprentissage respectueux de la dignité humaine. Afin d'atteindre l'objectif général, la recherche poursuit les trois cibles suivantes : Identifier et catégoriser les formes de violences : Recenser les types de châtiments corporels et d'abus les plus fréquents dans les écoles primaires et secondaires de Goma, en évaluant leur prévalence réelle sur le terrain ; Analyser les causes professionnelles et pédagogiques : Évaluer le niveau de connaissance des enseignants en matière de droits de l'enfant et leur maîtrise des méthodes disciplinaires alternatives (pédagogie non-violente) pour comprendre le recours systématique à la force ; Évaluer l'impact socio-éducatif :

Déterminer les conséquences de ces pratiques violentes sur le parcours scolaire des élèves (rendement, décrochage) et sur leur développement psychologique dans un contexte post-conflit. Pour y parvenir, nous nous sommes posé la question principale : Quels sont les déterminants de la persistance des violences scolaires dans la ville de Goma et quelles stratégies adopter pour transformer l'école en un espace sécurisé et protecteur ?

Les questions spécifiques ci-après ont intéressé notre investigation : Quelles sont les formes de violences et de châtiments corporels les plus récurrents pratiqués dans les écoles primaires et secondaires de Goma ? ; Dans quelle mesure l'insuffisance de la formation des enseignants sur les droits de l'enfant et les méthodes disciplinaires alternatives explique-t-elle le recours à la violence physique ? ;

Quelles sont les conséquences perçues de ces violences sur le rendement scolaire et l'équilibre psychologique des élèves de la ville de Goma ? Nous avons émis les hypothèses suivantes : Hypothèse principale : La persistance des violences en milieu scolaire à Goma résulterait d'un décalage entre le cadre légal protecteur et les représentations socio pédagogiques des acteurs, nécessitant une approche intégrée impliquant l'État, les parents et une réforme profonde des pratiques enseignantes. Hypothèses spécifiques : Malgré l'interdiction officielle, les violences physiques (agenouillement, fouet, gifles) demeurent le mode de régulation disciplinaire dominant dans les établissements scolaires de Goma ; Le recours systématique aux châtiments corporels serait principalement corrélé à un manque de compétences en gestion de classe non-violente et à une méconnaissance des instruments juridiques nationaux et internationaux ; Les violences subies par les élèves à Goma engendreraient une baisse significative de la motivation scolaire, une normalisation de l'agressivité (selon la théorie de l'apprentissage social) et une augmentation des cas de déperdition scolaire.

II. CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIQUE

2.1. Définition des concepts clés

1. Violence et Violence Scolaire

La violence est l'usage délibéré de la force physique ou de la puissance psychique pour contraindre, dominer ou endommager (Larousse, 2017). En milieu scolaire, elle englobe tout acte nuisant à la sécurité, à la dignité ou à l'apprentissage des acteurs du système éducatif. On distingue : Violence entre élèves : Harcèlement (*bullying*), bagarres et rackets.

Violence enseignants-élèves : Principalement psychologique (humiliation) ou physique. Violence sexuelle : Agressions, voyeurisme ou contraintes physiques.

2. Châtiment et Châtiment Corporel

Le châtiment est une sanction sévère punissant une faute. Le châtiment corporel se définit spécifiquement par l'usage de la force physique (fessée, flagellation, gifle) dans l'intention de provoquer une douleur ou une gêne, même légère, à des fins de correction (Comité des droits de l'enfant de l'ONU, 2006). Il est aujourd'hui jugé intrinsèquement dégradant.

3. École et Cadre Scolaire

L'école (du latin *schola*) est l'institution chargée de dispenser un enseignement. Elle peut suivre différents modèles : sélective (culture dominante), inclusive (égalité des chances) ou moderne (non coercitive). Le terme scolaire rapporte tout ce qui est relatif à cet établissement (lieux, temps, matériels et acteurs).

2.2. Causes et Conséquences de la Violence Scolaire

A. Les Causes principales

1) Facteurs institutionnels : Manque de formation des enseignants sur les droits de l'enfant et sur la gestion non-violente des classes.
2) Facteurs liés à l'élève : Crise des valeurs, manque de repères ou préjugés sociaux.
3) Facteurs environnementaux : Contexte de pauvreté, banalisation de la violence dans les médias et manque de communication familiale.

B. Les Conséquences multidimensionnelles

L'exposition à la violence génère des impacts graves sur quatre niveaux ;

- Psychologique : Anxiété, dépression, stress post-traumatique et faible estime de soi.
- Physique : Troubles psychosomatiques (maux de ventre/tête), retards de croissance et troubles du sommeil.
- Comportemental : Agressivité envers les pairs, repli social, fugues ou toxicomanie.
- Cognitif/Scolaire : Difficultés de concentration, baisse des résultats et abandon scolaire.

2.3. Cadre Méthodologique

1. Méthode de recherche

Pour cette étude, nous avons adopté la méthode quantitative associée aux approches statistique et analytique. Elle permet de décomposer le phénomène de la violence à Goma pour en comprendre les mécanismes profonds et démontrer les vérités scientifiques relatives à ses causes.

2. Population et Échantillon

- Population d'étude : Elle est constituée des enseignants, des parents et des élèves de la ville de Goma.
- Échantillon : Suivant une approche aléatoire simple, l'échantillon est représentatif d'un nombre limité d'individus permettant de tirer des conclusions généralisables (Deldime, 1984).
- Composition : 245 personnes (98 enseignants, 98 élèves, 49 parents) réparties dans 49 écoles (20 primaires et 29 secondaires) de différentes gestions (Catholiques, Protestantes, Non conventionnées et Privées).

3. Outil de collecte

Le questionnaire d'enquête a été l'outil principal pour recueillir les données auprès des trois catégories d'acteurs ciblés. D'une manière aléatoire simple, voici comment se présente notre échantillon d'étude.

Tableau 2.1. Présentation globale de l'échantillon

Gestion	Nombre d'écoles	Ecole primaire	Ecoles secondaire	Enseignants	Elè
E.N.C	5	2	3	10	1
E.C.C	12	5	7	24	2
E.C.P	12	5	7	24	2
E.P.A	20	8	12	40	4
Total	49	20	29	98	9

E.C.C : Ecole Conventionnée Catholique
E.C.P : Ecole Conventionnée Protestante
E.N.C : Ecole Non Conventionnée
E.P.A : Ecole Privée Agrée

Notre échantillon est alors constitué de 245 personnes dont 98 enseignants, 98 élèves et 49 parents d'élèves. En total, 49 écoles de la ville de Goma ont été notre cible dont 20 écoles primaires et 29 écoles secondaires. Les personnes concernées par nos enquêtes ont été soumises à un questionnaire d'enquête afin de récolter des données dont nous avions besoins dans ce travail.

III. PRESENTATION DES RESULTATS

4.1. Réponses des enseignants

Tableau 3.2. Opinions des enseignants au sujet du recours à une punition corporelle

Avis	Fréquences	Pourcentages
Oui	73	74,48
Non	25	25,51
Total	98	≈100

Source : Nos enquêtes mars 2025

Sur 98 enseignants soit 74,48% des répondants confirment qu'ils recourent à des punitions corporelles dans leurs classes, et 25 enseignants soit 25,51% affirment qu'ils n'usent pas des châtiments corporels

Tableau 3.3. Appréciation des mesures non recours aux punitions corporelles

Opinions	Fréquences	Pourcentages
Très bonne décision	28	28,57
Bonne décision	57	58,16
Mauvaise décision	13	13,26
Total	98	≈100

Source : Nos enquêtes mars 2025

Sur 98 enseignants interrogés 57 soit 58,16% des enquêtés disent que la décision d'interdiction des punitions corporelles dans toutes les écoles est bonne ; 28 sujets soit 28,57% disent que cette décision est très bonne ; et seulement 13 enseignants sur 98 interrogés soit 13,26% pensent que cette décision est très mauvaise.

4.2. Réponses des parents

Tableau 3.4. Opinion des parents à propos du respect des droits des enfants dans les écoles de la ville de Goma

Avis	Fréquences	Pourcentages
Oui	42	14,28
Non	7	85,71
Total	49	≈100

Source : Nos enquêtes mars 2025

Sur 49 parents d'élèves enquêtés, 42 soit 85,71% affirment que les enseignants sont loin de respecter les droits des enfants à l'école bien qu'un changement positif est observable au fil des années. Par contre 7 parents soit 14,28% des interviewés disent que leurs enfants apprennent dans la dignité à l'école.

4.3. Avis des élèves

Tableau 3.5. Fréquences des élèves ayant été soumis à des punitions corporelles

Avis	Fréquences	Pourcentages
Oui	98	100
Non	0	0
Total	98	≈100

Source : Nos enquêtes mars 2025

Pour 98 élèves enquêtés, tous confirment qu'ils ont été soumis au moins plus d'une fois à une punition corporelle à l'école.

4.4. Tous les avis

Tableau 3.6. Punitions corporelles les plus fréquentes dans les écoles de la ville de Goma.

Punitions corporelles	Fréquences	Pourcentages
Le fouet	63	25,71
Tirer les oreilles/joues	42	17,14
Faire agenouiller les enfants	82	33,46
	40	16,32

Gifles ou coup de poing	18	7,34
Chute faciale		
Total	245	≈100

Source : Nos enquêtes mars 2025

A travers ces résultats ci-haut, nous constatons que la punition corporelle la plus fréquente dans les écoles de la ville de Goma est que les enseignants font agenouiller les enfants, affirment 82 sujets sur 245 soit 33,46% des interviewés ; 63 sujets sur 245 soit 25,71% des répondants disent que les enseignants utilisent le fouet en classe ; 42 enquêtés sur 245 affirment que les enseignants tirent les oreilles ou les joues de leurs élèves, 40 sujets soit 16,32% disent que les enseignants administrent des gifles ou des coups de poing aux élèves et 18 répondants sur 245 soit 7,34% disent que les élèves sont soumis à la chute faciales.

Tableau 3.7. Appréciation des punitions corporelles

Opinions	**Fréquences**	**Pourcentages**
Très efficaces et très formatives	8	3,26
Efficaces et formatives	45	18,36
Non efficaces et non formatives	212	86,53
Total	245	≈100

Source : Nos enquêtes mars 2025

Les enquêtés apprécient la valeur des punitions corporelles infligées aux élèves pour sa formation de la manière suivante :

- 212 sujets soit 86,53% disent que les punitions corporelles sont inefficaces et non formatives ;
- 45 sujets soit 18,36% disent que ces punitions sont efficaces et formatives ;

- En fin, 8 sujets soit 3,36% disent que ces punitions sont très efficaces et très formatives.

Tableau 3.8. Causes de violation des droits des élèves dans les écoles de la ville de Goma

Causes	Fréquences	Pourcentages
Ignorance des enseignants	156	63,67
Il faut des contraintes pour éduquer	31	12,65
Se venger contre leurs parents	58	23,67
Total	245	≈100

Source : Nos enquêtes mars 2025

Il ressort du tableau ci-dessus, les résultats selon lesquels 156 sujets sur 245 répondants soit 63,67% croient que les enseignants dans la ville de Goma foulent au pied les droits des apprenants à cause de leur l'ignorance ; 58 sujets sur 245 soit 23,67% disent certains enseignants maltraitent les élèves en se vengeant contre leurs parents ; en fin 31 sujets sur 245 soit 12,65% soulignent qu'il faut des contraintes pour une bonne éducation.

Tableau 3.9. Impact de violation des droits de l'enfant sur son éducation

Impact	Fréquences	Pourcentages
Ecoles buissonnières	33	13,46
Echecs des enfants	77	31,42
Abandons scolaires	53	21,63
Dégout de l'école	82	33,46
Total	245	≈100

Source : Nos enquêtes mars 2025

Nous remarquons que la violation des droits des élèves à l'école à un apport négatif sur son éducation à savoir :

- Dégout de l'école tel que confirmé par 82 sujets soit 33,46% ;
- Échecs des enfants confirmés par 77 sujets soit 31,42% ;
- Abandon scolaires confirmés par53 sujets soit 21,63% ;
- En fin école buissonnière, confirmées par 33 sujets soit 13,46%.

Tableau 3.9. Tests statistiques

Tableau	Variable testée	x2 calculé	Valeur critique (0,05)	Signification
3.2	Recours aux punitions	**23,51**	3,84	Hautement Significatif
3.4	Respect des droits (Parents)	**25,00**	3,84	Hautement Significatif
3.7	Efficacité des punitions	**304,3**	5,99	Très Hautement Significatif
3.8	Causes des violations	**105,95**	5,99	Hautement Significatif
3.9	Impact sur l'éducation	**24,14**	7,81	Significatif

Source : Nos analyses sur base des données du terrain avec les logiciels

L'analyse des tests statistiques révèle, en premier lieu, une **omniprésence structurelle de la violence** au sein des établissements scolaires de Goma. Avec un x^2 calculé de **23,51** pour le recours aux punitions corporelles et une unanimité absolue (100 %) chez les élèves, les résultats dépassent largement les seuils critiques de probabilité. Cette signification statistique confirme que l'usage de la force physique n'est pas un phénomène isolé ou accidentel, mais bien un mode de régulation disciplinaire systématique et ancré dans les pratiques enseignantes locales, malgré les restrictions législatives en vigueur en RDC. En second lieu, les tests mettent en lumière un **paradoxe pédagogique majeur** entre la pratique et l'utilité perçue. Bien que les enseignants utilisent massivement les châtiments, le test du x^2 appliqué à l'appréciation de ces méthodes (**304,3**) démontre un consensus écrasant sur leur inefficacité. Statistiquement, la probabilité que les punitions corporelles soient perçues comme formatives est quasi nulle.

Ce résultat valide l'idée que les acteurs du système éducatif subissent ou imposent une violence qu'ils savent pourtant contre-productive, soulignant une détresse méthodologique où le bâton remplace la stratégie pédagogique faute de meilleures alternatives. Enfin, l'analyse statistique identifie l'**ignorance des droits et des méthodes alternatives** comme le déterminant central de cette crise. Le score de **105,95** pour les causes de violation des droits confirme de manière hautement significative que le manque de formation des enseignants est le levier principal de la violence. Les impacts négatifs, validés par un x^2 de **24,14**, attestent que cette ignorance alimente directement le décrochage et le dégoût de l'école.

En somme, ces tests prouvent scientifiquement que l'éradication de la violence à Goma ne pourra se faire par la simple répression, mais nécessite une réforme profonde de la formation initiale et continue des professionnels de l'éducation.

4.5. DISCUSSION DES RÉSULTATS

L'analyse des données recueillies dans la ville de Goma révèle une prévalence alarmante de la violence en milieu scolaire, confirmée par le fait que 100 % des élèves interrogés déclarent avoir subi des châtiments corporels (Tableau 3.5). Ces résultats corroborent les observations de l'UNESCO (2019), qui place la violence physique parmi les principaux obstacles à l'éducation en Afrique subsaharienne. Cependant, au-delà du simple constat, ces résultats prennent tout leur sens lorsqu'ils sont lus à la lumière de la Théorie de l'Apprentissage Social de Bandura (1977).

Selon Bandura, le comportement humain s'acquiert par l'observation et l'imitation de modèles (apprentissage vicariant). Nos résultats montrent que 74,48 % des enseignants utilisent la force physique (Tableau 3.2), alors même qu'ils reconnaissent majoritairement l'inefficacité de ces méthodes (Tableau 3.7). Ce paradoxe s'explique par la reproduction d'un schéma éducatif ancestral : l'enseignant, ayant souvent lui-même été éduqué par le bâton, reproduit par mimétisme ce qu'il considère, par défaut, comme l'unique symbole de l'autorité. À Goma, l'école ne fonctionne plus seulement comme un temple du savoir, mais comme un lieu de transmission intergénérationnelle de la violence.

La discussion des causes souligne que l'ignorance des droits de l'enfant (63,67 % au Tableau 3.8) est le moteur principal de cette dérive. Comme l'ont souligné Ondoa et Tsimi (2016), l'enseignant en manque de repères pédagogiques modernes se replie sur une "pédagogie de la menace". Dans le contexte spécifique de Goma, ville marquée par des décennies de conflits armés, la théorie de Bandura prend une dimension supplémentaire : la violence scolaire devient un miroir de la violence sociétale. L'élève, en observant ses enseignants recourir à la force pour résoudre des conflits de discipline, intègre que la violence est un moyen légitime de domination sociale.

Enfin, l'impact négatif identifié (Tableau 3.9), notamment le dégoût de l'école (33,46 %) et les échecs scolaires (31,42 %), confirme les thèses de Debarbieux (2011) sur le climat scolaire. Le stress toxique engendré par la peur paralyse les fonctions cognitives de l'apprenant. Au lieu de favoriser l'émancipation, l'école de Goma risque de devenir un lieu de reproduction de la délinquance et du traumatisme. En somme, la discussion de nos résultats démontre que sans une déconstruction des modèles comportementaux des enseignants par une formation rigoureuse, le cycle de la violence décrit par Bandura continuera de fragiliser le capital humain de la région.

CONCLUSION

Au terme de cette étude intitulée « La violence en milieu scolaire à Goma : causes et stratégies de remédiation », il convient de synthétiser les enseignements majeurs de notre recherche. L'objet de ce travail était d'analyser la persistance des châtiments corporels dans le temple du savoir, un problème de recherche alarmant où l'école, censée être un sanctuaire de protection, se transforme en un lieu de reproduction de la violence sociétale. Notre problématique s'articulait autour d'une question centrale : pourquoi les violences physiques perdurent-elles dans les écoles de Goma malgré leur interdiction légale et quelles en sont les retombées ? Pour y répondre, nous nous sommes assigné des objectifs précis : identifier les formes de violence récurrentes, analyser la responsabilité de l'ignorance des acteurs et évaluer l'impact de ces pratiques sur le rendement cognitif et comportemental des apprenants.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons appliqué une méthodologie quantitative, associée aux approches statistique et analytique, appuyée par une enquête de terrain. Cette approche a permis de collecter et de traiter les données auprès d'un échantillon représentatif de 245 sujets (enseignants, parents et élèves) issus de 49 établissements scolaires de la ville de Goma. L'hypothèse principale de ce travail soutenait que la persistance de la violence résulte d'un décalage entre le cadre légal et les représentations des acteurs. Les résultats de notre enquête permettent de valider nos hypothèses spécifiques de la manière suivante : Sur le mode de régulation disciplinaire : L'hypothèse selon laquelle les violences physiques demeurent dominantes est confirmée.

100 % des élèves interrogés affirment avoir subi des punitions, l'agenouillement (33,46 %) et le fouet (25,71 %) étant les pratiques les plus ancrées. Sur les causes de la violence : Notre deuxième hypothèse, liant le recours aux châtiments au manque de compétences et à la méconnaissance juridique, est validée par un test x^2 de 105,95. L'ignorance des droits de l'enfant et des méthodes non-violentes est citée par 63,67 % des répondants comme facteur principal.

Sur les conséquences socio-éducatives : La troisième hypothèse concernant l'impact négatif est vérifiée : les données révèlent une montée du dégoût de l'école (33,46 %) et des échecs scolaires (31,42 %), confirmant la normalisation de l'agressivité et la déperdition scolaire. Ainsi, l'hypothèse selon laquelle la violence est un modèle appris, conformément à la théorie de l'apprentissage social de Bandura, est confirmée : en utilisant le châtiment comme outil de contrôle, l'éducateur enseigne paradoxalement à l'élève que la force est le mode légitime de résolution des conflits, alimentant ainsi un cycle de délinquance. Face à ce constat, nous suggérons les pistes suivantes pour assainir le milieu scolaire à Goma : Sur le plan institutionnel : Interdire rigoureusement les punitions corporelles par des actes administratifs contraignants et proscrire les antivaleurs telles que le viol, la corruption et les travaux forcés.

Sur le plan pédagogique : Organiser des sessions de formation continue pour les enseignants sur la « Discipline Positive » et les méthodes de gestion de classe non-violentes. Sur le plan social : Renforcer la collaboration école-famille via le respect systématique du cahier de communication pour un suivi conjoint de la discipline. En définitive, si la pédagogie est un art d'éduquer, cet art doit impérativement se libérer du

bâton pour se reconstruire sur le respect de la dignité humaine. Ce travail ouvre la voie à d'autres recherches, notamment sur l'impact des traumatismes de guerre des enseignants sur leur comportement agressif en classe.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

Bellon, J.-P., & Gardette, B. (2010). *Harcèlement et brimades entre élèves : la face cachée de la violence scolaire*. Éditions Fabert.

Clément, M.-E., & Dufour, S. (2009). *La violence à l'égard des enfants en milieu familial*. Les Éditions CEC.

Cross, R. (1972). *Moderniser l'enseignement*. Nouveaux Horizons.

Deldime, R. (1984). *Le développement psychologique de l'enfant*. Éditions De Boeck.

Durrant, J. E., & Ensom, R. (2012). *Physical punishment of children: lessons from 20 years of research*. Canadian Medical Association Journal.

Frydman, M. (2011). *Violence, indifférence ou altruisme ? Pour une véritable accession à la citoyenneté*. Éditions Le Harmattan.

Highet, G. (1972). *L'Art d'enseigner*. Éditions Nouveaux Horizons.

Kalindye, D. (2005). *Introduction à l'éducation à la citoyenneté en RDC*. Éditions IADHD.

Larousse. (2017). *Le Petit Larousse illustré*. Éditions Larousse.

Lumeka-lua-Yansenga, P. (2007). *Guide pour les pratiques de la recherche éducationnelle en terre d'Afrique (Livre I)*. Éditions PUC.

Nadeau, A.-R. (2004). *Châtiment corporel et droit constitutionnel*. Journal du Barreau.

II. ARTICLES DE REVUES ET AUTRES PUBLICATIONS

Bandura, A. (1977). *Social Learning Theory*. Prentice Hall.

Debarbieux, E. (2011). *À l'école des barbares : Face à la violence, une enquête de terrain*. Robert Laffont.

Ondoa, P., & Tsimi, P. (2016). *La pédagogie en contexte africain : Défis et perspectives*. Éditions de l'Harmattan.

Straker, G., et al. (1987). Continuing traumatic stress: The South African case. *Journal of Applied Psychoanalytic Studies*.

III. TEXTES LÉGAUX ET RAPPORTS

Comité des droits de l'enfant (ONU). (2006). *Observation générale n°8 : Le droit de l'enfant à une protection contre les châtiments corporels*. CRC/C/GC/8.

République Démocratique du Congo. (2009). *Loi n° 09/001 portant protection de l'enfant*.

UNESCO. (2019). *Behind the numbers: Ending school violence and bullying*.

IV. MÉMOIRES ET THÈSES

Kasereka, J. (2020). *Éducation en zones de conflit : Le cas du Nord-Kivu* (Mémoire de Master). Université de Goma.

Mukendi, P. (2015). *Réformes éducatives et pratiques pédagogiques en RDC* (Thèse de doctorat). Université de Kinshasa.

V. SOURCES ORALES

Enquête de terrain. (2025). Questionnaires administrés auprès de 245 acteurs de l'éducation dans la ville de Goma, Mars 2025.

VI. WEBOGRAPHIE

Observatoire de la Violence Éducative Ordinaire (OVEO). (s.d.). *Géographie de la violence éducative ordinaire*. www.oveo.org, Consulté en juin 2025

Réseau RAFAL. (2019). *Violence scolaire et protection*. https://www.reseau-rafal.org/node, Consulté en juin 2025

Straus, M. A., & Donnely, M. (2005). *Corporal punishment in theoretical perspective*. Yale University Press (via Érudit). https://www.erudit.org/revues/rum, Consulté en juin 2025

Tunisia Today. (2019). *La violence en milieu scolaire : La démission des parents à l'index*. www.tunisia-today.com/archives/20364, Consulté en juin 2025

Wikipedia. (2019). *École*. https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Ecole, Consulté en juin 2025

Par JOSEPH RIRWANABOSE TULIKUNKIKO RIGOBERT

XXIX. INCIDENCES DES DECHETS NON BIODEGRADABLES SUR L'ENVIRONNEMENT EN VILLE DE GOMA, CAS SPECIFIQUE DU QUARTIER MAJENGO. De 2016-2018

Par : **Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU**,
MUNIHIRE LUBUTO Denis &
Ass. **NZONDERO TUMBA** Innocent
Assistant à l'Institut Supérieur Pédagogique et Technique de Goma/ ISPT-Goma

Biographie de l'auteur

Le Professeur–Docteur Louis AKILIMALI Kahumbugu Chiririmbo est un expert congolais de haut niveau en planification stratégique, gestion des projets, leadership institutionnel, développement communautaire et stabilisation post-conflit, disposant de plus de 15 années d'expérience professionnelle en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs. Titulaire d'un PhD en Planification et Gestion des Projets ainsi que d'un PhD en Administration et Leadership, il s'est distingué par une carrière marquée par des responsabilités stratégiques au sein d'institutions publiques, d'organisations internationales, d'universités et d'organisations de la société civile. Depuis mars 2025, il est Représentant et Porte-parole du nouveau chef d'établissement et des professeurs déplacés du Nord et

du Sud-Kivu à Kinshasa. Il occupe également, depuis août 2023, la fonction de Secrétaire Général Académique de l'Université des Martyrs du Congo (UNIM), où il contribue activement à la gouvernance académique, à la réforme institutionnelle et au développement de partenariats stratégiques. Le Professeur–Docteur AKILIMALI est aussi Responsable des Projets et Partenariats du Programme National de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRC-S) pour le Nord-Kivu, fonction qu'il exerce depuis septembre 2022. À ce titre, il a également été Consultant indépendant dans le cadre de la conception et de l'élaboration de la Stratégie Nationale du P-DDRC-S entre août 2018 et mai 2021, apportant une expertise décisive dans les processus de stabilisation, de relèvement communautaire et de consolidation de la paix.

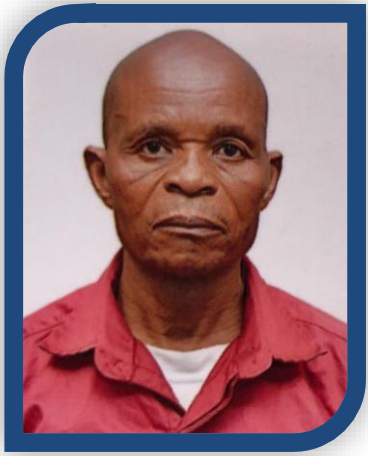
Par le passé, il a assumé plusieurs fonctions de leadership régional et international, notamment : Représentant des Congolais en Ouganda et Président du Conseil des Sages, élu démocratiquement (2018–2020) ; Directeur Pays de Christian Union for Refugees Care en Ouganda (2018–2020) ; Planificateur diocésain de l'Église Anglicane, Diocèse de Goma (2016–2017) ; Consultant en planification des projets pour Restoration and Hope for Refugees (REHORE) en Ouganda (2013–2015) ; Directeur des Programmes de SAVE ACTs MINE en RDC (2013–2015).

Sur le plan académique, il est enseignant d'universités depuis 2012, et a exercé comme expert facilitateur des structures d'appui entre septembre 2021 et septembre 2022, contribuant au renforcement institutionnel et à l'accompagnement stratégique de plusieurs organisations.

Expertise et apports professionnels : Le Professeur–Docteur Louis AKILIMALI dispose d'une expertise multidisciplinaire reconnue, notamment en : Gestion et

planification de projets (urgence, développement et stabilisation); Analyse de faisabilité technique et économique; Gestion intégrée des risques (environnementaux, humains, sociaux, financiers et institutionnels) ; Développement stratégique et planification à long terme; Planification financière et optimisation des ressources; Formation, renforcement des capacités et transfert de compétences; Développement durable et responsabilité sociale; Relations communautaires et gouvernance participative. Grâce à cette expertise, il a contribué de manière significative à l'amélioration de la performance institutionnelle, à la réduction des risques opérationnels, à la promotion des pratiques durables et à la maximisation de l'impact socio-économique de nombreuses institutions, tant au niveau national que régional.

Biographie du co-auteur



Monsieur ***Denis MUNIHIRE LUBUTO****, originaire de la province du Nord-Kivu, est un enseignant congolais expérimenté, engagé depuis plusieurs décennies dans le domaine de l'éducation, de la formation académique et de la gestion scolaire et universitaire en République Démocratique du Congo. Marié à Madame LUANDA NDOOLE Mariam, il est fils de Malekani Lubuto et de Lumoo Lubungo.*

Il exerce la profession d'enseignant avec le grade d'Assistant, mettant au service des institutions éducatives son expertise pédagogique, administrative et académique.
Sur le plan académique, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO poursuit actuellement un Master (Masterant) à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma (ISDR-GL), option Environnement (2023-2024). Il est titulaire d'une Licence en Gestion et Administration du Personnel obtenue à l'Institut Supérieur de Pêche de Goma (2016). Il détient également un Diplôme de Graduat en Gestion du Personnel délivré par l'Université Ouverte (CIDEP) Nord-Kivu en 2001.
Sa formation de base comprend un Diplôme d'État obtenu à l'Institut Tuungane de Goma, ainsi qu'un certificat de fin d'études primaires obtenu à l'EP Machumbi. En complément de sa formation académique, il a suivi plusieurs formations professionnelles, notamment sur le système LMD (Licence-Master-Doctorat) axées sur l'enseignement, l'évaluation et les méthodes pédagogiques innovantes. Il a également été formé en micro-informatique, ainsi qu'en conduite automobile professionnelle, ce qui témoigne de son profil polyvalent.

Son parcours professionnel est riche et diversifié. Il a exercé comme Assistant à l'Université des Martyrs RDC (2023-2024), Directeur des Services Académiques à l'ISPé-Goma (2018-2022), Assistant à l'ISPé-Goma (2016-2022), et appariteur à l'ISDR-Goma (2014-2015). Dans le secteur scolaire, il a occupé les fonctions de directeur d'écoles primaires, notamment à l'École Communautaire du Lac et à l'École Enricassin, et a enseigné dans plusieurs établissements en RDC et au Rwanda, notamment à Kigali.

Par ailleurs, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO est Président Provincial de l'ANAPECO Nord-Kivu I depuis 2023, une responsabilité qui reflète son engagement dans la structuration et la défense du secteur éducatif. Sur le plan linguistique, il s'exprime couramment en français et en swahili, avec des notions de base en anglais. Homme d'expérience, de rigueur et de dévouement, Monsieur Denis MUNIHIRE LUBUTO continue de servir l'éducation congolaise avec professionnalisme, intégrité et sens du devoir.

0. INTRODUCTION

A partir des années 90 nous avons commencé à être exposés aux problèmes de la pollution de la planète par des déchets générés par l'homme. Ce problème est devenu Mondial car avec le progrès et le développement de la technologie, la quantité des déchets augmente chaque année à une vitesse exponentielle. Les statistiques actuelles montrent que la quantité des déchets émis par les habitants du monde s'élève à 2,01 milliards de tonnes par an (déchets municipaux). Selon la banque mondiale(2018). Ses effets néfastes de la mauvaise gestion de ces déchets peuvent être immédiats, à court ou à long terme.

Par suite de cette surconsommation des ressources, nous cherchons les différents moyens de traiter et gérer les déchets qui en découlent. On a recours à des moyens tels que le recyclage, l'incinération et le stockage dans les décharges À la suite de nos actes égoïstes et irréfléchis c'est l'environnement qui souffrira ainsi que la génération future. Et donc nous sommes responsables de la pollution de notre environnement et de l'insalubrité de notre milieu.

Les questions qui touchent à la gestion de déchets urbains et par extension la planification et la gestion de l'environnement urbain, comptent parmi les plus complexes auxquelles doivent répondre les gestionnaires de l'environnement en raison de leurs effets sur la santé humaine. Les recherches menées par Attahi 2016, cité par Diabagate 2018 montrent qu'aujourd'hui la gestion de l'environnement pose des sérieux problèmes par rapport au développement. La collecte des déchets non biodégradables constitue l'une des plus grandes difficultés qui se traduisent par une accumulation des déchets, ce qui crée de nombreux dépotoirs et stagnation des eaux usées et pluviales dans de plusieurs quartiers·

La ville de Goma, de la Province du N-Kivu, e RDC n'est pas épargnée de cette situation. Cette ville touristique connait un grand problème de gestion déchets et surtout ceux qui sont non biodégradables. La mauvaise gestion des déchets occasionne la dégradation des sols, la pollution de l'air, de l'eau, la destruction dmauvaise gestionone (0_3) et l'augmentation de Gaz à effet de serre (GES. Ce qui affecte la santé de l'homme et la multcouche d'ozoneas des maladies hydriques oGaz à
A Goma, les habitants produisent des milliers de tonnes de déchets non biodégradables et autres qui s'entassent partout dans la ville. L'absence d'une bonne politique de gestion de ces déchets pose des problèmes sérieux qui peuvent être désastreux. Dans plusieurs quartiers dans la ville de Goma on constate l'inexistence des décharges publiques, les habitants sont obligés de jeter les déchets soit dans la rue, soit dans des coins des enclos, soit attendent la nuit ou la pluie pour jeter les déchets dans les parcelles ou dans les caniveaux. Voici ce qui amène les différents dangers auprès de la population de Goma. Cette situation a été aussi aggravée par l'exode rural.

A Goma, la gestion de déchets en général et celle de non biodégradables en particulier représentent un problème majeur et crucial. Jadis la ville de Goma était une ville modèle mais par suite de l'insalubrité croissante, dorénavant, elle est surnommée Goma poubelle. L'absence des structures fonctionnelles pour la collecte des déchets dans la ville de Goma entraîne des décharges sauvages et incontrôlées dans les rues et dans le lac. Dans la commune de Karisimbi, plus particulièrement le quartier Majengo, il s'observe une mégestion criante des déchets. Ce qui devrait attirer l'attention du Bourgmestre et de l'autorité urbaine. Les ménages du quartier Majengo jettent les ordures dans les endroits non appropriés, notamment le marché, les parcelles ou dans les flaques éparpillées par ci par là. Ainsi, on assiste de plus en plus à la création de décharges sauvages dans cette partie de la ville. Tous ces facteurs pré abordés entrainent une dégradation du cadre de la population. La question clé à laquelle va répondre cette étude est fondée sur les problèmes majeurs liés à des incidences des déchets non biodégradables sur l'environnement dans la ville de Goma, commune de karisimbi, quartier Majengo. Après tout ce que nous avons trouvé, on a eu à se poser des questions ci-après :

1) Qu'est ce qui est à la base de la mauvaise gestion des déchets ?
2) Quelles sont les conséquences de la mégestion déchets non biodégradables dans le quartier Majengo ?
3) Quelles sont les solutions à mettre en œuvre pour pallier les problèmes liés à la gestion et traitement des déchets ?

0.3. HYPOTHESE[246]

1. La mauvaise gestion des déchets pourrait être due par l'irresponsabilité des usagers, l'absence dépotoirs.
2. Les conséquences de la mégestion des déchets non biodégradables seraient la dégradation des sols, la pollution de l'air et de l'eau.
3. Le recyclage de déchets non biodégradables serait parmi les solutions pour pallier de traitement et gestion des déchets. (incinération, usage des emballages biodégradables)

I. PRESENTATION DU MILIEU D'ETUDE

Le quartier Majengo été créé en vertu de l'ordonnance présidentielle N°29/127 du 22/05/1983 fixant le nombre, la dénomination et la délimitation de la ville de Goma, issus du découpage territorial politique de l'ex-région du Kivu sur l'ordonnance loi N°022-006, du 25/02/1989 portant organisation territoriale, politique et administrative de la République Démocratique du Congo.

Le quartier Majengo se trouve à Goma dans la république démocratique du Congo, dans la province du Nord-Kivu, Ville de Goma particulièrement dans la commune de Karisimbi. Le quartier majengo est limité comme suit :

Au nord : Groupement de munigi en chefferie de Bukumu, territoire de NYIRAGONGO

Au sud : Quartier MABANGA DORD et VIRUNGA

[246] MADELENE GRAWITZ, méthode de recherche scientifique en science social, 9e ed, Daloz, Paris,p 378

Dictionnaire petit ROBERT, p

A l'Est : Le Quartier BUJOVU et l'aéroport international de Goma
A l'ouest : Quartier KASIKA et KATOY.

II. APPROCHE METHODOLOGIQUE

La vérification de nos hypothèses et l'atteinte des objectifs de ce travail a nécessité le recourt aux méthodes :de statistique, analytique, descriptive ,structuraliste et aux techniques de récoltes des données notamment : l'observation directe intérieur, l'interview, le questionnaire, l'échantillonnage et documentaire.

Cette partie traite des procédés mythologiques ayant été utilisés pour atteindre les objectifs poursuivis dans cette recherche et pour la vérification des hypothèses de ce travail. Ses articulations sont les méthodes et les techniques.

2.1 Méthodes

Méthode : une méthode est essentiellement une démarche intellectuelle qui vise d'un côté établir rigoureusement un objet de science, et de l'autre côté, à amener le raisonnement portant sur cet objet de la manière la plus rigoureuse possible pour atteindre l'objectif poursuivi et vérifier les hypothèses de ce travail.[4] Nous avons utilisé les méthodes ci-après :

1) **La méthode descriptive :**

Consiste à donner une claire description d'un objet d'étude pour permettre au lecteur de s'en faire une idée plus au moins concrète ;

2) **La méthode analytique** : elle nous permet d'analyser les données de nos recherches

Cette méthode consiste à décomposer systématiquement une étude ;

3) **La méthode statistique** : Consiste à quantifier et interprété les données numériques et cette

méthode nous à permis à recevoir et présenté les données issus de notre enquête dans des tableaux ;

4) **Méthode comparative** : elle nous a été nécessaire dans une comparaison, la distinction des faits utilisé dans l'enquête, d'expliquer les faits des déchets ménagères. A partir de comparaison des données et situations, nous y avons trouvé les éléments pour l'orientation ;
5) **Méthode synthétique** : celle-ci nous a permis de donner l'essentiel de ce que nous avons récolté analysé sur le terrain.
6) **Méthode structuraliste** : celle-ci nous a permis, lors de l'analyse de la gestion des déchets non bio dégradables, de différencier les types déchets et ceux faisant l'objet de notre thème de recherche ou déchets non biodégradables.

2.2. Techniques

Technique

1) **Observation directe** : cette technique nous a permis de palper du doigt la réalité de l'incidence de déchets non biodégradables sur l'environnement en ville de Goma dans le Quartier Majengo.
2) **Interview ou entretien** : Cette technique nous a permis de saisir les points de vue de la population en rapport avec cet objet d'étude
3) **Le questionnaire d'enquête** : Nous a permis de récolter les informations de la part de ceux qui savent lire et écrire ;
4) **Technique documentaire** : Elle nous a beaucoup servi en nous donnant trop d'éléments cadrant avec notre objet d'étude.

III. ANALYSE DES RESULTATS D'ENQUTE

Tableau 1: Répartition de difficultés que traverse la population du quartier Majengo

Questionnaire	Reponses	Effectifs	Pourcentages
Quelles sont les difficultes rencontres par la population du quartier Majengo sur la gestion de déchets non biodégradables ?	La consommation de la boisson fortement alcoolisée	30	41,0%
	L'irresponsabilité du gouvernement	40	54,7%
	Pauvreté	3	4,1%
	TOTAL	**73**	**100%**

Source : Notre enquête d'Août 2018

Commentaire : selon ce tableau ci-haut la plupart de nos enquêtés parlent de l'irresponsabilité du gouvernement avec 54,7%, 41,0% de nos enquêtés parlent de la consommation de la boisson fortement alcoolisée et 4,1% de nos enquêtés parlent de la pauvreté.

Tableau 2: Ce qui est a la base de la megestion des déchets non biodégradables dans le quartier Majengo

Questionnaire	Réponse	Effectif	Pourcentage
Qu'est qui est à la base de l'éparpillement de déchets non biodégradables ?	L'absence des dépotoirs publics ou privés	50	68,4%
	L'ignorance de	23	31,5%

	technique de recyclage par les usagers (la population)		
	TOTAL	**73**	**100%**

Source : Notre enquête d'Août 2018

Commentaires : Ce tableau nous montre que sur 73 enquêtés soit 100% , 68,4% confirment l'absence des décharges publics ou privés dans le quartier Majengo, et 31,5% de nos enquêtes ont dit que c'est l'ignorance de techniques de recyclage par les usagers.

Tableau 3: Répartition selon la connaissance de la gestion des déchets non biodégradables

Questionnaire	Réponse	Effectif	Pourcentage
Connaissez-vous les déchets non biodégradables ?	Oui	40	54,7%
	Non	33	45,2%
	TOTAL	**73**	**100%**

Source : notre enquête d'Août 2019

Commentaires : Lorsque on était sur terrain 40 enquêtés soit 54,7% ont confirmé déjà entendu parlé des déchets non biodégradables et 33 enquêtés soit 45,2% ne connaissent pas les déchets non biodégradables.

Tableau 4: Les conséquences provoquées par les déchets non biodégradables sur l'environnement et la population du quartier Majengo

Questionnaire	Réponse	Effectif	Pourcentage
Quelles sont les conséquences des déchets	Pollution de l'eau	29	39,7%

non biodégradables dans le quartier majengo ?			
	Réchauffement climatique	14	19,1%
	La destruction de la couche d'ozone	10	13,6%
	La dégradation de sol	20	27,3%
	TOTAL	**73**	**100%**

Source : Nos enquêtes d'Août 2019

Commentaires : Pour ce qui est des conséquences générées par les déchets sur l'environnement et à la population dans le quartier majengo, le résultat d'enquête montre que 29 enquêtés soit 39, % parle de la pollution de l'eau, 14 soit 19,1% réchauffement climatique, 10 soit13,6% parle de la destruction de la couche d'ozone et 20 soit 27,3% parle de la dégradation de sol.

Tableau 5: Relatif aux solutions

Questionnaire	Réponse	Effectif	Pourcentage
Quelles sont les solutions à mettre en œuvre pour pallier au problème lié aux déchets non biodégradables.	Incinération de déchets	25	34,2%
	Le recyclage	15	20,5%

	de déchets		
	La sensibilisation de la population sur les bonnes techniques de la gestion des déchets non biodégradables	33	45,2%
	TOTAL	**73**	**100%**

Source : Nos enquêtes d'Août 2018

Commentaires : A ce stade il sied de préciser que 33 enquêtés soit 45,2% disent qu'il faut la sensibilisation de la population sur la gestion des déchets non biodégradables, 25 enquêtés soit 34,2% parlent de recyclage des déchets et 15 enquêtés soit 20,5% parlent de l'incinération des déchets non biodégradables.

Tableau 6: Des services de collecte de déchets non biodégradables

Question	Réponse	Effectif	Pourcentage
Qui sont les services qui sont chargé de l'évacuation de déchets dans votre quartier ?	La mairie	13	17,5%
	Fou	7	9,5%
	Hommes des bonnes volontés	33	45,2%
	Associations	20	27,3%

	TOTAL	**73**	**100%**

Source : Notre enquête d'Aout 2018

Commentaires : Selon ce tableau sur 73 enquêtés soit 45,2% sont des hommes des bonnes volontés, 27,3% de nos enquêtés sont les associations, 17,8% de nos enquêtés c'est la mairie et 9,5% sont des fous.

Tableau 7: Informations des enquêtés sur la gestion des déchets

Questionnaire	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Avez-vous déjà été informé de l'existence de déchets ?	Oui	50	68,49%
	Non	23	31,50%
	TOTAL	73.	100%

Source : nos enquêtes d'Août 2018

Commentaire : En résumé de ce tableau nous trouvons que 68,49% des nos enquêtés ,sont des personnes qui sont informées sur les déchets non biodégradables et ce qui n'ont pas eu l'information sont 31,50% de nos enquêtés.

Tableau 8: De l'existence de poubelles publiques dans le quartier Majengo

Questionnaire	Réponse	Fréquence	Pourcentage
Existe-t-il des poubelles publiques dans votre quartier ?	Oui	13	17,80%
	Non	60	82,19%
	TOTAL	73.	100%

Source : nos enquêtés du mois d'Août 2018

Commentaire : Ce tableau nous montre que 60 enquêtés soit 82,19% nient l'existence de poubelles publiques dans le quartier majengo alors que le 13 enquêtés soit 17,80% disent qu'il y existe des poubelles publiques.

Tableau 9: Site d'établissement de déchets de la population

Questionnaire	Reponse	Fréquence	Pourcentage
Ou référez vous jeter vos déchets ?	Dans la poubelle	5	6,84 %
	Dans la rue.	22	30,13%
	Dans le lac	14	19,17%
	Sans la décharge ?	15	20,91%
	TOTAL	73.	100%

Source : nos enquêtés d'Août 2018

Commentaires : A l'issu de ce tableau sur 73 enquêtés soit 100% 22 enquêtés soit 30% préfère jeter leurs déchets dans la rue, 20,91 dans des décharges, soit 19,17% dans le lac et 6,84% dans la poubelle.

IV. INTERPRETATION DES RESULTATS

Dans cette partie du travail il est question de confronter les résultats de notre enquête avec ceux d'autres chercheurs ; d'en dégager les convergences et les divergences. Il s'agira également d'une analyse qui nous permettra de tirer une conclusion partielle, laquelle nous permettra d'affirmer où d'infirmer nos hypothèses fixées d'dorénavant dans l'introduction.

Notre enquête a porté sur « incidences des déchets non biodégradables sur l'environnement en ville de Goma dans le quartier Majengo» pour ce fait, nous avions élaboré un questionnaire.

II.3.4. Les conséquences de la mégestion des déchets non biodégradables

Beaucoup de maladies ont un lien avec l'insuffisance d'assainissement en Afrique ; Quant à notre recherche 39,7% des enquêtés, ont besoins de l'eau potable pour éviter différentes maladies hydriques.

II.3.4. Pour ce qui est à la base de la mégestion des déchets

Dans le tableau n° 9 nos enquêtes ont eu comme résultat ce qui suit : 68% de nos enquêtés ont dit qu'il n'existe pas des poubelles dans leur quartier.

II.3.5. Relatif aux solutions

33,45% des enquêtés ont dit que la sensibilisation de la population peut être prise comme solution pouvant limiter les conséquences provoquées par les déchets non biodégradables (tableau n° 12) comme nous le savons, la sensibilisation est l'une des étapes de changement quand on se contente d'un problème dans le milieu cible ; la population d'enquête en a été convaincu, car la prolifération de déchets amène une affaire due à la mauvaise conscience de la population que pour arriver à changer ce mauvais comportement qui pourra venir dans un avenir et conduire à des pertes des vies humaines , mais aussi une grande quantité des ressources naturelles des divers écosystème. Il faut à tout prix développer dans l'esprit des habitant du quartier Majengo un esprit de changement de mentalité en le rendant sensible au problème en passant par la sensibilisation, c'est pourquoi nos enquêtés l'ont choisi.

Nous référent à Faida Alembo Maryse , qui suppose que la plus grande piste de solution proposée par les différentes couches sociales de la population enquêtée est celui de faire une sensibilisation sur la bonne gestion des déchets dans le quartier Mapendo.

CONCLUSION

Au cours de notre travail, nous avons fait l'investigation sur « incidences de déchets non biodégradables sur l'environnement en ville de Goma cas spécifique du quartier Majengo». Notre attention a été penchée sur la mégestion des déchets non biodégradables, leurs conséquences environnementales et les solutions ont été proposées pour contourner les effets causés par les déchets non biodégradables dans le quartier Majengo. Raison pour laquelle des questions suivantes ont été posées.

1. Qu'est ce qui est à la base de la mégestion de déchets non biodégradables dans le quartier Majengo ?
2. Quelles sont les conséquences de la mauvaise gestion des déchets non biodégradables dans le quartier Majengo ?
3. Quelles sont les solutions à mettre en œuvre pour pallier aux problèmes liés à la mégestion déchets non biodégradables ?

Face à ces questions, nos hypothèses ont été formulées des manières suivantes :

1. La mégestion des déchets non biodégradables pourraient être l'irresponsabilité des usagers et manque des dépotoirs publics
2. Les conséquences de déchets non biodégradables seraient le réchauffement climatique, la pollution de l'eau, de l'air, du sol, le bouchage des caniveaux

d'eaux, la destruction de la couche d'ozone (0_3), etc…

3. Les solutions à mettre en place pourraient être, le recyclage des déchets, l'incinération et la conscience du gouvernement face aux déchets non biodégradables

Pour que nous parvenions à proposer les meilleures solutions à cette grande préoccupation de la population, l'enquête sur terrain était une condition sine qua non.

Ainsi pour aboutir aux meilleurs résultats, nous avons utilisé les méthodes historique, descriptive, statistique, analytique moyennant les techniques d'observation directe, d'interview et les questionnaires d'enquêtes.

64,4% des enquêtés ont dit que la base de la mégestion des déchets non biodégradables dans le quartier Majengo c'est l'absence des décharges publiques et 31,5% de nos enquêtés ont dit que c'est l'ignorance de technique de recyclage par les usagers du quartier Majengo. Ceci confirme la première hypothèse.

Du point de vu conséquences engendrées par cette mauvaise gestion des déchets non biodégradables sur l'environnement et la santé de la population du quartier Majengo 39,7% des enquêtés ont dit que c'est la pollution de l'eau, 27,3% ont dit que c'est la dégradation de sol, 19,2% ont dit que c'est le réchauffement planétaire et 13,6% ont dit que c'est la destruction de la couche d'ozone. Ceci confirme notre deuxième hypothèse

En termes de solution, il faut retenir que 45,2% des enquêtés ont proposé la sensibilisation de la population et 34,2% ont parlé de l'incinération des déchets, et 20,5% ont parlé de recyclage des déchets non biodégradables. Ceci a confirmé notre troisième hypothèse. En fonction des résultats cités ci-haut , nous avons trouvé ces techniques, songé ensemble avec notre population d'étude à un projet de sensibilisation de la population sur les bonnes techniques de déchets non biodégradables dans le quartier Majengo, le projet qui, pour atteindre nos objectifs à nécessité une durée d'une année d'exécution soit 12 mois avec un coût total de 163100,48 dollars américains. Tel a été la quintessence de notre étude. Il reste cependant la tache aux autorités politico-administratives, aux populations , aux chargées de la conservation de la nature et autres institutions œuvrant dans le domaine socio environnemental de bien s'approprier le résultat de ces investigations en vue de gérer les types des déchets dangereux, pour la vie des humains et des écosystèmes terrestres.

BIBLIOGRAPHIE

A. OUVRAGE :
   1. Attahi cité par Diabagate de la France en 2018 ;p32
   2. MADELENE GRAWITZ, méthode de recherche scientifique en science sociale 9ème édition. Daloz,Paris ;p368
   3. Dictionnaire petit Robert 2008 ;p5
   4. Dictionnaire la rousse de poche 2017 ; p28
   5. OMS revue international de developpement sanitaire à Gèneve, 1998
   6. Huguer G., protection de la santé en environnement, paris, 1998

B. TFC, MEMOIRES ET AUTRES SOURCES
   1. Patient Luderwa P., dans son travail intitulé «l'évaluation des déchets solides industrielle dans la ville de Bukavu 2006-2007»p5
   2. Khouildi Saleh dans son travail intitulé «la gestion de déchets industrielle au Benin 2014-2015»p15

C. WEBOGRAPHIES
   1. www.planestoscope.com/déchets/692 . Production de déchets par l'agriculture dans le monde 2018
   2. **Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide.**> acceuil,Tom, l'exique de Tom sur les déchets

Par : **Professeur Docteur Louis AKILIMALI KAHUMBUGU**,
MUNIHIRE LUBUTO Denis &
Ass. **NZONDERO TUMBA**

XXX. DROIT CONGOLAIS ET REGIONALISME POLITIQUE FACE AUX LIMITES DU CONTROLE PARLEMENTAIRE EN PROVINCE : ANALYSE DES DEFIS AU KASAÏ ORIENTAL

Par Clarisse MBOMBO CIPINDA
Chef de travaux à la Faculté de Droit, Université Officielle de Mbujimayi
D.E.A et Candidate à la thèse
e-mail : clarissecipinda@gmail.com
Watsapp : +243 85 148 21 34

Résumé

Cet article décrit comment la décentralisation a commencé en RDC ces dernières années. Il y a une multitude de raisons à cela, mais il est important de noter l'immensité du pays qui encourage un certain consensus selon lequel la clé pour guider le pays vers un développement intégral est de commencer un processus efficace de décentralisation de son territoire. Ce choix justifie la présence des gouvernnements provinciaux dans le pays, y compris les gouvernements provinciaux, les organes exécutifs provinciaux mais aussi les organes délibératifs, les parlements provinciaux, par lesquels la législation est faite par province.

Certes, au niveau de ces organes, il y a des dirigeants qui n'accomplissent pas leurs missions conformément à leurs mandats, comme prévu dans la Constitution. Ils ne sont rien de plus que des représentants de l'Etat et n'ont donc aucun pouvoir réel, encore moins une quelconque autorité exécutive ; leur position est simplement de suivre les ordres émis par le pouvoir central au détriment de la population. Cet article se propose d'identifier les facteurs explicatifs du désengagement de ces dirigeants dans la gestion de la chose publique et la déficience de la stratégie de gouvernance dans la province du Kasaï Oriental et de dégager les défis qui en découlent et proposer des solutions.

INTRODUCTION

La vision congolaise du régionalisme est basé sur le contenu constitutionnel, des articles 2 à 4 de la Constitution du 18 février 2006, qui sont respectivement complétés par les dispositions légales de deux textes juridiques, notamment la loi N°08/012 du 31 juillet 2008 portant principes fondamentaux relatifs à la libre administration des provinces telle que modifiée à ce jour et la loi n° 08/016 du 07 octobre 2008 sur la composition, l'organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'Etat et les provinces. L'instauration de la démocratie est devenue aujourd'hui une condition préalable au développement.

Etat donné ce statut, la RDC, comme tout autre Etat dans le monde, n'était pas en mesure de choisir un régime alternatif de changement autre que la démocratie. Une bonne démocratie, alors, doit reposer sur la participation du peuple, le souverain primaire à la prise de décision à tous les niveaux de gouvernance et

au contrôle de l'action publique par les institutions de la République. Notre étude se concentre sur le rôle des intuitions provinciales.
En fait, les enjeux du régionalisme politique et de la gouvernance sont politiques et développementaux. D'un point de vue politique, un État doit être réformé, consolidé et légitimé non pas du haut, mais de sa base, qui se compose des provinces et des différentes couches de la société, et pour enraciner une démocratie encore faible à travers un processus d'implication citoyenne, il convient de se poser des questions sur la nature de l'État en tant que composé des provinces et des différentes couches de la société. Cela signifie puiser dans une variété d'énergies et d'identités ainsi que différents acteurs et partenaires.

[247]Le régionalisme politique est poursuivi au Kasaï Oriental par des acteurs de trois catégories comme dans d'autres provinces. Ceux-ci incluent : les acteurs politiques (gouvernement provincial et assemblée provinciale), social (société civile, ONG), et les acteurs locaux. En réalité, ces acteurs ont développé une stratégie de gouvernance commune, partagée par tous et organisée comme un engagement systématique de toutes les personnes dans les affaires publiques de l'État et pour atteindre les objectifs de développement. Néanmoins, ils se caractérisent distinctement par la manière dont ils mettent en œuvre cette stratégie.

[247] BUSHABU MBENGELE A., La régionalisation du Grand Kasaï ou le choix d'un cadre géographique pour l'aménagement du territoire, ed.CREDOP, Kananga, 2009, p.77.

Malheureusement, il est maintenant démontré que cette stratégie était mal orientée par rapport au sujet sur lequel ils sont tous mobilisés et engagés. Et, tandis que la politique de gestion du pays s'est développée sur les principes de centralisation dans le sens où un pays a un point central d'impulsion, il était temps d'examiner la politique gouvernementale à cet égard. Cette réflexion se propose, d'identifier les facteurs explicatifs de la déficience de la stratégie de gouvernance dans la province du Kasaï Oriental et de dégager les défis qui en découlent et proposer des solutions.

Dans le souci de systématiser nos prérequis et de structurer notre analyse, nous avons prévue de parler dans un premier temps du choix du régionalisme politique en RDC analyse des contours historico-juridiques. Dans un deuxième temps nous allons présenter les statistiques prévisionnelles des recettes et des dépenses de la province du Kasaï Oriental. Enfin dans le troisième temps, nous esquisserons l'étude sur les limites et les moyens du contrôle parlementaire à l'épreuve contextuelle d'une entité politique régionalisée : cas de la province du Kasaï Oriental de 2007 à 2021.

1. DU CHOIX DU REGIONALISME POLITIQUE EN RDC. ANALYSE DES CONTOURS HISTORICO-JURIDIQUES EXPLICATIFS

C'est à travers la Constitution du 18 février 2006 que la RDC a décidé d'opter pour la décentralisation territoriale. Maintenant qu'il y a un nouvel ordre politique, le pays a plusieurs centres d'impulsion. C'est la seule raison pour laquelle la RDC a désormais des gouvernements provinciaux (organes exécutifs provinciaux) mais aussi des organes délibérants (parlements provinciaux) pour donner une législation spécifique à la province. Il y a de nombreux centres d'impulsion, et avec plusieurs d'entre eux, la logique doit changer. Alors que tous les pouvoirs de l'État était autrefois concentré dans le pouvoir central, maintenant, ces compétences sont partagées entre le pouvoir central et les provinces. Les compétences des provinces sont désormais conformes aux dispositions des articles 202, 203, et suivants de la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée à ce jour. C'est à partir de ceux-ci, cependant, que les provinces développent des compétences.

La nature de ces institutions provinciales est régie par un système binaire, elles sont des organes délibérants de plusieurs, et des organes d'action d'un seul. La Province du Kasaï Oriental et les collectivités comporte comprennent deux organes : une assemblée délibérante et un organe exécutif. Comme ces deux institutions provinciales travaillent ensemble, la coopération est une nécessité inévitable et la seule façon pour la province de s'envoler vers son destin en effet.

Maintenant, que chacune des institutions provinciales a des compétences personnelles et spécifiques que l'emboîtement ne permettra pas. C'est pourquoi le besoin de contrôle est un préalable à la paix entre les organes provinciaux[248] Par le biais du suivi de l'activité gouvernementale, le parlement tentera d'avoir un contenu crédible et vérifiable grâce à des dispositifs d'information qui lui permettent d'évaluer avec précision le fonctionnement de l'exécutif ou non en vue d'un éventuel processus de destitution de l'équipe gouvernementale

Par cette méthode, il joue considérablement le rôle de contrôle pour freiner les excès ou la dictature par l'exécutif. C'est dans ce contexte, que VUNDUAWE TE PEMAKO F. invité les tenants du pouvoir à réunir cumulativement les trois conditions ci-après pour la réussite de la reforme territoriale en RDC. Il s'agit d'abord, d'une gestion harmonieuse des personnes, c'est-à-dire leurs aspirations légitimes et mentalités à travers des sanctions positives ou négatives ; ensuite une bonne organisation des structures rationnelles et efficaces; enfin une bonne gestion des ressources matérielles et surtout financières[249].

[248] MAMPUYA KANUK'A-TSHIABO, Espoir et déception de la quête constitutionnelle congolais, clé pour comprendre le processus constitutionnel du Congo Kinshasa, éd.BNC, Kinshasa, 2005, p.421.

[249] VUNDUAWE TE PEMAKO, F., « Le régionalisme politique ou la nouvelle décentralisation territoriale », in Mandats, rôles et fonctions des pouvoirs constitues dans le nouveau système politique de la RDC, PNUD module de formation, Kinshasa, 2007, p.78.

Il le dit dans un ouvrage collectif où il décrit « le régionalisme politique ou la nouvelle décentralisation territoriale ». Ce document nous place sur la véritable signification que la nouvelle décentralisation choisie depuis la Constitution de 2006 a signifiée dans la gouvernance du pays et des provinces. Cela a été qualifié, comme l'a souligné Felix VUNDUAWE, autrement que du « régionalisme politique » ou du « régionalisme constitutionnel ».

1.1. Forme de l'Etat et régionalisme politique en RDC : contexte et justification

Ce premier point présente les formes de l'État que la RDC a eues depuis la première république jusqu'à la troisième république et justifie le contexte.

1.1.1. Forme de l'Etat dans la Loi fondamental du 19 Mai 1960 contexte et justification

D'après NTUMBA LUABA, les Constitutions africaines à leur accession à l'indépendance étaient soit octroyées, soit négociées dans le cadre des conférences constitutionnelles.[250] Se référer à NTUMBA LUABA n'exempte pas le fait que cette Constitution (Loi Fondamentale du 19 mai 1960, relative aux structures du Congo) ne pouvait être que le reflet de la volonté et de la réalité de la Belgique. C'était une Constitution provisoire. Le 19 mai 1960, la Belgique a introduit le régime belge au Congo avec cette Constitution du Congo concernant les structures du Congo. À l'exception de la substitution de la monarchie, remplacée par le Chef de l'État élu par les deux chambres, le Parlement belge a exporté presque toutes les institutions métropolitaines vers

[250]NTUMBA LUABA, L., Droit constitutionnel General, Kinshasa, 2005, p.151.

l'ancienne colonie. C'est à ce moment-là que la Première République est née, en tant qu'État composé de six provinces (Province de Léopoldville, Province de l'Équateur, Province Orientale, Province du Kivu, Province du Katanga, Province du Kasaï)[251] chacune dotée de la personnalité civile. L'État congolais se compose d'institutions centrales, provinciales et locales. L'article 8, alinéa 2 de la Loi fondamentale énumère les institutions provinciales comme suit :

- Le Gouvernement provincial dirigé par un Président ;
- L'Assemblée provinciale.

En particulier, la Loi fondamentale accorde d'énormes pouvoirs aux provinces. Elles ont le droit d'initiative (dont leurs matières ne sont pas définies) au même titre que l'exécutif central (art. 16). Il en va de même pour les assemblées provinciales qui examinent toutes les questions d'intérêt provincial et légifèrent par édit (art. 148). Les compétences exclusives du pouvoir central et des provinces sont définies respectivement par les articles 219 et 220. La loi fondamentale par rapport à la forme de l'Etat était basée sur l'équilibre avec certains des éléments d'opposition de l'autre côté de la division politique congolaise, à savoir les unitaires et les fédéralistes. Cela dit, en pratique, le Congo était un État unitaire décentralisé.

[251] RAMAZANI SHADARY, E., Régionalisme politique et développement des provinces, plaidoyer pour la promotion d'un « Moyen-État », éd. Le Harmattan, Paris, 2021, p.153.

[251]BOUVIER, P., La décentralisation : de la première à la troisième république, éd. Le cri Africa, Tervuren, 2012, p. 42.

La lecture de cet article par BOUVIER P. conclut que l'esprit de la Loi fondamentale ; l'État est une « structure de type fédéral»[252].

Les six provinces l'ex-Congo belge ont été dotées de privilèges législatifs authentiques caractéristiques des États fédérés d'un État fédéral, soutient-il. En son article 8, la Loi fondamentale stipule : *« L'Etat du Congo comprend des institutions centrales, provinciales, et locales ». En plus des deux institutions provinciales déjà évoquées ci-haut, les institutions centrales sont :*

- *Le Chef de l'Etat ;*
- *Le Gouvernement dirigé par le Premier ministre ;*
- *La Chambre des représentants ;*
- *Le Sénat.*

Il est évident que sous cette Constitution, les institutions provinciales et locales sont répertoriées à un niveau égal aux institutions centrales, contrairement de celles du 18 février 2006.

1.1.2.Forme de l'Etat dans la deuxième république, contexte et justification

Pour certains auteurs, la deuxième République commence, en fait, avec le coup d'État militaire, et pour d'autres, avec la promulgation de la Constitution le 24 juin 1967. Emmanuel RAMAZANI insiste, pour sa part, que la Deuxième République arrive au moment du général Mobutu, le commandant en chef du coup d'État militaire du 24 novembre 1965, et le principal architecte de la Constitution de 1967[253].

[252] BOUVIER P., La décentralisation : de la premier à la troisième république, éd. Le cri Africa, Tervuren, 2012, p.42.

[253] RAMAZANI SHADARY E., Op.Cit, p.175.

Cette explication nous aide à réaliser que cette époque était caractérisée par la concentration absolue du pouvoir politique. Et parler des institutions politiques provinciales comme de véritables institutions et moteurs de développement, n'est rien d'autre qu'une imagination à cet égard. Bien que la décentralisation elle-même ait été tentée en 1982, cette recommandation n'était pas compatible avec la mise en œuvre effective des institutions au niveau régional. Le fonctionnement était pénible par rapport aux principes de décentralisation.

C'était une époque de concentration du pouvoir et ne pouvait donc pas aboutir à une quelconque forme de l'Etat qui donnerait du pouvoir aux provinces. Par conséquent, la Constitution de 1960 a créé un Etat unitaire centralisé. Elle a réduit les provinces de 21 à 14, puis de 14 à 12, de 12 à 8, et enfin de 8 à 11 avec la scission du Kivu en 1988. De cette manière, toutes les institutions fédéralistes en place ont été abolies, et la fonction de gouverneurs, auparavant hauts fonctionnaires, est devenue purement administrative.

La deuxième République a connu un certain nombre de réformes concernant l'organisation territoriale, que nous allons maintenant exposer brièvement comme suit :

1.1.2.1. L'ordonnance-loi n°67-177 du 10 avril 1967

Cette ordonnance a mis fin au fédéralisme naissant. Elle a réduit le nombre de provinces de 21 à 12, puis à 8. Ainsi, les gouverneurs provinciaux sont devenus de simples fonctionnaires de carrière, des commissaires régionaux qui pouvaient être transférés selon les besoins de l'Etat. Ils ont établi des organes consultatifs pour l'Assemblée provinciale et ont aboli les fonctions des membres provinciaux du gouvernement[254]

De ce qui précède, on peut clairement voir que cette ordonnance approuve une structure étatique hautement centralisée avec pour objectif d'utiliser des outils puissants qui pourraient être appliqués au gouvernement central pour l'amener dans les coins les plus reculés du pays. Avec cette forte centralisation, la province ne jouit plus de la personnalité juridique distincte de celle de l'Etat. Le parlement provincial fait peu pour diriger un quelconque processus de politique publique ; le gouvernement provincial continue d'être administré par l'autorité centrale et reste dépendant de son autorité hiérarchique ; l'Assemblée provinciale se détourne de la compétence législative ; le district et le territoire deviennent, comme la province, de simples circonscriptions administratives ; l'organisation des structures administratives locale échappe aux autorités provinciales.

[254] NDAYWEL E NZIEM, I., Histoire du Congo. Des origines à nos jours, éd. le Cri Afrique, Bruxelles, 2010, p. 201.

1.1.2.2. La Constitution du 24 juin 1967

Compte tenu des faits ci-dessus, nous pensons que la Constitution du 24 juin 1967 est, pour la première fois, une tentative d'institutionnaliser ce qui existait depuis la précédente. En effet, les provinces étaient autonomes et avaient la personnalité juridique en vertu de l'article 5 de la Constitution du 1er août 1964. Ainsi, les dispositions de l'Ordonnance-loi n° 67-177 du 10 avril 1967 étaient inconstitutionnelles. Et nulle part cela n'est plus évident qu'au niveau de la structure étatique. La Constitution de 1967 cherche à surmonter et à rectifier les blocages et les échecs des constitutions antérieures, en particulier la Loi fondamentale et la Constitution de Luluabourg. Elle établit effectivement un Etat fort, unifié, centralisé, centré sur l'Etat et stable. Le gouvernement central est à la tête de la prise de décision et de la motivation. les provinces ainsi que les autres collectivités régionales et locales de l'Etat sont organisées par une loi.

1.1.2.3. La réforme du 21 mars 1969

Cette réforme, dont l'Ordonnance-loi n° 69-012 du 12 mars 1969 contient deux innovations principales. L'une d'elles est que la nomination et la reconnaissance des chefs de secteur, des cités et des chefferies sur recommandation des autorités provinciales seront assurées par le Ministère de l'Intérieur.

Les circonscriptions territoriales du Congo ont été classés en deux catégories : les circonscriptions administratives déconcentrées, dépourvues de personnalité juridique (province, district, territoire, communes des villes autres que la ville de Kinshasa) et les entités territoriales décentralisées : la ville de Kinshasa, les villes, les communes de la ville de Kinshasa et les collectivités locales.

1.1.2.4. La réforme du 05 Janvier 1973

Intensément à soiffé de pouvoir et désireux de moyens et de mécanismes pour développer son pouvoir, le régime politique de la deuxième République établi par le coup d'État de 1965 par le général MOBUTU, s'est continuellement ajusté. Ainsi, quelques réformes ont émergé, notamment une en 1973, qui intègre la structure dans le modèle du parti unique, le MPR. Cette réforme a mis en place une organisation territoriale de structures hiérarchisées et centralisées. Ainsi, les circonscriptions territoriales de l'État changeraient de nom, notamment région, sous-région, zone, collectivité. Aujourd'hui, les agglomérations urbaines sont également gouvernées de manière administrative comparable à celles rurales. L'autorité coutumière et les chefs ont été abolis et sont devenus de simples fonctionnaires de l'Etat, susceptibles d'être transférés. Cela créerait des tensions parmi eux, notamment entre ceux du centre et de l'Est. Mobutu s'est déclaré et couronné Grand Chef Coutumier des Bangala.

Malgré l'opposition des chefs de l'Est, il a officialisé le DJALELO, l'hymne du MULOPWE (Grand Chef Luba du KATANGA).[255]

1.1.2.5. La réforme du 20 Janvier 1978

Tout ce que nous pouvons observer en ce qui concerne cette réforme du 20 Janvier 1978, ce qu'elle a réalisé l'intégration des Sous- régions et des Zones Urbaines dans la nomenclature des structures territoriales. Les sous-régions sont la structure qui se nommera avant la dernière réforme « District », tandis que les zones urbaines sont aujourd'hui identifiées comme les « Communes »

1.1.2.6. La réforme administrative de 1982

La loi n° 82-006 du 25 février 1982 est celle qui a été promulguée dans un contexte politique et économique et a ramené une vision de décentralisation au pays. Elle incarne la détermination de la rendre effective et de l'étendre pour être appliquée aux entités régionales et locales. De cette manière, des assemblées délibérantes ont été formées dans toutes les entités décentralisées et de nouvelles entités administratives déconcentrées (cité, quartier) ont été créées. La sous-région urbaine est remplacée par la ville. Les compétences se situent entre le gouvernement et les entités décentralisées. Il convient également de noter qu'elle est née par suite de la crise qui a frappé le pays durant cette période, et l'architecture politico-administrative a été accusée d'être l'une des multiples causes. Ainsi, un désir de changement a été exprimé par les organes du MPR à travers la lettre de 13 parlementaires et la création de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS).

[255] RAMAZANI SHADARY E., Op.Cit, p.188.

De ce qui précède, il semble important d'affirmer que le système politique mis en place par MOBUTU était incompatible avec la reconnaissance de l'autonomie des provinces ou régions, ni sous une forme fédérale ou unitaire décentralisée, ni sous une forme régionalisée. D'où la nécessité d'une lutte pour établir un système démocratique à travers la troisième République tout en passant par diverses transitions.

1.1.3.Forme de l'Etat dans la troisième république, contexte et justification

La troisième république commence avec l'avènement de la Constitution du 18 février 2006. Cette dernière reflète l'histoire politique très turbulente de la RDC et son propre génie. Les motivations qui ont guidé son élaboration prennent principalement en compte l'unité à préserver tout en permettant aux provinces de devenir autonomes. Cela s'exprime dans l'exposé des motifs lorsqu'il déclare :*« Dans le but, d'une part de consolider l'unité nationale mise en mal par les guerres successives et, d'autre part , de créer des centres d'impulsion et de développement à la base, le constituant a structuré administrativement l'Etat Congolais en 25 provinces plus la ville de Kinshasa, dotées de la personnalité juridique et exerçant des compétences de proximité… en sus de ces compétences, de provinces en exercent d'autres concurremment avec le pouvoir central… ».*[256]

[256]Constitution du 18 Février 2006 telle que modifiée à ce jour, exposé des motifs, alinéa 7.

Parmi les diverses préoccupations soulevées par le constituant de 2006 figurent également la nécessité de contrer toute tentative de dérive dictatoriale, de lutter contre l'impunité et d'assurer l'alternance démocratique. Concernant la forme de l'État, le constituant est confronté à deux mots tabous, à savoir : **unitaire** et **fédéral**. Pour limiter cet obstacle, la Constitution se contente de déclarer à l'article 1 que la RD Congo est un « **État uni** ». En outre, la loi organique du 31 juillet 2008, relative à la libre administration des provinces, établit le régionalisme politique dans son exposé des motifs. Comme le note MUNAYI MUNTU MONJI, le mot retenu et celui qui a été évité témoignent du degré de susceptibilité existant en ce moment sur cette question au sein de la classe politique congolaise.[257]

Parmi les motivations qui ont plaidé pour l'élaboration de cette Constitution figurent celles liées à l'autonomisation des provinces, leur donnant l'opportunité. Les motivations qui ont guidé son élaboration prennent principalement en compte l'unité à préserver tout en permettant aux provinces de devenir de nouvelles sources d'impulsion pour le développement à la base. Il faut reconnaître que la Constitution du 18 février 2006 se présente comme un compromis solide des acteurs politiques congolais concernant son histoire, son contexte et le souci d'établir un État de droit pour le bien de tous.

[257] MUNAYI MUNTU MONJI, T., Genèse et évolution des circonscriptions administratives et des entités politico-administratives congolaises (1888- 2009), éd. EDUPC, Kinshasa, 2010, p. 385.

Cette Constitution, contrairement à celle de la deuxième république, institue le pouvoir à trois niveaux. Notamment au niveau central, au niveau provincial ou régional, et au niveau local. Au niveau central, l'article 68 dispose : « *les institutions de la république sont : Le Président de la République Le Parlement Le Gouvernement Les Cours et Tribunaux* ». Et l'article 195 dispose quant à lui : « *les institutions provinciales sont : l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial* ». En résumé, nous disons que la 3ème République se caractérise par la ferme volonté du constituant d'accorder une gamme de compétences aux provinces. Celles-ci sont désormais, selon la Constitution, entièrement responsables, entre autres, de leur programme de développement, bien que certains dirigeants de ces institutions aient mal compris cela et que certaines contraintes structurelles et conjoncturelles soient observées de manière simplifiée.

2. DU CONTROLE PARLEMENTAIRE AU KASAÏ ORIENTAL ET LA GOUVERNANCE FINANCIERE FACE A LA MOBILISATION DES RECETTES ET L'EXECUTION DES FINANCES PUBLIQUES

La bonne gestion des ressources disponibles, est un atout pour le plus grand bien du propriétaire originel, à savoir la population, sources de légitimité des pouvoirs publics. En ce qui concerne le contrôle de la bonne gestion des ressources, il convient de noter qu'en RDC, le parlement engage un débat public sur les ressources extérieures à l'occasion de la soumission annuelle par le gouvernement du projet de loi de finances.

Lors de l'exécution du budget, chaque parlementaire peut également mettre en œuvre les divers moyens de contrôle prévus par la Constitution pour s'informer sur la gestion par le gouvernement des ressources extérieures, demander la mise en place d'une commission d'enquête ou proposer un contrôle par la Cour des comptes du compte général du trésor public. La mobilisation des recettes reste la clé de voûte pour répondre efficacement aux diverses préoccupations du Gouvernement, afin de lui permettre de faire face aux dépenses de l'État.

Les recettes fiscales faisant partie du budget de l'État, celles-ci fournissent à l'État les moyens financiers pour définir sa politique (aspect budgétaire) et dont l'impact se matérialise à travers les aspects économiques et sociaux de sa population. Par conséquent, toute politique économique a des conséquences sociales, et inversement, la politique sociale a des implications économiques.

De manière globale et brève, voici les aspects socio-économiques découlant de la participation à la mobilisation des recettes fiscales par la Direction Générale des Impôts (D.G.I.) en général et la province du Kasaï oriental dans la mise en œuvre du budget de l'État et de la province, dont les aspects ci-dessous, et dont la liste n'est pas exhaustive. Il s'agit notamment :

- D'aider le Gouvernement à atteindre l'objectif final de la dette extérieure afin de libérer éventuellement de nouvelles ressources pour financer le développement ;
- De la réhabilitation et réparation des infrastructures sociales de base telles que l'école, les hôpitaux, les ports et aéroports, les routes, l'eau et l'électricité, etc ;
- De la mobilisation des recettes internes, donnant des moyens substantiels à l'Etat pour prendre un ordre gouvernemental enfin pour réaliser un développement global ;
- Provoquer une augmentation triviale des salaires des fonctionnaires ;
- Promotion simplifiée de l'agriculture comme priorité, donner de nouveaux intrants;
- Assurer le paiement régulier des salaires des policiers et militaires pour établir la paix dans toute la République Démocratique du Congo et surtout dans la Province du Kasaï oriental.

Prévisions des recettes de la province en CDF	EXERCICES			
	2014	2015	2016	2017
1. Recettes courantes				
Part des recettes à caractère national	99 086 249 763,00	99 086 249 763,00	26 660 795 038,00	51 517 800 848,00
Impôts et taxes provinciaux d'intérêt commun	7 634 664 048,00	13 236 476 774,33	10 820 291 264,50	13 060 453 432,70
Impôts et taxes spécifiques de la Province	5 399 116 526,00	2 410 131 159,00	4 698 969 902,00	9 300 300 084,49
Total prévisions des recettes courantes	**112 120 030 337,00**	**114 732 857 696,33**	**42 180 056 204,50**	**73 878 554 365,19**
2. Recettes exceptionnelles	**105 547 092 007,00**	**36 875 331 751,13**	**36 875 331 751,13**	**36 928 175 939,80**
Total prévisions des recettes	**217 667 122 344,00**	**151 608 189 447,46**	**79 055 387 955,63**	**110 806 730 304,99**

Eu égard à tous ces desideratas, une régie financière provinciale a été créé au Kasaï Oriental dénommée **Direction Générale des Recettes du Kasaï oriental**, en sigle « DGRKOR » avec la vision générale de maximiser les recettes pour alimenter le trésor public afin que ce dernier finance divers projets de l'ensemble de la province, dont le premier bénéficiaire sera la population. A effet, dans ce deuxième point, nous esquisserons tour à tour, les statistiques prévisionnelles de recettes et de dépenses de la province (i), nous jetterons un coup d'œil comparatif entre les recettes prévues et celles réalisées par la province (ii) et enfin coup d'œil comparatif entre les dépenses prévues et celles exécutées par la province (iii).

2.1. Présentation des Statistiques prévisionnelles des recettes et dépenses de la province

Les statistiques prévisionnelles des recettes et des dépenses de la province du Kasaï Oriental pour la période allant de 2014 à 2017 se présentent de la manière ci-après :

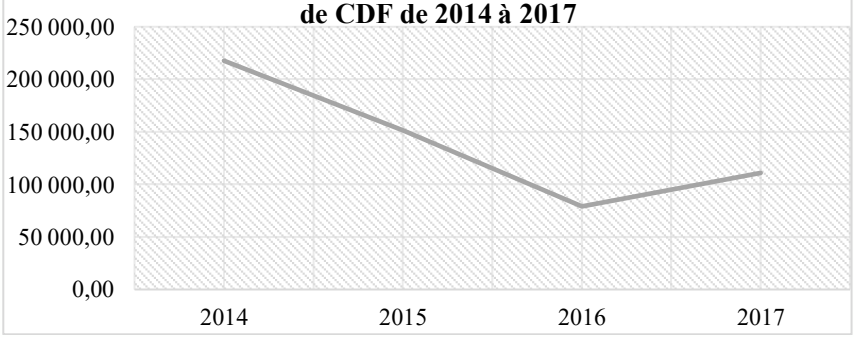
Prévisions des dépenses de la province en CDF	EXERCICES			
	2014	2025	2016	2017
Dette publique en capital	1 197 299 378,00	3 000 000 000,00	600 000 000,00	600 000 000,00
Frais financiers	10 000 000,00	11 000 000,00	0,00	0,00
Dépenses de personnel	35 848 372 266,00	39 364 139 344,28	20 952 898 012,28	25 495 455 723,00
Biens et matériels	1 436 045 352,00	1 523 745 352,00	935 491 344,00	1 046 288 444,00
Dépenses de prestations	3 994 765 800,00	4 541 719 929,44	3 367 851 519,44	4 243 317 230,00
Transferts et interventions	18 066 868 269,00	18 379 823 701,60	7 052 839 553,72	12 780 258 828,40
Équipements	128 891 722,00	14 457 697 032,00	137 272 447,00	7 211 440 749,07
Constructions, réfections, réhabilitations…	156 984 879 556,00	70 330 064 088,14	46 009 035 079,19	59 429 969 330,52
Total prévisions des dépenses	**217 667 122 343,00**	**151 608 189 447,46**	**79 055 387 955,63**	**110 806 730 304,99**

Tableau 1. Prévisions des recettes de la province en CDF

Sources : Service de la comptabilité du Gouvernorat de province, budgets et rapports d'exécution budgétaire, exercices 2014-2017

Tableau 2. Prévisions des dépenses de la province en CDF Sources : Service de la comptabilité du Gouvernorat de province, Graphiquement, l'évolution des prévisions des recettes et des dépenses se présente comme suit :

Graphique 1. Evolution des prévisions des recettes et dépenses de la province du Kasai-Oriental en milliards de CDF de 2014 à 2017



Commentaire de tableaux 1 et 2 et du graphique 1

Au regard de tableaux 1 et 2 ci-dessus, il y a lieu de constater que les budgets de la province du Kasaï-Oriental pour les exercices 2014 à 2017 ont été établis en équilibre entre les recettes et les dépenses, ceci répond au principe d'équilibre budgétaire. Cependant, il y a également lieu de constater que d'une manière générale, l'évolution des prévisions est décroissante, passant de 217 667 122 343,00 CDF en 2014 à 110 806 730 304,99 CDF en 2017, soit une diminution de près de la moitié (49,09%). Quant au contenu des

recettes prévues, il se dégage en moyenne, pour les quatre exercices retenus dans ce travail, la faible prévision des recettes locales (DGRKOR), soit 14,03%. En effet, la part des recettes à caractère national prévues, c'est-à-dire la rétrocession à bénéficier par la province de la part du gouvernement central sur les recettes à caractère national (DGI, DGRAD, DGDA, etc.) représente une grande partie des recettes de la province, soit 47,77%. Les recettes exceptionnelles prévues, c'est-à-dire celles espérées des différents partenaires (PNUD, etc.) viennent en deuxième position avec 38,20%.

Pour ce qui est du contenu des dépenses prévues, trois lignes budgétaires ont retenu notre attention, il s'agit notamment des dépenses de constructions, réfections, réhabilitations, etc. ; des dépenses de personnel ; et des dépenses en transferts et interventions qui représentent respectivement 57,59% ; 22,99% et 10,22%. La prévision des autres dépenses de la province telles que les dépenses en équipements, biens et matériels, etc. représente 9,2%.

2.2. Coup d'œil comparatif entre les recettes prévues et celles réalisées par la province

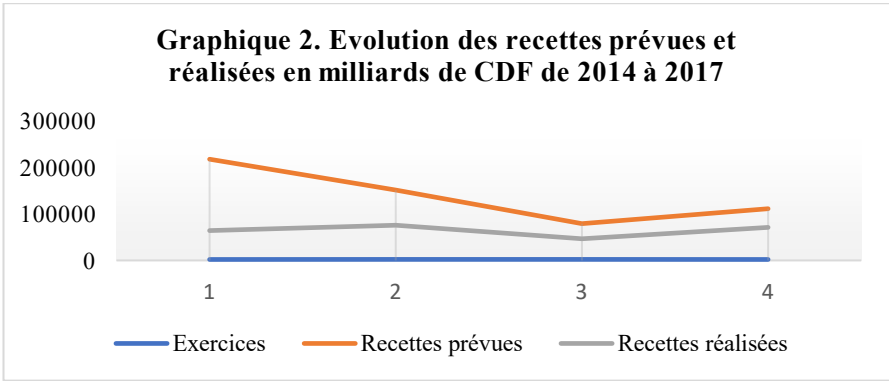
Il sera question de faire une comparaison entre les recettes prévues et celles réalisées par la province et ensuite nous ferons un bref commentaire quant à ce.

Exercices	***2014***	***2015***	***2016***	***2017***
Recettes prévues	217 667 122 344,00	151 608 189 447,46	79 055 387 955,63	110 806 730 304,63
Recettes réalisées	64 572 181 021,79	75 691 707 334,84	46 570 525 018,04	71 476 639 052,42
Ecart en valeur	-153 094 941 322,21	-75 916 482 112,62	-32 484 862 937,59	-39 330 091 252,21
Taux de réalisation	29,67 %	49,93 %	58,91 %	64,51 %

Tableau 3. Comparaison entre les recettes prévues et réalisées en CDF de 2014 à 2017

Source : élaboré sur base du tableau 1 et des données recueillies auprès des Services comptables du Gouvernorat de province : budgets et rapports d'exécution budgétaire, exercices 2014-2017

Graphiquement, l'évolution des recettes prévues et réalisées se présente comme suit :



Commentaires du tableau 3 et du graphique 2

La Province du Kasaï Oriental a connu en 2014, une amélioration du climat des affaires avec des investissements, entre autres, la mise en chantier de la société minière SACIM, l'implantation de nouvelles banques et la suppression des barrières routières, …Au plan macroéconomique, il a été constaté une stabilité au niveau du taux de change ainsi que des prix de denrées alimentaires de première nécessité. A ce titre, nous pouvons signaler l'appui des partenaires techniques et financiers de la province dans quelques secteurs, notamment :

- Education, Santé, Développement Rural ;
- Réforme des finances publiques ;
- Renforcement des capacités ;
- Agriculture, éducation et infrastructures, …

Au-delà de ce panorama prometteur, le graphique ci-dessus renseigne que durant toute la période sous étude, les recettes réalisées sont restées largement inférieures à celles prévues. L'exécution du budget 2014 a fait face à des pesanteurs suivantes :

- L'irrégularité des transferts des fonds destinés aux projets d'investissements ;

- Le ralentissement du trafic ferroviaire de la SNCC ;
- Les fluctuations conjoncturelles du cours mondial du diamant ;
- L'insuffisance de l'énergie électrique avec ses conséquences sur l'industrialisation de la province ;
- La persistance de la chute de la production de la MIBA ;
- Le délabrement des routes d'intérêt national et provincial y compris celles de desserte agricole.

En 2015, en plus des pesanteurs vécus en 2014, le Budget de la province a été exécuté dans un contexte difficile. Ce contexte a été caractérisé surtout par le démembrement de la province qui a occasionné la réduction de l'enveloppe de la rétrocession du gouvernement central ainsi que le non-transfert des recettes locales mobilisées dans les nouvelles provinces issues dudit démembrement, alors que la province du Kasaï-Oriental continuait à prendre en charge les nouvelles provinces ; la chute du cours mondial du diamant.

A cela s'ajoutent la faible allocation du budget d'investissements et la faible réalisation des promesses des partenaires techniques et financiers (11.742.772.389.60 CDF au lieu de 36.875.331.751,13 CDF prévus, soit 31,84% de réalisation de promesse).

En 2016, la province du Kasaï Oriental a fonctionné en situation de crise avec tous ses corolaires de suite du phénomène dit Kamuena Nsapu de triste mémoire. En dépit de la relance de l'économie nationale impulsée par la remontée de cours de principaux produits d'exportation du pays, cette embellie n'a pas substantiellement impacté la vie socio-économique de la Province. Il convient d'épingler que le phénomène dit

Kamuena Nsapu sus évoqué s'est estompé consécutivement à plusieurs actions menées et cela nonobstant les contraintes budgétaires dues à la réduction et au cumul des arriérés de la rétrocession, contraintes du reste aggravées par la dépréciation du Franc Congolais. Sur ce chapitre, il est nécessaire de signaler la restructuration de la Direction Générale de la MIBA jadis poumon économique de la Province due aux multiples plaidoyers du Gouvernement Provincial auprès du Gouvernement Central.

Et dans le même ordre d'idée, la Province a pu obtenir auprès de la SACIM un accord de principe consistant en un versement annuel, pour le compte de développement local, d'un montant de 800 000 USD.[258] Cependant, la fourniture en énergie électrique a demeuré un goulot d'étranglement pour le décollage de l'économie de la Province. Cette situation constitue un défi majeur pour la desserte en eau potable. A ce propos, un montant de 65 000 000 USD a été disponibilité par la KFW pour accroitre la production, étendre le réseau et agrandir les tuyaux de pompage et de distribution d'eau potable.[259] Malgré ces allocations, la mise en exécution du budget a fait face aux mêmes pesanteurs que ceux cités ci-dessus. Au plan macroéconomique, il a été constaté l'instabilité du taux de change qui a entrainé la hausse de prix de denrées alimentaires de première nécessité.

Comme pour les exercices 2014, 2015 et 2016, la province du Kasaï-Oriental a également fonctionné en 2017 en situation de crise et a connu une fois de plus des pesanteurs quant à la réalisation des recettes et

[258]Rapport annuel de la comptabilité des recettes de la province exercice 2016 code 0729.

[259]Idem

l'exécution des dépenses.

2.3. Coup d'œil comparatif des dépenses prévues et celles exécutées par la province

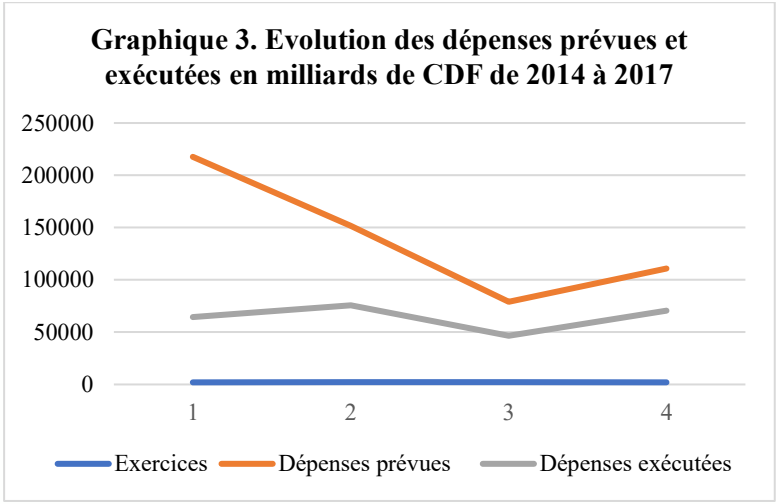
A la différence du point précèdent, il s'agira cette fois ci de comparer les dépenses prévues et celles exécutées.

Exercices	2014	2015	2016	2017
Dépenses prévues	217 667 122 343,00	151 608 189 447,46	79 055 387 955,63	110 806 730 304,99
Dépenses exécutées	64 572 181 021,79	75 691 707 334,84	46 570 525 018,00	70 548 176 233,00
Ecart en valeur	-153 094 941 321,21	-75 916 482 112,62	-32 484 862 937,63	-40 258 554 071,99
Taux d'exécution	29,67 %	49,93 %	58,91 %	63,67 %

Tableau 4. Comparaison entre les dépenses prévues et exécutées en CDF de 2014 à 2017

Source : élaboré sur base du tableau 2 et des données recueillies auprès des Service de comptabilité du Gouvernorat de province : budgets et rapports d'exécution budgétaire, exercices 2014-2017

Graphiquement, l'évolution des dépenses prévues et exécutées se présente comme suit :



Commentaire du tableau 4 et du graphique 3 : comme pour les recettes prévues et réalisées, les dépenses prévues sont largement inférieures à celles exécutées à cause des pesanteurs auxquelles l'exécution des budgets a fait face durant toute la période étudiée.

Rubriques des dépenses en 2014	Montants prévus	Montants exécutés	Ecart en %
Dette publique en capital	1 197 299 378,00	87 678 500,00	-92,68
Frais financiers	10 000 000,00	8 333 354,40	-16,67
Dépenses de personnel	**35 848 372 266,00**	**45 682 923 286,14**	**27,43**
Biens et matériels	1 436 045 352,00	1 192 211 917,20	-16,98
Dépenses de prestations	3 994 765 800,00	2 586 098 148,14	-35,26
Transferts et interventions	18 066 868 269,00	8 992 643 246,90	-50,23
Équipements	128 891 722,00	105 690 518,40	-18,00
Constructions, réfections, réhabilitations…	156 984 879 556,00	5 916 602 050,61	-96,23
Total	**217 667 122 343,00**	64 572 181 021,79	**-298,61**
Rubriques des dépenses en 2015	**Montants Prévus**	**Montants Exécutés**	**Ecart en %**
Dette publique en capital	3 000 000 000,00	1 472 833 333,00	-50,91
Frais financiers	11 000 000,00	10 439 353,64	-5,10
Dépenses de personnel	**39 364 139 344,28**	**49 681 307 510,44**	**26,21**
Biens et matériels	1 523 745	791 174	-48,08

	352,00	103,20	
Dépenses de prestations	4 541 719 929,44	2 042 013 505,67	-55,04
Transferts et interventions	18 379 823 701,60	6 442 705 650,57	-64,95
Équipements	14 457 697 032,00	4 665 907 159,56	-67,73
Constructions, réfections, réhabilitations…	70 330 064 088,14	10 585 326 718,76	-84,95
Total	**151 608 189 447,46**	75 691 707 334,84	-50,07
Rubriques des dépenses en 2016	**Montants Prévus**	**Montants Exécutés**	**Ecart en %**
Dette publique en capital	600 000 000,00	20 020 000,00	-96,66
Frais financiers	0,00	0,00	0,00
Dépenses de personnel	20 952 898 012,28	13 039 804 534,62	-37,77
Biens et matériels	935 491 344,00	528 193 000,00	-43,54
Dépenses de prestations	3 367 851 519,44	2 003 037 078,33	-40,52
Transferts et interventions	7 052 839 553,72	2 234 912 327,05	-68,31
Équipements	137 272 447,00	52 616 750,00	-61,67

Constructions, réfections, réhabilitations…	46 009 035 079,19	28 691 941 328,00	-37,64
Total	**79 055 387 955,63**	46 570 525 018,00	-41,09
Rubriques des dépenses en 2017	**Montants Prévus**	**Montants Exécutés**	**Ecart en %**
Dette publique en capital	**600 000 000,00**	**1 863 859 693,47**	**210,64**
Frais financiers	0,00	0,00	0,00
Dépenses de personnel	**25 495 455 723,00**	**31 494 133 227,32**	**23,53**
Biens et matériels	1 046 288 444,00	768 193 431,52	-26,58
Dépenses de prestations	4 243 317 230,00	2 140 388 468,73	-49,56
Transferts et interventions	12 780 258 828,40	3 725 777 025,06	-70,85
Équipements	7 211 440 749,07	1 694 811 607,57	-76,50
Constructions, réfections, réhabilitations…	59 429 969 330,52	28 861 012 779,33	-51,44
Total	110 806 730 304,99	70 548 176 233,00	-36,33

Tableau 5. Détermination du taux d'exécution des dépenses de 2014 à 2017

Source : élaboré sur base du tableau 2 et des données recueillies auprès des Services comptables du Gouvernorat de province : rapports d'exécution budgétaire, exercices 2014-2017

Commentaire du tableau 5 :

Dans le tableau ci-dessus, les écarts en pourcentage négatifs indiquent la hauteur de l'échec d'exécution d'une ligne budgétaire tandis que ceux positifs renseignent un dépassement sur la prévision. En effet, il y lieu de constater des faibles taux d'exécution du budget dans la province du Kasaï-Oriental. Ainsi, la mobilisation des recettes demeure alors la clef de voûte susceptible de permettre au Gouvernement provincial de faire efficacement face aux diverses préoccupations socioéconomiques d'intérêt général. De ce fait, le contrôle sur la bonne gestion des ressources, comme nous l'avons souligné précédemment, engage un débat public sur les ressources extérieures à l'occasion du dépôt annuel par le Gouvernement du projet d'édit budgétaire et à cet effet, au cours de l'exécution du budget, chaque membre du parlement peut également mettre en œuvre les divers moyens de contrôle prévus par la Constitution pour s'informer sur la gestion, par le Gouvernement, des ressources de l'Etat ; demander la constitution d'une commission d'enquête pour contrôler si cette gestion est faite sans violation des normes financières ; etc.

Mais dans le cas sous examen, nous avons constaté qu'aucun des moyens de contrôle prévus par le législateur n'a été mis en application par les parlementaires du Kasaï-Oriental en rapport avec la gestion des ressources. Constater la mégestion du Gouvernement est une chose, mais mettre sa responsabilité en cause à cet effet en est une autre. Nous prenons par exemple (voir tableau 5) l'exécution de la dépense de la dette publique en capital pour l'exercice 2017 qui présente un dépassement de 210,64 % par rapport à la prévision. Aussi, les dépenses de personnel dégagent un dépassement par rapport à leurs prévisions durant 3 exercices sur 4 retenus, soit respectivement de 27,43 % en 2014 ; 26,21 % en 2015 et 23,53 % en 2017. Cependant, aucune commission d'enquête n'a été mise sur pied par l'Assemblée provinciale afin de savoir le pourquoi de ce dépassement ! Bref, nous invitons les parlementaires Congolais en général et celui du Kasaï-Oriental en particulier à prendre conscience de leurs taches, à ne pas rester parlementaire que par le nom, mais à mette en œuvre tous les moyens mis à leur disposition par le législateur afin d'édifier l'Etat de droit tant prôné par tout le monde.

3. Des moyens de contrôle parlementaire et de ses limites à l'épreuve contextuelle d'une entité politiquement régionalisée. Le cas de la province du Kasaï Oriental de 2007-2021

Avant de dégager les obstacles au contrôle parlementaire dans le contexte propre de la province du Kasaï Oriental, disons d'abord un mot sur le contrôle parlementaire lui-même.

3.1. Le contrôle parlementaire et ses mécanismes

La consécration du contrôle parlementaire comme arbitre de la démocratie en RDC, n'est plus une illusion. Son rôle de protecteur de l'Etat de droit a été démontré avec l'existence d'un système parlementaire. Ainsi, le rôle dans le rétrécissement du pouvoir dépend fortement du parlement. Les règles juridiques du parlement sont conçues pour imposer une conduite aux citoyens. Si, historiquement, les parlements étaient périphériques à l'autorité exécutive et au culte de l'hégémonie du parti unique qui laissait peu de place à d'autres pouvoirs pour s'implanter, il est désormais présumé que le parlement est dans un état de réévaluation sans précédent. Cela est à la fois expliqué et justifié dans le contexte de la conception même selon laquelle la surveillance parlementaire est un type légitime d'enquête politique et ne devrait servir qu'à la démocratie, cimentant ainsi son statut de contre-pouvoir approuvé par le suffrage populaire.

La surveillance parlementaire, l'un des éléments de l'État de droit qui doit garantir le respect de toutes les lois applicables, est maintenue par la Constitution de la RDC, et dans les règlements intérieurs de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que dans les règlements intérieurs des Assemblées provinciales respectivement. La mission de controle est une prérogative constitutionnelle de chacune des deux chambres du parlement pour superviser la mise en œuvre des dispositions inscrites dans le cadre constitutionnel. Le pouvoir de surveillance et le cadre constitutionnel pour agir comme un frein contre l'impunité au sein du gouvernement sont d'autant plus garantis que le statut politique et juridique de la question lui a été attribué, d'abord en RDC.

L'article 100 de la Constitution met l'accent sur deux domaines de la fonction parlementaire : les fonctions législatives et la fonction de contrôle, comme le note l'alinéa 2 qui stipule: « sans préjudice des autres dispositions de la présente constitution, le parlement vote les lois. Il contrôle le gouvernement, les entreprises publiques ainsi que les établissements et services publics ». L'une de des fonctions clés du parlement est d'assurer le contrôle politique de l'exécutif. Mais ce contrôle au Kasaï Oriental est presque exclusivement confinée au gouvernement lui-même ; elle a été généralisée principalement pour devenir plus large, où le Parlement, dans son rôle de supervision, pourrait contester le dispositif législatif qu'il a même adopté.

Ce raisonnement établit des règles externes contre tout pouvoir exécutif qui sont contraignantes, le rendant sujet à une force extérieure. Cela aidera à protéger et à assister les citoyens contre les décisions arbitraires des autorités étatiques.

Nous nous accordons sur le rôle du contrôle parlementaire. À cet égard, la volonté du législateur et du pouvoir constituant doit être au centre, afin qu'au moins une certaine limite soit appliquée à tous les pouvoirs y compris ceux de l'exécutif. Cette logique nous permettra de montrer dans le point qui va suivre les obstacles au contrôle parlementaire dans le contexte propre à la province du Kasaï Oriental (i) ensuite proposer les perspectives en vue d'une complémentarité entre organes nécessaire pour l'édification d'un Etat de droit (ii).

3.2. Les obstacles au contrôle parlementaire dans le contexte propre de la province du Kasaï Oriental

Dans leur rôle de contrôle de l'exécutif, les parlementaires font face à plusieurs défis dans l'exercice de cette fonction. Les contraintes de ressources et de capacités sont mises en avant comme l'un des obstacles les plus fréquemment observés, mais le contexte politique, le manque de coordination, l'opposition du gouvernement et les divergences d'intérêts inhibent trop souvent la capacité des parlementaires à accomplir leur mission de contrôle. Le rôle de « contrôler » l'exécutif et de rendre compte au peuple, favorise l'établissement de relations étroites entre les parlementaires et la société civile. Il existe également un déficit de communication entre les branches législative et exécutive, ce qui est généralement au détriment des parlements.

Comme l'a noté le Secrétaire général de l'UIP, Martin CHUNGONG, dans son discours d'ouverture à l'Assemblée : « La mission essentielle du contrôle parlementaire est de tenir ceux qui sont au pouvoir, les personnes qui gouvernent, responsables de leurs décisions. Le rapport recommande des moyens spécifiques pour améliorer ce contrôle. Les recommandations sont là. Nous devons maintenant chacun renforcé la surveillance parlementaire dans notre propre environnement »[260] Les limites de la fonction de contrôle parlementaire au Kasaï Oriental sont donc principalement des problèmes de capacité et de ressources qui affectent l'environnement

[260] A trouver sur le site : https://www.ifdd.fraconphonie.org. Consulté le 28/11/2025 à 15h00'

institutionnel, les questions d'environnement politique ainsi que la coopération gouvernementale et les agendas politiques conflictuels. Comme toute œuvre humaine, le contrôle parlementaire au Kasaï Oriental rencontre des difficultés dans sa mise en pratique. Celles-ci sont :

A. Le déficit de culture de la bonne gouvernance

La population congolaise en général, et celle du Kasaï Oriental en particulier, manque la notion de bonne gouvernance, qui est considéré comme une vertu du pouvoir. Pour d'autres, la bonne gouvernance signifie allouer de l'argent, embaucher n'importe quel membre, même ceux qui n'ont jamais étudié, ne pas payer d'impôts, etc. Pourtant, les normes culturelles de bonne gouvernance comme le souligne John KATUNGA ne sont pas encore intégrées dans de nombreuses coutumes africaines et congolaises.

Personne n'apprécie ce niveau de contrôle, que ce soit du foyer à l'Etat, des entreprises publiques ou privées. L'initiateur du contrôle est perçu comme un étranger et un ennemi, quelqu'un qui vous empêche de vivre, quelqu'un qui est jaloux de vous ou au moins quelqu'un qui vous empêche de voir clairement. [261] En conséquence, les autorités soumises au contrôle, mobilisent les masses contre les initiateurs de ce dernier et en RDC, leurs actions ont été qualifiées de collaborateurs étrangers. C'est malheureux car la triste vérité est que même lorsqu'une initiative de contrôle aboutit à des conclusions pertinentes, on s'empêche de tirer les conséquences qui s'imposent, telles que la traduction

[261] KATUNGA MURHULA, J., La gouvernance politique en Afrique face aux défis de la mondialisation, éd. Dalloz, Paris, 2001, p.504.

des personnes incriminées devant les instances judiciaires, la perte des fonctions publiques, ou l'exigence de réparer le tort commis.

B. La mauvaise application du règlement intérieur par les Députés

L'analphabétisme, la mauvaise foi et l'ignorance, qui sont les raisons pour lesquelles les règles internes (y compris les textes légaux) ne sont pas appliquées par ceux qui sont censés appliquer la loi au quotidien, les députés.

C. Les difficultés financières et matérielles

Outre l'absence de toute culture de bonne gouvernance, parmi les défis à relever en ce qui concerne le contrôle du législatif sur l'exécutif, nous observons également des problèmes financiers et matériels. Les facteurs économiques et matériels sont également un problème car le pouvoir parlementaire est un exercice financier, et les députés doivent travailler dans des bonnes conditions basées sur la structure de leur Assemblée provinciale.

En fait, en raison du manque d'autonomie financière des Assemblées provinciales, l'exécutif fait souvent référence aux ressources limitées à fournir pour les missions de contrôle, ce qui permet de voir cela comme un obstacle à l'honnêteté de la vérité qui en découle. L'Assemblée provinciale a eu du mal à trouver des moyens financiers et matériels car ses bureaux n'étaient pas suffisamment équipés ou payés.

Interviewé quant à ce, *un conseillé au bureau d'études de l'Assemblée provinciale du Kasaï Oriental a renseigné que l'Assemblée provinciale a des difficultés sérieuses quant aux moyens financiers et matériels du fait que leurs bureaux ne sont pas bien équipés et eux-mêmes ne sont pas bien payés.*[262]

De plus, la détermination de l'admissibilité d'une initiative de contrôle dépendrait du bureau de l'Assemblée provinciale, qui est accompagné par le bureau d'étude, qui fait partie d'une administration manquant de moyens d'action.

D. Les pressions politiques et l'insécurité

En plus de ce défi de recevabilité de l'initiative de contrôle, il y a aussi des pressions politiques et de l'insécurité. Oui, en RDC, la personne à contrôler est très puissante auprès du chef de l'État, du chef du gouvernement, du gouverneur de province ou la majorité parlementaire ou présidentielle. Dans ce cas, les pressions politiques sont là pour écraser une initiative de contrôle. Le Président de l'Assemblée provinciale de la première législature, pour ne pas le citer, a été évincé de son poste pour sa détermination à soutenir les initiatives de contrôle de l'action gouvernementale. [263] Les parlementaires provinciaux ne sont pas libres de communiquer ; ils sont sous pression de certains partis politiques ; ils sont en danger non seulement au parlement lors des sessions plénières, mais aussi chez eux. Ils ne sont pas bien sécurisés.

[262]Propos recueillis d'un Conseiller au bureau d'études de l'Assemblée provinciale du Kasaï Oriental le 10 Novembre 2025 à 10h30'

[263]Propos recueillis d'un Honorable Député provincial du Kasaï Oriental et ex Président de l'Assemblée provinciale de la première législature, le 10 Novembre 2021 à 12h00'

Interviewé sur ce point, un député provincial (qui a requis l'anonymat) a clairement montré que les députés provinciaux ne sont pas bien sécurisés et certains ont risqué leur vie à cause de leur prise de position dans les plénières, tout en confirmant que le contrôle parlementaire pose souvent des problèmes lorsqu'il y a des déficits dans les finances publiques. Ils exercent leurs missions de parlementaire sous pression de certains partis politiques.[264]

E. Les pressions populaires

Pour la population le fait d'élire les députés, ces derniers ont reçu un mandat impératif de leur part, et donc les députés sont censés mettre en œuvre tout ce qu'ils disent (cela peut même franchir les limites des lois en la matière, et peut parfois être pour le bien de quelques politiciens sélectionnés, plutôt que pour le bien de la province).

F. L'insuffisance ou le manque d'instruction

Le principal obstacle lié au contrôle parlementaire au Kasaï Oriental est l'ignorance de la population et de certains représentants parlementaires. Et pourtant, ils ne savent pas quel est leur rôle censé être. Ils croient, un parlementaire en devenir et croyant que leur rôle est de prendre un rôle de leadership qui donne des ordres au gouvernement, aussi irrationnel soit-il.

G. La corruption

Corruption étant considérée comme le mal congolais, elle empêche les parlementaires de bien surveiller l'exécutif et les empêche même de le mettre en place. L'expérience du Kasaï Oriental est à cet égard prolifique.

[264]Propos recueillis d'un député provincial à son cabinet politique, le 15 Novembre 2024 à 13h30'

Des motions de censure et de défiance ont été introduites et n'ont jamais réussi à plusieurs reprises, car finalement le gouvernement provincial finit par fournir les informations nécessaires. C'est exactement ce que font les députés pour distraire l'exécutif, car on ne peut imaginer un acte responsable sur une base vague, avec des informations fausses. Cela a conduit le gouvernement de provincial à simplement apaiser le caprice des députés provinciaux qui peuvent contester leur légitimité simplement parce que l'autorité ne les a pas salués ou n'a pas partagé un repas avec eux, de sorte qu'ils ne prêteront aucune attention aux questions sérieuses qui nécessitent une réglementation gouvernementale.

3.3. Les perspectives en vue d'une complémentarité entre organes nécessaire pour l'édification d'un Etat de droit

Après avoir examiné les questions concernant le contrôle parlementaire au Kasaï Oriental, nous avouons avec humilité que la base de tout cela est l'absence d'une culture de la démocratie, ainsi que de la bonne gouvernance, considérée comme l'un des ingrédients essentiels de ce scénario. Il est important de rappeler ici que le constituant congolais a fondé l'établissement d'un système de décentralisation territoriale, pour lancer tout le développement de la RDC, en mettant en place de nombreux centres de décision afin que les autorités locales prennent des décisions pour résoudre les problèmes de leurs entités, et que le pouvoir central s'occupe alors des questions d'intérêt national. Mais la décentralisation n'accélérera le développement de la RDC que si les autorités nationales choisissent de faire de la bonne

gouvernance une partie du credo. Plus généralement, le constituant a reconnu aux assemblées provinciales le pouvoir de contrôler les activités du gouvernement provincial, et en même temps voter soit une motion de défiance contre un membre du gouvernement, soit une motion de censure contre l'ensemble de l'équipe gouvernementale ; mais il n'a pas exprimé les conditions objectives qui doivent être présentées pour former une telle résolution. En l'absence de ce repère, les députés provinciaux montent et descendent et n'ont, nominalement, aucune cause pour renverser un gouvernement.

Combien d'actions ont été initiées au Kasaï Oriental pour contrôler l'exécutif provincial ? Certes, il y en a beaucoup. Toutes n'ont pas réussi, cela peut être vrai, mais elles rappellent aux dirigeants que l'ordre s'impose lorsque chaque autorité est contrôlée, des pressions peuvent être exercées sur les auteurs de telles initiatives afin que les réponses soient claires et précises, mais dans sa conséquence inévitable, la manière de gestion sera sensible aux critiques qui ont été faites lors du contrôle.

En plus de ce qui vient d'être dit, il convient de noter cette vérité. Les relations entre l'organe délibérant et l'exécutif provincial sont déterminées par un cours qui va dans un seul sens. Bien que la Constitution reconnaisse la prérogative de l'assemblée provinciale de gouverner l'exécutif provincial (et si nécessaire, d'imposer des sanctions collectives ou individuelles contre les membres de l'exécutif provincial), aucun parallèle n'est prévu pour que l'exécutif utilise sa discrétion sur l'organe délibérant.

Nous croyons que si la Constitution avait pu indiquer les causes objectives qui appellent le vote d'une motion de censure, ou de défiance, nous n'en arriverions pas à des scènes telles qu'une motion étant initiée mais non menée à bien. Certes, le contrôle parlementaire constitue un progrès dans la gestion de la province, mais il pose parfois d'énormes difficultés quant à la nature des actes des députés provinciaux et à l'opportunité d'agir.

A cet égard, pour qu'il y ait complémentarité entre les organes nécessaires à la construction de l'Etat de droit, l'efficacité et l'efficience du contrôle parlementaire doivent rester l'essence de l'amélioration de l'Etat de droit. Dans cette ligne de pensée, un bon contrôle parlementaire est un vecteur de l'Etat de droit qui reflète un vecteur de droit (le respect d'un certain nombre de valeurs). Car la soumission des pouvoirs à la loi signifie qu'ils se soumettent à l'ordre juridique établi. Une fois que la proclamation des droits et libertés fait partie intégrante de l'ordre juridique, le respect de la loi signifie protéger les droits et libertés des citoyens, et la loi est respectée dans tous les aspects de la vie. La théorie de « l'État de droit » implique quelque chose dans lequel les représentants élus doivent respecter les règles juridiques supérieures. Le progrès pour la démocratie et l'État de droit signifie qu'il faut également renforcer les prérogatives du parlement, porteur de la volonté générale[265]. Le respect du droit implique la protection des droits et libertés des citoyens. C'est ainsi qu'il y a :

[265]MBOMBO CIPINDA, C. et al., « Edification d'un Etat de droit en RDC : un pari gagné ? » in Revue africaine des cultures, n°19, vol 1, Kinshasa, Janvier 2021, p.40.

- **Le respect de l'ordre juridique**

Ici, la théorie de l'Etat de droit implique une conception de la démocratie dans laquelle les représentants élus sont tenus au respect des règles juridiques supérieures. Le progrès de la démocratie et de l'Etat de droit doit conduire à renforcer les prérogatives de parlement, porteur de la volonté générale.

- **L'égalité des sujets devant le droit**

L'égalité des sujets devant la loi est l'une des conditions de l'État de droit. Cela signifie que toute personne et toute organisation a le droit de contester une norme juridique lorsqu'elle ne se conforme pas à une norme supérieure. Les individus et les organisations reçoivent par conséquent la qualité des personnes juridiques. On parle alors des personnes physiques dans un premier cas et des personnes morales dans le second.

- **La protection des droits et des libertés individuelles**

Si la démocratisation a un certain prestige dans le monde moderne et si elle est une aspiration des peuples, c'est parce qu'elle se résume à une préoccupation fondamentale en matière de protection des droits et libertés. L'Etat accorde une importance particulière à la protection de l'individu. Il s'efforce d'harmoniser les trois éléments fondamentaux - le bien général, l'égalité et la liberté.

- **L'indépendance de la justice**

L'indépendance du juge, qui signifie ne pas être subordonné à des pouvoirs ou à des groupes de pression, est un facteur essentiel pour l'État de droit dans un pays. Pour que tout principe de l'État de droit ait une importance pratique, il est nécessaire que les juridictions indépendantes prennent position

pour résoudre les conflits entre personnes juridiques en utilisant à la fois le principe d'égalité découlant de l'existence d'une hiérarchie des normes et le principe d'égalité des personnes juridiques.

CONCLUSION

La question que nous avons discutée dans cette activité de réflexion scientifique découle de notre observation de la manière dont le contrôle parlementaire est exercé au Kasaï Oriental. Depuis des décennies, la République Démocratique du Congo a évolué en conformité avec un style de gouvernance basé sur la centralisation du pouvoir. Cette centralisation signifiait que le pays avait en réalité un seul décideur. Avec tout au sommet de l'Etat, les fortes aspirations de la population avaient beaucoup moins de chances d'être reconnues par un pouvoir parfois à des milliers de kilomètres. Il faut reconnaitre qu'il y avait des dirigeants locaux, mais soyons honnêtes, ils étaient simplement des représentants de l'État, et n'avaient donc aucun pouvoir réel, encore moins une quelconque autorité décisionnelle, Ils étaient en position d'exécuter fidèlement les ordres de Kinshasa, souvent au détriment de la population générale.

Pour donner suite aux guerres qui ont déchiré la RDC, les autorités ont reconnu que le développement intégral du Congo ne pourrait être efficace que si les entités locales avaient la possibilité de gérer directement des tâches qui relevaient auparavant de la seule compétence de l'État.

Conformément à cette volonté politique démontrée, le peuple congolais a voté par référendum populaire pour la constitution de la Troisième République, qui dans ses innovations a opté pour la forme de l'État. En fait, l'article 3 de la Constitution du 18 février 2006 précise que la République Démocratique du Congo est un État unitaire décentralisé.

Grâce à la décentralisation, les provinces et les entités territoriales décentralisées ont désormais leurs propres organes avec des compétences spécifiques. En effet, dans la mesure où la Constitution attribue des compétences spécifiques et exclusives aux provinces, elle prévoit également des compétences concurrentes avec l'État. Désormais avec leurs propres attributions, les provinces sont devenues des points chauds autour desquels le développement intégral de la RDC émergera. Jusqu'à présent, cependant, la vie politique dans la province n'est pas sans difficultés, notamment en raison d'un manque de culture politique dans la manière dont les dirigeants opèrent, mais aussi et surtout d'une crise de bonne gouvernance en raison d'un manque de culture démocratique.

Pour gérer la province, le constituant a institué deux institutions, l'Assemblée provinciale et le Gouvernement provincial. L'Assemblée provinciale est l'organe délibérant de la province, ce qui en fait l'autorité suprême en termes de préséance, le Gouvernement provincial est l'organe exécutif de la province. Il faut reconnaitre en dernière analyse que l'Assemblée provinciale, celle du Kasaï Oriental en l'occurrence, n'assume pas pleinement ses responsabilités, notamment celles de contrôler le

Gouvernement provincial. Et pourtant, il faut une conjugaison d'efforts pour que la province puisse décoller sur le plan du développement. Laisser en plus chaque organe accomplir sans interférence ni pression encore moins la corruption, ses missions en toute indépendance.

REFERENCES

I. TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES

1. Constitution du 18 Février 2006 telle que modifiée et complétée par la loi n°11/002 du 20 Janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution, in J.O
2. Loi n° La loi n°08/012 du 31 Juillet 2008 portant principes fondamentaux relatif à la libre administration des provinces telle que modifiée et complétée par la loi n°13/008 du 22 Janvier 2013 portant modalité d'organisation et de fonctionnement de la conférence des Gouverneurs de provinces in J.O
3. Règlement intérieur de l'Assemblée provinciale du Kasaï Oriental

II. OUVRAGES

1. BOUVIER, P., La décentralisation : de la première à la troisième république, éd. Le Cri Africa, Tervuren, 2012.
2. BUSHABU MBENGELE, A., La régionalisation du Grand Kasaï ou le choix d'un cadre géographique pour l'aménagement du territoire, éd. CREDOP, Kananga, 2009.
3. KATUNGA MURHULA, J., La gouvernance politique en Afrique face aux défis de la mondialisation, éd. Dalloz, Paris, 2001.
4. MAMPUYA KANUK'A-TSHIABO, Espoir et déception de la quête constitutionnelle congolais,

5. NTUMBA LUABA, L., Droit constitutionnel General, éd. UA, Kinshasa, 2005.
6. RAMAZANI SHADARY, E., Régionalisme politique et développement des provinces, plaidoyer pour la promotion d'un « Moyen-État », éd. Le Harmatan, Paris, 2021.
7. VUNDUAWE TE PEMAKO, F., « Le régionalisme politique ou la nouvelle décentralisation territoriale », in Mandats, rôles et fonctions des pouvoirs constitues dans le nouveau système politique de la RDC, PNUD module de formation, Kinshasa, 2007.

III. REVUES UNIVERSITAIRES

1. MBOMBO CIPINDA, C. et al. « Edification d'un Etat de droit en RDC : un pari gagné ? » in Revue africaine des cultures, n°19, vol 1, Kinshasa, Janvier 2021.

IV. RAPPORTS DES SERVICES

1. Rapports annuels des services comptables du Gouvernorat de province : rapports d'exécution budgétaire, exercices 2014-2017

V. WEBOGRAPHIE

1. https://www.ifdd.fraconphonie.org, consulté le 28/11/2025 à 15h00'

Par Clarisse MBOMBO CIPINDA
Chef de travaux à la Faculté de Droit, Université Officielle de Mbujimayi
D.E.A et Candidate à la thèse
e-mail : clarissecipinda@gmail.com
Watsapp : +243 85 148 21 34

XXXI. « ANALYSE DES PRATIQUES COMMUNICATIONNELLES DANS UNE ORGANISATION BANCAIRE SELON LE MODÈLE DE LASSWELL. CAS D'ADVANS BANQUE»

Par :

Guy MOKONZI MATA
Apprenant en DEA/DES à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Kinshasa et Expert en Planification Stratégique et Opérationnelle.
guy.mokonzi2@gmail.com

Elisée HIMBI KABANGU
Apprenant en DEA/DES à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Kinshasa et Assistante à l'Université Officielle de Mbuji-Mayi (UOM).
eliséekabangu21@gmail.com

Marc Valentin KACIND-F-CINDAY
Apprenant en DEA/DES à la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Kinshasa et Assistant à

l'Université Officielle de Mbuji-Mayi (UOM).
kalcindm@gmail.com

Résumé

Ce travail, fondé sur le modèle communicationnel de Lasswell, analyse les pratiques communicationnelles internes et externes d'Advans Banque. En nous interrogeant sur les types de communication utilisés, les cibles concernées et les effets produits, l'étude montre qu'en interne, Advans Banque utilise des outils tels que : réunions, boîtes de dialogue, emails, groupes WhatsApp, blogs et événements d'équipe. À l'externe, elle recourt à : la communication interpersonnelle, la publicité (panneaux, spots radios/TV) et les actions de proximité.Ces pratiques visent à renforcer l'identité de la banque auprès du public tout en consolidant la culture d'entreprise et le sentiment d'appartenance des employés. L'approche ethnosociologique adoptée a permis de comprendre comment ces communications participent à la cohésion interne et à la construction d'une image cohérente auprès des clients et partenaires.

I. Abstract

This study, based on Lasswell's communication model, analyzes the internal and external communication practices of Advans Bank. By exploring the types of communication used, the targeted audiences, and the resulting impacts, the research reveals that internally, Advans Bank uses tools such as meetings, feedback boxes, emails, WhatsApp groups, blogs, and team events. Externally, it relies on interpersonal communication, advertising (billboards, radio/TV spots), and door-to-door outreach.

These practices aim to strengthen the bank's identity with the public while also reinforcing corporate culture and the sense of belonging among employees. The ethnosociological approach used helped highlight how these communication strategies contribute to internal cohesion and the development of a coherent image toward clients and partners.

II. Introduction

L'objectif de toute organisation bancaire, n'est pas seulement de faire du profit mais aussi, de se positionner comme une institution de financement, un partenaire de croissance économique qui aide au développement afin d'être considérée, appréciée par les publics (partenaires, actionnaires, clients) et gagner la confiance de ses employés. Pour cela, Une mise en œuvre efficace des bonnes pratiques communicationnelle en interne et en externes peut contribuer à la réputation globale de la banque et à son efficacité opérationnelle qui mènera la banque à faire du profit. Les pratiques communicationnelles dans une organisation bancaire est bipolaire, elle est interne et externe. On ne peut pas parler de communication externe sans prendre en compte le facteur interne. Ne dit-on pas que les salariés sont les meilleurs ambassadeurs de l'entreprise ? Toute image à l'extérieure suppose, à l'interne, des relations de pouvoir qui ne soient exagérément hiérarchiques et qui fassent place à la motivation et à la négociation ; en externe l'entreprise doit créer son image et l'entretenir par un réseau de (bonnes) relations[266].

[266] BOUGNOUX. D., *Introduction aux sciences de la communication*, Paris, La découverte, 2001, p. 15.

Car en effet, la communication interne s'adresse aux parties prenantes internes de l'organisation (collaborateurs, managers, direction, etc.), tandis que la communication externe s'adresse aux parties prenantes externes (prospects, clients, partenaires, candidats, etc.) A la lumière de cette réflexion, il nous a semblé important de faire une étude sur « ***l'Analyse des pratiques communicationnelles dans une organisation bancaire selon le modèle de Lasswell*** ». Pour bien mener cette étude, nous avons pris comme model ***Advans Banque*** et nous sommes posés les questions suivantes :

- Quelles sont les pratiques de communication interne et externe utilisées au sein d'Advans Banque ?
- A qui ces pratiquent s'adressent-elles et quel en est l'impact ?

III. Hypothèses

« Advans » banque utilise différents outils de communication interne et externe. Au niveau externe, ces outils de communications renforcent son image dans le sens où elle parvient à se créer et se former une image forte auprès du public ; celle-ci imprègne tous ses produits, s'impose à l'opinion publique et sert de bouclier en cas de crise. Grace à sa politique de communication externe, « Advans » banque essaie de se forger une bonne image qui soit le reflet de sa propre identité par rapport à ce qu'elle produit. Au niveau interne, ces pratiques visent à accompagner le projet socio-économique de la banque, de mettre en commun un langage, une culture d'entreprise, un ensemble de valeurs enfin de développer une appartenance à l'entreprise.

Elle crée un langage commun qui permet à chacun d'orienter, et d'adapter son comportement professionnel au travail.

IV. Méthodes et techniques

Pour mieux réaliser notre étude, il nous a fallu suivre une certaine démarche. Nous avons recouru à la méthode ethnosociologique qui nous a permis de descendre sur terrain et de nous entretenir avec les Agents, clients et autres personnes dans notre espace d'enquête. En ce qui concerne les techniques, nous avons fait recours à la technique d'entretien et d'observation.

V. Importance et limites du sujet

- ***Importance***

En tant que scientifique et chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication, spécialisé en Communication des Organisations, le présent travail nous permet de mieux appréhender les pratiques de communication interne et externe utilisées dans une banque pour améliorer l'image de son organisation. D'un regard personnel, cette recherche nous permet de mieux comprendre l'importance de la communication interne et externe ainsi que son influence pour la bonne marche de la banque.

- ***Limite***

Notre champ d'investigation pour cette recherche demeure la banque « Advans » Banques dans ses agences succursales situées dans la district de Mont Amba c'est-à-dire nous avons ciblé quelques clients d'Advans comme étant notre cible d'étude. Cette recherche couvre la période de l'année 2016.

VI. Cadre conceptuel

(a) Définition

La communication est un procédé qui permet de faire passer l'information d'une personne à une autre. C'est un moyen pour conférer les idées et créer une compréhension commune avec les autres. Le terme communication comporte un grand nombre d'acception. Cela est un constat qui remonte depuis 1753, ainsi Denis Diderot [267] va rédiger un article sur la communication et le consacrera à l'*Encyclopédie* qu'il va lui-même rédiger.

L'article « Excommunication » qui tire sa plume de l'ecclésiastique, nous montre combien la matrice originelle de la communication est redevable au langage de l'Eglise. L'excommunication étant définie comme *séparation de communication ou de commerce avec la personne avec laquelle on en avait auparavant*. En ce sens, tout homme exclu d'une société ou d'un corps, et avec lequel les membres de ce corps n'ont plus de communication, peut être appelé excommunié. De son côté, Jean Lohisse voit la communication comme un ensemble d'éléments en interaction entre eux et avec l'environnement coordonnés en fonction d'une finalité[268]. Selon André Lemieux, la communication est un moyen de transmettre une information comme un agent pouvant changer le comportement d'une personne ou comme un échange interpersonnel[269]. La communication est au centre de toute vie sociale. Aucune société ne peut exister sans son implication.

---

[267] DENIS DIDEROT cité par MATTELART, A., *L'invention de la communication*, Paris, La Découverte, 1997, p.7.

[268] LOHISSE, J., *Les systèmes de communication. Approche socio-anthropologique*, Paris, Armand colin, 1998, p,8.

[269] LEMIEUX, A., *Communication par le langage*, Montréal, Ed Paulines, 1976, p9.

Aucune organisation ne peut se passer d'elle, comme le dit si bien Paul Watzlawick : « *on ne peut ne pas communiquer parce qu'on ne peut ne pas se comporter, tout comportement est une communication*[270] » et même les êtres humains sont par nature des êtres communiquant par la parole, par le geste, par l'écrit, l'habillement[271].

(b) Objectif de communication

La communication a pour objectif de faire connaitre, de faire aimer et faire agir. Cela est repartit en 3 objectifs ci-après : Cognitif : elle fait connaitre l'entreprise, ses produits, etc. c'est la dimension informationnelle. Affectif : elle fait aimer son produit, son savoir-faire, il y a la présence de la conviction ainsi que de la persuasion. Elle vise à communiquer à travers les sentiments. Conatif : c'est le niveau comportemental, elle fait agir le client ou le prospect. Elle vise l'action et pousse le consommateur à avoir l'envie d'acheter le produit ou le service.

(c) La construction d'un sens dans la communication

Communiquer entre individus n'est pas simplement le fait de transmettre l'information. C'est construire et maintenir une relation, en interprétant des mots mais aussi des regards, des sourires, des gestes, des attitudes, en exprimant son identité, tout en respectant

[270] P. Watzlawick cité par MUBANGI BET'UKANI, *Information et Communication*, Notes de cours en G2 SIC, Unikin, Flsh, 2007-2008, Inédit, p.1.

[271] BONNEVILLE, L. et Alii, *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, Québec, Gaëtan Morin, 2007, p. 4.

des normes sociales, dans un contexte précis[272]. Ainsi communiquer c'est :

(1) Établir une relation entre personnes ;
(2) Interpréter ;
(3) Construire son identité ;
(4) Respecter des usages ;
(5) C'est construire du sens à plusieurs dans un contexte donné.

(d) La place de la communication dans une organisation

Il existe indéniablement à l'heure actuelle, une idéologie de la communication ; c'est-à-dire une forme de pensée intuitive et partagée par tous contenant un certain nombre de principes comme : « *Tout est communication et la communication doit nous sauver* », « *si cela ne va pas, c'est que l'on n'a pas communiqué* ». La communication devient une chose, elle devient plus importante que le message. L'important c'est de communiquer, ce n'est plus ce que l'on a à dire[273]. Toute entreprise se veut une organisation communicante, elle communique au moyen de plusieurs vecteurs ou techniques. L'élément de base d'une communication n'est pas seulement le message mais c'est toute la conduite. On peut donc communiquer en ayant des comportements en actes dans des situations. Ainsi, un dirigeant qui s'enferme dans son bureau communique qu'il ne veut pas être dérangé par

[272] DORIATH, B. et Alii, *Information et Communication. Spécialité communication*, Paris, Nathan, 2005, p. 41.
[273] MUCCHIELLI, A., *Les sciences de l'Information et de la Communication*, 4è édition, Paris, Hachette, 2006, p. 6

ses employés. Et la plupart des activités d'un dirigeants sont des types communicationnels :

(1) Interagir avec les équipes ;
(2) Contrôler ;
(3) Commander,
(4) Evaluer le travail des collaborateurs ;
(5) Diffuser l'information ;
(6) Donner son opinion ;
(7) Ecrire ;
(8) Recevoir et émettre ;
(9) Traiter et échanger l'information ;
(10) Ecouter ;
(11) Lire ;
(12) S'informer.

VII. Les différentes communications d'entreprise

Toute firme n'évolue pas à vase clos, l'homme communique à l'intérieur de celle-ci avec l'environnement qui l'entoure. C'est pourquoi on parle des communications internes et externes de l'entreprise[274]*. L'entreprise étant conçue en métaphore d'iceberg organisationnel, les pratiques communicationnelles sont à la fois formelles et informelles. L'information dite ou formelle, représente la face visible de l'iceberg et l'information non dite ou informelle montre la face cachée de l'iceberg*[275]*. Les pratiques de communication au sein d'une organisation se font de manière interne avec l'environnement endogène, soit de manière externe avec l'environnement exogène.*

VIII. La communication interne

Par définition, la communication interne est l'ensemble des actions d'information et de communication réalisées par le management (la hiérarchie), des responsables de communication interne ou d'autres spécialistes (consultants) qui mettent en œuvre les principes d'une politique de communication de l'entreprise[276]. Ces actions visent, entre autres, à faciliter l'adhésion des personnels aux valeurs et aux objectifs de l'entreprise, à motiver à faciliter le travail en commun et cela pour finalement permettre aux individus de trouver le sens de leurs actions dans l'entreprise ; c'est aussi un élément fondamental de l'amélioration du dialogue social.

[274] NKWIMI AKOL, A. H., *Pratiques des communications au sein des organisations*, Notes de cours en L1 sic, Unikin, Flsh,2013-2014, inédit, p. 7.
[275] KAYEMBE TUSILU, A. M., *Communication et relations publiques*, Notes de cours en L1 sic, Uniki,, Flsh, Inédit, 2013-2015, p. 10.
[276] MUCCHIELLI, A., op. cit., p. 67.

La communication interne contribue à la diffusion de l'information formelle et informelle au sein d'une entreprise [277] . Elle définit les situations de communication dans lesquelles tous les acteurs appartiennent à la même organisation, la communication s'établit à l'intérieur de la structure. La communication interne vise cinq objectifs à savoir :

(1) L'échange d'information ;
(2) Motivation des salariés ;
(3) Fédération des salariés ;
(4) Création des relations ;
(5) Augmentation des savoirs.

La réussite d'une communication interne dépend aussi de l'efficacité de sa *« communication managériale »*. La communication managériale est celle qui, dans l'entreprise est issue de la hiérarchie et participe au « management » des hommes, c'est-à-dire à la motivation des personnels et à la cohésion sociale de l'entreprise[278]. Elle utilise de nombreux médias (journal interne, panneaux, communication personnelle), elle se fait sous nombreuses formes (de la note de service à la réunion, en passant par le séminaire d'accueil des nouveaux et la messagerie télématique).
Les différentes techniques du nouveau management sont des techniques de communication. Leur philosophie implicite s'oppose au taylorisme ; lequel ne s'intéressait qu'à la force du travail de l'ouvrier, transformer en robot produisant sans réfléchir mais avec la communication managériale, le travailleur donne son intelligence à

[277] KASONGO IBANDA NGOZULU, W. T., *Communication globale en entreprise*, Notes de cours en L2 C.O, Unikin, Flsh, Inédit, 2015-2016, p. 13.
[278] MUCCHIELLI, A., op. cit., p. 69.

l'entreprise, participe, s'implique et se mobilise pour le bien commun.

IX.La communication externe

La communication externe comprend toutes les communications destinées à valoriser, aux yeux des différentes cibles l'entreprise elle-même : son image ou son produit[279].

Les objectifs de la communication externe sont d'ordres cognitifs (faire connaitre), affectif (faire aimer) et conatif (faire agir) [280] . La communication externe regorge plusieurs outils de communication qui sont :

(1) Les relations presse ;
(2) Les relations publiques ;
(3) Le mécénat ;
(4) Le parrainage ou lobbying ;
(5) La communication produit de l'entreprise c'est-à-dire la publicité pour ses produits, incluse dans les actions marketing de l'entreprise, est une communication qui est destinée à valoriser ses produits auprès des consommateurs.

La communication externe définit les situations de communication entre deux ou plusieurs membres de l'organisation et son environnement extérieur. Comme objectif, la communication externe doit d'abord permettre à l'organisation de s'informer et de se faire connaitre ; il s'agit aussi d'affirmer son identité, de séduire, de créer une image positive et des réseaux relationnels. La communication externe véhicule les messages sur le nom, les valeurs, l'identité, la qualité du

[279] MUCCHIELLI, A., op. cit., p. 68.

[280] DORIATH, B. et Alii, op. cit., p. 83.

personnel, les biens et services de l'entreprise. Elle est le miroir de l'entreprise qui permet de le relier avec ses partenaires extérieurs. La communication externe atteste le rayonnement, la vie et la survie de l'entreprise. Elle peut revêtir les aspects commerciaux et institutionnels ou corporate[281].

X. « Advans » banque

(a) Qu'est-ce Une banque

Les banques sont des entreprises ou des établissements qui ont pour profession habituelle de recevoir sous forme de dépôt, des fonds du public qu'elles emploient sur leurs propres comptes en opérations de crédits ou en opérations financières[282].

Le mot "banque" dérive de l'italien "banca" qui désigne un banc en bois sur lequel les changeurs du moyen âge exerçaient leurs activités. Les premiers banquiers de cette époque sont les changeurs.

(b) Rôle de la banque

Les banques sont des entreprises de services, produisant et vendant des offres financières variés. Dans toute économie, la banque joue un rôle important. Elles sont l'une des premières ressources de financement de l'activité économique. Elles contribuent (de même que les marchés financiers) à orienter l'argent de ceux qui en ont momentanément trop vers ceux qui en ont besoin.

---

[281] KASONGO IBANDA NGOZULU, W. T., op. cit., p. 15.

[282] IMOGEN, A. , *Traitement d'un dossier de crédit d'exploitation. Cas Banque extérieure d'Algérie*, licence en sciences commerciales 2010, Université d'Oran. mémoire posté en ligne sur http://www.memoireonline.com/04/12/5648/m_Traitement-d-un-dossier-de-credit-dexploitation-Cas-Banque-exterieure-d-Algerie2.html consulté le 05/08/2024 à 15h23'.

On peut résumer en cinq points les principales fonctions assumées par les banques[283] :

1. Traiter toutes les opérations d`escompte de crédit, d'échange et de trésorerie ; (toutes les opérations financières) ;
2. Négocier ou émettre des emprunts ;
3. Participer à la collecte de l'épargne ;
4. Recevoir des fonds en compte courant ;
5. Effectuer des prêts.

(c) Présentation d'Advans banque

i. Aperçu Historique

Créée le 24 Juillet 2008, Advans banque a reçu son agrément de la BCC le 08 octobre 2008, confirmé par l'ordonnance présidentielle le 23 mars 2009 et a ouvert ses portes au public le 24 juillet 2009 avec un capital initial de 6.65 millions de dollars qui a été porté à USD 13 millions à la fin 2009. Actuellement, le capital d'Advans Banque Congo est de 19.228.400 USD. Au lancement d'Advans banque le créneau et la vocation étaient plus basés sur le crédit avec comme outil de communication la communication interpersonnelle de bouche à oreille. A cette stratégie beaucoup de clients sont venus vers Advans banque. Comme la banque est une institution financière jouant le rôle d'intermédiaire entre les personnes à besoins de financement et les personnes à capacités de financement.

[283] GARSNAULT, P. et PRIANI, S., *La banque fonctionnement et stratégie*, Paris, ed Economica, 1997, p.35.

Au fur et à mesure qu'elle travaillait, Advans Banque a compris que pour bien faire les intérêts, il faut avoir ses propres épargnes pour financer les crédits, l'argent que les personnes à capacité de financement épargnent permet à Advans Banque de financer les personnes à besoins de crédits. Jadis, le slogan d'Advans banque était "*marchons ensemble*" mais il a été changé en *« la banque pour tous ».*

ii. Mission

« Advans » Banque a pour mission de renforcer l'offre de services des microfinances dans le pays où elle est encore peu développée, à travers la création de nouvelles institutions des microfinances (IMF), des banques ou l'accompagnement de jeunes IMF ou banques prometteuses.

« Vision » Advans Banque a pour vision de :

(1) Donner accès aux services financiers, aux personnes et aux entreprises non ou mal servies par le système financier classique (crédit, épargne) ;
(2) Développer ce type de service en milieux urbain et rural ;
(3) Assurer la rentabilité des IMF ou banques ;
(4) Créer des meilleurs gages de pérennité ;
(5) Être professionnel.

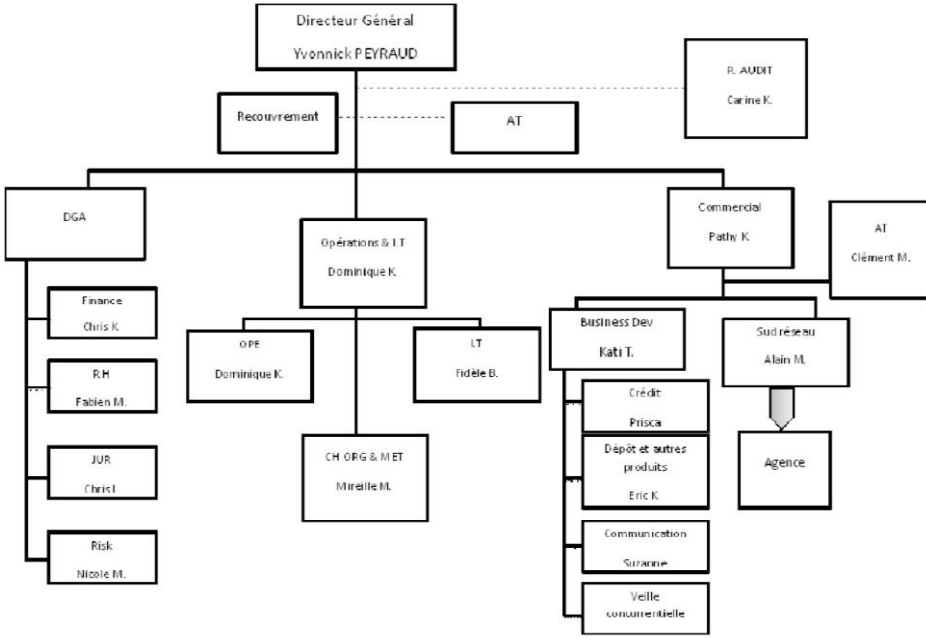
iii. Situation géographique d'Advans banque

Le siège social ainsi que l'Agence principal d'Advans banque sont situés au n°4 de l'avenue Ipenge, croisement avec l'avenue Bas-Congo dans la commune de la Gombe. En dehors de ce siège social advans

banque possède des agences succursales disséminés à travers la ville de Kinshasa.

b. Organigramme de la banque

XI. Analyses des pratiques communicationnelles au sein d' « advans » banque selon le modèle « d'Harold » « Lasswell »



(a) Le modèle communicationnel de Lasswell

Le modèle communicationnel de Lasswell appelé La sociologie fonctionnaliste des médias avec 5 questions : *« Qui ? dit quoi ? par quel canal ? à qui ? et avec quel effet ? »*. Avec cette formule qui l'a rendu célèbre et qui apparemment dépourvue d'ambiguïté, Lasswell dote en 1948 d'un cadre conceptuel la sociologie fonctionnaliste des médias qui, jusqu'alors, n'a aligné qu'une série d'études à caractère monographique.

Traduit en secteur de recherches, cela donne respectivement : l' « analyse de contrôle », l'« analyse de contenu », l' « analyse des médias ou supports », l' « analyse de l'audience » et l' « analyse des effets »[284].

Qui : est le producteur du message, cela permet l'analyse des caractéristiques du destinateur pour savoir qui s'exprime ; *Dit quoi :* fait référence au message, à l'information, le divertissement ou la publicité. On veut faire une analyse du contenu, des caractéristiques du message ; *Comment :* cela parle du canal ou l'analyse des médias ; *A qui :* Quel est le public visé, cela renvoi à l'analyse des auditions et des caractéristiques du destinataire ; *Avec quels effets :* on fait l'analyse des effets et du résultat de la communication. La sociologie fonctionnaliste des médias analyse comment les médias, en tant qu'institutions, remplissent des *fonctions essentielles pour l'équilibre social* (information, socialisation, divertissement, contrôle social, intégration).

(b) ***Pratique communicationnelle au niveau interne de la Banque***

Les pratiques de communication interne au sein d'une organisation font partie de la communication interne de cette dernière. La communication interne a pour objectif d'organiser et de faciliter les échanges d'information entre les membres de l'organisation. L'information véhiculée est descente, ascendante et latérale. Elle est descendante lorsqu'elle circule hiérarchiquement d'un supérieur à un subordonné ; ascendante lorsqu'elle circule d'un subordonné à un supérieur hiérarchique et elle est latérale lorsque les échanges se font entre les acteurs placés au même niveau hiérarchique.

[284] MATTELART, A., et MATTELART, M., *Histoire des théories de la communication*, 3è édition, Paris, Editions la Découverte, 2004, p.20.

La communication interne vise en premier lieu à assurer une bonne circulation de l'information au sein de la banque. La communication interne doit faire savoir à tous les membres de la banque les objectifs retenus par la direction générale, les moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs, les points forts ainsi que les points faibles de l'entreprise. Tout le personnel de la banque, quel que soit son niveau hiérarchique doit être informé de façon claire et concise sur la stratégie de développement. Toutefois, il ne suffit pas d'informer, mais plutôt de faire adhérer le personnel aux objectifs fixés et développer le soutient d'appartenance au groupe et de partager les mêmes valeurs avec les autres membres de ce groupe. Cette culture d'entreprise peut renforcer l'efficacité économique et la cohésion sociale de la banque.

Qui ?	Dit quoi ?	Comment ?	A qui ?	Avec quels effets ?
Direction Générale	-Les stratégies et objectifs de développement de la Banque ; -Les valeurs que la Banque est entrain de promouvoir ; -Les nouvelles pratiques que la banques voudrait mettre en place.	- Réunion de services ; - Boites de dialogue, - Courriers électroniques ; - Groupe WhatsApp ; - Blog ; - Diner et petit déjeuner d'affaire ; - Surprises d'anniversaires ; - Rencontres de motivation ; - Gratifications mensuelles ; - Sortie loisirs.	Les Agents de la Banques et autres travailleurs de la banques (sécurité, cleaner, policiers, stagiaires etc.)	-Permet d'améliorer les relations entre les collaborateurs et les conditions de travail ce qui impacte favorablement la productivité ; -Permet aux agents d'accompagner le projet socio-économique de la banque ; -Permet de mettre en commun un langage, une culture, un ensemble de valeurs enfin de développer une appartenance à la Banque ; -Elle crée un langage commun qui permet chacun d'orienter et d'adapter son comportement professionnel ; Pour améliorer

				l'efficience de l'organisation, le renforcement de la cohésion du groupe et stimuler la motivation, l'enthousiasme, l'efficacité et la capacité d'innovation des agents.

Par cette analyse des pratiques de communication interne au sein de la banque Advans, nous avons compris que sa communication interne vise en premier lieu à assurer une bonne circulation de l'information en son sein et la promotion de bonnes valeurs qui la font

propulser ou avancer. Par sa communication interne, Advans Banque fait savoir à tous ses membres les objectifs retenus par la direction générale, les moyens mis en œuvre pour atteindre ses objectifs, ses points forts et faibles. Tout le personnel de la banque, quel que soit son niveau hiérarchique doit être informé de façon claire et concise sur la stratégie de développement. Toutefois, il ne suffit pas d'informer, plutôt il faut faire adhérer le personnel aux objectifs fixés et développer le soutient d'appartenance au groupe et de partager les mêmes valeurs avec les autres membres de ce groupe. Cette culture d'entreprise peut renforcer l'efficacité économique et la cohésion sociale au sein de la banque.

(b) Pratique communicationnelle au niveau externe de la Banque

la communication externe a donc pour objectif d'informer les différents publics externes dans le but de créer ou d'entretenir l'image de l'organisation. Cette image est créée et entretenue dans l'optique de positionner la Banque dans un contexte socio-économique de plus en plus rude (concurrence, crise, etc). En effet, le positionnement concoure à la notoriété de la Banque, c'est-à-dire le fait de la faire connaitre et surtout, reconnaitre. Cette (re)connaissance fédère les publics autour de la Banque, de ses services ou de son produit. Lorsque les publics sont fédérés, les ventes se trouvent généralement facilités.

Qui ?	Dit quoi ?	Comment ?	A qui ?	Avec quels effets ?
Direction Générale, Le Service commercial et de Communication.	- Advans banque par ses messages se présente comme étant : - Une banque qui donne le crédit ; - Une banque qui donne le crédit avec un taux régressif ; - une banque fidèle ; - une banque pour tous c'est-à-	- La communication interpersonnelle de bouche à oreille ; - Panneaux publicitaires ; - La communication porte à porte ; - Spot publicitaire radio et télévisé ; - La publicité sur le lieu de vente ; - Les actions marketing sur terrain ; - Calicots et banderoles ; - La communication événementielle ; - Le sponsoring ; - Les réseaux	- Partenaires - Clients ; - Passagers ; - Clients d'autres banques ; - La population Congolaise ; - Vendeurs, marchands.	- Aux clients : pour la fidélité et quand il s'agit des nouvelles offres que le banque met à disposition ; - Au Public qui ne sont pas encore client d'Advans banque, afin qu'ils se hâtent de venir ; - Aux clients des autres banques qui peuvent aussi se tourner vers Advans Banque, dans le but de voir qu'elle est une banque proche du client ; - Etrangers, passagers qui peuvent s'offrir les

	dire elle est une banque pour toutes les couches sociales .	sociaux ; - Publicité sur les bus ; - Ajout des points de ventes alternatifs pour une large visibilité.		services d'Advans banque durant leurs séjours en RDC.

Advans banque est une banque dont le créneau et le message est plus basée sur le crédit. Par le tableau ci haut, nous avons compris qu'Advans banque a comme outil de communication externe, la communication de bouche à l'oreille qui est l'un des outils les plus connus et qui a touché beaucoup plus de cibles qui sont aujourd'hui clients d'Advans banque, les panneaux publicitaires et voir même d'autres clients d'Advans banque vont transmettre le message à leurs amis et connaissances concernant ladite banque. A cela s'ajoute la communication porte à porte, le spot publicitaire radio et télévisé, la publicité sur le lieu de vente, l'ajout des

points de vente alternatifs, une stratégie de communication visuelle utilisée pour une large visibilité, les actions marketing sur terrain, les calicots et banderoles, la communication événementielle, le sponsoring, les réseaux sociaux, la publicité sur bus. Avec ces techniques, la banque augmente sa visibilité auprès d'un large public.

Dans ses messages véhiculés à travers ses outils de communication externe, Advans banque se présente comme une banque qui donne le crédit, avec offres qui permettent à ceux ou celles qui ont des crédits de bénéficier d'un bon taux de remboursement régressif. Les offres de crédit d'Advans banque sont pour tout le monde.

La banque véhicule les valeurs d'une banque fidèle, une banque pour tous comme le dit son slogan, une bonne banque qui tient ses paroles, une banque qui est venue aider ses clients et leur donner le coup de pouce dans leurs affaires mais il faudrait pour cela que le client soit aussi fidèle dans la régularisation du remboursement de ses crédits. En plus de cela Advans banque forme ses clients avant de leur accorder un crédit. Si vous remboursez bien votre crédit, elle vous donnera plus de crédit prochainement.

XII. Conclusion

Pour mener à bien le présent travail sur ***les pratiques communicationnelles dans une organisation bancaire selon le modèle de Lasswell. Cas d'Advans banque*** » nous nous sommes posés les questions de savoir : Quelles sont les pratiques de communication interne et externe utilisées au sein d'Advans Banque ? Quelles sont les pratiques de communication interne et externe utilisées au sein d'Advans Banque ? A qui ces pratiquent s'adressent-elles et quel en est l'impact ?

Par cette étude ethnosociologique de l'analyse d'un processus de communication dans une organisation et à la lumière du modèle communicationnel d'Harold Lasswell, nous avons appris qu'Advans banque fait recours aux différents outils de communication interne qui sont entre autres : les réunions de services, boites de dialogue, courriers électroniques, groupes WhatsApp, blogs, diners et petits déjeuners d'affaire, etc. et **au niveau externe, elle faut recourt notamment à la** communication interpersonnelle de bouche à oreille, aux panneaux publicitaires, à la communication porte à porte, aux spots publicitaires radios et télévisés, etc. Ces pratiquent permettent à Advans banque au niveau externe face aux clients, partenaires et autres publics, de se forger une bonne image qui soit le reflet de sa propre identité par rapport à ce qu'elle produit. Au niveau interne, elles visent à accompagner le projet socio-économique de la banque, à mettre en commun un langage, une culture d'entreprise, un ensemble de valeurs enfin de permettre à ses travailleurs de développer une appartenance à l'entreprise.

XIII. Bibliographie

a. Livres

1. BONNEVILLE, L. et Alii, *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, Québec, Gaëtan Morin, 2007.
2. BOUGNOUX. D., *Introduction aux sciences de la communication*, Paris, La découverte, 2001.
3. MATTELART, A., *L'invention de la communication*, Paris, La Découverte, 1997.

4. DORIATH, B. et Alii, *Information et Communication. Spécialité communication*, Paris, Nathan, 2005.
5. GARSNAULT, P. et PRIANI, S., *La banque fonctionnement et stratégie*, Paris, ed Economica, 1997.

b. Notes de cours

1. KASONGO IBANDA NGOZULU, W. T., *Communication globale en entreprise*, Notes de cours en L2 C.O, Unikin, Flsh, Inédit, 2015-2016.
2. KAYEMBE TUSILU, A. M., *Communication et relations publiques*, Notes de cours en L1 sic, Uniki,, Flsh, Inédit, 2013-2015.
3. MUBANGI BET'UKANI, *Information et Communication*, Notes de cours en G2 SIC, Unikin, Flsh, 2007-2008, Inédit.
4. NKWIMI AKOL, A. H., *Pratiques des communications au sein des organisations*, Notes de cours en L1 sic, Unikin, Flsh,2013-2014, inédit.

c. Webographie

1. IMOGEN, A. , *Traitement d'un dossier de crédit d'exploitation. Cas Banque extérieure d'Algérie*, licence en sciences commerciales 2010, Université d'Oran. mémoire posté en ligne sur http://www.memoireonline.com/04/12/5648/m_Traitement-d-un-dossier-de-credit-dexploitation-Cas-Banque-exterieure-d-Algerie2.html consulté le 05/08/2025 à 15h23'.

Par : Guy MOKONZI MATA,
Elisée HIMBI KABANGU &
Marc Valentin KACIND-F-CINDAY

Note finale

L'ORASSCOPIE XIII s'inscrit dans la continuité d'une ambition intellectuelle et citoyenne portée par ORASSU International, en synergie avec la vision scientifique de l'INCRS-RDC : produire, structurer et diffuser un savoir rigoureux, engagé et utile à la transformation sociale de la République Démocratique du Congo et de l'Afrique contemporaine.

À travers ce treizième numéro, ORASSCOPIE se veut un espace de convergence pluridisciplinaire, où chercheurs, praticiens, intellectuels et penseurs interrogent les réalités congolaises et africaines à la lumière des sciences sociales, humaines, théologiques, environnementales, politiques, économiques et culturelles. Cette édition témoigne d'une maturité scientifique accrue et d'un engagement assumé à faire de la recherche un levier de mémoire, de justice, de gouvernance responsable, de paix et de développement durable.

Les contributions réunies abordent des thématiques majeures et sensibles :

– la mémoire collective et la commémoration des tragédies congolaises ;

– les dynamiques de gouvernance financière, politique et administrative ;

– les conflits armés, les enjeux géopolitiques et les lectures critiques postcoloniales ;

– les défis de l'éducation, de la justice sociale, de la communication publique et de la gestion des conflits ;

– la sauvegarde de l'environnement, la santé environnementale et la conservation des aires protégées ;

– les questions culturelles, spirituelles, théologiques et identitaires ;

– ainsi que les problématiques économiques liées aux PME, au crédit et au développement local.

Cette diversité thématique n'est ni fortuite ni dispersée. Elle répond à une vision holistique, assumant que les crises congolaises sont multidimensionnelles et exigent des réponses scientifiques croisées, contextualisées et enracinées dans les réalités locales. ORASSCOPIE XIII fait ainsi dialoguer le local et le global, la théorie et la pratique, la mémoire et l'avenir.

En donnant la parole à des chercheurs issus de différents horizons académiques et professionnels, cette édition contribue à décoloniser les savoirs, à valoriser les productions scientifiques africaines et à renforcer la souveraineté intellectuelle congolaise. Elle constitue également une plateforme de visibilité et de reconnaissance pour les jeunes chercheurs, tout en consolidant les standards internationaux de publication scientifique.

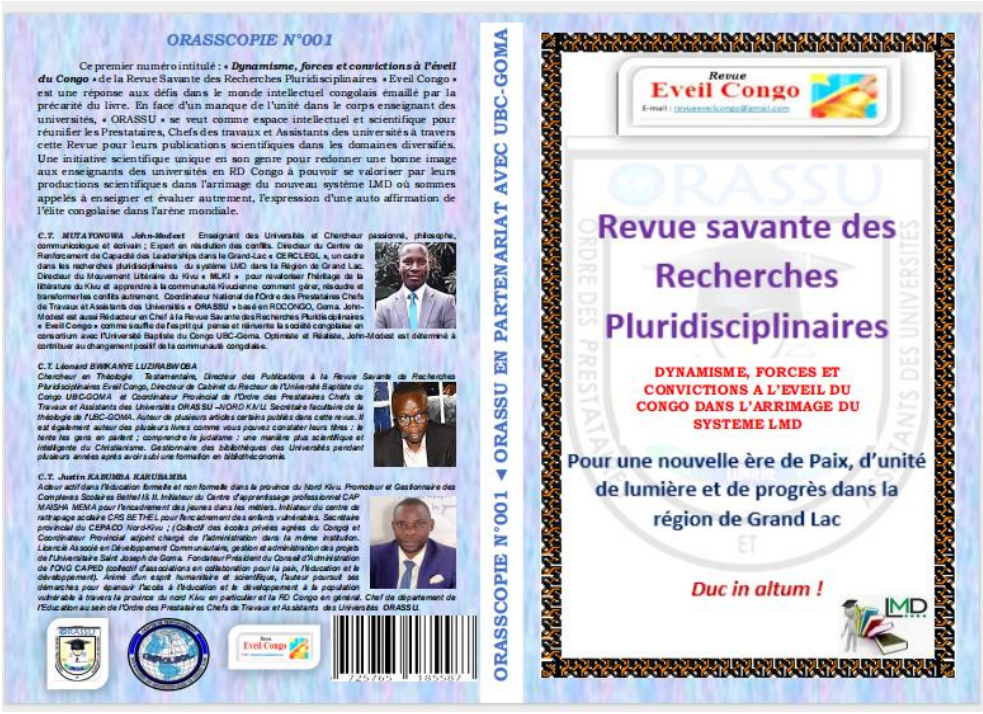
ORASSU International adresse ses remerciements sincères à l'ensemble des auteurs, évaluateurs, partenaires institutionnels et lecteurs fidèles qui rendent possible cette œuvre collective. À travers ORASSCOPIE XIII, nous formulons nos vœux les meilleurs pour une science engagée, éthique et tournée vers l'impact social.

Puisse ce numéro nourrir la réflexion, stimuler le débat académique, éclairer les décideurs et inspirer des actions concrètes au service d'une RDC plus juste, pacifique et prospère.

La Direction d'ORASSU International
ORASSCOPIE – Revue scientifique pluridisciplinaire
Dr. John-Modest MUTAYONGWA

LES 13 ORASSCOPIES DE LA MEME EDITION ORASSU International

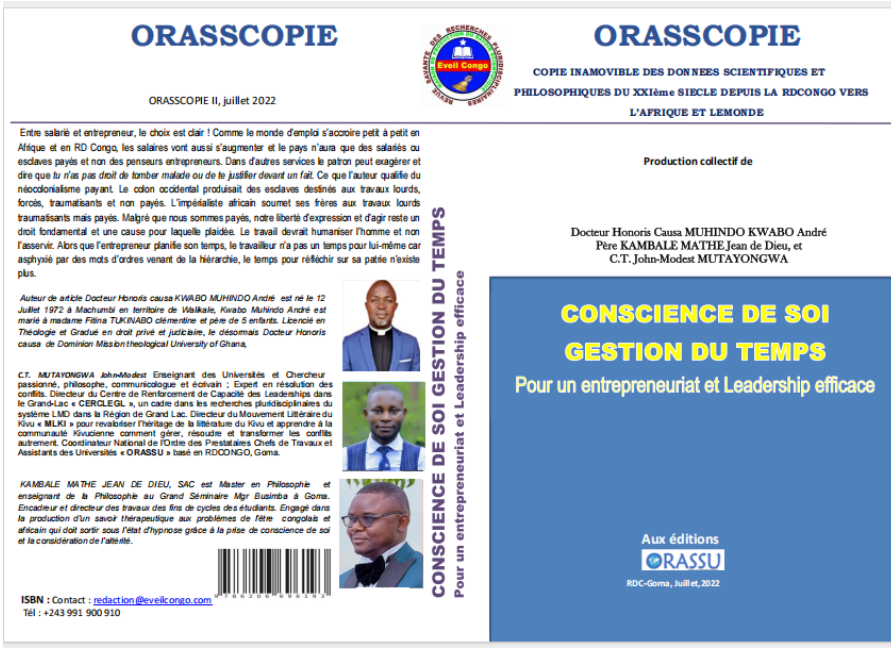
ORASSCOPIE I



Ce premier numéro intitulé : « Dynamisme, forces et convictions à l'éveil du Congo » de la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires « Eveil Congo » est une réponse aux défis dans le monde intellectuel congolais émaillé par la précarité du livre. En face d'un manque de l'unité dans le corps enseignant des universités, « ORASSU » se veut comme espace intellectuel et scientifique pour réunifier les Prestataires, Chefs des travaux et Assistants des universités à travers cette Revue pour leurs publications scientifiques dans les

domaines diversifiés. Une initiative scientifique unique en son genre pour redonner une bonne image aux enseignants des universités en RD Congo à pouvoir se valoriser par leurs. Productions scientifiques dans l'arrimage du nouveau système LMD où sommes appelés à enseigner et évaluer autrement, l'expression d'une auto-affirmation de l'élite congolaise dans l'arène mondiale.

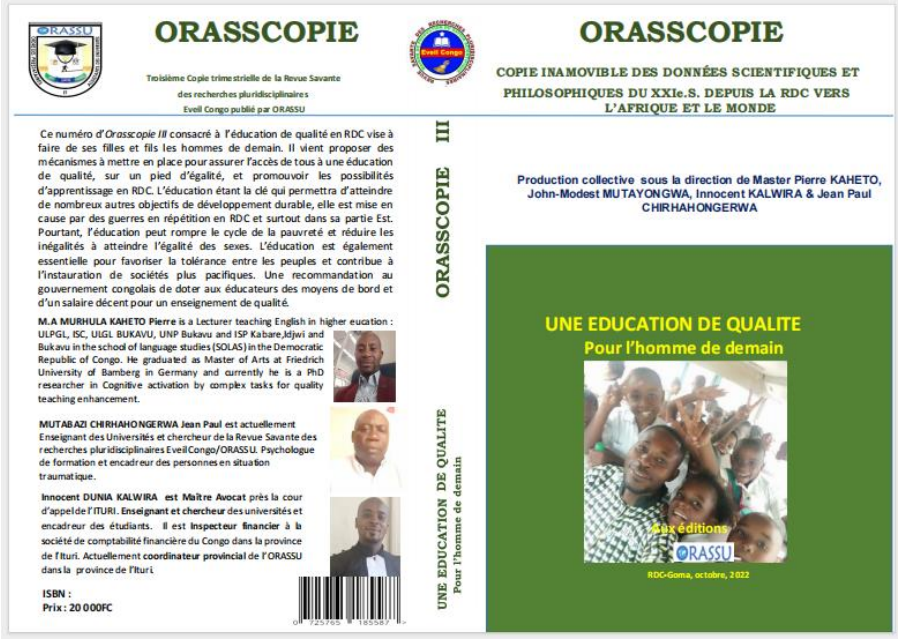
ORASSCOPIE II



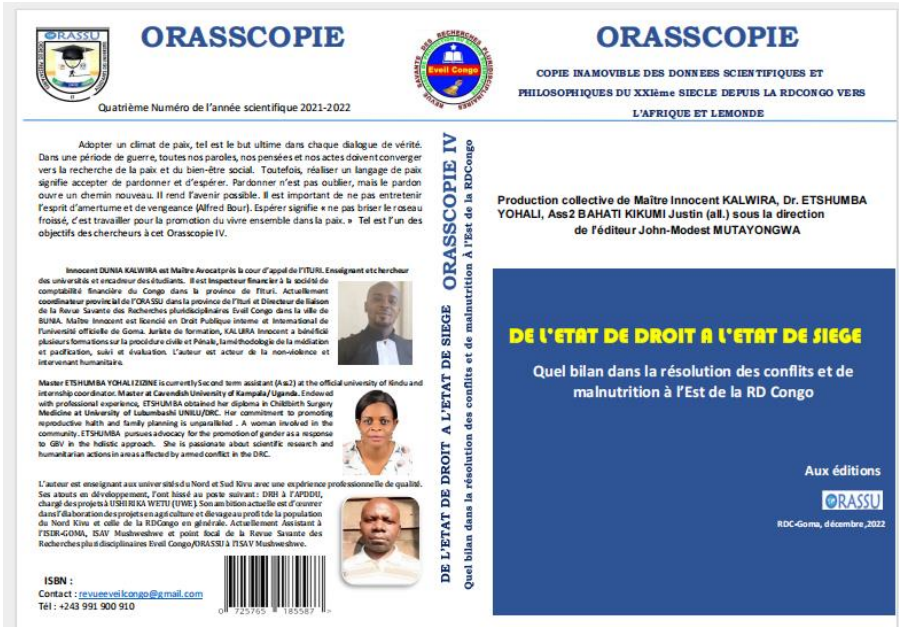
Entre salarié et entrepreneur, le choix est clair ! Comme le monde d'emploi s'accroire petit à petit en Afrique et en RD Congo, les salaires vont aussi s'augmenter et le pays n'aura que des salariés ou esclaves payés et non des penseurs entrepreneurs.

Dans d'autres services le patron peut exagérer et dire que *tu n'as pas droit de tomber malade ou de te justifier devant un fait.* Ce que l'auteur qualifie du néocolonialisme payant. Le colon occidental produisait des esclaves destinés aux travaux lourds, forcés, traumatisants et non payés. L'impérialiste africain soumet ses frères aux travaux lourds traumatisants mais payés. Bien que nous sommes payés, notre liberté d'expression et d'agir reste un droit fondamental et une cause pour laquelle plaidée. Le travail devrait humaniser l'homme et non l'asservir. Alors que l'entrepreneur planifie son temps, le travailleur n'a pas un temps pour lui-même car asphyxié par des mots d'ordres venant de la hiérarchie, le temps pour réfléchir sur sa patrie n'existe plus.

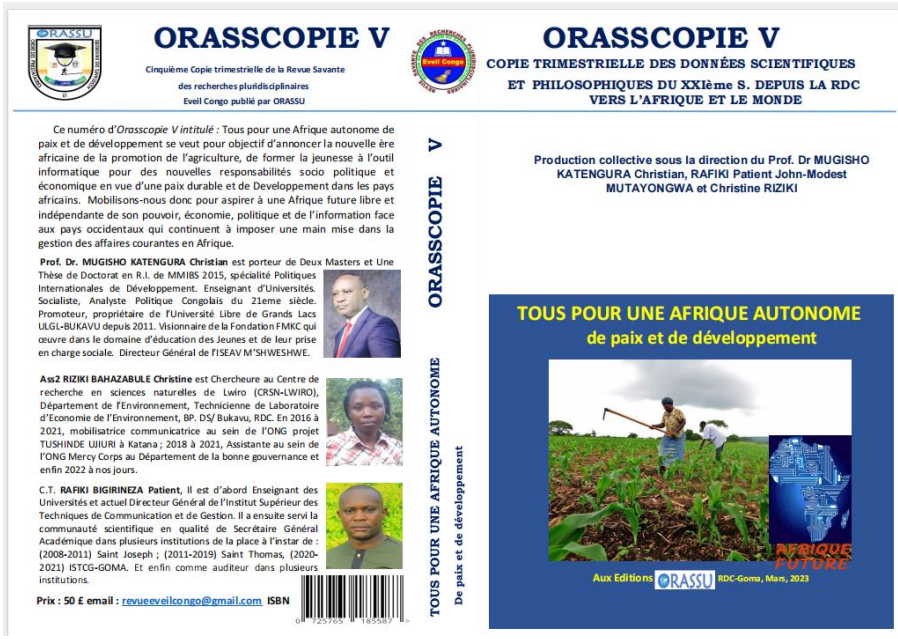
ORASSCOPIE III



Ce numéro d'*Orasscopie III* consacré à l'éducation de qualité en RDC vise à faire de ses filles et fils les hommes de demain. Il vient proposer des mécanismes à mettre en place pour assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage en RDC. L'éducation étant la clé qui permettra d'atteindre de nombreux autres objectifs de développement durable, elle est mise en cause par des guerres en répétition en RDC et surtout dans sa partie Est. Pourtant, l'éducation peut rompre le cycle de la pauvreté et réduire les inégalités à atteindre l'égalité des sexes. L'éducation est également essentielle pour favoriser la tolérance entre les peuples et contribue à l'instauration de sociétés plus pacifiques. Une recommandation au gouvernement congolais de doter aux éducateurs des moyens de bord et d'un salaire décent pour un enseignement de qualité.



Adopter un climat de paix, tel est le but ultime dans chaque dialogue de vérité. Dans une période de guerre, toutes nos paroles, nos pensées et nos actes doivent converger vers la recherche de la paix et du bien-être social. Toutefois, réaliser un langage de paix signifie accepter de pardonner et d'espérer. Pardonner n'est pas oublier, mais le pardon ouvre un chemin nouveau. Il rend l'avenir possible. Il est important de ne pas entretenir l'esprit d'amertume et de vengeance (Alfred Bour). Espérer signifie « ne pas briser le roseau froissé, c'est travailler pour la promotion du vivre ensemble dans la paix. »Tel est l'un des objectifs des chercheurs à cet Orasscopie IV.



ORASSCOPIE V

Cinquième Copie trimestrielle de la Revue Savante des recherches pluridisciplinaires Eveil Congo publié par ORASSU

ORASSCOPIE V

COPIE TRIMESTRIELLE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES ET PHILOSOPHIQUES DU XXIème S. DEPUIS LA RDC VERS L'AFRIQUE ET LE MONDE

Ce numéro d'*Orasscopie V intitulé :* Tous pour une Afrique autonome de paix et de développement se veut pour objectif d'annoncer la nouvelle ère africaine de la promotion de l'agriculture, de former la jeunesse à l'outil informatique pour des nouvelles responsabilités socio politique et économique en vue d'une paix durable et de Developpement dans les pays africains. Mobilisons-nous donc pour aspirer à une Afrique future libre et indépendante de son pouvoir, économie, politique et de l'information face aux pays occidentaux qui continuent à imposer une main mise dans la gestion des affaires courantes en Afrique.

Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian est porteur de Deux Masters et Une Thèse de Doctorat en R.I. de MMIBS 2015, spécialité Politiques Internationales de Développement. Enseignant d'Universités. Socialiste, Analyste Politique Congolais du 21eme siècle. Promoteur, propriétaire de l'Université Libre de Grands Lacs ULGL-BUKAVU depuis 2011. Visionnaire de la Fondation FMKC qui œuvre dans le domaine d'éducation des Jeunes et de leur prise en charge sociale. Directeur Général de l'ISEAV M'SHWESHWE.

Ass2 RIZIKI BAHAZABULE Christine est Chercheure au Centre de recherche en sciences naturelles de Lwiro (CRSN-LWIRO), Département de l'Environnement, Technicienne de Laboratoire d'Economie de l'Environnement, BP. DS/ Bukavu, RDC. En 2016 à 2021, mobilisatrice communicatrice au sein de l'ONG projet TUSHINDE UJIURI à Katana ; 2018 à 2021, Assistante au sein de l'ONG Mercy Corps au Département de la bonne gouvernance et enfin 2022 à nos jours.

C.T. **RAFIKI BIGIRINEZA Patient**, Il est d'abord Enseignant des Universités et actuel Directeur Général de l'Institut Supérieur des Techniques de Communication et de Gestion. Il a ensuite servi la communauté scientifique en qualité de Secrétaire Général Académique dans plusieurs institutions de la place à l'instar de : (2008-2011) Saint Joseph ; (2011-2019) Saint Thomas, (2020-2021) ISTCG-GOMA. Et enfin comme auditeur dans plusieurs institutions.

Prix : 50 £ email : revueeveilcongo@gmail.com **ISBN**

ORASSCOPIE V

TOUS POUR UNE AFRIQUE AUTONOME De paix et de développement

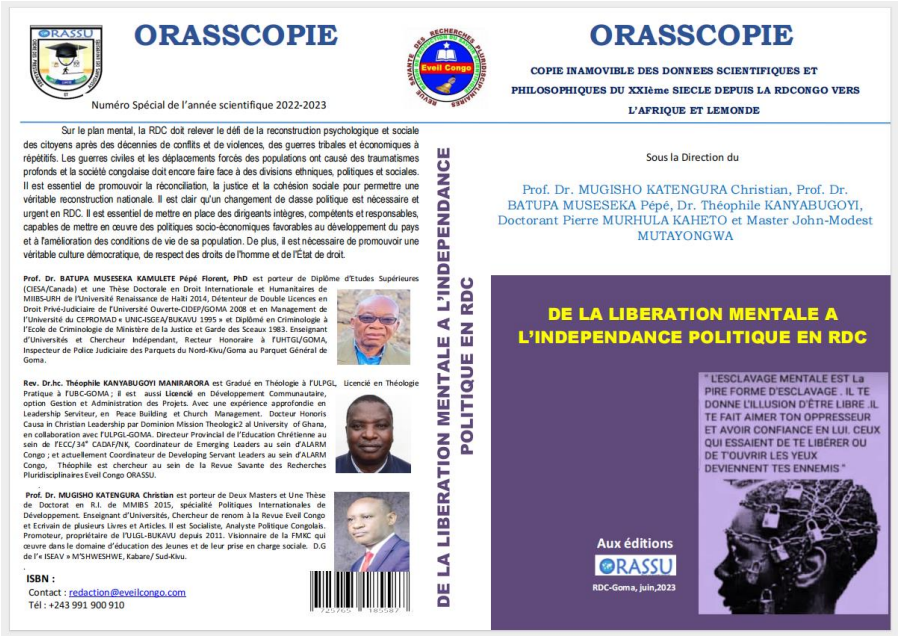
Production collective sous la direction du Prof. Dr MUGISHO KATENGURA Christian, RAFIKI Patient John-Modest MUTAYONGWA et Christine RIZIKI

TOUS POUR UNE AFRIQUE AUTONOME de paix et de développement

AFRIQUE FUTURE

Aux Editions ORASSU RDC-Goma, Mars, 2023

Ce numéro d'*Orasscopie V intitulé :* Tous pour une Afrique autonome de paix et de développement se veut pour objectif d'annoncer la nouvelle ère africaine de la promotion de l'agriculture, de former la jeunesse à l'outil informatique pour des nouvelles responsabilités socio politique et économique en vue d'une paix durable et de Developpement dans les pays africains. Mobilisons-nous donc pour aspirer à une Afrique future libre et indépendante de son pouvoir, économie, politique et de l'information face aux pays occidentaux qui continuent à imposer une main mise dans la gestion des affaires courantes en Afrique.



ORASSCOPIE

Numéro Spécial de l'année scientifique 2022-2023

ORASSCOPIE

COPIE INAMOVIBLE DES DONNEES SCIENTIFIQUES ET PHILOSOPHIQUES DU XXIème SIECLE DEPUIS LA RDCONGO VERS L'AFRIQUE ET LEMONDE

Sur le plan mental, la RDC doit relever le défi de la reconstruction psychologique et sociale des citoyens après des décennies de conflits et de violences, des guerres tribales et économiques à répétitifs. Les guerres civiles et les déplacements forcés des populations ont causé des traumatismes profonds et la société congolaise doit encore faire face à des divisions ethniques, politiques et sociales. Il est essentiel de promouvoir la réconciliation, la justice et la cohésion sociale pour permettre une véritable reconstruction nationale. Il est clair qu'un changement de classe politique est nécessaire et urgent en RDC. Il est essentiel de mettre en place des dirigeants intègres, compétents et responsables, capables de mettre en œuvre des politiques socio-économiques favorables au développement du pays et à l'amélioration des conditions de vie de sa population. De plus, il est nécessaire de promouvoir une véritable culture démocratique, de respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

Sous la Direction du

Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian, Prof. Dr. BATUPA MUSESEKA Pépé, Dr. Théophile KANYABUGOYI, Doctorant Pierre MURHULA KAHETO et Master John-Modest MUTAYONGWA

Prof. Dr. BATUPA MUSESEKA KAMULETE Pépé Florent, PhD est porteur de Diplôme d'Etudes Supérieures (CIESA/Canada) et une Thèse Doctorale en Droit Internationale et Humanitaires de MMBS-URH de l'Université Renaissance de Haïti 2014, Détenteur de Double Licences en Droit Privé-Judiciaire de l'Université Ouverte-CIDEP/GOMA 2008 et en Management de l'Université du CEPROMAD « UNIC-ISGEA/BUKAVU 1995 » et Diplômé en Criminologie à l'Ecole de Criminologie de Ministère de la Justice et Garde des Sceaux 1983. Enseignant d'Universités et Chercheur Indépendant, Recteur Honoraire à l'UHTGU/GOMA, Inspecteur de Police Judiciaire des Parquets du Nord-Kivu/Goma au Parquet Général de Goma.

Rev. Dr.hc. Théophile KANYABUGOYI MANIRARORA est Gradué en Théologie à l'ULPGL, Licencié en Théologie Pratique à l'UBC-GOMA ; il est aussi **Licencié** en Développement Communautaire, option Gestion et Administration des Projets. Avec une expérience approfondie en Leadership Serviteur, en Peace Building et Church Management. Docteur Honoris Causa in Christian Leadership par Dominion Mission Theologic2 al University of Ghana, en collaboration avec l'ULPGL-GOMA. Directeur Provincial de l'Education Chrétienne au sein de l'ECC/34° CADAF/NK, Coordinateur de Emerging Leaders au sein d'ALARM Congo ; et actuellement Coordinateur de Developing Servant Leaders au sein d'ALARM Congo, Théophile est chercheur au sein de la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo ORASSU.

Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian est porteur de Deux Masters et Une Thèse de Doctorat en R.I. de MMIBS 2015, spécialité Politiques Internationales de Développement. Enseignant d'Universités, Chercheur de renom à la Revue Eveil Congo et Ecrivain de plusieurs Livres et Articles. Il est Socialiste, Analyste Politique Congolais. Promoteur, propriétaire de l'ULGL-BUKAVU depuis 2011. Visionnaire de la FMKC qui œuvre dans le domaine d'éducation des Jeunes et de leur prise en charge sociale. D.G de l'« ISEAV » M'SHWESHWE, Kabare/ Sud-Kivu.

ISBN :

Contact : redaction@eveilcongo.com
Tél : +243 991 900 910

DE LA LIBERATION MENTALE A L'INDEPENDANCE POLITIQUE EN RDC

DE LA LIBERATION MENTALE A L'INDEPENDANCE POLITIQUE EN RDC

" L'ESCLAVAGE MENTALE EST La PIRE FORME D'ESCLAVAGE . IL TE DONNE L'ILLUSION D'ÊTRE LIBRE .IL TE FAIT AIMER TON OPPRESSEUR ET AVOIR CONFIANCE EN LUI. CEUX QUI ESSAIENT DE TE LIBÉRER OU DE T'OUVRIR LES YEUX DEVIENNENT TES ENNEMIS "

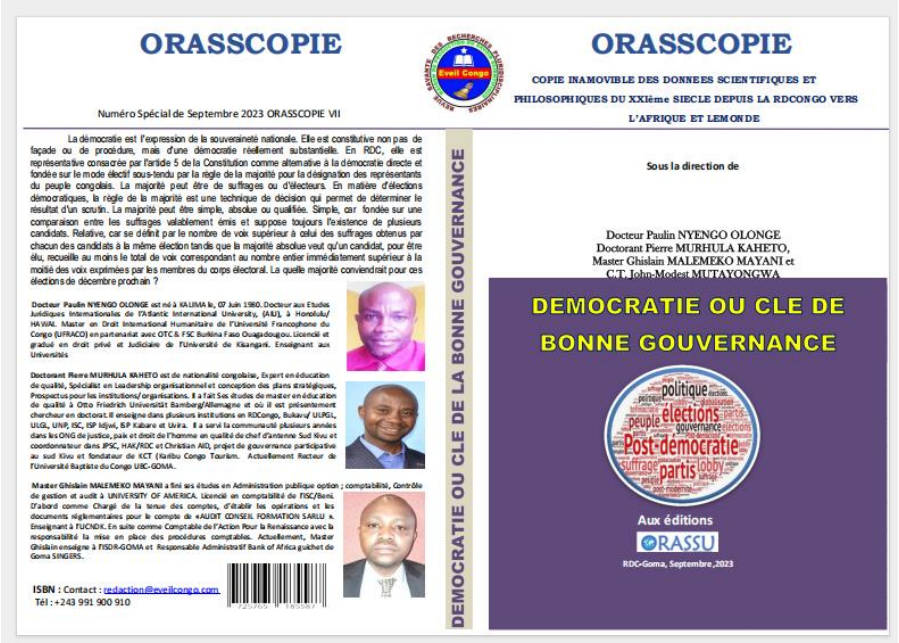
Aux éditions ORASSU
RDC-Goma, juin,2023

Sur le plan mental, la RDC doit relever le défi de la reconstruction psychologique et sociale des citoyens après des décennies de conflits et de violences, des guerres tribales et économiques à répétitifs. Les guerres civiles et les déplacements forcés des populations ont causé des traumatismes profonds et la société congolaise doit encore faire face à des divisions ethniques, politiques et sociales.

Il est essentiel de promouvoir la réconciliation, la justice et la cohésion sociale pour permettre une véritable reconstruction nationale. Il est clair qu'un changement de classe politique est nécessaire et urgent en RDC. Il est essentiel de mettre en place des dirigeants intègres, compétents et responsables, capables de mettre en œuvre des politiques socio-économiques favorables au développement du pays et à l'amélioration des conditions

de vie de sa population. De plus, il est nécessaire de promouvoir une véritable culture démocratique, de respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

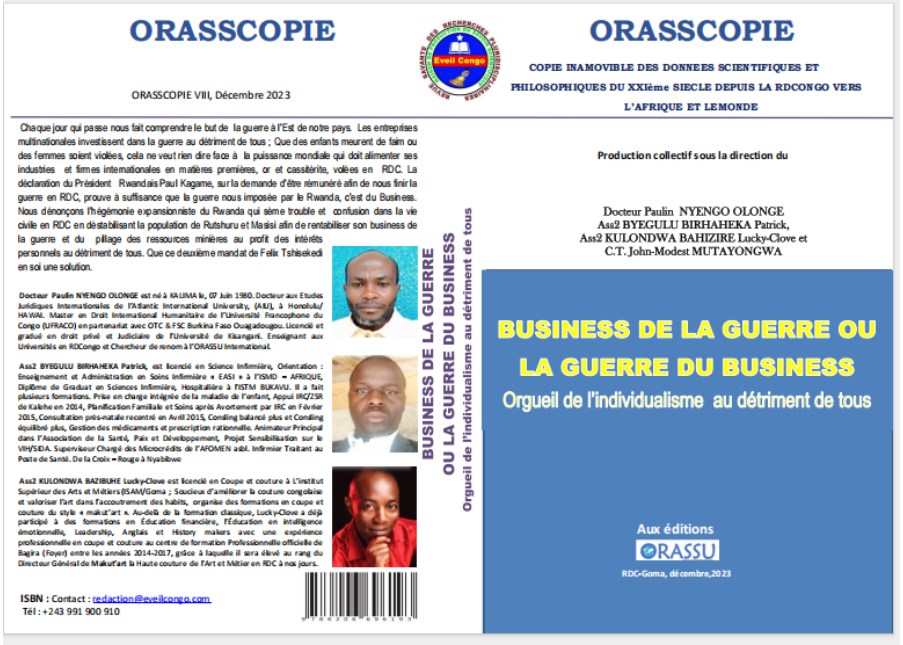
ORASSCOPIE VII



La démocratie est l'expression de la souveraineté nationale. Elle est constitutive non pas de façade ou de procédure, mais d'une démocratie réellement substantielle. En RDC, elle est représentative consacrée par l'article 5 de la Constitution comme alternative à la démocratie directe et fondée sur le mode électif sous-tendu par la règle de la majorité pour la désignation des représentants du peuple congolais. La majorité peut être de suffrages ou d'électeurs. En matière d'élections démocratiques, la règle de la majorité est une technique de décision qui permet de déterminer le résultat d'un scrutin.

La majorité peut être simple, absolue ou qualifiée. Simple, car fondée sur une comparaison entre les suffrages valablement émis et suppose toujours l'existence de plusieurs candidats. Relative, car se définit par le nombre de voix supérieur à celui des suffrages obtenus par Chacun des candidats à la même élection tandis que la majorité absolue veut qu'un candidat, pour être élu, recueille au moins le total de voix correspondant au nombre entier immédiatement supérieur à la moitié des voix exprimées par les membres du corps électoral. Laquelle majorité conviendrait pour ces élections de décembre prochain ?

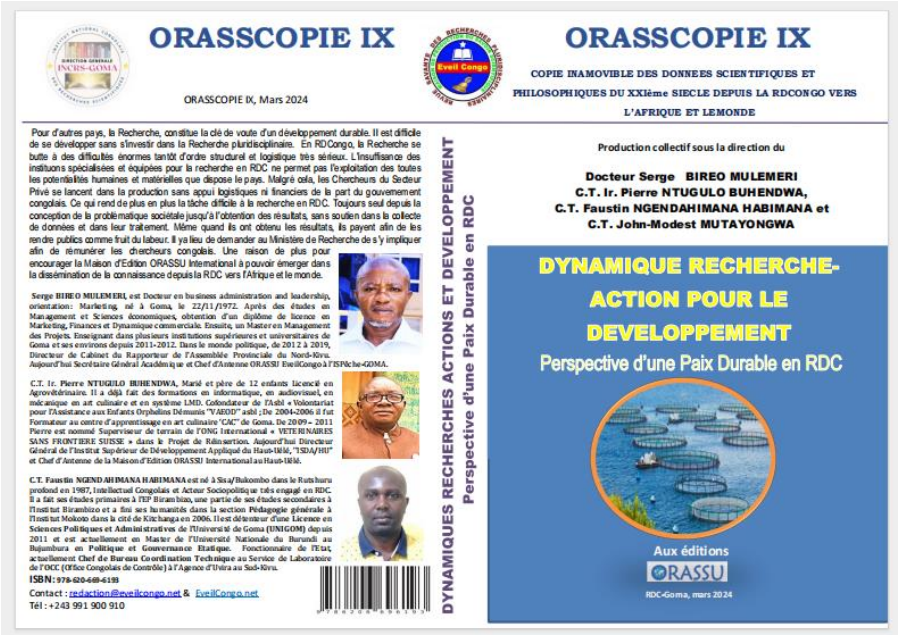
ORASSCOPIE VIII



Chaque jour qui passons nous fait comprendre le but de la guerre à l'Est de notre pays. Les entreprises multinationales investissent dans la guerre au détriment

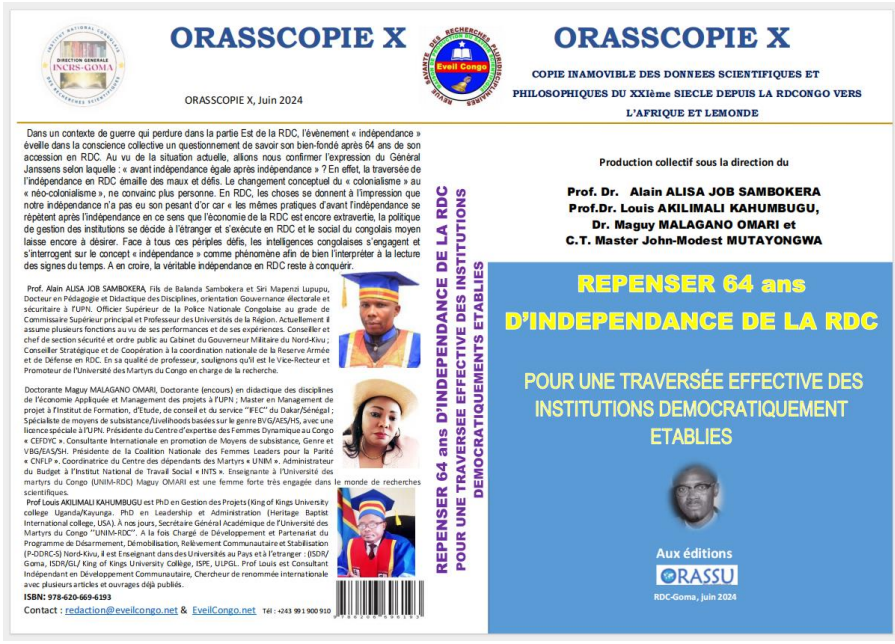
de tous ; Que des enfants meurent de faim ou des femmes soient violées, cela ne veut rien dire face à la puissance mondiale qui doit alimenter ses industries et firmes internationales en matières premières, or et cassitérite, volées en RDC. La déclaration du Président Rwandais Paul Kagame, sur la demande d'être rémunéré afin de nous finir la guerre en RDC, prouve à suffisance que la guerre nous imposée par le Rwanda, c'est du Business. Nous dénonçons l'hégémonie expansionniste du Rwanda qui sème trouble et confusion dans la vie civile en RDC en déstabilisant la population de Rutshuru et Masisi afin de rentabiliser son business de la guerre et du pillage des ressources minières au profit des intérêts personnels au détriment de tous. Que ce deuxième mandat de Felix Tshisekedi en soi une solution.

ORASSCOPIE IX



Pour d'autres pays, la Recherche, constitue la clé de voute d'un développement durable.

Il est difficile de se développer sans s'investir dans la Recherche pluridisciplinaire. En RDCongo, la Recherche se butte à des difficultés énormes tantôt d'ordre structurel et logistique très sérieux. L'insuffisance des instituons spécialisées et équipées pour la recherche en RDC ne permet pas l'exploitation des toutes les potentialités humaines et matérielles que dispose le pays. Malgré cela, les Chercheurs du Secteur Privé se lancent dans la production sans appui logistiques ni financiers de la part du gouvernement congolais. Ce qui rend de plus en plus la tâche difficile à la recherche en RDC. Toujours seul depuis la conception de la problématique sociétale jusqu'à l'obtention des résultats, sans soutien dans la collecte de données et dans leur traitement. Même quand ils ont obtenu les résultats, ils payent afin de les rendre publics comme fruit du labeur. Il ya lieu de demander au Ministère de Recherche de s'y impliquer afin de rémunérer les chercheurs congolais. Une raison de plus pour encourager la Maison d'Edition ORASSU International à pouvoir émerger dans la dissémination de la connaissance depuis la RDC vers l'Afrique et le monde



Dans un contexte de guerre qui perdure dans la partie Est de la RDC, l'évènement « indépendance » éveille dans la conscience collective un questionnement de savoir son bien-fondé après 64 ans de son accession en RDC. Au vu de la situation actuelle, allions nous confirmer l'expression du Général Janssens selon laquelle : « avant indépendance égale après indépendance » ? En effet, la traversée de l'indépendance en RDC émaille des maux et défis. Le changement conceptuel du « colonialisme » au « néo-colonialisme », ne convainc plus personne. En RDC, les choses se donnent à l'impression que notre indépendance n'a pas eu son pesant d'or car « les mêmes pratiques d'avant l'indépendance se répètent après l'indépendance en ce sens que l'économie de la RDC est encore extravertie, la politique de gestion des institutions se décide à l'étranger et s'exécute en RDC et le social du

congolais moyen laisse encore à désirer. Face à tous ces périples défis, les intelligences congolaises s'engagent et s'interrogent sur le concept « indépendance » comme phénomène afin de bien l'interpréter à la lecture des signes du temps. A en croire, la véritable indépendance en RDC reste à conquérir.

ORASSCOPIE XI
Revue Trimestrielle Eveil Congo
(Septembre-Décembre 2024)
Institut National Congolais des Recherches Scientifiques
(INCRS-CONGO)

DIALOGUE-PAIX ET DEVELOPPEMENT :

DEFIS ENJEUX ET PERSPECTIVES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Aux Editions
ORASSU
International
Décembre 2024

En RDC Dépôt légal à la Bibliothèque nationale N° *JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 011/RDC-1137*
ISBN **0725-765-185-587**
Site Web : EveilCongo.net

Le dialogue entre les différentes communautés et groupes ethniques en RDC peut renforcer la cohésion nationale. La RDC est un pays diversifié avec plus de 200 groupes ethniques, chacun ayant ses propres cultures, langues et traditions. En encourageant le dialogue, on peut réduire les malentendus et les

tensions, afin de promouvoir la compréhension mutuelle et construire une identité nationale unifiée.

ORASSCOPIE XII

ORASSCOPIE XII
Revue Trimestrielle Eveil Congo

(Mars-Juin 2025)
Institut National Congolais des Recherches Scientifiques

(INCRS-CONGO)
Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale N° *JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 012/RDC-1137*
ISBN **9786-206-696-193**
Site Web: EveilCongo.net

Le 30 juin 1960, la République Démocratique du Congo accédait à l'indépendance
Politique, brisant les chaînes visibles de la colonisation. Soixante-cinq ans plus tard, cette date reste chargée de mémoire, de fierté, mais aussi d'interrogations profondes. Que signifie aujourd'hui l'indépendance pour un peuple dont la voix scientifique reste marginale sur la scène mondiale ? La liberté politique acquise a-t-elle été suivie d'une souveraineté intellectuelle et culturelle réelle ? Ce numéro spécial d'ORASSCOPIE XII, lancé à l'occasion de la fête nationale, explore une dimension souvent négligée : l'indépendance du savoir

ORASSCOPIE XIII

ORASSU International s'engage depuis plus de cinq ans dans la production et la valorisation d'un savoir scientifique holistique au service de la transformation de la République Démocratique du Congo, de l'Afrique et du monde. À travers sa vision éditoriale et intellectuelle, elle promeut une souveraineté scientifique fondée sur la recherche locale, la pensée critique et l'innovation endogène. Cette ambition se matérialise par le projet de construction de l'Institut National Congolais des Recherches Scientifiques (INCRS-RDC), conçu comme une institution faîtière chargée de structurer, coordonner, protéger et valoriser le patrimoine scientifique national, en complémentarité avec les universités et centres de recherche existants. L'INCRS-RDC vise à orienter la recherche vers les priorités nationales, soutenir les chercheurs congolais, renforcer l'interface science–politique publique et positionner la RDC comme un pôle intellectuel crédible sur la scène africaine et internationale. Investir dans le savoir devient ainsi un levier stratégique de gouvernance, de paix sociale, de développement durable et de bien-être collectif pour tous les Congolais.

Table des matières

REMERCIEMENTS ET NOS VŒUX LES MEILLEURS !.. 3

ORASSU International et la vision de l'INCRS-RDC 11

JOURNEE COMMEMORATIVE DU GENOCIDE CONGONLAIS CE 02

INFLUENCE DE LA COMMUNICATION DE L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF) SUR LA PATROUILLE FINANCIERE AUPRES DES AGENTS PUBLICS KINOIS. 28

CONTEXTE GLOBAL DES CONFLITS DES GUERRES ET SON HISTORIQUE A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO 64

IMPERIALISME OCCIDENTAL, ONU ET ENJEUX GEOPOLITIQUES EN RDC : UNE LECTURE CRITIQUE POSTCOLONIALE 89

LES PARTICULARITES D'INTERPRETER LES ÉCRITURES D'UNE PERSPECTIVE AFRICAINE..... 108

LE POLITIQUE ET LE FONCTIONNAIRE CONGOLAIS FACE A L'IDEAL DE NEUTRALITE DU SERVICE PUBLIC : VISION SUR LE SENS ET LE NON-SENS DES MENTALITES 127

LES FORETS DU BASSIN DU CONGO : UN EQUILIBRE ENVIRONNEMENTAL 151

LES CONSEQUENCES DE LA PENSEE HEBRAÏQUE DANS LE NOUVEAU TESTAMENT..... 173

DISILLUSIONMENT IN AYI KWEYI ARMAH *The Beautiful Ones Are Not yet Born*..... 192

COMPOSANTES STRATEGIQUE D'UNE VISION HOLLISTIQUE ET PLURIDISCIPLINAIRE POUR A PAIX ET LE DEVELOPPEMENT EN RDC..... 216

DEVOILER LE POTENTIEL DIVIN : LA SEXUALITE COMME PORTE D'ACCES A LA SPIRITUALITE ET A L'OUVERTURE DU TROISIEME ŒIL..... 235

ESSAI D'ANALYSE D'INEGALITE DANS LA SCOLARISATION 256

DES FILLES ET DES GARÇONS EN MILIEU RURAL, 256

(CAS DU GROUPEMENT MUNIGI) 256

JUSTICE COMME MIROIR SOCIAL EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : ENTRE MIMETISME INSTITUTIONNEL ET REALITES DE L'INFORMALITE 291

PROBLEMATIQUE DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT ET SON IMPACT SUR LA REUSSITE AUX EXAMENS D'ETAT : CAS DES ECOLES DU CENTRE DE RUBAYA 325

BRUITS URBAINS ET SOUFFRANCES RELATIONNELLES A KINSHASA : APPROCHE ETHNOSOCIOLOGIQUE DES VICTIMES DE PERTURBATIONS SOCIALES VIVANT DANS LA COMMUNE DE LINGWALA..... 368

COMMUNICATION ET GESTION DES CONFLITS INTERETHNIQUES EN RDC : ANALYSE DES ENJEUX COMMUNICATIONNELS DU CONFLIT INTERCOMMUNAUTAIRE TEKE-YAKA. 401

ÉTUDE SUR LA SAUVEGARDE DE L'ENVIRONNEMENT, NOTRE MAISON COMMUNE :Cas de la province du Nord-Kivu (2023–2024) 444

CINEMA ET CULTURE DE PAIX EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGOANALYSE DE CONTENU FILMIQUE DE MUGANGA 454

LE GOUVERNEMENT SUMINWA 2 : UNE STRUCTURE ELEPHANTESQUE POUR QUELS RESULTATS ATTENDUS ?..... 496

INSALUBRITÉ ET ENJEUX DE SANTÉ ENVIRONNEMENTALE DANS LA ZONE DE SANTÉ DE BUNYAKIRI, TERRITOIRE DE KALEHE, SUD-KIVU (RDC) 522

COMMUNICATION NON VIOLENTE POUR LA REVALORISATION DE L'IMAGE DE LA POLICE NATIONALE CONGOLAISE : PERCEPTION DES PRATIQUES POLICIERES A KINSHASA..... 564

GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT EN RDC ET SON IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DES ENSEIGNANTS-PARENTS DES ECOLES PRIMAIRES PUBLIQUES A GOMA 619

PRESENTATION SOMMAIRE DES TABOUS ET INTERDITS DANS LA ZONE DE FIZI AU SUD KIVU DANS LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO 700

ACCES A L'ÉDUCATION EN RDC : BILAN DE LA GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE 727

EFFICACITE DE LA STRATEGIE DU GOUVERNEMENT DE LA R.D.C DANS LA CONSERVATION DES AIRES PROTEGEES « cas du PNVI-SUD »..... 764

ACCES AU CREDIT ET PERFORMANCE DES PME EN VILLE DE GOMA 784

ETUDE SUR LES CONTRAINTES LIEES A LA..... 831

NON SCOLARISATION DES ENFANTS DANS LA VILLE DE GOMA : CAS DU QUARTIER KASIKA DE 2011 à 2015 831

LA VIOLENCE EN MILIEU SCOLAIRE A GOMA : CAUSES ET STRATEGIES DE REMEDIATION..... 855

INCIDENCES DES DECHETS NON BIODEGRADABLES SUR 880

L'ENVIRONNEMENT EN VILLE DE GOMA, CAS SPECIFIQUE DU QUARTIER MAJENGO..... 880

DROIT CONGOLAIS ET REGIONALISME POLITIQUE FACE AUX LIMITES DU CONTROLE PARLEMENTAIRE EN PROVINCE :..... 901

ANALYSE DES DEFIS AU KASAÏ ORIENTAL..... 901

« ANALYSE DES PRATIQUES COMMUNICATIONNELLES DANS UNE ORGANISATION BANCAIRE SELON LE MODÈLE DE LASSWELL. CAS D'ADVANS BANQUE» 950